

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES

Le mouvement « Esprit » 1932-1941

Essai critique

THÈSE

présentée à l'Université de Genève
pour l'obtention du grade de docteur ès sciences politiques

par
PIERRE DE SENARCLENS
Genève

Thèse N° 264

En vente chez :
ÉDITIONS L'AGE D'HOMME

Métropole 10
Lausanne

1974



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41545901_0031

Le mouvement « Esprit »
1932-1941

La Commission mixte, composée des Doyens des Facultés de droit, des lettres, et des sciences économiques et sociales, et du Directeur de l'Institut universitaire de hautes études internationales, sur le préavis de M. Jacques Freymond, professeur à l'Université et à l'Institut, de M. Saul Friedländer, professeur à l'Institut et à l'Université hébraïque de Jérusalem, de M. Miklos Molnar, professeur à l'Institut, et de M. Ivo Rens, professeur à l'Université, autorise l'impression de la présente thèse, sans entendre par là exprimer d'opinion sur les propositions qui y sont énoncées.

Genève, le 23 juillet 1973.

Pour la Commission mixte :
directeur de l'Institut Universitaire.
Jacques FREYMOND,

UNIVERSITÉ DE GENÈVE
INSTITUT UNIVERSITAIRE DE HAUTES ÉTUDES INTERNATIONALES

Le mouvement « Esprit » 1932-1941

Essai critique

THÈSE

présentée à l'Université de Genève
pour l'obtention du grade de docteur ès sciences politiques

par

PIERRE DE SENARCLENS
Genève

Thèse N° 264

En vente chez :

ÉDITIONS L'AGE D'HOMME

Métropole 10
Lausanne

1974



A BÉRENGÈRE

REMERCIEMENTS

Nous exprimons notre reconnaissance à la commission genevoise du Fonds national de la recherche scientifique suisse pour l'aide financière généreuse qu'elle nous a prodiguée pendant deux ans. Nous désirons aussi témoigner notre gratitude au professeur Jacques Freymond, qui a dirigé ce travail de doctorat avec attention et bienveillance, ainsi qu'aux professeurs Saül Friedländer, Miklos Molnar et Yvo Rens dont les conseils et les critiques nous furent toujours précieux. D'autre part, M^{me} Hervé Denis, M. et M^{me} Olivier Fatio, MM. Yves Besson, Henri Burgelin, Eric Junod et Antoine Maurice, ont accepté de lire et de commenter ce texte ; nous leur sommes gré de leur amicale sollicitude. Par ailleurs, nous avons bénéficié du dévouement de M^{me} Jean Kaytar, qui a surmonté avec diligence les obstacles d'un manuscrit rebelle. Nos remerciements sincères vont également à tous les anciens participants du mouvement *Esprit* qui nous ont évoqué leurs souvenirs. Enfin, cet ouvrage n'aurait pas été possible sans le concours et les sacrifices de celle à qui nous le dédions.

CHAPITRE PREMIER

LA FONDATION DU MOUVEMENT ESPRIT

1. Enfance et influences

En octobre 1932 paraît en France une nouvelle revue sur laquelle se détache en grandes lettres un titre aux consonances harmonieuses et sublimes : « *Esprit* », *revue internationale, édition française*. Elle commence par un article fleuve, passionné et confus, qui s'intitule « Refaire la Renaissance »¹. Son auteur, Emmanuel Mounier, est à peu près inconnu dans le monde des lettres et de la politique, de même que la plupart des rédacteurs de cette singulière revue. Il proclame la « primauté du spirituel »² et annonce sa volonté de lutter jusqu'au martyre contre la « moisissure du monde moderne »³.

En cette fin d'année 1932, le monde est effectivement pitoyable. A quoi bon énumérer toutes ses misères, elles sont désormais si connues. Le Krach, la crise, puis une cataracte de calamités économiques, sociales et politiques, ont déferlé d'Amérique vers cette vieille Europe encore toute chargée des meurtrissures de sa Grande Guerre. Hélas, l'avenir est encore plus sombre que la nuit qui vient. Chacun le pressent, car les signes en sont manifestes.

C'est pourquoi le lecteur attentif aux angoisses de son temps ne peut manquer d'être intrigué par les témoignages de ces jeunes intellectuels qui proclament leur volonté de transfigurer la vie. Assurément, dans la grisaille d'une époque inquiétante, ce projet extraordinaire ne manque pas de merveilleux. Toutefois est-il sérieux ? Avant de répondre à cette question essentielle, il faut évoquer brièvement la personnalité d'E. Mounier, le directeur de cette revue, et remonter aux origines du mouvement *Esprit* dont il deviendra bientôt le principal inspirateur.

Dans la correspondance importante qu'il entretint avec ses proches, dans les carnets intimes qu'il rédigea épisodiquement au long de sa vie, Mounier a laissé quelques souvenirs de l'enfance dans laquelle s'est enraciné son destin⁴. Il est né à Grenoble le 1^{er} avril 1905. De par son milieu, il appartient à une petite bourgeoisie provinciale, proche de la terre, calme,

méritante, sans histoire, profondément attachée aux pratiques traditionnelles de la foi catholique. Dans ce climat familial un peu étouffant, il semble avoir reçu tendresse et protection mais aussi les interdits d'une morale contraignante. De son enfance, il gardera à la fois une grande nostalgie et le souvenir d'inquiétudes un peu morbides. Lorsqu'il l'évoque en 1933 à Paulette Leclercq, sa future épouse, il écrit :

« ... Rencontrer des Personnes, c'est cela que j'attendais de la vie... et je sentais bien que cela voulait dire : rencontrer la souffrance. Enfant, de douze à vingt ans, je faisais les rêves que font tous les enfants le soir avant le sommeil, ou sur les routes, quand on se gonfle d'air, d'avenir, de ces chansons intérieures. Or, c'était toujours dans la souffrance, je me souviens très bien : un accident, une maladie, un deuil, que j'imaginai la rencontre. Cela n'en diminuait nullement la jeunesse, la fraîcheur, bien au contraire, il me semblait que je ne pouvais me figurer la joie qu'à travers le partage de la souffrance. Ce n'était pas du tout des histoires de cavalerie; je ne trouvais le goût du réel que dans cet entourage de circonstances. » ⁵

En fait, la souffrance n'épargne pas sa jeunesse. Dès son plus jeune âge, Mounier est gêné par diverses infirmités : il contracte tout d'abord une mauvaise otite dont il endure les séquelles chroniques jusqu'à l'âge de vingt ans et qui le laisse sourd d'une oreille ; puis, un ulcère de la cornée détermine un strabisme accentué ; enfin, à l'âge de treize ans, un camarade de lycée lui blesse un œil, et cet accident, qui le contraint à des semaines d'immobilité, lui fait perdre une grande partie de son pouvoir visuel ⁶. Ces problèmes physiques ont-ils exercé une influence sur l'évolution de sa personnalité ? On ne saurait le dire. Notons, toutefois, que le thème de la maladie tiendra une place de choix dans son œuvre ⁷.

L'éducation qu'il reçoit laisse également une empreinte profonde dans sa vie. Doué d'une intelligence précoce, il se plie consciencieusement aux exigences du système éducatif français et aux aspirations culturelles de son milieu. Cependant, l'enfant supporte mal cette période de formation, et il se cabre en silence contre une discipline intellectuelle qui heurte sa sensibilité, enchaîne son tempérament et affecte le développement de sa personnalité. Timide, introverti et rêveur, il manifeste très tôt un goût prononcé pour la littérature et la philosophie. Or, son père, préparateur en pharmacie, caresse l'ambition légitime de voir son fils devenir médecin et le pousse vers les disciplines scientifiques qui pourraient le préparer à cette carrière. De cette période, il gardera le souvenir amer d'une douloureuse blessure affective. Il lui arrivera d'évoquer plus tard les crises de désespoir qu'il traversa lorsqu'il était étudiant. A son ami Jacques Le-francq, par exemple, il écrit en 1933 :

« (...) De quinze à dix-sept ans, le premier âge fécond, je m'abrutis en section scientifique à faire des maths au lieu de lire *Le Bateau ivre*. Cela fait deux années de perdues. (...) 1924-1925, je tombe dans la physique, chimie, histoire naturelle. Désespoir, jusqu'aux goûts de suicide. Pour oublier, je fonce comme un fou; je prépare en même temps le PCN supérieur, le certificat de chimie. Troisième année de perdue. Pas une lecture évidemment — sauf celle de ma première souffrance. En mars, je commence à ne plus manger. Alors je vais à la première retraite fermée de ma vie et, ne pouvant le dire, écris chez moi ce qu'il en est. La retraite est lumineuse. J'y lis en lettres de feu la nécessité de bifurquer. » ⁸

Dès lors, son père ne cherche plus à le contrarier dans ses aspirations ; il présente son fils au professeur de philosophie de l'Université de Grenoble, Jacques Chevalier, grand admirateur de Bergson et fervent catholique. Cette rencontre est fructueuse car une nouvelle période commence pour Mounier qui va vivre désormais en contact étroit avec celui qu'il appelle bientôt le « Maître »⁹. Il devient, en effet, un disciple passionné de Chevalier, témoignant à son égard d'un enthousiasme sans limite¹⁰. Il participe à ses cours et séminaires, l'assiste dans ses travaux, rédige même le cours que le professeur consacre à Bergson. Cependant, sous l'égide de Chevalier, Mounier poursuit une vie contemplative peu propice à la formation d'une pensée rigoureuse¹¹.

Lorsqu'à l'âge de 22 ans Mounier abandonne l'atmosphère abritée de sa province et la protection de son milieu familial pour affronter Paris et le concours de l'agrégation, rien ne le prépare à sa nouvelle vie, notamment à l'épreuve de la solitude dans l'univers aride d'une grande ville. L'esprit un peu étriqué par les préceptes de Chevalier et beaucoup de morale catholique, contemplatif, adolescent en diable¹², Mounier se heurte soudain aux exigences de la Sorbonne et aux nouveaux courants d'idées qui aèrent le Paris d'après-guerre¹³.

Dans cette « grande ville indifférente »¹⁴, il traverse à nouveau une période d'isolement, d'angoisse et parfois même de désespoir. Cette crise est encore accentuée par la mort d'un ami intime, Georges Barthélemy, le seul être avec lequel il partageait tout, celui qu'il côtoyait toujours dans une harmonie sans mélange, le compagnon et l'écho de son adolescence.

Mais il retrouve bientôt la protection d'un guide en la personne d'un vieux lazariste de 80 ans, le R.P. Pouget, un ami de J. Chevalier. Ce religieux, aveugle depuis de nombreuses années, vit comme un ascète dans une petite cellule des Lazaristes de la rue du Bac. Par sa culture encyclopédique et son rayonnement intellectuel, le Père Pouget exerce une influence profonde sur tous ceux qui l'approchent. Mounier, dès son arrivée à Paris et jusqu'à la mort du saint homme en 1933, suit l'exemple de son ami Jean Guitton et se rend deux après-midi par semaine à la rue du Bac, où il note les propos de son nouveau maître sur la Bible, l'histoire des religions, les problèmes de la méditation ou de l'action¹⁵.

C'est par l'intermédiaire de Jean Guitton que Mounier fait la connaissance, à la même époque, de M^{lle} Silve, qui jouera également un rôle important dans les premières années de sa vie à Paris. Maîtresse d'école à Saint-Pons, dans les Basses-Alpes, Marie Silve avait créé dès 1914 un mouvement d'apostolat intitulé « Aux Davidées » et destiné à rassembler les institutrices catholiques de l'enseignement public et à propager le rayonnement de l'Eglise dans les milieux de l'enseignement primaire publique. Mounier conçoit d'emblée un « attachement passionné »¹⁶ pour la chaste et pieuse inspiratrice des « Davidées » qui incarne pour lui l'esprit de Jeanne d'Arc. Il collabore aux publications qu'elle dirige et participe activement aux rassemblements qu'elle anime périodiquement. Les journées de retraite organisées par Mademoiselle Silve le transportent dans un état de grande exaltation :

« Journées de pureté et de lumière, qui continuent sur le plan des plus belles heures de ma vie, celles de juillet [celles qu'il passe en compagnie de M^{lle} Silve]. (...) Toutes ces âmes simples qui ont l'intelligence de l'innocence, l'intelligence de la souffrance, l'intelligence de la bonté, l'intelligence de l'inquiétude. Pas de faux mysticisme, pas d'orgueil de corps, pas de cachotteries... L'inoubliable impression de cette première journée. Les quatre heures où je parle de Péguy à des cœurs suspendus à ce cœur. »¹⁷

Entre temps, Mounier a passé son agrégation. Au bénéfice d'une bourse de doctorat, il se consacre désormais — on est en 1929 — à la recherche d'un sujet de thèse. Il se propose, tout d'abord, d'orienter son travail sur un mystique espagnol du XVI^e siècle qui répond au nom poétique de Jean des Anges ; puis il songe à une thèse sur le péché. Il s'engage aussi dans des recherches sur la « personnalité »¹⁸.

Cependant, une thèse est une œuvre ardue, souvent laborieuse. Pour entreprendre ce travail de longue haleine, il faut endurer l'angoisse, la solitude, parfois l'aimable indifférence des professeurs. Cette période de recherches encore mal définies et hésitantes plonge Mounier dans un nouveau désarroi. Va-t-il poursuivre dans cette voie aride ? « Mes thèses avancent à la vitesse que peut mettre quelqu'un qui ne se résigne pas à gâcher sa jeunesse dans l'érudition »¹⁹, écrit-il alors à une amie.

Depuis longtemps, il éprouve une grande vénération pour Charles Péguy. Or, il fréquente à Paris la Compagnie de Saint-Paul, congrégation formée de prêtres et de laïques animée en France par Jean Daniélou, et participe dans cette communauté à un groupe d'études sur Péguy, auquel collabore, entre autres, Georges Izard, le futur cofondateur d'*Esprit*. En assistant à ces réunions, il conçoit le projet d'écrire un ouvrage sur Péguy, précisément avec G. Izard et Marcel Péguy, le fils du poète. Dès lors, il oublie ses recherches de doctorat, et la bourse qu'il reçoit pour les poursuivre, et se lance à corps perdu dans cette nouvelle aventure intellectuelle. En quelques semaines, il rédige un essai qu'il intitule : « La vision des hommes et du Monde » et qui paraîtra dans l'ouvrage collectif consacré à la pensée de Péguy²⁰.

La rencontre de cet écrivain n'est pas fortuite. Longtemps brimé par ses études et perdu dans l'anonymat de la Sorbonne, couvant certainement une révolte sourde contre ses maîtres, Mounier communique d'autant plus avec l'émotivité frémissante de Péguy qu'il se retrouve dans ses anathèmes contre la Sorbonne, dans ses imprécations contre l'intellectualisme et les « idées toutes faites », et qu'il partage avec lui une vraie révérence pour Bergson, Descartes et Pascal, une passion ombrageuse pour Jeanne d'Arc. Avec l'auteur de *Notre Jeunesse*, il vibre dans un même climat d'émeute intérieure ; il partage son affectivité indomptée, sa religiosité farouche mêlée d'une bonne conscience toujours inquisitrice, sa répulsion pour les souillures de la matière symbolisée par l'argent. Péguy c'est aussi, surtout, une intarissable révolte enfantine contre le monde des « grands », leur système de pensée rationnel, abstrait et scientifique, leur politique dégoûtante, leur violence partisane. Le rêve péguyste de la « cité harmonieuse », son utopie accueillante, baignée de lumière et gorgée d'abondance, à l'abri de toute souillure, c'est la négation du monde et ses conflits, la nostalgie d'un

paradis perdu. Mais ce rêve n'est-il pas celui que poursuit Mounier dans ces journées lumineuses passées en la présence « spirituelle » de Mlle Silve et dans les paysages d'infini et de pureté qu'il associe à son rayonnement ? ²¹ Toujours est-il qu'il s'identifie désormais à celui qu'il définit avec poésie comme le « citoyen égaré de la cité harmonieuse » ²² et l'œuvre de Péguy devient le tabernacle de ses aspirations les plus profondes.

Le témoignage de piété qu'il lui consacre par cet essai marque une étape importante dans sa vie. Jusqu'alors, la religion catholique a dominé l'ensemble de ses préoccupations culturelles et a constitué sa première sphère de référence idéologique. C'est la raison pour laquelle, dans les articles qu'il a rédigés depuis 1926, dans ses lettres ou dans ses carnets intimes, il ne se réfère jamais à l'actualité, n'exprime pas l'ombre d'une opinion politique. Or, peu à peu, l'adolescent timide va porter davantage d'attention au monde extérieur. Avec Péguy, « l'hérétique de tous les partis et, par une dernière résistance du tempérament, contre son gré mais pas contre son destin, l'hérétique de sa religion » ²³, Mounier va s'ouvrir aux grandes discordes de la cité, découvrir le droit de crier sa révolte au grand jour et, surtout, comme nous le verrons, d'impliquer la société dans ses désordres personnels.

Ce changement d'attitude n'est pas immédiat. Dans son essai, Mounier paraît encore relativement insensible à la politique qui constitue pourtant la trame d'une partie importante de l'œuvre de Péguy. Du « socialisme » de son maître, il retient un amour populaire du « beau travail » ²⁴, de son nationalisme messianique, il ne parle pas. En revanche, il s'étend longuement sur le grand thème de « Notre Jeunesse » : la mystique qui finit en politique. Dans la mystique péguyste, il reconnaît « ce qui jaillit de l'âme et des gestes d'enfants » ²⁵ et il oppose à ce mouvement de l'âme vers la lumière le monde impur et déchu de la politique. A celui-ci appartiennent, selon lui, non seulement l'habitude, la paresse et l'abandon, mais surtout la tentation de la puissance temporelle.

Il fait siennes les attaques de Péguy contre la démocratie, contre le parlementarisme, contre le socialisme qui « nourrit un système de sabotage, une excitation des instincts bourgeois dans le monde ouvrier » ²⁶, et adhère à l'idée d'une révolution qui serait la restauration d'une harmonie passée. Mounier accueille, d'autre part, avec chaleur la béatification péguyste de la pauvreté car il reconnaît en elle une étape nécessaire et primordiale vers l'ascèse et la sainteté ²⁴. Il se retrouve aussi dans ce mépris mêlé d'angoisse du « monde moderne » qui exprime chez le poète la mélancolie engendrée par son incapacité d'intégrer la réalité sociale extérieure, sa langueur d'une harmonie perdue. Enfin, en s'identifiant à Péguy, Mounier cristallise un nouveau projet d'existence qu'il laisse paraître dans l'avant-propos de son étude :

« Péguy n'est pas mort, il est inachevé. (...) Nous nous penchons au bord de cette vie toute proche pour y deviner les promesses qui mûrissent en nous » ²⁸.

A l'instar du fondateur des *Cahiers de la Quinzaine*, ne pourrait-il pas, lui aussi, créer une revue ?

C'est à ce moment qu'intervient Jacques Maritain, qui va jouer un

grand rôle, un rôle peut-être décisif, dans la fondation d'*Esprit*. Ce penseur catholique, contemporain et ami de Péguy, d'Ernest Psichari et d'Henri Massis, appartient à cette génération d'intellectuels qui, dès le début du siècle, a réagi à la crise du monde moderne en se réfugiant dans la protection d'une foi intransigeante et dogmatique. Prenant le contrepied de leurs aînés, ces intellectuels épris d'absolu ont répudié tout ce qui avait saveur d'individualisme, raillé le scientisme et le rationalisme de la Sorbonne et se sont cabrés contre l'évolution de leur civilisation. Maurras et son *Action française* ont exercé sur eux une emprise décisive en leur donnant l'assurance d'un système de pensée hermétique et sans faille. Bien qu'agnostique, Maurras leur est apparu alors comme l'allié naturel d'une Eglise menacée dans son hégémonie spirituelle par les aspirations corrosives du libéralisme, les folles prétentions du socialisme athée et l'évolution générale de la société. Ces catholiques ont donc accueilli avec une révérence particulière ses anathèmes contre l'individualisme issu de la Renaissance et de la Réforme, sa haine de la démocratie et du parlementarisme, sa répulsion du capitalisme et de l'esprit matérialiste sécrété par l'argent et le règne de la bourgeoisie, son exigence d'ordre et d'unité, son besoin de hiérarchie et son respect des structures traditionnelles de la société ; les grands thèmes maurrassiens, si proches des idées théocratiques de Bonald et de Maistre, sont devenus le catéchisme politique de Maritain et de ses amis, comblant ainsi leur soif de certitudes intellectuelles.

On sait l'influence énorme, prépondérante même, qu'ont exercée Maurras et son *Action française* dans les milieux catholiques français jusque tard dans les années vingt. L'Eglise de France s'est ralliée à contre-cœur aux institutions et à l'esprit de la III^e République et s'est constamment rangée parmi les opposants au régime. Lors de la crise de l'affaire Dreyfus, les catholiques, dans leur grande majorité, ont pris parti avec Maurras et les milieux réactionnaires contre la révision du procès et la recherche de la justice. Dès lors, une collusion de fait s'est établie entre les catholiques et l'*Action française* qui, spontanément, s'est portée au secours de l'Eglise menacée dans ses biens et son influence intellectuelle par les radicaux et les partisans de la laïcité²⁹. Entre le clergé et ce mouvement royaliste, les liens deviennent si forts que le bruit court après la guerre que Maurras nomme lui-même les évêques français.

Le rayonnement de Maurras n'est pas limité à la France ; il est même particulièrement fort en Belgique. Lorsqu'en juillet 1925 l'organe de l'Association catholique de la Jeunesse belge interroge ses lecteurs sur ses maîtres à penser, Charles Maurras arrive en tête de ce sondage, devant Paul Bourget et Maurice Barrès, loin devant le cardinal Mercier, qui a pourtant joué un rôle non négligeable dans la lutte idéologique contre l'Allemagne. Le résultat de cette enquête inquiète certains milieux ecclésiastiques en Belgique et en France ; il irrite la papauté. En Belgique, les élections sont proches. En France, le Cartel des gauches est au pouvoir depuis 1924. L'Eglise peut-elle indéfiniment soutenir les causes et les idées des milieux réactionnaires sans perdre à terme de son audience, sans anéantir les efforts qu'elle entreprend, par ailleurs, pour rejoindre les masses laborieuses ? Peut-on admettre, d'autre part, que se propage parmi les

fidèles, dans les jeunes esprits notamment, une doctrine qui défend le Catholicisme en attaquant le Christ ? ³⁰

Le Saint-Siège décide de réagir et, pour dénoncer Maurras et son *Action française*, choisit un vieux prélat docile, le cardinal Andrieu, qui avait été très proche de l'*Action française*. L'attaque du cardinal contre Maurras et son mouvement paraît le 27 août 1926 dans l'*Aquitaine*, le bulletin religieux du diocèse de Bordeaux, et reçoit la consécration d'une lettre du pape Pie XI quelques semaines plus tard. En décembre 1926, l'*Action française* est mise à l'index. Cette condamnation soudaine fait l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel serein et jette un désarroi profond dans les consciences catholiques, parmi les intellectuels, notamment, qui tiraient volontiers leur assurance idéologique du système maurrassien. Il faudra de longues années pour que s'apaisent les remous suscités dans la France catholique par cette décision pontificale ³¹. En attendant, cette condamnation et la douloureuse répression qui s'abat sur les catholiques fidèles à Maurras créent un vide idéologique au sein de l'Eglise. Les partisans de la démocratie chrétienne vont en profiter, élargissant peu à peu leur audience, tandis que nombre de penseurs catholiques cherchent à définir des attitudes politiques et sociales nouvelles, mieux adaptées à l'évolution de la société.

La décision du pape surprend Maritain alors qu'il rédige avec Massis et Maurras une réponse aux critiques lancées contre l'*Action française* par certains catholiques belges ³². Si douloureuse que soit pour lui la décision à prendre, il se soumet aux injonctions du Saint-Père, rompt avec l'*Action française*, abandonne sa collaboration à la *Revue Universelle* dont il avait été un des fondateurs avec J. Bainville et son ami Massis. Cependant, il demeure fidèle aux idées politiques de sa jeunesse. Le pape, comme il le souligne quelques mois plus tard, n'a pas condamné l'*Action française* en tant que parti politique mais comme une école de pensée exerçant son empreinte spirituelle sur les fidèles, sur la jeunesse notamment. La condamnation du Vatican est donc de nature religieuse et ne met pas en cause les idées politiques de Maurras. Elle rappelle simplement aux catholiques qu'ils ne sauraient avoir d'autre maître que Jésus-Christ et que l'Eglise ne peut lier sa cause à celle d'un parti politique, car sa vocation est universelle et son Esprit transcende toute création temporelle ³³.

En 1927, Maritain publie *Primauté du Spirituel* ³⁴ et répond au « Politique d'abord » de Maurras. Pourtant, à nouveau, il souligne qu'en frappant les erreurs et déviations de l'*Action française*, l'Eglise n'entendait pas rejeter les bonnes conceptions politiques de Maurras, celles qui se rattachent à l'enseignement de Maistre, Bonald, Bossuet ou saint Thomas ³⁵.

Pour Maritain, le drame du monde moderne est né avec la Renaissance et la Réforme protestante lorsque l'homme, émancipant sa raison des réalités suprêmes qui la transcendent, s'est forgé une culture purement anthropocentrique. Ce péché a engendré la barbarie de la civilisation contemporaine : la perversion d'un système économique fondé sur la fécondité de l'argent, une technique qui asservit l'homme au lieu de le servir. Ayant oublié la subordination des fins politiques aux fins spiri-

tuelles, l'Europe court à sa perte et entraîne dans son suicide toute la culture et la civilisation occidentales³⁸.

Pour retrouver l'harmonie du passé, l'homme doit tendre de toutes ses forces à la restauration spirituelle de la chrétienté, ou, comme le suggère le penseur Nicolas Berdiaeff, à la création d'un nouveau moyen âge. Cette civilisation chrétienne à laquelle aspire Maritain serait une « chose véritablement maternelle et sanctifiée, procurant le bien terrestre et le développement des diverses activités naturelles... »³⁷ Le catholicisme pénétrerait la culture et instaurerait un ordre politique chrétien.

Il importe donc que le spirituel féconde la réalité temporelle afin de restaurer un monde ordonné selon la volonté divine³⁸. Pour réaliser cette nouvelle Chrétienté, les fidèles choisiront non pas les voies de ce monde mais celles du Christ qui établit son royaume par la puissance de son rayonnement spirituel. Aux « moyens temporels riches » qui, depuis le péché d'Adam, « relèvent du domaine du prince de ce monde », Maritain oppose les « moyens temporels pauvres » sanctifiés par la vertu de l'esprit³⁹.

Mounier devient un familier de Maritain et du cénacle d'intellectuels chrétiens, catholiques pour la plupart, qui se rassemblent périodiquement sous son égide. Au cours de ces réunions, il rencontre Charles Du Bos, Gabriel Marcel, Emile Dermenghem, l'abbé Charles Journet, Jean Daniélou, Louis Laloy, Henri Ghéon, Stanislas Fumet, Olivier Lacombe, etc. Il participe notamment aux conversations entre orthodoxes et catholiques qui ont lieu tantôt chez Maritain à Meudon, tantôt chez Berdiaeff à Clamart, et relate consciencieusement dans ses carnets personnels les thèmes de ces rencontres⁴⁰.

Il n'est donc pas douteux que Maritain et son milieu ont exercé sur Mounier une influence profonde. N'oublions pas, cependant, que les idées du penseur thomiste ne sont guère originales. Son rejet du monde moderne, sa nostalgie d'un âge intégré dans un ensemble de croyances religieuses incontestées, sa hargne contre le libéralisme et ses conséquences, l'individualisme, le parlementarisme, le rationalisme et le scientisme, son anticapitalisme sommaire issu des préceptes traditionnels de l'Eglise en matière économique et son refus romantique des impératifs industriels et techniques de son époque, toutes ces idées et ces sentiments négatifs qui alimentent le thème de la « crise de civilisation » appartiennent au fonds commun de la pensée catholique du XIX^e siècle et domine toute la pensée chrétienne de l'entre-deux-guerres.

On peut reconnaître, par exemple, les mêmes inquiétudes devant l'évolution de la civilisation moderne et la même nostalgie d'un âge dominé par l'esprit, la religion catholique en particulier, dans la pensée de Jacques Chevalier qui n'a pourtant jamais subi l'influence de l'*Action française*. Et dans toute la littérature chrétienne de cette époque, on retrouve la certitude que l'horrible drame qui vient d'ébranler l'Europe est l'aboutissement d'une longue hérésie, la conséquence de l'aventure humaine hors de la foi chrétienne. La crise du monde moderne devient le jugement de Dieu sur les hommes révoltés contre sa Loi.

Nicolas Berdiaeff est incontestablement le grand chantre de la « crise

de civilisation » et l'influence qu'il exerce sur la pensée spiritualiste de l'entre-deux-guerres n'est pas négligeable. Certes, peu d'intellectuels ont été si proches des bouleversements des temps modernes et les ont vécus avec tant de passion. Dès l'âge de 25 ans il est exilé de Kiew à Vologda dans le nord de la Russie pour ses idées politiques et, à la veille de la révolution de 1917, il est toujours sous le coup d'un mandat d'expulsion pour les critiques qu'il a lancées contre le Synode, qui, à ses yeux, demeure inféodé au pouvoir tsariste. Après la révolution bolchévique, il est nommé professeur de philosophie à l'Université de Moscou, mais cette nouvelle fonction ne l'empêche pas de proclamer ses convictions religieuses. Par deux fois, il est incarcéré par les communistes avant de se voir expulsé de Russie en 1922 avec d'autres intellectuels de renom. Il vit quelque temps à Berlin où il fonde une Académie de philosophie religieuse, puis il s'installe définitivement à Paris.

Sitôt exilé de sa Sainte Russie, Berdiaeff annonce, dans un souffle de grand prophète mystique, la fin de l'humanisme issu de la Renaissance et de la Réforme et proclame l'aube d'une chrétienté restaurée. C'est en 1927 qu'il fait paraître en français *Un nouveau moyen-âge*⁴¹, essai qui donne une dimension apocalyptique à l'angoisse des chrétiens sur l'évolution de la civilisation occidentale. Romantique et passionné, Berdiaeff condamne l'évolution des siècles, incriminant ensemble l'individualisme, la démocratie, le parlementarisme, l'industrie et la technique, le capitalisme et son héritier rebelle le socialisme.

Selon lui, en effet, la tragédie de l'histoire récente vient de prouver l'échec définitif du rationalisme et du scientisme, en lesquels les intellectuels de la fin du XIX^e et du début de ce siècle avaient mis tant d'espoir et de foi. Se référant à Bonald et à Maistre, Berdiaeff se tourne vers le moyen âge pour retrouver la source d'une humanité authentique et salue dans la vague d'irrationalisme qui surgit de toutes parts l'annonce d'un monde renouvelé par les aspirations spirituelles des hommes, le présage de la restauration d'une religion totalitaire. Ainsi, le communisme russe, avec le drame religieux qu'il comporte, le fascisme italien, sont pour lui les signes avant-coureurs d'une nouvelle époque médiévale dans laquelle la religion ne sera plus une affaire privée, comme le voulaient les temps modernes, mais le lien sacré et totalitaire enserrant l'être et la société dans une foi commune, dans le respect d'une même finalité spirituelle.

2. La création de la revue *Esprit*

C'est dans le climat intellectuel des réunions inspirées par Maritain que va naître l'idée de fonder une revue. Le projet est lancé par Georges Izard, qui vient de collaborer avec Mounier à l'ouvrage consacré à Péguy, et par quelques-uns de ses amis dont André Déleage, alors bibliothécaire-adjoint à la Sorbonne, L.-E. Galey, un élève des Beaux-Arts, et G. Dureau, un jeune agrégé d'histoire, alors journaliste à *Paris-Soir*. Mis au courant de ce dessein, Mounier s'enthousiasme⁴². Pour prendre l'affaire en main et y consacrer le maximum de son temps, il décide d'abandonner définitivement sa thèse et de renoncer à ses ambitions de carrière universitaire.

Maritain, de son côté, soutient ce projet sans réserve. N'a-t-il pas lui-même, jadis, participé avec Henri Massis à la fondation de *La Revue Universelle* ? Sans doute n'est-il pas indifférent à l'espoir de revivre à travers ses jeunes amis l'expérience de son passé et d'éclairer un nouvel organe catholique à la lumière de sa récente évolution intellectuelle. En soutenant ce projet, il favorise donc la création d'une revue d'inspiration catholique qui réunirait des intellectuels soucieux de dissocier l'Eglise des politiques partisans et de diffuser la clarté du « spirituel » sur les choses de la cité.

Cette aspiration est vague, mais le projet de Mounier repose sur une rationalité encore plus friable, car rien ne le prépare à rassembler des hommes en vue d'un engagement concret. Le désir de se lancer dans une entreprise de grande envergure avec des moyens infimes, d'affronter une œuvre qui le dépasse totalement, constitue le premier motif de son engagement et rencontre son besoin d'échapper aux exigences arides de la carrière universitaire⁴³. Dans ce projet ne va-t-il pas aussi à la recherche de sa propre identité ? On peut le penser car en évoquant la fondation de la Revue, il écrit à sa sœur le 27 mars 1931 :

« Je voudrais dès maintenant n'être plus cette chose ni chair ni poisson : étranger déjà quand je rencontre des adolescents, étranger encore quand je vois des hommes engagés dans l'aventure... »⁴⁴

En fait, l'envie de créer une revue, le souvenir et la pensée de Péguy, la notion vague de « primauté du spirituel », rassemblent des hommes de tempérament et de convictions intellectuelles assez différents. C'est la raison pour laquelle les divergences de vue ne vont pas tarder à se manifester parmi les initiateurs du projet.

La définition d'une attitude à l'égard de la politique apparaît très vite comme la principale source de désaccord entre nos amis. Au Mounier contemplatif et mystique s'opposent Izard, Déléage et Galey qui sont avant tout des hommes d'action, soucieux de s'engager activement dans la politique. De ces trois jeunes gens, Izard est certainement le plus attiré par une carrière publique. Ce fils d'un instituteur de l'Hérault qui vient d'entrer au barreau est doué d'une certaine facilité d'élocution qu'il met au service d'une grande ambition personnelle. Séduit un temps par l'*Action française*, il est entré en contact direct avec le monde de la politique française en dirigeant le cabinet de Charles Daniélou, ministre de la Marine marchande, dont il a épousé la fille en 1929.

Plus idéaliste que son ami Izard, Déléage est également un homme d'action. Epris de certitudes intellectuelles, profondément catholique, d'un tempérament très entier, Déléage a l'esprit d'un croisé, et sa soif d'absolu le rend incapable de tolérer un hiatus entre sa foi et ses actions. Il a trouvé dans la pensée de Péguy la leçon d'un véritable engagement politique et religieux. Des heurts assez violents vont bientôt l'opposer à Mounier.

Si L.-E. Galey tranche sur ses amis Izard et Déléage par son absence de préoccupations religieuses, il les rejoint sans peine dans leur besoin d'action politique. Elève des Beaux-Arts, il souffre de ne pouvoir donner libre cours à sa vocation d'architecte et incrimine le régime politique de ses malheurs⁴⁵.

On le voit, si les jeunes gens s'entendent pour créer une revue spirituelle, leur accord se brise lorsqu'il s'agit de préciser la finalité de ce projet.

Pour Délégé, Izard, Galey et Dureau, la Revue devrait constituer à terme l'organe d'un mouvement politique. Pour Mounier, au contraire, *Esprit* devrait être un témoignage spirituel, essentiellement catholique, purifié de toute allégeance temporelle.

Au cours de l'année qui précède le lancement de la Revue, il livre un combat difficile contre ses amis pour faire admettre ses principes et les amener à dissocier le mouvement qui devrait dépendre d'*Esprit* de l'action politique à laquelle ceux-ci aspirent. Or, la conception de Mounier correspond bien à celle de Maritain et c'est grâce à l'appui de ce dernier qu'il parviendra finalement à imposer son projet.

Comment pourrait-on négliger l'autorité de Maritain ? Son parrainage constitue une aide importante, d'abord pour résoudre les difficultés d'ordre matériel auxquelles sont immédiatement confrontés les fondateurs d'*Esprit*, car il donne une certaine crédibilité à un projet qui n'a d'autre fondement que la jeunesse, la foi et l'enthousiasme de ses animateurs. En effet, si l'origine des fonds qui rendent possible le lancement d'*Esprit* n'est pas absolument claire, il est à peu près certain que Mounier et ses camarades tirent une partie de leurs ressources initiales de l'entourage de Maritain et des milieux catholiques proches de celui-ci⁴⁶. C'est aussi grâce à lui que le futur directeur d'*Esprit* obtient gratuitement jusqu'en juin 1933 un bureau aux éditions catholiques Desclée de Brouwer, 76 bis rue des Saints-Pères. Par ailleurs, Mounier a besoin de s'appuyer sur les conseils de Maritain lorsqu'il s'agit de définir l'orientation idéologique et trouver les collaborateurs de la Revue⁴⁷. A cet égard, il se soumet naturellement à l'autorité de ce dernier qui prône la création d'une revue essentiellement catholique. Il peut donc bénéficier du soutien inconditionnel de Maritain pour s'opposer à Délégé et Izard qui conçoivent *Esprit* comme l'organe d'un mouvement politique à créer. En juillet 1932, il note dans ses carnets :

« Maritain est catégorique : « Mes amis et moi, c'est à vous que nous donnons notre confiance et non pas à un mouvement anonyme qui vous enverrait des ukases de provinces. Il faut absolument que l'on assure votre permanence et vos droits. » Et Mounier ajoute . « Parfaite entente sur tous les points avec Maritain en cinq heures de conversation. Joie chez l'un et chez l'autre d'une nouvelle pénétration d'amitié. »⁴⁸

Et pourtant, au congrès de fondation d'*Esprit* qui se tient à Font-Romeu en août 1932, Délégé fait une tentative pour reprendre le contrôle de la Revue en proposant que le « délégué général du Mouvement » soit en même temps le directeur d'*Esprit* et du parti à créer. Mounier s'y oppose de toutes ses forces et finit par faire admettre ses vues, grâce à l'appui qu'il reçoit d'Izard. Il est nommé directeur d'*Esprit* et Izard en devient le rédacteur en chef.

Ainsi, Mounier impose sa conception de la Revue, qui est aussi celle de Maritain, en parvenant à dissocier l'aventure intellectuelle d'*Esprit* des activités politiques de ses camarades. La « primauté du spirituel » est sauvegardée. Mais que sera le témoignage d'*Esprit* ? Le prospectus qui, en février 1932, annonce sa création est vague, mais il contient déjà l'essentiel des idées qui feront *Esprit*.

« (...) Comment ne pas être en révolution permanente contre les tyrannies de cette époque ? Nous y détestons : une science trop souvent détachée de la sagesse, bloquée dans les soucis utilitaires ; une philosophie honteuse, ignorante de son rôle et des problèmes qui nous importent, mendiant à la science une vérité qu'elle annonce par avance relative, et tout juste capable de démontrer que la science n'y peut atteindre ; des sociétés gouvernées et fonctionnant comme des maisons de commerce ; des économies qui s'épuisent pour adapter l'homme à la machine et ne tirer de l'effort humain que de l'or ; une vie privée déchirée par les appétits, désaxée, conduite à toutes les formes d'homicide et de suicide ; une littérature que ses complications et ses artifices séparent de notre nature ou qui s'enlise dans le siècle qu'elle devrait inspirer ; l'indifférence jusqu'à nos côtés de ceux qui ont charge du monde et l'avilissent, le gaspillent ou le méprisent. Il n'est pas de forme de la pensée ou de l'activité qui ne soit asservie à un matérialisme propre. Partout s'imposent à l'homme des systèmes et des institutions qui le négligent : il se détruit en s'y pliant.

Nous voulons le sauver en lui rendant la conscience de ce qu'il est. Notre tâche capitale est de retrouver la vraie notion de l'homme... Nous nous trouvons d'accord pour l'établir sur la suprématie de l'Esprit. Notre premier regard sera celui de l'homme, un regard d'amour. Rien n'est plus contraire à la complaisance comme au dur pessimisme : il est temps d'affranchir l'héroïsme de l'amertume et la joie de la médiocrité.

A cette lumière, nous quèterons notre parenté dans tout l'univers. Car nous sommes fidèles au destin permanent de l'esprit sans aucun attachement aux manifestations temporelles qui, pour leur profit, ont cru un jour se l'asservir. Ainsi libres de porter une franchise absolue en face du réel, chérissant dans le monde ses inventions imprévisibles comme ses destinées éternelles, nous entreprenons une œuvre pour un monde neuf. »⁴⁹

Incontestablement, ce texte porte l'empreinte des réunions de Meudon. Il exprime la plupart des thèmes des derniers ouvrages de Maritain, de *Primauté du Spirituel* et de *Religion et Culture*. On y découvre, en effet, la même attitude négative devant la science utilitaire aux prétentions envahissantes, une science qui erre dans l'irrespect de toute autorité spirituelle, le même mépris d'une philosophie qui s'est abâtardie en se soumettant à cette connaissance maléfique. On y retrouve surtout cette même répulsion pour une société qui a perdu toute finalité, hormis celle du profit capitaliste et qui s'est avilie dans un matérialisme sordide, pour une humanité sans aspiration transcendante, sans espérance. Cette révolte contre les systèmes et les institutions qui broient l'homme s'inscrit dans une tonalité romantique qui vibre également dans la pensée de Maritain.

La vision de ce témoignage est chrétienne : sauver l'homme, restaurer l'amour sont les désirs naturels des disciples du Christ. On reconnaît, pourtant, dans cette affirmation de la prééminence absolue de l'esprit sur le temporel, les exigences particulières des catholiques qui, pour obéir au Saint-Père, ont dû rompre leurs attaches avec la politique de l'*Action française*. Or, cette proclamation de la primauté du spirituel débouche sur une contradiction à laquelle Maritain n'a pas échappé : on se déclare fidèle à un esprit qui n'aurait pas été entaché de temporel, qui ne serait pas asservi aux hommes et à leurs idéologies, mais l'on proclame, dans le même temps, sa responsabilité vis-à-vis du monde, son devoir d'agir au nom de l'esprit sur la terre, tout en se désolidarisant des résultats de cette action.

Les auteurs de ce prospectus annonçant la création d'*Esprit* expriment à l'égard des phénomènes capitalistes et marxistes des sentiments bien ancrés dans la pensée catholique traditionnelle, dans l'œuvre de Maritain notamment :

« Notre hostilité est aussi vive à l'égard du capitalisme, de sa pratique actuelle et de la doctrine qui s'en dégage, qu'à l'égard du marxisme ou du bolchevisme. Le capitalisme réduit une foule croissante, par la misère ou par le bien-être, à un état de servitude inconciliable avec la dignité de l'homme; il oriente toutes les classes et la personnalité tout entière vers la possession de l'argent; tel est le seul désir dont est gorgée l'âme moderne. Le marxisme est un fils rebelle du capitalisme dont il a reçu la foi dans la matière. Insurgé contre une société mauvaise, il porte en lui quelque justice, mais seulement jusqu'à ce qu'il triomphe. Quant au bolchevisme, seul parmi les entreprises nées dans le monde moderne, il atteint à une ampleur de doctrine et à un héroïsme qui ne sont pas inférieurs à l'événement; mais il établit sa grandeur sur une simplification des données humaines, dans un règne et avec des moyens qui ne relèvent que de la tyrannie de la matière. » ⁵⁰

Ce dégoût du capitalisme exprime toujours ce même mépris à l'égard d'un matérialisme qui avilit l'âme humaine par l'esprit de luxure qu'il comporte. Le capitalisme produit la misère mais aussi — ce qui est encore pire pour un penseur catholique de l'entre-deux-guerres — le « bien-être », c'est-à-dire un état de jouissance repu. Que les hommes et la société soient orientés vers la possession des biens matériels, voilà qui demeure intolérable à des moralistes chrétiens ! Le marxisme, dans cette perspective catholique, s'inscrit bien dans la tradition de l'hérésie libérale ; il apparaît comme une simple ramification du capitalisme dont il charrie tout le matérialisme. Les idées exprimées dans ce prospectus au sujet de la révolution bolchévique reflètent très exactement l'opinion de Maritain ⁵¹. Elles traduisent aussi l'influence de Berdiaeff sur nos jeunes initiateurs du projet *Esprit*. Le penseur russe, en effet, n'a condamné que partiellement l'expérience révolutionnaire communiste, voyant en elle l'annonce du nouveau moyen âge auquel il aspire.

Ainsi les fondateurs d'*Esprit* s'établissent de plein pied dans une idéologie sans contour bien défini mais largement diffusée dans le monde chrétien de cette époque. Maritain peut donc soutenir sans peine les idéaux de ces jeunes qui lui renvoient l'écho de ses propres convictions. De leur côté, Mounier et ses amis peuvent rechercher en toute conscience l'appui des milieux catholiques proches de Maritain.

Pourtant, si l'idéologie d'*Esprit* n'apparaît pas originale, on peut déjà entrevoir certains des thèmes qui trouveront bientôt une résonance particulière dans la future Revue et constitueront l'essentiel de son témoignage. Retenons tout d'abord le sentiment d'être personnellement victime d'une tyrannie que Mounier exprime bien dans ce prospectus dont il est l'auteur. Il se révolte contre les « tyrannies » de son époque, contre les systèmes et les institutions qui « négligent » et « détruisent » l'être, contre l'« état de servitude » dans lequel le capitalisme enserme l'homme et contre la matière qui l'« asservit ». En contrepartie, il exprime le besoin de restaurer « la vraie notion de l'homme » et d'assurer son « développement ». On ne peut manquer de relever par ailleurs son besoin d'échapper à une « société mauvaise »,

qui s'enfonce dans les souillures et les instincts du monde matériel, pour s'établir dans les hauteurs diffuses et incandescentes de l'esprit : « A cette lumière, nous quèterons notre parenté dans tout l'univers. » Enfin, Mounier confère une vocation extraordinaire au mouvement qu'il annonce : la création d'un « monde neuf » et ce dessein orgueilleux, qui rappelle le projet spirituel du Christ, apparaîtra comme un des thèmes dominants d'*Esprit*.

3. Une époque en crise et une génération troublée

Un mot n'apparaît pas dans ce prospectus, celui de crise. Mot simple, un peu poncif, mais dont les mille facettes pourraient bien éclairer et résumer cette révolte du jeune mouvement *Esprit* contre son époque. « Le manifeste de Font-Romeu, expression de la crise des années 1930 », serait-on tenté d'écrire. Mais est-ce vraiment le cas ?

Un fait est remarquable : dans le temps, la concordance est absolue entre la naissance de la Revue et les premiers contre-coups de la crise mondiale car, en automne 1932, la France s'enfonce dans une longue dépression⁵². Elle s'installe surtout dans un profond marasme politique et social dont l'aboutissement sera le drame de 1940.

Les Français avaient espéré un certain temps qu'ils seraient épargnés par les tragiques conséquences du Krach boursier de Wall Street. Jusque tard dans l'année 1931, on pouvait, en effet, se demander si la crise mondiale n'allait pas contourner la France après avoir atteint en Europe l'Autriche, l'Allemagne et l'Angleterre. La vague des capitaux flottants qui venaient se réfugier à Paris, la persistance de l'équilibre budgétaire, la bonne tenue générale de l'économie française durant cette période, n'étaient-elles pas de nature à entretenir cette illusion ?

Ce n'est qu'au cours de l'année 1931 que les premiers effets de la crise se font sentir. En été la production baisse et les exportations fléchissent à leur tour durant l'automne. Autre facteur de recession : en septembre 1931, l'Angleterre a pris la décision de laisser flotter la livre sterling et de nombreux pays européens procèdent à la même opération et accomplissent une dévaluation de fait. Au lieu de suivre le mouvement, la France inconsciente s'agrippe au « franc Poincaré », et ses marchandises, qui se heurtent déjà au renforcement des mesures protectionnistes décidées par les pays étrangers, sont désormais gravement surévaluées par rapport à celles des nations qui ont procédé à des ajustements monétaires.

A partir de 1932, la crise se précipite dans tous les secteurs de la vie économique, surtout après l'effondrement du cours des produits agricoles causé par l'abondante récolte de l'été. Le chômage, qui était resté jusqu'alors dans des limites tolérables — inférieures même à certaines années antérieures —, s'accroît désormais de manière inquiétante. Parallèlement, la situation financière se détériore sans cesse, et l'Etat doit faire face à de graves déficits budgétaires.

Plus lente à s'établir, la dépression est aussi moins brutale que dans la plupart des pays industriels. La France n'aura jamais un taux de chômage comparable à celui des Etats-Unis, de l'Allemagne ou de l'An-

gleterre. Et pourtant, si la dépression économique ne prend pas le caractère dramatique qu'on lui connaît ailleurs, elle engendre des perturbations politiques et sociales durables, car elle frappe un pays qui ne s'est pas remis de l'effort qu'il a dû entreprendre durant la Grande Guerre : amoindrie par le tribut en vies humaines de ces années sanglantes, affaiblie aussi par le poids des dépenses de reconstruction et par les charges des pensions versées aux survivants du conflit, la France n'a tout simplement plus le ressort pour réagir aux problèmes engendrés par cette nouvelle crise.

Pour les paysans appauvris par l'effondrement de leurs prix, pour les prolétaires dont le pouvoir d'achat s'amenuise ou qui sont frappés par la menace ou la réalité du chômage, pour les commerçants ou les petits exploitants qui luttent, parfois en vain, contre la faillite, pour les classes moyennes qui glissent vers la prolétarisation, ou même pour les bourgeois qui sont saisis par l'angoisse de nouvelles incertitudes, la crise signifie un fardeau d'autant plus insupportable qu'elle surgit après quelques années d'illusion et peu de temps après cinq années d'interminables sacrifices. Intolérable, la crise l'est aussi parce qu'elle élargit encore le fossé qui sépare les riches et les pauvres et ravive les haines engendrées par les séculaires injustices sociales. La dépression va donc avoir de profondes répercussions sur la vie politique française, et cela d'autant plus que les milieux gouvernementaux se révèlent impuissants à l'enrayer.

Ministres, parlementaires, hommes de partis et syndicalistes, les dirigeants français dans leur vaste majorité demeurent confondus devant la dépression et incapables de l'appréhender dans son ampleur ; pour y faire face, ils se replient sur les positions de leur passé et s'enferment dans les pièges de conceptions économiques et financières classiques, en l'occurrence surannées, faisant fi notamment des expériences étrangères qui dicteraient la dévaluation du franc. La crise n'est pour eux qu'un nouveau terrain d'engagement politique.

De 1930 à l'élection du Front populaire, la France connaît dix-huit ministères et cette instabilité gouvernementale reflète à la fois le morcellement politique du pays et l'inaptitude totale des chefs politiques à dominer les problèmes nés de la crise. Cette vicissitude lamentable du régime jette le discrédit sur le personnel politique de la III^e République et donne plus de poids aux courants traditionnellement hostiles à la démocratie en ranimant l'antiparlementarisme qui sommeille dans une partie de l'opinion.

Ce n'est pas seulement le spectacle de cette valse ministérielle qui trouble et irrite le pays. Au début des années 1930, ministres et parlementaires sont plusieurs fois mêlés, de près ou de loin, à de méprisables affaires financières : le scandale de la Banque Oustric dans lequel sont impliqués un garde des sceaux et deux sous-secrétaires d'Etat du gouvernement Tardieu provoque la chute de ce dernier en décembre 1931. Quelques mois tard, Pierre-Etienne Flandin, alors ministre des Finances, doit expliquer devant le Parlement comment il a pu défendre devant la Commission des Finances un projet de loi favorable aux intérêts de la Compagnie Générale de l'Aéropostale en proie à de graves difficultés financières, consécutives à une gestion imprudente, alors qu'il avait été l'avocat général, à titre privé, de cette société. En se justifiant, le ministre des Finances n'hé-

site pas à suggérer que la gauche n'est pas à l'abri des troublantes collusions de la finance et de la politique qu'elle reproche à la majorité. Ce climat de scandale frappe l'opinion qui associe l'impuissance du Parlement et du Gouvernement devant la crise à ces affaires peu reluisantes qui défraient la chronique. Les politiciens ne seraient-ils donc qu'une bande de bavards et de profiteurs ? Il y a tout lieu de le croire à cette époque.

Toutefois, pour comprendre le mouvement *Esprit* annoncé par ce prospectus, il ne suffit pas d'évoquer les désordres économiques, politiques et sociaux des années 1930. Les racines intellectuelles de ce courant d'idées encore incertain de lui-même sont historiquement plus profondes, sociologiquement et psychologiquement plus complexes. La Grande Guerre, ne l'oublions pas, a engendré un monde radicalement nouveau, incompréhensible; elle a corrodé les systèmes de croyances traditionnelles, au premier rang desquelles les croyances religieuses.

L'après-guerre, qui s'ouvre sur un vaste champ de désolations matérielles et humaines, annonce un monde tourmenté, en perpétuel devenir, où toute espérance est mêlée d'un arrière-goût de provisoire et d'inquiétude. Les pays d'Europe sont touchés par des crises économiques et financières douloureuses, successives; beaucoup connaissent l'avènement de dictatures, les bouleversements des révolutions. Tous sont hantés par la révolution bolchévique en Russie. La guerre n'a pas seulement précipité les grandes mutations politiques et sociales du XX^e siècle, elle a donné un élan vertigineux aux transformations industrielles et techniques de la civilisation moderne. Il s'ensuit que les anciennes strates sociales, enracinées dans une économie dominée par l'agriculture, se diluent dans une civilisation de masse, en proie aux lois du machinisme et sont aspirées par le tourbillon d'évolutions matérielles incessantes, atomisées par l'anonymat des grandes villes. Dans les convulsions de la civilisation naissante, l'homme vit en état de perpétuel déracinement et ces désordres sont autant de facteurs qui minent la confiance que la bourgeoisie et ses élites intellectuelles ont mise dans l'aventure de la culture et de la civilisation occidentale. Le thème de la crise de civilisation, qui hante déjà la fin du XIX^e siècle, s'impose donc naturellement aux intellectuels européens comme l'expression de l'angoisse d'un monde méconnaissable, d'une société rendue inhospitalière par la brutalité de ses métamorphoses incessantes.

Marqués par tous ces bouleversements, les intellectuels qui se réunissent autour d'*Esprit* subissent donc aussi les conditionnements idéologiques de cette époque chaotique. Remarquons tout d'abord qu'ils proviennent en général du même milieu social : de la bourgeoisie ou de la petite bourgeoisie, peu importe, ils ont tous une formation universitaire. Lorsqu'il évoquera plus tard les premières années de sa revue, Mounier rappellera qu'elle avait réuni plus de quarante agrégés, c'est-à-dire plus que *L'Humanité* de Jaurès que l'on considérait, avant la Grande Guerre, comme le « journal des agrégés »⁵³. La plupart des collaborateurs d'*Esprit* seront enseignants, en Lettres notamment.

Ayant reçu le même genre de formation, ils seront souvent marqués par le même type d'influence idéologique. Ainsi par exemple, un des plus proches collaborateurs de Mounier, Jean Lacroix, est issu d'une famille

cléricale, bien-pensante et traditionnaliste, qui ne suit pas l'*Action Française* mais trouve son confort intellectuel à la lecture de *L'Echo de Paris*. Ses professeurs jésuites sont intégristes. Lorsqu'il manifeste le désir de faire des études de philosophie, ses parents s'y opposent tout d'abord, de crainte que leur fils ne perde la foi. A la Faculté de Droit où il acquiert une formation de juriste, tout en poursuivant des études de Lettres classiques, ses camarades sont dans leur grande majorité d'*Action Française*. Sans y adhérer, Lacroix éprouve alors de la sympathie pour ce mouvement et devient secrétaire du *Cercle Joseph de Maistre*. Ayant achevé ses études à Lyon, il entreprend un diplôme de philosophie sous la direction de Jacques Chevalier. Le milieu culturel dont il reçoit sa première formation est donc très semblable à celui de Mounier.

Au demeurant, la plupart des rédacteurs catholiques d'*Esprit* ont fréquenté le cercle d'intellectuels animé par Maritain ou ont connu Mounier par son intermédiaire : Maurice de Gandillac, Jacques Madaule, Jean Lacroix, Edmond Humeau, Oliver Lacombe, Raymond de Becker. Ces jeunes gens ont aussi en commun leur sympathie passée pour les idées de droite, pour l'*Action Française* en particulier. Certains s'y sont engagés avec ferveur et la condamnation pontificale a constitué pour eux un véritable drame de conscience, tant étaient solides les liens qui unissaient leur foi religieuse aux idées de Maurras. D'autres, E. Humeau par exemple, ont goûté dans l'*Action Française*, et plus particulièrement sous la plume de Léon Daudet, une certaine révolte anarchisante, un style de polémique corrosive et subversive qui leur renvoyaient l'écho de leur propre révolte intérieure. Pierre-Henri Simon, qui collabore à *Esprit* dès les premiers numéros, fut à la fois proche de l'*Action Française* et responsable des groupes d'étudiants des *Jeunesses Patriotes*, avant de collaborer à *Vie Intellectuelle*, la revue des Dominicains de Juvisy fondée par le Père Bernadot en 1928⁵⁴.

Aldo Dami, qui sera le principal chroniqueur de politique étrangère de la Revue, fut secrétaire de la *Librairie nationale* dirigée par Georges Valois. Il a collaboré à *Plans*, une revue de tendance fascisante, animée par Philippe Lamour et Hubert Lagardelle. En revanche, quelques rédacteurs catholiques, comme Marcel Moré ou Etienne Borne, seront marqués d'avantage par l'influence des milieux démocrates chrétiens.

Et pourtant, les collaborateurs d'*Esprit* n'ont pas tous subi le même moule idéologique d'inspiration catholique, bien au contraire. Sans jamais renier sa foi catholique, Mounier fera très vite évoluer son mouvement et sa revue hors de toute emprise cléricale. Une fois encore fidèle à l'héritage de Péguy, il s'entourera d'un nombre appréciable de non-catholiques. C'est ainsi que les protestants, avec la collaboration régulière de Roger Labrousse et de son beau-frère François Goguel (Serampuy), d'André Ulmann, de Roger Leenhardt, de Roger Breuil, de Marc Beigbeder, de Marcel Raymond et Denis de Rougemont, formeront un groupe confessionnel important. L'apport des juifs, avec G. Zérapha, Philipp Wolf et d'autres, ne sera pas négligeable non plus. *Esprit* accueillera également des intellectuels non croyants, tel Pierre-Aymé Touchard, qui tiendra bientôt une place importante dans le mouvement. Comme on le voit, en dépit

d'un fort noyau de catholiques, les collaborateurs de Mounier seront issus de milieux confessionnels assez variés.

On ne saurait comprendre le mouvement *Esprit* si l'on ne relevait d'emblée l'extrême jeunesse de ses participants. La grande majorité des principaux collaborateurs de Mounier auront entre vingt-cinq et trente ans au moment de la fondation de la Revue. Nés avec le XX^e siècle, la Grande Guerre ne les a pas atteints dans leur chair. Mais est-ce dire qu'elle n'a laissé en eux aucune cicatrice ? Nous l'avons vu, l'époque est trop pleine de drames et de bouleversements de toutes sortes pour ne pas marquer le jeune homme qui l'affronte avec sa propre crise d'adolescence. Dans un ouvrage qu'il rédige en 1932, H. Davenson écrit :

« Nous n'avons pas connu la guerre, mais nous y avons souvent pensé. Nous avons reçu le témoignage de ceux qui en revenaient, « ce désespoir muet des hommes de trente-cinq ans » dont parlait Rathenau en 1922. (...) »

Nous avons grandi pendant les années 1920, dans cette Europe troublée qui n'arrivait pas à se sentir en paix. Nous vivions dans une atmosphère d'Apocalypse; on entendait de toutes parts des craquements qui semblaient annoncer l'écroulement du monde. On attendait la catastrophe : la Révolution ou la fin du Monde, on ne savait au juste. » ⁵⁵

Pour beaucoup, la guerre a signifié l'éloignement du père, parfois la nouvelle de sa mort. Ainsi celui de Roger Labrousse ne reviendra pas de la guerre. Sa mère, infirmière, succombera aussi d'une maladie contractée durant le conflit. Le fils sera pacifiste à tout jamais ; en 1939, il s'exilera en Argentine.

Dans l'après-guerre, l'adolescent qui parvient à l'âge de maturité se trouve souvent abandonné à son sort, sans maître ou face à des vieillards ayant traversé sans les comprendre les crises du XX^e siècle : la génération précédente, celle qui devait le guider et le protéger dans le premier apprentissage de la vie, a disparu ou s'est atrophiée dans la meurtrissure d'une bouleversante et trop longue épreuve. Pour réaliser aujourd'hui l'ampleur de ce phénomène dramatique, il faut s'arrêter devant les monuments aux morts des villes et des villages de France, scruter les longues listes des « morts pour la patrie » qui rappellent à la jeunesse, aux élèves des Lycées, à ceux des Universités et des grandes écoles notamment, le sinistre tribut payé à la Nation par ses élites entre 1914 et 1918.

Davenson témoigne bien du vide laissé par la génération adulte qui le précède lorsqu'il affirme : « Nous n'avons pas eu de maîtres. » ⁵⁶ Sans doute faudrait-il nuancer cette assertion un peu tranchée. La réaction de Davenson à l'égard de ses aînés n'a pas que des causes sociologiques ; elle a aussi des fondements affectifs. Chaque génération parvenue à l'adolescence est portée à reconstruire le monde en faisant fi de l'héritage passé, et les jeunes gens épris d'absolu se croient volontiers « fils de personne ». Du reste, malgré lui, Davenson trahit bien cette réalité psychologique lorsqu'il explique :

« Nos aînés, nos pères vivaient sous nos yeux. Nous ne les méprisions pas, nous ne les jugions pas avec superbe; on nous a fait plus méchants que nous étions. Non, mais nous n'avons pas songé un instant à les imiter. Adopter leur schéma de vie, leur mode de pensée, nous paraissait impossible. Nous nous serions sentis mala-

droits et ridicule, comme le petit jeune homme efflanqué qui endosse la veste du père aux larges épaules. » ⁵⁷

Nous le verrons plus loin, c'est aussi le refus d'endosser « la veste du père aux larges épaules » qu'exprimera Mounier lorsqu'il se définira avec ses amis comme une « génération sans maître » ⁵⁸.

Qu'elle soit déterminée par une réalité sociologique ou qu'elle ait des fondements premièrement affectifs, cette incapacité de s'enraciner dans l'héritage du passé caractérisera la plupart des jeunes intellectuels qui formeront le mouvement *Esprit*. Ainsi, presque tous exprimeront le sentiment d'avoir été déracinés de la vie, non seulement par les troubles et les errements d'une époque incertaine, mais, de manière plus profonde, par leur enfance et leur adolescence. Que de révoltes, en effet, chez Mounier et ses amis contre les malheurs d'une formation incomplète et frustrante, les années d'une éducation exigeante, abstraite, desséchante, insuffisante pour le développement harmonieux de la personnalité. Cette éducation ratée leur laissera les traces d'une amertume durable, notamment à l'égard de l'enseignement français, et sera une des causes de ce besoin toujours avorté d'intégrer la réalité, d'unir la chair et l'esprit, qui constituera un des grands thèmes de leurs aspirations. Il faut relire *Qui est cet homme*, un des essais autobiographique de Pierre Emmanuel, pour retrouver à vif la douleur lancinante d'une enfance mutilée par l'action de mauvais maîtres ⁵⁹. Mais l'éducation terroriste qu'il décrit s'insère pour lui dans un climat général d'oppression familiale ; elle exacerbe donc tous les conflits affectifs d'une enfance dramatique : abandonné par ses parents à la gouverne despotique d'un oncle de province, il évolue jusqu'à vingt ans dans un univers de contraintes absurdes, de conventions mesquines, de morale bigote et de culpabilité. Sa rencontre avec *Esprit* marque le temps d'une première délivrance mais non celui de l'oubli :

« Me penchant sur celui que je suis, je distingue les traits d'un enfant qui n'a pas eu son saoul d'enfance. Ce dont je fus alors frustré, j'en souffre comme d'une blessure ; l'oubli l'endort sans la cicatriser, elle est prête à saigner à chaque rencontre nouvelle. (...) »

Dans le milieu clos où je vivais, ma sensibilité ne trouva jamais que des objets d'essence médiocre : une fausse famille, roulée sur elle-même comme un porc-épic, et qui faisait de son égoïsme une morale, tel est l'univers qui de dix à vingt ans prétendit m'accaparer. Quand l'espace lui est refusé, la sensibilité se révolte ou devient souterraine : entre elle et le corps qui végète inutile, il se forme d'obscures complicités. La plupart de nos névroses, de nos perversions, de nos échecs, dérivent de quelques erreurs initiales, dont les tuteurs de notre enfance portent l'entière responsabilité : un espace physique déterminé, un paysage moral complexe, nous sont également nécessaires, faute de quoi l'énergie *rentrée* nous ravage dans nos profondeurs. » ⁶⁰

Les conflits affectifs engendrés par une enfance inharmonieuse, puis avivés par les circonstances troubles de l'époque laissent des traces chez tous les collaborateurs de Mounier qui nous ont transmis des souvenirs de leur premier âge. Jacques Lefrancq, l'ami intime de Mounier, un de ceux qui vivra avec le plus de passion l'aventure d'*Esprit*, semble avoir été particulièrement écorché par les problèmes de son enfance. De tous les ré-

dacteurs de la Revue, il sera le plus incohérent, le plus brouillon, le plus visiblement marqué par ses conflits intimes ; son émotivité débridée le rendra incapable d'affronter la réalité du monde adulte et les crises de son époque.

On retrouve dans certaines de ses lettres quelques bribes de souvenirs personnels chargés des scories de cette enfance qui le poursuivra¹¹. A l'âge de six ans il perd sa mère et d'un coup s'évanouit toute l'harmonie et tous les mirages de son premier âge. Car il est repris en main par une sœur aînée, odieuse et tyrannique, à laquelle il ne peut échapper qu'en se réfugiant dans une vie contemplative et dans la nostalgie de son bonheur perdu avec la mort de sa mère. Timide, porté à une constante introspection, il craint la vulgarité de ses camarades de Lycée et les évite en s'évadant dans les rêves de sa solitude. Dès cet âge, il endure de violents maux de tête qui augmentent encore sa souffrance. En 1914, il s'engage volontairement dans l'armée comme simple soldat. Il a 18 ans et fera la guerre « habité par une tenace envie de mourir, coupée d'horribles frousses et de remords »⁶². Il en reviendra gazé, brisé dans son équilibre nerveux et dans sa santé. Dès lors, les souvenirs de ces années de guerre constitueront une véritable obsession morbide qu'il ressassera avec les émotions d'un pacifisme intransigeant. Après avoir accompli un doctorat en histoire de l'art, il mènera une vie aride de fonctionnaire au Musée d'art et d'histoire de Bruxelles, tout en se passionnant pour la philosophie, l'esthétique, la littérature et surtout la psychologie.

Mais c'est chez Péguy et dans le Christianisme qu'il retrouvera une source de joie et d'espérance pour conduire son existence pathétique. En 1932, recevant un prospectus qui annonçait la création d'*Esprit*, il s'empresse d'abandonner la revue *Equilibre*, qu'il venait de fonder avec quelques amis universitaires, pour participer au projet de Mounier. Dans la plupart de ses articles apparaîtra en filigrane le thème de l'enfance immolée par les « grands », c'est-à-dire les officiers, les politiciens, les bourgeois et les financiers. La seconde guerre mondiale hâtera son délabrement physique et moral. Il mourra en 1949.

Le destin de Valéry Jahier, qui tiendra dans la Revue la chronique cinématographique, est également tragique. Comme Lefrancq, il ne se remettra jamais des horreurs de la première guerre mondiale, car depuis il traversera de fréquentes périodes de dépression et se donnera la mort en juin 1939.

Sans connaître l'épreuve du front, certains collaborateurs et amis de Mounier ont éprouvé aussi les souffrances de la maladie. P.-A. Touchard, dont la mère était atteinte de tuberculose, passe lui-même sept longues années dans une maison de repos. Psychasthénique, il éprouve depuis l'adolescence de violents maux de tête. Son retour à une vie normale coïncidera avec l'achèvement d'un roman et la rencontre de Mounier, qui deviendra son « maître »⁶³, et dont il sera bientôt un des plus proches collaborateurs.

La maladie joue aussi un rôle important dans la vie d'Edmond Humeau. A l'âge de 20 ans, en effet, une hémoptysie le contraint à se retirer au sommet des Voirons pendant une année. Expérience salutaire, puisqu'elle le décidera à renoncer au sacerdoce pour lequel il n'est pas fait et l'en-

gagera dans les arcanes d'une existence de poète. Mais cette vocation n'est-elle pas aussi en partie l'écho des tourments de son passé ? Son enfance campagnarde et rêveuse a été interrompue à l'âge de treize ans par la mort de son père, et cet événement qui l'a profondément marqué trouble une adolescence déjà chiffonnée par la solitude des collèges religieux. Le poète exorcisera son démon d'*Action Française* mais gardera de ses premières révoltes un goût pour l'anarchisme, une passion ombrageuse de la liberté, un besoin spontané de s'engager pour les opprimés.

Raymond de Becker, qui enthousiasmera Mounier dans les premières années d'*Esprit*, incarne bien ces étranges destinées marquées à la fois par le poids d'une époque et les conflits personnels qui naissent parfois d'une enfance inharmonieuse. Né en 1911, il a trois ans au moment où la guerre éclate. Ses parents l'envoient en Hollande dans un pensionnat, et cette séparation le fait beaucoup souffrir. Plus tard, il poursuit une enfance rêveuse, sans jamais retrouver dans son milieu familial la compréhension dont il aurait besoin. Dans son adolescence, il éprouve un amour malheureux pour une femme beaucoup plus âgée que lui, et c'est pour échapper à la souffrance que lui cause son dépit, mais aussi pour déférer aux vœux de son père, négociant en vin, qu'il abandonne ses études avant même d'entrer à l'Université. Il accepte un travail minable dans une maison de commerce. Ecorché dans sa sensibilité par la médiocrité de ses tâches, il éprouve d'emblée un vaste mépris pour ses camarades de travail et ses supérieurs hiérarchiques dont la vulgarité et l'absence de préoccupations spirituelles lui sont insupportables. Sans doute cette attitude devant les choses et les êtres n'est-elle pas étrangère à ses tendances mystiques qui le portent alors vers les religions orientales.

« Je me répétais avec ivresse les cris du philosophe hindou : « Je suis toi ! Tu es moi ! Nous sommes l'Un ». Dans cette interpénétration de tous les êtres, je ne trouvais aucune raison de passivité mais une force plus grande pour élargir ma propre individualité à des dimensions sans limites. » ⁶⁴

Sous l'influence d'un ami prêtre, il devient bientôt un fervent catholique et trouve un nouvel emploi, mieux accordé à son tempérament, au secrétariat de l'*Action catholique*. Dès lors, il vit avec passion la crise spirituelle de son temps et son besoin d'engagement, sa soif d'absolu et de renouvellement, l'inclinent vers un spiritualisme fortement teinté de fascisme. Il conçoit, en effet, de l'admiration pour l'Italie fasciste, et ses rencontres avec Léon Degrelles lui font une vive impression. Comme toute une jeunesse catholique belge, il rêve alors d'une révolution à la fois spirituelle et sociale qui permettrait l'avènement d'une nouvelle chrétienté. L'Eglise, lui enseigne-t-on dans les milieux des organisations de jeunesse catholiques, doit reprendre une grande œuvre de reconversion du monde, et ses fils, les successeurs des apôtres, s'engageront dans les chantiers, les usines, les bureaux, afin d'y établir le règne du Christ. Mais pour accomplir la révolution spirituelle des masses, il convient tout d'abord d'entreprendre une révolution des institutions. Or seule une élite employant des moyens extraordinaires pourra l'établir. Imiter et suivre le Christ, tel doit être la vocation de cette minorité qui, vivant dans le monde sans être du monde, imposera ses solutions par la force de son rayonnement spirituel.

Le livre de Berdiaeff, *Un nouveau moyen-âge*, exerce une profonde influence sur Becker, qui retrouve dans cette œuvre le souffle prophétique de sa propre aspiration. Il reprend à son compte le rêve du penseur russe d'une communauté de laïcs agissant dans le monde à des fins politiques et sociales mais avec des moyens essentiellement spirituels. C'est alors qu'il décide de se retirer avec un ami et un ancien professeur de philosophie à Tamié, abbaye trappiste perdue dans les montagnes au-dessus du lac d'Annecy. Il va vivre deux ans de pauvreté et de chasteté absolue, reclus dans une atmosphère moyenâgeuse, dans la solitude des montagnes, des bois et des vallées. L'expérience se révèle pénible, parfois même insupportable. En raison de sa propre fragilité psychique, il éprouve très vite une véritable répulsion pour les phénomènes morbides qu'il découvre dans la communauté des moines et décide de s'isoler encore avec ses amis pour former une communauté particulière au sein même du monastère. L'aventure dure un certain temps, mais finit par échouer sous la pression conjuguée de la hiérarchie, qui s'émue de cette expérience aventureuse (Becker et ses amis célébraient la messe en français), et des familles des amis de Becker, affolées du serment de fidélité à la communauté que les jeunes gens se proposent de sceller devant Dieu. Abandonné par ses amis, il se retrouve seul, en proie à une dépression profonde. Il part en pèlerinage à Sainte-Beaune en Provence; sans argent depuis Valence, il poursuit son voyage à pied et en mendiant.

Il renoue bientôt avec son expérience de vie contemplative mais cette fois dans la solitude absolue d'un petit chalet oublié dans la montagne, sans eau ni électricité. Au cours de cette nouvelle aventure, qui dure de longs mois, Becker frise à nouveau de graves désordres mentaux.

Ayant repris le chemin des villes, il entre en contact avec Maritain et Berdiaeff, qui se passionnent pour ses expériences mystiques et ses aventures communautaires. Il fait ensuite un bout de chemin avec Mounier et le mouvement *Esprit*, avant de perdre définitivement la foi et d'épouser la cause du national-socialisme⁶⁵.

Heureusement, tout n'est pas aussi noir et désolé que cette destinée de Becker dans les souvenirs autobiographiques que nous ont laissés les animateurs du mouvement *Esprit*. La vie de Jacques Madaule paraît au contraire tout ancrée dans une enfance gorgée d'amour et d'harmonie. Son père est notaire dans un bourg du Tarn, sa mère douce et cultivée. Dans sa province, à l'abri du monde, dans sa famille bourgeoise presque abritée de la vie, Madaule est élevé comme un fils unique, choyé, largement protégé du réel. Lorsque longtemps après il pose un regard nostalgique sur le « nid » de ce passé, il ne peut qu'abandonner cette douce confession :

« Ce qu'il y a de plus merveilleux dans mon enfance, c'est sans doute le souvenir de ce sommeil, et de cette bienheureuse inconscience qui ne faisait que prolonger à ciel ouvert les obscures délices du sein maternel. »⁶⁶

Sans doute trouve-t-il bien quelques mots pour condamner la culture de collège trop livresque et verbale, capable de flétrir toute spontanéité chez l'élève mais il ajoute aussitôt : « Ce joug m'était si doux que je l'ai à peine senti. »⁶⁷

Par delà l'atmosphère envoûtante de son enfance et de son adolescence, J. Madaule découvre aussi dans *L'Interlocuteur* les racines affectives conscientes, et peut-être aussi moins conscientes, qui ont orienté la formation de sa personnalité. Plus forte et plus impressionnante que toute autre, c'est premièrement l'image de son père qui envahit la mémoire de Madaule lorsqu'il remonte dans son passé. Bien sûr, sa mère joue aussi son rôle immense mais de manière assez floue, car l'auteur confesse l'avoir peu distinguée de lui-même : « Elle et moi, nous ne faisons qu'un. »⁶⁸ Le père, c'est lui « l'Interlocuteur ». L'enfant s'est laissé totalement dominer et séduire par l'image de ce père fort, protecteur, tout-puissant, qui le pénétrait et l'inondait de son divin regard.

« Je vivais sous le regard de mon père, qui avait presque le même pouvoir que celui de Dieu. Il savait toujours tout, d'une façon incompréhensible, et ce qu'il ne savait pas, il le devinait. »⁶⁹

Cette position féminine à l'égard de l'autorité de son père ne lui a pas facilité la découverte de sa propre identité⁷⁰. Dans *L'Interlocuteur*, il nous livre une quête éperdue de lui-même et admet que la question de son identité fut un grand problème de sa vie. Et cette révélation peut expliquer en partie la raison pour laquelle il sera toujours à la recherche de nouveaux « Interlocuteurs », de même qu'elle peut nous aider à comprendre la nature sinieuse des engagements politiques qu'il assumera plus tard.

En attendant, son itinéraire intellectuel est assez semblable à celui que poursuivent parallèlement la plupart des futurs collaborateurs d'*Esprit*. Comme eux, il entreprend des études de Lettres et passe une agrégation d'histoire et de géographie. Il renonce à sa thèse de doctorat après avoir passé deux années à l'École française de Rome et découvre peu à peu sa vocation de critique littéraire.

Sur le plan politique, après avoir milité à Alger dans l'Association des étudiants socialistes, il s'exprime, nous l'avons vu, de la « cohérence parfaite »⁷¹ du système maurassien, quelques années avant de participer à l'aventure du mouvement *Esprit*.

Au même titre que la crise de l'époque, ces informations biographiques fragmentaires, ces témoignages d'enfance en pointillé, ont leur importance. Ils nous permettront, peut-être, de mieux comprendre certains des thèmes que développeront les inspireurs du mouvement *Esprit*.

4. Esprit se distance de Maritain

Mounier affermit très tôt son autorité sur le mouvement *Esprit*. En effet, de même qu'il s'est emparé du projet de revue lancé par Izard et ses amis en lui consacrant l'essentiel de son temps et surtout l'enthousiasme et la ferveur d'une foi militante, ainsi va-t-il imposer son emprise sur *Esprit*, notamment en se dégagant de l'influence un peu envahissante de Maritain.

En fait, l'aventure intellectuelle qu'anime Mounier n'est pas forcément celle que Maritain croit soutenir et l'illusion de ce dernier persistera un certain temps. Au début du mois de mars 1931, il écrit à Mounier : « (...) Je suis tout à fait d'accord avec vous sur tout ce que vous me dites au sujet

de la revue. »⁷² Mounier prodigue alors à Maritain les marques d'une profonde révérence intellectuelle. Cette admiration apparaît nettement dans la méditation qu'il consacre à *Religion et Culture*, le dernier ouvrage du penseur thomiste, méditation qu'il fait paraître dans le *Bulletin des Davidées*⁷³. Mounier n'est cependant pas l'homme d'un seul maître. En effet, il ne dissimule pas à son ami Georges Izard qu'il n'accepte pas entièrement le parrainage de Maritain.

« Maritain est tout acquis à l'idée qu'une revue est nécessaire pour recueillir ce que j'appellerais au sens théologique l'immensité du christianisme, et sous les deux conditions qui s'imposent à mon sens : un esprit de sainteté, c'est-à-dire d'audace, un esprit d'universalité, c'est-à-dire non conforme au petit Maritain qui est inclus dans la compréhension du grand. »⁷⁴

Incontestablement cette réticence de Mounier va au thomisme rigoureux, un peu sectaire de Maritain. Il n'oublie pas l'enseignement de Jacques Chevalier, et celui-ci n'a jamais pardonné les anciennes attaques de Maritain contre Bergson. Alors même qu'il fréquente Maritain et son cercle, Mounier demeure en relation épistolaire constante avec son ancien maître de Grenoble, qui s'inquiète de cette idée de revue. A la fois pour le rassurer et le convaincre, Mounier lui écrit alors à propos de son nouveau projet :

« Je ne prendrai de décision qu'après avoir beaucoup prié et demandé le conseil de ceux que j'aime. Elle est d'autant plus grave que les choses sont mûres à ce point que, si je refuse, l'affaire sortira et tombera entre les mains soit des thomistes, soit des littéraires. »⁷⁵

Maritain prend vite conscience que la voie du mouvement *Esprit* n'est pas la sienne. Nous avons remarqué qu'il a combattu avec ardeur l'idée que la Revue puisse devenir le porte-parole d'un mouvement politique, puisqu'il la conçoit comme un organe de réflexion catholique. Mounier partage ce point de vue, mais va-t-il être aussi intransigeant que son maître thomiste ? Peut-il l'être ? Dès avant la publication de la Revue, il semble que Maritain ait eu quelques doutes sur l'aptitude de Mounier à résister aux partisans de l'action politique car, avec toujours plus d'insistance, il le conjure d'établir *Esprit* dans la droite ligne du catholicisme⁷⁶. Et sitôt après la publication du premier numéro d'*Esprit*, Maritain se voit contraint de le semoncer en lui rappelant que sa revue ne saurait être « neutre » mais doit au contraire manifester clairement son catholicisme. Elle est perdue si elle accepte la moindre position « interconfessionnaliste », car sa seule force est celle que prodiguent la Foi et l'Évangile⁷⁷.

Mounier semble bien admettre la nécessité prochaine d'annoncer la couleur de la Revue. Mais le témoignage d'*Esprit* doit être pur, infiniment pur même. Proclamer son catholicisme n'est-ce pas confesser une spiritualité partiellement embourbée dans le temporel ? Ne faut-il pas marquer là aussi, là surtout, sa volonté de rupture avec le monde ? *Esprit*, nous l'avons vu, est venu pour sauver les hommes. En proclamant d'emblée sa foi catholique, ne risque-t-il pas de s'aliéner ceux qui se seraient éloignés de l'Église, de celle qui fut infidèle à sa vocation ? Mounier cherche à rassurer Maritain⁷⁸. Mais celui-ci demeure sceptique et ne le cache pas

à son jeune ami. Pourquoi attendre de prendre position sur la question religieuse ? Le numéro projeté à cette fin sera-t-il digne d'un sujet aussi délicat ?

Lorsque paraît la livraison de novembre 1932, Maritain se met en colère : dans une lettre pleine de rancœur, il reproche à Mounier de trahir la vocation catholique d'*Esprit* dans le seul but de flatter les partisans de la révolution⁷⁹. Mounier est très sensible à ces remontrances : « Bien cher Monsieur, peut-être ne mesurez-vous pas la peine qu'a pu me faire votre lettre »⁸⁰, lui écrit-il le 5 novembre. Mais dans ses carnets, il exprime le même jour des sentiments ambivalents à l'égard de la position de son maître :

« Mon cœur lui donne entièrement raison : il faudra proclamer au plus tôt le Christ et je quitterais plutôt mes amis... mais il pense en ermite. Faisons une œuvre monastique, ce sera peut-être plus fécond qu'*Esprit*. Mais si nous faisons œuvre temporelle, de grâce, comprenons que nous avons à créer notre public de toutes pièces et qu'un catholicisme affiché nous déconsidérera aux yeux d'un grand nombre tant que nous n'avons pas fait la preuve que l'on peut être à la fois catholiques intégralement et sincèrement révolutionnaires... »⁸¹

Quelques jours plus tard, Mounier et Izard se rendent à Meudon dans l'espoir d'apaiser les craintes nourries par Maritain au sujet de la Revue. Or, celui-ci réitère sans ambage ses critiques sur l'orientation idéologique d'*Esprit*. La Revue, leur reproche-t-il, donne l'impression d'avoir la révolution pour premier idéal. En dissimulant, pour des raisons tactiques, les valeurs spirituelles et chrétiennes qui les inspirent, les rédacteurs d'*Esprit* courent le risque de laisser dépérir en eux ces valeurs.

Si, pour des motifs d'opportunité politique, Izard croit nécessaire de ne pas manifester d'emblée le catholicisme de la Revue, Mounier est, à nouveau, très sensible aux remontrances de Maritain⁸². Il l'assure de sa parfaite fidélité et lui promet d'écarter ceux de ses collaborateurs qui sont déjà en rupture avec un témoignage de pureté. Il s'engage à proclamer l'esprit avant toute espérance révolutionnaire et à refuser, d'autre part, tout article comportant une attaque contre l'Eglise ou en opposition nette avec une de ses encycliques. Pour convaincre de sa bonne foi, il nomme des auteurs qui ont déjà dû consentir à des corrections pour être en harmonie avec ces exigences théologiques⁸³.

Ces assurances ne sont-elles pas de nature à calmer les appréhensions de Maritain ? On pourrait le croire. Et pourtant dans sa réponse, il le rend une fois de plus attentif à ses devoirs d'intellectuel catholique. Chacun doit comprendre en lisant *Esprit*, lui explique-t-il, que ses rédacteurs placent le Christianisme avant la révolution et que la voie qu'ils préparent est la révolution du Christ et non celle des révolutionnaires athées et destructeurs. Il lui recommande également de faire connaître aussitôt que possible sa position personnelle de catholique et de s'engager dans la Revue en s'appuyant sur l'Evangile et sur les principes catholiques. De surcroît, *Esprit* ne devrait jamais publier un article qui contienne une « erreur » sans la signaler à ses lecteurs soit par un chapeau, soit par une mise au point quelconque. Il lui rappelle aussi la difficulté de faire œuvre doctrinale dans le domaine social

et la nécessité concomitante de s'entourer d'un noyau important de collaborateurs catholiques pour aborder ces problèmes sociaux. Il le conjure enfin d'« organiser un sérieux contrôle doctrinal de la revue » et lui suggère d'inclure dans son conseil de rédaction quelqu'un de son âge qui y représenterait « non le point de vue de l'économie ou de la révolution ou d'une spiritualité plus ou moins vague, mais le point de vue de la rigueur philosophique et théologique »⁸⁴. Comme on le voit, les considérations politiques et religieuses se mêlent toujours plus étroitement dans les critiques que Maritain adresse à Mounier.

Par retour de courrier, ce dernier répond : « Je crois que ma lettre d'hier soir contient implicitement toutes vos demandes »⁸⁵ et se déclare en « état de contrition parfaite » en regard d'un article d'un nommé Cartier sur l'objection de conscience que Maritain vient de lui reprocher. En fait, cette dernière prise de position, dont Mounier admet le ton « odieux »⁸⁶ et qu'il prétend avoir admise contre son gré, est de Denis de Rougemont.

Cette attitude soumise apaise Maritain qui, de toute manière, est contraint de relâcher son emprise sur la Revue, car il doit séjourner quelques mois au Canada. Mais dès son retour en France, il formule de nouvelles critiques acerbes sur le contenu idéologique de la Revue, plus précisément sur les « Chroniques de la Troisième Force », le mouvement politique fondé par Izard et Déléage. Les animateurs de « la Troisième Force » n'ont-ils pas annoncé qu'ils feraient, si nécessaire, la révolution avec les communistes, pour établir ensuite la révolution personnaliste ? « Niaiserie « kérenskyste » parfaite »⁸⁷, s'exclame Maritain qui reproche à Mounier d'avoir laissé passer ce texte⁸⁸.

En plus de ses vives remontrances, Maritain lui demande de publier dans le prochain numéro une lettre de protestation dans laquelle il exprime toutes les critiques qu'il vient de lui communiquer. Pour Mounier ce geste équivaldrait à une « catastrophe » car il apparaîtrait comme « un désaveu du catholicisme officiel »⁸⁹. Or, les pressions de Maritain ne sont plus isolées ; la hiérarchie catholique s'émue des idées tumultueuses avancées par *Esprit*, et Mounier reçoit constamment l'écho des suspicions que l'on entretient en haut lieu à l'égard de son entreprise naissante. Evoquant cette nouvelle crise de confiance entre Maritain et *Esprit*, il note dans ses carnets le 23 mai 1933 :

« La rupture avec la « Troisième Force », je l'estime inévitable, à échéance plus ou moins lointaine, par notre mission même. Mais il faut leur donner une habitude de lumière, afin qu'ils en gardent quelque chose après la rupture. Et pour cela, il faut encore du temps. »⁹⁰

Or le soir même, il rencontre Izard qui lui propose de se retirer d'*Esprit*. Pendant quelque temps, la Revue ne parlerait plus de la « Troisième Force », puis ne la mentionnerait que parmi d'autres mouvements analogues.

Va-t-il accepter cette proposition ? Maritain se fait pressant. Il lui écrit le 24 mai, le conjurant de se débarrasser des « éléments démagogiques »⁹¹ qui marchent avec lui ; le 25 mai, il lui propose de retirer sa lettre ouverte, si Mounier renonce, de son côté, à publier la « Chronique de la Troisième Force »⁹² ; il lui rappelle aussi :

« Vous savez que j'ai beaucoup fait pour la revue et que j'ai payé de ma personne. » ⁹³

Entre-temps, l'archevêché s'est penché sur *Esprit* et a pris la décision de surseoir à une condamnation en attendant un rapport que l'abbé Plaquevent, un ami de Maritain, s'est proposé de présenter sur *Esprit*. Les suspicions de la hiérarchie recoupent largement celles de Maritain.

Dans le numéro de juillet 1933, une lettre commune, signée de Izard et de Mounier, annonce qu'*Esprit* et la « Troisième Force » suivront des voies bien distinctes. Maritain obtient ce qu'il veut et va renoncer progressivement à son action censoriale. Mounier, de son côté, débarrassé de l'activisme des « politiques », pourra animer seul l'aventure d'*Esprit*. Dès lors il façonnera la Revue à son image, selon l'anarchie féconde de sa propre inspiration.

CHAPITRE II

LA PENSÉE D'EMMANUEL MOUNIER

1. La primauté du spirituel ou la victoire de l'enfant sur le monde adulte

« Esprit, mot vague auquel on a donné mille acceptions différentes », s'exclamait déjà Voltaire. Il est, en effet, peu de mots qui feront passer et abriteront dans ce mouvement intellectuel autant d'imprécisions doctrinales que celui d'esprit ou que le terme spirituel qui sera utilisé par Mounier et ses amis à la fois comme adjectif et comme substantif synonyme d'esprit. Dans « Refaire la Renaissance », l'éditorial du premier numéro de la Revue, Mounier proclame d'emblée :

« Nous disons : Primauté du spirituel, et l'on est tout de suite rassuré. L'esprit, ce vieux cher obstacle, si confortable, si familier. On est donc entre gens bien. Qui disait que le monde n'avait pas de bonnes intentions ? Primauté du spirituel ! Qu'ils faisaient du tapage avec leurs cris, leurs rumeurs de catastrophe : voici enfin une de ces paroles sereines qui portent la paix devant soi. La terre redevient un lieu sûr. Tout est résolu, comme en ce moment de nos chagrins d'enfants où le dernier sanglot fondait en douceur à travers nos bras, à travers notre vie.

Non. C'est le cri que vous écouterez, puisque la parole ne déchire plus les cieux et les cœurs. Le cri est impur, je sais bien ; mais les cœurs aussi, et le dard de la pureté ne pénètre plus vos cœurs impurs. Entendez ces mille voix en déroute. Leur appel à l'esprit, qui pourrait être un mouvement régulier des âmes, il est plus âpre que l'angoisse. Il sort de la faim et de la soif, de la colère du sang, de la détresse du cœur : voilà le calme que nous vous apportons. » ¹

Mounier annonce donc un esprit radicalement nouveau, en rupture avec toute réalité ancienne. Il manifeste dès le premier abord son intention, sinon de provoquer, du moins de surprendre : il ne sera pas celui que l'on imagine, les mots qu'il utilisera, les idées qu'il défendra, les attitudes qui seront siennes, n'auront pas le sens commun mais retrouveront leur signification et leur pureté originelles. D'autre part, son témoignage ne sera pas confortable, ni conforme et surtout pas familier. Personne ne pourra l'apprivoiser pour le fléchir dans ses résolutions : il sera dur et pur, vif, acéré et pénétrant. Il ne cédera pas tel l'enfant qui s'abandonne dans les sanglots du

pardon. Chargé de colère et de souffrance, son cri de révolte atteindra les hommes et les bouleversera.

Le ton prophétique qu'il adopte est visiblement inspiré du message du Christ: comme le Fils de l'Homme, il proclame qu'il n'est pas venu apporter la paix sur la terre mais la souffrance d'un grand bouleversement². Or, l'exemple du Christ sauveur transparait tout au long de cet éditorial, notamment lorsqu'il évoque sa mission et celle de son mouvement comme un sacrifice à une cause spirituelle extraordinaire:

« Qu'importent la vie, dans l'iniquité, et le martyr dont la justice ressuscite. (...) Nous savons que nos vies seront aventureuses et compromises. Nous ne redoutons rien, ni la pauvreté, ni l'isolement. Nous venons témoigner pour d'autres biens que nos propriétés. »³

La vie de Mounier, comme celle de Jésus, sera consacrée au témoignage d'une réalité extraordinaire et transcendante. Il acceptera la pauvreté, la persécution, le martyr; pour que ressuscite la justice, il ira jusqu'au don de sa vie. Il évoque aussi « les visages de Judas »⁴ pour désigner ceux qui trahissent l'esprit, et rappelle, imitant le Christ, « qu'on ne se trouve qu'en se perdant », qu'on « ne possède que ce qu'on donne »⁵.

Tout au long de son œuvre, Mounier laissera paraître les traces de son identification inconsciente au Christ. Ainsi, lorsqu'il prend position en décembre 1932 dans le « Cahier de Revendications » que la *Nouvelle Revue Française* réserve aux représentants de divers mouvements de jeunes, il intitule son témoignage: « Ce ne sont pas ceux qui disent: Esprit, Esprit. »⁶ En 1938, évoquant la formule « ni droite, ni gauche » qu'avait défendue son mouvement, Mounier expliquera:

« Elle était l'affirmation d'une bonne nouvelle politique. Ni droite ni gauche, ni grecs ni juifs, nous ne renions pas nos sangs divers, mais, les uns par vocation, les autres par décision, nous prenions notre point de départ et placions notre ligne de visée sur un plan radicalement transcendant au politique, bien que recoupant aussi le plan politique. A notre manière, nous disions au monde des politiciens: « Notre royaume n'est pas de votre monde » (...) En ce sens nous assumons encore la formule. »⁷

Et à plusieurs reprises, il proclamera qu'il est venu « libérer l'homme » et qu'il entend créer « un homme nouveau », ou une « civilisation nouvelle »⁸. Tout comme le Christ s'est confondu à la réalité spirituelle dont il était le témoin, Mounier parle au nom de l'esprit qu'il annonce: « L'esprit est fait pour deviner les valeurs qu'aucun éclat ne signale... »⁹ ou « il proclame des paroles pures et marche derrière elles... »¹⁰. Dans son passage ici-bas, le Christ s'est heurté à un monde hostile, celui du mensonge et de l'hypocrisie des pharisiens, celui de l'égoïsme et de l'injustice des hommes; aussi n'est-ce pas sans inquiétude que Mounier affronte cette humanité sans intelligence pour les choses de l'esprit:

« La lumière de la nue vérité, la présence concrète et exigeante de l'esprit s'est peu à peu retirée de notre monde. Sur cette épaisseur de mots décharnés et d'habitudes étrangères, où perceront nos regards et les tentatives de nos cœurs ? Renvoyés sur

eux-mêmes dans la nuit, où trouveront-ils à se rencontrer ? (...) Refaire notre amour du monde avec les mots, avec les gestes, avec les mœurs qui sont là tout autour, autant combiner des opacités pour faire de la lumière. » ¹¹

Il doit néanmoins assumer sa vocation spirituelle et c'est pourquoi, après avoir évoqué le destin de l'esprit dans ce monde en panne, il exhorte ses amis en songeant à son propre ministère:

« (...) Nous demandons aux plus philosophes d'entre nous, à ceux mêmes qui ont besoin de recul et de solitude, qu'ils sachent descendre longuement parmi les hommes, s'y accoutument, s'y déclassent. » ¹²

Proclamer la primauté de l'esprit, affirmer la prééminence du spirituel, n'est-ce pas annoncer sa propre suprématie ? Le moraliste s'imagine volontiers incarner les valeurs dont il se réclame et il s'investit par ce biais de l'autorité qu'il revendique pour elles. Dans la perspective de notre auteur, l'esprit est, en effet, essentiellement domination. « L'esprit est le souverain de la vie » ¹³, explique-t-il. C'est l'esprit qui « mène le monde » ¹⁴. En proclamant la « primauté du spirituel », il annonce donc aussi sa propre suprématie, son besoin de domination transcendante.

« Nous pensons qu'une certaine densité d'égoïsme, d'injustice et de mensonge veut qu'on la crie si on ne peut la vaincre, et qu'on lui oppose le prix d'un don total. Que devant de telles conditions faites à l'homme, l'esprit doit prendre l'initiative de la protestation et la direction du bouleversement, se faire ouvrier pour reconstruire sa maison. Mais cet ouvrier aux mains de lumière a primauté sur les autres. » ¹⁵

Ainsi l'image du Christ se dessine dans l'esprit auquel il s'identifie et l'autorité qu'il lui confère sur le monde est absolue. Mais essayons maintenant de cerner de plus près sa vision de l'esprit.

Le spirituel qu'il proclame ne se rattache pas comme chez Maritain à un ensemble de croyances dogmatiques, mais se confond avec la mystique, avec l'irréel, l'ineffable. Son royaume est celui de l'infini, de la lumière, de la pureté. Evoquant le travail de l'esprit dans l'histoire, il écrit aussi: « Le dard de sa fraîche lumière bondissait à travers un monde de transparence » ¹⁶. L'esprit est donc clarté translucide. Son univers est celui de la transparence. Mais il est aussi « dard », c'est-à-dire un organe pointu, vif, acéré, éventuellement agressif. Et pourtant, à l'instar de l'enfant dans la splendeur, la légèreté de son âme, il « bondit » dans l'irréalité harmonieuse et poétique d'un âge sans histoire.

La pureté de l'esprit renvoie donc à celle de l'enfance: le mythe de l'enfance pure joue un rôle de premier plan dans l'œuvre de Mounier. Ce thème est fécond. On peut le rapprocher de cette exaltation de la jeunesse qui, sous l'influence du fascisme notamment, devient un lieu commun des années 1930.

Toutefois, Mounier n'exalte pas la jeunesse par conformisme intellectuel. Ce thème a pour lui une signification particulière: la jeunesse est pure parce qu'elle confine à l'enfance qui n'a pas encore été souillée par l'univers adulte. En effet, l'enfance est pour Mounier la source de toute pureté; elle est aussi un lieu d'harmonie. Elle symbolise la créativité, la joie, l'amour. En elle sont les promesses d'une nouvelle « renaissance ».

Née de l'enfance, la jeunesse est ingénue, transparente, ardente; elle détient encore le secret de toutes les mystiques et ses élans de pureté la portent vers l'absolu. Il n'est pas de vertu que Mounier s'attribuera avec plus d'insistance, pour lui et sa revue, que celle de la jeunesse. Jusqu'au dernier instant de la Revue, en 1941, il égrènera tous ses appels à ses lecteurs, tous ses manifestes, toutes ses prises de position, de l'affirmation de la jeunesse d'*Esprit*, gage de sa pureté et de la créativité de son mouvement¹⁷.

Lorsqu'il rassemble sous le titre *Révolution personnaliste et communautaire* les principaux articles qu'il a publiés dans la Revue depuis 1932, il rédige une préface intitulée « Plaidoyer pour l'enfance d'un siècle » dans laquelle il revendique avec vigueur pour son mouvement l'ingénuité et la pureté de la jeunesse.

« Ce livre est à notre image. Né au fur et à mesure de nos premières recherches, il porte en lui les faiblesses, les délibérations, les inaptitudes et les raideurs théoriques, peut-être bien de-ci de-là les contradictions d'un âge qui se fait. (...) Avec les principes mêmes dont nous sommes les plus assurés, nous sentons le besoin d'être modestes; ils ne sont plus qu'une éloquence sacrée, nous avons à leur refaire une chair et une âme. Tels nous sommes : embarqués à vingt ans, à trente ans, poussés à parler et à réaliser à l'âge où l'on devrait apprendre sa vie. C'est notre faiblesse, c'est peut-être donc bien notre chance.

Je ne plaide pas ici notre jeunesse, je plaide la jeunesse, non pas celle que détermine l'âge de la chair, mais celle qui triomphe de la mort des habitudes, et à laquelle il arrive qu'on atteigne que lentement, avec les ans. C'est elle qui fait le prix de l'autre jeunesse et justifie, de temps à autre, son irruption un peu violente dans le rang calme des adultes.

La jeunesse est ce qu'elle est. Injuste, brutale, ingénue, rebelle tant qu'elle peut aux références et aux déférences. Je ne prétends pas que ces vertus acides soient le dernier mot de la spiritualité. Mais si elles ne décapaient constamment la protection de l'adulte, que resterait-il de la fraîcheur du monde ? (...)

Que cette jeunesse soit encore déconcertante d'ingratitude et d'oubli, légère pour tout dire, c'est non moins sûr. Légère, précisément. Non pas comme vous chargée d'actes à justifier, de camaraderies à ne pas déranger, d'amitié à ne pas blesser, de situations à ne pas renoncer, de prestiges à ne pas désemparer, de désillusions à ne pas avouer, de personnages à ne pas dépouiller. Non pas encombrée de longues habitudes et de formules raidies en statut définitif de pensée et de vie. Elle peut dire les mots violents sans qu'ils déconcertent tout un confort intérieur, tout un échiquier de relations extérieures. Elles découvrent les grandes faces nues du monde et de l'âme sans cette surcharge de fioritures dont les parasitent la politesse, l'indulgence et le fade bazar des lieux communs. Voilà sa force. Laissez-lui quelque temps cette ingénuité d'expérience, cette violence d'étonnement, et la grandeur de cette première mesure. Et ne lui faites pas de leçon d'histoire, des généalogies. Elle découvre la lune ? Eh oui ! parce que vous ne la voyez plus. Heureux qui chaque soir découvre le dialogue de la lune et des toits des hommes, et ne l'oublie pas parmi les lampions de la ville. Elle se trompe ? Quand donc les docteurs nous reconnaîtront-ils le droit de nous tromper, c'est-à-dire de nous battre en première ligne pour la vérité, au lieu de la parasiter dans les bureaux confortables de l'arrière ?

Autrement dit, quand donc accepteront-ils que la grandeur de l'homme c'est de ne point rompre avec son enfance, avec l'aventure, la fragilité, les indignations totales, les naïvetés et le don sans calcul de l'éternelle enfance ?

Les enfantillages ont un temps. L'enfance n'en a pas. A mesure que les années passent il faut, pour la garder, la reconquérir sur l'hostilité de l'âge. Enfance mûre, enfance lucide, enfance grave, enfance douloureuse : elle ne s'est pas renoncée en quittant son visage puéril. »¹⁸

Une page comme celle-ci éclaire la signification de son apologie constante de la jeunesse. En protestant de sa jeunesse, Mounier affirme d'abord son innocence. En quelque sorte, il plaide non-coupable. Manifestement cette préface s'adresse à ceux qui pourraient s'offusquer des positions défendues dans son ouvrage, plus précisément même, aux adultes qui vont se scandaliser de sa révolte. « Je ne suis qu'un enfant », semble-t-il leur rappeler afin d'apaiser leur colère. Assurément, l'enfant n'est pas coupable. La jeunesse est fragile et désarmée, et Mounier revendiquera toujours cette faiblesse comme une preuve de sa pureté. Constamment, il s'efforcera de reconnaître son imperfection, sa naïveté. Enfant, il est inachevé, sa voie n'est pas tracée ; il ne sera donc jamais établi et demeurera toujours en recherche. C'est une certitude.

Mais, cette faiblesse n'est-elle pas le signe d'une force un peu mystérieuse, un peu magique ? « C'est notre faiblesse, c'est peut-être bien notre chance. » La jeunesse « triomphe de la mort des habitudes », explique-t-il encore. Evoquant l'ingénuité de la jeunesse, il s'exclame : « Voilà sa force ». Il rappelle aussi que la « grandeur » de l'homme est précisément de ne jamais rompre avec son enfance. Démonie et faible, l'enfance est néanmoins toujours victorieuse. Le regard attendri qu'il pose inlassablement sur l'ingénuité, la fraîcheur espiègle et la brusquerie de sa jeunesse, traduit non seulement un singulier débordement d'amour-propre mais il exprime aussi cette même volonté de triomphe que nous avons rencontrée dans son affirmation de la « primauté du spirituel » et dans son identification inconsciente au Christ. A l'instar du Fils de l'Homme, il est enfant de Dieu¹⁹. Comme Jésus né dans une étable et rejeté par le monde des hommes, Mounier vaincra sans moyens matériels, tirant sa puissance spirituelle de sa pauvreté innée et de son extrême faiblesse. Lorsque Mauriac prend position contre *Esprit* en 1933, Mounier répond dans un article qu'il intitule « Certitude de notre jeunesse »²⁰ en l'exhortant à se rappeler que « ... du christianisme aussi on [a] essayé d'expliquer la naissance par la misère de ses premiers adeptes »²¹.

Dans son plaidoyer en faveur de l'enfance, il manifeste une contestation incessante du monde adulte, plus précisément même une dénégation de l'autorité paternelle. D'emblée, en effet, il présente son témoignage comme la révolte de toute sa génération contre les adultes et leurs pairs. Jeunesse oublieuse, ingrate, mal élevée, nous dit-il, traduisant ainsi sa conscience d'établir une coupure profonde, une cassure affective avec ceux qui l'ont formé. Dans sa révolte, il va encore plus loin : il nie presque toute réalité à l'univers parental puisque son témoignage tend à pourchasser jusqu'au souvenir des « vieillards », des « fins de siècle », de ces « fantoches » qui l'ont précédé, à dénigrer l'histoire et les généalogies, mieux, à proclamer qu'il appartient à une génération « sans maître »²², en quelque sorte à une génération spontanée.

C'est la raison pour laquelle le livre qu'il présente par cette préface porte en lui « les contradictions d'un âge qui se fait ». Ayant tout nié, il doit tout recréer: les principes dont il se dit le plus certain, il entend « leur refaire une chair et une âme ». Lors d'une controverse ouverte avec Paul Archambault au sujet de la démocratie, Mounier écrit: « Nous nous faisons nous-mêmes dans un monde en pleine démiurgie »²³. Et ailleurs il assure: « Il n'a plus ni père ni mère, celui qui va trop près de Dieu »²⁴.

Ingénue et pure, l'enfance est esprit, elle n'est pas encore empêtrée dans un corps.

« Il est difficile de se mouvoir dans le monde des âmes avec la maladie de nos corps »²⁵, écrit-il à une amie en 1928.

Et à sa fiancée, il explique en 1933:

« Enfant, je fus toujours plus sérieux que mon âge. Homme je me sens enfant parmi les hommes... »²⁶.

Quelques jour plus tôt, il lui disait:

« Nous ne découvrirons que peu à peu les replis de l'amour. Il n'est pas seulement cette jeunesse retrouvée dans une nouvelle enfance, cette chose joyeuse si éloignée des adultes et leurs mauvaises manières. »²⁷

Car l'esprit étouffe dans l'écorce charnelle qui l'enserme²⁸. C'est la raison pour laquelle la jeunesse doit « décaper » constamment les protections derrière lesquelles l'adulte se réfugie, c'est-à-dire écarter et briser cette enveloppe mortelle et impure qui s'est greffée sur l'enfance. A plusieurs reprises, il qualifie la jeunesse de « légère » et, s'adressant aux adultes, il se glorifie de ne pas être « chargé », comme eux, « d'actes à justifier » ou de ne pas être « encombré de longues habitudes », de ne pas avoir de « personnages à ne pas dépouiller ». Cette idée de dépouillement réapparaît souvent dans la pensée de Mounier: elle traduit sa recherche de purification par l'ascèse, cette volonté d'échapper à cette écorce corporelle mensongère des hommes. Car les adultes sont factices. Nous l'avons vu, ils sont « fantoches ». Ils portent un masque et l'enfant est constamment mystifié par leur univers hypocrite et scandaleux²⁹. Le témoignage de Mounier, nous le verrons, consistera notamment à démasquer les artifices et les tromperies des hommes, à délivrer les valeurs spirituelles de leurs mains scandaleuses, en quelque sorte à purifier l'esprit de ses attaches temporelles.

Le corps, ne vient-il pas constamment faire obstacle au regard trans lucide de l'enfant, à la transparence des âmes ? La matière, n'est-elle pas cette entrave continuelle au mouvement de l'esprit ? N'est-elle pas morcellement d'un élan vers l'universel, ancrage temporel de l'éternité ?

Pour exprimer cette atteinte de l'esprit par les réalités de la chair, Mounier recourt à un ensemble de mots presque toujours semblables. « Habitude » est l'un d'eux. Il traduit, en l'occurrence, cette compulsion intérieure qui rabaisse chaque être dans l'impureté de sa vie instinctive, qui entraîne l'âme dans la médiocrité de son corps. On le retrouve associé aux idées parentes de « lourdeur », d'« inertie », de « raideur », d'« automatisme », de « résistance massive », de « confort », d'« abandon » et de « paresse », toutes choses dans lesquelles il reconnaît les composantes essentielles du matérialisme, c'est-à-dire du péché.

A l'esprit, en effet, s'oppose la matière, « dont la loi intime est une loi de descente et de dégradation »³⁰. Mounier ne peut évoquer la matière, ou ce qui confine à la matière, sans recourir à des termes ou des associations d'idées porteurs d'une forte charge affective négative. Certes, il admet bien que le monde sensible est nécessaire à l'homme « pour exercer son intelligence et remonter à son Dieu », mais il avertit aussitôt qu'il y a dans la chair du monde « une lourdeur, une résistance massive, un entraînement au désordre »³¹ que l'homme doit apprendre à maîtriser. Or, l'homme moderne depuis Descartes a établi une séparation absolue entre l'esprit et la matière et, en abandonnant cette dernière à sa propre loi d'inertie, lui a donné une toute-puissance maléfique. « (...) Nous y sommes tout embourbés »³², assure-t-il.

Dans la pensée de Mounier, la matière est invariablement associée à la bassesse et à la jouissance. C'est grâce à elle que le monde « avance à pas précipités vers le confort universel », car elle est devenue le « jouet de notre désir »³³. Par son intermédiaire, l'homme s'enlise dans le luxe et l'aisance, renonce à tout effort et ce mouvement constitue pour Mounier une menace terrifiante³⁴.

L'argent est naturellement le symbole par excellence de cette matière détournée de sa finalité spirituelle. L'œuvre de Mounier sera une longue variation sur le thème central de la corruption de la vie par l'argent. On sait que Péguy date des environs de 1880 la montée d'une déchéance intégrale: « le monde moderne ». Si le directeur d'*Esprit* est moins précis, moins historique, il ne s'en réfère pas moins volontiers à une époque harmonieuse, antérieure à l'établissement du règne de l'argent dans la civilisation:

« Toute la vie de la matière a reflué, puis s'est dissoute en lui. (...) Les corps et l'amour, l'art, l'industrie, l'argent a dévoré toute matière. Insaisissable et impersonnel, soutien de sociétés anonymes, munitionnaire aveugle d'une guerre permanente, il a réussi ce que n'avaient réalisé ni le pouvoir, ni l'aventure: installer au cœur de l'homme le vieux rêve divin de la bête, la possession sauvage, irrésistible et impunie d'une matière esclave et indéfiniment extensible sous le désir. »³⁵

« Les corps », « l'amour », « le vieux rêve divin de la bête », la « possession sauvage », « le désir » sont autant de mots et d'idées qui tissent les contours d'un fantasme dans lequel apparaît clairement le lien inconscient établi par Mounier entre l'argent et la sexualité. La répulsion qu'il exprime à l'égard de l'argent semble donc liée à son angoisse de se laisser envahir par le monde trouble de ses instincts. Dans un numéro de la Revue consacré à l'Argent, il explique comment la vie intime est corrompue par cet objet ignoble. Sa prise de position s'intitule « Argent et vie privée »³⁶:

« De la chair des individus et des sociétés la vie privée reçoit (...) ses impuretés; les premiers l'enserment de leurs avarices, de leurs partialités, de leurs jalousies, ils la fortifient et s'y enferment; les secondes y poussent les eaux sales de leurs régimes, et la cristallisent en champs clos grossièrement soutenus par l'intérêt ou par l'indifférence. Plus fermés ils sont, plus ils étouffent, et à travers elle, en elle, la vie intérieure.

C'est ici qu'intervient l'argent. Il expulse l'homme de lui-même et y installe l'égoïsme. Il expulse la Communauté des rapports humains et y campe sa machine impersonnelle qui mange les gouvernements, mange les patries, mange les familles, mange les amours, mange les voix et les révoltes. Entre les deux cancers, que la

vie privée trouve sa place ! Alors l'Argent accomplit son dernier progrès : il fabrique, en son cœur même, de nouveaux types humains. » ³⁷

A l'harmonie lumineuse de l'esprit s'oppose donc la réalité sombre, répugnante et grossière de la matière symbolisée par l'argent. On le voit : l'âme est incarcérée dans la matière. Mounier associe étroitement la chair à l'argent — la chair s'opposant à l'âme comme la matière à l'esprit. Or ce monde charnel souillé par l'argent est « fermé », hermétiquement « clos », comprimé : il n'est guère de mots de son discours qui ne traduisent cette idée de cloisonnement oppressant, étouffant et cruel. D'autre part, l'univers de l'argent est grossier ; il baigne dans les « eaux sales ». L'argent constitue donc pour Mounier une puissance à la fois horrible et terrifiante. Il dévore toute vie qu'il engloutit dans une spirale infernale ; l'homme ne le maîtrise plus, ne parvient plus à s'en défaire. La situation est même inversée : l'argent « expulse l'homme de lui-même » et de sa communauté. Enfin, l'argent engendre des monstres humains et ce thème de la « fécondité » maléfique de l'argent apparaîtra constamment dans la pensée de Mounier et dans la revue *Esprit*.

L'argent est aussi associé à la jouissance des sens. Ainsi, la richesse, qui est pour Mounier l'état de non-pauvreté, engendre la « facilité » et fait « enfler » les désirs ³⁸. Le riche est l'homme « à qui rien ne résiste » ³⁹. Sa richesse lui confère la « puissance » ; il peut donc acheter les femmes ; le riche, explique-t-il volontiers, peut aller dans les quartiers pauvres « pour avoir des filles sans créer de scandale dans le monde des futurs fiancés » ⁴⁰.

Le règne de l'argent a introduit dans le monde la division, l'esprit de calcul, l'avarice, mais aussi « la mesure quantitative dans la pensée » ⁴¹. Il a, de la sorte, tout réduit à sa vision mathématique des choses. Par lui sont venus la rationalité quantifiante, la science impersonnelle, froide et abstraite, le scalpel de la technique abrutissante. Or tout le tempérament de Mounier se rebelle contre le rationalisme, le positivisme et l'esprit de mesure scientifique dont il flétrira sans répit la rigidité, l'allure géométrique et les déterminismes envahissants.

Cette haine de l'argent débouche naturellement sur une critique acerbe du capitalisme. Sans doute n'est-il rien de plus légitime que l'anticapitalisme qui règne alors dans l'opinion française de l'extrême droite à l'extrême gauche ⁴². Comment ne pas dénoncer un système économique qui condamne des millions d'êtres de par le monde au chômage ? Si Mounier s'empare largement de cette tragique réalité extérieure pour justifier son anticapitalisme, les sentiments d'aversion qu'il exprime à l'égard de ce régime économique découlent essentiellement d'une répulsion très personnelle que lui inspire l'argent.

Le capitalisme est pour lui un régime de « corruption » ⁴³ qui repose sur le principe ignoble de « la fécondité de l'argent » ⁴⁴. Tout comme l'argent, il est un appareil d'oppression absolument tyrannique. Au même titre que l'argent, il anéantit en chaque être toute spontanéité, toute générosité, toute poésie. Il détruit la vie intérieure ⁴⁵. Il instaure aussi un « monde de facilité » où toutes les aspirations humaines se dissolvent dans les « molles jouissances du confort » ⁴⁶. La puissance qu'il confère est associée à celle de la virilité, à celle de Don Juan par exemple ⁴⁷.

Dans la pensée de Mounier, la primauté du spirituel signifie non seulement la prééminence de l'esprit sur la matière, mais aussi la maîtrise des pulsions obscures qui lui sont associées par l'intelligence et la volonté. Ce besoin de dominer la chair apparaît aussi bien dans son goût pour la souffrance, la pauvreté et l'ascèse que dans son désir de soumettre l'individu à un idéal de vie supérieur, de lui communiquer ses propres inquiétudes, son angoisse personnelle, et dans son souci de conduire la société dans la recherche permanente d'une réalité qui la dépasse.

C'est la raison pour laquelle aucune idéologie ne lui semble plus chargée d'opprobre que le libéralisme :

« Nous avons le libéralisme, tous les libéralismes en horreur : cette basse mendicité aux valets de l'histoire. » ⁴⁸

En effet, le libéralisme commence par affirmer la liberté de pensée, mais cette revendication ne confère-t-elle pas inéluctablement le droit de penser n'importe quoi, ou même le droit de ne point penser ? Mounier reconnaît dans cette idéologie une « métaphysique du « laisser dire, laisser penser », une « religion de l'homme conciliant » ⁴⁹. Et le libéral n'est pour lui que l'homme des compromis intellectuels, le maître de la conciliation atone, celui qui refuse de confronter son âme aux grands débats mystiques.

Il lui oppose son idéal d'une communauté « totalitaire », celle qui devrait s'établir avec l'instauration de la vérité spirituelle dont il proclame l'existence ⁵⁰. Pourtant, en réunissant à *Esprit* des collaborateurs non catholiques — des protestants, des juifs et même des non-croyants — ou en acceptant au sein de son mouvement des hommes dont il ne partage pas forcément les opinions politiques, Mounier semble admettre le pluralisme de la société libérale. Il convient, en effet, que la vérité à atteindre est « complexe et obscure » et qu'il y a « des chemins différents pour en approcher ou, si l'on veut, des manières différentes de circuler sur ces chemins » ⁵¹. Tout comme Péguy, il aime les débats des grandes mystiques, car seul compte pour lui la quête de l'absolu. Or le libéralisme, en instaurant la liberté de pensée, a étouffé ces débats dans une tolérance bonasse, et sapé les bases de cette montée de l'être vers l'esprit qui transcende. La liberté du libéralisme suggère à l'homme le refus de choisir et d'adhérer, lui communique une indifférence vis-à-vis de toute forme d'engagement. Elle contient en elle un pouvoir de « dissolution » ⁵².

Mounier associe intimement sa critique du capitalisme à celle qu'il adresse au libéralisme. Le capitalisme n'est-il pas la conséquence matérielle de cette liberté sans principe directeur qui abandonne l'individu à ses désirs les plus vils ? C'est pourquoi il rappelle à propos du capitalisme que la « liberté sans discipline laisse le champ au déterminisme du mal » ⁵³ et que « l'homme étant partiellement corrompu », il importe « d'encadrer cette liberté par des institutions qui en préviennent les tentations » ⁵⁴. Selon lui, l'économie devrait être régie par une « éthique des besoins et de la vie » ⁵⁵ et non par l'aspiration à la jouissance sans frein inhérente au système capitaliste.

« Les besoins de consommation ou de jouissance doivent être limités par un idéal de simplicité de vie qui est la condition de l'essor spirituel et n'est nullement incon-

ciliable avec la magnificence et la dépense créatrice. L'accomplissement de l'homme n'est pas dans le confort matériel, mais dans la vie spirituelle. » ⁵⁶

Cette dénonciation virulente du libéralisme conduit Mounier au rejet du régime parlementaire et surtout au refus du système majoritaire qui fonde la démocratie. S'il existe « une vérité » et si l'on imagine en être le dépositaire, comment tolérer le laxisme moral de la démocratie libérale ? Comment admettre que le destin de la communauté puisse reposer sur la volonté flottante de friables et d'incertaines majorités parlementaires ?

« L'idéologie que nous combattons, et qui empoisonne encore tous les démocrates, même les démocrates chrétiens, est l'idéologie de 89 » ⁵⁷,

écrit-il quelques jours après les événements du 6 février 1934 dans sa lettre ouverte à Paul Archambault sur la démocratie. Tout comme Maurras, il dénonce dans les principes de la révolution une égalité fondée sur l'identité mathématique des individus. Au même titre que Maurras et les ligues fascistes, il dénigre le mythe de la volonté du peuple entretenu par la démocratie libérale ⁵⁸. Toujours dans la même veine traditionaliste, il rappelle que la démocratie, qui repose sur le système majoritaire, aboutit à un gouvernement fondé sur la suprématie du nombre, donc à un régime établi sur la force. Cette majorité, d'autre part, ne connaît aucune autorité supérieure, aucune finalité authentique.

Les idées de Mounier sur la démocratie libérale ne sont pas originales : elles portent l'empreinte fraîche de ses anciens maîtres, de Chevalier, de Maritain surtout. Pourtant, il intègre cette influence à une vision très personnelle de l'autorité étatique. On ne peut manquer de relever, en effet, l'absence de distinction claire dans sa pensée entre les maux de la démocratie libérale et ceux des régimes fascistes et communistes. A la tyrannie de ces derniers, il compare constamment celle du régime parlementaire français dans lequel il reconnaît un « Etat totalitaire au petit pied » ⁵⁹, ou parfois même un Etat totalitaire tout court ⁶⁰. L'Etat français, répète-t-il toujours à nouveau, est hypertrophié, lourd, brutal, stérilisant ; il étouffe les aspirations et les libertés de ses citoyens ⁶¹. C'est un tyran sanguinaire qui supprime en l'homme toute joie de vivre et pervertit les mœurs de la cité.

Comment expliquer ces outrances de langage à l'égard de la démocratie française ? Dans la pensée de Mounier, l'Etat ainsi déprécié apparaît clairement comme une représentation inconsciente d'une autorité paternelle mauvaise. Ce lien inconscient entre l'autorité du père et la démocratie parlementaire ressort bien dans sa controverse avec Paul Archambault au sujet de la démocratie. A ce dernier qui s'inquiète du peu de considération manifesté par *Esprit* à l'égard des valeurs démocratiques, de son inquiétant penchant pour la révolution, et de « l'extrême vulnérabilité de ses positions pratiques » ⁶², Mounier répond en montrant bien qu'il refuse le régime politique français en tant qu'héritage du passé, en tant que création paternelle. D'emblée, en effet, il situe son opposition à la démocratie dans la perspective d'un conflit de générations.

« Je sais bien que nous vous paraîtrons ingrats. Que voulez-vous, la gratitude est une vertu d'historiens. La jeunesse, la vie, la création sont ingrates. Elles ne retrouvent profondément que ce qu'elles ont d'abord nié... Celui qui à vingt ans se pré-

occupe de références et déférences, commence à creuser son tombeau. Si vous nous avez donné des richesses vivantes, vous le reconnaîtrez à votre volonté que ce don soit *sans retour* et aille féconder des terres plus lointaines en vous étonnant, comme le fils étonne le père. » ⁶³

Paul Archambault, le disciple et ami de Marc Sangnier, incarne les réalités du passé, et les idées qu'il a défendues, peu importe, du reste, lesquelles pour Mounier, sont contestées parce qu'elles appartiennent à l'univers paternel. En conséquence, son refus de la démocratie se fonde essentiellement sur le clivage qui doit selon lui s'établir entre le fils et le père. C'est parce qu'il incarne la « jeunesse », la « vie » et la « création » qu'il refuse le passé et l'histoire, qu'il se moque des « références et des déférences », qu'il peut se prévaloir de son ingratitude à l'égard des réalités déclinantes de la génération qui l'a précédé. L'attitude qu'il affiche marque à nouveau, non seulement sa volonté de rompre définitivement avec le passé et ses valeurs, mais aussi le besoin de refuser l'existence même de ce passé, de contester tout l'héritage dont il est tributaire, donc de nier toute réalité à l'univers du père. Car le fils, qui veut « étonner le père » et aller « féconder des terres plus lointaines », a découvert le « Mensonge et la Mort » en ouvrant les yeux sur le monde « au sortir de la première enfance » ⁶⁴.

Et le thème de « l'enfant prodigue » réapparaît souvent lorsqu'il défend sa volonté de rompre avec les valeurs passées. En fait, il s'agit d'un fils prodigue un peu différent de celui de la parabole: il ne reviendrait pas en arrière pour se faire pardonner par le père charnel — celui qu'incarne par exemple l'homme politique — mais il établirait une alliance directement avec un père spirituel, c'est-à-dire avec Dieu. On retrouve une idée un peu semblable dans la conclusion de son « Plaidoyer pour l'enfance d'un siècle »:

« Nous partons sur un chemin où nous savons que jamais nous serons désœuvrés, jamais désespérés : notre œuvre est par-delà le succès, notre espérance par-delà les espoirs. Voyez à Bruges *Le mariage mystique de sainte Catherine*. Quelque part sur la toile l'événement s'accomplit : l'enfant-Dieu passe l'anneau au doigt de la sainte. Tous les personnages cependant détournent la tête, et par cette distraction-même nous imposent une hallucinante impression de présence. Ceux qui ne nous trouvent pas immédiatement assez « pratiques », nous n'avons pas de meilleur apologe à leur dire. » ⁶⁵

Jeanne d'Arc, Mademoiselle Silve, sainte Catherine... les femmes idéales choisies comme exemples par Mounier sont saintes, comme la mère de Jésus. Elles n'ont pas été souillées par des hommes de ce monde. Elles sont pures. Seul le fils prodigue qui a rompu avec les hommes peut établir une relation privilégiée et mystérieuse avec elles. Il est enfant et Dieu mais il n'est pas homme. Il peut donc s'unir sur le plan mystique avec la mère-sainte.

Mounier rejette donc le monde d'essence paternelle, l'univers froid, rationnel, scientifique et mécanique des hommes. Il le rejette pour ses impuretés, c'est-à-dire pour ses compromissions incessantes avec les scandales et les mensonges, pour son attraction vers la fange instinctive de la matière. Il le rejette surtout pour sa tyrannie. Car le monde des hommes n'est pas seulement étranger à la pureté, au mystère et à l'amour, il tyrannise la femme dépositaire de ces valeurs. Sous son joug grossier, la femme est devenue un « objet (...) de plaisir et d'échange » ⁶⁶. En 1936, en pleine

bataille électorale, il invoquera l'univers de la femme comme « la plus riche réserve de l'humanité », comme « une réserve d'amour à faire éclater la cité des hommes, la cité dure, égoïste, avare et mensongère des hommes »⁶⁷.

Dans l'esprit de Mounier, l'enfant est naturellement associé au destin de la femme opprimée. Sa situation paraît même encore pire :

« La science et les mœurs dominantes, aujourd'hui, qui sont une science et des mœurs d'hommes et d'adultes, méconnaissent le monde de l'enfance, sa merveilleuse réalité, ses exigences, sa fragilité, un peu plus encore qu'ils ne méconnaissent le monde de la femme. »⁶⁸

La démocratie de Paul Archambault est donc celle du père. Elle demeure inexorablement liée à la corruption, aux ignominies de la haute finance et de la grande industrie capitaliste, à l'oppression de ces puissances occultes. A cette démocratie-là, Mounier oppose une démocratie idéale et pure qui ne serait jamais parvenue à sortir de sa chrysalide :

« Déviée dès son origine par ses premiers idéologues, puis étranglée au berceau par le monde de l'argent, *cette démocratie-là n'a jamais été réalisée dans les faits, (...) elle l'est à peine dans les esprits.* »⁶⁹

Mais l'histoire de cette démocratie, « étranglée » dès sa naissance par « le règne de l'argent », comme il le répète constamment, cette démocratie, dont il ne parvient pas à dresser les contours, n'est-elle pas le miroir de son propre destin ?

On ne peut isoler le mépris mêlé de crainte que Mounier exprime à l'égard de la démocratie française de son attitude vis-à-vis de l'autorité publique, de la politique en général. En effet, son refus de la démocratie s'insère dans une contestation globale de la politique, politique qu'il associe toujours aux œuvres malsaines des hommes adultes. Ainsi lorsqu'il cherche à figurer les véritables révolutionnaires, il se doit d'expliquer :

« Ce ne sont pas ceux qui ne parviennent à être sensibles qu'aux formes politiques du désordre, et ne croient qu'aux remèdes politiques : ils se laissent piper à ces jeux favoris des adultes mâles, comme si toute l'histoire y tenait. »⁷⁰

La politique est donc vécue par lui comme l'affaire répugnante des hommes. Dans le sillon de Péguy, il reconnaît en elle « le produit de décomposition d'une mystique »⁷¹. Or Mounier ne fait pas le partage entre la mystique et l'esprit. Il voit en elle « l'hostilité aux contraintes, passion de liberté intérieure »⁷², mais surtout l'effervescence de l'âme enfantine qui est pour lui pureté, joie ludique, intelligence sereine. Jaillie du sein maternel, la mystique est lumière, abondance et harmonie totale. Or l'enfant doit grandir, le paradis se perdre ; la corruption de la mystique en politique est donc inéluctable⁷³.

Chaque être vit en lui cet affaïssement de la mystique en politique et doit lutter de toutes ses forces contre cette déchéance pourtant fatale. Car la politique est aussi « tentation grossière de la puissance temporelle »⁷⁴. Pétrie de matière, la politique est tyrannique et dévorante :

« La politique, une fois développée, a pour fonction de masquer la mystique nourricière aux yeux du public, puis, intérieurement, de l'étouffer et de la dévorer. »⁷⁵

On retrouve le thème du masque : la politique, symbole du monde adulte, vient s'interposer entre l'enfant et la mère nourricière, obscurcir cette irréalité transparente de la première enfance, briser l'harmonie originelle. La politique est mensongère ; en se présentant sous une fausse apparence, elle dissimule les scandales pour mieux anéantir ses innocentes victimes.

Ainsi toute représentation de l'autorité politique, tout ce qui confine à la politique est à la fois redouté ⁷⁶, haï et méprisé par Mounier. La police, l'armée, la magistrature du régime, lui paraissent « au service conscient ou inconscient de la bassesse, de la puissance établie, de la cupidité des grands » ⁷⁷, tandis qu'il flétrit dans les partis politiques une lourdeur stérilisante et leur reproche de morceler et de cloisonner artificiellement la société française ⁷⁸. Quant aux politiciens, ils incarnent pour lui toutes les saletés de cette réalité tyrannique et grossière ⁷⁹.

2. La révolution personnaliste ou la purification nécessaire

Le refus de l'idéologie libérale est inséparable chez Mounier d'une hostilité très vive à l'égard de l'individualisme, hostilité qui se manifeste surtout par une répulsion de « l'individu » — ce héros insolent du libéralisme. Pour le directeur d'*Esprit*, en effet, l'individu est une incarnation des turpitudes du régime. La condamnation est excessive, assurément. Mais pour comprendre cette hantise de l'individu, considérons le rôle qu'il joue dans l'économie de son œuvre.

A la lecture de Mounier, on ne peut manquer de relever le potentiel d'agressivité qui se dégage de chacune de ses prises de position. Il n'est guère de ligne de son discours qui n'exprime une condamnation, une critique, une polémique ou une semonce moralisatrice, comme si le mal devait être constamment pourchassé, mais à l'extérieur de lui-même.

Or, l'individu apparaît précisément comme une mauvaise partie de lui-même qu'il refuse : « Nous mourrons de nos individus » ⁸⁰, proclame-t-il dans « Refaire la Renaissance ». L'individu semble associé à la puissance obscure des « instincts » ⁸¹ car, comme il le souligne par ailleurs :

« L'individu incarné est la face irrationnelle de la personne par où lui viennent ses nourritures obscures et toujours plus ou moins mêlées de néant. » ⁸²

Selon lui, l'individualisme est une « décadence » ; il « avilit » ⁸³ l'être humain. On retrouve associé à ce thème l'idée de la matière qui morcelle et anéantit l'homme et la société ⁸⁴.

Le bourgeois, ou pire, le petit bourgeois ⁸⁵, sont également le support de projections très négatives. Tout comme l'individu, le bourgeois est assimilé aux choses mauvaises de la matière. On retrouve, en effet, le même tissu d'associations constantes que nous venons d'isoler en évoquant son idée de l'individualisme. Il évoque volontiers la « décadence » ou la « pourriture » bourgeoise, le « marais petit-bourgeois » dont il relève « l'avarice sordide » et la « corruption » par l'argent ⁸⁶. L'esprit bourgeois, qu'il définit « comme le plus exact antipode de toute spiritualité » ⁸⁷, est aussi décrit comme une maladie. Ainsi évoque-t-il sa « pestilence » ⁸⁸ ou la « lèpre

bourgeoise »⁸⁹. Comme l'individualisme, le monde bourgeois « avilit »⁹⁰; il est, d'autre part, indissociable de l'argent qui morcelle, découpe, quantifie :

« Il a résorbé toute valeur dans la course à l'argent, sous ses formes avares ou insolentes. Sur la vie, sur les choses, il a enfin plaqué sa vision utilitaire, schématique et quantitative qui les dévêt de leur splendeur. »⁹¹

Mais le bourgeois est aussi associé au confort, à la tranquillité, au laisser-aller et surtout à la jouissance éhontée. Mounier voit en lui un être sans angoisse existentielle, sans autre préoccupation que matérielle. Il lui reproche son besoin de « tranquillité », sa peur de l'imprévu⁹². En fin de compte, le bourgeois c'est l'homme installé dans le contentement de sa digestion, celui dont « l'appétit est satisfait »⁹³. C'est la raison pour laquelle Mounier reconnaît en lui « une forme bonhomme de l'Antéchrist »⁹⁴.

Mais toutes ces aspirations mauvaises, ces instincts pernicioeux de l'individu, du bourgeois, des hommes adultes, ne sont-ils pas installés au cœur de chaque être, au cœur de Mounier lui-même ? Le directeur d'*Esprit* est-il vraiment l'enfant pur, l'incarnation du spirituel, la voix de la morale sereine et infaillible, comme il le donne à penser par son jugement continuuel du monde extérieur ?

A travers ses lancinantes protestations de pureté, Mounier trahit constamment ses sentiments de culpabilité. En réalité, le bourgeois, comme l'individu, est une partie de lui-même :

« Chacun de nous porte en soi une moitié, un quart, un huitième ou un douzième de bourgeois et le bourgeois s'irrite à son nom comme un démon dans un possédé. »⁹⁵

Cette culpabilité se révèle parfois dans ses carnets intimes⁹⁶. Elle transparaît aussi dans certaines de ses prises de position. Elle se manifeste clairement dans son goût de la pauvreté, dans sa recherche d'une vie ascétique, voire même douloureuse. Ces aspirations expriment sa répulsion de l'argent, du confort, des facilités matérielles et de l'esprit de jouissance qui lui sont associés, mais traduisent plus profondément son refus d'un certain aspect de la vie, son combat incessant contre une partie de lui-même qui serait tentée de s'enliser dans cette matière impure et redoutable. Cette culpabilité apparaît surtout dans ses idéaux révolutionnaires.

Mounier présente, en effet, son témoignage et son engagement comme étant d'essence révolutionnaire. Dans le contexte d'un message chrétien l'idée de révolution paraît alors choquante car elle est immanquablement associée au spectre du bolchévisme athée. C'est essentiellement parce que Mounier et ses amis se donnent pour révolutionnaires ou adoptent un ton révolutionnaire que Maritain s'écarte d'*Esprit* et que la hiérarchie catholique manifeste d'emblée tant de suspicion à l'égard du projet personnaliste. Jacques Chevalier, plus que quiconque, s'indigne de voir son ancien disciple flirter avec des attitudes révolutionnaires.

Objet de scandale dans les milieux catholiques, le mot « révolution » est aussi particulièrement sacrilège dans les milieux de la petite-bourgeoisie dont Mounier est issu. En l'adoptant, Mounier cède donc probablement à un certain goût de la provocation et cherche à prouver encore sa volonté de rupture avec la génération qui l'a précédé, avec le milieu qui l'a formé⁹⁷.

N'oublions pas cependant que dans cette période, troublée les mouvements de jeunes proclament tous des intentions révolutionnaires⁹⁸. Confrontée à la crise des années 1930, cette génération d'intellectuels exprime par ce mot mythique son espérance d'une réalité nouvelle, son besoin ardent d'un monde meilleur. D'autre part, en proclamant leurs intentions révolutionnaires, les jeunes intellectuels de ce temps se haussent à la mesure des fondateurs des grands mouvements révolutionnaires qui viennent de lézarder l'Europe et qui poursuivent leur transformation du monde. N'est-il pas séduisant, même si l'on n'est ni marxiste ni fasciste, surtout si l'on n'est ni marxiste ni fasciste, de s'établir par l'ampleur de ses aspirations sur le même plan que Lénine, Trotsky, Mussolini ou Hitler ? Dans le cercle des intellectuels français de cette époque, la proclamation d'exigences révolutionnaires est le premier tribut qu'il faut payer au droit de se faire entendre.

Mais l'espérance de Mounier est-elle authentiquement révolutionnaire ? Le mot révolution qui, dans le langage courant hérité du marxisme et du libéralisme, signifie un changement brusque, souvent violent, de l'ordre politique et social existant, convient-il pour exprimer ses véritables aspirations ?

Lorsqu'il évoque l'espérance d'une révolution, Mounier ne formule pas une aspiration politique. Son projet est spirituel, et, d'ordinaire, la réalité du monde extérieur ne semble le frapper que de manière incidente, surtout dans les premières années d'*Esprit*. Certes, il est souvent question dans son œuvre de « crise », de « désordre établi » ou de « misère », mais ces maux paraissent difficiles à circonscrire dans le temps et dans l'espace ; il les évoque comme s'ils étaient déracinés des véritables contingences de la politique et les associe le plus souvent à une réalité intérieure, personnelle⁹⁹. Il réagit volontiers à l'égard de la politique comme si son « royaume n'était pas de ce monde », en fait, comme s'il ne pouvait appréhender la réalité extérieure qu'à travers le prisme de sa vérité personnelle.

Ce mot révolution que tant de chrétiens lui reprochent, il s'en est emparé « pour la prière humaine qu'il porte »¹⁰⁰, comme il l'explique à Mauriac. En réalité, le bouleversement auquel il songe serait celui d'une « révolution spirituelle » et, dès le premier numéro d'*Esprit*, il a placé en exergue de « Refaire la Renaissance » cette sentence de Péguy : « La révolution sera morale ou ne sera pas. » Son aspiration révolutionnaire exprime donc sa quête permanente d'une purification intérieure. Elle se définit comme un « effort de dépouillement », comme une « conversion », un « renouvellement intérieur », une « renaissance », une « autocritique », etc.

En effet, la révolution commence selon lui par une prise de conscience du mal que chacun porte en soi. Elle est également définie comme « la lutte inexorable contre le monde de l'argent » qui demeure constamment « à la racine profonde du mal »¹⁰¹. Or, comme il le rappelle encore :

« Le règne de l'argent pénètre aussi nos vies, nos pensées, nos conduites, nos réflexes, et c'est dans tout le tissu de nos journées qu'il nous faut le pourchasser par une guerre sans arrêt (...) »¹⁰².

La révolution implique donc une recherche jamais assouvie de purifi-

cation intérieure. Elle surgit en chaque être par le biais d'une angoisse qui est le signe avant-coureur d'une « prise de conscience par le sujet de sa propre participation au désordre, jusqu'ici inconsciente ». Elle suppose aussi une œuvre immense et sublime : l'édification d'une civilisation radicalement nouvelle. « Conversion totale de l'homme », la révolution est donc en même temps un projet de « reconstruction totale de la civilisation »¹⁰³.

Comme on le voit, la révolution désirée par Mounier ne vise pas à la transformation politique de la société, mais poursuit un but infiniment plus élevé. Elle est un idéal très lointain, déraciné de toute contingence pratique. L'enfant pur se meut dans les sentiments de l'éternel et de l'universel ; il se défend de prendre pied sur une quelconque réalité extérieure. Car, si toute chose existante est engluée dans les péchés du monde adulte, où trouver prise pour fonder une œuvre humaine, à quels matériaux s'agripper ?

C'est la raison pour laquelle le témoignage de Mounier se présente sous la forme d'un grand refus, ce qui donne à sa pensée une tournure essentiellement négative. Inexorablement, fastidieusement, se succèdent les mouvements de révolte et les anathèmes contre le monde réel, comme si son projet d'existence ne pouvait s'établir qu'à partir de cette contestation globale. En se refusant la médiation de la réalité, il se bouche la perspective d'une composition rationnelle. C'est aussi pourquoi il ne dépassera jamais le stade d'une attitude émotionnelle et sentimentale, et ne parviendra pas à donner à sa pensée une forme élaborée.

« La nouveauté a ses servitudes. Ce qui est nouveau, d'abord, est souvent obscur. On nous a reproché de nous complaire à un niveau de pensée inaccessible au grand nombre. Nous ne nions pas que la nuit dans laquelle nous cherchons n'ait parfois jeté son ombre sur notre style même. Nous n'en éprouvons nulle joie, qu'on veuille bien le croire. Il nous faut plus d'une fois écrire dans la douleur notre attente des mots qui ne sont pas mûrs. »¹⁰⁴

En parcourant les numéros d'*Esprit* de 1932 à 1941, on pourrait multiplier les citations dans lesquelles Mounier confesse les faiblesses de sa pensée, l'inexistence de sa doctrine. Pourtant, s'il paraît conscient de cette insuffisance, il la revendique aussi, nous l'avons déjà vu, comme l'expression de sa pureté : le caractère frêle, précaire, mal assuré et gauche de son message, n'est-il pas la marque de sa fraîcheur, la confession ingénue de son enfance ? Les idéologies, les théories politiques, les constructions doctrinales, les idées élaborées ou les solutions concrètes, sont des systèmes de pensée rigides, figés, les témoignages d'œuvres adultes, déjà minées par la sclérose et la mort. Au contraire, l'efflorescence d'une pensée jeune rayonne de confusions, bouillonne d'un chaos joyeux et anarchique, resplendit de candeur et de généreuse abondance. Certes, elle n'est pas mûre, mais elle est pure. C'est l'essentiel. Mais dans l'ombre de cette incertitude doctrinale permanente se profile un être qui se demande constamment : « Qui suis-je ? » Cette absence de conviction structurée lui pèse, comme elle impatiente souvent ses lecteurs¹⁰⁵.

Cependant, une pensée aussi incertaine n'est-elle pas le signe d'une réalité radicalement nouvelle, intraduisible dans les catégories de la rationalité traditionnelle ? N'est-elle pas le témoignage d'un monde à venir, à

créer ? Nous avons vu que son refus du monde et de ses valeurs exprime en fait une contestation du père et de sa création, contestation qui va jusqu'au refus de reconnaître sa propre filiation. Or, de même qu'il est en quelque sorte son propre auteur, ainsi sera-t-il le fondateur d'une civilisation radicalement différente de celle qui existe, et le « père » de l'homme nouveau qui doit naître de son œuvre spirituelle. C'est la raison pour laquelle les mots vie, création, fécondité et maturité, reviennent si souvent lorsqu'il évoque son projet. « Nous participons à l'enfantement d'une civilisation nouvelle » ¹⁰⁶, explique-t-il en 1936. En même temps, il annonce que l'homme nouveau façonné par le message d'*Esprit* pourra « féconder le monde du perpétuel miracle de sa création » ¹⁰⁷.

C'est à ce stade qu'interviennent les expressions de personne et de personnalisme qui deviendront les mots de passe de Mounier et de ses amis, avant de constituer une des grandes équivoques de la pensée contemporaine. Elles s'imposent peu à peu à *Esprit* comme à toute une génération d'intellectuels qui cherchent à se définir contre le libéralisme et le communisme. Si Mounier n'en est pas l'inventeur — on les retrouve dans la revue *Plans* dès 1930 et dans les écrits des animateurs du groupe *Ordre Nouveau*, ainsi que dans la plupart des publications des groupes formant la « Jeune Droite » ¹⁰⁸ — il va s'en emparer avec ferveur, truffant tous ses écrits, surtout à partir de 1934, de références à la « personne » et au « personnalisme ».

En fait, il utilisera ces expressions sans jamais parvenir à en donner une idée claire ; son personnalisme sera même l'exemple d'un certain confusionnisme. Ainsi, en décembre 1934, dans un article intitulé « Qu'est-ce que le personnalisme » ¹⁰⁹ et qui s'inscrit sous la rubrique « La Révolution personnaliste », il explique :

« Nous voulons exactement dire, en bref :

1. qu'une personne ne peut jamais être prise comme moyen par une collectivité ou par une autre personne;
2. qu'il n'est pas d'esprit impersonnel, d'événement impersonnel, de valeur ou de destin impersonnel. L'impersonnel, c'est la matière. Toute communauté elle-même est une personne de personnes, ou bien elle n'est qu'un nombre ou une force, donc de la matière. Spirituel = personnel;
3. qu'en conséquence, mises à part les circonstances exceptionnelles où le mal ne peut être lié que par la force, tout régime est condamnable qui, de droit ou de fait, considère les personnes comme des objets interchangeableables, les embrigade ou les contraint contre la vocation de l'homme diversifiée en chacun, ou même leur impose cette vocation du dehors par la tyrannie d'un moralisme légal, source de conformisme et d'hypocrisie;
4. que la société, c'est-à-dire le régime légal, juridique, social et économique n'a pour mission ni de se subordonner les personnes ni d'assumer le développement de leur vocation : mais de leur assurer, d'abord, la zone d'isolement, de protection de jeu et de loisir qui leur permettra de reconnaître en pleine liberté spirituelle cette vocation; de les aider sans contrainte, par une éducation suggestive, à se dégager des conformismes et des erreurs d'aiguillage; de leur donner, par l'agence-ment de l'organisme social et économique, les moyens matériels qui sont communément nécessaires, sauf vocations héroïques, au développement de cette vocation. » ¹¹⁰

S'il n'est pas facile de retenir dans la définition de ce personnalisme une idée qui puisse constituer les soubassements d'une doctrine, voire seulement d'une pensée ou même d'une attitude politique, on y retrouve des sentiments, des émotions, qui rejoignent une thématique constante des écrits de Mounier : celle de la prééminence du spirituel sur le matériel et son refus, très personnel, d'une brimade qu'il semble avoir intériorisée. Car la personne qu'il oppose à l'individu, c'est l'esprit qui combat et domine la matière, c'est l'enfant pur qui l'emporte sur le gros et répugnant bourgeois, le fils qui devient supérieur au père.

Dans cette première expression du personnalisme apparaît, en effet, clairement l'identité établie par Mounier entre le spirituel et la personne. Or, cette personne, cet « être spirituel »¹¹¹, comme il le précise dans son « Manifeste au service du personnalisme », est non seulement menacé d'être assimilé à l'impersonnel, c'est-à-dire à la matière, mais aussi de se voir brimé dans sa vocation intérieure, par le régime, par l'autorité du gouvernement.

Cette dernière crainte, qui resurgit si souvent, semble pouvoir être directement rattachée aux sentiments de révolte qu'il a manifestés dans son adolescence contre la formation scientifique que son père lui imposait contre son gré. Ainsi ce régime qui « embrigade », « contraint » la personne contre sa vocation ou lui impose une « vocation du dehors par la tyrannie d'un moralisme légal », n'est-il pas semblable au père de Mounier, oublieux des goûts et des aspirations spirituelles de son fils ? En demandant à la société une « éducation suggestive », une « aide » qui permette à la personne de se « dégager des conformismes et des erreurs d'aiguillage », ne rappelle-t-il pas les fautes que ses propres parents ont commises à son endroit ? En lui demandant protection, jeu et loisir, n'exprime-t-il pas sa mélancolie de son enfance avortée ?

Son idée de « personne » n'est pas moins confuse malgré ses tentatives d'en clarifier le sens. Lorsqu'en 1935 il fait reparaître « Refaire la Renaissance » dans *Révolution personnaliste et communautaire*, il transforme légèrement la conclusion de ce premier éditorial d'*Esprit* en écrivant :

« Nous avons insensiblement dessiné sur l'esprit le visage d'une Personne. Entrés en communion vivante avec Elle, il nous est impossible de ne lui accorder qu'une attention spéculative. Notre intelligence est sortie de nous-mêmes pour aller puiser en pleine chair de l'être la nourriture dont elle fera nos esprits. Toute notre humanité, lui faisant une escorte sensible d'amours, s'est émue à la présence multiple de cette réalité spirituelle. »¹¹²

La « Personne » évoquée par Mounier est alors définie comme un être féminin qui inspire l'amour. Pourtant en 1934, dans « Révolution personnaliste », la personne apparaît davantage comme la bonne partie de lui-même, celle qu'il oppose à « l'individu », incarnation de tout ce qu'il rejette de lui-même. C'est pourquoi il annonce d'emblée : « Ma personne n'est pas mon individu »¹¹³.

« La personne s'oppose à l'individu en ce qu'elle est maîtrise, choix, formation, conquête de soi. »¹¹⁴

En s'agrippant à cette notion étrange de personne, il exprime donc aussi son besoin de réprimer en lui le mouvement anarchique de ses ins-

tincts, de sublimer ses tendances mauvaises dans une montée éperdue vers l'infini et la toute-puissance du spirituel.

« La personne est un infini ou au moins un transfini [sic] — faite à l'image de Dieu, dit le croyant. » ¹¹⁵

De toute évidence, l'idée qu'il se fait de la personne est floue. Il l'évoque un peu comme le souvenir ou la vision vague d'un rêve qui s'est effrité au contact de la réalité consciente. Il ne cache pas que la personne est pour lui l'ineffable.

« (...) Nous ne saurons jamais nommer que les approximations de la personne, immédiatement dupés (...) dès que nous voudrions circonscrire l'ineffable. » ¹¹⁶

Il semble que la personne symbolise chez Mounier non seulement l'être spirituel auquel il entend s'identifier, l'enfant Dieu investi d'une toute-puissance magique, mais aussi l'image mystique d'une mère nourricière, source d'harmonie totale. Ces deux images de la personne ne sont pas forcément contradictoires, puisque dans la première étape de son existence, l'enfant n'établit pas de frontière entre lui et sa mère, entre lui et le monde extérieur. Il vit dans un univers narcissique qui se caractérise par une absence de perception de la réalité extérieure.

La personne n'est, du reste, pas dissociable de la communauté. C'est ainsi qu'il proclame la nécessité d'une « révolution personnaliste et communautaire ». Ce projet communautaire naît de son rejet de la « cité mauvaise » ¹¹⁷ engendrée par le monde moderne. L'individualisme libéral a créé, selon lui, des « sociétés sans visage » ¹¹⁸ dans lesquelles chacun demeure prisonnier de son anonymat, opprimé par le conformisme du grand nombre. Dans cette société dépersonnalisée, morcelée par le règne de l'argent, les idées sont générales, neutres et objectives, et les hommes indifférents les uns aux autres, perdus dans l'inhumanité des grandes villes, broyés dans la machine administrative, stérilisés par une économie monstrueuse, submergés par la médiocrité et le conformisme petit-bourgeois. Dans cet univers mécanique anonyme et froid, l'homme n'est plus qu'une abstraction mathématique. Tout finit par se dégrader « dans une sorte de protoplasme humain » ¹¹⁹, celui que constituent les masses tyranniques et sans âme.

A cette dépersonnalisation massive de la société contemporaine qui constitue selon lui l'aboutissement de toutes les tares de l'individualisme, il oppose « l'utopie » d'une communauté personnaliste, où comme dans la « Cité harmonieuse » de Péguy,

« (...) Chaque personne s'accomplirait dans la totalité d'une vocation continuellement féconde, et la communion de l'ensemble serait une résultante vivante de ces réussites singulières. La place de chacun y serait insubstituable, en même temps qu'harmonieuse au tout. L'amour en serait le lien premier (...). » ¹²⁰

« Communauté », « communion », « ensemble », « totalité », « tout », ces mots traduisent bien sa poursuite insatiable d'un monde enveloppant, protecteur, baigné d'amour et d'harmonie. On reconnaît à nouveau dans cette aspiration le besoin de réintégrer le sein maternel, besoin que l'on retrouve aussi dans sa manière étrange de caractériser la communauté per-

sonnaliste de « personne de personnes » ¹²¹. L'amour serait « l'unité de la communauté » ¹²². En fait, il ne distingue pas la communauté de la « Personne » :

« Une communauté est une Personne nouvelle qui unit des personnes par le cœur d'elles-mêmes. Elle n'est pas une multitude. Une pure communauté, on ne saurait la nombrer. » ¹²³

La communauté de ses rêves serait donc semblable à une « Personne » enveloppant de son amour protecteur des êtres qui se confondraient en elle. Le personnalisme de Mounier paraît donc mêlé d'aspirations régressives vers l'enfance de la vie. La communauté-personne représenterait donc le corps de la mère protégeant d'autres personnes, c'est-à-dire des êtres spirituels semblables à Mounier. C'est pourquoi il explique que le premier acte constitutif de la communauté est de reconnaître dans la personne « un autre moi-même » ¹²⁴. Sa nostalgie de l'enfance, et plus profondément encore son besoin d'un retour à l'harmonie sans mélange du sein maternel, resurgit constamment dans les explications qu'il donne de son personnalisme :

« Le personnalisme que nous avons circonscrit met (...) une valeur spirituelle, la personne, réceptacle ou racine de l'ensemble des autres, au cœur même de toute la réalité humaine. » ¹²⁵

La civilisation personnaliste serait également maternelle. Elle « serait orientée à la protection et à l'éclosion des personnes humaines » ¹²⁶. Lorsque dans le « Manifeste au service du personnalisme » il cherche à définir les traits de la cité idéale, celle qui devrait surgir par-delà ses négations outrées du monde moderne, il commence par exposer « les principes d'une éducation personnaliste ». Il se lance ensuite dans une apologie de la « vie privée », rappelant que « la femme est aussi une personne », opposant à la « famille cellulaire » la « famille communautaire », puis s'interrogeant successivement sur la « personne de la femme mariée », la « personne de l'enfant » et la « famille en extension ». Enfin, toujours avant d'aborder les problèmes institutionnels et économiques, il expose « les principes d'une culture personnaliste ». Les « structures » du régime auquel il aspire auraient donc pour fonction essentielle la reconstitution de l'ordre familial, la restauration de l'harmonie de l'enfance perdue ¹²⁷.

L'éducation de cette cité rêvée aurait naturellement pour vocation première de favoriser « l'éclosion » et « l'éveil » de la personne ¹²⁸. Si Mounier se prétend hostile à tout régime d'éducation qui « stérilise » ¹²⁹ la personne dès l'enfance, il souligne néanmoins que l'éducation personnaliste « ne saurait être que totale », car elle « intéresse l'homme tout entier, toute sa conception et toute son attitude de vie » ¹³⁰.

Comme s'il redoutait inconsciemment de réduire par la raison et la logique l'enchantement de son aspiration régressive, Mounier ne précise guère plus sa vision de la cité personnaliste. Il parle même volontiers de son « utopie » ¹³¹ personnaliste admettant ainsi que son projet est une aspiration de rêve, une quête éperdue d'un monde de magie, d'un univers irréel et sans conflit.

Après quatre années de réflexions, son objectif politique se définit toujours de manière essentiellement négative. Ainsi, tout en rejetant, une

fois encore, les fondements du régime libéral, à savoir, l'individualisme, le rationalisme, « le postulat de la souveraineté populaire, lui-même fondé sur le mythe de la volonté du peuple »¹³², le parlementarisme, la démocratie majoritaire et égalitaire, tout comme l'étatisme centralisateur des nations modernes, il explique que la « personne est exigence de spiritualité et d'universalité »¹³³, et se réclame d'une démocratie fondée « sur la réalité de la personne »¹³⁴. Dans ce régime, « la consultation des volontés personnelles » jouerait le même rôle fondamental que dans les démocraties libérales, mais tout serait mis en œuvre « pour qu'elles soient des volontés personnelles personnellement exprimées »¹³⁵. Cette démocratie serait aussi « l'exigence d'une personnalisation indéfinie de l'humanité »¹³⁶. Elle ne viserait pas au bonheur du peuple mais « à assurer à toutes les personnes, dans une cité, le droit au libre développement et au maximum de responsabilité »¹³⁷. D'autre part, le personnalisme restaurerait l'autorité, qui est une vocation reçue de Dieu, pour le chrétien, ou de sa mission personnaliste pour le non-chrétien. Il s'ingénierait à dégager dans tous les milieux sociaux « l'élite spirituelle capable d'autorité »¹³⁸.

Mounier suggère aussi l'idée d'une démocratie décentralisée tout en préconisant d'instaurer des liens fédératifs entre les diverses communautés de la nation¹³⁹.

Enfin, il rappelle que l'Etat personnaliste ne serait pas neutre mais personnaliste.

« Nous ne sommes pas des libéraux. Les uns et les autres, nous croyons à une vérité, humaine ou surhumaine, et nous pensons qu'elle ne peut rester « affaire privée », qu'elle doit pénétrer les institutions comme les individus. »¹⁴⁰

Et pourtant la cité personnaliste serait pluraliste et l'Etat, en sus de son rôle d'initiateur, de coordinateur et d'arbitre des conflits entre les diverses communautés, aurait un rôle de gardien du statut fondamental de la personne. Toutefois, Mounier ne définira jamais ce statut.

Dans le domaine économique, ses aspirations sont mieux définies, même si les solutions qu'il envisage pour organiser la production et la consommation demeurent confuses. Il propose, en effet, que l'économie règle le profit sur le service rendu dans la production et que celle-ci soit déterminée par une consommation, elle-même fondée « sur une éthique des besoins humains replacée dans la perspective totale de la personne »¹⁴¹. Selon Mounier, l'économie personnaliste devrait régir différemment les besoins indispensables à la personne et ceux qui ne le sont pas. Les premiers, c'est-à-dire les biens strictement nécessaires à la conservation de la vie, seraient assurés à chacun par l'institution d'un service public destiné à satisfaire leurs demandes. Quant aux besoins superflus, ils devraient être plus limités et leur distribution devrait être conçue selon un certain idéal de pauvreté.

L'économie personnaliste, ajoute-t-il encore, réglerait sa production « sur une estimation des *besoins réels* des personnes consommatrices »¹⁴². Pourtant, la consommation demeurerait libre et ne serait pas l'objet d'une planification rigoureuse. Par ailleurs, la production personnaliste se caractériserait par la prépondérance qu'elle accorderait « aux facteurs personnels

sur les facteurs impersonnels »¹⁴³. Ainsi abolirait-elle « la fécondité de l'argent sous toutes ses formes »¹⁴⁴, car le travail est pour le directeur d'*Esprit* « l'unique agent proprement personnel et fécond de l'activité économique »¹⁴⁵ ; seul il peut être rémunéré et doit conférer la responsabilité. L'importance du travail dans la communauté personnaliste tient au rôle que lui attribue Mounier dans la formation de la personne. Selon notre auteur, tout travail, même le plus ingrat, est un excellent instrument de discipline qui enrichit la personnalité¹⁴⁶.

Si le travail seul doit conférer la responsabilité, les travailleurs ne doivent-ils pas assumer la direction de leurs entreprises ? La réponse de Mounier est hésitante. Dans l'ensemble, les travailleurs ne lui semblent pas être parvenus à la maturité nécessaire pour ce genre de responsabilité.

Enfin, l'économie personnaliste serait décentralisée, décentralisée même jusqu'à la personne. Elle serait formée de fédérations d'entreprises. Reprenant le projet d'*Ordre Nouveau*, il envisage l'existence côte-à-côte d'un « secteur plané » régissant la production du minimum vital nécessaire à chaque personne, et d'un « secteur libre » dans lequel la production, sans être anarchique, serait organisée selon « une formule de coopération ou de corporatisme post-capitaliste »¹⁴⁷.

3. L'engagement, ou l'affrontement des hommes

Un autre thème revient souvent dans la pensée de Mounier : celui de l'engagement. Sans doute n'est-il guère de préoccupation plus constante chez les intellectuels français des années 1930 que celle de « s'engager ». Désormais on ne s'aventure plus à dénoncer « la trahison des clercs » comme Benda l'avait fait dans les années 1920, car l'intellectuel est happé de tous côtés par la nécessité de prendre position et de s'engager dans les grands débats de l'époque. Ici comme ailleurs, la vie intellectuelle française est marquée par les passions idéologiques suscitées par la crise. Communisme ou fascisme, communisme et fascisme, ont inoculé à la vie politique française un démon d'activisme qui va se répandre comme un poison dans les milieux intellectuels français, surtout depuis les émeutes parisiennes du 6 février 1934.

Le terme d'engagement entretient, néanmoins, un halo d'équivoques sur l'attitude réelle de certains intellectuels pour lesquels s'engager signifie, non pas la médiation vécue à travers l'action entre le monde des idées et celui de la réalité, mais le simple fait de poser un jugement sur l'actualité. Pour beaucoup, une attitude purement passive et intellectuelle, telle la signature d'un manifeste, une prise de position politique dans une revue, devient synonyme d'engagement. Par l'imagination, le verbe se substitue à l'action et celui qui se complaît dans ce monde de fiction tire le plus grand orgueil de son attitude contemplative, vécue comme un engagement réel.

Dans la seconde partie de cet ouvrage, nous examinerons les engagements de Mounier et de ses amis. Mais notons déjà les obstacles psychologiques que devra franchir le directeur d'*Esprit* pour adopter une position politique claire et définie, et poursuivre par des moyens concrets les voies

de sa réalisation. L'action, ne l'oublions pas, s'insère, par définition, dans la réalité du monde sensible ; son théâtre est la matière, la nature charnelle et culpabilisante. S'engager, s'engager dans la politique de surcroît, c'est affronter l'univers des hommes, se mesurer à eux sur un plan d'égalité, participer de leurs mauvais instincts. Comment pourra-t-il s'engager, celui qui se sent « enfant parmi les hommes » ? L'enfant pur ne doit-il pas fatalement se croire « minuscule parmi les hommes, impuissant devant une réalisation » ?

On se souvient que l'opposition entre Mounier et ses amis soucieux d'engagement politique a suscité de violents affrontements au sein du mouvement *Esprit*, avant même que ne paraisse la Revue. Mounier, qui ne tolère pas la confusion entre le spirituel et la politique, se bat alors avec passion pour maintenir l'indépendance de ces deux sphères et pour établir son autorité sur la direction de la Revue. S'il admet le principe d'une action politique, il ne peut souffrir de participer aux impuretés qu'elle comporte, et c'est la raison pour laquelle il refuse d'emblée d'associer sa revue à un quelconque mouvement politique.

Dans les lettres qu'il écrit à Izard et Déléage pour motiver son attitude intransigeante, il établit un clivage absolu entre la sphère spirituelle qu'il croit sienne et le monde réel qui est celui de l'action politique à laquelle songent ses amis. C'est ainsi qu'il écrit à Déléage en avril 1932 :

« L'armure n'est nécessaire qu'aux corps vulnérables. Combien mieux j'aime l'innocent qui s'avance dans la lumière (...). J'ai vu une œuvre de forte densité spirituelle, celle des Davidées, développer sa vigueur sans tout ce cliquetis par un souffle qui se propage de convictions en convictions. » ¹⁴⁸

Par ailleurs, il explique longuement à G. Izard :

« (...) Ne recommençons pas, sous prétexte de le mieux défendre, la militarisation de l'esprit qui est le grand désarmé. Te connaissant et me connaissant, je sais que notre pesanteur propre, sans même nos décisions, nous portera, moi à brasser la lumière, toi à soulever les foules, moi à animer les individus, toi à émouvoir des masses d'hommes. De quelque côté que je me tourne, je vois notre merveilleux accord. (...) Pour moi, toute ma vie a été construite contre mon tempérament, et, avec l'amabilité des événements, je pense bien continuer. » ¹⁴⁹

Dans son dialogue épistolaire avec Izard et Déléage, il attribue à ses deux amis ce qu'il n'accepte pas en lui, ce « tempérament » contre lequel il affirme avoir lutté toute sa vie. A plusieurs reprises, il rappelle à Izard l'unité qu'il croit pouvoir former avec lui tout en insistant, dans le même temps, sur le fait qu'ils ne sauraient se confondre, qu'ils doivent « être distincts quoique unis » : l'être spirituel dont la vocation est de « brasser la lumière », ou, comme il le suggère à Déléage, « l'innocent qui s'avance dans la lumière », ne saurait se confondre avec « l'homme de basses latitudes » ¹⁵⁰, celui qui se complait dans les impuretés de l'action.

L'idée de création et de naissance resurgit constamment dans cette justification de son refus de contact avec la réalité politique comme si l'action impure qu'il repoussait était vécue comme une sorte de fécondation. A l'action politique qui exige des « grossissements », « l'inflation des chefs », une « agitation artificielle » ¹⁵¹, Mounier oppose « l'esprit qui

est le grand désarmé » et dont les voies de pénétration sont chastes, à l'instar du souffle qui rayonne de l'œuvre de M^{lle} Silve. Néanmoins, le spirituel auquel il s'identifie est toujours investi d'une puissance extraordinaire et miraculeuse : par une sorte d'immaculée conception l'esprit serait capable d'engendrer une réalité extraordinaire, un monde nouveau. C'est la raison pour laquelle entre lui, symbole de l'esprit, et Izard, symbole du monde matériel, il croit pouvoir former un « couple excellent » : « A nous deux, nous ferons un génie »¹⁵², lui écrit-il, c'est-à-dire un être surnaturel, doué d'une puissance magique.

Les exigences temporelles de son mouvement suscitent en lui un profond malaise qui traduit un sentiment vague de culpabilité devant l'action. Ses réflexions personnelles expriment toujours à nouveau le dilemme entre son ardent désir de rester pur et la nécessité d'intégrer la réalité par le biais d'un engagement politique. Ainsi, par exemple, il note dans ses carnets intimes en novembre 1932 :

« Déchirement de ne pouvoir faire un pur témoignage du Christ. Une des servitudes de ce monde. Moi qui ai eu toute ma vocation intérieure tournée vers la vie érémitique, méditation, flamme intérieure, vie privée, amitié, me voilà jeté en pleine rue, condamné au travail impur et bruyant, à la corvée de quartier. Que Dieu prenne hommage de cette impureté et en lave mon cœur, car Il m'a mis aux seules besognes dont j'étais digne. »¹⁵³

Et quelques mois plus tard, il s'interroge à nouveau sur son mouvement et sur les impuretés qu'il charrie dans son sillage.

« Où en sommes-nous ? Non pas qu'avons-nous *fait*, mais qu'*est* devenue la pureté de notre mouvement ? Le courant impur, je l'ai noté ici dès le début : cet ambitieux, ce sensuel, cet aventurier, ce violent. Trait poussé car tous vivent dans une même révolte de justice, mais leur cœur y est pris plutôt qu'il n'en est fait. Nuance à peine sensible, tant les autres hommes sont veules au dehors : si, sensible à une âme cristalline comme Maritain, à moi-même qui suis dans la droite ligne à peu près : mais ma personne, ma pauvre personne, qui traîne une adolescence trop longue, se débat avec son inertie. (...) Nous sommes partis là-dedans comme des grands enfants, graves, mais terriblement jeunes. Notre innocence, par grâce, nous sauvait de notre imprudence. »¹⁵⁴

Le « courant impur » auquel il songe est formé de ses amis de la III^e force, c'est-à-dire, de ceux qui ont décidé de s'engager dans la politique, car toute forme d'action lui semble triviale : « L'action comme telle (...) avec sa lourdeur, sa préoccupation du succès, m'a toujours paru grossière »¹⁵⁵, explique-t-il ailleurs.

Son incapacité de s'engager, qu'il exprime par son refus et son mépris de l'action, pourrait bien traduire une crainte inconsciente de grandir et d'assumer une virilité culpabilisante. L'impureté de son mouvement n'est pas seulement associée à ce qui est « violent », « aventurier » et « sensuel », mais aussi, indirectement, à tout ce que représentent les « autres hommes », c'est-à-dire ceux qui n'ont pas, comme lui, « l'âme cristalline d'un Maritain ». Or, si la pureté et l'innocence qu'il croit incarner sont celles de l'enfance et de la jeunesse, il apparaît conscient de l'aspect négatif de cette enfance en lui attardée : sa douloureuse inaptitude à sortir d'une trop longue adolescence.

Pourtant, la fondation d'*Esprit* à laquelle il s'est consacré ne constitue-t-elle pas en soi le début d'un engagement ? Sans aucun doute, et c'est la raison pour laquelle il croit pouvoir comparer la joie qu'il éprouve au moment où paraît le premier numéro de la Revue au bonheur qu'il attend du premier jour de son mariage ; dans un style tout chargé d'une sensualité sublimée, il décrit bien cette « création » d'*Esprit* comme un acte d'amour ¹⁵⁶.

Quelque temps plus tard, songeant à nouveau à cette création, il explique :

« J'ai toujours cru que nous devons durer, à cause de ce caractère organique de notre naissance : dans la terre qu'il faut, au moment qu'il faut, un accouchement plein de cris (...) » ¹⁵⁷

Plus tard, en 1934, à une époque où Izard l'a définitivement quitté pour s'engager dans le mouvement politique de Bergery et où lui-même songe à créer une communauté avec Becker, il note dans ses carnets intimes :

« Laisse à moi-même, je passerai ma vie à faire d'*Esprit* un pur témoignage, je donnerai ma vie pour que ce témoignage ne cesse pas ; mais organiser une tactique, des attaques, une révolution, en un mot, je ne vaudrai rien pour cela. (...) Je suis comme une force calme et sur place, rayonnant, non pas fait pour la conquête, mais pour la séduction, non pour l'attaque, mais pour la présence. En ce sens force féminine, qui veut être fécondée par des impulsions de dehors : ce fut tout le rôle d'Izard (...) Peut-être est-ce le rôle de Becker de reprendre auprès de moi la place pour laquelle, malgré tout, Izard n'était pas fait... » ¹⁵⁸

Nous l'avons vu, c'est au mois de juillet 1933 que Mounier se sépare de ses amis engagés dans l'action politique. Une déclaration un peu confuse, signée par E. Mounier, « directeur d'*Esprit* » et par Georges Izard, « délégué général de la *III^e Force* », annonce que la Revue et le mouvement d'action qui lui était apparenté suivront désormais des voies séparées ¹⁵⁹. On retrouve dans cette déclaration l'opposition entre l'âme et le corps, qui reflète le clivage établi par Mounier entre le travail d'ascèse spirituelle et l'engagement dans le monde réel par l'intermédiaire d'une action politique. Cette dernière est impure parce qu'elle triture la chair du monde.

« Dès le départ nous avons travaillé sur une double voie », expliquent-ils. « Au monde moderne, il fallait à la fois refaire une âme et imposer un corps. Toute action serait impuissante, pensions-nous, si elle ne s'appuyait à une élaboration doctrinale et surtout à une préparation spirituelle continue. Mais par contre, nous aurions cru nous engager incomplètement si nous n'avions entamé une lutte directe contre le monde que nous condamnions. » ¹⁶⁰

Le monde moderne a-t-il retrouvé une âme et un corps ? Assurément pas et pourtant *Esprit* et la *III^e Force* doivent se séparer selon leur vocation différente. C'est la raison pour laquelle cette déclaration précise qu'*Esprit* n'est l'organe d'aucun mouvement politique ; ainsi ne sera-t-il plus confondu ou mêlé aux activités de la *III^e Force*. Or, au moment où Mounier se sépare de ses amis de la *III^e Force* dont il réproche l'engagement, il annonce la *constitution des amis d'Esprit* ¹⁶¹. Depuis quelques mois, il songeait à « regrouper une âme autour d'*Esprit* », c'est-à-dire à fonder un

mouvement qui soit à l'image de ses propres aspirations spirituelles et qui prolonge le rayonnement de son témoignage. Ce groupement traduit tout d'abord l'idéal communautaire de Mounier.

« Ce groupement exprime notre inspiration foncière : *Esprit* n'est pas un cercle de culture, mais un foyer d'amitié; il n'aspire pas à meubler des loisirs, mais à engager des vies.

On appelle revue la propriété privée et imprimée d'un petit nombre d'hommes, isolés dans une capitale, retranchés dans une spécialité qu'ils dispensent à des anonymes nommés lecteurs, dans un compartiment de distraction bien à part des activités essentielles de ceux-ci.

Esprit n'est pas une propriété, *Esprit* n'est pas un imprimé, *Esprit* n'est pas une chapelle, *Esprit* n'est pas citadin, *Esprit* n'est pas distrayant. *Esprit* n'est pas une revue.

Esprit est une communauté. Comme les communautés dont il veut imposer l'image, il doit vivre des liens de l'amitié personnelle et des valeurs de vie privée.

Notre groupement ne se développera donc pas suivant les lois de la propagande ou du travail de masses. Il cherchera surtout à nouer des collaborations et des amitiés de personne à personne, afin de susciter des foyers où la qualité du dévouement sera un titre au moins égal à la compétence. » ¹⁶²

Mounier exprime dans ce projet deux aspirations apparemment contradictoires. Il manifeste, d'une part, son besoin de réintégrer une totalité, un ensemble enveloppant, tels un « foyer », une « communauté », un « groupement ». Celui qui adhérerait à cette communauté y engagerait toute sa vie. Il traduit, d'autre part, son désir d'une communauté universelle, d'une communion sans frontières, aspiration qui semble aller à l'encontre de son besoin de faire partie d'un corps social uni. *Esprit*, précise-t-il, en effet, ne serait pas un « cercle de culture » ; il ne constituerait pas une propriété close, réservée à quelques êtres « isolés », urbanisés, « retranchés » et compartimentés, à des personnes sans liens les unes avec les autres. Pour comprendre cette contradiction, ne faut-il pas toujours se référer à son idéal narcissique d'une communion à la fois totale et universelle et analyser, à nouveau, ce projet communautaire comme son besoin personnel de régresser dans le sein maternel, de retrouver cette étape de la vie où l'enfant communie dans une unité parfaite avec le monde extérieur ?

L'amitié — le mot revient constamment — semble devoir être la vocation essentielle de cette communauté car si, comme le rappelle Mounier, *Esprit* cherche à « engager des vies », la finalité de cet engagement demeure toujours aussi floue ¹⁶³. Le destin essentiel de cette communauté n'est-il pas simplement la création d'une grande fraternité humaine autour d'*Esprit* ? En effet, Mounier n'assigne aucun projet intellectuel, aucune action idéologique possible aux Amis d'*Esprit*. L'objectif de ce groupement serait de « se réunir », de « se rencontrer » autour de cette « primauté du spirituel » proclamée par *Esprit*. La communauté ainsi créée n'aurait donc d'autre but que sa propre existence et le témoignage de son amitié pour *Esprit*. Or, nous savons combien Mounier s'identifie au spirituel qu'il proclame et à quel point la Revue qu'il dirige est façonnée à son image. Evoquant cette période, il admettra bientôt : « *Esprit* c'était moi, et mon histoire personnelle. » ¹⁶⁴ Adhérer à un groupe *Esprit* ne serait-ce donc pas tout simplement devenir un ami d'Emmanuel ?

CHAPITRE III

LA PENSÉE PERSONNALISTE (suite)

1. La pensée politique de Denis de Rougemont

La pensée de Mounier sera la principale source du personnalisme du mouvement *Esprit*, car il sera l'auteur de presque toutes les positions idéologiques adoptées par la Revue. Toutefois, afin de mieux saisir l'attitude et les idées politiques de ce mouvement personnaliste, il peut être utile de considérer brièvement l'œuvre de Denis de Rougemont, un jeune auteur suisse de confession protestante, qui s'associera d'assez près à l'aventure d'*Esprit* et qui fera un effort important pour définir une pensée nouvelle et originale.

Fils de pasteur, Denis de Rougemont est né à Neuchâtel en 1906. Il appartient donc à la génération qui fonde et anime *Esprit*, et comme la plupart des inspireurs de ce courant d'idées, il s'oriente vers des études de Lettres avant de s'établir à Paris pour vivre et se réaliser au contact de l'intelligentsia française.

Dès 1929, il se manifeste dans son pays en publiant un petit pamphlet intitulé *Les méfaits de l'Instruction publique*¹, dans lequel apparaissent nombre de sentiments et de thèmes que l'on retrouvera bientôt dans son œuvre politique. En effet, par cette satire virulente du système éducatif de son canton, Rougemont traduit d'abord le besoin d'affirmer la singularité de son être, son moi hautain, irréductible et libertaire. « J'apporte un témoignage personnel, une réaction de tempérament »², explique-t-il dans la préface à cet ouvrage. « Je demande le droit de démolir. Et me l'accorde aussitôt »³, ajoute-t-il. Peu importent les arguments rationnels, les démonstrations logiques : son mouvement de révolte irrépressible contre l'Ecole épousera la seule anarchie féconde de sa sensibilité personnelle.

Suivons-le dans sa rébellion agacée contre l'institution scolaire et ses maîtres. Le souvenir de ses classes est celui de ses « prisons », ou, comme il le fait sentir avec poésie, celui d'« une journée d'enfance gâtée »⁴. Car au début était l'harmonie...⁵ Et sous prétexte d'éducation, ses maîtres ont saccagé le jardin de son enfance en dissipant la magie de ses jeux et en interrompant la douceur de ses rêveries. Ils ont aussi brimé sa spontanéité créatrice, rabroué son originalité foncière en s'ingéniant à niveler sa per-

sonnalité au niveau de l'élève moyen. « L'école s'attaque impitoyablement aux natures d'exception, et les réduit avec acharnement à son commun dénominateur. » ⁶

Pour Rougemont, tout est malfaisant dans cette instruction publique qui est venue attenter à l'harmonie de son premier âge : l'horaire qui éparpille l'esprit de l'élève sur les matières d'enseignement hétérogènes, les plans d'études rigides qui ne tiennent aucun compte des aspirations, des goûts et de la psychologie de chacun, le « gavage » ⁷ basé sur des manuels abstraits, les examens qui sont devenus la finalité de toute l'éducation.

Le conformisme stérilisant de ce monde scolaire abstrait et sans âme lui apparaît avoir été sécrété par le régime démocratique. Selon lui, en effet, ces méthodes éducatives répressives, qui conduisent à un « abâtardissement de la race » ⁸, dérivent nécessairement du caractère public et obligatoire de l'Ecole, de sa soumission aux lois d'un régime démocratique détestable qui n'a d'autre but que de couler l'intelligence de l'enfant dans un moule égalitaire. Ce pamphlet n'est donc pas seulement l'accusation d'un système éducatif, il se veut aussi le procès de la démocratie.

Or, le régime démocratique et l'instruction publique sont inséparables du libéralisme, c'est-à-dire du triomphe progressif de la Raison froide, calculatrice, grande pourvoyeuse de simplifications et d'évidences primaires. Car le rationalisme est aussi pour Rougemont « le grand empêchement intérieur dont souffre notre imagination créatrice » ⁹. Et ce thème réapparaît comme une litanie dans toute son œuvre. Le rationalisme est une « peste » qui sévit en Europe depuis deux siècles, depuis les anciennes « pestes noires » ¹⁰.

Dans cet ouvrage, Rougemont exprime davantage que le mouvement d'une sensibilité romantique contre les platitudes et les vulgarités du réel : il trahit encore les émotions douloureuses d'une révolte inextinguible contre les brimades du système scolaire et du gouvernement étatique. L'Etat démocratique, ou d'une manière plus générale, l'autorité qu'il combat, s'incarne assez bien pour lui dans l'image du Suisse moyen bourru, grossier, imperméable à toute finesse et qui inquiète légèrement parce que ses réactions bovines demeurent imprévisibles.

« J'aperçois là-bas, vauté derrière son bock, le Citoyen conscient et organisé pour la discussion. Il retroussé ses manches. Il s'apprête à cracher sur ce que je dirai de plus beau... Oh ! oh ! oh ! Il va parler, de grâce mettez-lui les mains sur la bouche ! Donnez-lui sa choucroute, tapez-lui dans le dos, amenez-lui le Guguss, des bretzels, sa petite amie, au secours ! » ¹¹

Selon lui, l'instituteur et le gouvernement démocratique qu'il confond dans un même mépris, ont attenté à sa personne. Ainsi parle-t-il volontiers de « tyrannie » et d'« asservissement » pour qualifier l'action de ces autorités mauvaises.

« On a comparé le monde moderne à un vaste établissement de travaux forcés. L'école donne à l'enfant ce qu'il faut pour se résigner à l'état de citoyen bagnard auquel il est promis. Mais elle tue tout ce qui lui donnerait l'envie de se libérer — et peut-être les moyens. » ¹²

L'école et le régime ont « brisé » dans l'enfant les ressorts de la révolte et tout ce qui lui permettrait de libérer sa personnalité¹³. Ils ont « étouffé » toute sa spontanéité¹⁴. L'enfant n'est pas seulement atteint dans sa liberté mais aussi dans son intégrité physique. Ainsi il reconnaît dans l'instruction publique tout ce qui le « blesse »¹⁵ et qualifie l'esprit démocratique d'« attentat à l'intégrité humaine »¹⁶. Selon lui, « la machine scolaire (...) dévore des enfants »¹⁷. Et il se demande de quel droit ce régime absurde « nous écrase »¹⁸. Il s'indigne que ce régime rationaliste « stérilise »¹⁹ nos utopies et que l'école cherche à développer chez les « petits Helvètes » un conformisme d'« impuissants » qui ne profite qu'aux « gens en place »²⁰.

L'école qui « enlève l'enfant à la famille »²¹ est un univers de saleté :

« Beaucoup d'enfants ont un frisson de dégoût au moment de passer la porte, au son de la cloche : l'odeur de goudron et d'urinoirs qui imprègne les corridors et les habits des écoliers empestent encore mes souvenirs. Et la poussière dans l'air, l'encre sur les tables (...), les estampes piquées, Numa Droz et ses crottes de mouches... »²²

L'Etat marque aussi son passage de « petites crottes noires et blanches »²³, et la démocratie qu'il pourfend est définie ailleurs comme « un régime radical à sécrétion socialiste » ou encore un « régime de punaises jaunâtres »²⁴.

Dans cette polémique qui ne manque pas d'humour, Rougemont se contente de « démolir » et se refuse à formuler une solution de rechange, allant même jusqu'à tourner en dérision ceux qui s'efforcent de transformer les méthodes éducatives de son époque. Sur le plan politique également, il se réclame de l'anarchie et de l'utopie mais ne parvient pas à communiquer les sentiments rares qui devraient animer les partisans de ces attitudes extraordinaires²⁵. Il témoigne surtout des prétentions aristocratiques traditionnelles du romantique écorché par une société qui ne vibre jamais au diapason de ses sensations personnelles.

Avec la publication du *Paysan du Danube*⁶ en 1932, Rougemont s'établit dans un genre littéraire qu'il affectionnera toujours : celui du récit autobiographique, à mi-chemin entre le journal intime et la chronique de son époque. Dans cet ouvrage, l'auteur nous livre, en effet, le récit de ses pérégrinations en Europe centrale qui sont aussi l'histoire de ses impressions les plus profondes et des réflexions que lui inspire le contact de son moi avec la réalité du monde extérieur, réalité qu'il transfigure par la lumière de sa propre inspiration romantique. Il apparaît désormais comme un écrivain doué d'une intuition fine et d'une grande sensibilité.

Mais, pour accomplir sa vie d'intellectuel, le jeune écrivain romand se sent appelé vers Paris, qui est encore le haut lieu de la culture et de l'esprit. Il s'établit en 1932 à Issy-les-Moulineaux pour devenir secrétaire d'une nouvelle société d'imprimerie et d'édition protestante, les Editions « Je Sers ». Entre ses aventures romantiques dans la vieille Allemagne et dans les paysages d'une Europe danubienne enrobée de nostalgie, et l'atmosphère un peu lugubre d'une banlieue parisienne, Rougemont a découvert la théologie de Karl Barth à laquelle il se consacre désormais avec l'ardeur d'un converti. En 1933, il fonde et anime avec quelques amis, dont Pierre Maury, Roland de Pury et Roger Breuil, une petite revue d'inspiration barthienne, *Hic et Nunc*, qui va diffuser pendant quelque temps en France la pensée

du théologien bâlois. A Paris, il entre aussi en contact avec des milieux littéraires, notamment par l'intermédiaire de Jean Paulhan, directeur de la *Nouvelle Revue Française*, avec lequel il se lie d'amitié et qui lui présente Alexandre Marc (pseudonyme de A. Lipiansky), un intellectuel d'origine russe qui vient d'abjurer la religion juive de son enfance pour se convertir au catholicisme. Marc est l'animateur, avec Arnaud Dandieu, Daniel-Rops, Robert Aron et d'autres, du mouvement d'intellectuels qui va fonder en 1933 la revue *Ordre Nouveau*.

Or ces jeunes gens sont proches d'*Esprit*, tant par leurs aspirations spiritualistes que par leur refus du « désordre établi ». Avant la fondation de leur propre organe, certains d'entre eux vont collaborer à la revue dirigée par Mounier et Izard. Ils se disent aussi personnalistes, expriment les mêmes thèmes de révolte contre un « monde sans âme » et manifestent le même dégoût pour la politique française que les animateurs du mouvement *Esprit*.

Cependant, le groupe *Ordre Nouveau* se distance d'*Esprit* par son goût des formules ésotériques et abstraites, par son caractère de cénacle intellectualisant et son style de polémique fascinant contre la démocratie libérale. Il s'en distance aussi par son originalité : l'*Ordre Nouveau* sera plus créateur qu'*Esprit* tant par l'ampleur que par l'audace de son effort doctrinal, notamment dans le domaine de la planification et du fédéralisme.

Rougemont va demeurer un collaborateur fidèle des deux revues et, seul parmi les rédacteurs d'*Ordre Nouveau*, il maintiendra des liens étroits avec *Esprit* lorsque Mounier aura dénoncé l'indulgence de l'*Ordre Nouveau* pour le régime hitlérien²⁷. En 1934, il publie son premier ouvrage politique en rassemblant sous le titre *La Politique de la Personne*²⁸ une série d'articles et de conférences rédigés depuis son arrivée à Paris. Dans cet essai, il exprime le mouvement de révolte typique de la génération d'*Esprit* contre les « gens en place »²⁹, une volonté de rupture totale avec les valeurs établies et le mode de vie que lui ont inculqués ses maîtres. Il manifeste aussi son orgueil d'appartenir à une génération « comblée de chances de grandeur »³⁰ parce qu'elle doit entreprendre le gros œuvre d'une grande révolution. Son personnalisme apparaît essentiellement comme l'affirmation de son moi face à la puissance tyrannique de l'Etat et de la politique en général :

« J'ai pour la politique, une espèce d'aversion naturelle », proclame-t-il en tête de son introduction. « (...) On se demande alors de quoi je me mêle. Je réponds que je voudrais bien n'avoir jamais été forcé de m'en mêler. Mais tel est le malheur des temps : pour peu que l'intellectuel d'aujourd'hui ait préservé en lui un pouvoir de colère, et par ailleurs le besoin de penser, il se voit obligé de répondre *activement* aux empiétements dans son domaine de ce qu'on a nommé le désordre établi. Si « privée » que se veuille en effet la pensée, si petite qu'elle se fasse au réduit intérieur, l'Etat moderne a su trouver les moyens de venir la brimer. (...) La brimade étatique (...) consiste, en principe, à exiger de l'intellectuel une adhésion sentimentale, un enthousiasme sans réserves pour les plus déplorables duperies collectives : guerre « nationale », plan quinquennal, racisme, mentalité du citoyen moyen. Le fascisme a montré à nu ces prétentions, mais les états bourgeois n'ont plus guère à lui envier qu'un degré supérieur de logique dans l'application du système. L'Etat, sa politique, ses décrets, ses brimades, représentent dans notre siècle un monstrueux complexe de bêtise officielle, et qui n'a plus de cesse qu'il n'ait été loué par ses plus

conscientes victimes. Je veux bien obéir aux décrets du tyran, je ne veux pas qu'on exige que ce soit de bon cœur. Je me défends en attaquant. Je préfère porter cette guerre qu'on me fait sur le territoire ennemi. » ³¹

Il manifeste, une fois encore, le sentiment d'être « brimé » qui était ressorti avec tant de force dans son pamphlet contre l'école et la démocratie helvétique. De même que l'école est venue attenter au monde harmonieux de son enfance, de même que la démocratie égalitaire a rabroué sa sensibilité créatrice, ainsi éprouve-t-il à nouveau l'impression d'être personnellement attaqué par la politique, d'être poursuivi dans sa sphère la plus individuelle par les « brimades » d'une autorité tyrannique. Voudrait-il vivre en paix qu'il ne le pourrait pas ! La politique est là, envahissante, provocante, agressive et réductrice ! Elle implique, par son existence même, un état de guerre contre « la pensée », une violence incessante contre l'intellectuel. Rougemont, comme Mounier, ne fait pas de distinction entre l'autorité de l'Etat libéral et celle du régime fasciste. L'Etat moderne est totalitaire, sa tyrannie est celle d'un Moloch sans âme qui dévore ses victimes après les avoir subjuguées.

Sa révolte contre l'autorité de l'Etat paraît surtout de nature affective. On ne peut manquer de relever, en effet, la note passionnelle de son conflit avec cette tyrannie étatique. Il évoque d'emblée son « aversion » pour la politique ; celle-ci provoque aussi sa « colère ». Monstre ignoble, l'Etat demande non seulement l'obéissance des intellectuels, il exige surtout une « adhésion sentimentale », « un enthousiasme sans réserve » ; il entend être constamment encensé par ses infortunées victimes. Ainsi, le pouvoir étatique qui brime et harcèle Rougemont dans un conflit permanent, exige aussi obéissance et amour.

Hélas, cette autorité est aussi indigne que tyrannique. On se souvient du mépris souverain qu'il manifestait déjà en 1929 contre le système éducatif égalitaire de son pays qui s'attaquait aux êtres hors pair. On retrouve dans cet essai de 1934 le même orgueil nietzschéen vis-à-vis de la puissance gouvernementale contestée. Sa révolte — il ne le cache pas — est celle de la pensée, de l'intelligence, contre « le monstrueux complexe de bêtise officielle » que représente, pour lui, l'autorité étatique. Et pour motiver son engagement politique, il n'hésite pas à proclamer :

« Lorsque l'intelligence, dégoûtée, déserte le Forum, c'est la bêtise qui s'occupe des affaires publiques et tout finit en dictature : plus question de pensée libre, j'entends : de pensée responsable. Mais si l'intelligence, passant outre à son dégoût, accepte le combat tel qu'il lui est offert, elle court le risque de s'y dégrader. J'ai préféré ce risque à la politique de l'autruche. » ³²

C'est donc bien en tant qu'incarnation de l'intelligence attaquée qu'il veut se défendre et mener le combat contre la « bêtise ». Cet orgueil va de pair avec un sentiment d'isolement : l'intelligence n'est pas seulement persécutée, elle est confinée dans la solitude de sa grandeur, dans la singularité de ses sensations rares.

Mais notons également le danger que comporte ce corps-à-corps nécessaire entre l'Etat et la pensée. Si Rougemont doit « se mêler » personnellement de politique, il ne cache pas à quel point cette tâche lui répugne.

La politique, nous l'avons déjà remarqué dans son pamphlet de 1929, est chose dégoûtante. A son contact, il court le risque d'être « dégradé ». Elle constitue surtout une menace pour son « intégrité »³³. Mais si la politique est dangereuse, elle est aussi culpabilisante, car elle est associée aux mauvaises parties de l'homme. Comme il l'admet, sa révolte contre la politique surgit « d'une peur »³⁴ de lui-même.

« Dans la révolte de la personne contre l'Etat, il n'y a pas seulement la vision d'un nouvel ordre et d'une *franchise* plus énergique, il y a aussi une défense contre certaines complaisances intimes. Je *les* condamne d'autant plus fort que je *les* comprends mieux, que je *les* comprends trop bien ! J'appelle au secours de ma foi cette Révolution qui me fortifiera contre moi-même. J'appelle ce témoignage irrévocable de ma force contre ma faiblesse. »³⁵

A ce titre, la Révolution sera donc purificatrice.

Cependant, l'Etat et ses décrets ne sont pas seuls en cause.

« L'argent règne sur notre monde, comme une puissance occulte et pourtant méticuleusement tyrannique, comme une divinité qui, depuis peu, serait devenue folle. »³⁸

L'argent et son cortège de corruption, de misère et de détresse humaine. L'Etat, l'argent et les grands mythes du siècle, ces mythes « dévorants et inhumains » qui, telles la classe, la race, « jouent dans le monde le même rôle que l'instinct dans l'homme »³⁷. Les peuples inconscients s'engouffrent dans ces mythes et, incapables de comprendre leur véritable intérêt, deviennent tyranniques en s'enthousiasmant pour les dictatures les plus absurdes. Rougemont pressent derrière ces mythes une menace terrifiante.

« Qu'y a-t-il donc sous cette révolte qui élève en moi son cri contre les choses qui viennent à grands pas assurés, et qui sortent, dit-on, « fatalement » de nos ombres ? Je vois naître dans un lent cauchemar la Bête de l'Apocalypse, le dieu glacé Etat qu'ils édifient pour le Grand Soir. Et cet éclat rougeâtre, hurlant, du crépuscule qui se prépare, c'est l'Inauguration de la Statue du dieu au seuil de la nuit sans histoire où tous les hommes en rangs serrés sans fin marcheront sans repos, sans fatigue, dans l'innombrable rumeur mécanique.

Je veux rester un homme ! »³⁸

Retenons ce dernier cri qui traduit de manière saisissante son angoisse des choses sombres et infernales qui surgissent de derrière les hommes (de « nos ombres ») pour enfanter une grosse Bête ignoble et dévorante, un Moloch sadique qui pourrait réduire à son tour les hommes à l'état d'objets inanimés. Contre cette fatalité cruelle, il s'insurge de toutes ses forces : il ne veut pas se laisser annihiler, il entend rester un être humain, une personne.

A ces monstres terrifiants, il oppose, en effet, la personne, c'est-à-dire pour lui, l'homme qui s'affirme dans une attitude créatrice, l'être qui agit *hic et nunc* selon sa vocation personnelle. Mais cette personne, n'est-elle pas sœur jumelle de l'individu libéral ? Non, c'est tout le contraire ! Au même titre que Mounier, il définit son personnalisme en opposition à l'individualisme libéral dont il constate la faillite. Pour lui également, l'Etat bourgeois, ses perversions de type fasciste ou communiste, les mythes despotiques des idéologies actuelles ou la corruption toute-puissante du monde

par l'argent, ne sont que l'aboutissement de l'individualisme libéral qui triomphe au XVIII^e siècle avec la Déclaration des Droits de l'homme.

Dans *La politique de la Personne* il rappelle que les théoriciens rationalistes et matérialistes de l'Encyclopédie, les auteurs des principes de 89, voyaient dans l'homme un individu abstrait, indéfiniment interchangeable, et il montre comment ils ont fondé les institutions et la morale contemporaine sur cet être artificiel. Par un décret de la raison pratique, les hommes auraient dû devenir égaux entre eux mais, comme cette égalité n'était pas réalisable, il fallut la créer de toute pièce. La propagation de ce mythe égalitaire revint à « l'Opinion publique » qui fut elle-même façonnée par une presse soudoyée par l'Etat, les banques et le Capital.

Ces idées d'égalité secrétées par les théoriciens de l'individualisme libéral ont introduit dans la société le principe éminemment néfaste de la comparaison perpétuelle entre les hommes. Ceux-ci ne s'intéressent plus, désormais, à leurs besoins profonds ou à leurs vrais désirs mais se cherchent constamment par rapport à l'idée qu'ils se font d'un « standing de vie »³¹ objectif, sans âme, imposé par la seule vertu des statistiques.

L'homme a perdu dans cette aventure pitoyable toutes ses facultés créatrices, et l'Etat, censé exprimer la collectivité des égaux en droit, est devenu une réalité indépendante du peuple, acquérant ainsi une puissance tyrannique. « On n'a pas établi l'Egalité. Mais on a limité les libertés, et détruit la fraternité. Capital, police, lutte des classes, guerre. »⁴⁰

Cette révolte contre la culture libérale s'exprime avec plus de cohésion et de vigueur dans un second essai de politique personnaliste publié en 1936 et intitulé *Penser avec les mains*. Dans cet ouvrage, Rougemont annonce la décadence de la culture bourgeoise fondée sur un rationalisme sans âme. Prenant le contrepied de Benda, il fait grief aux intellectuels d'avoir refusé de conduire l'opinion en prétextant leur impuissance. D'activité créatrice qu'elle était à l'avènement du rationalisme, la culture s'est muée en « produit de consommation »⁴¹. Le peuple lui est devenu étranger, car elle ne signifie plus rien hors des universités vieilles et des revues d'intellectuels bourgeois. « Elle parle dans le vide. »⁴² Elle est devenue stérile.

Il flétrit à nouveau la raison qui prétend violer tout mystère, la raison hostile à tout ce qui est humain, créateur ou singulier, « la raison raisonnable, méfiante et organisatrice »⁴³, dans laquelle il reconnaît le moyen de combat séculaire de la bourgeoisie. Le thème de la raison « stérilisante » ou « déshumanisante »⁴⁴ réapparaît constamment dans la *Politique de la Personne* et dans *Penser avec les mains*. La raison est ressentie par lui comme une « arme ». Il l'associe aussi à la guerre. Elle est vécue comme brutale, tranchante, lourde, grossière. Elle est surtout réductrice, c'est-à-dire qu'elle constitue, selon lui, une force mutilante de la personnalité. Tout comme l'Etat tyrannique, elle envahit violemment l'intimité de son être, transgresse ses rêveries, fait fi de ses aspirations singulières⁴⁵.

Le rationalisme n'a pas seulement produit des institutions « stérilisantes » et « déshumanisantes », il a engendré « l'individu » qui personnifie pour Rougemont l'homme réifié et impuissant. On peut se demander si l'individu qu'il dénigre avec tant de passion ne représente pas cette partie de lui-même déracinée du réel, cet intellectuel pur, toujours tenté de se

retrancher du monde extérieur, qu'il combattrait en lui-même. Dans *Penser avec les mains*, il l'admet implicitement. Ainsi, après avoir jeté l'anathème contre ceux qui s'abandonnent à la pente des mornes fatalités du siècle ou contre ceux qui « cherchent un refuge dans l'idéal quand il faudrait agir », il confesse franchement :

« Oui, je suis de ceux-là jusque dans ma colère déchiré par l'insurmontable ironie ! Et sinon je ne crierais point. » ⁴⁶

Du reste, le titre même de cet ouvrage, *Penser avec les mains*, exprime son désir de viriliser sa pensée, de donner un organe créateur à ses aspirations spirituelles. « Que les penseurs aient des mains larges et dures ! Des mains faites pour prendre et peser. Des mains qui sachent, qui accomplissent ; des mains qui créent. » ⁴⁷

On ne s'étonnera pas de l'entendre proclamer avec Mounier la nécessité de « refaire l'homme », c'est-à-dire de refaire des « personnes » ⁴⁸. Or, la personne pour Rougemont, c'est l'homme « créateur » ⁴⁹, mot qui tient dans sa pensée la même place prépondérante que celui de « fécond » dans l'œuvre de Mounier. Elle est l'antithèse de l'individu stérile. Les vertus de la personne sont essentiellement celles de la virilité : c'est « l'homme en acte » ⁵⁰. Comme il l'explique aussi : « L'apparition de la personne est liée à l'apparition d'une tension. » ⁵¹. La personne assume des risques, elle est responsable, elle est héroïque. Elle s'oppose, par l'affirmation de sa présence, de sa responsabilité, de sa vocation créatrice aux puissances qui s'arrogent le droit de disposer de la vie humaine.

L'idée de vocation est importante dans le personnalisme de Rougemont : la personne, répète-t-il volontiers, a une vocation ; elle est l'expression « d'un destin personnel » ⁵². Or, la vocation, ne l'oublions pas, est un appel divin, appel qui procède d'une élection particulière du Très-Haut. Il est donc choisi, il est unique parmi les hommes, celui qui répond à sa vocation singulière : la voie de son destin personnel ne dépend plus d'aucune autorité temporelle car elle découle d'une réalité spirituelle et toute-puissante.

Or, si l'esprit dont se réclame Rougemont « est d'abord jeu, liberté, création imprévue » ⁵³, il est aussi autorité. « L'Esprit est autorité, disait Rimbaud. Ou il n'est rien », explique-t-il ⁵⁴. La « primauté du spirituel », qu'il proclame avec Mounier, « c'est pratiquement la primauté de la personne » ⁵⁵.

Mais que signifie « penser avec les mains » sur le plan politique ? Comment définir cette « politique de la personne » qu'il cherche à exprimer ? Serait-ce s'engager dans la vie de la cité en prenant parti et en agissant pour faire triompher telle ou telle idée politique et sociale ? Non, c'est tout le contraire.

Lors des élections du Front populaire, l'*Ordre Nouveau* explique à ses lecteurs : « Il est défendu de voter comme il est défendu de cracher par terre. Ces défenses ne se justifient pas par l'étalage de mille bonnes raisons d'hygiène et de morale. On s'y conforme par un sentiment personnel de ce qui est sale et de ce qui est propre » ⁵⁶. Cette formule méprisante à l'égard de la vie politique française pourrait bien caractériser la position de Rougemont vis-à-vis de la politique en général.

Nous l'avons vu, s'engager dans la politique signifie pour notre auteur affronter la puissance terrifiante, la bêtise abrutissante de l'Etat tyrannique, donc risquer d'être menacé dans son intégrité d'homme. De surcroît, s'il associe immanquablement l'Etat à l'idée de guerre et à la crainte d'une mutilation, il rappelle aussi que la politique est une terre de corruption. Tout son art consiste donc à prouver que ce combat ne vaut pas la peine, que l'engagement de la personne ne saurait se dérouler en ces lieux stériles et inhumains.

Afin de ne pas affronter cette réalité absurde et malfaisante, il se crée, tout comme Mounier, l'idéal d'un monde radicalement nouveau, en fait l'univers imaginaire d'une communauté façonnée à son image. Ainsi il annonce que faire la révolution, c'est « transformer le monde à son image »⁵⁷ ou, comme il l'explique dans une formule lapidaire : « Avantage du personnalisme : il existe *déjà* chaque fois qu'un homme devient personnel. »⁵⁸ La personne serait le centre et l'univers de toute chose, c'est-à-dire le « fondement de la communauté »⁵⁹, la « véritable cellule sociale »⁶⁰ à laquelle la famille elle-même serait subordonnée. Elle serait surtout la mesure de toute politique car « *la vraie politique ne saurait être qu'une expression de la personne même* »⁶¹. Et dans cet ordre imaginaire l'homme serait créateur de lui-même : « L'homme n'est égal à son humanité totale que là où il se montre créateur de lui-même. »⁶²

Ainsi la « politique à hauteur d'homme »⁶³ qu'il oppose à la politique traditionnelle reconnaîtrait la « responsabilité de la personne humaine ». Loin d'être brimante, comme l'est par définition l'autorité étatique actuelle, elle serait libératrice. Elle s'opposerait donc au « gigantisme » totalitaire ; elle s'opposerait aussi à l'exploitation de l'homme « par l'Etat et ses bavardeurs »⁶⁴. Ce serait, en fait, une politique à sa hauteur.

« C'est une politique dont chaque temps et chaque but se trouvent subordonnés à la défense et à l'affirmation de la personne, module universel de toutes les institutions. »⁶⁵

Elle aboutirait aussi au triomphe de l'Intelligence, en fait de son intelligence, sur la Bêtise du monstre étatique :

« Il y a peu d'hommes réellement humains : mais c'est à eux que le pouvoir doit revenir, c'est par eux qu'il peut être humanisé. »⁶⁶

Ou, comme il l'explique ailleurs :

« Fonder les lois sur la personne, c'est assurer la liberté d'action des hommes les plus humains, les plus capables par là-même de travailler au bien de tous. (...) C'est peut-être, en dernier ressort, remettre le pouvoir à quelques-uns... »⁶⁷.

La démocratie à laquelle il songe serait inspirée par une élite; elle serait une « *démocratie minimum* exercée par quelques personnes en vue d'atteindre un maximum »⁶⁸. En effet, les personnes sont en très petit nombre, mais c'est sur elles qu'il faut « fonder l'ordre public »⁶⁹. Car la personne sur laquelle il veut fonder l'ordre nouveau « c'est l'*humain* par excellence »⁷⁰. C'est pourquoi à la politique inhumaine et tyrannique, il oppose la sienne, la politique de la personne, mesure de toute réalité humaine. Et son œuvre

politique s'organise autour de cette alternative : l'Etat totalitaire ou la personne. Et la révolution serait pour lui l'affirmation d'une autorité nouvelle : celle de la personne.

Le fédéralisme devrait traduire sur le plan institutionnel ses exigences personnalistes. S'inspirant de Proudhon, exprimant surtout son insatiable besoin de secouer les carcans autoritaires, il proclame avec ses amis de l'*Ordre Nouveau* un fédéralisme « fondé sur la réalité des petits groupes humains » tels la commune et l'entreprise, groupements qui sont déjà pour lui « des fédérations de personnes ». Ce fédéralisme permettrait à chacun d'exercer le pouvoir « sur place » ⁷¹; il restaurerait la liberté en donnant à chaque homme une sphère d'activité concrète, une responsabilité, la possibilité de jouir réellement de ses droits et de ses devoirs civiques. Pour vivre, ces petits groupements humains s'associeraient avec d'autres groupements de même nature ou complémentaires, formant ensemble une nouvelle fédération qui tendrait elle-même vers l'universel par l'intermédiaire de ses propres liens fédératifs.

Ainsi, à l'étatisme stérilisant, au centralisme totalitaire des nations modernes, Rougemont oppose un réseau de fédérations vivantes dans lesquelles le pouvoir émanerait des petits groupements humains, reposant eux-mêmes sur la réalité sacrée de la personne. Tel l'enfant dans son parc, la personne évoluerait dans un monde à sa portée ; elle serait libre d'agir ; elle ne serait plus manipulée par des forces obscures, brimée par des puissances lointaines et tyranniques. Enfin, elle pourrait vivre !

L'atmosphère de ce monde nouveau serait puritaine. Rougemont ne le cache pas. Au même titre que Mounier, sa répulsion pour le matérialisme le conduit à favoriser le climat d'austérité qu'impose la pauvreté. Mais surtout, la communauté personnaliste recréerait « tout principe vivant d'unité et d'union » ⁷², c'est-à-dire ce lien totalitaire qui a rassemblé certains peuples du passé, certaines civilisations anciennes — le peuple hébreu ou les hommes du moyen-âge par exemple — dans l'acceptation d'une même culture fondée sur une vérité commune. Dans cette communion restaurée, l'esprit et le corps de l'homme ne feraient qu'un et chaque être retrouverait ainsi « la réalité totale de l'Eden » ⁷³, cette harmonie première qui fut perdue avec l'apparition du péché originel.

2. Thèmes communs aux rédacteurs d'*Esprit*

En dehors des tentatives de Mounier et de Rougemont, le mouvement *Esprit* ne suscite guère d'effort doctrinal qui puisse étayer une pensée aux contours idéologiques bien tracés. « Le personnalisme », comme l'admettra plus tard un de ses adeptes, H. Marrou, « ne fut jamais qu'une étiquette commode et un cri de ralliement » ⁷⁴. Le personnalisme d'*Esprit* ne constituera donc ni une doctrine ni même un ensemble d'idées politiques claires, structurées et originales.

Ceux qui se rassemblent dans le mouvement *Esprit* proviennent d'horizons idéologiques hétérogènes. Ralliés au projet un peu vague de Mounier, ils garderont des convictions politiques divergentes. Ainsi, par exemple, on retrouve parmi les proches collaborateurs de Mounier qui se définissent

comme personnalistes, des hommes aussi différents politiquement qu'Edmond Humeau et François Perroux. L'un s'engage dans l'aile gauche du parti socialiste avec Marceau Pivert, l'autre prend parti, à la même époque, pour Salazar et son régime corporatiste, et en 1937, il collabore au numéro spécial de *Je suis partout* sur l'échec du Front populaire. Il y a place dans le mouvement animé par Mounier pour des itinéraires politiques variés et pittoresques. C'est la raison pour laquelle les rédacteurs d'*Esprit* ne parviendront jamais à définir une attitude vraiment commune face aux événements des années 1930 et qu'ils aborderont en ordre dispersé la défaite de 1940, puis l'épreuve critique du régime de Vichy et de l'occupation.

Pourtant, au-delà des divergences, un point de rencontre demeure : ils se sont rassemblés dans la même revue, ont participé au même mouvement, ont partagé ensemble, explicitement ou tacitement, les positions intellectuelles définies par Mounier dès les premières années de la Revue. Faut-il voir dans ces liens l'effet du hasard ? Certainement pas.

Nous l'avons vu : la génération d'*Esprit* découvre au sortir de son adolescence une société en crise, craquelée, lésardée de part en part, en proie aux plus graves doutes quant à son système de valeurs hérité du passé, figée dans ses désordres, angoissée sur son avenir le plus proche. Cette génération pourrait-elle rester sourde à l'appel de sa jeunesse indignée ? Pourrait-elle échapper totalement à la révolte anarchique et confuse que Mounier exprime contre la crise de son temps ? N'est-elle en droit de dénoncer avec lui les scandales d'une époque chaotique vaincue, les injustices et les hontes du régime établi ?

Mais cette révolte ouverte, consciente, n'est sans doute pas la plus importante. En analysant la pensée de Mounier et de Rougemont, nous avons mis en évidence et rapproché le contenu inconscient de leurs témoignages. D'une manière plus générale, les inspireurs du mouvement *Esprit* ou ceux qui se réclament du personnalisme ne communieraient-ils pas essentiellement dans un même registre affectif, ou plutôt dans certaines dissonances affectives semblables ? Nous le pensons, sans pouvoir l'établir avec certitude. On peut néanmoins, avant d'analyser les prises de position d'*Esprit* sur l'actualité politique, isoler dans la pensée des collaborateurs de Mounier certains thèmes caractéristiques du personnalisme.

Le thème de l'enfance abîmée ou mystifiée par le monde adulte, qui tient une place importante dans l'œuvre de Mounier et dans celle de Rougemont, resurgit souvent dans la pensée d'autres personnalistes. Il apparaît parfois de manière inopinée, au détour d'une prise de position politique très concrète. Ainsi André Ulmann explique dans un article consacré au bolchévisme :

« Lorsque j'allais encore à l'école primaire, je crus découvrir un jour qu'on nous trompait, nous autres enfants. J'imaginais qu'on nous faisait vivre dans un monde qui n'était pas le vrai monde, celui des adultes. On nous plongeait dans un monde où nous ne pouvions avoir de rapports qu'entre quelques-uns, des enfants qui sentaient bien les réalités les plus profondes leur échapper. Mais le monde des adultes ce n'était pas sûrement cela : comme tout devait être complexe et sûr, et quels tissus précieux que les rapports entre tous les hommes, les travaux, les sentiments communs auxquels nous n'avions point de part encore.

Parvenu à l'âge d'homme, rien n'a changé. J'attends toujours la révélation de ce monde. Mais je vois bien que la construction économique ou sociale compliquée de la société bourgeoise ou bolchéviste n'a rien résolu. Reste à préparer les voies de la communauté. » ⁷⁵

L'enfant est trompé par les adultes qui lui dissimulent la réalité de la vie. Mais il n'est pas dupe de cette mystification et il sait qu'il découvrira un jour les « rapports » qui fondent les liens entre adultes ; le rideau de la scène s'ouvrira et le mystère des grands lui sera dévoilé.

L'enfance est aussi défigurée par le monde des hommes. La pensée de Jacques Lefrancq, l'ami intime de Mounier et de son épouse, est une longue variation sur ce thème. L'école, l'éducation en général, est l'instrument d'une agression permanente des adultes contre l'enfance innocente. L'édifice social, sa culture bourgeoise, au service des riches, de l'« Elite », s'emparent de l'enfance, déflorent son âme et sa vie en cherchant à l'adapter à ses rouages inhumains. On fait du mal aux enfants. On les brime. On les mutile. On les tue. On « massacre les innocents » ⁷⁶.

Hélas, le témoignage de Lefrancq est incohérent, morcelé par des digressions continuelles et incompréhensibles, haché dans le désordre d'un style intraduisible. Son cri de révolte contre l'éducation est visiblement enraciné dans les blessures affectives de sa propre enfance :

« Mais d'abord, quels sont les Enfants? Les petits — et nous aussi : les « Grands »... Dès lors que nous dépouillons l'Orgueil, le Sérieux, nous découvrons l'enfance en nous. Enfants perdus dans la forêt; enfants, petites bêtes, instincts.

Abandonnons pour un instant la livrée sociale, la profession, la dignité, le confort, tout cet échafaudage, cette armature, cette carcasse métallique, sous laquelle notre vie vraie s'écoule; nous trouvons l'enfant; l'enfant triste; l'enfant ignoré des parents. L'enfant, qui par-dessous ses jeux, par-dessous le sérieux naissant, par-dessous les premiers travaux, les rires, l'amour-propre, l'insouciance, la saine vitalité, les bravades, l'intelligence, cache et conserve les premiers pleurs, les premières angoisses de la naissance.

Nous restons des nouveau-nés — jusqu'à l'agonie. Nous gardons ce spasme de terreur devant le plus noir inconnu, et cette impuissance totale devant l'immensité des forces. Et plus nous avançons, plus nous concevons que l'Inconnu et les forces hostiles sont à l'intérieur de nous : les instincts... *La chair est triste, hélas !* » ⁷⁷

Cette haine inassouvie d'une éducation répressive et stérilisante, d'une culture bourgeoise déshumanisante, expression d'un édifice social artificiel et tyrannique, n'est pas isolée dans la Revue. *Esprit* regorge de témoignages analogues et fait preuve, en l'occurrence, d'une vision singulièrement juste des carences des structures éducatives et de la tristesse de la pédagogie en cours à cette époque. Bernard Charbonneau, par exemple, dénonce dans une veine très personnaliste un enseignement livresque, neutre, irresponsable, fondé sur un bourrage de crâne abrutissant, qui brise ou dévoie la personnalité de l'enfant. L'instruction de Lycées, explique-t-il fort de son expérience dans l'enseignement, n'a pour but non de « former des hommes en partant de l'enfant, mais de tuer l'enfance pour fabriquer le bon élève poli et cultivé... » ⁷⁸

Les collaborateurs de Mounier s'insurgent ensemble contre des exigences scolaires trop grandes, mal adaptées à la diversité des personnalités, contre

des programmes peu diversifiés, un enseignement toujours conditionné par le couperet des examens, épreuve qui engendre tant d'erreurs d'aiguillages et de vies ratées.

Et puis l'enseignement déracine. L'enfant n'est-il pas souvent contraint de quitter sa famille, sa petite ville ou son village, pour rejoindre un lycée éloigné du milieu de son enfance et pour se laisser abrutir par des efforts intellectuels inutiles ? N'est-il pas déraciné de la vie par un enseignement trop intellectuel, toujours coupé de la pratique ? Duveau rappelle que les ouvriers français de la Première Internationale avaient demandé un minimum d'apprentissage manuel pour tous les citoyens, et reprend cette revendication à son compte. On reconnaît là une idée essentielle du mouvement *Esprit* ; elle traduit l'éternel malaise des intellectuels qui toujours souffrent de ne pouvoir compléter la pensée par le geste, en somme, de ne pouvoir « penser avec les mains ».

Pour atténuer ces carences éducatives, les personnalistes réclament une pédagogie nouvelle, fondée sur les découvertes récentes de la psychologie, et des structures scolaires et universitaires mieux adaptées aux exigences de la démocratisation de l'enseignement.

Mais l'école n'est-elle pas aussi le miroir de la société ? La tutelle stérilisante du maître sur l'enfant ne correspond-elle pas à celle de l'Etat sur le citoyen ?

« Dans un monde qui ne fonctionne qu'en brisant les personnes, l'école joue son rôle en faisant avorter l'humanité dans l'enfance. » ⁷⁰

Le dénigrement de l'autorité et de ses symboles tient une place importante dans la revue *Esprit* et cette attitude traduit généralement chez les personnalistes la quête d'une autorité idéale. Comme le souligne A. Ulmann dès le premier numéro d'*Esprit*, l'homme a toujours besoin d'un chef et cette nécessité psychologique se manifeste dès l'enfance. Ne voit-on pas les enfants rechercher dans l'histoire, dans leur entourage, dans les créations de leur imagination, des personnages héroïques qu'ils puissent admirer et imiter ? Or, ce besoin d'une autorité admirable, qui traduit un désir de protection et un sentiment d'infériorité communs à tous les enfants, demeure très profond chez les êtres adultes. Ulmann le rappelle : les hommes ne peuvent vivre sans la perspective d'une grande œuvre, sans l'attente d'actes héroïques à entreprendre, et ils aspirent à l'autorité de chefs authentiques susceptibles de les guider vers ces horizons nécessaires à l'existence.

Hélas, que voit-on dans le régime actuel ? A la tête de l'Etat ou du gouvernement, à la direction des entreprises, chez les maîtres de l'opinion publique, le commandement est assuré par de mauvais chefs, l'autorité se trouve aux mains de mauvais maîtres. Pour Ulmann, ces hommes incapables d'assumer leur fonction sont les vrais responsables des malheurs de la cité : la crise est le produit de leur indignité :

« Ce qu'on appelle crise économique, ou crise sociale, ou crise financière, sont une même chose : des hommes qui ont détourné le bon usage d'un outil. » ⁸⁰

Le premier rôle des personnalistes est donc de combattre cette autorité méprisable, d'entreprendre une délation constante des chefs malfaisants.

Dans une époque riche en scandales de toutes sortes, ces êtres indignes

ne sont pas difficiles à démasquer. C'est la raison pour laquelle *Esprit* consacrera une place importante à la dénonciation des maîtres du régime, mettant en évidence, notamment, leur collusion incessante avec les dirigeants de la finance ou des affaires.

Une attention particulière est aussi réservée aux responsables de la presse française, car leur influence pernicieuse est grande sur l'opinion. Le rôle de la presse, ne l'oublions pas, est éducatif. Ulmann l'explique clairement :

« Comme à l'enfant l'enseignement apprend à constituer les cadres de sa vie intellectuelle, la presse a pour mission d'apprendre à l'homme la vérité sur les choses de la cité. » ⁸¹

Malheureusement la presse a trahi sa vocation :

« L'histoire de la presse, dans ces dernières années, est, tout entière, l'histoire d'une mission, d'une vocation trahie : *Le Temps*, *Les Débats*, d'autres encore, aux mains des munitionnaires, au service du Comité des Forges. » ⁸²

Par l'intermédiaire de la presse, le Gouvernement, les grosses affaires, façonnent ensemble l'opinion publique. Grâce à elle, ils font accepter les emprunts, une politique intérieure antisociale, un budget de la défense nationale orienté vers la guerre. Grâce à elle aussi, ils peuvent constamment dissimuler leurs pratiques scandaleuses. L'agence Havas est la cible privilégiée d'*Esprit* car, comme le démontre A. Ulmann en avril 1933, cette agence d'information et de publicité contrôle la plupart des grands journaux français et peut donc modeler à sa guise l'opinion du pays ⁸³. La Revue souligne aussi volontiers la collusion entre certains journaux — le *Temps* par exemple — et « les marchands de canons », fauteurs de guerre ⁸⁴.

Mais s'il est pour *Esprit* un symbole d'une autorité mauvaise, c'est bien la police. Dès novembre 1933, Ulmann lui consacre plusieurs articles, s'en prenant à ses pratiques scandaleuses et à sa corruption ⁸⁵. Garante de l'ordre établi, la police pénètre dans tous les domaines de la vie politique et sociale, se substituant vite à l'autorité défaillante de la morale, à l'autorité dégradée de la politique. Progressivement, la police s'installe dans la conscience des citoyens et cherche à les protéger contre eux-mêmes. Lorsque « les jeunes gens s'échauffent » ⁸⁶, la police veille, prête à réprimer toute velléité subversive, toute tendance révolutionnaire.

Un homme représente bien cette autorité policière maléfique : le Préfet de Police, M. Jean Chiappe. Celui qui défraiera la chronique lors des événements de février 1934 est violemment pris à partie par Ulmann au mois de novembre 1933. Cet homme lui paraît dangereux en raison de ses pouvoirs extravagants et de l'usage politique qu'il veut en faire. N'est-il pas en mesure d'enserrer les hommes politiques français dans les filets des renseignements que sa police détient sur leur vie professionnelle et privée ? De surcroît, l'autorité de cette police est lourde, épaisse, voire même un peu stupide. Souvent, elle se révèle corrompue, preuve en est l'inculpation récente dans l'affaire Oustric de l'ancien directeur de la Police judiciaire A. Benoît ou celle de l'inspecteur Mariani impliqué dans un trafic de timbres fiscaux.

Dotée d'une puissance redoutable, constamment mêlée aux scandales

des affaires, la police est au service de l'ordre établi. Pierre Andreu le rappelle en mai 1934, dans un article intitulé « Crimes policiers », en évoquant le cas pathétique de l'ouvrier ébéniste Fritsch, tombé le 17 mars sous les balles d'un agent.

« Fritsch aimait son prochain, il pratiquait une sorte d'évangélisme révolutionnaire et syndicaliste. » ⁸⁷

Et puis, il y a aussi le cas du vieil ouvrier Legay, tué à coups de pieds par la police, qui lui aussi était un personnage de roman social :

« Un ouvrier comme l'aurait aimé Péguy, avec une grande barbe de philosophe, lisant Proudhon, ayant économisé toute sa vie pour s'acheter une petite maison et tué à coups de pieds à soixante-trois ans. » ⁸⁸

Esprit est aux côtés des opprimés. De même qu'il proteste contre le « massacre » de l'enfance innocente, ainsi s'érige-t-il contre l'asservissement et l'humiliation du peuple par l'autorité d'un régime néfaste. Car les personnalistes sont pour la « libération entière de l'homme » ⁸⁹.

Mais le peuple invoqué n'est pas seulement le prolétariat misérable : il symbolise pour *Esprit* tous les opprimés et les mutilés du régime. C'est le peuple de Michelet et de Péguy, la multitude souffrante et asservie, mais aussi les forces pures, instinctives et poétiques, qui montent des profondeurs du pays. A ce titre, les personnalistes font bien partie du peuple. Ulmann l'explique sans ambage :

« Le peuple, ce sont ceux qui se dressent contre le capitalisme parce qu'il a créé un monde artificiel et sans racines, où ils ne peuvent trouver leur équilibre naturel et leur liberté. » ⁹⁰

Et en face, il y a ceux qui acceptent le régime. Le peuple est donc l'alliance des hommes qui ne peuvent vivre dans le monde artificiel sécrété par le capitalisme, les hommes qui se révoltent contre l'étouffement de ce régime ignoble. A cet égard :

« La lutte est entre le parti du naturel et le parti de l'artificiel. » ⁹¹

Cette identification aux opprimés du régime est très marquée chez les personnalistes et la libération qu'ils revendiquent pour le peuple souffrant se confond avec leur propre quête d'un épanouissement personnel. Le manifeste de Font-Romeu s'ouvre sur ces lignes significatives : « L'origine de notre accord est une commune impossibilité de vivre » ⁹², et les auteurs de ce texte expliquent par ailleurs : « Nous sommes aussi des opprimés, plus que les autres. » ⁹³

Guettant toutes les brimades contre la personne humaine, *Esprit* est naturellement sensible aux injustices commises à l'encontre des peuples colonisés. N'y a-t-il pas une parenté entre le maître d'école qui brime l'enfant, le policier brutal, et le colonisateur qui tyrannise ceux que l'on appelle alors les « peuples mineurs » ? La Revue dénoncera volontiers, surtout dans ses premières années, les abus de l'administration coloniale française et l'exploitation des indigènes par les capitalistes. Elle se prononcera pour une autonomie progressive des peuples parvenus à maturité. ⁹⁴

Mais au-delà de la critique d'une éducation pernicieuse, de l'éreintement systématique des hommes au pouvoir, des attaques lancées contre les policiers ou les colonisateurs, la contestation personnaliste de l'autorité transparaît aussi dans une certaine vision glauque du régime propagée par les collaborateurs de Mounier.

Le monde ambiant rebute, car il est radicalement perverti. Ce que l'on nomme vaguement le « désordre établi » est vécu comme une agression permanente contre l'homme. Dans ses premières années, la Revue fait paraître une « chronique du monde barbare », titre qui traduit bien le sentiment d'aliénation créé chez nos amis par la société et la vie politique françaises.

« Ce monde barbare, dont nous sommes les fils et les témoins à charge, refusera-t-il longtemps de se reconnaître dans les signes de son ignominie, dans l'innommable comédie des scandales qu'il joue ? » ⁹⁵,

lit-on dans une de ces chroniques rédigées en février 1934 par E. Humeau. Le scandale Stavisky, qui est le prétexte de ce cri de révolte, n'est qu'une expression parmi d'autres d'une communauté pervertie dans son essence, la manifestation, en quelque sorte fortuite, d'une honte permanente, établie dans les rouages, dans la vie intime de la société. C'est pourquoi le scandale est salutaire car il permet à chacun de voir :

« Il est bon d'ouvrir les yeux et de regarder les scandales assiéger les honorables, fiers de leur innocence et confondus de pudeur. » ⁹⁶

Il jette une lumière crue sur la pourriture ambiante. Grâce à lui le mensonge est débusqué ; il crève les yeux. Par lui chacun peut reconnaître sa participation au mal, sa compromission incessante avec une société qui s'accommode des fraudes bancaires et des escroqueries, des répressions ignobles et des pratiques crapuleuses de la police, de l'hypocrisie et du mensonge des politiciens, du prêt à intérêt et d'une recherche incessante du profit, bref d'une communauté pourrie secrétée par un capitalisme en putréfaction.

Les « fils » de ce monde barbare doivent rompre avec ce créateur scandaleux et témoigner de son ignominie. Contre les suppôts de cet ancien monde, contre ceux qui prostituent l'esprit, contre les intellectuels complices du régime, Humeau invoque l'autorité de sa propre jeunesse. « Laissez-nous notre jeunesse » ⁹⁷, s'écrie-t-il à leur adresse.

Le « désordre établi » se confond aussi avec les incohérences et les dissonances de la civilisation contemporaine. Le monde moderne a créé un environnement et des conditions d'existence qui écorchent la nature humaine. « Le régime de la grande ville éreinte l'homme du matin au soir » ⁹⁸, rappelle Bernard Charbonneau. Traqué par la vitesse et les horaires, soumis aux lois du machinisme, happé par le tourbillon d'une ère mécanique et sans âme, l'homme moderne vit coupé de ses racines vitales. Il est exilé dans un monde hostile.

Pour L.-E. Galej, les grandes villes sont aussi le lieu de cet exil. Dans ces cités inhumaines, l'homme moderne doit se contenter d'appartements minables, anonymes et insipides, et surtout provisoires. Il ne peut plus

fonder de foyer et, en réprimant cette aspiration naturelle, il va à l'encontre de sa vocation première.

« Le foyer n'est plus dans les grandes villes, ce lieu qui vous tient au cœur par le souvenir, ce qu'on y a mis de soi-même, ce n'est plus ce refuge contre les coups du dehors, c'est maintenant une station comme les autres où l'on ne se sent guère plus chez soi que dans un taxi.

Qui ne se souvient, avec un serrement de cœur, de ce que contiennent, au village ou dans la petite ville, les mots « à la maison ». Et il n'y a dans ce regret ni pensée rétrograde, ni sensiblerie facile. Mais tout de même il faut choisir la maison ou la case numérotée; l'amour ou le bordel. » ⁹⁹

La restauration de cette harmonie passée implique la révolution car les hommes, dans leur grande majorité, se sont habitués aux conditions d'existence que leur impose le régime. Opprimés, ils ont perdu le sens de leur vie, et ne reconnaissent plus la tristesse et l'indignité de leur état lamentable. Pour consolider la famille, cellule organique de toute société, il faut rétablir l'homme dans le bien-être d'un cadre régional, lui permettre de fonder un foyer dans une maison privée.

S'il est un thème commun à tous les rédacteurs d'*Esprit*, c'est bien celui de la corruption intégrale du monde moderne par l'argent. Il n'est pas de numéro de la Revue, il n'est guère d'article politique qui ne dénoncent les souillures de la société par l'argent. Le « désordre établi » stigmatisé par *Esprit* pourrait se définir comme la collusion incessante entre la presse, le Parlement, le Gouvernement, la Police, l'Eglise même, et l'argent.

Comment peut-on dénoncer le règne et les effets maléfiques de l'argent au moment même où la France s'enfonce dans la grande dépression économique qui engouffre le monde entier ? Pour les hommes atteints par la crise dans les années 1930, pour tous ceux que le régime opprime, l'argent est désigné parfois comme un symbole des puissances capitalistes qui asservissent et paupérisent. Cependant, les animateurs du mouvement *Esprit* s'indignent moins de la misère matérielle dont l'argent est responsable que de la misère morale qu'il engendre. Ainsi, dans le numéro spécial que lui consacre la Revue et qui s'intitule « L'argent, misère du pauvre, misère du riche » ¹⁰⁰, il n'est guère question de chômage, de fins de mois difficiles, d'habitations insalubres, de banlieues malsaines et lugubres, mais essentiellement de l'indigence morale créée par cet objet diabolique.

Que la finalité des sociétés libérales soit devenue la recherche de l'argent, que le mobile essentiel du système capitaliste soit la poursuite incessante du profit, voilà qui a toujours été intolérable pour les chrétiens et les moralistes en France, voilà qui est aujourd'hui inacceptable pour les personnalistes. L'homme doit tendre vers les hauteurs du spirituel et la société le replonge dans les bassesses du matérialisme.

De surcroît, les rédacteurs d'*Esprit* attribuent à l'argent une espèce de toute-puissance magique et pernicieuse. Très significative des émotions négatives suscitées par l'argent est la prise de position de Georges Viance en octobre 1933, qui s'intitule « Les enfantements monstrueux de l'argent » ¹⁰¹ et dans laquelle l'auteur s'efforce, paradoxalement, de démontrer que « l'argent ne fait pas de petit » et de proclamer « l'infécondité intrinsèque de l'argent » ¹⁰², sa « stérilité » ¹⁰³. L'auteur est un fervent catholique

et sa nausée du monde moderne souillé par l'argent va de pair avec un goût prononcé pour les régimes autoritaires de type fasciste et les solutions corporatistes¹⁰⁴. C'est en se fondant sur les enseignements de l'Eglise qu'il stigmatise l'argent « roi » ou l'argent qui « dévore »¹⁰⁵. Grâce à cet objet ignoble, toutes les économies modernes sont « dévoyées, empoisonnées et fragiles »¹⁰⁶. Sa royauté a répandu des « pourritures dans les âmes ». C'est lui qui, par l'intermédiaire du prêt, a engendré « le cancer de l'usure, qui de tous temps a rongé le cœur des hommes, parce qu'il est cupidité »¹⁰⁷. Car « l'usure dévorante » excite les « appétits »¹⁰⁸, dans le même temps qu'elle annihile les volontés et installe la corruption dans les cœurs.

La répulsion des personnalistes à l'égard de l'argent s'articule presque toujours autour des mêmes thèmes. Ainsi retrouve-t-on fréquemment l'idée que l'argent est une force « monstrueuse » et « tyrannique ». C'est un « maître odieux »¹⁰⁹ pour Déléage. C'est un appareil « étouffant »¹¹⁰ pour Zérapha qui stigmatise dans son « Appel aux riches » l'esprit de conquête et de puissance tyrannique engendré par l'argent. « Guerre, ruse, assassinat »¹¹¹, tels sont les fléaux déclenchés par ce monstre cruel. Jean Lacroix rappelle que « l'argent anonyme tyrannise l'individu, viole les consciences »¹¹².

Ce thème secrète le mythe des marchands de canons qui traduit bien l'espèce de toute-puissance sadique attribuée par les personnalistes à l'argent. Ce mythe jouera un grand rôle dans la Revue et resurgira lors de chaque crise internationale. Il est engendré par la certitude que la haute finance et la haute industrie règnent en maîtres sur le pays, comme cherche à le prouver René Millienne dans son article intitulé « Argent et Démocratie »¹¹³. Pour cet auteur, « les entreprises capitalistes se sont enflées parfois jusqu'au risque de périr de gigantisme... »¹¹⁴ et la corruption s'est développée au fur et à mesure de ce grossissement de l'industrie. C'est ainsi que les grands maîtres de l'industrie — quelques hommes qui constituent une oligarchie plus ou moins occulte — se lancent à la conquête du pouvoir en vue de le manipuler ou, tout au moins, de l'influencer selon leurs intérêts. Cette oligarchie s'empare donc des « destinées du pays » et devient « maîtresse de nos destins »¹¹⁵. Pour soutenir ses « monstrueux » intérêts personnels, elle a été conduite à « étendre sa corruption à tous les rouages de la démocratie »¹¹⁶. Elle accomplit ses sinistres besognes par l'intermédiaire de la presse qu'elle soudoie. En effet, elle distribue des fonds secrets aux journaux, pour qu'ils taisent les scandales dont elle pourrait être l'objet et pour qu'ils dissimulent les « maladies honteuses » que certaines affaires « recèlent dans leurs flancs »¹¹⁷. De cette manière, on dissimule les « tares que portent en elles les grandes affaires industrielles ou financières »¹¹⁸. Ainsi, pour influencer concrètement la politique du pays, l'oligarchie financière n'hésite pas à prendre possession des journaux. Ne voit-on pas le Comité des Forges et son associée l'Union des Mines s'emparer du *Temps*, du *Journal des Débats* et d'autres journaux de moindre importance ?

Les puissances de l'argent ne se contentent pas d'agir sur la presse. Elles corrompent aussi les parlementaires comme en témoignent l'ancienne affaire de Panama et plus récemment l'affaire Oustric. Elles corrompent aussi le gouvernement, bien que les traces de cette pourriture soient plus difficiles

à établir. Millienne rappelle pourtant le cas récent de Raoul Peret, et celui, plus récent encore, de Pierre-Etienne Flandin qui, en tant que ministre des Finances, fut impliqué dans le scandale de l'Aéropostale. Les puissances de l'argent peuvent encore influencer la politique gouvernementale en refusant de souscrire aux Bons du Trésor ou aux emprunts émis par le gouvernement. Il rappelle aussi, en évoquant certaines affaires obscures, comment l'argent étend son pouvoir à l'administration et à la justice.

Jean Labasque, dans ce même numéro ¹¹⁹, assure que « le pouvoir destructeur » de l'argent s'étend également aux arts ¹²⁰; tandis que Robert Aron, dans un article intitulé « Argent et culture » ¹²¹, dénonce les mécanismes d'oppression larvée » qui lui paraissent « une des principales raisons de l'état d'avitilissement et de retraite où stagne aujourd'hui notre libre littérature » ¹²².

Mais l'argent a aussi ses ruses, un peu comme la Raison hégélienne. Ainsi selon Déléage, l'esprit de concurrence qui sévit dès l'adolescence parmi les sportifs, « la championnité » ¹²³ comme il l'appelle, est un produit maléfique de l'argent.

« Le problème pour les affairistes du sport est le suivant : le sport devant être naturellement pratiqué par tous, il faut empêcher la nature de faire son chemin et arracher la totalité des hommes, si possible, aux parcs suburbains pour en placer une infime minorité sur la piste d'une arène et en entasser l'énorme majorité dans les gradins. Il s'agit de créer une mentalité d'acteurs chez les uns et de spectateurs chez les autres. » ¹²⁴

Les exploiters du sport parviennent à ce résultat en pervertissant l'idéal sportif, notamment au moyen des grands journaux.

L'argent est aussi fréquemment dépeint par les personnalistes comme une maladie pernicieuse. Ainsi Labasque évoque la « gangrène de l'argent » ¹²⁵ tandis qu'Ulmann et Sylvie Bostsarron parlent de la « gangrène de la richesse » et des « maladies de la pauvreté et de la misère » provoquées par l'argent ¹²⁶. Pour Lacroix, il s'agit d'une « plaie mortelle », d'un « cancer honteux » ¹²⁷. Comme nous l'avons vu, Millienne évoque « les maladies honteuses » des grandes affaires, tandis que Viance associe l'argent à un « cancer » et à un poison. Pierre-Henri Simon n'est pas loin de l'idée d'une espèce d'infection propagée par l'argent lorsqu'il reproche à l'Eglise catholique de s'être laissée corrompre par ce « désordre établi » et qu'il accuse celui-ci « d'empoisonner jusqu'aux lacs les plus purs » ¹²⁸. Dans un article intitulé « Argent et religion », il flétrit comme le fait historique le plus grave de l'ère moderne cette progressive usurpation du Christianisme par une classe dont l'argent est le principe directeur. Pour purifier l'Eglise catholique et restaurer ses valeurs dans une juste hiérarchie, il faut briser cette fausse idolâtrie et ranimer parmi les fidèles le mépris de l'argent.

L'argent incriminé par *Esprit* est, naturellement, le symbole du matérialisme sordide qui pénètre les pores de la société contemporaine et tous les personnalistes sont d'accord avec Zérapha pour dénoncer la richesse qui plonge l'homme « dans la bestialité de la matière » ¹²⁹ ou pour regretter avec Labasque « la déspiritualisation d'un monde converti à l'utilitarisme le plus régressivement barbare » ¹³⁰.

A l'opposé du spirituel qui porte vers l'infini, la matière isole et sépare. Par la richesse, explique Ulmann, « on s'enclôt », et il ajoute : « Le riche est entouré de hautes murailles »¹³¹. Mais cette opposition entre le spirituel et le matériel, comme nous l'avons remarqué en l'analysant dans la pensée de Mounier, est vécue plus ou moins consciemment comme l'opposition entre l'âme et le corps. C'est ainsi que Zérapha, dans son « Appel aux riches », explique en évoquant la puissance maléfique de l'argent :

« L'esclavage moderne, c'est la recherche individuelle de l'infini corporel, de la puissance infinie, la confusion entre la vie et la mathématique, l'infini de l'âme qui est une aspiration réelle sans satisfaction extérieure et l'infini mathématique, qui est une fiction sans aucune satisfaction, ni extérieure, ni intérieure. »¹³²

Et il constate que « la plupart des individus appartenant aux classes sociales dont les besoins élémentaires sont relativement assurés, vivent dans la concupiscence ou dans la mondanité »¹³³. Il exhorte l'homme, dans sa conclusion, à vivre « la vraie vie, la vie pleine; non la vie limitée de la bête... »¹³⁴. Chez la plupart des personnalistes, le refus de l'argent va de pair avec une idéalisation de la pauvreté et un certain moralisme sentimental.

Mais se rebeller avec violence contre toute forme d'oppression, dénoncer l'autorité maléfique des éducateurs, de l'Etat et de sa police, stigmatiser les trusts et la haute finance, les mensonges et l'hypocrisie de la grande presse, la corruption du monde par le capitalisme, l'avilissement inévitable de la société par l'argent, constituent des attitudes négatives, des réactions peut-être nécessaires, mais non suffisantes à l'expression d'une pensée politique.

Certes, la crise est un aboutissement du monde bourgeois, de sa culture, de son idéologie libérale. Il n'est presque personne pour nier que le système capitaliste a fait faillite. Le vieil individualisme, l'indéracinable optimisme, la confiance dans le progrès, ne sont assurément plus de mise, car l'attente d'une humanité se frayant progressivement un passage vers un monde harmonieux est un rêve qui s'est dissipé au réveil des années 1930. Soit, mais comment faire table rase du passé dans un monde en crise ? A partir de quoi reconstruire le présent pour édifier l'avenir ? Peut-on rejeter l'héritage discrédité du libéralisme sans échouer sur les écueils des idéologies totalitaires ?

Le communisme est, pour beaucoup d'intellectuels, dans les années 1930, la première, la seule solution de rechange au régime capitaliste qui se meurt. Les mouvements fascistes exercent aussi un pouvoir de fascination sur les esprits dégoûtés des impuissances parlementaires et des désordres ploutocratiques. Nous examinerons dans les chapitres suivants l'attitude d'*Esprit* à l'égard des idéologies communistes et fascistes mais déjà, on le pressent bien, les aspirations des personnalistes ne sont pas compatibles avec les lourdes et basses exigences des dictatures totalitaires.

Hélas, le grand refus est souvent le labyrinthe de l'impuissance. Car si toute réalité est exécration, peut-on éviter la fuite dans le rêve ? Restaurer l'amour, la liberté, la spontanéité créatrice de chaque être, permettre à l'homme de s'épanouir totalement dans une cité harmonieuse, protectrice, maternelle, tel sera le grand projet tout mêlé d'aspirations utopiques que les rédacteur d'*Esprit* partageront avec Mounier.

Mais les voies de ce vaste dessein ne seront jamais vraiment arpentées. Certes, le manifeste de Font-Romeu entend poser certains jalons de cette utopie. Il affirme notamment que les travailleurs géreront eux-mêmes l'entreprise dans la société nouvelle, précisant bien qu'aucun intermédiaire ne devra venir les « frustrer »¹³⁵ de cet ouvrage, qu'ils disposeront, en outre, de tous les bénéfices de leur travail « en tenant compte des besoins de chacun appréciés dans la mesure la plus large et dans le sens le plus élevé »¹³⁶. Cette société gorgée d'abondance sera ordonnée selon un plan, qui aura pour complément essentiel « une orientation continue de l'enfant »¹³⁷ selon ses aptitudes et ses dons. Elle sera donc d'abord centrée sur l'enfant qui restera dans sa famille, mais participera « le plus possible en dehors de l'école à la vie en commun sous toutes ses formes »¹³⁸.

Le fédéralisme permettra de répondre aux options politiques et institutionnelles de la société projetée. De même que le travailleur gérera l'entreprise et participera ainsi directement à sa création, ainsi chaque personne partagera, dans la mesure du possible, l'exercice du pouvoir.

Mais ces vues sont inspirées surtout par les éléments les plus politisés du mouvement *Esprit*, ceux-là mêmes qui fondent la *Troisième Force*. L'on sait qu'ils doivent très vite se distancer de la Revue parce qu'ils entendent s'engager dans la politique, parce que leurs idées tendent à la transformation du réel et parce qu'ils briguent le pouvoir. Or, *Esprit* n'a cure de programme, de solutions concrètes, de pouvoir temporel. Sans doute retrouve-t-on fréquemment les idées de fédéralisme, de planification, de collectivisation partielle, mais ces notions ne sont jamais clarifiées, ordonnées, systématisées, et toute vision d'avenir se dilue dans le vague, toute perspective politique se perd dans la brume des confusions, des données incertaines, des considérations abstraites.

En revanche, deux idées-forces tiennent lieu de pensée politique, deux perspectives qui se rejoignent dans la vision d'une réalité nouvelle, radicalement autre, purifiée : celles de révolution et de spirituel. Dès le premier numéro d'*Esprit*, Izard se fait l'écho des aspirations profondes des personnalistes en proclamant « la révolution pour l'esprit » et ces deux mots désignent pour lui des « réalités aveuglantes »¹³⁹. Mais on pourrait écrire aussi « révolution par l'esprit », car le spirituel est investi d'une force surnaturelle : « Seule une doctrine spiritualiste amènera les hommes à cet ordre dont nous avons senti le besoin »¹⁴⁰, annonce le manifeste de Font-Romeu. Mais l'esprit n'est jamais défini, comme si l'accord sur cette notion floue importait moins que l'intuition commune d'une autorité supérieure, transcendante, toute-puissante. La révolution accomplie par l'esprit serait le retour magique à l'harmonie totale, « la réalisation de chacun dans l'unité de tous »¹⁴¹, comme l'explique Déléage, ou la construction d'un « ordre assez généreux pour permettre et encourager tous les hommes à vouloir connaître ce qu'ils sont et à réaliser ainsi la perfection de l'unité dans le respect mutuel de leur dignité »¹⁴², comme le suggère Humeau.

Nous l'avons déjà remarqué en analysant la pensée de Mounier, ceux qui proclament la primauté du spirituel s'identifient volontiers à l'esprit qu'ils annoncent. Autorité, l'esprit est aussi porteur de leurs aspirations à la libération. Ainsi pour Izard, l'esprit a été jusqu'ici bafoué :

« Tout l'effort de plusieurs siècles, dans son ensemble, toute une « civilisation » ont travaillé contre lui et le résultat est que nous l'avons deviné, cherché avant toute chose et découvert tout purifié d'avoir cheminé sous notre longue et dure espérance. » ¹⁴³

Et Ulmann, évoquant une altercation entre ses amis personnalistes et certains « maîtres de la presse » qu'il associe aux « mauvais maîtres », explique que « les forces spirituelles se redressent contre les puissances d'argent » ¹⁴⁴. Comme le rappelle Jean Lacroix, l'esprit est profondément révolutionnaire, car il peut seul assurer la libération de la personne ¹⁴⁵.

Humeau associe également l'esprit à la révolution et à l'idée de libération. L'ordre nouveau auquel il aspire par la révolution spirituelle devrait permettre à l'homme d'« atteindre sa taille normale, sa raison d'être, sa plénitude vivante et contradictoire » ¹⁴⁶. L'esprit est donc avant tout réfractaire.

« Une besogne révolutionnaire efficace prend corps et raison d'être quand l'esprit refuse d'adhérer aux destinées habituelles, aux circonstances données. » ¹⁴⁷

Mais l'esprit n'est-il pas aussi un refuge pour les sensibilités écorchées par la réalité extérieure, pour les êtres angoissés par la vie d'une société perturbée ? Dès lors que l'on invoque l'autorité protectrice de l'esprit, est-il besoin d'affronter le monde extérieur, de se mesurer au réel, de choisir, de trancher entre des options politiques, pratiques, nécessaires ?

3. L'illusion de la pureté : fondement de la communauté Esprit

Ainsi que nous l'avons démontré, le personnalisme d'*Esprit* ne constitue ni une doctrine, ni même un ensemble d'idées politiques bien établies et originales auxquelles les rédacteurs et les lecteurs de la Revue pourraient adhérer de concert. Faut-il voir dans ce personnalisme une pensée en formation ? Rien ne permet de l'affirmer non plus. Le directeur de la Revue et ses plus proches collaborateurs sont trop émotifs, trop enclins aux impulsions sentimentales pour fonder une pensée rationnelle et cohérente.

Alors comment expliquer le mouvement *Esprit* et surtout sa réussite ? Nous savons que le projet de revue est né de la rencontre d'un petit noyau d'intellectuels préoccupés de questions spirituelles, angoissés par la crise et les bouleversements de leur époque et soucieux de manifester leur révolte contre les injustices criantes et les drames de ces années 1930. Ces intellectuels, le plus souvent jeunes et universitaires, créeront pour *Esprit* leurs premiers poèmes, leurs premières critiques littéraires, théâtrales, cinématographiques, leurs premières réflexions sur la politique et la société. Or, le rayonnement de cette revue sera dû premièrement au talent, à la sensibilité, à l'intelligence de ses animateurs. Grâce à eux, *Esprit* sera un foyer intellectuel d'une richesse exceptionnelle et sa qualité sera incontestablement le premier gage de son succès.

L'homme qui rassemble ces hommes, dirige la Revue, anime le mouvement qui se forme autour d'elle, c'est Mounier. Pour traduire l'empreinte qu'il va exercer sur ce courant d'idées, on serait même tenté d'écrire :

« *Esprit*, c'est Mounier ». Il lui imprimera ses hésitations idéologiques, sa confusion intellectuelle, mais aussi sa grande ouverture de pensée et la bigarrure de sa verve poétique. Grâce à sa sensibilité, son enthousiasme, sa faculté d'animer les êtres et les groupes, *Esprit* deviendra une sorte d'auberge espagnole de la pensée, un lieu de rencontre pour les intellectuels de tous les goûts, de toutes ou de presque toutes les tendances idéologiques. L'importance du rôle qu'il joue dans cette aventure découle aussi de la puissance de son rayonnement personnel. Dès la première rencontre, il séduit ceux qui l'approchent par ses qualités de cœur et par l'amitié chaleureuse qui se dégage de sa personnalité. Tout en lui respire la générosité et le don de soi. Il touche par le courage et l'ardeur avec lesquels il se donne à l'œuvre qu'il anime. Sans doute est-il d'un tempérament dominateur, mais ce côté autoritaire est compensé par une sensibilité féminine. Il est assez perméable aux opinions et aux tempéraments de ceux qui l'entourent et, de ce fait, s'appuie volontiers sur autrui : Denis de Rougemont, Jacques Lefrancq, P.-A. Touthard, exerceront à tour de rôle une certaine emprise sur lui.

Pourtant, lorsque l'on songe au mouvement *Esprit* et à son influence jusqu'en 1941, il est important de se souvenir que le tirage de la Revue est relativement limité (entre 2000 et 3000 exemplaires par mois). Sa diffusion géographique est néanmoins remarquable et ceci répond à une volonté préétablie de Mounier et de ses amis qui, dès le premier numéro d'*Esprit*, annoncent la vocation internationale de ce périodique en lui donnant un sous-titre prometteur : « Revue internationale, édition française ». Ainsi, contrairement aux revues de ce type créées à la même époque, *Esprit* débordera largement les cénacles d'intellectuels parisiens. Hors de France, elle sera lue dans la plupart des pays européens tolérant la liberté d'expression. Ainsi, par exemple, lors de la crise des Sudètes, certaines prises de position de la Revue provoqueront des réactions de lecteurs tchécoslovaques. Elle aura aussi des lecteurs en Argentine, en Afrique du Nord, au Sénégal.

Ce rayonnement est remarquable à une époque où les cultures ont tendance à se replier dans leur cadre national. Mounier est le premier responsable de ce phénomène. La Revue n'est pas encore publiée que déjà il cherche des correspondants dans les pays étrangers¹⁴⁸. Cette quête traduit bien l'idée qu'il se fait de son message. On sait qu'*Esprit* doit non seulement transformer l'homme mais instaurer une civilisation nouvelle, « refaire la Renaissance ». Ces idées grandioses, toutes imprégnées d'aspirations messianiques, expliquent son besoin de répandre la Revue dans le vaste monde : par vocation, le témoignage d'*Esprit* sera universel.

Ce projet, mais aussi la relation que Mounier saura établir avec son lecteur, vont créer pour la Revue un public relativement homogène et fidèle. Soutenir *Esprit*, ce sera participer à sa mission grandiose ; l'abandonner, ou fléchir dans la fidélité qu'il réclame, constituera une trahison, pire un abandon aux maux d'un régime corrompu, un aveu de compromission avec le « désordre établi ». Ces idées apparaîtront en filigrane dans toute l'œuvre de Mounier, en clair dans chacun des innombrables appels qu'il adressera à ses lecteurs pour leur demander de renflouer les finances de la Revue. Le cri de révolte poussé par *Esprit* contre le monde moderne est pur. Celui qui partage cette révolte contre le mal ne l'est-il pas également ?

« Nous avons pensé que la première tâche était d'être purs »¹⁴⁹, explique Mounier en faisant le bilan de la première année de la Revue. Et son témoignage d'une année est présenté comme un ouvrage d'une infinie pureté. Certes, il admet volontiers la fragilité, voire même l'insuffisance de son message, car cette confession, elle aussi, purifie en reléguant les faiblesses avouées à la mort du passé.

« Deuxième année, notre regard est dirigé sur l'avenir. Tant pis, ou tant mieux pour ce qui est en arrière, le long de ces dix premiers mois. Il y a des choses mortes déjà sur ce court chemin : elles sont à la disposition de ceux qui désireraient nous accabler avec des textes; laissons-les jouer avec nos erreurs. Pour le reste, il nous suffit de savoir que nous avons semé de la vie. Effervescente, parfois confuse, qu'importe ? Aucune création n'atteint d'un coup à sa pureté, et l'esprit soulève des remous quand il commence à souffler sur des eaux tranquilles. Aux morts de s'indigner. »¹⁵⁰

Ceux qui n'adhèrent pas totalement aux positions d'*Esprit*, ceux qui ne sont pas à l'unisson de son message, sont déjà rongés par les péchés du monde. Mounier les assimile aux morts. Evoquant le travail de « dénonciation » entrepris par les personnalistes depuis une année et qui fut assumé « comme un service personnel et dangereux de la vérité », Mounier ajoute: « Je sais bien qu'il choque quelques-uns, tant l'habitude du mal a émoussé les puissances d'indignation »¹⁵¹.

Les hommes qui ne participent pas au mouvement *Esprit* sont donc établis dans les « vieilles habitudes chargées d'impuretés »: ils n'ont plus l'intelligence de la sainteté, ni les oreilles pour entendre le témoignage de la vérité et de l'innocence. Comme on le remarque, tout le mal est rejeté au dehors du mouvement *Esprit*. C'est la raison pour laquelle le lecteur qui communit avec Mounier et ses amis en dénonçant l'égoïsme, la haine et les bassesses, en flétrissant les institutions et les hommes qui les servent, en pourchassant partout et sans répit les péchés du monde, découvre certainement dans sa participation au mouvement *Esprit* un moyen inconscient de se débarrasser de ses propres sentiments de culpabilité. De surcroît, le lecteur chrétien, ou simplement le lecteur à sensibilité religieuse, retrouve dans les exigences posées par *Esprit* celles que lui commandent sa foi ou ses aspirations spirituelles. Mounier le considère bientôt comme un disciple et lui demande de soutenir *Esprit* sans réserve et de manière héroïque.

Mounier devra, en effet, se montrer très exigeant à l'égard de ses lecteurs et cette attitude contribuera à la cohésion de son mouvement. Pour demeurer pur, il faut rester fidèle au mouvement *Esprit* et, très vite, Mounier demande à ses adeptes une preuve tangible de leur fidélité en leur suggérant d'aider la Revue à résoudre des difficultés budgétaires apparemment insurmontables. Dès mars 1933, il ouvre une souscription permanente en faveur d'*Esprit*. Au mois de mai de la même année, il annonce à ses lecteurs qu'*Esprit* cessera de paraître en juillet s'ils ne parviennent pas à recruter de nouveaux abonnements, à lui fournir un budget de publicité et à augmenter les parts en capital de l'entreprise. De cet appel à l'aide se détachent en grosses lettres les mots suivants:

« Pour que votre revue dure,
Pour qu'elle reste libre.

*Pour qu'une jeunesse se constitue, neuve et hardie,
qui sauve notre pays
d'être le pays le plus réactionnaire du monde.
Pour que l'esprit prenne la tête des révolutions
constructives de demain.
Chèques postaux. Paris 1154-51. »¹⁵²*

Dès ce mois de mai, les premières listes de souscription font leur apparition dans la Revue avec le nom des donateurs et le montant du soutien accordé. Elles apparaîtront dans chacun des numéros d'*Esprit* jusqu'en 1941.

Bien vite, hélas, ces dons se révèlent insuffisants¹⁵³. Désormais les demandes de secours financier se succèdent presque sans interruption et chaque fois Mounier présente les sacrifices qu'il exige de ses lecteurs comme un engagement héroïque au service d'une cause extraordinaire.

« Disons-le bien : ce n'est pas à un prélèvement facile sur un budget à l'aise que nous faisons appel; celui-là ne *donne* rien; c'est au sacrifice que nos amis décideront sur leur budget normal, et même pour certains sur un budget strict; ceux-là seuls donneront de leur chair; ils formeront le corps vivant de notre communauté. »¹⁵⁴

Envoyer de l'argent à la Revue, c'est participer au combat personnaliste contre le monde de l'Argent. « Inscrivez-vous à la milice des volontaires contre le monde de l'Argent »¹⁵⁵, clame-t-il dans un appel de mai 1934. Et le mois suivant il s'applique à donner mauvaise conscience à ses lecteurs en leur expliquant qu'ils peuvent sauver *Esprit* en renonçant à la distraction d'un soir ou à quelque dépense de fantaisie. Il souligne aussi:

« Nous ne le répéterons jamais assez : cette revue ne vous est pas proposée comme un objet à bon prix, mais comme l'organe d'une révolution spirituelle et temporelle, chère à tous points de vue, que vous devez soutenir jusqu'au sacrifice, une fois que vous vous êtes donné à elle. »¹⁵⁶

Dans son numéro de juillet 1934, *Esprit* exige de chacun de ses abonnés l'envoi d'un carnet de timbres de 10 francs. Le commandement est absolument impératif: personne ne devra se dérober à cette modeste obligation individuelle, qui devrait permettre de combler un déficit de 10 000 francs dans le budget de la Revue. A l'abonné distrait, à l'abonné fauché, la rédaction demande « qu'il n'attende pas d'avoir oublié ou apaisé sa conscience; qu'il n'accepte surtout aucune excuse, aucun faux-fuyant: quand on a une foi, et qu'on veut dix francs, on les trouve. » Et, en conclusion de ce nouvel appel à l'aide, la Revue explique:

« Nous sommes en un temps où le choix de tout l'être nous est demandé : ou le sacrifice pour le salut de l'homme, ou la complicité tacite et satisfaite au désordre. C'est pourquoi nous attendons tout de suite, VOTRE CARNET DE TIMBRES, pour que continue ESPRIT. »¹⁵⁷

Au seuil de la troisième année, en septembre 1934, Mounier entreprend un nouveau bilan du passé, esquisse de nouvelles perspectives d'avenir. Après avoir exposé le budget de la Revue, il informe ses lecteurs que trois cents abonnés de la première heure ont dû quitter *Esprit*, « acculés par la crise » ou « déroutés de rencontrer, sous des formules qui leur semblaient

familiales, des exigences auxquelles résiste encore le système de leurs habitudes. » ¹⁵⁸

Une fois encore, il expose les problèmes budgétaires que rencontre la Revue et suggère d'autres stratagèmes pour pallier ces difficultés matérielles. A nouveau, il présente les sacrifices demandés comme une haute exigence morale à laquelle doivent se plier tous les abonnés d'*Esprit*.

« Nous mettons tous nos abonnés, une fois de plus, devant le même problème de conscience : *s'ils jugent notre œuvre essentielle, ils doivent passer, à son égard, du système du commerce ou du système de l'obole au système de la contribution volontaire, due par chacun à l'embryon de la cité juste, sur la totalité de son superflu.* » ¹⁵⁹

L'œuvre accomplie par *Esprit* est redéfinie comme une entreprise sublime, conforme à une vocation surnaturelle et contre laquelle viennent guerroyer tous les conformismes, les systèmes d'habitude les plus stériles. Ces appels se succéderont aussi sans interruption jusqu'à la disparition de la Revue en 1941.

Ces demandes d'aide, la réponse généreuse des lecteurs, tissent autour d'*Esprit* les liens invisibles d'une vaste communauté soudée par la pureté et la rectitude du combat personnaliste contre le « désordre établi ». En s'abonnant à *Esprit*, en secourant périodiquement les finances toujours chétives de la Revue, le lecteur n'intègre pas seulement un « foyer d'amitié » ¹⁶⁰, mais aussi « l'embryon de la cité juste » ¹⁶¹, la cohorte des croisés, en alerte de guerre avec le monde de l'argent et ses mensonges » ¹⁶².

Ces liens seront encore resserrés par la fondation des « Amis d'*Esprit* » en mai 1933. En créant ce nouvel organisme, Mounier cherche notamment à mieux assurer la diffusion de sa revue, donc à permettre la survie de son mouvement personnaliste. C'est pourquoi, après avoir exposé en termes vagues la finalité de ce groupement, il définit longuement et avec précision les tâches matérielles qu'il a prévues pour les hommes et les femmes susceptibles d'y adhérer. Par ailleurs, Mounier fait appel à la « qualité de dévouement » de chacun et souligne que la « primauté du spirituel » signifie « la primauté des valeurs de bonté sur les valeurs de culture ». Chacun devra s'y engager selon ses « possibilités » et sa « ferveur » ¹⁶³.

De cette communauté, il deviendra aussi le grand-prêtre; on s'en rend compte en lisant la « Chronique des Amis d'*Esprit* » de février 1935:

« Le directeur d'*Esprit* vient de prendre contact, dans un voyage de trois semaines, avec les groupes du Sud-Est et de Suisse. Il l'a dit aux Parisiens : ces trois semaines valent six mois de séjour à Paris. La générosité, la puissance d'amitié et le dévouement, la profondeur sérieuse et jeune dont sont capables nos amis de province nous apparaît décidément comme notre grande force. Nous avons ici et là des amis intimes, bouleversés, sauvés, réconciliés avec eux-mêmes parce que nous avons apporté une voix aux révoltes et aux vœux qui empoisonnaient leur vie sans issue. Quelques-uns nous l'écrivaient, beaucoup restaient discrets, mais formaient, entre eux, des communautés d'amitié qui nous apparaissent maintenant comme autant de relais vivants de notre œuvre. » ¹⁶⁴

Le directeur de la Revue sera le principal animateur de ces groupes *Esprit*. Leur formation se révèle souvent difficile et leur évolution toujours précaire.

La création du *Journal intérieur des Amis d'Esprit* semble destinée à donner une impulsion aux formations naissantes et à redonner vie à celles déjà existantes.

Les groupes les plus dynamiques ont été formés par des rédacteurs de la Revue. Ainsi Jean Lacroix à Dijon, P.-H. Simon à Lille, Devivaise à Lyon, Philipp Wolf à Rennes, François Arduin à Toulouse, fondent et animent dans leur ville respective un groupe d'Amis d'*Esprit*. Parfois, le fondateur vient à quitter la ville et le groupe se disloque, n'ayant apparemment plus de raison d'être. C'est le cas du cercle animé par Charles Devivaise à Besançon. Nombreux sont les groupes qui se forment sitôt après une conférence de Mounier. En effet, le passage de ce dernier fait naître des groupes à Montpellier, à Nancy, à Nantes, à Nîmes, à Orléans, à Poitiers; mais la plupart du temps, leur existence est éphémère et ne survit guère au premier élan d'enthousiasme suscité par Mounier.

Certains groupes *Esprit* sont animés uniquement par des jeunes filles. On en trouve un à Paris, un autre à Sèvres qui s'est institué au sein de l'Ecole Normale Supérieure de jeunes filles. Mounier est également resté en contact avec un groupe de jeunes filles à Quimper, mais l'expérience a fait long feu. Dans certaines villes, l'implantation d'*Esprit* semble se heurter à un mur d'indifférence et Mounier ne cache pas son mépris pour ces lieux hostiles. Ainsi la constitution d'un groupe *Esprit* à Angers pose des problèmes:

« Ville difficile, très conservatrice. Pendant quelque temps, un jeune étudiant socialiste s'est entendu avec les R.P. jésuites, pour des réunions de confrontation. Puis ce noyau s'est disloqué. Le Dr Boumard, en ce moment-même, essaye de reprendre le groupe. »

La situation est assez semblable à Bourges:

« Encore une de ces villes mortes qui flottent en France, hors des courants, avec leur château calme de famille. »

Et à Chartres:

« Un correspondant isolé. Mais Chartres, mérite-t-elle encore sa cathédrale ? »

Ou à Chateauroux:

« Une correspondante qui n'a pas trouvé beaucoup d'accueil. Chateauroux, sans doute, se repose d'avoir créé Giraudoux. » ¹⁶⁵

Comme nous l'avons vu, la Revue rayonne largement hors de la Métropole. En Algérie, par exemple, Max-Pol Fouchet anime un groupe auquel participe Jean Grenier. *Esprit* reçoit un accueil particulier en Belgique, à Bruxelles notamment, grâce à Jacques Lefrancq et aux contacts que Mounier y a établis personnellement. Mais c'est en Suisse, en Suisse romande surtout, que le rayonnement de la Revue hors de France est le plus important et que les groupes *Esprit* auront le plus de réalité. Mounier a entrepris des tournées de conférences dès 1933 dans les grandes villes suisses où l'on peut compter sur le dévouement de personnalités comme André Bonnard, Elie Gagnebin, Marcel Raymond, André Rivier, etc.

Grâce aux listes des donateurs bénévoles publiées régulièrement dans la Revue, grâce aussi aux « Chroniques des Amis d'*Esprit* » qui paraissent bientôt régulièrement à la fin de chaque numéro et au *Journal Intérieur* de ces groupes, publiés mensuellement depuis novembre 1935, on peut se faire une idée générale des milieux touchés par la diffusion d'*Esprit*. Le noyau le plus solide du mouvement semble constitué d'enseignants et d'étudiants. Rédigée par des intellectuels qui sont pour la plupart eux-mêmes des enseignants, il est naturel que la Revue soit répandue avant tout dans les Lycées, à l'Université ou parmi les instituteurs et les institutrices des Ecoles.

On ne trouve aucune trace de son implantation en milieu ouvrier, ce qui se comprend vu la nature très intellectuelle des préoccupations personalistes, du caractère parfois un peu abscons de son style. En revanche, nombreux sont les lecteurs qui se recrutent dans les professions libérales, parmi les avocats, les notaires, les médecins, etc.

On ne s'étonnera guère de l'audience de la Revue dans les milieux religieux, parmi les prêtres et les pasteurs. Nous savons que Mounier associe inconsciemment son œuvre à celle du Christ, et que son message est imprégné d'intonations religieuses. Il est plus difficile d'expliquer le nombre relativement important de femmes célibataires dans le public atteint par *Esprit*. On peut néanmoins émettre l'hypothèse que le témoignage de Mounier, et surtout son registre affectif, touche particulièrement un certain type de sensibilité féminine.

CHAPITRE IV

LE REFUS DE LA POLITIQUE

1. Esprit et les idéologies totalitaires

Dans les premières années de la Revue, celles que Mounier qualifiera plus tard de « période doctrinaire d'*Esprit* »¹, les personnalistes ne prennent guère position sur l'actualité politique. Nous l'avons vu: leur condamnation du régime est générale et définitive, leur projet est la création d'une civilisation nouvelle, leur moyen de réaliser ce dessein est la révolution spirituelle. Dès lors, à quoi bon suivre au fil des mois les péripéties d'une vie politique corrompue: l'agitation stérile du Parlement, les changements incessants de gouvernements, l'évolution de la crise économique et financière, la montée du chômage, s'inscrivent dans la logique d'un système libéral rongé par le règne de l'argent et représentent, au fond, des trivialités en regard des grandes aspirations personnalistes.

Mais, peut-on vraiment ignorer le monde extérieur sans perdre l'assise de son existence, l'équilibre de sa raison, l'univers de sa création ? Tout idéal jaillit d'une réaction humaine à la réalité de la vie et, partant, l'idéal d'une cité nouvelle se dresse forcément contre l'actualité du présent. *Esprit* sera donc amené progressivement à prendre position sur les événements de son temps, et cela d'autant plus que la politique ne laisse bientôt plus les hommes en paix. A partir de 1934, en effet, il n'est guère possible de rester en marge de la vie politique: les crises en France et dans le monde se succèdent sans répit. Hitler s'est installé au pouvoir en Allemagne, renforçant le poids des fascismes en Europe. En France, l'ordre qui s'écroule attire les mouvements extrémistes dans le sillon de son échec, rendant plausible la menace du fascisme ou celle du communisme.

En fait, *Esprit* n'a pas attendu la crise effrénée pour se définir par rapport au communisme et au fascisme, car toute réflexion sur la politique dans les années 1930 part d'une rencontre critique ou amicale de ces idéologies envahissantes.

Le communisme, tout d'abord. Dans le temps où paraissent les premiers numéros d'*Esprit*, qui pourrait contester l'ordre établi, s'affirmer de surcroît révolutionnaire sans se définir par rapport au communisme ? Ce mouvement

politique constitue non seulement une menace inquiétante pour les régimes libéraux, il représente aussi une mise en question radicale des valeurs occidentales, notamment du Christianisme en déclin. Ne propose-t-il pas d'instaurer, en changeant les rapports de production, une nouvelle conception du monde et de la vie ?

Les intellectuels réunis au sein du mouvement *Esprit* savent bien que le marxisme bat en brèche les idéaux spiritualistes dont ils se réclament. C'est la raison pour laquelle ils se posent d'emblée en adversaires de l'idéologie communiste: « Nous nous opposons au matérialisme historique »², proclame dès ses premières lignes, le manifeste de Font-Romeu. L'homme n'est pas façonné par le creuset de la matière: être spirituel, il demeure libre. Le matérialisme ne se vérifie que dans une société déspiritualisée: « Ce sont les abandons d'où est sorti le capitalisme qui font la vérité provisoire du marxisme »³. Et puis le régime communiste n'a rien résolu des turpitudes du système capitaliste. Une classe dirigeante s'est substituée à la classe possédante. Le pouvoir est désormais aux mains d'un parti tout-puissant, parasité par une bureaucratie improductive et irresponsable. L'exploitation de l'homme par l'homme n'a pas cessé en URSS, affirme encore ce manifeste.

Pourtant, on ne règle pas si vite le procès du marxisme et du régime communiste, et, dès sa fondation, *Esprit* multiplie les prises de position sur la Russie soviétique et l'idéologie marxiste. En octobre 1932, dans le premier numéro, débute une série d'articles de Jean Sylveire qui revient d'URSS⁴. Ce témoignage enthousiaste ne reflète certes pas les convictions du mouvement *Esprit* sur le sujet; il sert néanmoins à manifester la volonté d'ouverture de la Revue: en examinant l'expérience soviétique, en jugeant le communisme, les personnalistes seront dénués de tout préjugé de droite, leur critique ne sera jamais chargée des réflexes traditionnels du monde bourgeois, ils ne feront pas d'anticommunisme sommaire.

D'autre part, ces articles apparaissent dans la rubrique d'*Esprit* intitulée « Confrontation », rubrique qui, si elle n'engage pas la Revue, doit stimuler la réflexion des lecteurs, voire même les scandaliser un peu. Mounier le rappelle en présentant le témoignage de Sylveire:

« Une œuvre qui choque est toujours une œuvre qui ébranle. Nous voulons précisément, dans ces *Confrontations*, obliger chacun à quitter ces atmosphères chaudes où l'on est accueilli de tous côtés par la molle résistance des idées connues et des sentiments familiers. »⁵

En fait, les inspirateurs du mouvement *Esprit* feraient volontiers cause commune avec l'auteur de cette prise de position audacieuse, car il a retrouvé en Russie soviétique la source de grandes émotions humaines, un lieu de souffrance et de misère qui engendre les vertus d'authenticité, d'ascèse et d'héroïsme prônées par les personnalistes. La Russie communiste représente aussi un peuple qui pétrit de ses mains une immense aventure et cette image est là pour séduire l'intellectuel idéaliste qui rêve d'abandonner ses rêves, de chasser par l'ouvrage concret les brumes de ses pensées abstraites, infécondes, toujours à la dérive du réel.

Incontestablement, il y a une mystique communiste, celle qu'inspire l'épopée de la révolution bolchévique, celle qu'entretient la vision d'une société en transformation, tendue avec ferveur vers une grande œuvre, en

quête éperdue de valeurs nouvelles. Mounier aime à souligner, avant de critiquer l'expérience soviétique, « l'authentique somme de valeurs spirituelles engagée dans la construction communiste »⁶ et la sympathie que rencontrent au sein de son mouvement les mobiles de la révolution communiste.

Dans ce même premier numéro, *Esprit* publie un article de Berdiaeff, intitulé « Vérité et mensonge du communisme »⁷ qui, de toute évidence, reflète d'assez près la position des fondateurs de la Revue sur l'idéologie marxiste. Pour comprendre le mensonge du communisme, affirme-t-il, il faut avoir saisi ses vérités ; les rédacteurs d'*Esprit* n'oublieront jamais cette proposition. Or, parmi les vérités du communisme, Berdiaeff relève sa critique d'une société bourgeoise et capitaliste décadente, dégénérée, pleine de contradictions et de malaises ; son refus de l'exploitation de l'homme par l'homme, sa volonté de planifier l'économie de la société, son désir de soumettre la pensée et les actes des hommes à une même finalité universelle, donc sa démarche tâtonnante vers une civilisation théocratique semblable à celle du moyen-âge.

Hélas, le communisme comporte aussi un mensonge intolérable, plus grand même que toutes ses vérités partielles : sa négation de Dieu. Athée, l'idéologie communiste n'en est pas moins pour Berdiaeff une manifestation d'ordre spirituel, une idéologie d'essence religieuse, et même chrétienne. Le régime russe a donc instauré une nouvelle religion militante, exclusive de toutes les autres, « la religion du royaume de ce monde » qui cherche à s'implanter par la force et la contrainte⁸.

Cette critique spiritualiste du communisme prend de solides racines dans le mouvement *Esprit*. Ulmann, par exemple, qualifie cette idéologie de « doctrine de salut » empruntant toutes ses catégories religieuses à l'esprit du monde moderne et envisageant l'affranchissement de l'humanité uniquement par l'économique et le politique. Dans cette hérésie, le prolétariat devient « l'apôtre du bien commun », l'industrie « la puissance économique absolue »⁹.

Mounier dénonce également le matérialisme philosophique du marxisme. Selon lui, cette idéologie nie les mystères de la personne et galvaude les réalités spirituelles en les considérant comme de simples reflets des circonstances économiques. Les lourds « mécanismes » que le communisme envisage pour réaliser son rêve de libération deviennent, en fait, une menace pour la liberté de l'homme, une entrave à son destin spirituel¹⁰.

Quant au régime communiste instauré en Russie, il n'est pas seulement, aux yeux des personnalistes, une dictature intolérable, il apparaît aussi comme un système économique prolongeant tous les vices du capitalisme. Alexandre Marc et René Dupuis se font l'écho d'une opinion partagée par tous les personnalistes lorsqu'ils dénoncent le productivisme exacerbé de l'URSS comme un aboutissement logique du capitalisme.

« Le cancer productiviste », explique-t-il, « vit toujours aux dépens de l'organisme sain. (...) Qu'il soit tué par la maigreur ou étouffé par la graisse, c'est toujours l'homme réel qui, en fin de compte, devient victime de la névrose productiviste. »¹¹

Le communisme ne peut donc que prolonger le matérialisme bourgeois. Les plans quinquennaux, l'industrialisation à outrance, la poursuite effrénée

du gigantisme de fer et d'acier ne changent pas, ne seront jamais capables de changer, les valeurs de la vie; ce ne sont que les tares d'une civilisation sans âme, d'essence capitaliste.

Par ailleurs, *Esprit* reproche au parti communiste et à ses chefs d'avoir inoculé au peuple un état d'esprit matérialiste, de n'avoir « présenté au prolétariat l'œuvre révolutionnaire que comme la poursuite de biens matériels »¹².

En dépit de son hostilité à l'idéologie communiste et à l'URSS, *Esprit* fait un effort méritoire pour demeurer au courant de la situation de ce pays. A partir de 1934, Mounier s'assure la collaboration régulière d'émigrés russes proches de Berdiaeff, qui publient, sans passion, des informations d'une qualité remarquable sur les événements intérieurs soviétiques.

Bien que la fondation de la Revue coïncide avec la montée et l'établissement du national-socialisme en Allemagne, Mounier et ses amis n'accordent pas au phénomène fasciste l'attention qu'ils portent au communisme et à l'expérience soviétique. Sans doute faut-il voir dans cette indifférence relative à l'égard du fascisme l'erreur d'appréciation de toute une époque. La révolution bolchévique a frappé les imaginations; elle apparaît sans conteste comme le fait dominant de l'après-guerre. En traduisant pour la première fois dans l'histoire les exigences du communisme, idéologie puissante, absolument révolutionnaire, elle suscite dans le monde occidental, parmi les intellectuels chrétiens notamment, l'angoisse et le pressentiment d'un grand défi spirituel.

Rien de tel en ce qui concerne le phénomène fasciste, dont les contours idéologiques demeurent vagues et se confondent longtemps avec une poussée de nationalisme exacerbé. Les Etats fascistes, d'autre part, ne combattent pas ouvertement la religion. L'Eglise catholique, ne l'oublions pas lorsqu'on analyse les positions de la Revue à l'égard des régimes fascistes, s'est entendue avec Mussolini en signant les accords de Latran; en 1934, elle n'hésite pas à s'accommoder d'un autre concordat avec Hitler.

Pourtant, *Esprit* ne manque pas d'informations sur les régimes fascistes, sur l'Allemagne nationale-socialiste en particulier. Dès juin 1933, la Revue présente le témoignage perspicace de Pierre Robert, un ouvrier français qui vient de vivre quatre années au contact des milieux syndicalistes allemands et qui analyse les causes de la débâcle des forces de gauche devant le mouvement national-socialiste. Il montre qu'Hitler est parvenu à se gagner une grande partie de la population allemande et prédit qu'il pourra désormais se maintenir au pouvoir avec la force des baïonnettes et des mitrailleuses, voire même en recourant à la guerre. Une « Allemagne vient de mourir », une grande culture s'est effondrée, vaincue par des hommes inspirés d'une mystique nationaliste barbare, mensongère et hypocrite¹³.

Mais, auparavant déjà, *Esprit* avait réagi aux nouvelles annonçant la persécution des juifs allemands en consacrant une partie de son numéro de mai 1933 à la question juive. A cette occasion, un collaborateur d'origine juive, mais chrétien, René Schwob, avait lancé un cri de douleur contre les « ignominies allemandes »¹⁴, tandis que la rédaction soulignait par ailleurs la gravité de la menace nationale-socialiste :

« Nous avons vu naître la chambre de torture, brûler les bibliothèques; nous assistons à une nouvelle et foudroyante invasion de la tyrannie de l'Etat, et de la barbarie toute proche de l'homme civilisé, si proche qu'elle semble le gagner comme un feu. »¹⁵

Une année après l'accession d'Hitler au pouvoir, en janvier 1934, *Esprit* consacre au fascisme un numéro exemplaire, tant par l'importance de l'information diffusée sur le nazisme, que par la qualité de certaines analyses du phénomène. Ainsi, Eugène Meves publie pour la première fois en France les 25 points du programme du parti ouvrier national-socialiste allemand, proclamé par Hitler en 1920, et commente ce texte à la lumière des récents événements¹⁶. D'autre part, Otto Strasser, un national-socialiste qui a rompu avec Hitler pour ses compromissions avec le capitalisme, fait paraître les premières pages d'un long témoignage rédigé en 1931 et intitulé « L'Allemagne est-elle un danger ou un espoir pour l'Europe ? »¹⁷ La publication de ce texte s'étendra sur plusieurs numéros de la Revue.

A côté de ces documents, on peut relever aussi l'interprétation remarquable de finesse et d'intelligence du phénomène fasciste, entreprise par Marcel Martinet, un dissident du parti communiste¹⁸. Le mouvement fasciste représente pour cet écrivain un amalgame d'hommes anéantis par la crise du capitalisme, un *Lumpenproletariat*, auquel s'agglutine une petite bourgeoisie menacée de prolétarianisation, bref une masse d'êtres amorphes, misérables, sans espoir et vaincus, qui se remettent corps et âme à un chef, ou plutôt à son mythe porteur de tous leurs espoirs et de toutes leurs haines, de leurs prières les plus humbles aussi. Investi d'une toute-puissance magique, le chef devient alors le sauveur de cette humanité désorientée par les innombrables menaces de l'époque, accablée d'une vie insupportable et angoissante¹⁹.

Ainsi donc, les hommes qui ont abdiqué se cherchent, se retrouvent et s'adorent dans l'image d'un chef absolu et tout-puissant. Et celui-ci, pour établir cette relation privilégiée et nécessaire avec la masse, devra être l'émanation de ces foules anonymes. C'est la raison pour laquelle il sera toujours soit un ancien révolutionnaire, soit un homme issu du prolétariat. En communiant avec les masses qu'il dirige et qu'il exprime, le chef fasciste est donc voué à un opportunisme absolu, aussi bien dans les moyens et la tactique que dans les principes dont il se réclame et dans les fins qu'il poursuit. Martinet rappelle que Mussolini a érigé l'absence de doctrine en système doctrinal. Il a fait appel à l'irrationnel, manifesté sa volonté de « dynamisme », son désir de mobiliser les forces spirituelles et matérielles, et affirmé surtout « la valeur suprême de la Nation »²⁰, notion vide de sens que l'on peut agiter comme un hochet devant les masses infantilisées. En lieu et place de doctrine, le fascisme propose donc un « mysticisme grégaire » où la foule adore « sa propre puissance de foule, personnifiée au sommet par le Duce »²¹. Et pour maintenir cet édifice fragile, le fascisme érigea l'Etat en absolu, nouveau mythe d'un système établi sur la fiction²².

Esprit paraît donc informé sur le fascisme, du moins autant qu'il est possible de l'être dans les années 1930. Pourtant, l'idéologie nouvelle ne pourrait-elle pas constituer une tentation pour les personnalistes ? Certaines

de leurs attaques sauvages contre le parlementarisme, contre le déguenillé des démocraties libérales, leur dégoût instinctif de la finance et de la ploutocratie, leur position réfractaire au rationalisme, toutes ces attitudes négatives devant le « monde moderne » ne sont-elles pas autant de germes d'une idéologie fascisante ? D'autre part, leur besoin de mystique, leur recherche d'héroïsme et de sainteté, leur amour de la jeunesse, leur désir de santé, de volonté, de ferveur, leur quête d'une unanimité enveloppante, ne sont-elles pas également des positions humaines et des valeurs sentimentales accaparées par les manifestations extérieures du fascisme ?

« Nous ne nions nullement que les fascismes apportent, en regard des régimes qu'ils remplacent, un élément de santé et une hauteur de ton qui ne sont pas des énergies méprisables. » ²³

Après avoir mis en évidence certains défauts du fascisme, Mounier ajoute :

« Il faudrait que nos optimistes libéraux se le tiennent une fois pour dit : on ne combat pas une mystique avec une mystique de rang inférieur. On ne combat pas l'explosion fasciste avec de larmoyantes fidélités démocratiques... » ²⁴

Incontestablement le premier mouvement de Mounier à l'égard du fascisme est aussi celui de la sympathie. L'idéologie nouvelle prétend être une conception générale de la vie, s'enorgueillit même d'une vision spiritualiste du monde. Aux mécanismes abstraits d'une civilisation technique, froide, sans âme, elle oppose une réaction mystique, un élan de vie, un désir de grandeur. Aux désordres et aux abandons, l'ordre, l'énergie, l'autorité.

Lorsqu'en mai 1935 le gouvernement italien et l'Institut de culture fasciste prennent l'initiative de réunir un congrès franco-italien pour l'étude de l'Etat corporatiste, Mounier et Ulmann acceptent l'invitation au nom d'*Esprit*. Ils participent à ce colloque en compagnie des animateurs d'autres mouvements de jeunesse français, tels Robert Aron, René Dupuis et Claude Chevalley de l'*Ordre Nouveau*, Paul Marion de l'*Homme Réel* et Jean de Fabrigue qui représente la *Revue du XX^e siècle*.

Ces jeunes intellectuels sont reçus par des personnages importants du régime fasciste : Bottai, gouverneur de Rome, Razza, ministre des Corporations, Rossoni, ministre de l'Agriculture, ainsi que les représentants de la Fédération nationale des syndicats de l'industrie, du Parti et de diverses corporations. Un des principaux responsables de ce congrès est le professeur Ugo Spirito, qui passe pour être un théoricien du fascisme italien. L'accueil de ces dignitaires du régime mussolinien est flatteur et, manifestement, l'ambiance de ce congrès est envoûtante. Dans un article non signé, *Esprit* rendra compte de cette manifestation en des termes souvent louangeurs ²⁵.

D'autres rédacteurs d'*Esprit* conservent longtemps des sentiments très mêlés à l'égard du fascisme. Duveau, par exemple, n'est pas insensible non plus au mythe du fascisme empoignant la jeunesse ardente et pure contre une bourgeoisie veule, froide et décatie, contre les politiciens combinards et les « vieillards » des démocraties parlementaires ²⁶. Hélas, la mystique finit en politique : le besoin « d'épanouissement individuel » et de « pureté

vitale²⁷, qui détermine l'engagement des jeunes dans la révolte fasciste, s'achève dans « les pires avilissements »²⁸ de l'Etat totalitaire.

Mais les fascismes, le national-socialisme en particulier, ne confirment-ils pas, à leur manière, cette débâcle de la raison et du libéralisme abstrait annoncée par *Esprit* ? Comme le souligne un auteur non identifié qui signe Helvetus, le rousseauisme poursuit un singulier destin :

« Les chemises brunes, les chemises couleur de terre, sont réparties vers les mystères de l'origine de toute vie. Dans ce monde dominé par la raison la vie s'était atrophiée. On avait froid. On avait faim. La solitude des masses dans les grandes villes était accablante. Ce n'est pas le nationalisme intransigeant, ce n'est pas la promesse d'un nouveau socialisme, c'est la mystique d'une vie renouvelée par le rétablissement des mythes de notre origine qui a touché les masses profondes du peuple allemand et forgé son amitié. »²⁹

Et l'auteur communique dans cette « recherche passionnée de l'homme vers ses origines », cette remontée « aux sources de la vie », car la terre est pour lui « le lieu sacré » de l'existence, le symbole de la « mère » protectrice, source de vie, de force, d'harmonie et d'abondance. Or la raison a rompu les liens qui devaient unir l'homme à sa terre nourricière ; elle a courbé la nature sous les coups de son exploitation rigoureuse et méthodique. Dans tous les domaines de l'activité humaine, elle s'est installée pour instaurer le machinisme qui détruit l'âme, pour isoler et affaiblir l'homme, pour désintégrer la communauté, car

« la raison c'est la plus grande prostituée qui sert toutes les causes, même les plus viles et les plus mortelles. La raison c'est l'intellectualisme qui détruit l'unité organique de l'homme. La raison c'est l'ennemie mortelle de la vie. »³⁰

Si Helvetus croit pouvoir affirmer que « du III^e Reich jaillira la nouvelle vie »³¹, son jugement n'est pourtant pas définitif. La mystique nazie a-t-elle une valeur absolue, se demande l'auteur de cet article ? Son élan romantique, n'est-il pas condamné à la stérilité ? Le conformisme intransigeant qu'elle instaure ne risque-t-il pas d'étouffer la personne dans un nouveau collectivisme ? Et puis la nouvelle Allemagne respectera-t-elle les obligations de la communauté internationale ?

L'idéologie et les mouvements fascistes sont donc porteurs de certaines valeurs mystiques. Mais comment comparer sérieusement cette spiritualité fasciste à l'aune de la vraie spiritualité, celle dont se réclament les personnalistes ? Pour Mounier, le spiritualisme fasciste n'est qu'un :

« pseudo-spiritualisme qui courbe l'homme sous la tyrannie des « spiritualités » les plus lourdes et des « mystiques » les plus ambiguës : culte de la race, de la nation, de l'Etat, de la volonté de puissance, de la discipline anonyme, du chef, des réussites sportives et des conquêtes économiques. Nouveau matérialisme, en fin de compte, si le matérialisme c'est réduire et asservir, sur tous les plans, le supérieur à l'inférieur. »³²

Le culte de la nation, l'étatisme policier, la mystique du chef, qui implique l'abandon de chaque personne dans « les mains impures d'un homme particulier »³³, sont pour Mounier autant d'expressions d'un grossier matérialisme.

Non, assurément *Esprit* n'est pas une revue fasciste comme certains intellectuels communistes le font croire : carrefour de pensées, havre d'écrivains subtils et sensibles, la Revue dirigée par Mounier ne saurait tolérer la brutalité, la grossièreté et les simplifications fascistes. Les personnalistes ont trop chevillés au cœur la défense des faibles, des opprimés, le goût des dialogues entre métaphysiques, le respect de la liberté et de la responsabilité personnelle, pour s'enticher des trompe-l'œil spiritualistes des fascistes. En outre, leur tempérament volontiers anarchique ne pourrait tolérer le carcan d'un ordre totalitaire fasciste.

2. *Esprit* et la crise de 1934

Ainsi donc, rejetant de toute son âme le « désordre établi » lié au parlementarisme et au capitalisme, repoussant avec angoisse les perspectives ouvertes par la révolution communiste, *Esprit* refuse également l'aventure fasciste. Et pourtant l'heure des choix paraît inéluctable.

On est en 1934. Le scandale Stavisky vient d'éclater, après tant d'autres. Le régime périclité et ses partisans s'évanouissent comme des feux follets qui montent d'un marécage. Depuis plus d'un mois les manifestations des ligues nationalistes se succèdent dans la rue, lorsqu'éclate l'émeute du 6 février. Ce jour-là, pendant que les députés chahutent et que le gouvernement chancelle, les colonnes des organisations d'anciens combattants, des manifestants *Croix de Feu*, *Action Française*, *Solidarité Française*, *Jeunesse Patriote*, convergent vers le Palais-Bourbon, hurlant leur haine du régime. Dans la même foule, avec parfois d'autres cris, les militants communistes ont rejoint les ligues factieuses et se mêlent aux hommes en colère contre une République parlementaire faible, lâche, corrompue et surtout injuste. L'émeute fait plusieurs centaines de blessés et de nombreux morts. Elle se prolonge les jours suivants avec les manifestations de rue socialistes et communistes qui font de nouvelles victimes. De Paris en pagaille monte une atmosphère de coup d'Etat.

Comment réagir devant ces équivoques et troublantes journées d'émeutes parisiennes ? On sait bien qu'*Esprit* n'a pas attendu le 6 février 1934 pour dénoncer les scandales financiers, les mauvaises mœurs parlementaires, l'atmosphère générale de pourriture dans laquelle le régime s'enlise. Grâce à Ulmann, la Revue peut même s'enorgueillir de vues prémonitoires sur les pratiques honteuses de la police française.

Esprit n'est-il donc pas prédisposé à rejoindre de cœur ceux qui convergent maintenant vers le Palais Bourbon au cri de « A bas les voleurs » ? Dans la livraison de février 1934, la rédaction de la Revue introduit un nouvel article consacré à la police en faisant allusion aux manifestations de rue qui viennent d'éclater à propos du scandale Stavisky :

« Certains ont voulu voir dans cette enquête je ne sais quelle inspiration anarchique. Faut-il avoir aujourd'hui le triomphe facile, après des faits récents ? Le pays commence à connaître le redoutable pouvoir et les collusions politico-financières de la Police — côté chefs. Il est encore réservé aux Parisiens de savoir comment certains jours tout passant est automatiquement assommé à coups de matraques dans une zone de cinq cents mètres autour de la Chambre des Représentants du Peuple.

L'anarchie est du côté de l'« ordre » qui n'a plus pour se défendre que la brutalité de ses mercenaires au service de la corruption publique. » ³⁴

Ces violences verbales contre le régime, même si elles sont habituelles à la Revue, prennent aujourd'hui une signification nouvelle, puisqu'elles amplifient l'écho des protestations fascisantes qui montent de la rue à l'assaut d'un parlementarisme discrédité.

De toute évidence, *Esprit* n'est pas prêt à défendre la démocratie française qu'il juge « totalitaire » ³⁵, au même titre que les régimes fascistes et stalinien; Mounier l'écrit sans ambage à Paul Archambault dans sa « lettre ouverte sur la démocratie » du 27 février 1934. A cette occasion, il rappelle aussi au rédacteur de *l'Aube* : « Les principes *politiques* de la démocratie moderne : souveraineté du peuple, égalité, liberté individuelle, ne sont pas pour nous des absolus. » ³⁶ Et il ajoute ces mots si graves en pareilles circonstances : « L'idéologie que nous combattons, et qui empoisonne encore tous les démocrates, même les démocrates chrétiens, est l'idéologie de 89. » ³⁷ La démocratie parlementaire est mensonge, hypocrisie et corruption. Elle n'est qu'une façade dégoûtante du capitalisme.

On sait qu'à cette démocratie viciée dans son essence, Mounier oppose une démocratie pure et idéale, une démocratie personnaliste à naître. Néanmoins, lancée à quelques jours des émeutes de février 1934, cette attaque contre le régime parlementaire, n'épaula-t-elle pas les manifestants de la Concorde ?

Esprit n'est pourtant pas à l'aise en si troublante compagnie et, au lendemain des journées sanglantes de février, Mounier se distance sans équivoque, aussi bien des émeutiers de droite que des manifestants de gauche. Dans un long éditorial intitulé « La Révolution contre les mythes » ³⁸, il dénonce les « mensonges » ³⁹ de ces journées tragiques et s'efforce aussi de prouver à ses lecteurs, impatientes de s'engager contre la menace fasciste brandie par les défenseurs du régime, que les options personnalistes n'ont rien à voir avec celles de la gauche révolutionnaire qui s'érige en gardienne de la légalité républicaine. La politique est fallacieuse. La véritable révolution, celle que proposent les personnalistes, se fera d'abord contre les mythes que brandissent les politiciens, qu'ils soient de gauche ou de droite.

Pour Mounier, en effet, le scandale Stavisky n'est pas fortuit : c'est le « Scandale cyclique d'un régime fondé sur la spéculation » ⁴⁰. Si la gauche se trouve éclaboussée par cette affaire, la droite n'a pas de leçon à donner dans le domaine des finances malpropres. Cependant, le parti mis en cause brandit le mythe de son propre honneur, au nom duquel il croit devoir étouffer le scandale, couvrir les coupables.

« On a été élu contre la corruption, pour la sauvegarde des petites vertus : mais aujourd'hui « l'honneur » exige le chantage, la dénonciation précipitée qui sauvera peut-être chacun par la vente de son ami, la fuite des camarades, des commensaux et des obligés, l'indignation vertueuse des coupables. » ⁴¹

En face, dans le camp de la droite, on se réjouit. On peut brandir un nouveau mythe : celui de la gauche, incarnation de la corruption. Pendant un mois, des feuilles de droite — *L'Action Française*, *l'Ami du peuple*, le

Jour, la Liberté, Paris-Soir, l'Intransigeant — vont vivre de cette atmosphère de scandales et se vautrer dans l'ignominie qu'elles dénoncent, « barboter dans l'eau sale ». Alors qu'apparaît l'ombre de la guerre civile, Daladier réagit et renvoie brutalement le préfet de police. A gauche, un autre mythe peut surgir, celui du jeune chef :

« On crie à l'énergie, au courage. Courage ? Ou M. Chiappe devait être cassé pour des raisons de grande politique, — elles ne manquaient pas, — et il fallait avoir le courage d'exécuter il y a un an cette promesse électorale. Ou il devait l'être pour des compromissions définies dans l'affaire Stavisky, et le courage était de résister à des intérêts parlementaires jusqu'au jour où les charges seraient suffisamment établies pour justifier la mesure. » ⁴²

Mounier en vient alors au slogan des bandes fascistes dont la gauche s'est emparée après le 6 février. Il admet bien que ce ne sont pas de simples individus qui se seraient spontanément massés sur la Concorde mais des organisations disciplinées, telles les *Jeunesses Patriotes*, l'*Action Française*, les *Croix de Feu*, la *Solidarité Française* ou des associations d'anciens combattants. Et pourtant ce nouveau slogan, n'est-il pas un mythe, à son tour chargé de mensonges ?

« Il y avait, dans les manifestants de la Concorde, une indignation authentique, une allure et un élan spirituel d'un autre ton que chez ces hommes apeurés qui, derrière les troupes, précipitaient leur séance et gagnaient les petites portes ? » ⁴³

Hélas, ces hommes qui criaient leur légitime colère contre la corruption du régime, n'avaient-ils pas pour représentants des hommes comme Tardieu « qui a érigé la corruption tour à tour en mode de vie personnelle et en mode de gouvernement » ? ⁴⁴ N'étaient-ils pas conduits dans la rue par un Conseil municipal connu « pour être l'assemblée la plus concussionnaire d'Europe » ⁴⁵, par l'*Action Française* qui a touché de l'argent de Coty ? Evoquant ensuite tous ces hommes qui protestent contre la pourriture du régime, il se demande combien avaient réalisé dans leur vie « cette révolution contre le régime de l'Argent » qu'ils exigent du gouvernement ⁴⁶.

Mounier ne craint donc pas de débusquer les coupables, d'exposer les mensonges et les hypocrisies de ces mythes lancés par la gauche et la droite en pâture aux foules inconscientes. Ceux qui se réclament d'*Esprit*, explique-t-il, ne sauraient s'intégrer aux camps des révolutionnaires politiques sans trahir leur vocation personnaliste, car seuls comptent, dans ces mouvements, les fascistes et les communistes, qui proposent également la perspective d'un Etat totalitaire redoutable.

Si son refus de prendre parti repose sur une analyse souvent lucide de la réalité politique française et notamment des événements de février 1934, son attitude négative procède aussi d'une incapacité d'assumer une forme quelconque d'engagement politique. On retrouve, en effet, dans la justification de sa position un certain nombre d'idées-forces qui fondent son refus d'agir dans la vie politique de son pays.

Tout d'abord la notion que la politique relève du mensonge et surtout de l'hypocrisie. Les mythes qu'il dénonce représentent le hiatus permanent entre les apparences de dignité, les idéaux affichés par les tenants de l'autorité, et la réalité fangeuse dans laquelle ces hommes qui gouvernent, vivent

et agissent effectivement. Il exprime aussi l'idée parente que la politique « mystifie les cœurs simples »⁴⁷, et que les politiciens parasitent la « jeunesse », le « peuple sain »⁴⁸, thème qui s'inspire bien de la distinction absolue qui existe pour lui entre le monde pur de l'enfance et celui corrompu des hommes adultes. Enfin, il oppose à la révolution des politiques la révolution des personnalistes, qui implique une purification intérieure de l'être. Il en rappelle les conditions : « Prendre conscience en nous, autour de nous, du mensonge collectif et individuel. »⁴⁹ Cette révolution passe aussi par une lutte inexorable contre le monde de l'argent, qui, rappelle-t-il, « pénètre aussi nos vies, nos pensées, nos conduites, nos réflexes », et que chacun doit pourchasser par une guerre ininterrompue « dans tout le tissu »⁵⁰ de ses journées.

Pourtant, *Esprit* a proclamé dès sa naissance son désir de « refaire la Renaissance » et son besoin d'engagement. Alors, peut-on concilier cette aspiration avec un refus de choisir entre les grandes options qui s'entrechoquent dans la vie publique française ? N'est-il pas temps de s'engager dans la politique ?

Mounier sent bien que le moment est venu de répondre à cette question fondamentale, d'autant que certains de ses lecteurs s'impatientent des positions vagues, confuses et contemplatives de son mouvement. Dans le numéro de mars 1934, sous la rubrique « Chronique des amis d'Esprit », Mounier énumère les critiques que l'on adresse le plus volontiers à la Revue. Tout d'abord, celle-ci serait d'une lecture difficile. Mounier l'admet :

« Nous en sommes d'accord les premiers. Parler à tous implique une simplicité de moyens faite autant d'habileté que d'humilité, de profondeur que de pureté. Qu'on nous fasse quelque crédit en sachant qu'il n'y a nulle complaisance dans nos obscurités, mais les tâtonnements d'une pensée neuve en terrain neuf. »⁵¹

On reproche aussi à la Revue des positions par trop négatives, pas assez constructives. « D'accord encore », répond Mounier. « Ce n'est pas en un jour que l'on reprend l'œuvre de plusieurs siècles par la base. »⁵²

Et puis l'absence d'engagement réel du mouvement *Esprit* suscite un malaise parmi certains lecteurs qui se demandent s'il n'est pas préférable de combattre concrètement la misère qui frappe des millions d'hommes plutôt que de s'occuper de leur esprit. Mounier leur répond en admettant que ces deux ouvrages ont la même importance mais en rappelant que la vocation de son mouvement demeure essentiellement spirituelle :

« L'un est aussi urgent que l'autre. Divisons le travail : il y a des ouvriers pour le premier, nous prenons le second, qui est un peu trop délaissé. Que fera l'homme du corps qu'on lui assure, s'il n'a pas d'âme à y loger ? »⁵³

Mais que répondre à ceux qui interpellent en ces termes les inspireurs de la Revue : « La révolution (fasciste ou communiste) ou la guerre sont pour demain. Que ferez-vous, sinon d'être engloutis ? » A cette inquiétude si proche de la précédente, le directeur d'*Esprit* répond :

« Distinguons les plans. Notre action ne vise pas à remporter des victoires et des succès ni à imposer notre volonté contre d'autres volontés. Nous n'avons pas à faire au sens où faire est bousculer, nous avons à faire au sens où faire est témoigner par notre présence et notre foi de ce que la Personne et l'être spirituel existent.

Le seul échec qui puisse nous atteindre est une démission ou un renoncement à notre témoignage, l'abandon de notre foi dans les valeurs spirituelles. Il ne dépend *que de nous*, et non des forces opposées ou étrangères, de ne pas faillir à notre tâche. » ⁵⁴

Incontestablement, il faut assurer l'existence matérielle d'une humanité qui meurt de faim, mais l'homme ne vit pas seulement de pain. L'économie, la politique sont des réalités importantes pour la vie des hommes mais elles nourrissent leur corps, non pas leur âme. Or, la vocation d'*Esprit* est spirituelle ; il doit être la source des âmes. Il ne lui appartient donc pas de s'engager dans la politique, de pénétrer la chair des sociétés. Mounier est catégorique sur ce point : il établit clairement une ligne de partage entre l'ouvrage spirituel qu'il réserve à son mouvement personneliste et le travail matériel qui est le lot commun des hommes œuvrant pour la société. Il n'agira donc pas dans les choses du monde, mais restera à l'écart, dans le domaine des âmes ; il ne façonnera pas la matière, mais arpentera un autre plan, celui du spirituel.

Le monde des hommes pourrait s'affoler, la politique devenir terrifiante ; à l'anarchie bonhomme du présent régime pourrait se substituer une dictature sombre, cruelle, impitoyable comme celle d'Hitler ou de Staline, la vocation d'*Esprit* n'en sera pas déviée ni altérée. Nous l'avons déjà vu : l'engagement dans la politique est vécu par Mounier comme un affrontement redoutable du monde adulte. « Faire », c'est-à-dire créer comme un homme, équivaut à s'affirmer dans une bataille angoissante. Or Mounier ne veut pas se mesurer sur ce terrain-là. Il ne cherchera donc pas à triompher, à s'imposer dans un vrai corps-à-corps, à bousculer les hommes, à heurter leurs volontés, mais témoignera par la seule présence de sa foi ; son action sera rayonnement spirituel, confession de la personne. Ainsi, la réalité extérieure n'aura aucune prise sur lui car il sera la mesure de toute chose.

* * *

Hélas, le climat politique ne s'apaise guère en France. Très vite, *Esprit* doit affronter de nouvelles crises et définir d'autres attitudes dans la vie politique française. En effet, le souvenir des journées sanglantes de février, l'agitation toujours entretenue par les ligues d'extrême droite, le style politique autoritaire de Gaston Doumergue, successeur de Daladier, prolongent la menace fasciste qui plane sur la France ; le pressentiment du fascisme qui envahit une partie importante de l'opinion est d'autant plus fort qu'il se confond désormais avec l'inquiétude envahissante d'une nouvelle guerre avec l'Allemagne. Entre la gauche et la droite, entre les partisans de la révolution et ceux de la réaction, le clivage paraît chaque jour plus profond.

Face à la menace fasciste s'amorce dès le milieu de l'année 1934 un lent mouvement d'unité de la gauche française, mouvement qui va conduire les partis communistes, socialistes et radicaux à la victoire du Front populaire en 1936. Si l'antifascisme constitue le prétexte à ce rassemblement, ses causes profondes sont, d'une part, l'aggravation toujours plus sensible de la crise économique et financière, qui bat son plein dans les

années 1934-35, entraînant l'extension de la misère, l'accroissement du chômage, l'accélération de la prolétarianisation des classes moyennes, et, d'autre part, l'impuissance des milieux dirigeants français devant cet état de choses dramatique.

Le 30 mai, Thorez révèle que les communistes ont toujours désiré une action commune avec les socialistes et proclame la volonté de son parti de lutter « coude à coude et tout de suite contre l'ennemi capitaliste et ses bandes fascistes (...) » ⁵⁵. Le 15 juillet, le Conseil national de la SFIO adopte une motion d'action commune avec le parti communiste. Quelques semaines plus tard, au début du mois d'octobre, les communistes proposent d'étendre ce pacte aux classes moyennes. Au nom du Comité central de son parti, Thorez lance le 10 octobre 1934 l'idée d'un vaste rassemblement populaire « pour le pain, pour la liberté et pour la paix ». Pour la première fois, l'espoir d'un grand rassemblement politique englobant toutes les forces de gauche, du parti communiste au parti radical, prend une certaine consistance.

Comment *Esprit* va-t-il réagir ? « De tous côtés on nous presse d'agir » ⁵⁶, écrivait déjà R. de Becker en juillet 1934. Or dès l'automne, l'heure des choix décisifs semble approcher pour le mouvement personnaliste. En effet, c'est au moment où se crée l'union de la gauche que la *III^e Force* — mouvement auquel participent certains des fondateurs et plusieurs rédacteurs actuels de la Revue — décide de fusionner avec le Front commun de Bergery dans un nouveau parti appelé le *Front social*. Or, Bergery est l'un des initiateurs du Rassemblement populaire. C'est un homme activement engagé dans la politique française. Mounier ne peut rester insensible à la décision de ses camarades de la *III^e Force*.

C'est la raison pour laquelle il décide de préciser à nouveau son attitude à l'égard de la politique et sa vision d'un engagement personnaliste. De novembre 1934 à février 1935, il publie une série de trois longs articles intitulés « Pour une technique des moyens spirituels » ⁵⁷, dans lesquels il dévoile sa résistance personnelle à tout engagement véritable et l'antinomie entre son personnalisme et la politique. Cette impuissance devant l'action apparaît déjà toute entière dans l'expression de cette « technique » : le style touffu et emphatique, la confusion des arguments, les détours de sa pensée, sont les signes de l'énergie qu'il investit dans le verbe, tandis que ses protestations de pureté — masquées derrière ses critiques incessantes des hommes politiques et de la société — et ses jugements moralisants sont d'autres marques de son refus de l'action et des contingences du réel.

Le directeur d'*Esprit* rejette à nouveau toute forme de politique et rappelle que la révolution personnaliste signifie pour celui qui en accepte les exigences un effort d'ascèse personnel, une lutte incessante contre ses passions et ses attitudes coupables. La première démarche de la « technique des moyens spirituels » consiste donc à faire prendre conscience aux hommes de leur propre participation au mal car la révolution personnaliste naît d'abord d'un sentiment de culpabilité ⁵⁸.

Ayant rappelé les fondements de toute transformation personnaliste de la société, il s'ingénie à débusquer les gens « sincères » ⁵⁹ de tout acabit qui se blottissent dans leur sincérité parce qu'ils refusent de voir leur propre

hypocrisie. Par exemple, les capitalistes qui défendent leurs intérêts en prêchant la croisade des forces spirituelles, les chrétiens qui acceptent de servir dans un même élan Dieu et Mammon, les petits commerçants qui protègent leurs intérêts et leur liberté contre les gros capitalistes sans jamais admettre leur participation au régime dont ils dénoncent les vices.

La liste n'est pourtant pas exhaustive : aux banquiers, prêteurs de fonds, spéculateurs, parieurs aux courses ou à la loterie nationale, aux rentiers, aux intermédiaires inutiles que constituent notamment les trois-quarts des commerçants, Mounier assimile les écrivains, les esthètes ou les politiciens, qui échangent une existence tranquille et charmante contre leurs petites trahisons idéologiques.

Ayant traqué la multitude des coupables du régime capitaliste et dilué le péché dans l'ensemble du monde moderne, il soumet l'action et la pensée des révolutionnaires de gauche à la lumière incandescente de sa vision personnaliste. « Peu d'hommes », annonce-t-il gravement, « se sentent établis dans une aussi bonne conscience que le révolutionnaire »⁶⁰. Enorgueilli par la rectitude de sa cause, le révolutionnaire acquiert dans son combat une assurance pernicieuse et, en luttant contre le pharisaïsme des bourgeois, il développe son propre pharisaïsme.

Mêlant jugement moral et condamnation idéologique, Mounier passe alors au crible l'action et la pensée de la gauche française. Il reproche notamment aux partis révolutionnaires d'attiser par tous les moyens la lutte des classes et d'utiliser les sentiments de haine qui en découlent comme « ressort essentiel » de leur engagement.

« Il en résulte un de ces simplismes moralisants dont l'histoire nous a déjà offert plus d'un exemple : tout le bien résorbé dans le messianisme prolétarien conscient, tout le mal rejeté au dehors. »⁶¹

Il dénonce ensuite la finalité purement matérielle de l'élan révolutionnaire. En préconisant, tout comme les bourgeois, l'accumulation indéfinie des richesses matérielles, les chefs de la gauche consacrent la « lèpre bourgeoise », puis en contaminent le peuple⁶². C'est la raison pour laquelle la cause révolutionnaire s'est avachie dans une généralisation de l'esprit petit bourgeois et l'idéal de la cité future s'est réduit à l'avènement du jour où l'on « pourra s'en mettre plein la panse, et aller au cinéma tous les soirs »⁶³. Il avertit les chefs de cette politique :

« Si vous n'excitez comme mobile dans les troupes de la révolution que la haine et le ressentiment, non pas la saine revendication de justice, mais l'envie grise et vulgaire, vous transformez insensiblement les révoltes de la justice en une poussière de causes intéressées : ne vous étonnez plus si n'importe quelle mystique, voire fasciste, vient, par des satisfactions immédiates ou des promesses matérielles analogues, vous dérober les troupes que vous croyiez vôtres. »⁶⁴

D'autre part, nombreux sont les hommes engagés dans ce combat de gauche qui ne vivent pas leurs aspirations révolutionnaires. Par leur conduite, ils démontrent leur solidarité au monde de l'argent, au confort et à la tranquillité de l'univers anonyme et rationalisé de la bourgeoisie. Leur combat ne saurait mener qu'à l'universalisation du capitalisme et à la démocratisation de l'esprit bourgeois. Mounier reconnaît également dans

les forces de gauche certains êtres tarés ou des aventuriers qui assouvissent leur tempérament en prenant prétexte de la justice ou du déterminisme historique. Ces hommes s'agglutinent à la cause de la révolution mais pourraient partager le destin de mouvements politiques opposés :

« Menu troupeau des agitateurs qui relèvent souvent du diagnostic psychopathologique plus que du diagnostic politique : les ratés, les paranoïaques, les grands agités, les inventeurs d'utopies, les terroristes, les casse-cou, et ceux qui aiment cogner, dont les vocations se répartissent entre les *Jeunesses Patriotes*, la police et les milices rouges. » ⁶⁵

Enfin, beaucoup cèdent aux aspirations de gauche par conformisme, et s'emparent d'un certain vocabulaire révolutionnaire parce qu'il appartient à l'air du temps. Leur adhésion, souvent purement sentimentale, à un système établi les dispense d'un engagement authentique qui transformerait leur vie. Evaluant la politique avec les catégories de la foi chrétienne, le directeur d'*Esprit* s'insurge contre cet engagement politique si limité dans ses exigences.

« Pour combien la révolution n'est-elle que cette légère irritation intellectuelle, qui usurpe le vocabulaire de la foi, et ne fait que livrer des hommes à de vagues conceptions flottantes anonymes, à un conformisme sans contrôle et qui ne pénètre pas la personne. » ⁶⁶

Mais simultanément, il reproche à la politique de s'être transformée en substitut bâtard de la religion. Selon lui, la tyrannie de l'homme public sur l'homme privé, dont les Etats fascistes voient l'aboutissement, s'est développée dans tous les régimes, même dans les régimes qui se veulent démocratiques. Sous l'influence des vieux mythes optimistes, l'homme moderne attend encore des miracles de la politique. Or, rien n'est plus vain que cette attente. L'homme nouveau ne surgira pas d'institutions nouvelles mais du travail personnel qu'il accomplira sur lui-même. Certes, d'autres institutions pourraient lui faciliter ce travail intérieur ; mais elles présenteraient également un risque :

« Les facilités mêmes qu'elles lui donneront, si une autre vigueur spirituelle et intérieure ne l'entraîne, le mèneront aussi bien au relâchement qu'au renouveau. Les politiques jouent avec nos lâchetés. » ⁶⁷

La politique n'est pas seulement l'hérésie des temps modernes, elle symbolise aussi, dans l'esprit de Mounier, l'oppression. Les mots « tyrannie », « puissance », « totalitarisme », « conquête », surgissent constamment dans son discours, pour exprimer la réalité de la politique. Pour lui, l'action politique est vouée à la conquête. Elle est donc viciée dans son essence. La tyrannie de la démocratie est encore renforcée par l'existence des partis qui rêvent tous de « puissance physique » et dont les militants n'ont qu'une passion inavouable et honteuse : celle de la tyrannie.

Après avoir exprimé sa répulsion pour les moyens d'action matériels, « lourds » et « charnels » ⁶⁸ de la politique, Mounier tente de définir concrètement sa « technique des moyens spirituels ». Mais il éprouve une grande difficulté à préciser le contenu de l'engagement qu'il propose. « Nous partons en terre inexplorée » ⁶⁹, explique-t-il. La première exigence de cet

engagement serait d'être « incarné dans un service permanent de la vérité ». Chacun devrait poursuivre sur le plan individuel le travail de dénonciations et de désolidarisation entrepris par *Esprit*. D'autre part, à l'action dirigée vers le succès historique et dont l'aboutissement est l'assurance de la tranquillité, du confort, peut-être même de la gloire, il oppose l'action de témoignage. Ceux qui adoptent les exigences de cette forme d'engagement savent qu'aucune victoire n'est jamais définitive. Avec leurs forces défaillantes, ils assurent pourtant « une certaine présence humaine de ce qui est éternel » ⁷⁰. Guidés par leur foi, ils affectionnent les moyens pauvres qui entretiennent l'effort et l'esprit de sacrifice, cultivent leur fidélité spirituelle. Toujours humbles, ils sont les témoins d'une cause qui les dépasse infiniment. Afin d'encourager cette forme d'engagement, Mounier n'hésite pas à donner « un nouveau commandement » qu'il énonce en ces termes : « Centrer mon action sur le témoignage et non sur le succès. » ⁷¹ Poursuivant dans la même veine chrétienne, il associe à ce devoir de dépouillement et de fidélité un « devoir d'attention et de présence au monde », qui commande de traiter chaque homme « comme une personne, non comme l'élément d'un nombre » et d'être « présents à toute la souffrance du monde » ⁷².

Ayant dégagé les fondements éthiques de l'engagement personnaliste, il tente d'en déterminer les formes. Il préconise tout d'abord une « action de protection », et ce réflexe de défense est symptomatique de l'angoisse qu'il éprouve à l'égard de la politique.

« Nous sommes dans un monde de forces, et dans une situation traquée. Nos efforts, nos premières constructions risquent d'être emportés demain par un monde hostile contre lequel nous les dressons. » ⁷³

On le voit : on ne s'engage pas sans danger. Sans doute parce que l'engagement dans la vie politique est vécu inconsciemment par Mounier comme l'affrontement des hommes adultes. Il propose, en effet, outre son « action de protection », une « action organique et corporative » dont le but serait de donner à la cité « une âme et un corps » ⁷⁴, comme si l'affrontement du réel impliquait nécessairement une croissance, une maturation. Or, cette entreprise personnaliste exigerait de chacun, individuellement, l'expérience d'une vie régénérée, conforme à l'idéal de la cité nouvelle : « commencer à être ce que l'on veut que demain soit, dégager une inspiration et lui donner des organismes » ⁷⁵.

En fait, cette action doit encore « mûrir » :

« De l'action proprement organique ou corporative, nous ne faisons que balbutier les premières règles. C'est elles que nous aurons à mûrir le long des mois qui viennent. Nous ne la réglerons pas sans tâtonnements, essais et erreurs : elle nous est inhabituelle, notre imagination déformée par l'habitude d'envisager toute action sous l'angle des jeux de force, peine à lui inventer des formes. Ce n'est pas notre imagination, c'est notre foi qui en résoudra les problèmes. » ⁷⁶

Elle impliquerait d'abord une « action de témoignage et de rupture » ⁷⁷ qui comporterait la « dénonciation et la mise au pilori public » ⁷⁸ du désordre établi.

Il suggère ensuite « la voie des non-participations » ⁷⁹ dont il donne différents exemples. Ainsi chacun pourrait refuser d'accepter la Légion

d'honneur, boycotter certaines publications, saboter certains spectacles pernicieux. Il propose aussi d'examiner le recours possible à la désobéissance passive dont la grève serait le premier exemple. Avec la grève du travail pourrait être encore envisagée la grève de l'impôt, du sang, du lien de fidélité à l'Etat. Il recommande aussi à chacun de prendre la résolution de voyager en troisième classe dans la mesure du possible, ou de se contenter au théâtre ou à l'hôtel d'une situation inférieure à celle que l'on pourrait exiger.

Il suggère encore de restituer à la vie spirituelle et matérielle le sens de la pauvreté et de la simplicité, la vertu d'insécurité et d'imprévoyance. Cette résolution impliquerait l'abstention du prêt à intérêt, de toutes formes de spéculation, de tout gain ne correspondant pas à un service. Il demande, enfin, que chacun rende à la communauté la totalité de son superflu.

Mounier n'est pas seul à réfléchir aux modalités d'un éventuel engagement personneliste. Il n'est pas seul non plus à croire à la toute-puissance magique du spirituel, à s'imaginer une communauté nouvelle fondée sur le souffle mystique de la personne. Raymond de Becker, qui a renoué avec le monde après l'échec de sa vie monacale puis l'expérience douloureuse d'une vie solitaire, participe à l'espérance personneliste d'une communauté nouvelle, d'un monde bouleversé par le rayonnement de l'esprit, et recherche avec Mounier depuis le début de 1934 les voies d'une toute autre réalité.

S'inspirant du *Nouveau moyen-âge* de Berdiaeff, il préconise de renouveler l'expérience millénaire du monachisme chrétien en instaurant un nouveau type de vie monastique, à savoir des communautés de laïcs qui agiraient dans le monde à des fins politiques et sociales mais avec des moyens essentiellement spirituels.

« Il nous faut un ordre nouveau, dont les membres se consacraient uniquement à la rechristianisation du profane, de l'art, de la culture, de la vie politique, sociale et économique; des communautés peu nombreuses fondées sur l'amitié et sur la pauvreté, sans autre propriété que celle provenant d'un travail salarié et destinée à un nécessaire étroitement délimité, à vie communautaire et liturgique intense, à profonde formation ascétique et contemplative. Leur activité devrait être ordonnée à la réalisation de la révolution chrétienne dans tous les domaines de la vie, à la constitution d'une nouvelle chrétienté, à la divinisation de l'humain, du créé. »⁸⁰

Mounier se trouve en harmonie avec ce projet et lorsque Becker fait paraître dans la *Revue* les « thèmes et propositions »⁸¹ de son personnelisme, il les introduit en ces termes : « On le verra, ses positions [celles de Becker] sont jusque dans presque tous leurs détails celles-mêmes que nous définissons ici depuis deux ans. »⁸² Pour ce catholique belge comme pour Mounier, la révolution personneliste doit se dérouler en premier lieu dans les cœurs et dans les mœurs ; elle n'implique pas le renversement d'un régime particulier, mais bien plutôt la transformation en profondeur des hommes qui servent les institutions, le bouleversement des mobiles qui fondent leurs activités. Ceux qui se consacreront à cette tâche révolutionnaire devront donc réaliser dans leur vie une grande œuvre de purification et d'ascèse, afin d'accomplir d'abord en eux-mêmes les valeurs qu'ils enten-

dent imposer à la société. Et pour Becker, le christianisme dispensera les nourritures spirituelles nécessaires à la société nouvelle.

Comment réaliser concrètement cette révolution ? La réponse de Becker comporte certaines équivoques. En janvier 1934, il apparaît très proche de la position que va adopter Mounier en définissant sa « technique des moyens spirituels ». La révolution se réalisera par le rayonnement de l'esprit et les hommes qui agiront en son nom, les révolutionnaires, seront donc purs, infiniment purs.

« Des révolutionnaires personnalistes dont toute la vie ne serait pas centrée sur la Cité de Dieu ne pourraient donner au peuple, malgré leur désir, que le pain du corps. » ⁸³

Le monde n'a cure de technique de gouvernement, de programme politique, de plans sociaux ou économiques. Ce qu'il doit recevoir, c'est la pureté qui procède de Dieu, car l'harmonie universelle, qui est l'aspiration de chaque société, ne peut s'établir que par cette grâce. Les révolutionnaires personnalistes devront donc être des saints, puisque seuls des êtres d'une pureté éblouissante peuvent accomplir le dessein de Dieu. Ils ne proposeront donc pas de politique, ni de solution technique particulière. En fait, ils n'agiront pas matériellement, car le monde est impur et toute action brasse cette impureté : seule la puissance de l'esprit proclamée par les personnalistes donnera à la politique sa force, aux techniques leur efficacité.

Et pourtant Becker demeure intrigué par le problème de l'action car, entre la « réalité sombre et infernale de la situation présente et celle toute lumineuse et céleste de la société future » ⁸⁴, un passage doit bien avoir lieu. Or une révolution qui se fonderait d'abord sur la purification intérieure des hommes, sur un changement de leurs mobiles, ne serait-elle pas nécessairement lente ? Becker répond :

« Elle est lente lorsque seuls y travaillent des hommes moyens. Mais viennent à surgir des héros, des génies ou des saints, viennent à surgir des saint Paul, des Jeanne d'Arc, des Catherine de Sienne, des saint Bernard ou des Lénine, des Hitler, des Mussolini et des Ghandi, et alors tout s'accélère. Oui, le travail est lent et long mais l'irrationnel humain, la volonté humaine ou tout simplement, pour le chrétien, l'Esprit-Saint apportent soudain des éléments que ne pouvaient prévoir des hommes dépourvus d'imagination. » ⁸⁵

Tout en la refusant parce qu'elle entraîne l'homme à s'abandonner « au poids de ses instincts » ⁸⁶, l'action politique ne manque pas d'exercer une certaine fascination sur Becker. Il la repousse tout en lui opposant une action sublimée de toute passion humaine. La révolution personnaliste dont il rêve utiliserait des moyens d'engagement fondés sur la force d'âme et polarisés par l'Amour et la Vérité. L'action du révolutionnaire serait donc rayonnement d'une vie intérieure purifiée et débordante d'amour. Elle impliquerait un grand détachement par rapport au monde, une capacité inaltérable de souffrance.

En vue de réaliser son dessein, Becker fonde un mouvement intitulé « Communauté ». Si Mounier accueille avec sympathie ce nouveau projet personnaliste, il avertit néanmoins ses lecteurs : « *Esprit* est indépendant,

par sa formule même, de tout mouvement d'action si près fût-il de ses positions essentielles. »⁸⁷ Quelques mois après, il consent à créer un « Centre de liaison permanente des mouvements pour la révolution spirituelle »⁸⁸, organisme dont le but essentiel serait d'établir des contacts entre les *Amis d'Esprit* et *Communauté*, mais il refuse de s'associer plus directement à l'entreprise de Becker.

« *Esprit* », explique-t-il, « ne saurait être au service que de la vérité. Il cherche à la serrer toujours plus près et à la recueillir partout où elle manifeste sa présence, fût-ce sous des modes embryonnaires. C'est pourquoi il manquerait à sa vocation s'il se liait comme tel à un mouvement d'action, si proche soit-il de ses positions (...) »⁸⁹.

Toutefois, quelques semaines plus tard, le mouvement *Esprit* accomplit un geste politique manifeste en soutenant la candidature de Jacques Madaule au Conseil municipal de Notre-Dame-des-Champs. Ce mouvement ne va-t-il pas à l'encontre de cette technique des moyens spirituels que vient de définir le directeur d'*Esprit* ?

Il n'en est rien. La candidature de Madaule a pour objet de barrer la route à un policier, pire, à Jean Chiappe, ce symbole éminent, pour les personnalistes, de cette autorité scandaleuse qu'ils ont si souvent dénoncée dans le présent régime. En avril 1935, André Ulmann prend position dans un article intitulé « La candidature Chiappe, scandale public »⁹⁰. Il rappelle que cet homme a été pour la police un maître absolu, « n'hésitant pas à faire régner une véritable terreur sur beaucoup d'hommes de gouvernement, une terreur policière à coup de fiches roses, de ragots, d'histoires, de surveillance »⁹¹.

Ce n'est pas seulement le policier terroriste qu'il combat, c'est l'homme complice des mauvaises mœurs, celui qui a pataugé dans la boue en tolérant et favorisant à Paris « les scandales et les combinaisons les plus louches des tenanciers de maisons spéciales »⁹². Mais plus grave encore. Ce personnage puissant et dévoyé se dit le défenseur de valeurs très hautes, de l'Ordre, de la Famille, de la Propreté, de la Nation. De surcroît, il est candidat dans un quartier « où les pères de famille chrétiens sont nombreux »⁹³. Il représente donc pour Ulmann « l'homme au faux visage »⁹⁴, sa candidature lui paraît mensonge et sacrilège. C'est pourquoi en conclusion de son article, il exhorte ses lecteurs :

« Nous n'avons point ici la place d'épuiser la présentation de M. Chiappe, de montrer tous les aspects du complexe personnage. Mais nous voulons croire que ce sera fait. Nous voulons croire qu'on profitera de son impudente audace pour le faire enfin.

Où faudra-t-il croire qu'il vous tient toutes, consciences des Justes : par quelle terreur, donc ? par quels secrets ?

Le partage se fera, cette fois, entre le courage et la lâcheté, l'avilissement définitif, qui ne mérite plus d'espoir, plus de confiance.

Conscience des justes, conscience des justes, c'est maintenant qu'il faut rompre le pacte de mensonge et d'injustice.

Ensuite on pourra reconstruire la cité. »⁹⁵

Ce n'est pas un hasard si les rédacteurs d'*Esprit* choisissent de prendre parti dans une bataille électorale précisément à l'occasion de la candidature

de Chiappe. Cet engagement — le premier et le dernier du genre — illustre bien la nature essentiellement affective de certaines de leurs réactions politiques. Que l'autorité soit équivoque, qu'elle puisse avoir un visage double, se réclamer d'un idéal tout en se révélant immorale, voilà ce qu'ils ne peuvent tolérer. Et nous savons que la mission d'*Esprit* consiste, en particulier, à démasquer cette autorité scandaleuse. Pourtant Ulmann montre bien le caractère douloureux de cette attitude. Les personalistes, nous dit-il, doivent « rompre » avec l'autorité mauvaise, comme s'ils lui étaient vraiment attachés. Ces liens apparaissent même si forts qu'il se demande si la rupture pourra bien avoir lieu. Les « justes » parviendront-ils à se libérer de Chiappe ? Sauront-ils « rompre le pacte de mensonge et d'injustice » qu'ils semblent avoir passé avec lui ? On le voit : entre le policier et les justes les rapports sont plus complexes qu'il n'y paraît de prime abord, et on peut même se demander si ces attaches secrètes qui unissent les personalistes à Chiappe ne sont pas semblables à un lien de parenté, un lien de filiation par exemple. La révolte du « juste » contre le policier tyrannique exprimerait donc avant tout la révolte du fils contre le père indigne.

Les mois suivants, tout en rappelant que son mouvement ne s'intéresse guère au jeu électoral actuel, Mounier revient à la charge contre Chiappe « symbole éclatant des confusions » qu'*Esprit* a toujours dénoncées⁹⁶. Il souligne bien que les personalistes ne combattent nullement le représentant des droites, mais l'homme qui incarne tous les scandales du régime et commet l'imposture de se porter candidat dans un quartier catholique. L'engagement d'*Esprit* — Mounier insiste bien sur ce point — n'a donc rien de politique. Dans ce même numéro de mai 1935, il annonce qu'un jeune catholique vient d'accepter de dresser « la candidature d'une conscience chrétienne indignée »⁹⁷ contre Chiappe. Ce candidat est Jacques Madaule. Hélas, son sacrifice est vain puisque l'ancien chef de la police triomphe facilement. Mounier le constate avec tristesse et déplore « le primat que prend aujourd'hui le politique sur le spirituel dans un grand nombre d'esprits »⁹⁸.

3. La crainte du Front populaire

Les personalistes ont également des raisons idéologiques de fuir tout engagement dans la vie politique française, toute action politique d'envergure. Sensibles aux souffrances du peuple, ils hésitent, néanmoins, à suivre le combat de la gauche, et le directeur d'*Esprit* exprime bien les motifs idéologiques de cette attitude indécise lorsqu'il semonce son ami G. Izard qui s'engage avec Bergery dans l'aventure du Front commun :

« Tout de même, le marxisme, ça existe, et vos positions aussi : comment veux-tu qu'on unisse les deux autrement que par des motions nègre-blanc qui donnent l'illusion de l'unité et de l'action ? »⁹⁹

Cette méfiance à l'égard du Rassemblement populaire en gestation est partagée par Ulmann, qui est alors le principal chroniqueur de politique intérieure de la Revue. A la fin de 1934, au moment où le parti communiste s'efforce de rassurer les classes moyennes et fait des avances au parti radical, il dénonce dans la vie politique française un redoutable mouvement de

polarisation entre l'extrême droite et l'extrême gauche, entre « une armée et une foule », entre « les profiteurs de guerre » et « les profiteurs de guerre civile »¹⁰⁰. Les partis extrémistes vont sans doute s'affronter, mais peu importe l'issue de leur combat : en fin de compte, un parti prendra le pouvoir pour assurer, selon les vieilles habitudes politiques, le jeu des puissances économiques qui dominent la vie du pays.

Cependant, l'unité de la gauche est proche : elle va se forger au cours de l'année qui vient. En effet, les élections municipales de mai 1935 donnent à la France un avant-goût de Front populaire : dans de nombreuses circonscriptions, radicaux, socialistes et communistes s'entendent pour assurer la victoire de l'un des leurs, et le résultat de cette consultation électorale laisse paraître une progression importante des forces de gauche.

Esprit suit toujours avec réticence ce mouvement unitaire. En juin 1935, Ulmann ne cache pas le scepticisme mêlé de crainte que lui inspire la cause du Front populaire :

« Le dramatique dans certaines époques de l'histoire est que tout y joue contre la révolution nécessaire : les mouvements mêmes qui en prennent la forme extérieure, la violence dans la rue et tout ce qui satisfait à l'imagerie traditionnelle, tout ce qui prend l'apparence d'une tentative pour la prise du pouvoir. »¹⁰¹

Mais peut-on sérieusement défendre des idéaux personnalistes dans une période aussi perturbée ? Ne faut-il pas choisir avec la gauche la défense des libertés républicaines quand l'ombre d'un coup d'État de droite se profile derrière l'agitation permanente et les menaces d'émeute entretenues par les ligues factieuses ?

Ulmann n'éluide pas cette question. Il admet bien que la révolution personnaliste n'aura pas lieu si certaines libertés formelles sont supprimées ; les adhérents du mouvement *Esprit* seront donc amenés, dans certains cas, à défendre, sinon le régime en place, du moins le minimum de libertés démocratiques et d'humanisme perpétué par les institutions actuelles. Il pense toutefois que les conditions nécessaires au déclenchement d'une révolution personnaliste ne sont pas encore menacées, en dépit de certains signes inquiétants. Selon lui, les fanfaronnades des ligueurs d'*Action Française* ou celles de la *Solidarité Française* visent moins le gouvernement que les organisations ouvrières ou les mouvements non-conformistes. Quant aux *Croix de Feu*, elles se font peur avec le « complot communo-socialiste »¹⁰², mais demeurent hésitantes, paraissant avant tout soucieuses d'éviter l'action décisive. Certes, il existe bien des agents provocateurs, tel Chiappe, qui restent toujours prêts à se servir des masses pour réaliser leurs ambitions personnelles, mais leur menace, et celle de l'extrême droite en général, ne représentent pas un véritable danger pour le régime.

Si le fascisme ne constitue pas une menace réelle, le rassemblement antifasciste des forces de gauche pour la défense de la République n'a aucune raison d'être. Telle semble bien l'opinion d'Ulmann après les élections municipales de mai 1935.

Au mois de juin de cette même année, le mouvement d'unité de la gauche française reçoit une nouvelle impulsion avec la réunion du Congrès socialiste de Mulhouse qui se prononce à l'unanimité en faveur d'un vaste mouvement populaire pour la sauvegarde des libertés démocratiques et pour

la défense des travailleurs contre les effets de la crise du régime capitaliste. Par ailleurs, les pourparlers entre la CGT et la CGTU reprennent en vue de l'unité syndicale. Durant la même période est décidée la création d'un « Comité du Rassemblement populaire » dont la direction est confiée à Victor Bash, président de la Ligue des Droits de l'Homme. Ce Comité propose pour le 14 juillet un rassemblement de toutes les forces résolues à défendre la liberté. Enfin, c'est le 28 juin qu'a lieu un grand meeting à la Mutualité qui réunit, sous la présidence du professeur Langevin, Daladier, Thorez et Blum, c'est-à-dire les représentants des trois grands partis de gauche.

Le mois suivant, dans un article intitulé « Lettre à un camarade de province sur le Front populaire »¹⁰³, Ulmann réagit à nouveau contre l'engouement pour le rassemblement de la gauche que pourraient manifester certains lecteurs d'*Esprit* :

« Le mois passé nous avertissons les honnêtes gens de droite que l'émeute dite « fasciste » serait l'écrasement de leur révolution pour la propreté, l'ordre et la justice sociale, à laquelle nous n'avons pas de raison de croire qu'ils ne soient pas attachés, même lorsqu'ils se trompent sur les moyens.

Aujourd'hui c'est avec les honnêtes gens de gauche et d'extrême-gauche qu'il faut ouvrir la conversation : car après l'émeute, ou en même temps qu'elle, ce qui menace la révolution nécessaire, c'est le désordre. L'émeute contre la révolution, certes, mais aussi le désordre contre la révolution. »¹⁰⁴

Ulmann traduit par cet avertissement à ses amis de gauche sa défiance des ambiguïtés idéologiques qui président à la construction du Front populaire. Selon lui, l'« union sacrée » antifasciste peut engendrer autant d'abus que les anciennes « unions sacrées » de droite¹⁰⁵. C'est pourquoi il rappelle qu'aux menaces d'émeute qui proviennent de l'extrême droite répondent des risques de désordre non moins redoutables de gauche. Il faut donc se garder des rassemblements politiques sans consistance doctrinale qui pourraient engendrer la réaction des pires extrémistes. Il ajoute cependant :

« Peut-être un large rassemblement est-il possible en France comme en Belgique : prolétariat, classes moyennes, intellectuels ; socialistes, radicaux, catholiques pareillement hostiles au monde de l'argent et aux menaces policières. Mais il n'a de chances, fût-ce pour une œuvre de transition, que s'il ne s'installe pas seulement dans les éternelles positions de défense, et propose un programme minimum de gouvernement ; et s'il crève courageusement l'abcès parlementaire. »¹⁰⁶

Ulmann n'hésite pas à esquisser les grandes lignes d'un programme audacieux qui devrait, selon lui, obtenir l'adhésion d'une grande partie des Français. Il propose, en effet, la dissolution des ligues, un statut de la presse et la mise en accusation « des factieux et profiteurs de la guerre civile et des fonctionnaires ou anciens fonctionnaires corrupteurs ou corrompus »¹⁰⁷. Dans le domaine économique et social, ce programme comporterait la nationalisation des industries clés, des industries de guerre, et prévoirait la réorganisation de la banque de France en office national de crédit. Ulmann suggère, enfin, une politique de grands travaux, la défense des salaires et la semaine de 40 heures. C'est, dans ses grandes lignes, le programme d'action préconisé par H. de Man pour la Belgique où le parti communiste est très faible.

Entre la crainte du Front populaire et la formulation de ce programme avancé, la contradiction n'est qu'apparente. Ulmann redoute, il ne le cache pas en septembre 1935, l'emprise du parti communiste sur le Front populaire. L'attitude conciliante de cette formation redoutable lui paraît relever d'une politique machiavélique. Il est convaincu que le parti communiste, conscient de son incapacité de prendre le pouvoir, préfère agir par l'intermédiaire de ses alliés de gauche. En adoptant cette tactique, il agit pour le compte de la diplomatie russe¹⁰⁸. Dans la perspective des communistes français, pense-t-il, l'expérience du Front populaire devrait constituer une période de transition semblable à celle de Kerenski en Russie. Elle serait donc destinée à échouer au profit du parti communiste. C'est la raison pour laquelle Ulmann refuse de soutenir le Front populaire dont il dénonce par ailleurs les « lourdes manœuvres » politiques¹⁰⁹.

L'attitude d'*Esprit* à l'égard du Front populaire met en cause non seulement ses relations avec la vie politique française, mais également ses rapports avec la communauté des intellectuels de gauche. En effet, si l'antifascisme un peu simpliste du Rassemblement recouvre les manœuvres triviales des partis politiques de gauche et d'extrême gauche, il traduit aussi, lorsqu'il est repris par des intellectuels, l'emprise conquérante du marxisme sur la pensée française.

Le Front populaire, ne l'oublions pas, a des lettres de noblesse intellectuelles. Si l'on remonte quelques années en arrière, on peut retrouver ses origines dans les manifestations d'écrivains engagés contre la menace de guerre et la montée du fascisme. C'est en août 1932 que s'est tenu dans la ville d'Amsterdam le premier congrès mondial contre la guerre impérialiste, et l'initiative de cette manifestation appartient à l'écrivain communiste Henri Barbusse, qui est bientôt rejoint dans ses efforts par Romain Rolland. L'année suivante, en juin 1933, le même Barbusse préside un congrès européen antifasciste qui va décider la création d'un comité de lutte contre la guerre et le fascisme.

La fondation, en mars 1932, de l'Association des Ecrivains et des Artistes Révolutionnaires (AEAR) consacre un autre effort des intellectuels communistes pour sortir du « ghetto » culturel dans lequel les enferme leur adhésion au parti¹¹⁰. L'Association s'est fixée pour but la création d'un front d'intellectuels contre la guerre et le fascisme ; elle déclare poursuivre « le regroupement des écrivains et artistes non conformistes qui veulent lutter au côté du prolétariat »¹¹¹. Les intellectuels marxistes côtoient désormais dans cette association des sympathisants du mouvement communiste, des « compagnons de route », tels R. Rolland, A. Malraux, A. Breton ou P. Eluard, auxquels se rallient peu à peu des écrivains « bourgeois », tels Victor Margueritte ou Jean Giono. En juillet de la même année, elle fonde la revue *Commune*, dont le comité directeur est constitué de Barbusse, Gide, Rolland et Paul Vaillant-Couturier, tandis que Paul Nizan et Louis Aragon en assurent le secrétariat de rédaction. L'AEAR va donc préfigurer, au niveau des intellectuels, le futur Rassemblement populaire.

Il ne faut pas oublier, cependant, que la création du Front populaire n'aurait pas été possible sans le changement d'orientation politique brusque et inattendu du parti communiste, au lendemain du 6 février 1934. Jus-

qu'alors, en effet, le parti de Thorez, qui se conforme strictement à la tactique « classe contre classe » prônée par l'Internationale communiste en 1927-1928, est demeuré d'une rare intransigeance idéologique à l'égard des autres partis de gauche, confondant notamment la SFIO et le fascisme. Or, après avoir envoyé ses militants sur la place de la Concorde le 6 février, le parti communiste décide de s'associer à la contre-manifestation organisée le 12 février par la SFIO. Dans les mois qui suivent, il encourage vigoureusement les socialistes, puis les radicaux à la création d'un grand rassemblement des forces de gauche.

Dès lors, l'AEAR va traduire fidèlement la nouvelle stratégie du Parti en poursuivant, avec toujours plus de vigueur, ses efforts pour attirer dans ses rangs des intellectuels non-communistes, se montrant tolérante et avenante pour des esprits fort éloignés de ses convictions idéologiques. Cette offensive de charme communiste auprès des écrivains et des artistes n'appartenant pas à la famille marxiste trouve un écho de sympathie d'autant plus grand que les événements de février 1934 et l'agitation incessante des ligues sensibilisent les intellectuels épris de liberté à l'urgence d'un vaste rassemblement antifasciste.

C'est ainsi qu'au début du mois de mars 1934 s'est constitué, par ailleurs, un *Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes* sous la présidence de Paul Rivet, socialiste, et la vice-présidence d'Alain, dont les sympathies radicales sont notoires, et de Paul Langevin, proche du parti communiste. Ce Comité lance d'emblée un manifeste qui réunira bientôt 3500 adhésions, dont celles de nombreux communistes. Rarement dans l'histoire de France, les intellectuels se sont mêlés avec autant de passion à la vie politique de leur pays. Rarement peut-être aussi, l'intelligentsia occidentale s'est engagée pareillement : « L'intelligence est à gauche, incontestablement »¹¹², se dit Mounier, en constatant la présence, à la même estrade du congrès international de la culture organisé en 1935, de Gide, Huxley, Malraux, Bloch, Guéhenno, Benda, Chamson et Waldo Frank.

Mounier refuse de souscrire au manifeste du *Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes*, non qu'il réprouve les prises de positions antifascistes — elles constituent au contraire le type même de l'action de protection qu'il envisage comme « technique des moyens spirituels » — mais ce manifeste lui semble dépourvu d'objectivité¹¹³. Il lui reproche de considérer le seul fascisme de droite et d'ignorer celui de gauche ou d'extrême gauche. Selon lui, l'action antifasciste en France s'est em pêtrée dans la politique :

« Elle a accepté, du jeu des partis, un contenu partisan, hybride de radicalisme et de communisme, et des contre-violences calquées sur la violence même qu'elle prétendait combattre et qu'elle provoque au lieu de l'écarter. Une action antifasciste ne se conçoit que strictement négative et neutre. Elle doit s'opposer à toute dictature spirituelle, que la menace en vienne de droite ou de gauche, de l'Etat établi ou des groupements qui aspirent à le renverser. »¹¹⁴

Le brusque changement d'attitude du Parti communiste à l'égard des socialistes et des radicaux, la nouvelle politique culturelle des intellectuels marxistes qui annonce puis accompagne ce changement, sont considérés avec une grande défiance par les personnalistes. Comment croire à la sin-

cérité d'un revirement opéré en quelques semaines et dont l'inspiration politique ne fait aucun doute ?

Dans la Revue, Mounier donne le ton de la polémique. En juillet 1935, il se montre très sarcastique à l'égard de l'étrange volte-face des intellectuels communistes :

« Nous avons vu peu à peu les organes communistes, depuis deux mois, parler avec une ardeur néophyte de la « conscience » et de l'« humain ». (...) Qu'en l'espace de quelques semaines, des hommes qui ne peuvent être dupes (ou il faudrait douter de leur qualité intellectuelle dont nous ne doutons pas) puissent opérer une telle volte-face, sur un commandement politique, il y a quelque raison pour nous, on l'avouera, d'être méfiant à leur égard. »¹¹⁵

Il n'entend donc pas être dupe des artifices de ce nouvel humanisme communiste qui jaillit soudain, pour les besoins de la cause unitaire, des manifestations culturelles antifascistes. Il croit se rappeler qu'en décembre 1932, dans le « Cahier collectif de Revendication » de la *Nouvelle Revue Française*, H. Lefebvre écrivait qu'avant 50 ans les problèmes de l'homme ne se poseraient pas¹¹⁶. Il y a moins longtemps encore *Commune*, l'organe de l'AEAR, dénonçait avec violence les positions personalistes, alors que Nizan, de Moscou, qualifiait *Esprit* de revue fasciste liée à l'émigration blanche¹¹⁷.

En dépit de son scepticisme à l'égard des grandes manœuvres communistes dans le domaine culturel, il participe au Congrès international pour la Défense de la Culture, d'inspiration marxiste. Cependant, il ne se laisse pas envoûter par le conformisme qui règne dans cette manifestation, et le démontre bien au cours de son intervention¹¹⁸. Et dans le numéro de septembre 1935, il évoque les espérances suscitées par ce Congrès, tout en manifestant un scepticisme mêlé d'ironie à l'égard des compromis idéologiques et des petites trahisons intellectuelles qu'il a reconnus dans les interventions de certains écrivains communistes ou proches du communisme¹¹⁹.

Esprit répond au Congrès international pour la défense de la culture par un long manifeste intitulé « Notre humanisme »¹²⁰. Ce texte, rédigé en majeure partie par Mounier, mais examiné et complété au Congrès personaliste de septembre 1935, constitue d'abord une prise de position anti-marxiste ; il marque aussi la volonté du mouvement *Esprit* de se distancer des intellectuels qui, sous couvert d'humanisme, se compromettent avec le marxisme dans la défense du Front populaire.

Les marxistes, lit-on dans ce manifeste, déniaient toute réalité au spirituel qu'ils considéraient comme un produit des conditions sociales, elles-mêmes tributaires des conditions économiques. Dans cette perspective, l'esprit, la vie intérieure ou Dieu, sont des idéaux mystificateurs qui vident l'homme de sa substance et le détournent de son véritable destin. Le « réalisme socialiste » se propose donc de détruire ces idéaux afin que l'homme prenne conscience de la nécessité de transformer le monde. Mais quel serait le sens de cette transformation ?

Depuis peu, ironisent les auteurs de ce texte, les communistes parlent beaucoup de « l'affranchissement de l'individu »¹²¹, au-delà d'une période de dictature ; mais, en réalité, si l'on fait abstraction des subterfuges de

langage et des compromis intellectuels de circonstances, on est bien obligé de reconnaître que la finalité de cet affranchissement ne se conçoit pas en dehors de l'athéisme et du matérialisme marxistes.

Selon l'idéologie communiste, par ailleurs, seul le prolétariat conscient de sa mission est l'instrument de la Révolution. A lui seul, il détient l'autorité spirituelle absolue et les germes de la culture nouvelle, même si, en fait, un parti s'arroge le droit de le représenter en attendant qu'il prenne conscience de sa mission révolutionnaire.

Les idéologues marxistes refusent donc d'admettre la vocation de la « Personne », et seules les masses, les masses anonymes et opprimantes, pétries par la volonté des idéologues du Parti, leur apparaissent créatrices ¹²². A cette dictature sans âme, Mounier et ses amis opposent les réalités incoercibles de la personne, sa singularité profonde, ses aspirations mystiques, ses inquiétudes, son insécurité douloureuse, ses faiblesses, sa liberté de s'engager et sa responsabilité.

Le manifeste souligne alors l'antinomie fondamentale entre le personnelisme et le matérialisme marxiste. Certes, la quête d'un nouvel humanisme pourrait passer par la démystification marxiste de l'idéalisme bourgeois. Malheureusement, sous prétexte de résoudre l'opposition entre l'esprit et la matière, les marxistes s'enlisent dans un matérialisme sordide, absolument inacceptable pour les personalistes. *Esprit* rappelle aussi que la domination des forces de la nature ne saurait constituer la vocation première de l'homme. C'est la raison pour laquelle il dénonce dans l'idéologie marxiste une « mystique systématique du travail, de la production et de la raison scientifique » ¹²³, croyance qu'il qualifie de résidu idéologique de l'idéalisme bourgeois.

D'autre part, sans vouloir ignorer la réalité de l'oppression, de la misère et du chômage, les personalistes entendent rappeler que la société plus juste pour laquelle il faut lutter engendrera elle aussi la facilité, donc des tentations et des dangers de relâchement moral. Négligeant cet aspect du problème, le marxisme n'offre qu'un humanisme de confort et d'abondance matérielle qui méprise les valeurs qui naissent de la pauvreté.

« Une révolution pour l'abondance, le confort et la sécurité, si ses mobiles ne sont pas plus profonds, conduit plus sûrement après les fièvres de la révolte, à une universalisation de l'exécration idéal petit bourgeois qu'à une authentique libération spirituelle. » ¹²⁴

Dans les conclusions du manifeste, rédigé en commun au congrès *Esprit*, les personalistes expriment sans ambages leur refus de prendre parti dans la bataille électorale en cours et notamment de soutenir l'expérience du Front populaire :

« Par l'accentuation de certains malentendus jusqu'ici plus embrouillés, deux blocs idéologiques extrêmes, en ce moment-même, mettent tout Français qui désire s'engager pour le salut de l'homme en demeure de les départager. L'un, le Front National, renouvelé dans sa ligne moyenne du vieil Ordre Moral, accapare la terminologie des valeurs spirituelles, souvent autorisé par une fidélité privée incontestable à ces valeurs, et l'attache à la cause insoutenable des égoïsmes économiques et nationaux. L'autre, le Front Populaire, accapare la terminologie de la justice sociale, souvent autorisé par une fidélité civique incontestable à cette justice, et

l'attache à des idéologies que nous repoussons, à des corruptions, à des corrupteurs qui ne méritent pas les causes dont ils se font les représentants.

Choisir entre deux malentendus catégoriques sous prétexte de sortir du gâchis serait jouer le sort de l'homme et de notre pays sur un fait divers d'une décadence. » ¹²⁵

A ces deux blocs, les personnalistes opposent l'idée d'une « troisième force », qui chemine de manière encore hésitante certes, mais qui annonce la véritable « Renaissance » à laquelle doit se consacrer la jeune génération.

Comme on le voit, la réponse d'*Esprit* au Congrès international pour la défense de la culture s'adresse aux marxistes, quand bien même cette manifestation antifasciste a réuni nombre d'intellectuels qui ne se réclament pas du matérialisme dialectique. Ce faisant, *Esprit* trahit bien son angoisse de l'emprise grandissante de l'idéologie marxiste sur l'intelligentsia française. Les personnalistes, d'autre part, ne se contentent pas d'opposer leur humanisme à celui des marxistes mais associent à leur manifeste culturel une prise de position de nature politique très concrète en réitérant leur hostilité au Front populaire. Leur crainte des forces de gauche apparaît donc clairement liée au spectre du communisme.

* * *

Cette critique de la philosophie marxiste entreprise par *Esprit* n'est pas originale, puisqu'elle reprend les attaques classiques des non-marxistes contre le matérialisme et le déterminisme communistes. On doit reconnaître, cependant, que les intellectuels communistes ont la condamnation qu'ils méritent. Rien de plus sommaire, en effet, que la pensée marxiste dans l'entre-deux-guerres, enfermée dans le champ magnétique du dogmatisme stalinien. Il est vrai qu'à partir de 1935 environ, certains marxistes mettent en évidence le rôle imparti à la volonté dans la transformation révolutionnaire. Dans *La Conscience mystifiée* ¹²⁶, par exemple, Guttermann et Lefebvre soulignent l'importance attribuée par Marx à l'interaction réciproque entre l'infrastructure et la superstructure dans le déroulement de l'histoire. A la même époque, Auguste Cornu suggère également une nouvelle définition du matérialisme historique en faisant sortir de l'ombre les œuvres de jeunesse de Marx et en mettant en évidence les fondements humanistes de sa pensée politique ¹²⁷.

Esprit ne reste pas insensible à cette nouvelle approche de la pensée de K. Marx. Avec beaucoup d'intelligence et une grande honnêteté intellectuelle, Marcel Moré consacre, à partir d'avril 1935, une longue série d'articles à l'analyse de la pensée marxiste en se fondant précisément sur l'ouvrage de Cornu ¹²⁸. Il peut donc écarter l'équation simpliste, alors si répandue, entre le marxisme originel et le dogmatisme stalinien. Il corrige également le jugement des milieux spiritualistes sur le déterminisme marxiste, en rappelant que les œuvres de jeunesse de Marx, ses *Thèses sur Feuerbach* en particulier, protestent sans équivoque contre l'idée que l'histoire pourrait se dérouler sans l'intervention des hommes : le matérialisme historique ne signifie pas que la matière domine la marche de l'histoire, mais que les conditions matérielles sont le socle à partir duquel s'érige la superstruc-

ture de la société ; la pensée, loin de refléter passivement le monde, s'exerce sur lui dans le double but de le connaître et de le transformer. Ainsi le mouvement dialectique postulé par le jeune Marx implique une interaction constante entre la superstructure et l'infrastructure et, si l'auteur du *Capital* insista avec tant de vigueur sur le rôle de cette dernière, c'est parce que son œuvre philosophique se posait en réaction contre l'idéalisme des hégéliens et des néohégéliens qui affirmaient que le développement de l'histoire demeurerait indépendant des conditions matérielles.

Moré témoigne également d'un humanisme marxiste, montrant bien que le père du socialisme scientifique a consacré toute son œuvre à l'espérance d'une libération véritable de l'homme par l'établissement d'une démocratie authentique. Il rappelle, enfin, la fécondité du marxisme comme philosophie de l'action.

Pourtant, s'il reconnaît l'importance et la richesse de la pensée de Marx, Moré se distance sans ambages du projet communiste qu'elle contient. Pour notre auteur, l'instauration d'une société harmonieuse relève de l'utopie. « Le monde », assure-t-il, « par le fait même de la nature humaine, est un monde déchiré, et il le sera toujours. »¹²⁹ Il lui paraît également nécessaire de revoir le marxisme en fonction des nouvelles conditions historiques et d'orienter l'action sociale en tenant compte de l'évolution du monde contemporain. Les déviations mêmes du marxisme en Russie mettent en évidence des déficiences inhérentes à l'œuvre de son fondateur. Il importe donc de réviser l'analyse entreprise par Marx de l'infrastructure en l'adaptant aux réalités nouvelles, mais aussi d'étudier, plus sérieusement que ne l'a fait le père du socialisme scientifique, le rôle de la superstructure dans le déroulement de l'histoire. En conclusion de son étude Moré affirme :

« En somme, il faut compléter, assimiler, agrandir le marxisme; et pour cela utiliser au grand scandale des partis communistes tout le développement de la pensée bourgeoise depuis Marx (philosophie, économie, sociologie, ethnographie, etc...). Car si la pensée bourgeoise est par définition bourgeoise, elle est encore de la pensée, tandis que la pensée non bourgeoise nous apparaît jusqu'ici vide de tout contenu. »¹³⁰

En dégageant le marxisme de sa gangue soviétique, Moré n'atteint pas seulement les idées établies chez les antimarxistes, mais aussi celles qui fondent l'idéologie communiste. Alors que les marxistes jouent en France un rôle toujours plus important dans l'intelligentsia et constituent un rouage vital du Rassemblement populaire, l'entreprise n'est pas fortuite.

Revoir l'œuvre de Marx à la lumière du monde actuel et de la pensée contemporaine, n'est-ce pas précisément le projet du socialiste belge Henri de Man ? *Esprit* n'a pas attendu la naissance du Rassemblement populaire pour se pencher sur la critique demanienne du marxisme. Dès juin 1933, Jean Lacroix avait souligné l'immense intérêt d'*Au-delà du Marxisme*, ouvrage dans lequel il sentait « vivre et palpiter une âme » malgré les « termes barbares » et « l'appareil technique »¹³¹ dont usait son auteur. Le spiritualisme du socialiste belge lui paraissait d'autant plus remarquable qu'il émanait d'un ancien matérialiste marxiste. Lacroix se demandait, en conclusion, si de Man « n'avait pas à la fois rejoint la position révolutionnaire d'*Esprit* et abandonné le socialisme, au sens ordinaire du mot »¹³².

En février 1934, Henri de Man exposait lui-même dans la Revue son *Plan de Travail* que le Parti ouvrier belge venait juste d'adopter¹³³. Commentant ce plan, Lacroix manifestait à nouveau son « accord de fond avec une conception d'inspiration aussi pleinement personnaliste »¹³⁴, tandis qu'Ulmann, dans le même numéro, s'étonnait de trouver les idées et les projets développés par le plan de Man « si familiers »¹³⁵.

En avril 1935, au moment où se constitue le Front populaire, Mounier se penche à son tour sur l'œuvre demanienne et salue *L'idée socialiste* comme « le livre culminant de l'après-guerre »¹³⁶ sur le plan économique et social, comme « un instrument de travail fondamental pour tout ami d'*Esprit* »¹³⁷. Mounier souligne que de Man reprend l'essentiel des critiques adressées par *Esprit* au socialisme et au marxisme. La réfutation du matérialisme déterministe n'est-il pas le thème dominant de cet ouvrage ? Le socialiste belge ne met-il pas en garde la classe ouvrière contre son embourgeoisement et aussi contre « une idéologie de classe et d'intérêts privés »¹³⁸ qui la conduit à la même décadence, à la même mort spirituelle que la bourgeoisie capitaliste ?

* * *

Mais peut-on parler de marxisme, s'interroger sur un éventuel humanisme communiste, en faisant abstraction de l'Union soviétique ? La référence à la Russie de Staline s'impose d'autant mieux que le Parti communiste français ne dissimule guère son allégeance à Moscou, et que la révolution bolchévique concrétise en partie les espérances politiques des intellectuels du Parti et de leurs « compagnons de route ».

Nous savons qu'*Esprit* s'est toujours targué d'être juste à l'égard de l'URSS, et qu'il aime à le souligner :

« Nous avons été les premiers à rappeler à moins de légèreté ceux qui condamnaient sans appel l'effort constructif de la Russie soviétique, les premiers à chercher dans cet immense complexe de communisme, de slavisme et de féodalité, les promesses d'avenir sous les iniquités, à reprendre les analyses marxistes pour en dégager le gros œuvre durable des partis pris philosophiques. Nous nous sommes toujours refusés à l'union sacrée « antimarxiste », à sa politique intéressée et déformante. Certains ont cru, ou feint de croire à de la duplicité, ou encore à quelque indécision fondamentale de la pensée : il s'agissait seulement de déconsidérer les polémiques, de sauver toute vérité et de mûrir les débats essentiels par derrière les accords ou les divergences de malentendu. »¹³⁹

Ainsi donc les attaques lancées par les personnalistes contre la Russie soviétique ont transcendé tout esprit de polémique bourgeoise : elles étaient pures, dépouillées de tout réflexe de droite. Si Mounier évoque constamment cette bienveillance fondamentale d'*Esprit* à l'égard du régime bolchévique, il n'hésite plus, désormais, à lever le voile d'indulgence pudique dont il avait jusqu'alors entouré l'analyse de la réalité soviétique. Les raisons de ce durcissement à l'égard de l'URSS sont diverses et mêlées. 1935, c'est l'année du pacte franco-soviétique : en même temps qu'elle se rapproche de l'Occident, de la France bourgeoise notamment, l'URSS perd aux yeux des personnalistes son caractère de monstre sublime. Et puis, le voyage en

Russie organisé par les *Amis d'Esprit*, au début de l'automne 1935, contribue à cette profanation lente mais certaine de la réalité soviétique. A son retour, P.-A. Touchard évoque l'extrême misère, la prolétarianisation totale du peuple russe, le caractère impitoyable de la dictature exercée par le régime dans les domaines politique, spirituel et culturel. Sans doute discerne-t-il bien les premiers signes d'une amélioration des conditions matérielles du peuple russe, mais il doit souligner, en contre-partie, le recul des principes égalitaires annoncés par les révolutionnaires bolchéviques et le retour au principe du travail fondé sur l'intérêt matériel ¹⁴⁰.

C'est aussi en 1935 que parviennent en Occident les nouvelles des premières exécutions sommaires consécutives à l'assassinat de Kirov. Ces purges jettent un profond malaise dans les milieux intellectuels encore enclins à l'indulgence pour la dictature soviétique. *Esprit*, qui vient de se mettre dans une position inconfortable en refusant de participer à une action antifasciste de la gauche, jugée sommaire et unilatérale, n'attend pas pour mettre en évidence le conformisme servile de l'*Humanité* qui s'efforce alors de justifier la terreur qui règne en URSS tout en s'érigeant en défenseur des libertés démocratiques en France.

1935, c'est enfin l'année durant laquelle les communistes se rapprochent du pouvoir en devenant un élément vital du rassemblement des partis de gauche.

Lorsque le Front populaire devient une réalité et se prépare à la bataille électorale, *Esprit* s'efforce de démontrer l'échec de la révolution bolchévique. Ainsi, dans le numéro de janvier 1936, Moré accorde une place importante à l'étude de Boris Souvarine consacrée à Staline et à la révolution soviétique ¹⁴¹. Souvarine est un ancien militant communiste qui a passé de nombreuses années en Russie en tant que Secrétaire de la III^e Internationale, et sa biographie de Staline, qui constitue une attaque dévastatrice des perversions de la révolution bolchévique, inspire une confiance d'autant plus grande qu'elle rencontre désormais l'intuition générale des personnalistes sur l'URSS. En reconstituant le passage de la révolution de Lénine aux pires abus criminels du tzarisme, Souvarine étaye les convictions de Moré. Pour ce dernier, l'expérience russe est l'illustration même des avatars de tout processus révolutionnaire inachevé. Pour qu'une révolution puisse maintenir ses conquêtes, les intellectuels qui la conduisent et la masse qui la soutient devraient se mêler, puis s'unir, afin d'éviter que le mouvement ne tourne au blanquisme.

« Cela réclame deux conditions : il ne suffit pas que la masse ait la force nécessaire pour détruire l'ancienne forme de société : il faut qu'elle puisse acquérir les vertus morales et culturelles qui la rendent capable de construire la nouvelle société. En outre, il est nécessaire que les intellectuels qui ont mené la Révolution restent en contact suivi, constant, permanent avec cette masse, non seulement pour animer cette masse mais aussi pour maintenir en eux le sens des besoins les plus profonds de cette masse. » ¹⁴²

Ces conditions n'étaient pas réunies en Russie où la masse, asservie de tout temps, ne possédait aucune éducation politique et sociale. De surcroît, les dirigeants bolchéviques concentrèrent leurs efforts sur les transformations matérielles de la révolution et négligèrent ses aspects culturels, oubliant

ainsi qu'une société nouvelle ne peut s'édifier avant l'éducation du peuple. Le Parti, organisé par Lénine en armée disciplinée, s'est peu à peu coupé du peuple, tandis que les Soviets ont dégénéré en système bureaucratique, hiérarchisé et parasite, pour devenir l'assise d'une nouvelle classe privilégiée. La guerre civile, l'échec des révolutions européennes, accentuèrent cette tendance et bientôt la plupart des aspirations démocratiques de la révolution furent abandonnées. La disparité devint toujours plus énorme entre les idées théoriques des révolutionnaires et la réalité. Sous l'influence croissante de Staline, la doctrine se transmua en dogme stérile sans relation avec l'esprit du marxisme. C'est alors que l'industrialisation forcenée du premier plan quinquennal engendra la faim, la misère et la terreur. Elle se poursuit dans l'hypocrisie et le mensonge, annihilant toute liberté et desséchant toute valeur humaine : une révolution, qui devait engendrer une libération de l'homme dans une démocratie authentique, a sombré dans un état de barbarie perfectionné par les techniques du monde moderne.

C'est également en témoin de la révolution défigurée qu'*Esprit* accueille Victor Serge dans ses livraisons du printemps 1936. Cet ancien militant communiste français a partagé le destin tragique des intellectuels révolutionnaires persécutés par Staline. S'étant établi en Russie après la révolution d'octobre, il est exclu du Parti en 1928, pour être bientôt emprisonné et déporté¹⁴³. Lors du Congrès international pour la défense de la culture, Magdaleine Paz provoque un esclandre en rappelant le destin tragique de ce révolutionnaire et en demandant la signature d'une pétition pour obtenir sa libération des geôles soviétiques. André Gide, dont le premier mouvement est d'étouffer cette voix discordante qui rompt la belle harmonie affichée par le Congrès, fait ensuite un effort en coulisses pour obtenir la libération de Serge. Grâce à ces interventions, celui-ci est libéré au moment des élections du Front populaire.

En avril et en mai 1936, avant même que soit connue la nouvelle de sa libération, *Esprit* publie une nouvelle de Victor Serge, intitulée « L'impasse de Saint Barnabé »¹⁴⁴. Ce récit émouvant, qui décrit crûment la grande misère du peuple soviétique, rappelle aussi, de manière fort opportune si l'on songe à la conjoncture politique, le sort réservé en URSS aux intellectuels épris de vérité.

Et puis c'est en juin 1936, en pleine victoire du Front populaire, que la Revue fait paraître deux lettres ouvertes de Victor Serge qui vient d'être libéré des camps soviétiques et qui exprime sa reconnaissance à ceux qui ont œuvré pour sa délivrance : Magdaleine Paz et ses amis d'une part, André Gide d'autre part¹⁴⁵. Ces lettres constituent un témoignage déchirant sur la réalité du totalitarisme soviétique, son univers concentrationnaire, et la terreur répandue dans les milieux intellectuels par la répression aveugle de la police stalinienne.

CHAPITRE V

LE FRONT POPULAIRE

1. Le peuple enfant

La constitution du Front populaire pose à *Esprit* un dilemme difficile à résoudre. Comment concilier, en effet, l'anticapitalisme des personnalistes, leur répulsion pour les bourgeois, leur compassion pour la misère populaire et leurs aspirations révolutionnaires, avec l'opposition qu'ils manifestent d'emblée à l'égard d'un rassemblement de gauche qui groupe l'ensemble des forces populaires ? La contradiction entre les effusions sentimentales d'*Esprit* en faveur du peuple et sa méfiance de la gauche n'est certes pas nouvelle ; elle apparaît désormais dans toute son évidence.

Le nœud de cette attitude contradictoire est probablement de nature affective, car le jugement des personnalistes sur le peuple est d'abord sentimental. Dans l'héritage de Péguy, *Esprit* investit le peuple d'une mystique qui inspire des épanchements d'autant plus chaleureux que ces effusions ne reposent, le plus souvent, sur aucun contact véritable avec la réalité populaire. Le peuple incarne, pour Mounier notamment, les vertus de la souffrance, de la pauvreté, et les élans de générosité qui partent du cœur. Il évoque aussi, à un niveau moins conscient, la fraîcheur, la pureté et les promesses de l'enfance ingénue. La mystique du peuple exprime donc, chez lui, la nostalgie de l'enfance. Au même titre que l'enfance, le peuple appartient au passé :

« Autrefois il y avait un peuple. Il sentait le passage des heures, l'odeur de la terre et des paysages, le frôlement multiple des âmes. Il n'avait pas le sou. Eh bien, il regardait les hommes, son métier, les événements qui venaient — pas les faits divers, non, les événements, les *siens* et ceux des *autres*. Il ne savait pas toutes les nouvelles du monde, il ne quittait pas — ni ses jambes, ni sa tête — les abords de sa ville (ou de son village), il était aussi un monde de petits : petit par la fortune, petit par le coin de terre et de science qui le portait. Mais il communiait à une âme : l'âme du peuple, et par-delà, le plus souvent, l'âme de sa religion. Quelque chose le rattachait plus fort au pape de Rome qu'aujourd'hui ses descendants à M. Daladier dont ils savent chaque parole, par les journaux. Ses journées en étaient écartelées, en recevaient une lumière, elles avaient place pour y asseoir des cathédrales. » ¹

Le peuple de Mounier, comme celui de Péguy, n'existe plus. Ce regard nostalgique vers le passé renvoie l'image d'un paradis perdu, celui d'une enfance qui se dissout au sein d'une nature maternelle, douce, fluide et transparente comme l'aube du premier âge. Il renvoie aussi l'image d'un monde de « petits », celui des enfants pour qui le temps s'écoule à peine, pour qui la vie est contemplation, jeux, sensations légères. Le peuple était pur et innocent car « il n'avait pas le sou ». On sait, en effet, que pour Mounier l'argent est source de toute corruption, comme la pauvreté est le signe de l'ascèse et de la vraie pureté. Mais si le peuple du souvenir était communion, il était aussi harmonieuse dépendance à l'égard de l'autorité lointaine et souveraine du pape. A cette figure paternelle idéale et passée, il oppose la présence envahissante et mauvaise du politicien. Or, cette opposition est importante pour comprendre l'attitude ambivalente de Mounier à l'égard de la situation actuelle du peuple. Elle correspond au contraste qu'il établit entre spirituel et temporel, entre esprit et réalité politique. Elle recouvre également la distinction qu'il établit entre enfance et monde adulte car, nous l'avons remarqué, l'esprit auquel Mounier s'identifie est celui de l'enfance.

Mais de même que la mystique finit en politique, que le spirituel risque de s'empêtrer dans le temporel, que l'enfance est submergée par la corruption du monde adulte, ainsi le peuple est constamment détourné de sa vocation originelle par ses chefs politiques. On peut donc expliquer en partie la contradiction entre les effusions sentimentales d'*Esprit* en faveur du peuple et son opposition au Front populaire. En effet, si les hommes pauvres, simples et purs évoqués par Mounier ne peuvent mal faire, ils ne sont pas à l'abri, hélas, de chefs politiques méchants, de partis corrompus ou des tares de la culture bourgeoise. Armé de ce sophisme, Mounier et certains de ses amis peuvent établir un clivage entre le peuple mythique, symbole de l'enfance perdue, et le peuple réel, celui qui se manifeste dans les avenues de la politique.

Dans son introduction d'un supplément de la Revue, intitulé « Cahiers de littérature prolétarienne », qui paraîtra périodiquement depuis mars 1936 jusqu'à l'effritement du Front populaire, Mounier exprime bien ce clivage :

« Ces cahiers publieront des essais et des témoignages d'ouvriers, de paysans, d'employés, d'artisans, dont le métier n'est pas d'écrire. Les excuser ou les justifier de ce qu'ils n'ont pas à donner serait égarer le lecteur sur notre intention. Sans aucune idée préconçue, nous voulons faire entendre ici, de temps à autre, la voix du peuple parlant de lui-même — sans porte-paroles, sans représentants : c'est plus sûr, en littérature comme en politique. Nous ne choisirons pas ce que nous désirerions qu'il dise, nous tâcherons de faire un tableau complet de ce qu'il sent, de ce qu'il pense. On décèlera, ici les infiltrations de la politique politicienne, là celles de l'esprit petit-bourgeois, là encore les rudesses d'une vie à qui toute culture est refusée. Mais par-dessous, nous l'espérons bien, la sève intacte la plus riche qui s'offre à une nouvelle greffe de la culture. Le peuple est atteint comme nous tous par les maladies de l'époque, et cependant il est toujours la grande réserve : ce ne sera donc, à aucun des deux sens du mot, une littérature d'édification prolétarienne que nous installons ici : mais autant qu'il est possible, à travers le mur de la culture bourgeoise, une porte de communication dont les intellectuels les premiers, sinon des leçons de style, recevront quelque air frais. » ²

Le mythe personnaliste du peuple apparaît clairement dans cette introduction. Ecouter le peuple parler de lui-même, sans l'intermédiaire des intellectuels ou des politiciens, c'est tenter de retrouver le peuple dans sa pureté originelle. Les dissonances que l'on pourrait percevoir dans son langage ne lui appartiennent pas, mais trahissent ses contacts impurs avec les politiciens, la contamination qu'il a subie de l'esprit petit-bourgeois ; elles expriment aussi un cri de souffrance qui jaillit de l'oppression. Et pourtant même infecté, le peuple demeure une source de renouvellement du monde moderne et de sa culture. Dans le *Manifeste au service du personnalisme*, le peuple est invoqué comme la promesse de toute culture nouvelle, comme la sève purificatrice d'un monde nouveau. Car pour Mounier, le peuple sait ; il est doué d'une intelligence innée ; il est noué à la vraie culture, à celle qui ne s'apprend pas dans les livres.

Mais le peuple doit aussi être guidé, protégé, éduqué, ce qui n'est pas forcément contradictoire avec l'autorité qu'il incarne : de l'enfant il possède à la fois la toute-puissance d'essence magique et la fragilité. Dans le *Manifeste au service du personnalisme*, après avoir exhorté ses amis à « couler l'opulent vaisseau de la culture bourgeoise »³ et rappelé que la « ressource de la culture »⁴ se trouvait dans le peuple, Mounier explique :

« Le devoir des intellectuels personnalistes n'est donc pas d'« aller au peuple » lui enseigner leurs savoirs plus ou moins contaminés, ni de flatter ses insuffisances, mais de se mettre, avec l'expérience qu'ils peuvent avoir de l'homme et du vrai savoir, à l'affût de toutes les sources de culture qui cherchent aveuglément leur voie dans l'immense réserve populaire. Ils en discerneront avec modestie les promesses, et sans les contraindre, les aideront à se trouver suivant leur poussée propre. Croire que toute la fraction du peuple qui n'est pas atteint par la décadence bourgeoise porte en lui les promesses de la culture nouvelle, ce n'est pas sanctionner l'inculture, la vulgarité et l'indifférence de la fraction contaminée. »⁵

Les personnalistes devraient donc remplir auprès du peuple la même fonction que l'éducateur auprès de l'enfant⁶. On sait que pour *Esprit* l'éducateur doit favoriser dès l'enfance « l'éveil » ou « l'éclosion » de la personne et que la famille sera la « tutrice » de la vocation de l'enfant. De même que l'enfance est à la fois pour Mounier « le miraculeux jardin » où les personnalistes doivent « apprendre et préserver l'homme »⁷ et cet état d'âme fragile qu'il faudra consolider, former et initier, ainsi le peuple est pour notre auteur la source d'une culture authentique en même temps qu'un être social faible qu'il importe de protéger et guider en lui faisant découvrir sa véritable vocation. Le peuple est donc comme l'enfance un lieu de ressourcement. Mais comme l'enfance aussi, il doit être conduit jusqu'à l'âge adulte, afin qu'il soit préservé des débordements de l'esprit bourgeois, protégé des hommes aux passions politiques basses et instinctives.

Pour combattre les politiciens du Front populaire et l'impérialisme culturel des intellectuels de gauche, *Esprit* s'assure volontiers la collaboration d'anciens militants communistes, dissidents anarchistes du Parti, dont les témoignages, fruits de véritables expériences au contact de la réalité prolétarienne, ont le prestige de l'authentique et l'autorité de l'irréfutable. Ainsi dans le numéro de mars 1936 consacré aux problèmes ouvriers, *Esprit* publie un chapitre du livre de Marcel Martinet sur la *Culture prolétarienne*⁸.

Mounier introduit cette prise de position intitulée « Culture prolétarienne et dignité ouvrière »⁹ en rappelant que les personnalistes ne partagent pas toujours le langage ou les conceptions de Martinet, mais en ajoutant :

« Quoi qu'il en soit de ces réserves, une telle honnêteté, une telle courageuse lucidité sur les problèmes intérieurs aux mouvements ouvriers sont si rares qu'il nous est une joie de faire entendre une voix qu'en tant de lieux on étouffe. »¹⁰

Or, le témoignage de Martinet constitue d'abord une charge violente contre les chefs de l'orthodoxie communiste qui imposent au prolétariat, par le biais d'une culture avilissante, un catéchisme sans âme et dogmatique dont les articles de foi varient au gré des décisions politiques et des opportunistes de conclaves. A cette propagande mensongère, Martinet oppose la puissance rayonnante de la vérité. Dans la tradition de Sorel, il rappelle que le nouvel humanisme révolutionnaire n'apparaîtra pas une fois la révolution accomplie, mais s'imposera peu à peu, au gré de l'initiative créatrice du prolétariat lui-même, grâce à la discipline des travailleurs, aux efforts qu'ils entreprendront pour s'éduquer eux-mêmes. Le prolétariat ne s'émancipera pas par l'intermédiaire de ses chefs, mais en assurant lui-même son propre destin révolutionnaire.

A ce témoignage, qui corrobore l'intuition négative d'*Esprit* sur les chefs de la gauche française, s'ajoute celui de Henri Poulaille qui s'est chargé de constituer le premier cahier de « Littérature prolétarienne » publié par la Revue¹¹. Poulaille appartient à cette même famille de révolutionnaires anarchisants qui, en marge des partis de gauche, du Parti communiste notamment, mène un combat incessant contre la trahison de la cause populaire par les états-majors de ces partis. Il traite sans ménagement les intellectuels qui parasitent le peuple ; son origine authentiquement ouvrière lui permet de faire la nique aux bonzes de l'AEAR et de mépriser souverainement ces bourgeois qui s'entichent du communisme¹².

Mais Poulaille confirme surtout le thème personnaliste du peuple dont la voix est étouffée par ceux qui l'exploitent, et déformée par ceux qui prétendent le représenter.

« Des hommes voudraient parler. Des hommes qui ne sont que des ouvriers, des artisans, des paysans. (...) »

Jusqu'ici ces hommes de basse extracte n'avaient en quelque sorte jamais rien cru devoir dire. On avait parlé pour eux. On parlait pour eux. En revanche, ils étaient ceux qui font le travail, les guerres, les insurrections. Après les insurrections ou les guerres, ceux qui parlaient reprenaient leur place et leur plume de parleurs, et le cas échéant défendaient des idées diamétralement opposées à celles exposées la veille. Ceux pour qui et au nom de qui on parlait, retournaient à la peine des champs, des usines, des ateliers, aux risques des mers et des mines. »¹³

Ces mots ont une résonance particulière au sein du mouvement *Esprit*, car ils reprennent, sur une autre tonalité, le thème de l'enfance brimée et mystifiée par les adultes, par l'univers des hommes. En effet, ce peuple maintenu en tutelle et trompé par les politiciens n'est-il pas semblable à l'enfance pure et sans arme, à l'enfance opprimée et trahie, notamment par l'autorité du père ?

Ce n'est donc pas un hasard si la première prise de position du numéro d'*Esprit* consacré aux problèmes ouvriers s'intitule « Les paternalismes con-

tre la personne humaine »¹⁴. Dans cet article, en effet, François Perroux montre bien que les ouvriers ne sont pas seuls à souffrir du paternalisme et dévoile clairement les liens secrets qui peuvent unir le peuple opprimé aux personnalistes, car d'emblée il affirme :

« Les paternalismes sont foule. Comme les démons de l'Evangile. Tels parents obtus et touchants imposent une carrière ou un conjoint en invoquant la Morale, l'Autorité, la Tradition d'une « bonne famille » et en professant qu'ils font le bonheur du « cher petit ». »¹⁵

Perroux n'hésite pas à poursuivre tout au long de son article cette comparaison entre la situation pénible de dépendance affective du fils de famille et un certain type de subordination ouvrière vis-à-vis de l'autorité patronale, comme si l'image du prolétariat soumis faisait resurgir en lui des souvenirs d'enfance éminemment personnels.

Dans les prises de position de Mounier sur les problèmes sociaux, on retrouve le thème du « paternalisme »¹⁶ de la classe dirigeante ou du patronat. Le monde ouvrier, explique-t-il parfois, est parvenu à sa « majorité » et ceux qui le maintiennent encore en tutelle semblent oublier « qu'un bon père ne doit pas boudier la majorité de ses enfants, mais l'aider par tous les moyens à l'accomplir »¹⁷.

En effet, le destin du peuple, toujours comme celui de l'enfant, est de devenir majeur. C'est la raison pour laquelle la classe ouvrière, en se manifestant, témoigne de sa majorité ou, tout au moins, exprime son désir d'être « majeure ». Introduisant le numéro d'*Esprit* consacré à l'approche personnaliste des problèmes ouvriers, Mounier explique d'emblée :

« Plus d'une fois nous avons répété qu'un des faits humains directeurs de l'époque était la prise de conscience par les personnes ouvrières de leur majorité de personne. (...) Interpréter dans la perspective personnaliste cette prise de conscience, par des millions d'hommes, de leur majorité sociale, tel est l'objet de ce cahier. »¹⁸

En fait, les ouvriers sont-ils vraiment « majeurs » ? Si le peuple est pour Mounier une représentation inconsciente de l'enfance, comment pourrait-il être majeur ? Dans le « Manifeste au service du personnalisme » qui paraît quelques mois plus tard, et après l'établissement du Front populaire, Mounier semble moins catégorique sur la capacité du peuple d'assumer seul son destin :

« L'émancipation d'un adulte exige qu'il ait accédé à cette maturité où il acquiert d'abord le sentiment de son majorat puis la capacité de se comporter en personne autonome. Le sentiment précède toujours un peu la capacité, et c'est le conflit de l'adolescence.

Ce sentiment est aujourd'hui incontestablement établi, et de manière définitive dans la classe ouvrière. (...) »

La capacité ouvrière est-elle au niveau de la conscience ouvrière ? C'est le problème qu'oublient les politiques, pour qui les forces comptent plus que les réalités. (...) Il faut bien répondre que la plupart des prolétariats, précisément par suite du non-être social et économique où ils ont été maintenus, ne sont pas à la hauteur de leur ambition : ainsi s'explique le succès de bien des dictatures, qui se sont greffées sur la passivité des masses populaires, restées socialement, politiquement, et souvent spirituellement dépersonnalisées dans une civilisation qui n'a rien fait pour les conduire à l'exercice de leur personne. »¹⁹

Ainsi le peuple ouvrier ne serait ni tout à fait enfant, ni tout à fait adulte : il serait adolescent. Guidé par les personalistes, il pourrait, en revanche, mener à bien la vraie révolution et s'établir dans sa majorité. C'est la raison pour laquelle Mounier conclut en ces termes son « Manifeste au service du personalisme » :

« Une double colonne doit s'avancer ainsi contre la civilisation défaillante.

L'une, légère, par le nombre, est celle de la minorité d'intellectuels et de bourgeois qu'une conversion spirituelle profonde a détachés des déformations de leur culture ou des intérêts de leur classe pour les amener à la revision générale des valeurs qu'ébauche ce petit volume : chrétiens prenant conscience des exigences héroïques de leur foi en face de la médiocrité de leur vie ou de la carence de leur sens collectif; « spiritualistes » s'apercevant de la vanité de leur « esprit » sans obligations ni sanctions; isolés qui se sont jusqu'ici refusés aux enrégimentements par scrupule de pensée ou haine de la haine.

L'autre, qui comporte dès maintenant d'importantes réserves, est diffuse dans les rangs du vrai peuple, celui qui, façonné par le travail et le risque vital, a gardé le sens direct de l'homme, et a sauvé le meilleur de lui-même de la déformation politique. » ²⁰

En donnant la main au peuple authentique qui n'a pas été contaminé par l'action malsaine des politiciens, les intellectuels épris d'absolu et de pureté pourraient affronter et régénérer le monde moderne.

* * *

Dès la fin de 1935, le climat politique est marqué par l'attente de la prochaine bataille des élections législatives. Avec l'adhésion des radicaux au Front populaire, en octobre, les chances électorales de la gauche se précisent. Les partis de gauche s'étant rassemblés dans un grand mouvement de masse et ayant adhéré à un même programme de gouvernement, la position idéologique du mouvement *Esprit* apparaît inconfortable. Peut-il vraiment, tout en se prétendant révolutionnaire, rester en marge de ce grand rassemblement sans provoquer la méfiance ou la suspicion de nombreux lecteurs ou des milieux de gauche que l'on cherche à influencer ?

A partir de janvier 1936, sans doute pour prouver la sincérité des aspirations révolutionnaires du personalisme, Ulmann présente le Front populaire sous un éclairage nouveau : le rassemblement de gauche apparaît désormais dévié de son inspiration fondamentale par les manœuvres politiques de ses chefs. En effet, au moment où le Front populaire, enfin constitué, se lance dans la bataille électorale, il évoque avec nostalgie les temps héroïques de la naissance de ce rassemblement :

« (...) J'ai vu aux abords du 14 juillet se constituer le Front populaire. Il est utile de rappeler au milieu de quelles difficultés, de quelles oppositions de la part des cadres il est né comme par miracle. Ce miracle avait des motifs visibles; le Front populaire, comme l'unité syndicale, se nouait dans le pays avant de s'imposer aux dirigeants. » ²¹

Or, l'on se souvient que tout au long de cette longue période de gestation du Front populaire qui va du 6 février 1934 au début de 1936, Ulmann a dénoncé les manœuvres politiques de la gauche, les risques de désordre

qu'elles comportaient, le caractère factice de la menace fasciste qui était le prétexte de ce rassemblement. Aujourd'hui, au moment où se réalise cette unité qu'il a combattue, il se réclame d'un Front populaire mythique, celui qui aurait été, en quelque sorte, l'enfant d'une immaculée conception avant d'être récupéré par les chefs des partis, infesté de leur compromis, de leur tactique, de leur opportunisme, en un mot de leur politique.

Cependant, en janvier 1936, Ulmann ne conclut pas encore à cette trahison des aspirations populaires, même s'il semble la présager :

« Le Front populaire restera-t-il le Front populaire, c'est-à-dire sous contrôle permanent des masses, du peuple dont il s'efforcera d'être le représentant — ou n'aura-t-il été qu'un cartel électoral ? » ²²

Mais dès le mois suivant, il lance un cri d'alarme contre les chefs du Front populaire. Dans un article intitulé « Alerte aux chefs (suite) », il s'en prend violemment à la pusillanimité de la gauche, qui a concouru à l'investiture du gouvernement centre-gauche présidé par Albert Sarraut et manœuvré ainsi sur le plan parlementaire pour rester dans l'opposition jusqu'aux prochaines élections.

« Il ne se trouve actuellement personne pour nier qu'un grand nombre d'hommes dans les rangs mêmes du « Front populaire » sont de malhonnêtes gens, prêts à utiliser pour leur ambition personnelle les désirs profonds des masses populaires. Mais il n'est personne pour dénoncer ces hommes, leurs attaches, leurs trahisons passées, pour dresser la liste des suspects devant les masses populaires. Ne serait-ce pourtant pas une belle tâche, par exemple, pour le *Comité de Vigilance* (comme son nom l'indique) ? » ²³

Ulmann ne s'en prend pas seulement aux chefs du Front populaire, mais aussi à l'esprit qui a présidé à sa formation, le *Comité de Vigilance* étant le symbole des simplifications politiques auxquelles ont recouru les intellectuels en rassemblant les masses contre le fascisme. Enfin, en avril 1936, dans le sillon nostalgique de Péguy, il annonce :

« Il y eut quelque temps une mystique du Front populaire. Cette mystique manque aujourd'hui d'avoir à quoi s'accrocher. Elle se résout en combinaisons politiques entre des partis qui abusent de son souvenir. Elle n'est plus qu'une politique, demain impuissante. » ²⁴

Dans le numéro de mai 1936, Mounier, encore plus sévère qu'Ulmann, jette un dernier regard de mépris sur la bataille électorale :

« Les « mystiques » qui naquirent de la tempête du 6 février et de ses remous, qu'en reste-t-il ? M. de la Rocque tourne aux dames patronnesses, pendant qu'un politicien insolent et un policier gangster s'apprentent à recueillir le fruit de ses rassemblements ingénus. La vague populaire, hélas ! se retire et s'éloigne : si les choses continuent de ce train, de petits cloaques électoraux en seront bientôt le seul vestige, et puis une majorité de politiciens sans programme, surtout sans volonté et sans courage, qui finiront lamentablement dans l'émeute et la réaction. Un grotesque Carnaval de trois semaines vient de s'ouvrir sous le prétexte officiel d'un acte de souveraineté respectable : comment passer sans rougir le long de ces panneaux où s'étale une frénésie ridicule de bacchanale... » ²⁵

Une fois encore la mystique s'abîme en politique. Cette litanie péguyste exprime toujours la même nostalgie du paradis perdu de l'enfance. Placés

sous cet éclairage mélancolique, les événements du 6 février, jadis définis par Mounier comme une « émeute », sont évoqués maintenant comme une « tempête » qui a engendré des « mystiques », bientôt déflorées par l'intervention d'un « politicien insolent » et d'un « policier gangster ». C'est ainsi que les « rassemblements ingénus » du peuple sont détournés de leur vocation première vers les « cloaques » et les « bacchanales » de la politique. En contemplant le spectacle dégoûtant des élections placées sous le signe du Front populaire, Mounier ne parvient pas à dissimuler ses sentiments de honte.

2. La victoire du Front populaire ou le triomphe de l'enfant

La campagne électorale qui s'est ouverte le 7 avril conduit la gauche à une victoire qui se dessine dès le premier tour des élections, le 26 avril, et se confirme la semaine suivante grâce à la discipline observée par les représentants du Front populaire qui se désistent, comme convenu, au profit du candidat le mieux placé pour aborder le second tour. Cette victoire se caractérise par une forte poussée des socialistes et des communistes, et par une importante défaite des radicaux. Dès le 4 mai, Léon Blum réclame pour le parti socialiste, devenu le groupe le plus puissant non seulement de la majorité mais de la Chambre, le droit de diriger le gouvernement de Front populaire. Alors que personne ne peut plus s'opposer à cette volonté, Blum se montre respectueux de la tradition constitutionnelle, et s'accorde un délai de réflexion jusqu'à l'expiration du mandat de la Chambre précédente. Ce respect rigoureux de la légalité, le refus de collaborer des communistes et la participation radicale au gouvernement formé par le chef socialiste, sont autant de signes qui rassurent les milieux angoissés par le résultat des élections.

En revanche, le succès du Front populaire est suivi de près par une vague de grèves telles que la France n'en avait jamais connues. Ce mouvement social se répand comme une traînée de poudre à partir du 11 mai ; il est d'autant plus inquiétant que les débrayages s'accompagnent de l'occupation des usines. Il prend son élan dans une spontanéité contagieuse qui se répercute bientôt dans tous les secteurs de la production, y compris les grands magasins et l'alimentation. Le 24 mai, le défilé traditionnel de la gauche au Mur des Fédérés, à la mémoire des victimes de la Commune, connaît un succès sans précédent et provoque l'enthousiasme d'un peuple qui, pour la première fois, voit défiler en ses rangs un président du Conseil désigné. *L'Humanité* de ce jour invite les travailleurs à tirer parti des succès remportés par les grèves sur le tas. Le peuple s'enhardit et croit à la réalité de sa révolution. L'euphorie se communique de part en part et, dès le 26 mai, le mouvement de grève s'amplifie. Soudain le peuple français, grisé par son triomphe, s'abandonne à une exubérance totale.

Sitôt après la victoire électorale de la gauche, *Esprit* se rallie au Front populaire vainqueur. Mounier est le premier artisan de ce revirement. En juin 1936, dans une prise de position filandreuse, il justifie longuement l'attitude passée des personnalistes à l'égard de la gauche et proteste de leur bienveillance à l'égard du Front populaire. Suivons-le dans l'apologie de son engagement.

Après avoir dénoncé la grande presse, les hommes d'affaires et les intellectuels qui s'agglutinent autour du vainqueur, et projeté ainsi sur autrui un manque de consistance qui lui est propre, il cherche à définir la position d'*Esprit* face aux forces populaires victorieuses, tout en précisant bien qu'elle n'est pas modifiée par le résultat des élections. Pour justifier son attitude politique, il évoque le combat héroïque mené par *Esprit* depuis sa fondation.

« 1932. Les oppositions sont brutales. Un certain nombre de jeunes gens, chrétiens, incroyants, ont pris une conscience tragique de la misère et du désordre établi. Ils décèlent, derrière la crise économique, une crise spirituelle. Et les voilà immédiatement déchirés : ceux qui se réclament des valeurs spirituelles sur le plan politique et temporel les ont compromises, faussées avec tous les désordres du siècle, ils ne portent sous une noble étiquette qu'une marchandise avariée; ceux qui ont pris le seul parti à prendre, celui de la misère, des opprimés, de la justice sociale, pour la plupart se réclament d'un matérialisme philosophique plus dangereux pour l'homme que la rareté du pain; si on essaie de les rappeler à quelques problèmes humains, ils répondent que pendant cinquante ans les problèmes humains ne se poseront plus. Situation aussi nette que déchirante : impossible de ne pas lutter ouvertement contre un sectarisme qui d'ailleurs a conduit deux fois ses propres troupes à l'écrasement, en Allemagne et en Autriche. Mais pour tirer sur ces chefs, il faut tirer en même temps sur les doublement miséreux et les doublement abandonnés qui leur font confiance. Sur les nôtres, ceux mêmes pour qui nous avons rompu avec un milieu, avec des amis chers. (...) Malentendu devant, malentendu derrière, nous devons lutter sur deux fronts, passer ici pour traîtres à des hommes, là pour traîtres à des valeurs que toute notre volonté est de joindre, en nous faisant tuer sur place plutôt que d'abandonner la partie.

1935. Nous ne sommes pas morts. Nous ne sommes pas tout à fait vainqueurs. Mais ceux qui, sur notre gauche, s'acharnaient sauvagement à entretenir la division, semblent avoir compris. Quelle fut notre part dans ce revirement, qui le sait ? Il faut vivre un petit coin d'histoire publique pour voir sur le fait comment l'Histoire constituée, et même la chronique contemporaine, laisse passer entre ses mailles toute la substance de l'Histoire réelle, de l'Histoire des causes. » ²⁶

Mounier aime entreprendre l'apologie de son action passée. Aujourd'hui, il s'agit pour lui de fonder son attitude positive à l'égard du Front populaire au pouvoir sur une fidélité sans reproche à la justice et à la vérité. Ainsi, il représente l'engagement antérieur des personnalistes comme tangent à un drame de conscience surhumain. Il le décrit surtout comme une lutte courageuse, héroïque même, livrée dans un climat meurtrier. En effet, le style bref et tranchant de Mounier, tout comme le vocabulaire qu'il utilise pour évoquer ses positions passées, donne à son engagement une allure de combat authentique et redoutable mené contre les forces du mal. Il n'est pas mort dans cette tragique aventure, mais il s'en est fallu de peu, tant était grande l'audace de son attitude et totale sa volonté d'assumer le martyre.

Pourquoi cette gravité emphatique ? ²⁷ Sans doute l'enthousiasme populaire qui règne au lendemain des élections, l'ambiance de réjouissance un peu naïve, un peu affolante aussi, qui se communique dans les classes laborieuses et enferme les vaincus dans le désarroi, la solitude et l'impuissance, l'obligent-ils à renoncer à ses attitudes politiques mitigées de la veille, et son nouvel engagement aux côtés du Front populaire constitue-t-il pour

lui un saut dans l'inconnu qui ne laisse pas de l'angoisser²⁸. Que réserve l'avenir ? Va-t-on au-devant d'une guerre civile ? Son combat de hier est donc vraisemblablement celui qu'il craint d'affronter demain. Car Mounier ne parvient pas à dissimuler le sentiment de peur que lui inspire la victoire des masses populaires²⁹. Comment ne serait-il pas sensible au spectre d'une dictature communiste qui se dessine dans leurs rangs ? Ainsi n'hésite-t-il pas à contredire l'analyse qu'il vient de faire de l'évolution des marxistes, évolution dans laquelle il a discerné l'influence d'*Esprit*, en rappelant que le communisme orthodoxe constitue bel et bien « l'élément offensif », la « troupe de réserve », « la troupe d'avenir » du Rassemblement populaire, qui pourrait bientôt sortir de l'ombre pour assurer la dictature d'un Staline français et l'oppression d'une dictature matérialiste³⁰. Tout au long de cette prise de position, Mounier trahit la crainte que lui inspire le futur. Mais il est probable que cette angoisse n'est pas seulement liée à des motifs rationnels, telle la crainte du Parti communiste, mais qu'elle ait des causes plus profondes, moins conscientes. Il est possible, en effet, que son ralliement au Front populaire soit vécu comme une forme d'engagement dans la vie politique française, c'est-à-dire comme l'affrontement si redouté du monde réel.

Le combat qu'il évoque reflète donc peut-être en partie celui qui se déroule en lui-même. L'évocation de son engagement depuis 1932 n'est-elle pas l'histoire de sa « conscience tragique », de sa situation « déchirante » ? Mais comment expliquer ce déchirement intérieur ? Nous avons analysé le lien inconscient qu'il établit entre le peuple, l'enfance et le spirituel auquel il s'identifie. Nous savons, par ailleurs, que cette identification au spirituel n'est possible que par le rejet de cette partie de son être qu'il associe inconsciemment aux passions instinctives des hommes. Evoquant son engagement passé, il nous dit s'être insurgé à la fois contre les dépositaires des valeurs spirituelles — ceux qui s'en réclamaient « sur le plan politique et temporel » — parce qu'il entendait préserver ces valeurs d'une promiscuité mauvaise avec les désordres du siècle, et, d'autre part, contre les « chefs » du peuple qui se réclamaient d'un « matérialisme » redoutable. Son but fut donc toujours le même : interdire tout commerce entre l'esprit, symbole de l'enfance pure, et le temporel, symbole du monde adulte.

Si tout en lui se rebelle contre cette dégradation incessante du spirituel par le matériel, rarement il assume consciemment la responsabilité de ce mal. Ce sont les autres qui incarnent ce mouvement de descente vers le réel, « ceux » qui « ne portent sous une noble étiquette qu'une marchandise avariée », ou « les chefs » du peuple. Pourtant, nous le savons, le mal est en lui, et c'est bien ce qu'exprime cet enchevêtrement des fronts du combat qu'il livre : il craint en « tirant » sur les chefs de « tirer sur les doublement miséreux et les doublement abandonnés qui leur font confiance », c'est-à-dire d'atteindre le peuple candide et pauvre auquel il s'identifie. Ce fantasme de son propre martyr met bien en évidence la conjonction entre ses aspirations à la pureté et certaines tendances morbides de sa personnalité. Par ailleurs, Mounier évoquera sa mort possible chaque fois qu'il adoptera une position politique tranchée en contradiction avec les valeurs de son milieu, un peu comme si la rébellion contre l'autorité

parentale, et surtout la réussite de cette attitude séditeuse, comportaient toujours un danger mortel pour lui. En l'occurrence, ne vit-il pas cette victoire du peuple auquel il s'identifie comme l'aboutissement triomphal, donc redoutable, de sa révolte contre le père ?

C'est aussi parce qu'il s'identifie au peuple-enfant qu'il peut adresser « un salut fraternel au vainqueur »³¹ et qu'il peut insinuer, par une bouffée d'orgueil sublime, que le mouvement *Esprit* a joué un rôle essentiel dans l'évolution de l'« Histoire ». Son action, suggère-t-il, constitue la « substance de l'Histoire réelle, de l'Histoire des causes ». Par son action spirituelle, il aurait, en quelque sorte, fécondé le monde ou, plus exactement, ce lieu transcendant, hors du temps réel, qu'il appelle « l'Histoire ». C'est la raison pour laquelle, enfin, il peut affirmer, prenant ainsi l'exact contrepied de son éditorial du mois précédent, que le Rassemblement populaire conquiert le pouvoir « précédé de sa mystique »³².

Mounier poursuit son article en expliquant pourquoi, malgré son rôle dans l'« Histoire », *Esprit* a choisi de rester en marge du Front populaire. En se précipitant, comme tant d'autres l'ont fait depuis 1935, dans les organismes du Front populaire, les personnalistes auraient accompli un geste qui n'aurait pas manqué d'avoir un grand retentissement, en raison même du public qui fait confiance à la Revue et de l'origine de certains membres du mouvement *Esprit*. Cette adhésion aurait eu pour première conséquence de doubler le tirage de la Revue et d'associer les personnalistes au défilé de la victoire. Ayant évoqué cette perspective séduisante, mais désormais irréalisable, Mounier la rejette comme contraire à la vocation d'*Esprit*.

« Les positions que nous élaborons, les hommes que nous y mûrissons, nous croyons, nous savons que demain on en aura besoin. Dans la masse des forces matérielles qui luttent contre le désordre et l'oppression, nous ne serions qu'un appoint; elles ne nous attendent pas pour faire la brèche. Mais qu'elles nous attendent ou qu'elles ne nous attendent pas, nous croyons, nous savons que sur certaines orientations décisives de la civilisation, nous avons beaucoup à leur apporter, tout sur certains points. Que nous n'y sommes pas tout à fait prêts nous-mêmes. Qu'enfin l'œuvre précise qui nous est dévolue ne va pas sans une indépendance radicale du mouvement. »³³

Une fois de plus, il fait ressortir la singularité absolue d'*Esprit*. Son destin lui paraît inassimilable à un mouvement de masse qui charrie des forces matérielles, car sa vocation insigne est au service d'un projet de civilisation qui ne saurait souffrir des contingences du réel. Cette fuite dans le fantastique va de pair chez lui avec la conscience d'un manque de maturité des positions adoptées par *Esprit* et des hommes qui s'y rassemblent. Cette absence de maturité, à laquelle il se réfère souvent, reflète toujours sa même incapacité d'affronter la réalité. Elle condamne son mouvement aux espérances lancinantes et aux aspirations velléitaires de vains élans spiritualistes.

Après s'être efforcé de replacer son attitude politique passée dans la perspective du Front populaire, il cherche aussi à justifier les sentiments qui l'entraînent dans le sillon du vainqueur. Cette justification apparaît d'autant plus indispensable qu'*Esprit* est en butte depuis longtemps aux

attaques des milieux catholiques conservateurs inspirés de l'*Action Française*. Alors même qu'il salue la victoire du Front populaire, Mounier vit dans l'angoisse qu'une condamnation du Vatican s'abatte sur la Revue. Les informations qu'il reçoit d'amis bien informés lui font craindre cette mesure comme imminente ³⁴.

C'est donc essentiellement aux milieux catholiques, à la hiérarchie en particulier, qu'il s'adresse en exposant les raisons de sa prise de position. Les arguments qu'il énonce pour sa défense sont les mêmes qu'il formulera quelques jours plus tard dans un rapport rédigé à l'intention de Mrg Courbe pour le convaincre de sa fidélité à son Eglise ³⁵.

Il rappelle premièrement que le programme du Rassemblement populaire, de l'aveu même de ses dirigeants, n'est pas d'instaurer le socialisme. En revanche, ajoute-t-il, le marxisme triomphera si les socialistes demeurent seuls à diagnostiquer, sinon les causes, du moins « les mécanismes immédiats du désordre », et manifestent seuls la volonté d'entreprendre les « opérations chirurgicales devenues essentielles pour mettre fin au désordre », opérations que Mounier estime clairement définies par les Encycliques ³⁶.

Ainsi qu'il l'a toujours fait, Mounier se défend aussi avec la dernière énergie de penser en termes politiques. Il se révolte, en particulier, contre l'accusation de « catholiques de gauche » qui pèse sur les personalistes. L'attitude que les collaborateurs d'*Esprit* manifestent en faveur des opprimés ne relève en rien de la politique, mais découle des sentiments d'amour et de commisération qu'ils éprouvent pour ceux qui souffrent.

« Leur seule passion », s'exclame-t-il pour défendre la position des personalistes, « est d'aimer les hommes, et d'abord les plus abandonnés, de détester l'oppression, le mensonge, l'injustice, l'esprit bourgeois dans toute la mesure où il est la consécration de la médiocrité satisfaite. C'est dans ces sentiments, et nulle part ailleurs, qu'ils se réjouissent aujourd'hui d'un premier espoir de sortir de la misère et du désordre. De tout leur cœur, ils souhaitent que ceux qui souffrent ne soient pas déçus. » ³⁷

* * *

L'avènement du Front populaire constitue une étape pour le mouvement *Esprit* qui va se montrer désormais plus attentif aux problèmes de l'actualité politique. Ce changement d'attitude à l'égard de la politique procède d'une évolution perceptible depuis de nombreux mois et c'est, paradoxalement, dans l'opposition au Front populaire qu'*Esprit* a franchi les premières étapes d'une forme d'engagement politique.

Au début, *Esprit* suit l'expérience de Léon Blum avec sympathie. Hasard bienveillant ou influence des événements, la livraison de juillet 1936 s'intègre particulièrement bien aux préoccupations idéologiques de la gauche française puisqu'elle est consacrée dans sa majeure partie au syndicalisme avec des articles de Georges Lefranc ³⁸, Pierre Ramond ³⁹, André Philip ⁴⁰ et André Ulmann ⁴¹ et qu'elle contient de surcroît une longue étude de Robert Mossé intitulée « La défense de la liberté de la personne et l'économie planifiée » ⁴². Elle offre d'autre part un second et volumineux cahier de littérature prolétarienne consacré à la vie politique française ⁴³.

Cette même revue de juillet 1936 s'interroge aussi sur les conflits sociaux qui viennent de paralyser la France. L'inquiétant mouvement de grève paraissant enrayé, *Esprit* peut juger les semaines écoulées avec la sérénité que lui confère le recul de l'événement. Ainsi, Daniel Villey se réjouit de ce mouvement de grèves et des résultats obtenus par les classes laborieuses, résultats qui vont, selon lui, dans le sens des réformes préconisées depuis toujours par *Esprit* « au nom du droit à la vie, de la dignité de la personne et de la classe ouvrière, de la justice »⁴⁴.

Edmond Humeau, dans un article daté du 23 juin, salue avec l'enthousiasme et la chaleur du poète ce qu'il considère comme une grande victoire du syndicalisme. Ayant vécu le mouvement de grève à la Bourse du Travail, c'est-à-dire au cœur de l'événement, il évoque cette fièvre qui s'est emparée du monde ouvrier, chaque jour entraîné par l'espérance de nouvelles victoires, toujours envoûté par la soif de justice et de liberté. « Une gentillesse de fête était là, une espérance tranquille. »⁴⁵ Il admire la dignité et le sens de la discipline des grévistes; il s'émerveille de ces hommes qui ne se battent pas seulement pour relever leur misérable salaire, pour leurs droits et responsabilités dans l'entreprise, leur besoin de loisir et de liberté spirituelle, mais aussi par solidarité pour certains de leurs camarades encore moins favorisés. « Ils renouvellent le monde, ils sont fondés dans la belle poésie humaine, ceux avec qui commence un nouveau et dur chapitre de cette longue histoire qu'est le « genre humain ». »⁴⁶

Evokant les grèves, Mounier constate que la France est sortie de sa torpeur, et il s'en réjouit.

« On peut discuter les méthodes adoptées ces dernières semaines par les masses populaires ou par le gouvernement. Il n'empêche que la France, qui était morte, commence à bouger, et dès qu'il y a de la vie, il y a de l'espoir. »⁴⁷

Et d'autre part, l'attitude de son Eglise le reconforte. L'Eglise de France, avec un sens de l'opportunité dont elle a le secret, semble alors prête à se désolidariser, par la voix de certains de ses évêques, d'un régime capitaliste qui paraît condamné. Mounier cite longuement les déclarations du cardinal Verdier, de Mgr Chollet, de Mgr Sallièges qui ont trouvé les mots d'une commiseration sociale de circonstance.

Esprit ne se contente plus d'un jugement moral sur l'actualité, mais analyse les implications économiques de la politique qu'il cautionne. Ainsi la question de la dévaluation, remise à l'ordre du jour par les grèves et les accords de Matignon, fait l'objet d'un débat contradictoire entre Robert Mossé, opposé à la dévaluation⁴⁸, et Daniel Villey⁴⁹ qui s'y montre favorable. Ce dernier examine également les problèmes soulevés par les nouvelles réformes sociales⁵⁰. Sans remettre en cause des mesures qu'il approuve sans réserve, il s'inquiète des menaces qui pèsent désormais sur le pouvoir d'achat des ouvriers, ainsi que des perspectives d'avenir angoissantes de certaines entreprises, notamment des plus petites, qui constituent précisément le secteur de l'économie que les personnalistes, suivant en cela H. de Man, voudraient soustraire à toute forme de collectivisation. Pour réussir son expérience, souligne D. Villey, le gouvernement ne devra pas se détourner des aspects pratiques et humains qui se poseront à cette catégorie d'entrepreneurs si justement attachés à leur liberté.

Il incite aussi les particuliers à ne pas céder à la panique, mais à augmenter leurs dépenses utiles, à pratiquer la « vertu de magnificence », afin de prouver au monde, qui a les yeux fixés sur la France, qu'il est bénéfique d'augmenter les salaires en période de crise et que la prospérité n'est pas incompatible avec la justice sociale ⁵¹.

Dans le même numéro de juillet 1936, on relève pourtant la note discordante d'un doute sur le succès de l'expérience en cours, doute formulé par A. Roche, collaborateur tout à fait occasionnel de la Revue, qui montre combien la position de Léon Blum est inconfortable et contradictoire ⁵². Le chef du Front populaire ne doit-il pas assurer le fonctionnement du régime capitaliste qu'il condamne ? On se souvient que le nouveau président du Conseil a déclaré sitôt après les élections que le Front populaire n'entendait pas conquérir le pouvoir mais l'exercer dans le cadre légal de l'Etat capitaliste. Lorsque les grèves éclatent, il n'hésite pas à reconnaître l'illégalité des occupations d'usine et à s'engager simultanément à ne pas réprimer cette illégalité. Pour A. Roche, les difficultés rencontrées par le Front populaire découlent de cette contradiction assumée par le nouveau chef du gouvernement. Le réformisme de Léon Blum lui paraît condamné car, soit le régime capitaliste réagira en réprimant les actes illégaux des ouvriers, soit un gouvernement révolutionnaire brisera les cadres de la société capitaliste. Selon lui, les réformes obtenues par la classe ouvrière le 7 juin n'ont aucune chance de s'accomplir dans le cadre du régime actuel.

Après s'être laissé envoûter par l'euphorie de l'été 1936, *Esprit* retrouve en automne l'assise de son jugement critique, et laisse transparaître l'inquiétude que lui inspirent certaines tendances du Front populaire. Certes, les motifs d'inquiétudes sont nombreux. En dépit des accords de Matignon et des nouvelles relations de travail établies par le gouvernement Blum, le climat politique et social demeure perturbé. La CGT, dont les effectifs ont augmenté de manière vertigineuse, semble incapable d'encadrer ses nouvelles recrues pour empêcher la survivance de mouvements revendicatifs qui détériorent la production. La guerre d'Espagne, en même temps qu'elle installe la France dans un état de fébrilité angoissant, soulève les premières dissensions sérieuses au sein du Front populaire. Enfin, la situation financière s'étant dégradée, les sorties d'or s'accroissent et contraignent le gouvernement à recourir à une dévaluation qu'il avait promis d'éviter. Cette mesure que la Revue va saluer par la voix de Marius Richard comme une « victoire de l'esprit sur la matière » ⁵³, ébranle encore la cohésion du Front populaire car elle rencontre l'hostilité de nombreux radicaux, au Sénat notamment, et la défiance du parti communiste qui s'inquiète de ses conséquences sociales.

En octobre 1936, Madaule laisse transparaître, dans les méandres d'une prise de position qui serpente entre la démagogie et les critiques moralisantes ⁵⁴, une inquiétude à l'égard des soubresauts révolutionnaires qui agitent une partie de la classe ouvrière et perturbent la bonne marche du Front populaire ⁵⁵. Il rappelle les avantages considérables obtenus par la classe ouvrière après la victoire de la gauche, mais souligne aussi la fragilité de ces conquêtes économiques et sociales. Les représentants des puissances économiques ont accepté de porter atteinte à leurs privilèges dans un premier mouvement de panique, mais aussi dans l'espoir que l'augmentation du coût

de la vie ne tarderait pas à réduire considérablement les avantages matériels qu'ils avaient dû concéder à leurs ouvriers. La hausse des prix survient effectivement, alors que le gouvernement ne dispose pas des pouvoirs qui lui seraient nécessaires pour l'enrayer, et elle entraîne dans son sillon de nouveaux conflits sociaux. Qui en est responsable ?

Madaule dénonce premièrement le patronat, mais les accusations vagues qu'il formule à son endroit constituent, en fait, une clause de style qui doit rendre tolérable une mise en garde sérieuse à la classe ouvrière et surtout à ses chefs. Faisant allusion à l'ordre de grève récemment lancé par la CGT pour protester contre la politique de non-intervention en Espagne du gouvernement Blum, il souligne le caractère néfaste de ces revendications corporatives assorties d'exigences politiques, revendications qui portent, de surcroît, sur le domaine privilégié de la politique extérieure. Le procédé des occupations d'usine — qu'il soit légitime ou non — s'est généralisé de manière abusive. Dans plusieurs cas, rappelle-t-il, l'occupation fut décrétée dans le seul but d'empêcher les ouvriers de se rendre au travail, alors que la grève avait été décrétée contre l'avis de la majorité.

Madaule dénonce également les manœuvres de la CGT pour contraindre les ouvriers inorganisés à s'affilier à son organisation. Cette attitude lui semble d'autant plus redoutable que la CGT fait figure d'organisme officiel et qu'elle exerce une grande influence sur le gouvernement. Enfin, il rappelle aux ouvriers qu'il est nécessaire de respecter le principe d'autorité au sein de l'entreprise, afin d'éviter l'anarchie et l'effondrement de la production. Au terme de son analyse, Madaule trahit bien l'angoisse que lui inspirent les courants révolutionnaires qui agitent le Front populaire au risque d'entraîner la France dans le chaos de la guerre civile ou de l'engager dans une aventure belliqueuse.

C'est également des conseils de modération que Claude Bourdet prodigue aux représentants ouvriers dans cette période cruciale pour l'avenir du Front populaire. Analysant dans la livraison de janvier 1937 le phénomène de la hausse des prix, qui apparaît déjà comme la principale pierre d'achoppement de la politique économique et sociale du Front populaire, il préconise une application souple de la semaine de 40 heures et exhorte les organisations ouvrières à comprendre la nécessité d'une reprise économique rapide⁵⁶. L'application graduelle des 40 heures devrait être suivie, pense-t-il, d'un gigantesque effort de rationalisation au sein des entreprises et des administrations, afin d'enrayer la hausse des prix par une augmentation de la production.

3. La désillusion

L'année 1936 s'achève dans l'inquiétude, et l'optimisme encore affiché par le gouvernement n'éclaire l'avenir que d'une lueur incertaine. Le Front populaire a-t-il déjà échoué ? Il est trop tôt pour l'affirmer, mais certains le pressentent. Son avènement a suscité tant de joie, d'enthousiasme et d'espérance, que son cheminement chaotique à travers les écueils de la réalité politique laisse l'arrière-goût d'une grande déception.

Les personnalistes sont naturellement sensibles à cet affaïssement de la mystique du Front populaire. Dans le numéro de janvier 1937, G. Duveau exprime bien la désillusion d'*Esprit* à l'égard de cette expérience politique laborieuse et décevante⁵⁷. A cette occasion, il remet en cause toute la vie politique française. A la droite haineuse et incohérente qui s'exile chaque jour davantage de la nation, Duveau oppose un Front populaire divisé contre lui-même et impuissant. Le gouvernement, rappelle-t-il, est d'abord en butte aux attaques incessantes des communistes dont l'attitude, souvent juste, demeure néanmoins suspecte à l'opinion française en raison de leur allégeance à Moscou. Léon Blum doit faire face également à la menace de défection des radicaux, qui s'approprient sans pudeur à recueillir l'héritage du Front populaire conformément à leur politique traditionnelle d'oscillation entre la gauche et la droite. La France est restée radicale, constate-t-il avec amertume. Cependant, le radicalisme, en raison de sa conception traditionnelle de la propriété, de son impuissance congénitale à l'égard des problèmes économiques, se révélera inadapté aux structures et aux problèmes de l'Etat moderne. Les radicaux pourront bien succéder à Léon Blum, ils n'en constitueront pas moins un anachronisme avant d'être rangés « au magasin des antiquités »⁵⁸.

Poursuivant son analyse critique des forces qui constituent le Front populaire, Duveau ne manifeste pas plus d'illusions à l'égard du parti socialiste et de son chef.

« Léon Blum a contre lui les communistes et les radicaux. On peut ajouter sans trop d'outrance que les socialistes eux-mêmes ne le soutiennent guère, ou que, plus exactement, le parti socialiste ne dispose pas de cette énergie interne qui développe le dynamisme du chef. Faut-il incriminer la bureaucratie du parti, les vices d'une éducation strictement marxiste dont le faux appareil scientifique dévirilise les caractères ? Je l'ignore, mais toujours est-il que le socialisme orthodoxe donne une impression d'usure; il se sert lui-même d'un vocabulaire périmé, il est surtout constitué par de petits fonctionnaires, de petites gens tranquilles que les grands chocs du monde moderne épouvantent. (...) »

Enfin, Léon Blum lui-même n'est pas « représentatif ». Nul plus que moi n'admire son courage et son intelligence, mais ce grand bourgeois déhanché, complexe, féminin, ne traduit pas le pays. Il explique, il expose, il ne conduit pas. »⁵⁹

Dans les premiers mois de l'année 1937, la situation du Front populaire se détériore rapidement. Il apparaît désormais que la dévaluation n'a pas résolu les difficultés budgétaires du gouvernement. Le 3 février, Vincent Auriol expose devant les Commissions des Finances des deux Assemblées les besoins énormes de la Trésorerie, et prépare la voie au discours de Léon Blum qui annonce le 13 février à la radio la nécessité d'une « pause » dans la réalisation du programme du Front populaire, afin de permettre à l'économie privée, encore éprouvée par la dévaluation et par les effets des réformes sociales, de reprendre son souffle. Ce temps d'arrêt implique notamment l'ajournement de la retraite des vieux, la non-adaptation des salaires au coût de la vie, que le gouvernement entend obtenir des organisations patronales et ouvrières en leur demandant la reconduction pour six mois des contrats collectifs en cours, et l'abandon du programme des grands travaux. Quelques jours plus tard le gouvernement adopte une nouvelle politique financière en supprimant les mesures de contrainte pesant sur les capitaux et en rétablissant la liberté du commerce de l'or. Il s'adjoint, en outre, la

collaboration d'un comité d'experts comprenant des personnalités connues pour leurs conceptions orthodoxes en matière financière, tels Charles Rist, Paul Baudoin et Jacques Rueff, et dont la fonction est de gérer le fonds d'égalisation des changes et de surveiller le marché des rentes. Le gouvernement annonce encore qu'il ne demandera plus de nouveaux crédits au Parlement, sous réserve de l'amélioration nécessaire des petits traitements, et assure qu'il se procurera les crédits nécessaires au programme d'armement par un emprunt spécial.

Cette « pause », favorablement accueillie par la droite, constitue en fait une capitulation virtuelle du gouvernement Blum devant les réalités du régime capitaliste. Or, quelques jours plus tard, le 16 mars 1937, une fusillade éclate à Clichy entre les forces de l'ordre et des manifestants de gauche venus protester contre la réunion de militants du Parti Social Français du colonel de la Rocque. On relève 5 morts et l'on compte 200 blessés. L'émotion est grande en France, le désarroi profond au sein du gouvernement. Pour la première fois, le Front populaire est responsable de la répression sanglante de manifestants ouvriers.

Dans la livraison d'avril 1937, Madaule dénonce la capitulation de Blum devant les conditions des banquiers et croit pouvoir établir un lien de causalité entre ce geste et le drame de Clichy⁶⁰. En décrétant la pause, assure-t-il, le gouvernement a créé une atmosphère favorable à ce genre de tragédie. Il ne dissimule pas non plus sa profonde désillusion à l'égard de Léon Blum, et les critiques qu'il formule à son endroit constituent une sorte de bilan de faillite du Front populaire.

« Il ne faudrait pas se dissimuler (...) qu'une grande espérance, la plus grande qui ait brillé sur notre pays depuis la guerre est en train d'être déçue. »⁶¹

Comme s'il présentait la chute prochaine de Léon Blum, Madaule affirme que le Front populaire était voué à l'échec dès l'instant que son chef demeurerait fidèle au programme élaboré par les partis de gauche avant les élections et refusait, par cette allégeance à la lettre du contrat, d'entreprendre les réformes de structures nécessaires.

Cependant, les personnalistes ne portent pas tous le même jugement sur le Front populaire et son avenir. Roger Leenhardt admet un mois plus tard que la situation de Léon Blum est ébranlée et que son expérience économique et sociale prend une tournure inquiétante. Il souligne pourtant avec optimisme que le Front populaire, et particulièrement son expression socialiste, conserve une confiance suffisante dans le pays pour affronter les difficultés qui se présentent et, s'il le juge opportun, pour entreprendre encore les réformes de structures nécessaires.

Juste avant la démission du gouvernement Blum, Labrousse dresse un premier bilan de l'expérience qui va s'achever⁶². Contrairement à Madaule, il rend hommage à l'attitude initiale du président du Conseil qui, en manifestant sa volonté d'œuvrer dans le cadre légal imposé par le régime capitaliste, eut le courage de parier sur la sagesse et la capacité de renouvellement de la société française. En se comportant de la sorte, il a prouvé également la sincérité de sa foi démocratique et son amour de la liberté. D'emblée, pourtant, l'expérience s'est heurtée au manque de maturité des masses et à l'attitude négative du patronat. L'éducation des masses, souligne Labrousse,

ne pouvait être suffisante puisqu'en mai 1936, la France comptait à peine 500 000 syndiqués non fonctionnaires sur 10 millions de salariés. Si la CGT s'est considérablement renforcée depuis lors, elle n'a pratiquement pas eu le temps de donner à ses nouveaux membres la formation nécessaire pour les soustraire à la tentation de la surenchère dans les revendications sociales, tentation encore accrue par l'influence du parti communiste.

Il s'est avéré d'autre part que le patronat ne pouvait accepter spontanément les nouvelles lois sociales qui modifiaient, non seulement le rythme antérieur de la production, mais ébranlaient sa conception de l'autorité dans l'entreprise. Dans ces conditions, le succès de l'expérience Blum dépendait d'une reprise économique. Celle-ci devait être assez forte pour éviter la résurgence de « l'esprit revendicatif » et le retour de « la réaction patronale »⁶³. Or, cette reprise de l'économie a été contrariée, notamment par la réduction de la journée de travail qui a entraîné une diminution de la production et une augmentation consécutive des prix. Elle a été gênée aussi par le renchérissement des matières premières, consécutif à la dévaluation. Dès lors la baisse du salaire réel de l'ouvrier rendait précaire la collaboration des masses à l'expérience gouvernementale, au moment même où la bourgeoisie entendait être apaisée et lorsque le capitalisme se raidissait dans son opposition au Front populaire.

Labrousse reproche vivement à Léon Blum d'avoir maintenu une attitude libérale à l'égard des puissances d'argent dont la collaboration paraissait d'autant plus improbable que le programme du Front populaire contenait de nombreuses attaques contre les financiers. Et dans une veine singulièrement prophétique, il annonce les conséquences du retour en force prévisible des radicaux :

« Il faut donc prévoir la rentrée en scène du radicalisme avec tout ce que cela implique de demi-teintes, de pirouettes et de « qui m'aime me suive ». Voici peut-être le temps du mépris et de l'antiparlementarisme grossier. »⁶⁴

Désormais, Madaule, Leenhardt et Labrousse donnent ensemble le ton d'une désillusion croissante à l'égard du Front populaire et de la vie politique française en général. En mars 1938, c'est-à-dire peu de temps avant la défaite et la dislocation effective du Rassemblement populaire, *Esprit* publie une série d'articles sous la rubrique « Le Front populaire : bilan-avenir », qui analyse, en termes parfois très sévères, l'échec de l'expérience gouvernementale de gauche qui s'est achevée avec la crise ministérielle du 14 janvier 1938. *Esprit* choisit aussi le moment de la désagrégation du Front populaire pour rappeler qu'il demeure étranger à tous les courants de pensée, à toutes les forces politiques qui agitent l'opinion publique française :

« (...) Aucune force politique autonome n'assume encore l'intégrité de nos positions ; si les principes de notre pensée politique sont fermes, leur référence à une actualité aussi étrangère que possible à la plupart de nos inspirations fondamentales ne peut être, de quelque temps, qu'un compromis, et l'épreuve, à travers une tactique de présence, des possibilités, des voies et des impasses d'une action plus indépendante. »⁶⁵

Cependant, *Esprit* n'oublie pas qu'en juin 1936 il s'est senti moralement solidaire de certaines aspirations du Front populaire :

« (...) Le Rassemblement populaire a été, en son fond, une réalité nationale française. A peine l'avait-on défini pour le combat, qu'il emportait ses digues : il n'est qu'à se rappeler comment ses adversaires de la veille se laissèrent un moment entraîner par son courant, en quels termes prophétiques les milieux les plus écartés de la politique célébrèrent l'avènement d'un « ordre nouveau ». Si dures soient les critiques que nous allons porter aux hommes et aux partis qui ont gâché cette force, elle reste dans notre mémoire un grand élan de jeunesse, et dans notre espoir une réserve centrale d'un réveil national français. » ⁶⁶

Ce bilan du Front populaire débute par une âpre critique de la politique économique du gouvernement Blum. Pour Noël Régis, en effet, le Front populaire a largement échoué, faute de conceptions économiques et financières précises, faute de courage politique aussi ⁶⁷. Le grand reproche qu'il formule à l'égard du gouvernement Blum est d'avoir repoussé l'échéance inéluctable de la dévaluation. Entreprise à temps, cette mesure monétaire aurait allégé l'endettement public et privé, rétabli l'équilibre entre les prix français et étrangers, augmenté les exportations, provoqué une rentrée d'or et, enfin, suscité une hausse des prix de vente et un accroissement des profits dont il y avait tout lieu d'attendre une reprise des investissements et de l'activité économique en général. Pour Régis, le refus de dévaluer découlait de l'absurde démagogie faite pendant la campagne électorale autour de la défense du franc, et de l'attitude générale des ouvriers qui, enthousiasmés par leurs conquêtes sociales, ne pouvaient admettre de subordonner les satisfactions immédiates qu'ils réclamaient au déroulement d'une reprise de l'économie.

D'autre part, le gouvernement aurait dû mettre tout en œuvre pour augmenter la production afin de pallier la hausse des prix qui devait fatalement rendre illusoirs les hausses des salaires obtenues par la classe ouvrière. Sans doute en était-il conscient, mais, au lieu d'agir sur les prix de revient des marchandises en stimulant une rationalisation de la production, il s'est ingénié à freiner la hausse des prix de vente en décrétant au mois d'août une démobilitation douanière unilatérale, mesure qui allait engendrer des importations massives et transférer, par ce biais, aux industries étrangères le bénéfice de l'augmentation du pouvoir d'achat des ouvriers français.

Régis admet aussi que la semaine des quarante heures a lourdement handicapé l'économie française et, sans en réprover le principe, il reproche au gouvernement français de n'avoir pas réuni préalablement les conditions nécessaires au succès de cette réforme, notamment de n'avoir pas créé un service chargé de recenser, de placer et surtout de rééduquer les chômeurs. L'expérience des quarante heures a échoué parce que l'industrie ne disposait pas de la main-d'œuvre qualifiée dont elle avait besoin pour augmenter sa productivité.

Pour réussir, enfin, le gouvernement aurait dû se lancer dans un vaste programme de grands travaux qui aurait permis d'éviter le fléchissement de la demande consécutif à la hausse des prix; il aurait dû entreprendre aussi une réorganisation du système bancaire pour recourir au contrôle des changes afin d'empêcher la fuite des capitaux privés.

En conclusion de son analyse critique solidement charpentée, N. Régis souhaite que les forces progressistes sachent tirer la leçon de cet échec. Une

politique révolutionnaire, explique-t-il, n'est pas « la porte ouverte à une grande curée d'illusions »⁶⁸, mais l'application d'un plan rigoureux et réaliste. Elle implique de la discipline de la part des troupes et de l'autorité de la part des chefs.

Mais peut-on juger le Front populaire à la seule aune de l'économie ? Assurément pas. L'expérience de Blum fut d'abord un ensemble de transformations sociales. *Esprit* a donc raison de relever, par la plume de P.-D. Laigneau, l'ampleur et la valeur de l'œuvre sociale accomplie par ce gouvernement de gauche⁶⁹. Et puis, il ne faut pas oublier non plus que cette expérience sociale fut, avant tout, une merveilleuse espérance populaire qui s'inscrivit dans la meilleure tradition révolutionnaire française. Laigneau évoque l'attitude des grands patrons à l'Hôtel Matignon et la compare à celle des privilégiés dans la nuit du 4 août. Fait remarquable, le mouvement de revendications des masses fut spontané, sans objectif clair, et les aspirations qu'il suscita furent à la fois généreuses et vagues, débordant largement les programmes et les plans des dirigeants du Front populaire.

L'expérience Blum a donc constitué une grande étape du mouvement ouvrier et, à ce titre, il a une valeur exemplaire pour l'Europe et même pour le monde. Grâce à lui, la France a entrepris une profonde mutation sociale et s'est élancée sans violence dans un processus de transformation révolutionnaire. Laigneau pense que si les travailleurs des régimes totalitaires pouvaient connaître les changements sociaux qu'elle a réalisés dans le cadre de ses structures démocratiques, la France acquerrait la force d'un grand rayonnement spirituel.

C'est un jugement bien différent que J. Madaule émet sur le gouvernement de Léon Blum. Dans un article intitulé « Bilan et avenir politiques et parlementaires »⁷⁰, il remet en cause, non seulement la politique du Front populaire, mais les fondements mêmes de la démocratie parlementaire française. Sa vision critique de l'expérience qui vient de s'achever renvoie l'écho du thème de la mystique qui finit en politique. Durant le printemps 1934, rappelle-t-il, le Front populaire fut un grand rassemblement antifasciste, un mouvement populaire instinctif jailli des profondeurs du pays, l'épopée de tout un peuple dressé dans le plus bel esprit de sa tradition révolutionnaire. Hélas, les états-majors des partis sont intervenus et ont abîmé cette espérance en greffant leur action malsaine sur ce mouvement pur et spontané. Péniblement, au gré des concessions mutuelles, ils ont élaboré un programme d'action commune dont la longue gestation annonçait déjà tout l'échec du Front populaire. Toutefois ce programme, quoique insignifiant, autorisait encore aussi bien une réforme radicale de la société que le recommencement des impuissances partisans. En effet, porté par l'enthousiasme qui s'est emparé du peuple français, Blum pouvait encore tout accomplir. Malheureusement, il refusa de prendre le pouvoir sitôt après les élections, puis témoigna de sa fidélité au régime en formant un gouvernement qui reflétait scrupuleusement sa majorité parlementaire. Il manqua décidément d'audace ; il n'était pas un chef. Blum est donc pour Madaule le premier responsable de la défaite finale du Front populaire.

On ne s'étonnera guère de trouver dans la revue *Esprit* de 1938 un certain romantisme du Front populaire. L'expérience de Léon Blum ayant échoué,

les personnalistes expriment volontiers leur nostalgie d'un Front populaire mythique, celui qui serait né naturellement d'un vaste mouvement de défense républicaine des masses opprimées par les féodalités bancaires. Et la défaite de ce sursaut héroïque s'explique, dans cette perspective sentimentale, par la trahison des politiciens et des partis qui auraient détourné et gangrené les aspirations de la vraie France. Dans le sillon de ce thème de la mystique qui finit en politique apparaissent désormais les traces d'un état d'esprit et d'un style de pensée fascisants qui vont bientôt égarer certains rédacteurs d'*Esprit*. Madaule reproche, en effet, à Léon Blum d'avoir respecté les normes et l'esprit de la III^e République; il lui fait grief de ne s'être pas imposé comme un chef. De surcroît, les doutes qu'il exprime sur le système représentatif français, la virulence de son dénigrement des politiciens et des partis, des partis de gauche notamment, sont les signes avant-coureurs d'attitudes politiques marquées par l'influence grandissante du fascisme.

1938 n'est pas seulement l'année durant laquelle le Front populaire s'enfonce dans les marécages du marasme intérieur français, ce n'est pas seulement le moment où le régime parlementaire s'enlise progressivement, c'est aussi le départ des grands coups de force hitlériens qui mènent à la guerre.

CHAPITRE VI

LES PREMIÈRES ÉTAPES VERS LA GUERRE

1. Le réarmement allemand

En dépit des menaces croissantes qui pèsent sur l'Europe depuis l'avènement au pouvoir d'Hitler, *Esprit* ne se préoccupe guère des relations internationales. Ce manque d'attention, étonnant si l'on songe à l'importance croissante de la diplomatie dans la politique française, est un autre reflet de cette longue indifférence des personnalistes aux exigences de l'actualité, aux problèmes de la vie réelle.

Le premier article consacré à la politique étrangère française n'apparaît qu'en juillet 1934. Il est signé de Georges Duveau qui s'insurge contre la diplomatie robuste inaugurée par Louis Barthou. Le nouveau chef du Quai d'Orsay, qui tente de réagir à l'évidente menace allemande en resserrant les liens de la France avec les pays de la Petite Entente et en se rapprochant de l'URSS avec ostentation, est accusé d'avoir torpillé la conférence du désarmement et rendu inéluctable la course aux armements. Duveau lui reproche en particulier de restaurer la politique d'encerclement de l'Allemagne chère à Delcassé. Il s'inquiète aussi du rapprochement entre la France et la Russie soviétique qui va donner une nouvelle assise à l'impérialisme français. Pour notre auteur, cette diplomatie agressive, qui s'ingénie à faire resurgir des périls extérieurs, a pour but de rallier les Français à la politique d'union nationale du gouvernement Doumergue. Elle est inspirée aussi par les marchands de canons et la grande métallurgie française qui trouvent leur compte dans cette nouvelle course aux armements.

Cependant, l'Allemagne hitlérienne réarme, cela est manifeste depuis 1934, et cette violation du traité de Versailles cause une légitime inquiétude en France et en Angleterre. Au mois de mars 1935, le gouvernement Flandin propose au Parlement le rétablissement de deux ans de service militaire obligatoire pour compenser la faiblesse des effectifs des « classes creuses ». Malgré l'opposition de la gauche, le Parlement accepte de voter cette proposition le 15 mars.

La riposte du chancelier Hitler ne se fait pas attendre: le lendemain, il promulgue une loi sur le service militaire obligatoire en Allemagne et fixe à 36 divisions les effectifs de l'armée du nouveau Reich. Ce geste brutal et

inattendu fait l'effet d'une bombe; il avive en France l'angoisse d'une nouvelle guerre.

La réaction d'*Esprit*, tressaillante, émotive, reflète bien cette anxiété. Sous le titre « La course à la guerre », la Revue publie une lettre de Maurice de Gandillac, qui séjourne alors à Berlin, et dont le témoignage traduit à la fois un aveuglement total à l'égard de la menace allemande et le pressentiment inquiet d'une nouvelle guerre européenne¹. Citons cette lettre étrange, si représentative de l'attitude personnaliste devant le drame qui s'annonce:

« Hier après-midi; dans la douceur déjà printanière d'un vent tiède, tout à coup les vendeurs de journaux se sont déchaînés à travers toute la ville. A peine préparés par les violents commentaires qui le matin même avaient accueilli dans la presse le vote absurde de la Chambre française (cette loi de deux ans, triste recommencement des folies de 1913; mesure en soi inefficace, et qui moralement risque de mettre le feu aux poudres européennes...), les Berlinoises mettent un instant à comprendre la grande nouvelle; et puis c'est le déchaînement d'une joie folle et instinctive. « Enfin la honte de Versailles est effacée, nous sommes de nouveau un peuple libre... » (...)

Ce matin, me voici avec une cinquantaine d'Allemands de tous les âges et de toutes les conditions, dans une petite chapelle obscure, où l'aumônier des étudiants célèbre une « missa recitata ». Toute l'assistance dialogue d'une seule voix avec le célébrant de la liturgie du Sacrifice. Même aux instants les plus solennels de la Messe, pendant la lecture du Canon, la voix du Docteur Pinski, à peine atténuée par la gravité du Mystère, domine encore comme un souffle impressionnant toute l'assemblée recueillie...

A l'Evangile nous avons lu ensemble le récit de saint Matthieu (XVII, 1 : 9) : « En ce temps-là, Jésus prit avec lui Pierre, Jacques et Jean son frère; et les conduisit à l'écart sur une haute montagne. Et il fut transfiguré devant eux... » Le prêtre s'est interrompu un instant pour nous rappeler le sens spirituel de cette vision. « La descente des Prophètes, l'éclat de la neige, la splendeur du soleil ne sont que de pauvres images humaines bien incapables de rendre compte de cette majesté unique du Fils de l'Homme, Médiateur divin de toutes les complaisances divines. Dans notre expérience quotidienne, Jésus ne nous apparaît pas avec l'appareil majestueux du Tabor : et c'est bien pourtant le même Seigneur qui s'offre à nous à l'occasion du plus humble acte de charité. En face de lui, sachons dire comme Pierre : *Domine, bonum est nos hic esse* : Seigneur, il nous est bon d'être ici... Tout à l'heure, quand nous ressortirons à l'air libre, nous serons saisis peut-être par l'appel du printemps; peut-être aussi toutes ces choses dont les journaux sont pleins retiendront-elles notre attention; nos yeux et nos oreilles oublieront l'éclat unique du Dieu sauveur. Prions ensemble pour être dignes de conserver comme les Apôtres le souvenir ineffable du jour où Dieu s'est révélé à nous... »

Et voici, en effet, qu'il n'est plus question dans la rue, à la Maison française, dans toutes les feuilles que nous ouvrons, que de la situation diplomatique, de la guerre qui vient, des pauvres moyens politiques que les diplomates affolés vont essayer de mettre en mouvement, sans se démettre jamais de leur machiavélisme à la petite journée... Qui donc, à l'heure des décisions, se souviendra que l'Espérance est la vertu la plus « humaine » et tout à la fois la plus héroïque, qu'elle suppose avant tout la pureté du cœur et la simplicité parfaite des intentions ? *Confitemini Domino quoniam bonus; quoniam in saeculum misericordia ejus*.

Il y a sans doute ici des gens qui veulent la guerre, qui la préparent patiemment. On peut bien l'affirmer pourtant, sans optimisme ridicule, la masse allemande acclame le Führer parce qu'il lui a rendu le sentiment de son honneur, parce qu'il a su imposer à l'univers les exigences les plus légitimes de sa sécurité et de son

égalité juridique. Relisez la proclamation du gouvernement : celle qu'on s'est arrachée hier au soir. Pas un mot qui menace l'étranger, aucun appel à l'impérialisme, à l'expansion, à la revanche. Comparé aux moindres déclarations de Mussolini dans la triste affaire abyssine, ce texte passerait facilement pour pacifiste. Il n'invoque en tout cas aucun concept obscur, il se place résolument sur le plan du droit pur.

Naturellement nos ambassadeurs vont ergoter, récriminer; l'Etat-Major souhaitera sans doute de se lancer dans une course aux armements où nous sommes vaincus d'avance. Pourquoi donc refuser de faire crédit à la bonne foi humaine ? Un peuple entier est convaincu que nous l'avons humilié pendant quinze ans, que nous avons trahi la fameuse déclaration de Wilson en lui imposant par la force un désarmement unilatéral, en lui refusant de remplir à notre tour les promesses qui étaient inscrites en toutes lettres jusque dans la *dictée* de Versailles. Le geste de Hitler comble les vœux évidents de l'Allemagne unanime, y compris les marxistes et les conservateurs. Il ne s'agit plus ici de préférences politiques, ni d'intérêt personnel, mais comme pour la Sarre hier, comme demain pour Dantzig et pour l'Autriche, d'une exigence fondée sur le droit naturel, en soi incontestable, et contre laquelle la lettre même des engagements dictés n'oppose à la conscience la plus scrupuleuse qu'une barrière assez fragile... » ²

Gandillac poursuit sa lettre en rappelant que la France signifie pour l'Allemagne l'ennemie traditionnelle de son honneur et de son unité. Evoquant les « brigandages hypocrites » de Louis XIV et les « conquêtes cyniques » de Napoléon, il s'en prend à cette conception traditionnelle de la diplomatie française selon laquelle la sécurité de la France implique le désordre, la désunion et les horreurs de la guerre civile en Allemagne. Et puis comment admettre, se demande-t-il, que la France maintienne une armée coûteuse en dépit du pacte Briand-Kellogg tout en refusant ce droit à l'Allemagne ? ³

Ainsi, à la nouvelle de la décision d'Hitler, Gandillac se laisse emporter par l'euphorie ambiante et se complaît dans des effusions sentimentales mêlées d'une religiosité riche en émotions épidermiques, mais qui contrastent étrangement avec la brutalité et la gravité de l'événement. En adoptant cette position, il manifeste une singulière inintelligence des sombres réalités du régime hitlérien qu'il est pourtant en mesure d'observer de l'intérieur. Sur le plan diplomatique, la décision brutale d'Hitler contrevient incontestablement aux articles militaires du traité de Versailles et aggrave la situation internationale, déjà perturbée par l'existence en Allemagne d'un régime violent et agressif.

On le voit, Gandillac ne tient nul compte de cette évidence et inverse le rapport de culpabilité entre l'Allemagne et la France, rendant cette dernière responsable de la tension internationale qui permet soudain de pressentir l'éclatement d'une nouvelle guerre. Au « vote absurde » de l'Assemblée nationale française qu'il considère comme un « triste recommencement des folies de 1913 », il oppose la « grande nouvelle » d'Hitler et le déchaînement de la « joie folle et instinctive » du peuple allemand qui accueille cette nouvelle.

On est également frappé par l'intrusion hors de propos d'effusions mystiques qui marquent un contraste étonnant avec le geste cynique d'Hitler. Cette discontinuité dans son récit des événements de Berlin n'est pas fortuite : elle doit certainement correspondre à un désir intense de fuir une réalité

angoissante. Incontestablement, la décision allemande le trouble et l'inquiète. Sa lettre débute dans une tonalité langoureuse: « midi », la « douceur » du printemps, le « vent tiède », autant de mots qui traduisent une ambiance bienveillante et chaleureuse. Cette harmonie est soudain perturbée par la menace d'un orage. L'image des vendeurs de journaux qui se « déchaînent » à travers la ville, la « violence » des commentaires de la presse allemande, l'évocation de la menace de guerre, tout comme le « déchaînement » de la joie « folle et instinctive » des Berlinoises, traduisent l'angoisse qui saisit Gandillac à l'annonce de cette décision manifestement lourde de conséquences.

Et puis, l'actualité inquiétante se dissipe à nouveau, le monde réel s'évanouit presque complètement. Sans transition, Gandillac semble subjugué par l'atmosphère d'une « petite chapelle obscure » qui devient pour lui le sein d'une harmonie sans mélange. En ce lieu un peu hors du temps, dans la plénitude d'une communion mystique totale avec une assemblée qui vibre d'un même cœur, il épanche toute son âme contemplative, exprime sa quête éperdue d'un univers sans conflit.

Cette assemblée communiant, havre de bonheur et de mystère, est « dominée » par la voix du prêtre, voix en quelque sorte surnaturelle, « souffle impressionnant » qui émane d'un être dont la parole se confond avec celle du Seigneur. Mais la communion des fidèles dialogue aussi « d'une seule voix » avec cette autorité idéale. Ainsi donc, uni à cette assistance religieuse, Gandillac est aussi tout proche de ce Dieu invincible et plein de bonté. Il se sent en paix. Il se sent protégé. Longuement, il poursuit l'évocation de cette cérémonie, comme s'il prenait plaisir à s'attarder dans ces épanchements mystiques et à fantasmer sur un mode nostalgique, hors de portée des contingences terrestres, sous la protection d'une autorité infaillible (« Seigneur, il nous est bon d'être ici. »).

L'idée d'affronter la vie réelle suscite chez Gandillac un sentiment de culpabilité. En sortant de l'église, à « l'air libre », ne risque-t-il pas d'être « saisi » par « l'appel du printemps », c'est-à-dire de se laisser emporter par les plaisirs d'une nature en fête ? Et dans cette épreuve de tentation ne va-t-il pas oublier « l'éclat unique du Dieu sauveur » ? Ne sera-t-il pas indigne ou incapable de conserver en lui la présence du Seigneur ?

Dans la rue, hors de l'enceinte de l'église et de la communion spirituelle avec Dieu, il est aussi immédiatement confronté avec les problèmes angoissants du monde: la politique mauvaise des hommes et leur guerre prochaine. La vie réelle, celle des êtres de chair et de sang, n'est donc pas seulement culpabilisante, elle est également redoutable.

Sans doute est-ce la raison pour laquelle il cherche à opposer à la politique triviale de diplomates « affolés » et machiavéliques, une vision de rêve, une aspiration mystique absolument irréelle. Invoquant « l'Espérance », il se réclame d'une attitude intérieure contemplative qui implique une ascèse héroïque, une totale pureté de cœur, une parfaite ingénuité.

En outre, de même qu'il s'est senti envoûter par l'atmosphère de la petite chapelle en fusionnant dans la communion de l'assemblée recueillie, ainsi va-t-il épouser sans réserve les thèses du chancelier Hitler en éprouvant le besoin de spiritualiser la politique en faveur de laquelle il prend parti. On remarque, en effet, que Gandillac établit un clivage absolu entre la politique

mauvaise de la France et les aspirations, en quelque sorte spirituelles, du Führer. « Aux exigences les plus légitimes » de ce dernier « qui se place résolument sur le plan du droit pur », il oppose la politique de la France, dont les ambassadeurs vont « ergoter » et « récriminer » et dont l'état-major ne cherchera qu'à reprendre une course aux armements désespérée. Par ailleurs, les actions passées ou les projets d'expansion d'Hitler en direction de Dantzig ou de l'Autriche transcendent la politique: « Il ne s'agit plus ici de préférence politique, ni d'intérêt personnel, mais d'une exigence fondée sur le droit naturel ». On le voit: il distingue absolument la politique française des exigences hitlériennes qu'il idéalise, comme s'il attribuait au peuple allemand et à son chef la pureté à laquelle il aspire personnellement.

Après avoir une fois encore souligné la culpabilité de la France, en évoquant notamment la constitution de son Empire colonial fondé sur une « série de parjures, d'hypocrisies, de coups de force » ⁴, Gandillac conclut son témoignage en invoquant pour son pays la venue d'un nouveau Saint Louis qui aurait le courage de proclamer à la face du monde sa confiance en la justice de Dieu et l'audace de répondre au réarmement allemand « par la seule arme efficace, c'est-à-dire par un désarmement intégral et sans arrière-pensée » ⁵.

Par ce geste, la France pourrait bien disparaître de la surface de la terre, mais au moins n'aurait-elle aucune responsabilité dans le « crime de droit commun que serait une nouvelle guerre » ⁶. Dans ce monde perdu de matière abjecte, parmi les hommes aux passions instinctives, l'essentiel est donc pour notre auteur de garder son innocence, de rester dans la communion des justes soumis à la volonté du Seigneur, transfigurés par sa grâce.

Ce témoignage est pur... Pour Mounier c'est l'essentiel. Il sait bien que cette lettre « choquera certains » ⁷. Mais n'est-ce pas aussi la vocation d'*Esprit* de brusquer, de réveiller, de scandaliser même, une opinion publique française vautreée dans les confort de son éternelle bonne conscience lorsque surgit le péril mortel d'une nouvelle guerre coupable avec l'Allemagne ?

« Pour nous, nous pensons que si jamais, nous vivants, un orage devait élater sur l'Europe, un jour ou l'autre, spécialement ce soir peut-être où le meilleur camarade serait tombé à côté de nous, nous sentirions peser l'intolérable regret de n'avoir pas laissé ce témoignage affirmer sa faible présence dans le mensonge universel. » ⁸

Certes, l'Allemagne a ses torts; elle présente même un danger.

« Mais, aux torts qu'elle encourt, aux dangers qu'elle provoque, nous ne pouvons rien. Nous pouvons tout sur nos propres torts et nos propres maladresses. » ⁹

Il transpose donc sur le plan international les priorités essentielles de la révolution personnaliste; de même que la révolution nécessaire sur le plan intérieur implique une conversion personnelle de chaque Français, ainsi un changement de nature des relations internationales passe par une transformation intérieure de la France. En prenant conscience de ses fautes, en acceptant les exigences d'une purification intérieure, la France assurera la paix de l'Europe. Mounier ne laisse donc passer aucune occasion de confesser les péchés internationaux de son pays.

C'est pourquoi, renforçant le vibrant plaidoyer de Gandillac en faveur

de l'Allemagne, le directeur d'*Esprit* rappelle comment les hommes d'Etat français ont maintenu depuis Versailles l'hégémonie militaire despotique de leur nation sur l'Europe, persécuté, appauvri et humilié les vaincus, ranimé par leurs incessantes intrigues diplomatiques la suspicion, les haines et les rivalités entre les peuples. Ce faisant, les responsables de cette politique monstrueuse ont non seulement engendré la menace d'une nouvelle guerre, ils ont surtout trahi la vocation profonde de la France, le destin qui monte de son histoire.

Nous savons qu'il est un thème qui revient souvent dans la pensée de Mounier: celui du mensonge et de l'hypocrisie des tenants de l'autorité. L'enfant ne voit qu'une façade du monde adulte, mais un jour le voile qui flattait son regard innocent se déchire: il s'aperçoit qu'il fut trompé, que la façade dissimulait le mensonge et l'hypocrisie des puissants. A l'instar de l'enfant pur, le peuple est constamment induit en erreur, mystifié, trahi par les maîtres de son destin, par ceux qui disposent de sa vie en préparant la guerre.

Ainsi, pour Mounier, la tension qui règne entre la France et l'Allemagne est entretenue par le mensonge des puissants. Comme il l'explique, la loi des deux ans, qui a provoqué la riposte d'Hitler, repose sur « une cascade d'équivoque et de mensonge officiels »¹⁰. Et comparant les Tardieu de 1913 aux Kérislis de 1935 qui ont défendu hier, comme ils défendent aujourd'hui, le principe de la paix armée, il s'exclame: « Le même mensonge intéressé vient rôder sur nous »¹¹.

Or, qui inspire ce mensonge diabolique sinon une presse soudoyée qui sème la haine pour le profit des congrégations économiques ? Car où vont les milliards de la défense nationale sinon aux industriels, aux financiers, bref aux marchands de canons !

« Voilà les maîtres de nos vies, de nos amours, de nos avenir. Nous aimons notre pays comme tout le monde, un peu mieux que tout le monde, contre les fautes qui le mènent au déshonneur et au carnage. Mais ceux qui exploitent cette fidélité pour leur politique insensée, nous le leur jurons ici : ils auront peut-être notre sang, ils n'auront jamais notre silence devant leur entreprise de mensonge public. »¹²

L'enfant n'est pas seulement trompé par les adultes, il est aussi un objet de leur puissance tyrannique: constamment, ils exploitent sa candeur, sa pureté et sa fidélité au profit de leur politique malsaine. Et la révolte de l'enfant contre cette autorité mauvaise est redoutable puisqu'elle passe par le chemin du martyre. Cependant, fustiger le mensonge, proclamer hautement sa volonté de rester fidèle à la vérité est une autre manière d'affirmer sa pureté, c'est-à-dire pour Mounier d'opposer sa toute-puissance spirituelle aux pouvoirs maléfiques du monde adulte.

La crise de mars 1935 entre la France et l'Allemagne met en cause, de part et d'autre, l'Armée, symbole d'une autorité redoutable. Or, dans la même livraison d'avril, Mounier lance à l'adresse du général Castelnau qui a perdu trois fils lors de la dernière guerre et qui s'insurge aujourd'hui dans l'*Echo de Paris* contre les positions pacifistes de certains jeunes catholiques: « Général, trois fils, n'est-ce pas assez ? »¹³ La bassesse de cette attaque personnelle soulève une indignation légitime parmi certains lecteurs de Mounier, et naturellement au sein des milieux conservateurs. Une polémique hargneuse

s'engage entre *Esprit* et l'*Echo de Paris* appuyé par l'*Action Française*. Le 17 mai 1935, Mounier transcrit dans ses carnets intimes les sentiments que lui inspire cette malheureuse affaire:

« En pleine situation péguyste depuis quinze jours. (...) Je veux bien que mon trait l'ait atteint en quelque zone douloureuse, que le père se soit cabré sous ce rappel direct. Je me rappelle très bien ce coin de table où j'ai écrit la note : il y avait en moi de l'impatience, mais le dernier mot est venu du plus profond, du sentiment de ces jeunes morts exploitées, parasitées de beaux sentiments. (...) »

Tous ces braves gens, vertueux, bons, qui s'indignent, comment leur faire sentir ce qu'il y a d'exceptionnellement pur dans cette apostrophe ? Ils ont aimé de moi les articles où il y avait une sérénité, une sorte de chasteté heureuse dans les idées et le ton. Ils étaient touchés là par le plus profond d'eux-mêmes, par les régions de leur désir qui appellent la béatitude : ils ne sentaient pas qu'ils l'étaient aussi par la satisfaction de cette blanche paresse qui pense atteindre à la sainteté quand elle a répandu sur la vie un sourire de dimanche. Moi-même involontairement complice, leur donnant en pâture des méditations trop sereines, trop cosmiques, trop lisses, éliminant les voies accidentelles qui apportent la rugosité, trop amoureux des larges paysages et des fleuves lents qui semblent chargés des inépuisables richesses de l'horizon. Et voici qu'aujourd'hui je suis tenté par instants d'être complice de leur indignation : « Comment, ce garçon que nous respectons même quand nous le combattons, à propos de qui le ton s'inclinait toujours un peu vers la nuance de gravité ou de respect, ce garçon qui nous reposait des partisans, qui gonflait d'amour, de tendresse souvent, ses idées et ses luttes, ce garçon un peu blond, un peu bleu, dont nous aimions la grâce gauche quand il insinuait en nous des générosités exigeantes avec une séduisante monotonie, le voici brutal, grossier, agressif comme un homme de la rue ? » L'idole est brisée. L'idole pour gens tranquilles. Le petit saint. Ce sont de si braves gens souvent, que me voilà tenté, en effet, de me sentir sali comme un qui aurait lâché une grossièreté parmi de jolies femmes, un blasphème en pleine église. Hé, non ! C'est quand je les rassurais, quand je les berçais, les trop heureux, que j'étais grossier, grossier avec la joie, grossier avec l'héroïsme, grossier avec Dieu, grossier par le calme et la douceur dont je les endormais et qui blasphémait dans le vide sacré de leur cœur. Et c'est cette bourrade, cette violence qui est pure : je le sais bien, elle est trop peu de moi, de mon tempérament, elle est elle-même une bourrade de Dieu en moi. Comment le faire sentir à de hautes âmes douces comme maman ? »¹⁴

Ce dialogue intérieur montre à quel point Mounier est perturbé par sa polémique avec le général Castelnau. Son apostrophe cruelle est indigne, il le sent bien. Et pourtant, il l'accepte comme un mouvement de révolte inéluctable contre l'autorité paternelle, dont le général catholique et réactionnaire est le symbole accidentel. D'emblée, en effet, il reconnaît avoir atteint « le père » par son trait féroce et son attaque ressemble fort à un coup bas puisque « atteint en quelque zone douloureuse » l'homme blessé se cabre, tel un cheval saisi d'épouvante.

Son interpellation impitoyable n'est pas causée par une irritation passagère mais provient de « plus profond », « du sentiment de ces jeunes morts exploitées et parasitées de beaux sentiments ». Sa révolte semble donc surgir d'une identification aux jeunes tombés durant la Grande Guerre. Devant le général-père qui commandait les jeunes au massacre, devant celui qui est co-responsable de la mort de ses trois fils, Mounier ne peut s'empêcher de parler en faveur de ces innocentes victimes de la guerre, de penser pour tous ces enfants morts ou mutilés par la faute d'une autorité indigne, et de se reconnaître en

eux. D'un coup, malgré lui, il venge par son mouvement de révolte sauvage les fils tombés au combat provoqué par le père.

Sa révolte contre l'autorité comporte aussi naturellement un mouvement d'impatience à l'égard des valeurs morales de son enfance. Pourtant, ayant vécu en osmose avec ces valeurs, c'est d'abord contre son personnage qu'il se retourne. C'est en « petit saint », admet-il, qu'il a séduit les « braves gens, vertueux et bons » qui ont cru reconnaître en lui cette chasteté d'enfant de chœur enveloppé d'une petite robe blanche. Ces « braves gens », qui symbolisent la morale de son enfance, apparaissent également comme un miroir qui lui renvoie sa propre image. C'est pourquoi le jugement qu'il porte contre son personnage les implique au même titre. Mounier souligne sans pudeur l'amour qu'ils lui ont prodigué et témoigne ainsi des sentiments qu'il a eus pour lui-même. L'évocation attendrie du regard qu'ils posent sur le garçon « un peu blond, un peu bleu » dont ils ont aimé « la grâce gauche », exprime bien une espèce de narcissisme enfantin. Mounier rappelle aussi qu'il a été « complice » de ces braves gens. Il s'est, en effet, abandonné à cet état de félicité, à ce bonheur harmonieux du premier âge qu'il traduit en évoquant cette « sérénité », cette « chasteté heureuse », cette « béatitude » et « la satisfaction de cette blanche paresse », ou en exprimant son amour « des larges paysages et des fleuves lents qui semblent chargés des inépuisables richesses de l'horizon », ou encore en manifestant son hostilité « aux voies accidentelles qui apportent la rugosité ».

Dans son mouvement de révolte, Mounier laisse transparaître une profonde ambivalence affective. Le « petit saint » qu'il veut répudier dans son geste iconoclaste doit faire place à l'homme, mais cette évolution est liée à un sentiment de culpabilité qui transparaît tout au long de ce texte. Les braves gens qui, nous l'avons vu, incarnent ses propres valeurs, le jugent. Mentionnant leur indignation, il exprime un malaise qui trahit bien sa culpabilité : « Je suis tenté par instants d'être complice de leur indignation », puis, ayant exprimé leur effarouchement avec une grande sincérité, il ajoute : « Ce sont de si braves gens souvent, que me voilà tenté, en effet, de me sentir sali... ». Il combat en lui-même le sentiment de honte diffus que lui inspire sa révolte contre l'autorité. Comment accepter que le petit garçon pur qui cherche à s'affirmer devienne tout à coup « brutal, agressif comme un homme de la rue » ?

En filigrane de cette délibération intérieure, Mounier laisse donc aussi transparaître sa crise d'identité. Entre les braves gens qui le jugent en tant que dépositaires des valeurs établies, c'est-à-dire des valeurs adultes de son enfance, et les sentiments des fils anéantis par la guerre qui crient leur révolte par son intermédiaire, il hésite, comme s'il ne parvenait pas à se situer entre ces deux positions antinomiques, à prendre définitivement parti, donc à devenir authentique.

Son mouvement d'impatience vulgaire à l'égard du général est aussi vécu comme un acte viril grossier plus ou moins interdit : l'enfant chaste a commis un geste entaché de souillure et se sent « sali comme un qui aurait lâché une grossièreté parmi de jolies femmes » et, au fil des associations, l'image de la mère transparaît sous le voile de ces jolies femmes scandalisées.

On peut relever enfin que son apostrophe malheureuse est pour lui un

événement d'une grande importance: il semble voir en elle le passage d'une véritable métamorphose comme si, par ce mouvement de révolte contre l'autorité, il enjambait d'un seul coup le fossé qui sépare l'enfance de l'âge adulte.

Mais soudain, ce passage semble impossible: la virilité ne peut être vraiment assumée. Il affirme alors, de manière absolument irrationnelle, la grande pureté de sa violence dans laquelle il croit discerner une inspiration divine. Il n'a donc plus de raison de se sentir « grossier » comme un homme, car sa colère était « bourrade » de Dieu en lui, son impulsion était sainte. L'enfant ne sera pas un homme grossier et agressif qui scandalise les femmes, mais un être mystique qui cherche à rétablir des rapports d'essence spirituelle avec une mère également idéale et désincarnée (« Comment le faire sentir à de hautes âmes douces comme maman ? »).

* * *

Ainsi donc, la menace de guerre avec l'Allemagne ravive en Mounier des conflits affectifs avec l'autorité. Pourtant, cette réaction violente contre le général Castelnau n'est pas seulement indigne de la Revue, elle est manifestement insuffisante pour exprimer la position du mouvement *Esprit* à l'égard de l'Armée. Les personnalistes seraient-ils de vulgaires pacifistes, comme pourrait le suggérer une lecture rapide de leurs prises de position sur les problèmes internationaux, comme l'insinue surtout une presse nationaliste déchaînée ?

Sous le titre sentencieux « Servitude et grandeur militaires 1935 », *Esprit* consacre une partie importante de son numéro de mai à divers témoignages sur la guerre et l'Armée, dont ceux de Jacques Lefrancq et d'André Ulmann. Mounier les introduit en ces termes:

« Vive l'armée », « A bas l'armée », c'est trop vite dit. On pourfend une abstraction, ou on l'acclame: le beau résultat ! Nous avons mieux à faire. C'est toujours le même travail: nous avons à démêler un mensonge; à sauver des valeurs, mais à les couper de leur entourage habituel.

(...)

Il y a un certain idéal de l'Armée, celui qui anime des hommes comme Péguy, Psichari, celui de nombreuses armées révolutionnaires, — et il y a l'armée du désordre. Rien de commun. C'est pourquoi nous avons fait appel à des témoignages plus qu'à des articles de doctrine. Dans cette question de fait eux seuls ont compétence et non pas le verbalisme avantageux dont se couvre le désordre. » ¹⁵

En fait, les témoignages rassemblés par *Esprit* éclairent davantage les servitudes que la grandeur de la vie militaire. De la guerre, Lefrancq ne rapporte que des souvenirs âpres, incohérents, des souvenirs de honte et de mortification intolérables, des souvenirs de douleurs nauséabondes qui affluent comme le râle d'un moribond ¹⁶. Pour lui, la guerre ne s'est jamais terminée; les tranchées restent ouvertes, cisailant la chair de sa vie. Son témoignage traduit l'horreur de « quatre années pourries » ¹⁷; il exprime surtout celui d'une longue, d'une insupportable humiliation. Car la guerre qu'il a endurée fut celle que les grands, les brutes, les officiers de la classe bourgeoise, les embusqués, les profiteurs de l'arrière, les Poincaré, les Bar-

thou, les Clemenceau, les Lloyd George, les Ludendorff et consort, bref celle que des supérieurs stupides et méchants menaient contre les soldats du rang, ses frères, les petits, les humbles, les humiliés.

Et les maîtres qui ont commencé et entretenu cette guerre ont régné par le « Mensonge ». Ce sont eux qui ont « propagé l'immense Mensonge qui dès août 14 défigura la guerre et puis la paix, ce Mensonge inventé par des Gêrontes redevenus nos maîtres. Mensonge tellement multiple, tellement énorme, tellement durable, que tout un chacun accepte aujourd'hui qu'il est convenable que la presse mente, que la littérature mente. » ¹⁸

Or les petits, les fantassins de 2^e classe, ses frères en armes, ont gardé le cœur pur. Ils ont supporté la guerre comme une trop longue, insupportable, trop inhumaine souffrance mais jamais ils n'ont participé au « Mensonge ». Ils n'ont donc pas tué, car les seuls criminels de cette guerre odieuse furent ces « Menteurs » :

« Du dernier des civils enfuis à Bordeaux ou en Suisse, jusqu'aux officiers, même braves et armés, tous ceux qui ont joué le jeu, qui ont fonctionné dans le système-à-victoire, ont été trompeurs et trompés, ont reçu et transmis le Mensonge. Seul (ah, bien seul, oui) échappait le fantassin de seconde, immobile à son créneau. Le Mensonge l'a coupé de tous : il ne peut parler ni à son frère qui est artilleur et lit le journal, ni à son père qui lit le journal, ni à sa femme, ni à sa mère, qui lisent le journal. » ¹⁹

Empêtré dans l'ignominie, la frousse, la honte et la boue, l'homme humilié par les chefs est demeuré noble et sans tache.

Pour Lefrancq, la guerre qui vient sera pareillement sale et injuste, et, une fois encore, ses vrais motifs seront dissimulés. Elle ressemblera comme une sœur à celle de 1918, peut-être avec davantage de tanks, d'avions et de gaz utilisés dans les combats. Les civils ne seront pas plus touchés par le conflit, s'ils s'éloignent des usines et des voies de communication. Une chose est certaine : l'Etat-Major et le Parlement seront toujours bien abrités, tandis qu'une plèbe misérable et souffrante sera sacrifiée sur le terrain à occuper ²⁰.

André Ulmann n'a pas vécu les horreurs de la Grande Guerre et sa prise de position sur l'armée n'effleure en rien les profondeurs douloureuses du témoignage de Lefrancq. Et pourtant, lui aussi s'est senti diminué par les mois qu'il a passés à l'armée, mutilé par l'autorité mauvaise de ses chefs, lui aussi a vécu cette expérience comme un drame ²¹. En effet, n'en déplaise aux bourgeois, surtout à ceux qui ont fait la guerre, c'est bien de « drame » qu'il s'agit, précise Ulmann:

« Le drame est là, partout où l'homme subit la contrainte et la mutilation. Partout où il se diminue dans un mode de vie incomplète, où sa mesure et sa grandeur se dégradent dans une lutte épuisante. » ²²

Dans l'armée, en effet, les hommes deviennent des objets, tous soumis aux mêmes commandements mécaniques, aux mêmes brimades incessantes qui estropient la personnalité. Pour aboutir à ce résultat, pour imposer cette discipline infantilisante et factice, l'armée dispose de deux moyens: « Ses chefs et ses prisons » ²³. En fait, l'armée est le reflet du régime en place et Ulmann voit dans le système d'oppression matérielle qu'elle abrite « un vrai « capitalisme d'homme » ²⁴.

Ces sentiments négatifs à l'égard de l'armée ne seraient-ils pas l'expression d'un antimilitarisme pur et simple ? En réalité, cet éreintement de l'armée, comme le dénigrement systématique du régime en place, exprime toujours chez les personnalistes le besoin d'une autorité idéale. Comme le souligne Mounier en évoquant les témoignages de ses camarades : « Ils sont unanimes à demander une armée qui soit, à l'extrême bord de l'adolescence, un achèvement de l'éducation, un brassage puissant de classes, une école de discipline et d'héroïsme »²⁵. Ainsi, Ulmann termine son témoignage sur l'armée en ces termes :

« Oui, nous voudrions pouvoir être de bons soldats. Rien ne serait trop dur. Nous voudrions pouvoir croire aux œuvres où l'on nous engage. »²⁶

Et Lefrancq exprime également le rêve d'une armée qui serait le lieu d'une vraie communauté, qui serait une école de sacrifice et d'autorité, d'une armée faite pour construire, forte d'une jeunesse intelligente, fervente, disciplinée, courageuse, prête à l'action en commun sous l'autorité attentive et bienveillante d'un meneur d'hommes, d'un commandant pur comme celle du Centurion dont l'action vise à la grandeur de ses hommes²⁷.

S'étant exprimé sur l'Armée, *Esprit* cherche à définir son attitude à l'égard de la patrie en publiant dans son numéro de juin 1935 une déclaration collective signée des principaux collaborateurs français de la Revue. Cette prise de position rédigée par Mounier porte un titre d'inspiration péguyste : « Notre Patrie ». Elle constitue une nouvelle réponse à la campagne de presse qui s'est déchaînée contre la Revue depuis que son directeur s'est insurgé sans grandeur contre le nationalisme de Castelnau et que Maurice de Gandillac a pris parti pour l'Allemagne hitlérienne²⁸.

Une fois encore, *Esprit* réaffirme dans cette déclaration sur la patrie la pureté des aspirations personnalistes. Evoquant les attaques des nationalistes contre les positions de la Revue, Mounier et ses amis expliquent.

« Ces vieux routiers de la politique politicienne tentent, suivant leur constant procédé, d'abaisser sur le plan des politiques toutes faites, déjà connues ou au moins étiquetées, les positions que nous avons mis tout notre soin à dégager des blocs partisans. »²⁹

D'essence spirituelle, les positions d'*Esprit* ne sont jamais entachées de politique ; elles demeurent, en quelque sorte, « au-dessus de la mêlée ». Et, aux gens de droite qui pourraient subodorer en elles des attitudes de gauche, voire un vulgaire matérialisme marxiste, les personnalistes répondent par la voix de Mounier

« Nous nous sommes donné pour mission, depuis trois ans, de dégager un certain nombre de réalités spirituelles des mauvais lieux où le désordre les avait contraintes : ce n'est pas pour les entraîner en d'autres mauvais lieux. »

Et il ajoute avec emphase :

« Nous ne connaissons qu'un mot d'ordre : la vérité, déchirée entre les adversaires, partout mêlée au mensonge et que partout nous délivrerons obstinément du mensonge. »³⁰

Jamais *Esprit* ne cédera aux tentations instinctives des politiques partisans de droite ou de gauche, marxiste ou anti-marxiste, nationaliste ou anti-natio-

naliste, positions qui recouvrent toutes les paresse, les pires confusions, les instincts et les mensonges les plus lourds.

Cependant, en dépit des accusations lancées contre eux, les personnalistes aiment leur patrie. Ils l'aiment telle qu'elle est, avec ses défauts, avec ses qualités, mais ils l'aiment surtout au-dessus d'elle-même, en contemplant par-delà ses faiblesses présentes le visage épuré que lui ont forgé les plus belles traditions de son histoire ancienne. Or, cette image de la France est exclusive des mensonges et de l'ignominie de ceux qui la parasitent:

« Nous refusons à M. Malvy et à ses tripots de représenter la France, mais nous le refusons aussi bien à son ami Jean Chiappe et à ses indicateurs de basse police, à un Conseil municipal concussionnaire, à la presse bien-pensante des fournisseurs de guerre, à un capitalisme dont une haute et universelle autorité morale a pu écrire que là où est son argent, là est sa patrie. L'Anti-France, la voilà. »³¹

Cette déclaration s'efforce aussi de préciser l'attitude d'*Esprit* à l'égard des relations franco-allemandes. Les personnalistes dénoncent tout d'abord « la campagne de provocation systématique »³², encouragée par une presse officielle au service des marchands de canons et des maîtres de forges, qui ranime la haine entre la France et l'Allemagne. Ils admettent bien qu'une répudiation unilatérale des traités signés constitue un acte de nature belliqueuse, mais précisent aussitôt que les traités ne sont jamais qu'une condition provisoire de l'ordre établi, une situation de compromis qui reflète, en fait, l'ancien droit du plus fort. Les rédacteurs d'*Esprit* rappellent d'autre part avec raison que si la France avait su se montrer généreuse après la guerre, si elle ne s'était pas contentée de « l'aigre juridisme » ou de « la mesquine vanité de vieillards rancuneux »³³, si elle ne s'était pas réfugiée dans « le mensonge »³⁴ de la seule culpabilité allemande, elle ne porterait pas aujourd'hui une telle responsabilité dans le sursaut de nationalisme, de militarisme et de haine revancharde de l'Allemagne.

Enfin, sans nier la nécessité d'une défense nationale, en l'absence d'une organisation internationale honnête et efficace, *Esprit* refuse une armée qui sanctionne dans sa structure la lutte des classes et entretient « par ses mœurs, la déshumanisation du chef ou des hommes dont elle a mission de tremper les personnes »³⁵. Il dénonce aussi la militarisation progressive des nations qui se préparent à la guerre en n'hésitant pas, même en régime non totalitaire, à « embrigader la conscience de l'enfant »³⁶. Il rappelle, en outre, que la course aux armements, le retour aux équilibres d'alliances sont le plus sûr moyen d'entraîner la France dans une nouvelle guerre européenne.

En conclusion de cette déclaration sur la patrie, *Esprit* s'adresse aux jeunes, notamment à ceux qui pourraient être séduits par le nationalisme de droite:

« Vous avez vomi dans une certaine « gauche », la vulgarité électorale, masquée de l'amour du peuple, la diffusion, sous le couvert de la démocratie, de l'arrivisme et des prébendes, la bassesse politicienne, le maigre et vaniteux rationalisme qui établit sa tyrannie sur la philosophie des lumières, l'exploitation de la justice sociale par l'ambition, le mensonge et la sottise. Nous aussi, nous voulons balayer cette honte.

Mais attention ! Des hommes s'en servent pour vous masquer les profondes exigences de la justice que, trop souvent, ces laideurs parasitent. Retournez-vous vers

ces hommes-là, et regardez-les à la lumière même de votre plus pure indignation. Accepterez-vous plus longtemps qu'ils s'arrogent de représenter et d'inspirer votre jeunesse ?

Accepterez-vous plus longtemps que les journaux qui prétendent représenter votre patriotisme et votre attachement aux valeurs spirituelles soient ceux précisément qui de notoriété publique entretiennent les intérêts économiques et les fournisseurs de guerre ?

Aimez-vous n'importe quelle France, ou une France belle ? Voyez cette vieille femme qui s'entoure de canons et de forteresses comme d'autres cachent leur déchéance sous les bijoux et les stratagèmes. Est-ce cela la force ? Ou est-ce la splendeur d'une jeunesse neuve ? Et si vous voulez une France belle, qu'allez-vous demander à ceux qui se font complices de ses corrupteurs ?

Et si c'est bien un souci spirituel qui vous guide, prenez conscience de vos résistances à la révolution spirituelle totale et travaillez avec nous à reconstruire une France digne d'être aimée. » ³⁷

Mais comment défendre cette France aimée ? Comment conserver une image purifiée de la patrie lorsque résonne à nouveau, au-delà du Rhin, le grondement sourd des préparatifs de guerre ? Car l'Allemagne réarme, c'est un fait. De surcroît, Hitler proclame sans ambage sa haine revancharde et le destin belliqueux du III^e Reich.

De même que la transformation de l'ordre social pourrait s'accomplir par la toute-puissance magique du spirituel, ainsi une France purifiée pourrait triompher sans peine de la menace allemande. Il faut donc épurer la patrie de ses mensonges, exiler ses corrupteurs, et cette œuvre implique en premier lieu la reconnaissance des fautes commises au nom de la France, en fait une « confession collective » ³⁸ des Français. Ce sera donc la vocation d'*Esprit* de lutter contre le mensonge qui obscurcit les rapports entre la France et l'Allemagne, et de clamer la vérité.

C'est la raison pour laquelle la Revue consacre une partie de sa livraison de juillet à dresser un « tableau des responsabilités » entre ces deux pays depuis la Grande Guerre. Mais la vérité n'est pas facile à établir. Mounier admet bien qu'elle a plusieurs voix. C'est pourquoi, en rappelant la responsabilité allemande dans la crise européenne, André-D. Tolédano contrebalance, en partie, un long, un impitoyable réquisitoire d'Aldo Dami contre la France ³⁹. Ce dernier, qui va devenir le principal chroniqueur de politique étrangère de la Revue, sera aussi le plus constant défenseur de la diplomatie hitlériennne, recommençant sans fin le procès d'une Europe de Versailles fondée sur l'hégémonie française ⁴⁰.

Le réarmement de l'Allemagne décrété par Hitler lui suggère de reprendre et développer un parallèle historique, que lui inspire Robert de Traz, entre le Traité de Versailles et le Congrès de Vienne, entre le système européen créé par les vainqueurs de l'Allemagne et la Sainte-Alliance. De même que les Français se sont rebellés contre le régime des Bourbons instauré par les vainqueurs, ainsi les Allemands ont rejeté la République de Weimar chargée des humiliations et des opprobres de la défaite de 1918. Dans les deux cas, l'évolution des mentalités fut analogue. A une génération vautreée dans la sécurité de la victoire, ou au contraire accablée par la défaite, a succédé, quinze ans après la guerre, une génération passionnée de politique, éprise de mystique, qui se rebelle contre l'ordre établi par la classe dirigeante. A

cent ans d'intervalle, en 1935, il ne s'agit plus des socialismes de 1848 mais des fascismes qui partout triomphent, substituant à l'individualisme décadent de l'ère libérale, une mystique collectiviste, l'idéal d'un Etat corporatiste.

Dami souligne d'autre part à quel point l'Europe de Versailles est précaire, du fait de la situation de l'Allemagne. Ruinée par la guerre, amputée de 10 % de son territoire, cernée de pays hostiles, dotée de nouvelles frontières indéfendables, obligée de démilitariser la rive gauche du Rhin face aux forteresses françaises, l'Allemagne n'est plus en mesure, depuis le traité de paix, d'assurer sa sécurité, d'autant que la France a tissé autour d'elle un réseau d'alliances et d'accords militaires redoutables.

Pour lutter contre cet état de choses, Hitler s'est efforcé de se libérer de l'étau constitué par les nations alliées en signant un accord avec la Pologne. Or ce geste, aucun gouvernement de la République de Weimar n'aurait pu l'accomplir sans provoquer une résistance farouche des milieux nationalistes. Hitler l'a fait, car il représente « toute l'Allemagne » ⁴¹.

Selon Dami, le Chancelier est un homme épris de paix. Si l'on fait abstraction de *Mein Kampf* qui est un ouvrage de jeunesse, on s'aperçoit qu'il s'est abstenu des outrances verbales et des menaces belliqueuses d'un Mussolini. En outre, il a conclu, ou cherché à conclure, plus de pactes que la République de Weimar, quand bien même ces accords solidifient la situation qui résulte de la défaite. Non seulement l'Allemagne ne court aucune aventure extérieure, contrairement à l'Italie, mais elle propose la paix, à la France tout d'abord. Cette dernière refuse cette offre généreuse pour ne pas abandonner des alliés orientaux qui sont moins que sûrs et qui pillent son épargne pour financer leur propagande.

En proclamant le service militaire obligatoire, Hitler s'est permis d'imiter les autres puissances. Cette mesure était inéluctable, car un grand peuple ne peut rester en état de soumission permanente. Dami anticipe même, en les admettant comme légitimes, la remilitarisation de la Rhénanie, un coup de main sur Memel, une annexion de Dantzig et surtout l'Anschluss avec l'Autriche, « le pays le plus allemand de tous, et qui veut l'être malgré le gouvernement de minorité qui la juggle... » ⁴²

Ce vibrant plaidoyer en faveur de l'Allemagne ne ferait sans doute pas l'unanimité au sein du mouvement *Esprit*. Du reste, contrairement à Dami, A.-D. Tolédano se montre extrêmement sévère à l'égard de l'Allemagne hitlérienne et de son « idéologie barbare » ⁴³, et rend cette nation responsable de l'aggravation de la tension internationale. De son côté, Mounier admet bien « qu'il serait étonnant que ce long réquisitoire allât sans aucune erreur », mais l'essentiel pour lui c'est « que des procès soient ouverts, qu'on étouffe, et que des idées soient lancées, qu'on refuse jusqu'ici de discuter. » ⁴⁴

Pourtant, nous l'avons vu, les personnalistes partagent le jugement sévère de Dami sur le traité de Versailles, et son mépris de la diplomatie française d'après-guerre. Ils condamnent avec lui les principes de la diplomatie traditionnelle fondée sur les alliances, et cette attitude découle de la conviction chère aux milieux idéalistes de l'entre-deux-guerres selon laquelle la Grande Guerre aurait été la conséquence logique de la politique d'équilibre des puissances.

2. La remilitarisation de la Rhénanie

Le 7 mars 1936, presque un an jour pour jour après la proclamation du réarmement allemand, Hitler, prenant prétexte de la ratification du traité franco-soviétique par le parlement français, annonce qu'il entreprend la remilitarisation de la Rhénanie. Ce coup de force constitue un événement d'une extrême gravité qui fait resurgir le spectre d'un affrontement entre la France et l'Allemagne.

La démilitarisation de la rive gauche du Rhin a représenté jusqu'alors une garantie essentielle de la sécurité française. En ordonnant aux troupes de la Wehrmacht de franchir le Rhin, Hitler viole non seulement une disposition importante du traité de Versailles, mais transgresse aussi une stipulation essentielle du traité de Locarno, accord que l'Allemagne n'a jamais contesté puisqu'il a été conclu plusieurs années après la guerre, en 1925, et à la demande expresse de la Wilhelmstrasse. La démilitarisation de la rive gauche du Rhin était donc garantie par l'Allemagne elle-même. Hitler contrevient, d'autre part, à une convention d'arbitrage entre l'Allemagne et la France qui oblige ces pays à soumettre à des procédures pacifiques les difficultés qui pourraient surgir entre eux. Le coup de force hitlérien constitue donc une violation flagrante du droit international. Politiquement cette mesure est également inadmissible. Hitler n'a-t-il pas annoncé solennellement, avant le plébiscite sarrois, qu'il n'existerait plus aucun objet de litige entre l'Allemagne et la France lorsque la question de la Sarre serait résolue ?

Sur le plan diplomatique et stratégique le mouvement des troupes allemandes en Rhénanie a de vastes conséquences. Il porte un coup à la sécurité de la France dont le territoire est à nouveau placé sous la menace directe de l'Allemagne. La démilitarisation de la Rhénanie constituait aussi un gage de sécurité pour les pays de l'Europe centrale et pour la Russie soviétique, car la France, liée par ses alliances ou par le principe de la sécurité collective, pouvait exercer une pression sur l'Allemagne si cette dernière s'avisait de mettre à exécution les projets d'expansion vers l'est, formulés par Hitler dans *Mein Kampf*.

Comme l'avait prévu le Chancelier, le gouvernement français, à quelques semaines des élections législatives, n'ose pas réagir. Après que le président du Conseil A. Sarraut eut proclamé à la radio dans la soirée du 8 mars la phrase désormais célèbre : « Nous ne sommes pas disposés à laisser placer Strasbourg sous le feu des canons allemands », la France tergiverse, puis choisit d'engloutir la crise dans les méandres de la procédure genevoise.

L'opinion publique, dans son ensemble, ne réagit pas mieux que son gouvernement, et semble largement inconsciente de la signification de l'événement. A gauche, Blum s'oppose à une réaction militaire de la France, tandis que Paul Faure, dans *Le Populaire*, étaye ses positions résolument pacifistes d'une grande indulgence pour l'action allemande. Le parti communiste, dans un premier mouvement, réagit vivement au coup de force hitlérien. Il se rétracte bientôt et s'efforce ensuite de faire oublier sa première humeur belliqueuse. L'extrême droite amorce le revirement qui va la conduire du défaitisme au pacifisme et à la trahison. Ainsi Maurras écrit le 8 mars dans *L'Action Française* : « Nous n'avons pas à marcher contre Hitler avec les Soviets. »⁴⁵

Cette crise internationale provoque à nouveau au sein du mouvement *Esprit* une réaction complexe dans laquelle les opinions politiques s'enlacent autour des mêmes dispositions affectives que nous avons mises en évidence lors de la première violation par Hitler des dispositions militaires du Traité de Versailles.

La livraison d'avril 1936 s'ouvre sur un éditorial signé *Esprit*, mais rédigé en fait par Mounier, qui s'intitule curieusement « Adresses des vivants à quelques survivants »⁴⁶. Ce titre est déjà révélateur de l'agressivité déchargée par Mounier à l'égard de ses aînés. Les « vivants » représentent pour lui les jeunes qui se sont groupés autour d'*Esprit* et qui s'opposent aux « survivants » de la Grande Guerre, à ceux notamment qui conduisent la diplomatie française. Cette marque d'irrévérence vis-à-vis de l'autorité témoigne donc d'une hostilité violente à l'égard de la génération précédente, celle des parents qui reste conditionnée par les réflexes considérés comme néfastes à la cause de la paix.

Citant l'article d'Aldo Dami sur la « Mort des traités », qui annonçait comme inéluctable la remilitarisation de la Rhénanie, Mounier déclare : « Nous aurons au moins, sur nos gouvernants affolés, le triste honneur de n'avoir pas été surpris par les événements. »⁴⁷ La crise lui apparaît comme la conséquence manifeste de la politique d'alliances que la Revue a dénoncée comme une cause de la première guerre mondiale. Le pacte franco-soviétique, rappelle-t-il, a été « imaginé, mûri par un homme d'avant-guerre, Barthou. Sa seule réalité est d'avoir, ramenant les fantômes d'alors, précipité le peuple allemand dans la psychose de l'encerclement. »⁴⁸ Il se dresse également contre l'attitude même du gouvernement Sarraut auquel il reproche son « juridisme hargneux », sa « violence négative », sa « médiocrité » et sa « peur ».⁴⁹

Une fois encore, la nature essentiellement affective de son attaque de l'autorité gouvernementale transparaît au fil d'une prise de position par ailleurs confuse :

« Un quotidien souvent mieux inspiré osait écrire de sang-froid qu'il y a, pour des Français, un manque de dignité à critiquer en cette heure leurs gouvernants présents ou passés. Nous en appelons à tous les jeunes qui nous lisent : quand une famille est déshonorée par ses chefs, où est la dignité : dans le silence complice sous le paravent des intérêts, ou chez l'enfant prodigue qui ne veut pas boire la honte [sic], et part à la recherche d'une nouvelle alliance ? »⁵⁰

Son hostilité au gouvernement est donc vécue comme un drame familial. C'est aux « jeunes » qu'il en appelle pour résister aux « chefs » qui ont « déshonoré » la famille. L'image de « l'enfant prodigue » vient renforcer cette interprétation psychologique. Mounier s'empare de la parabole qui évoque la réconciliation du père avec le fils pour en transformer radicalement le sens, puisque l'enfant prodigue « part à la recherche d'une nouvelle alliance ». Cette image biblique travestie marque bien l'ampleur de la révolte contre l'autorité paternelle.

« La nouvelle alliance » va effectivement s'établir, mais avec Hitler, l'ennemi de cette autorité contre laquelle il décharge une si forte agressivité. Aux « misérables arguties de réunion publique »⁵¹, formulées par le gouvernement français pour stigmatiser le coup de force du 7 mars 1936, il oppose

les thèses avancées par le Führer pour la défense de son action. Ainsi, la France dispose pour se défendre de « la plus formidable ligne de fortifications qui ait jamais été construite »⁵² et d'une armée potentielle de 30 millions d'hommes, et pourtant elle se sent menacée parce que 19 bataillons et 12 groupes d'artillerie s'installent dans quelques villes allemandes.

Quand Hitler oppose à cette force de 30 millions d'hommes le droit fondé, dit-il, sur la « morale éternelle », d'être maître chez soi, dix-sept ans après une guerre qui fut déclarée par un autre régime, il est dérisoire de répliquer dans le vide : « Nous opposons au droit de la force, la force du droit ». ⁵³

Les Allemands sont aussi en droit de répliquer aux arguments du Quai d'Orsay que si la France avait confiance dans le traité de Locarno, l'alliance russe n'avait pas de sens, et que si elle n'y croyait pas, l'Allemagne n'avait pas de raison de lui faire plus de crédit. Enfin, Mounier se réjouit d'une citation du discours prononcé par le Führer lors de la crise rhénane pour justifier la position allemande. Il compare les arguments du chancelier Hitler, durs, solides, évidents, à la réaction lamentable du président Sarraut qui prétend que la France n'a jamais essayé d'attenter à la liberté et à l'honneur du peuple allemand. ⁵⁴

Une fois encore le contraste est frappant entre l'ironie mordante, le scepticisme et le mépris qui inspirent sa critique de la position diplomatique française et la confiance qu'il place dans les arguments d'Hitler. En endossant les thèses d'Hitler au point de les citer longuement, il montre sa très vive sensibilité au destin du peuple allemand, si longtemps humilié par les dirigeants français, si longtemps chargé d'une culpabilité insupportable.

Mounier se retrouve aussi dans la vaste aspiration qui trace la voie du projet hitlérien. A Sarraut qui gouverne en vue des élections, il oppose la volonté d'Hitler d'ouvrir un règne de mille ans :

« C'est dans ces chiffres-là qu'il faut compter quand on fait une politique, quand on modèle ou quand on remodèle une nation, physiquement et spirituellement, quand on fonde ou quand on restaure une religion. » ⁵⁵

Cette aspiration, dégagée de toute contingence terrestre, rejoint ses grands élan spirituels énoncés dans son projet de révolution personaliste.

La sympathie de Mounier pour la cause hitlérienne a néanmoins ses limites. S'il conduit le juste combat du peuple allemand, le Führer n'en demeure pas moins l'auteur du massacre sinistre de la nuit du 30 juin 1934, celui qui persécute les juifs, les catholiques, les protestants et le prolétariat, enfin l'inspirateur d'un régime totalitaire inacceptable. Toutefois, dans la perspective personaliste, la France est responsable du mal incarné par Hitler :

« Toute l'histoire de l'Allemagne d'après-guerre s'éclaire si on la considère comme la révolte d'un peuple contre son humiliation. » ⁵⁶

Le coup de force d'Hitler est certes condamnable, il est toutefois « solidaire d'un système de force dont on a déclenché le jeu du jour où l'on a prétendu enfermer l'Europe dans un réseau intangible de stipulations formelles fondées sur la victoire de la force. » ⁵⁷ Par ce biais, Mounier retombe dans le sillon de sa révolte contre le gouvernement français, révolte qui jaillit

certainement en partie d'une rébellion personnelle contre l'autorité paternelle; il reprend aussi le thème de la culpabilité française, thème qui, nous l'avons vu, exprime aussi sa mauvaise conscience personnelle.

Maurice de Gandillac, qui examine dans la livraison de juin 1936 l'opposition entre les conceptions allemandes et françaises de la paix, se complaît dans le même type d'examen de conscience nationale en analysant les termes de la diplomatie française :

« Derrière la prose de Flandin (ou d'un quelconque scribe du Quai) on retrouve une mixture classique de Delcassé, de Clemenceau, de Poincaré, de Tardieu, de Boncour et d'Herriot. » ⁵⁸

L'ironie et la dérision sarcastique avec lesquelles il traite les arguments de son gouvernement le dispensent d'examiner la réalité de la position française.

A son tour, il évoque les souffrances et les humiliations endurées par le peuple allemand, et reprend les procès de la diplomatie poursuivie par les dirigeants français depuis Versailles. Même Briand, qui s'efforça de rapprocher les deux pays, passe au banc des accusés :

« Briand lui-même, dont la « manière » était inimitable, on peut douter s'il a jamais admis l'égalité morale entre le doux agneau et le lion dévorant. La paix qu'il offrit à Stresemann, tous les Allemands vous le diront, — c'était encore, à la manière paternaliste, la « grâce » octroyée par le vainqueur bienveillant au coupable repent. Et l'on peut croire qu'il n'était pas beaucoup plus choqué que l'immense majorité de ses compatriotes par l'institution théoriquement perpétuelle d'une démilitarisation unilatérale. » ⁵⁹

Se penchant sur la politique actuelle de l'Allemagne, Gandillac croit discerner dans les mobiles profonds du chancelier Hitler une volonté de faire table rase de l'héritage douloureux qui pèse sur son pays depuis la victoire de la France. L'occupation de la zone rhénane serait le dernier acte, ou « du moins le plus récent », ⁶⁰ de la guerre poursuivie par l'Allemagne contre la France pour obtenir de cette dernière qu'elle cesse de la diviser, de l'encercler et de la limiter dans son droit vital. Incontestablement, la remilitarisation de la Rhénanie constitue une victoire pour l'Allemagne qui lui permet d'offrir la paix, à la manière de Wilson après la guerre :

« Comme Wilson en 1918, il [Hitler] définit d'abord les principes selon lesquels les deux adversaires pourraient s'entendre en pleine égalité sans distinction morale entre le vainqueur et le vaincu, entre l'« agresseur » et la « victime » ⁶¹

Gandillac reconnaît même une analogie entre la « période préparatoire » du plan allemand et l'armistice de 1918, assimilant les « accords futurs » proposés par Hitler au véritable traité de paix ! Selon lui, l'Allemagne pense que la paix ne pourra être conclue que si l'on renonce à « la recherche indéfinie des responsabilités », à la « punition des coupables » ou à la méfiance systématique envers « l'agresseur présumé » ⁶². L'essentiel pour Hitler est d'obtenir que la France s'abstienne de limiter l'Allemagne dans son droit vital et qu'elle admette que les fautes du passé soient partagées entre les anciens ennemis. Sur cette base, il serait alors possible de reprendre l'œuvre manquée du président Wilson.

Pour résoudre la crise européenne et faire face à la menace que pourrait constituer le fascisme, Mounier propose une « résurrection » ⁶³ française.

« Seule une France révolutionnaire peut tenir sa place dans l'Europe révolutionnée »⁶⁴. Ce projet ambitieux, mais vague, se définit d'abord négativement. Il prend parti non seulement contre la politique gouvernementale mais contre certaines options politiques de gauche et de droite, marquant ainsi d'emblée sa volonté de transcender les courants politiques établis. Ainsi dénonce-t-il premièrement l'intransigeance d'une partie de la gauche à l'égard d'Hitler.

La croisade antifasciste prônée par certains milieux s'inspire des directives de la III^e Internationale. Mais, les tendances pacifistes qui se dessinent dans une partie de la droite ne lui paraissent « pas moins impures »⁶⁵. Ce pacifisme de droite a pour seule justification une analyse du rapport des forces défavorable à la France. Il disparaîtra lorsque le système d'alliances et d'armements de la France seront au point. Il est, du reste, propagé par la « Haute Industrie »⁶⁶, c'est-à-dire par les « marchands de canons », enchantés de pouvoir vendre leurs cargaisons de mort à l'Allemagne qui réarme.

En dénonçant à la fois les tendances bellicistes de la gauche et le pacifisme d'une partie de la droite, Mounier, selon sa démarche habituelle, se fraye le passage d'une troisième voie. Cette approche répond moins à l'illusion d'une pensée dialectique qu'au besoin presque instinctif de se définir en opposition avec les tendances de la vie politique française.

Après avoir rejeté les options de la gauche et de la droite, il expose en ces termes lapidaires sa conception de la paix.

« Liquidation définitive des positions vieilles ou erronées.

— Jugement de tous les coups de force et de tous les coups de pousse, des ennemis et des ex-alliés, devant les tribunaux internationaux.

— Mise d'Hitler au pied du mur par des offres constructives.

— Fermeté sur ces nouvelles bases. »⁶⁷

Pour mettre en œuvre cette politique, le gouvernement ne devrait pas se laisser influencer par les passions intérieures des Français et admettre de dissocier le « fait hitlérien » du « fait allemand »⁶⁸. Il avertit les minorités persécutées par le nazisme qu'elles doivent éviter d'inspirer une croisade antifasciste, car pour lui aucune cause ne pourrait justifier « l'extermination rationnelle »⁶⁹ que constituerait la prochaine guerre. Il suggère que l'on affirme simultanément le principe « de la souveraineté du droit et des aberrations du juridisme »⁷⁰, associant ce dernier terme aux conceptions juridiques défendues par la France depuis le traité de Versailles. Il propose également la liquidation définitive du traité de Versailles et la révision des traités « sur la base de l'égalité des droits et de la sécurité collective »⁷¹. Par une refonte de son statut, le Pacte de la Société des Nations devrait être séparé des traités de paix. En outre une procédure de révision des traités devrait être introduite dans ses principes. Il recommande encore que la nouvelle communauté des nations soit dotée de moyens de coercition efficaces afin qu'elle puisse intervenir non seulement pour établir la sécurité collective, mais pour influencer l'opinion et les constitutions des Etats membres. Mounier affirme enfin qu'il est impossible de garantir la paix tant que durera le « régime financier actuel des armements »⁷², et demande la nationalisation des industries d'armement et le contrôle international de l'industrie métallurgique.

On retiendra de ces propositions disparates la volonté de faire table rase du passé et de rétablir l'ordre juridique international sur des bases entièrement nouvelles. L'histoire et le droit international sont rejetés par Mounier dans la mesure où ils incarnent des faits et des valeurs façonnés par la France. Son refus de tout héritage historique, son ignorance des exigences premières de la réalité, corroborent sa révolte irrationnelle contre le gouvernement français. Nous croyons avoir suffisamment démontré la nature essentiellement affective de cette étrange position politique.

Incapable d'intégrer la réalité du monde adulte, Mounier s'échappe dans un monde imaginaire et confère à ses idéaux une espèce de puissance magique : par l'enchantement d'un grand jugement réparateur, il propose de rétablir la souveraineté du droit, l'égalité juridique entre les nations et le principe de la sécurité collective. Les grands principes auxquels il adhère sont singulièrement proches des idéaux wilsoniens flétris par le rythme réel des événements. Il est intéressant de constater que son évocation hors du réel lui permet d'enjamber les failles de la logique de son raisonnement. C'est ainsi qu'ayant exhorté le gouvernement français à établir des relations avec l'Allemagne sans tenir compte du régime hitlérien, il recommande la création d'une communauté des nations dotée non seulement d'un pouvoir de coercition, mais d'une capacité d'intervention sur l'opinion publique et la politique intérieure des Etats membres.

Le principe de sécurité collective auquel Mounier se réfère comme un nouvel idéal à atteindre n'a pourtant jamais été en odeur de sainteté dans les milieux personnalistes. *Esprit* l'a dénoncé, en même temps que la Société des Nations dont il constitue une pièce maîtresse, comme un instrument de la domination française. Dans la livraison de mai 1936, Gandillac ne dissimule pas son hostilité à l'égard de la « prétendue sécurité collective » qu'il définit comme « l'universalisation des conflits au nom d'un Droit international qui n'est encore qu'un espoir vague »⁷³. Selon Gandillac, il faut renoncer à ce système de répression dirigé, en fait, contre l'Allemagne, parce qu'il suscite la course aux armements et engendre la guerre. Convaincu du caractère néfaste du principe même de l'assistance mutuelle, Gandillac avoue qu'il partage la méfiance allemande face à la proposition de « paix totale » adressée par la France à l'Allemagne. Le concept même d'« amitié »⁷⁴ contenu dans le plan français lui semble suspect, tant il redoute ce qui pourrait camoufler un « vieux système des alliances »⁷⁵.

A la même époque, *Esprit* reprend aussi l'appel lancé par Bergery après la remilitarisation de la Rhénanie, en faveur d'un plébiscite des peuples européens sur la paix. L'idée s'inspire du « Peace Ballot » qui eut tant de retentissement en Angleterre à la veille de l'affaire éthiopienne; elle doit trouver un bon accueil chez les personnalistes, toujours convaincus que la menace de guerre entre la France et l'Allemagne est une création artificielle des gouvernements, notamment des responsables de la diplomatie française, et que le peuple n'a aucun moyen, comme le souligne Gandillac en mai 1936, d'exprimer sa « véritable volonté pacifique »⁷⁶.

Mounier devient membre du Comité français de « Mandat des peuples à leur gouvernement » qui lance un plébiscite au printemps 1936, rappelant l'inanité de la guerre et la volonté des signataires de ce texte de l'éviter à

tout prix, exigeant surtout des gouvernements qu'ils s'engagent dans la voie du désarmement et qu'ils résolvent pacifiquement les conflits en cours ⁷⁷. *Esprit* recommande à ses lecteurs d'appuyer ce plébiscite de toutes leurs forces, afin de « montrer à l'étranger le vrai visage du peuple de chez nous » ⁷⁸. Cet élan pacifique fera long feu. Le *Revue* n'y fera d'ailleurs plus allusion.

3. La guerre d'Espagne

Parmi les événements internationaux qui précèdent la seconde guerre mondiale, la guerre d'Espagne tient une place importante dans l'opinion française. Davantage qu'une nouvelle crise internationale, la tragédie espagnole apparaît d'emblée aux Français comme une sorte de drame intérieur. Cette guerre civile n'est-elle pas le miroir déformant des réalités françaises ? Depuis le 6 février, le pays vit dans un climat de tensions violentes et, durant l'été 1936, après la victoire de la gauche et de l'extrême gauche, après les grèves et les désordres qui ont suivi cet événement, comment ne pas craindre pour la France du Front populaire le destin sanglant de l'Espagne de la « *Frente popular* » ?

Pour la droite angoissée, cette guerre civile est le salaire des désordres et des crimes engendrés par l'établissement en Espagne d'un régime irresponsable, révolutionnaire et anarchique. Ses sympathies vont immédiatement vers les insurgés. La gauche, au contraire, voit dans le drame du peuple espagnol l'aboutissement tragique de son propre combat contre la réaction fasciste. Elle se sent solidaire des Républicains et veut leur venir en aide. Sollicité par le président du Conseil espagnol Giral, Léon Blum manifeste sans attendre son désir de prêter le secours demandé. Mais cette impulsion généreuse et irréfléchie soulève à droite une tempête de protestations : « Faites attention, nous ne vous pardonnerions pas ce crime » ⁷⁹, s'écrit François Mauriac à l'adresse du président du Conseil.

Sous la pression conjuguée d'une partie de l'opinion française, qui réagit avec vigueur contre toute assistance à l'Espagne républicaine, et de l'Angleterre hostile à cette initiative, Léon Blum doit se rétracter. Contre son gré, bravant l'incompréhension de ses amis socialistes, la colère des communistes, il propose aux puissances européennes une convention internationale de non-ingérence dans la guerre civile espagnole. Bien vite, hélas, ses espoirs d'empêcher l'intrusion de pays étrangers outre-Pyrénées sont déçus car, en automne 1936, avec l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie d'une part, puis de l'URSS d'autre part, l'Espagne devient un champ de bataille international.

Dès le début, la guerre civile espagnole impressionne l'opinion mondiale par son extrême violence. Des deux côtés, les crimes et les exactions sont innombrables : « D'autres guerres se composent d'une série de batailles : celle-ci est une suite de tragédies » ⁸⁰, s'écrit bientôt Arthur Koestler. En France, l'opinion catholique est particulièrement horrifiée des pillages de couvents et d'églises, des massacres de prêtres et de religieuses commis dans certaines régions contrôlées par le gouvernement légal. Pour une grande majorité de catholiques, ces atrocités et ces profanations sont la preuve que la rébellion franquiste s'élève contre la barbarie sanglante du communisme.

Pourtant, la thèse de la guerre sainte de Franco contre le communisme ne résiste pas à la réflexion. Les catholiques basques ne sont-ils pas du côté de la République ? Et puis, il faut très vite se rendre à l'évidence que la soldatesque de Franco ne défend pas les principes chrétiens : aux massacres de Barcelone répondent les tueries franquistes de Badajoz. François Mauriac, qui s'était d'abord élevé contre « l'Internationale de la haine »⁸¹, semble plus hésitant après cette répression sanglante :

« Même dans l'horreur d'une guerre civile, l'homme sait qu'il peut donner sa vie pour ce qu'il croit être la vérité — qu'il peut défendre la vérité — sa vérité — les armes à la main. Mais il sait aussi que les exécutions en masse des vaincus, que l'extermination de l'adversaire — ce qui était la loi avant le Christ — représentent le triomphe le plus affreux que la puissance des ténèbres connaisse en ce monde. »⁸²

Comment *Esprit* va-t-il réagir à cette guerre atroce où s'entremêlent tant de passions politiques et religieuses ? Après avoir opté en France pour le Front populaire, va-t-il soutenir moralement une République qui a laissé commettre de si nombreux crimes contre l'Eglise ?

Assurément, l'Espagne ensanglantée est pour *Esprit* le lieu d'un douloureux dilemme et c'est la raison pour laquelle il garde le silence pendant les premières semaines du conflit. Comme à l'accoutumée, la Revue ne paraît pas en août, mais le mois suivant, la rédaction reste dans l'expectative :

« On comprendra que nous attendions l'issue des événements d'Espagne pour en parler ici. Nos amis là-bas prennent leur part du combat, nous restons en communication avec eux : nos lecteurs liront bientôt leur témoignage. »⁸³

La position d'*Esprit* sur la guerre civile sera donc d'abord orientée par l'attitude de ses rédacteurs espagnols. Or, le principal correspondant de la Revue en Espagne, Semprun y Gurrea, surpris par la révolution de Bilbao, s'est rallié sans hésitation à la République. Son option et son témoignage vont avoir une grande influence sur *Esprit*, car l'homme est un personnage admirable et son engagement aux côtés du gouvernement légal constitue en soi une référence pour la République assiégée.

Profondément catholique, doué d'une grande culture et d'une haute intelligence, cet ancien professeur de droit commercial et de philosophie du droit à l'Université de Madrid, appartient par sa naissance, son éducation et sa culture à l'Espagne conservatrice. Dans sa jeunesse, il a milité au parti Mauriste, parti conservateur de tendance sociale ; il s'est rallié plus tard à la République mais sans abandonner ses options de droite. Nommé gouverneur de Santander et de Tolède par la jeune République espagnole, Semprun se démet bientôt de toute charge officielle parce qu'il n'admet pas l'anticléricalisme et ne tolère plus le conservatisme qui animent les dirigeants du nouveau régime.

Depuis 1934, Semprun a suivi pour *Esprit* l'inquiétante évolution intérieure de l'Espagne en adoptant pour son pays une position assez proche de celle des personnalistes en France : la révolution « inévitable » sera d'essence chrétienne et, pour l'accomplir, une nouvelle élite intellectuelle doit surgir, désireuse d'entreprendre les réformes sociales nécessaires et capable de réconcilier le peuple souffrant avec l'Eglise du Christ.

En 1936, trois mois avant le déclenchement de la guerre civile, on le

retrouve aux côtés du nouveau gouvernement de Front populaire qu'il défend avec vigueur. Selon lui, le régime politique issu des élections de février n'engendrera pas la guerre civile comme le prétendent ses détracteurs de droite. Il constitue au contraire une des dernières tentatives possibles d'encadrer dans un régime libéral et démocratique les puissantes et tumultueuses forces populaires. Il faut donc lutter contre les fauteurs de désordres et les principaux criminels qui ne sont autres que les opposants à cette expérience, les antirépublicains et les fascistes ⁸⁴.

Lorsque la guerre civile éclate effectivement, le parti qu'il va prendre ne fait guère de doute. Si Mounier ne parvient pas à obtenir son témoignage lorsqu'il prépare le numéro d'octobre, il sait néanmoins que son ami s'est rallié à la cause républicaine; il n'ignore pas non plus qu'un autre correspondant d'*Esprit*, José Bergamin, celui qu'il appellera le « Maritain espagnol » ⁸⁵, s'est engagé d'emblée aux côtés de la République.

Sans attendre le témoignage de ses amis, mais fort de leur appui moral, Mounier prend donc position. Dans un article intitulé « Espagne, signe de contradiction » ⁸⁶, il rappelle que sur cette terre ibérique ensanglantée, les personnalistes sont placés « entre deux murs de haine » :

« D'un côté, pour eux, il y a, non pas l'Eglise, ne lui faisons pas cette injure, mais la protection officielle, l'établissement terrestre de l'Eglise, ce qui, à travers mille impuretés, signifie tout de même la présence spirituelle de leur Eglise sur tous les villages d'Espagne. » ⁸⁷

Mais il y a aussi, « dominant l'autel de la Charité » ⁸⁸, le général Queipo de Llano annonçant à Radio Séville qu'il tuera 10 marxistes pour un nationaliste tué, qu'il déterrera au besoin les morts pour les fusiller s'il ne s'en trouve pas assez de vivants. Il y a encore le général Mola qui proclame qu'il aura la victoire même si la moitié de l'Espagne devait périr. Il y a les mercenaires maures qui pillent les églises.

« Il y a surtout une rébellion de soudards qu'on veut faire passer pour un sursaut populaire, et les éloges d'Hitler, qui promettent pour demain, si la victoire tourne en faveur des rebelles, la pire consolidation du désordre établi, des années de régression sociale et culturelle. » ⁸⁹

De l'autre côté, le gouvernement légal. Pour les catholiques et l'Eglise d'Espagne, la République signifie, hélas, « une terreur rouge symétrique de la terreur blanche » ⁹⁰. Mais les personnalistes connaissent trop bien le clergé espagnol, les fautes qu'il a commises « pour ne pas comprendre, sinon excuser cette fureur » ⁹¹. Ils savent aussi que les premières salves sont parties des couvents et que les Eglises brûlées furent presque toujours « un guet-apens préparé avec l'aide du curé qui tirait de la tribune ou du clocher contre les réguliers » ⁹². Ils savent enfin que le gouvernement légal n'est pas communiste car le marxisme n'est pas compatible avec l'Espagne.

Les amis d'*Esprit* ont donc opté en Espagne pour la République. Leur choix comporte de graves risques, mais aussi des chances sérieuses de greffer un jour, après les drames, l'inspiration du personnalisme sur l'Espagne meurtrie.

Comme on le remarque, après quelques hésitations, Mounier fait confiance à ses correspondants espagnols et prend position, avec courage, en

faveur de la République. Pourtant ce premier mouvement se révèle trop impulsif et, dès le mois suivant, le directeur d'*Esprit* essaie d'en modifier la portée. Son attitude a heurté des sensibilités catholiques, il ne le cache pas; elle a surtout provoqué la colère de son ancien maître, Jacques Chevalier, qui voit en Franco un sauveur de la chrétienté. Dans la livraison de novembre, Mounier cherche donc à nuancer cette première prise de position qu'il confesse avoir improvisée « à l'imprimerie même »⁹³.

Tout d'abord, à ceux qui lui reprochent d'oublier les prêtres martyrs et les victimes innocentes des « attentats rouges », Mounier répond:

« Peut-on connaître *Esprit* assez mal pour croire que je ne sais quelle fureur partisane nous distrairait d'une seule détresse, nous ferait les complices silencieux d'une seule violence inutile ? »⁹⁴

La guerre d'Espagne est « un drame », un « déchirement »⁹⁵, et de toute évidence l'héroïsme et le martyre sont des deux côtés.

« Qu'au drame de notre ami Semprun, dix, cent drames analogues répondent dans l'autre camp, chez des chrétiens qui auront cru devoir servir tout de même l'établissement temporel de l'Eglise en redoutant la terrible tutelle qui les attend, il faudrait avoir un sens bien sommaire de l'homme pour en douter. Ah ! qu'avec joie *Esprit* publierait à son tour la confession tragique de l'un de ceux-là qui essaierait de débattre un débat d'homme dans ce tumulte de frénétiques. »⁹⁶

Mounier rappelle encore que « la vérité est partagée, déchirée, et les hommes avec elle »⁹⁷. L'Espagne est le lieu sanglant d'un débat de conscience tragique qui risque bientôt de se poser à chaque personnaliste en France : se faire fusiller par les fascistes pour rester avec le peuple misérable ou rester fidèle à son Eglise en défendant ses curés, au risque d'être renié par les pauvres. Hélas, aujourd'hui en France les positions se cristallisent, les mensonges se durcissent. Devant le drame espagnol, au lieu d'essayer de comprendre, la droite se réfugie dans la peur et creuse encore le fossé qui la sépare du peuple. A gauche, « des profiteurs de haine » abusent d'« hommes simples, douloureusement meurtris dans leur fraternité ouvrière » pour accréditer l'idée que les couvents français servent de dépôts d'armes aux bandes fascistes⁹⁸. Mais, entre ces peurs et ces haines, *Esprit* mènera toujours le combat du juste. Mounier le répète en jurant d'un héroïsme que la situation française ne requiert pas encore et en intériorisant avec emphase le drame du peuple espagnol:

« Pour nous, jusqu'à ce qu'on nous ferme la bouche d'un coup de feu, nous ne cesserons de travailler à contre-courant de la peur et de la haine, nous banderons notre effort jusqu'à victoire ou épuisement pour que ne se consume pas dans l'indifférence ce divorce définitif des forces spirituelles et des forces populaires. »⁹⁹

Cette angoisse de mort n'est peut-être pas fortuite. On peut se demander, en effet, si le spectacle de l'Espagne déchiquetée par ses divisions politiques ne ravive pas chez Mounier les tourments d'un combat qui se livre en son for intérieur. On sait qu'il a considéré la terre ibérique meurtrie par la guerre comme un « signe de contradiction ». A ses amis espagnols qui ont adopté une attitude qui devait faire « scandale »¹⁰⁰ auprès de certains, il a juré de son amitié fraternelle, les assurant qu'il partageait leur déchirement intérieur. Il a rappelé, par ailleurs, que l'Espagne était « l'image sanglante » de la situation des personnalistes placés « entre deux murs de haine ».

Ce thème du déchirement, du destin tragique, du dilemme sanglant, réapparaît à nouveau en novembre lorsqu'il cherche à prouver que la vérité est partagée entre les deux camps, déchirée en chaque personnaliste qui prend parti.

Si Mounier vit avec une telle intensité le déchirement des personnalistes espagnols engagés dans la guerre civile, c'est probablement parce qu'il s'identifie inconsciemment au peuple pauvre et meurtri, au peuple-enfant qui doit prendre les armes contre les puissances établies, les généraux, les bourgeois, les bien-pensants, c'est-à-dire ceux-là-mêmes dont il comprenait l'indignation lors de l'affaire Castelnau, les mauvais prêtres qui parasitent l'Eglise pure. Dans l'Espagne ensanglantée, l'enfant doit tuer le père. Aventure redoutable et scandaleuse qui risque d'entraîner sa propre mort, la mort du fils.

Il est intéressant de constater que cette angoisse de mort réapparaît précisément dans une lettre justificatrice à Jacques Chevalier qui n'a pas toléré la révolte iconoclaste de son ancien élève à propos de l'Espagne:

« Dans un an, ou dans deux, vous apprendrez un jour que cet élève qui tourna mal en a fini au coin d'un bois, au service de quelque guerre stupide, avec ses idées fausses. »

Et il ajoute à l'adresse de son ancien maître qui lui reproche de rechercher les voies du succès:

« Si mauvais chrétien soit-il, un chrétien pense à autre chose qu'à la réputation des hommes quand il lui reste la quasi-certitude d'être à un an de sa mort. » ¹⁰¹

Cette mort, ne serait-elle pas le salaire de sa propre révolte contre l'autorité du père, la mesure de rétorsion de celui qu'il craint inconsciemment d'abattre par son mouvement de haine filiale ?

Une chose est certaine: les réprimandes de son ancien maître, la réaction négative de certains lecteurs catholiques le touchent. A Jacques Chevalier, il admet:

« ... Ma note d'octobre a sans doute le tort d'être trop brève et par suite elliptique : j'attendais d'heure en heure de longs témoignages. Ils ne vinrent pas, et je dus improviser les quelques lignes. Ceci dit, pour y reprendre ce qu'elle avait d'un peu sommaire, d'un peu brutal ! »

Et se référant au numéro de novembre, il ajoute : « Vous y verrez qu'avec des nuances nous penchons tous, aujourd'hui, vers la double abstention. » ¹⁰²

En novembre, la Revue publie deux témoignages, le premier de Semprun, en faveur de la République et intitulé « La question d'Espagne inconnue » ¹⁰³, le second intitulé « Double refus » ¹⁰⁴ et signé A.M.V. Ce dernier, que Mounier présente comme l'un des plus fidèles amis d'*Esprit* en Espagne, n'est autre qu'Alfred Mendizabal Villada, ancien professeur de droit à l'Université d'Oviedo et correspondant d'*Esprit* dans cette ville. Ces deux prises de position sur la guerre d'Espagne, l'une en faveur de la République, l'autre en faveur de l'abstention, expriment les deux attitudes à l'égard du conflit entre lesquelles Mounier paraît alors osciller.

Prenant la défense de la République, Semprun consacre l'essentiel de son témoignage à la question religieuse, cherchant à prouver notamment que les catholiques et le clergé n'avaient aucun motif suffisant de rejoindre la rébel-

lion, comme ils l'ont fait dans leur grande majorité. Il démontre que le gouvernement légal n'a jamais persécuté l'Eglise. Les Basques le savent bien qui ont d'emblée soutenu la République et combattu, avec leurs prêtres et leurs religieux, la rébellion franquiste. Il rappelle aussi que des catholiques et des prêtres ont pris la parole à la radio de Madrid et qu'il n'a pas manqué de personnalités catholiques marquantes pour rejoindre en Catalogne le peuple combattant.

Pour Semprun, les catholiques sont les grands responsables de l'anticléricalisme populaire et des persécutions occasionnelles dont l'Eglise et son clergé furent victimes. L'exemple du pays basque le prouve: si les catholiques s'étaient trouvés plus nombreux à soutenir la République, si la plus grande partie du clergé n'avait pas rejoint la rébellion, le sort des institutions religieuses eût été fort différent. Le peuple espagnol s'est révolté contre son Eglise au nom des valeurs chrétiennes, au nom des valeurs qu'elle aurait dû défendre. Car en Espagne, la religion n'était plus vécue, mais se confondait avec ses signes extérieurs; elle était surtout devenue l'apanage des classes possédantes. En conclusion de son long témoignage, Semprun justifie son engagement aux côtés de la République par son désir de rester fidèle au peuple humilié, misérable et abandonné. Avec moins de passion, moins de grandeur aussi, Mendizabal a choisi, en tant que catholique également, de ne pas prendre parti dans le drame qui déchire son pays.

Il rappelle, tout d'abord, comment la République est devenue un pouvoir militaire effréné, se livrant à une surenchère révolutionnaire incessante, acceptant le règne d'une terreur aveugle à la manière du régime des soviets. Selon lui, le Front populaire s'était peu à peu laissé déborder par les masses, et, avant même que n'éclate la guerre civile, plus personne n'était à l'abri d'un meurtre gratuit; les temples étaient incendiés, les fidèles persécutés.

Pourtant, cette anarchie criminelle ne justifiait pas une guerre qui ne fait qu'amplifier les désordres et la désolation tolérés par la République. Mendizabal dénonce avec violence les catholiques qui se sont laissés emporter dans cette action lamentable et qui associent le nom du Christ à leur engagement. Entre les totalitarismes communiste et fasciste qui s'affrontent en Espagne, le chrétien doit aujourd'hui s'abstenir, car sa mission est de sauvegarder « l'indépendance du spirituel et la liberté de l'homme indissolublement liée à la dignité de la personne » ¹⁰⁵.

Jamais *Esprit* ne s'exprimera davantage comme un organe d'inspiration catholique que dans ses prises de position sur la guerre d'Espagne. Dans les mois à venir, en effet, le problème religieux demeure au centre des préoccupations de la Revue sur ce douloureux conflit. En décembre 1936, Mounier se penche sur l'ouvrage de Francisque Gay, *Dans les Flammes et dans le Sang*, publié au cours de l'automne 1936, et qui constitue une compilation de documents publiés dans divers journaux sur les crimes commis en Espagne contre l'Eglise et ses prêtres.

Pour Mounier, la brochure du directeur de *L'Aube* apporte une nouvelle pièce au dossier rassemblé par *Esprit* sur la guerre civile espagnole. Or, les documents publiés dans cet ouvrage sont sévères pour la République qui n'a rien fait pour empêcher les innombrables attentats perpétrés en Espagne contre l'Eglise dès avant la révolution. F. Gay rappelle aussi que les catho-

liques et le clergé avaient généralement accepté la République. Il prétend même que rares furent les égarés qui ont directement participé à la rébellion. Alors pourquoi le gouvernement légal ne s'est-il jamais désolidarisé de ses crimes contre l'Eglise et ses fidèles ? Mounier enchaîne :

« Il existe une Ligue des droits de l'homme : que fait-elle ? Elle répond, par la bouche de MM. Guernut et Bayet : « En principe, d'accord. Mais en fait, vos curés, c'étaient des politiques. » Matteoti, Ferrer, Sacco et Vanzetti, Dimitroff, Thaelmann et tant d'autres n'étaient pas des politiques peut-être ? Faudra-t-il bientôt un certificat de vertu radicale-socialiste pour avoir quelque chance d'échapper au poteau d'exécution ? » ¹⁰⁶

Selon le directeur d'*Esprit*, dénoncer les crimes commis en Espagne contre les catholiques est un acte honnête et nécessaire. Il regrette néanmoins que le témoignage de Francisque Gay soit unilatéral. Pourquoi le directeur de *L'Aube* ne crie-t-il pas aussi sa révolte contre les hommes qui ont déclenché la plus atroce, la plus meurtrière des guerres civiles de l'histoire ? Assurément les documents publiés dans cette brochure auront plus d'écho parmi les catholiques conservateurs, parmi les lecteurs de *L'Echo de Paris* et les dames patronnesses que parmi les membres de la *Ligue des droits de l'Homme*. Elle sera donc une arme politique contre le peuple et ses aspirations sociales.

C'est bien pour lutter contre les préjugés de la grande majorité des catholiques français en faveur des rebelles que la Revue multiplie désormais les témoignages de catholiques espagnols ayant pris parti pour la République et les récits documentaires d'atrocités commises par les troupes de Franco. Par exemple, dans la livraison de janvier 1937, *Esprit* publie les « Réflexions d'un prêtre catholique sur la Guerre d'Espagne » ¹⁰⁷ et la rédaction assure que ce témoignage anonyme émane d'un ami d'*Esprit* en Espagne, d'un « prêtre unanimement respecté de ses fidèles et de ses confrères, pour sa valeur spirituelle et pour sa culture » ¹⁰⁸. Tout comme Semprun, l'auteur de ce témoignage réfute avec passion l'idée de la guerre sainte propagée par les artisans de Franco et démontre la nature politique et sociale du conflit sanglant qui embrase son pays. A l'instar de Semprun, ce prêtre fonde son soutien du gouvernement légal sur l'enseignement du christianisme et de l'Eglise catholique.

Parmi les voix de catholiques espagnols propagées par *Esprit*, il y a aussi celle de José Bergamin, dont les accusations passionnées contre l'Eglise et son clergé semblent déborder un peu la vocation de mesure et d'équité que Mounier entend assigner aux témoignages de sa revue sur la guerre civile. Pour Bergamin, en effet, c'est l'Eglise d'Espagne, cléricale, associée au capitalisme, séparée du peuple, établie dans les vices et la pourriture d'un régime corrompu, qui fut en Espagne une des grandes sources d'anarchie et de malheurs ¹⁰⁹.

Esprit fait paraître aussi dans le numéro de janvier 1937 des documents relatant les crimes et les persécutions dont les prêtres basques sont victimes de la part des militaires franquistes. Il publie également un manifeste de personnalités catholiques espagnoles demeurées fidèles à la République flétrissant les crimes et les horreurs engendrés par la rébellion. Enfin, lorsque parviennent en France les nouvelles de Guernica, Mounier s'exclame :

« Au moment où nous mettons en pages, l'atroce massacre de Guernica vient hurler ses cris d'horreur aux oreilles des sourds qui ne veulent pas entendre. » ¹¹⁰

Et le mois suivant, *Esprit* consacre 25 pages à la cité martyre en publiant une série de documents et de témoignages sur cette ignoble tragédie, et surtout en dénonçant les mensonges de la presse de droite qui répand en France la rumeur selon laquelle les rouges seraient les responsables des incendies et des massacres de Guernica.

Mounier accepte, au nom d'*Esprit*, de faire partie d'une commission d'enquête sur la destruction de cette ville, présidée par Lucien Febvre ¹¹¹. A la même époque, il signe en compagnie de J. Maritain et de nombreux rédacteurs de la Revue un manifeste catholique en faveur du peuple basque:

« Quelque opinion que l'on ait sur la qualité des partis qui s'affrontent en Espagne, il est hors de conteste que le peuple basque est un peuple catholique, que le culte public n'a jamais été interrompu au pays basque. »

Les auteurs de ce texte adressent un « appel angoissé à tous les hommes de cœur, de tous les pays, pour que cesse immédiatement le massacre de non-combattants » ¹¹².

Mounier entre également au bureau du *Comité pour la paix civile et religieuse en Espagne*. Ce comité, qui s'annonce sans couleur politique, comprend notamment Jacques Maritain, François Mauriac, Gabriel Marcel et Daniel Halévy. Il a été formé, précise un texte publié en juillet 1937, par *Esprit*, « au nom d'un devoir d'humanité » et groupe « des hommes d'opinions très différentes mais qui tiennent tous cependant que la guerre civile est le pire fléau pour une nation » ¹¹³. Il affirme sa volonté d'agir pour rendre la guerre moins inhumaine et, dans l'hypothèse d'une victoire de l'un des deux camps, manifeste son désir d'appuyer les efforts tendant à épargner des représailles contre la population. Il préconise, en outre, la recherche d'une paix de médiation.

Cependant, la guerre se prolonge. Au début de l'automne 1936, on pouvait encore croire à la victoire prochaine de Franco, mais l'échec de l'attaque contre Madrid, puis la stabilisation de tous les fronts au cours de l'hiver 1937, laissent prévoir une longue guerre civile. Dans le feu du combat, la République, à laquelle sont restés fidèles Bergamin et Semprun, se transforme, se durcit. L'influence du parti communiste grandit, notamment grâce à l'apport des Brigades internationales et à l'appui matériel accordé par l'URSS au gouvernement républicain.

Bientôt la politique de la République en guerre devient un sujet de division entre les collaborateurs d'*Esprit*. Ainsi, après la semaine sanglante de Barcelone, durant laquelle anarchistes et communistes se sont affrontés durement, une polémique éclate au sein de la Revue entre José Bergamin qui reprend à son compte la thèse diffusée par les communistes sur les événements ¹¹⁴, et Victor Serge qui impute aux communistes la responsabilité de ces divisions criminelles entre républicains ¹¹⁵.

Esprit n'est pas en mesure de trancher entre ces positions antinomiques. La Revue saisit néanmoins l'occasion de cette polémique pour rappeler qu'elle ne souhaite pas davantage la victoire en Espagne de l'extrémisme anarchique que celle du communisme ¹¹⁶. Bergamin ayant protesté contre cette attitude personnaliste ambiguë, Mounier rappelle à ses lecteurs:

« (...) Nous n'avons jamais partagé sa confiance dans les méthodes et les doctrines des exécutants de Moscou, en quelque pays que ce soit. » ¹¹⁷

Le communisme est à redouter pour l'Espagne au même titre que pour les autres pays européens, et si la menace d'un Staline devenait une réalité pour la République, il faudrait la combattre comme celle de Franco.

Et le mois suivant, analysant des livres sur l'URSS, Mounier apostrophe Bergamin:

« Ce n'est pas à vous, Bergamin, que je dois démontrer qu'un martyr fécond est préférable à un succès où sombreraient les raisons de votre lutte. » ¹¹⁸

Cette polémique est reprise dans les mêmes termes par Emile Hambresin d'une part, très sévère pour les anarchistes et les trotskystes ¹¹⁹, et Victor Serge et Simone Weil d'autre part, affligés de ce dernier témoignage ¹²⁰.

Hélas, dès les premiers mois de 1938, ce débat sur la situation intérieure de la République espagnole n'a plus de sens. En février, les troupes républicaines ont été encerclées et subissent une lourde défaite à Teruel. Le 9 mars 1938, Franco lance la campagne d'Aragon. Durant la même semaine, Hitler pénètre en Autriche, tandis qu'un second ministère Blum se forme en France. Aussitôt, Négrin demande à Léon Blum l'aide de la France. Celui-ci n'ose pas intervenir directement; il se contente de rouvrir la frontière française. En dépit de cette aide, la fin de la République semble proche.

C'est le moment choisi par Semprun, alors chargé d'affaires de la République à La Haye, pour exposer crûment les réalités de la tragédie espagnole, et engager ses amis personalistes à prendre fait et cause pour la République assiégée. Dans une « Lettre ouverte à Emmanuel Mounier et aux amis d'*Esprit* » ¹²¹, Semprun s'écrit à l'adresse de ses anciens compagnons:

« Vous devriez être, chers amis, les porte-parole de cette glorieuse et terrible vérité qui met dans un relief dramatique le destin d'un peuple: l'alternative devant laquelle on nous a placés et où nous acceptons d'être placés, est celle-ci: ou le triomphe de la République et l'indépendance de l'Espagne, ou l'anéantissement pratiquement total des hommes et des groupes, des partis et des foyers qui se trouvent du côté de la République espagnole, l'annihilation des peuples ibériques, comme le Pays Basque et la Catalogne, la Galicie et l'Andalousie, l'Estramadure et la Castille... Vous savez ce que ceci signifie; encore des centaines de villes et de villages détruits de fond en comble par l'action « civilisatrice » des avions allemands et italiens, s'entraînant vigoureusement à l'arrosage de mort et de destruction qu'ils vous préparent; les exécutions en masse, l'étranglement des libertés les plus élémentaires, les bacchanales sadiques de Badajoz et les massacres incroyables de la route d'Almeria, les sacrilèges atroces de l'Eucharistie imposée par la violence, les tortures de la répression des Asturies et l'aviilissement des consciences par la terreur la plus sinistre... » ¹²²

Par ce cri d'angoisse et de révolte Semprun traduit son impatience face à l'incompréhension fondamentale que suscite le destin tragique du peuple espagnol chez Mounier et ses amis. L'Espagne ne devrait pas être le lieu d'un dilemme angoissant, mais celui d'un engagement authentique, car la cause du personalisme est désormais « aux prises avec la mort dans les rivières de l'Ebre... » ¹²³. En conséquence, *Esprit* devrait savoir écarter la tentation d'angélisme devant cette situation historique, savoir empoigner à bras-le-corps toute la réalité de ce drame.

Or, s'engager dans le cas d'une revue comme *Esprit* impliquerait d'abord de prendre clairement parti. Il n'est plus question aujourd'hui de suggérer une solution de compromis entre les belligérants, ni de proposer, comme Mounier et certains intellectuels français l'ont fait, une médiation internationale. Avec cet espoir immoral, avec ce thème pacifique humanitaire, « on fait de la littérature généreusement inspirée mais pas toujours efficace »¹²⁴. S'engager, ce serait peut-être aussi, comme n'ose pas le suggérer Semprun, demander au gouvernement français d'intervenir en Espagne par l'envoi d'un corps expéditionnaire.

A cette prière instante qui pose le délicat problème de l'engagement politique, Mounier répond en évoquant tout d'abord la décision courageuse de rester fidèle à la République, prise par Semprun en juillet 1936:

« Au moment où nous pensions encore comme l'adolescent, dans l'éternel, vous nous avez donné la leçon du premier acte qu'un des nôtres ait dû poser par surprise dans la matière rebelle du monde donné. Vous nous avez éclairé les servitudes de l'action. (...) Nous nous étions donné pour mission jusque là de rappeler qu'on ne saurait *faire* sans *être*, nous tâchions d'être pleinement : des hommes; pour quelques-uns : des chrétiens. C'était une tâche assez considérable, assez abandonnée, pour que nous y consacrons toute notre énergie. La guerre d'Espagne et votre décision sont venues nous rappeler que le chemin des œuvres durables n'est pas sûr, et qu'il peut survenir en travers de la route un sphinx aux paroles à peine déchiffrables, qui demande un oui ou un non, ou la mort. »¹²⁵

Nous avons souvent analysé l'impuissance de Mounier à intégrer la réalité, son incapacité d'agir et de s'engager politiquement, comme une crainte inconsciente d'assumer une virilité culpabilisante et d'affronter l'univers des hommes. Aujourd'hui il l'admet: en 1936, les personnalistes étaient des adolescents qui voulaient devenir « hommes » afin de « faire », c'est-à-dire, afin de pouvoir créer. Un ami d'*Esprit*, Semprun, fut contraint par l'histoire d'assumer ce risque, et, de manière significative, Mounier associe sa situation à celle d'un drame œdipien: placé dans la situation périlleuse d'Œdipe sur le mont Phicée face au Sphinx, il dut soudain résoudre l'énigme de la vie.

Si le directeur d'*Esprit* admire l'engagement de son ami espagnol, est-il prêt à le suivre dans la voie qu'il a prise ? A-t-il quitté cette adolescence en lui attardée ? Semprun soulève implicitement dans sa lettre le problème crucial de la non-intervention. Il demande aussi aux personnalistes de ne plus rêver de compromis en Espagne, mais de tout mettre en œuvre pour faciliter la victoire de la seule République. A cette mise en demeure de choisir, Mounier répond:

« La non-intervention, vous savez, mon cher Semprun, que nous l'avons attaquée sous tous les angles. »¹²⁶

L'exagération est manifeste. *Esprit* n'a jamais pris clairement parti contre la politique dite de « non-intervention », bien au contraire. Au début de l'automne 1936, lorsque la gauche française était passionnément divisée sur la politique espagnole de Léon Blum, Roger Leenhardt a défendu avec admiration la décision de ne pas intervenir adoptée par le président du Conseil, et stigmatisé la politique de risque et d'aventure préconisée par les communistes¹²⁷.

La politique de non-intervention fut dénoncée pour la première fois dans la Revue par Bergamin après la victoire franquiste dans le pays basque¹²⁸,

et implicitement un mois plus tard par Georges Duveau qui s'en prenait à l'impuissance diplomatique de la France et soupirait: « Nous pourrions montrer plus de pudeur quand nous renouvelons avec désinvolture le geste éternel de Ponce Pilate »¹²⁹. En mars 1938, dans un article nécrologique sur le Front populaire, le même rédacteur reprochera à l'ancien gouvernement Blum sa politique de non-intervention en Espagne¹³⁰.

Cependant, lorsque la France ouvrit ses frontières pour approvisionner la République en matériaux de guerre et contrer l'intervention de l'Allemagne et de l'Italie outre-Pyrénées, Labrousse exprima sa crainte de « voir » la guerre universelle se déclencher par l'effet d'une trop active solidarité avec les victimes présentes ou futures de la violence fasciste »¹³¹.

Les collaborateurs d'*Esprit* furent donc loin d'être unanimes sur la politique à suivre en Espagne et la Revue, en particulier, se garda toujours de préconiser une intervention lorsqu'il en fut question. Aujourd'hui, pour la première fois, le directeur d'*Esprit* dénonce la « duperie » de la « non-intervention », attitude pharisaïque qu'il compare à la « fausse innocence » de Pilate¹³². Mais s'il flétrit comme hypocrite une politique que le gouvernement français vient d'abandonner, il se dit toujours hostile à l'envoi en Espagne d'une force militaire, ce dernier espoir d'une République assiégee¹³³.

S'étant abrité derrière un engagement qu'il n'a jamais pris, Mounier entreprend la défense d'une politique qu'il a effectivement adoptée: celle de la médiation internationale. Il existe, dit-il en substance, une grande différence entre la situation des personnalistes espagnols et celle de leurs camarades français. Ces derniers sont encore épargnés par les désordres de la guerre. Ils jouissent dans cette situation privilégiée d'une meilleure capacité de juger, de choisir et d'exclure. Cet avantage leur confère une responsabilité.

« ...Nous avons un rôle à ne point renoncer : arracher tout ce que nous pouvons au mal, jusque s'il le fallait dans le cœur de nos amis. (...) »¹³⁴

La République, en combattant, s'est pliée aux lois de la guerre, « qui est dictature, simplification du drame collectif, refoulement des drames individuels ». « C'est le sentiment des fatalités spirituelles de la guerre », poursuit-il, « qui a conduit certains de nos amis communs (...) à envisager la cessation la plus rapide possible de la guerre... »¹³⁵. Non, décidément, Mounier n'est pas prêt à suivre Semprun.

A partir de l'Anschluss, Labrousse et Serampuy préconiseront, soudain, un engagement de la France en Espagne¹³⁶. A cette époque, la cause de la République apparaît désespérée et, de toute évidence, la menace nazie devrait tourner la capacité de résistance française au fascisme vers d'autres horizons. Mounier l'admet en novembre 1938:

« Intervenir aujourd'hui en Espagne », écrit-il, « serait déclencher le conflit : avertir les puissances fascistes, en août 1936, que pour chaque avion atterrissant chez Franco, un avion serait livré aux républicains, eût tranché le mal à la racine. »¹³⁷

Cette clairvoyance rétrospective permet à *Esprit* d'attaquer la politique européenne du gouvernement français après Munich, alors que les personnalistes ne parviennent pas à définir leur propre attitude à l'égard de la menace allemande.

CHAPITRE VII

LE NOUVEL AVANT-GUERRE

1. La vision personnaliste des menaces extérieures

Si la naissance du Front populaire, puis l'explosion sociale de juin 1936 et la guerre d'Espagne ont polarisé l'attention des Français, ces événements n'ont pas dissipé pour autant la menace allemande et l'angoisse qu'elle suscite dans l'opinion publique.

Depuis l'avènement du régime hitlérien, le thème de la guerre prochaine envahit constamment les débats de politique intérieure. Ainsi, lors de la dernière campagne électorale, les candidats du Front populaire, tout comme ceux du Front national, ont projeté dans l'ombre de l'adversaire le spectre de la guerre prochaine. A la propagande de la gauche « contre la misère, le fascisme et la guerre » a répondu le cri rauque de la droite : « Le Front populaire, c'est la guerre ». Ces mots d'ordre simplistes démontrent à quel point la menace d'une nouvelle guerre est intégrée dans les passions idéologiques qui déchirent la France au plus profond de son être; par un singulier raccourci de la déraison, le fauteur de guerre, l'ennemi, bref l'Allemand, apparaît sous les traits du Français auquel on s'oppose politiquement.

Héritière un peu lasse d'un passé illustre, accablée par le souvenir d'une guerre longue et douloureuse, la France plus que toute autre nation du continent a tendance à se centrer sur elle-même et à rétrécir sa vision du monde extérieur aux confins de ses provinces idéologiques. La crise interminable renforce cette inclination et, en dépit des sombres menaces qui pèsent sur ses frontières, cette grande nation s'empêtre dans ses problèmes intérieurs, se replie sur ses maux à l'instar d'un malade que sa souffrance éloigne du monde.

Le mouvement *Esprit* n'échappe pas à cette tendance; bien qu'il ait proclamé depuis toujours sa vocation internationale et qu'il se soit assuré la collaboration de nombreux rédacteurs étrangers, il partage à sa manière une certaine vision étriquée du monde extérieur qui semble être, à l'époque, le lot commun des Français. Preuve en est son inaptitude à sentir, jusqu'à la crise de Munich, d'où vient le péril d'un nouveau conflit européen. Durant cette époque, en effet, les personnalistes s'inquiètent davantage de la loin-

taines Russie soviétique et de son évolution intérieure que de l'Allemagne voisine qui consolide inexorablement un régime totalitaire et agressif. Cette attitude apparemment paradoxale reflète, plutôt qu'une indulgence coupable à l'égard du fascisme, cette difficulté qu'éprouvent les rédacteurs d'*Esprit* à s'émanciper de leur horizon politique et culturel. Pour un intellectuel vivant à Paris dans les années 1930, la Russie soviétique peut sembler plus familière que l'Allemagne nazie dont les bouleversements intérieurs échappent aux analyses politiques traditionnelles. En effet, alors que le fascisme en France demeure un courant politique insaisissable, protéiforme et en partie mythique, le communisme y représente non seulement une force révolutionnaire avec laquelle il faut compter, mais surtout une philosophie redoutable, absolument incompatible avec la finalité du christianisme. De surcroît, cette idéologie fascine la plupart des intellectuels qu'*Esprit* cherche à atteindre. En scrutant l'expérience stalinienne de son regard inquisiteur, Mounier et ses amis expriment donc, en partie, leur angoisse du communisme.

Mais la France, est-elle vraiment menacée par le parti de Thorez ? Pourrait-elle, grâce à l'action subversive de celui-ci, sombrer dans l'anarchie d'une lutte fratricide analogue à celle qui déchire l'Espagne républicaine ? Depuis l'automne 1936, ces questions ne sont pas sans fondement car, en dépit des avantages obtenus par la classe ouvrière au cours de l'été, l'agitation sociale se poursuit, tandis que le gouvernement Blum mène cahin-caha une expérience difficile, et même laborieuse.

Or, chacun pressent que le parti communiste, désormais solidement implanté dans la classe ouvrière, notamment par l'intermédiaire du syndicalisme, a une part de responsabilité dans les conflits sociaux qui amenuisent la production. Il apparaît donc, par son attitude tantôt bonhomme, tantôt redoutable et cinglante, comme l'ombre inquiétante du Front populaire. Au moment de la guerre d'Espagne, nous l'avons vu, il est sorti de la réserve que lui imposait son soutien du Front populaire en invitant le gouvernement à s'engager au secours des républicains. Si légitime soit-elle, cette sollicitude pour la cause espagnole ne laisse pas d'inquiéter; elle rappelle, une fois encore, la troublante communauté d'aspirations entre les communistes français et Staline. On peut donc se demander si la France, déjà liée à la politique stalinienne par son alliance avec l'URSS, ne risque pas de s'engager, un jour, dans une croisade idéologique sous la pression d'un parti communiste aux ordres de Moscou.

L'allégeance des communistes français aux directives soviétiques apparaît d'autant plus effrayante que la Russie de Staline renvoie l'image d'une perversion radicale de tout idéal révolutionnaire. Quelques semaines après le début de la guerre civile espagnole ont commencé à Moscou les procès dramatiques d'anciens compagnons de Lénine et membres influents du parti communiste russe, parmi lesquels Zinoviev, Smirnov et Kamenev. C'est une affaire mystérieuse dont la signification échappe à nombre d'observateurs étrangers fascinés par les aveux stupéfiants des accusés. Or, grâce à la collaboration de Victor Serge, *Esprit* dispose d'une information de première main sur les conditions de vie en URSS et sur l'ampleur de la répression stalinienne. Dans la livraison de septembre 1936, l'ancien rescapé des camps sibériens examine avec une grande sûreté de jugement la signification de

l'événement, et ne laisse planer aucun doute sur le caractère criminel de cette justice expéditive.

Ces purges lui apparaissent comme la consécration du pouvoir personnel de Staline et le présage d'un grand tournant dans la politique intérieure et extérieure de l'Union soviétique. Il en appelle à la conscience du monde, de la classe ouvrière en particulier, pour qu'elle sorte de son indifférence lamentable ¹. A la suite de l'article de Victor Serge, *Esprit* enchaîne :

« En dernière heure nous apprenons l'exécution de tous les accusés du procès de Moscou. Ils étaient sept autour de Lénine. L'un est en exil : Trotsky. Un second, Tomsy, vient de se suicider en s'entendant citer au procès. Quatre viennent d'être abattus dans une cave. Autour de ces six exécutions : le septième compagnon de combat, Staline. C'est ainsi que l'on entend en URSS la continuité révolutionnaire. Il faut choisir : ou la révolution russe est encore en période de guerre, au bout de vingt ans, et c'est un aveu sur la prétendue popularité du régime. Ou elle est profondément enracinée, et l'exécution de Moscou est l'acte gratuit d'une dictature. Quelle différence avec Matteotti ?

Esprit a toujours donné sa signature aux protestations élevées en faveur des victimes de l'oppression politique, d'où qu'en vienne l'initiative. Désormais, quand cette initiative viendra du Parti communiste, qui ose se prétendre encore le représentant de la démocratie ouvrière, nous lui répondrons, au nom de la cause ouvrière qui nous reste inébranlablement chère : Incompétent ! ou plutôt, la secte politique stalinienne, en matière de fascisme et d'oppression, vient de montrer qu'elle possède une compétence indiscutable, celle de l'assassin pour l'assassinat. » ²

La Revue va désormais consacrer une place importante aux vagues successives de procès qui accompagneront les purges du Parti et de l'Armée soviétique et dénoncera avec passion le culte de la personnalité tout comme les manifestations aberrantes de la tyrannie stalinienne.

De toute évidence, l'influence du marxisme dans les milieux intellectuels français avive l'émotion ressentie par les personnalistes à la nouvelle de cette répression sanglante. Ces purges ne sont-elles pas une justification a posteriori des réticences originelles d'*Esprit* à l'égard du Front populaire ?

Jusqu'alors le mouvement *Esprit* n'était pas à l'aise dans son attitude anticommuniste. Il y a peu de temps encore, il se voyait contraint d'adopter une position défensive lorsqu'il résistait à l'influence marxiste et au conformisme des intellectuels de gauche qui, en s'engouffrant dans les rangs du Parti, croyaient rejoindre le sens de l'histoire. Par son opposition au communisme, ne contestait-il pas l'assise même des espérances populaires ? Il pouvait bien protester de sa pureté révolutionnaire, se désolidariser du désordre capitaliste et de la bourgeoisie, marquer sa sollicitude pour les souffrances du peuple, il ne parvenait pas à dissiper le doute que l'on pouvait émettre dans les milieux de gauche sur ses véritables aspirations politiques et sociales.

On se souvient tout particulièrement de la position difficile et courageuse de Mounier et de ses amis lorsqu'ils résistaient au mouvement des intellectuels antifascistes, dont les professions de foi révolutionnaires s'inspiraient si scrupuleusement du crédo marxiste, et lorsqu'ils s'insurgeaient contre le conformisme de l'*AEAR*, ses sempiternelles références à l'URSS, sa plate allégeance au grand Staline. Il y a quelques mois à peine, Victor Serge avait soulevé la fureur et l'indignation des milieux de gauche en déchirant le voile d'hypocrisie qui dissimulait la réalité du régime stalinien et en découvrant les

simagrées des intellectuels qui croyaient discerner dans la culture soviétique la préfiguration d'un nouvel humanisme. Il publie maintenant *Destin d'une Révolution, 1917-37*³ qui constitue un témoignage accablant sur la condition de l'homme en URSS et sur la nature odieuse d'un régime bureaucratique et policier.

Mounier croit pouvoir tirer la morale de ce dernier témoignage en soulignant qu'il n'est désormais plus possible de confondre le mouvement ouvrier et le communisme. Le peuple, assure-t-il, doit se désolidariser à tout prix de cette expérience pervertie et se soustraire à la tutelle impérialiste de ses chefs politiques⁴.

Le cri solitaire, douloureux et passionné de Victor Serge est bientôt suivi d'autres témoignages d'intellectuels de gauche qui remettent en question l'expérience soviétique; *Esprit* leur accorde une audience de choix. Le plus illustre des « compagnons de route », André Gide, publie à la fin de l'année 1936 *Retour d'URSS*⁵ dans lequel il ne dissimule pas la déception que lui cause cette Russie soviétique qui pouvait passer, jusqu'alors, pour la terre d'élection de ses aspirations dilettantes. *Esprit* salue ce retour de l'enfant prodigue avec un empressement et une bonne grâce évidents. Rougemont, qui analyse ce nouveau témoignage anticomuniste dans la livraison de décembre 1936, ironise à peine sur le destin du communisme en rappelant qu'un révolutionnaire d'inspiration marxiste se place dans une position intellectuelle périlleuse lorsqu'il se désolidarise du régime soviétique⁶. En effet, comment dissocier la doctrine de Marx de ses applications historiques sans atteindre l'essence de l'idéologie communiste ? Les personnalistes ont toujours pressenti — ils l'affirment aujourd'hui — que les vices mêmes du régime soviétique et l'avilissement de la révolution bolchévique étaient contenus dans la doctrine de Karl Marx.

La nouvelle, qui parvient en Occident le 12 mai 1937, de l'exécution du maréchal Toukhatchesky et de plusieurs généraux soviétiques accusés de trahison, provoque une vive émotion dans l'opinion française. *Esprit* ne laisse pas passer l'événement sans flétrir ce nouveau crime à la charge de la Russie soviétique. Dans un éditorial intitulé « Le temps du mépris », P.-A. Touchard porte un jugement moral accablant sur la déchéance de l'idéal révolutionnaire communiste :

« L'exécution, après tant d'autres, du maréchal Toukhatchevsky et des sept généraux accusés en même temps que lui, provoque, chez beaucoup, que les récents procès de Moscou laissaient encore hésitants, plus que de l'indignation ou de la révolte : de la stupeur, un désarroi presque panique devant cet écroulement si total de ce qu'on nous avait présenté, dans une perspective cosmique, comme le témoignage de la grande carence des chrétiens, et que nous pouvions prendre au moins pour une des grandes espérances humaines de ce siècle, que tant de générosité, tant de foi, tant de pureté se révèlent ainsi inutiles, bafouées, dévoyées, il nous semble que cela dépasse la condamnation que chaque conscience pourrait formuler : il ne s'agit plus de juger, de renier : la monstrueuse humiliation retombe sur chacun des hommes. »⁷

L'émotion de P.-A. Touchard ne trahit pas seulement une colère trop longtemps contenue contre les méthodes des révolutionnaires bolchéviques, elle exprime également l'angoisse profonde que lui inspire la puissance des communistes français. Car il ne se contente pas de souligner l'horreur des

crimes soviétiques, il s'indigne et s'effraie aussi de l'attitude des dirigeants communistes français qui mettent tant d'ardeur à couvrir et même à glorifier l'action odieuse de Staline. P.-A. Touchard prend aussi prétexte de l'événement pour souligner à quel point le mépris de l'homme constitue le vice rédhibitoire du communisme et pour rappeler l'hypocrisie et les mensonges de la politique familiale, du nationalisme et de l'antifascisme des communistes français. Il conjure enfin ceux qui en sont venus à collaborer avec eux de se désolidariser sans équivoque de leurs méthodes.

* * *

Durant toute la période qui s'étend de la réoccupation de la Rhénanie à l'Anschluss, période décisive pour l'évolution de la France et de l'Europe, l'Allemagne nazie passe relativement dans l'ombre des préoccupations d'*Esprit*. On ne s'interroge guère sur son évolution intérieure; son attitude intransigeante et belliqueuse est volontiers considérée comme la poussée d'un nationalisme extravagant engendré par les erreurs fatidiques de la diplomatie française dans l'après-guerre. Inlassablement, les rédacteurs de la Revue varient sur le thème des fautes commises par la France depuis 1919. Comme s'il s'agissait encore de cela ! Cette attitude, expression attardée de l'idéalisme des années 1920, reflète aussi cette forme de provincialisme intellectuel que nous avons déjà suggérée et qui paraît si néfaste à la compréhension du monde extérieur. L'Allemagne, croit-on, est la proie du fascisme à cause de Poincaré, Tardieu, Laval et Barthou, ce qui revient à dire que la France a engendré l'Allemagne hitlérienne. Singulière myopie, qui répond autant à un besoin personneliste de repentir qu'à une tendance à penser le monde extérieur dans les catégories de la vie politique française.

La façade que présente encore l'Allemagne explique en partie le manque de clairvoyance des personnalistes. Contrairement à l'URSS, l'Allemagne hitlérienne s'ouvre largement aux yeux du monde extérieur; elle semble donc contenir moins d'énigmes redoutables que l'empire de Staline et n'entretient pas cette fascination qui découle du mystère. D'autre part, si personne ne peut ignorer qu'elle a subi depuis l'accession d'Hitler au pouvoir des transformations radicales, celles-ci n'apparaissent pas toutes négatives. Certes, les libertés ont été jugulées, le travail et les loisirs enrégimentés, la culture allemande mutilée et la répression, pour certains la terreur, minutieusement organisée. Et pourtant, tous les témoignages concordent pour affirmer que les Allemands, dans leur grande majorité, se félicitent du nouveau régime. Hitler n'a pas seulement supprimé l'humiliation de Versailles, tenu tête aux anciens vainqueurs et redonné à la nation le sens de son honneur, il a résolu le problème du chômage, cauchemar d'un passé si récent. Pour nombre d'observateurs étrangers, le Troisième Reich respire la santé et l'orgueil; chacun a reconnu dans les Jeux olympiques de Berlin de 1936 une manifestation impressionnante de la vitalité d'un peuple nouveau, discipliné et fier. De surcroît, l'Allemagne nouvelle se montre hospitalière non seulement à l'égard des touristes, mais aussi, fait surprenant pour un Etat totalitaire, à l'égard des étudiants et même des enseignants qui peuvent s'y installer quelles que soient leurs opinions politiques.

Nombreux sont les rédacteurs d'*Esprit* qui ont séjourné dans le Troisième Reich. Mounier s'y rend, en compagnie de sa femme, au mois de juin 1936⁸. Aldo Dami, qui a épousé une Allemande d'origine juive, connaît bien ce pays. Maurice de Gandillac est étudiant en Allemagne lorsqu'Hitler proclame le réarmement allemand. Denis de Rougemont y enseigne pendant quelques mois de la fin de 1935 au début de l'été 1936.

Quelles sont leurs impressions ? Dami est absolument insensible à l'évolution du régime nazi. Comme nous l'avons remarqué, Gandillac reste fixé au mythe de la bonne Allemagne meurtrie par l'attitude négative de la France et semble incapable de comprendre la vraie nature du nouveau régime ; tandis que Mounier, pourtant mieux doué que quiconque pour saisir l'insaisissable, ne fera jamais allusion à son expérience allemande dans ses articles. Rougemont au contraire, avec une curiosité passionnée, a noté tout au long de son séjour à Francfort ses réactions à l'égard de l'Allemagne nouvelle. En 1938, au moment de Munich, il publie ses réflexions sous le titre *Un Journal d'Allemagne*⁹, dans lequel il traduit bien l'espèce de fascination mêlée de répulsion que suscite chez nos intellectuels personnalistes l'expérience hitlérienne.

La véritable nature du phénomène hitlérien lui apparaît un jour de mars 1936 alors qu'il participe à une cérémonie présidée par le Führer, sitôt après la remilitarisation de la Rhénanie. Il note dans son journal :

« J'ai compris.

Cela ne peut se comprendre que par une sorte particulière de frisson et de battement de cœur — cependant que l'esprit demeure lucide. Ce que j'éprouve maintenant, c'est cela qu'on doit appeler *l'horreur sacrée*.

Je me croyais à un meeting de masses, à quelque manifestation politique. *Mais c'est leur culte qu'ils célèbrent !* Et c'est une liturgie qui se déroule, la grande cérémonie sacrale d'une religion dont je ne suis pas, et qui m'écrase et me repousse avec bien plus de puissance *même physique*, que tous ces corps horriblement tendus. Je suis seul et ils sont tous ensemble.

(...)

Je n'oublierai plus ce « cri », cette clameur instantanée de quarante mille humains dressés d'un seul élan. « Une ère nouvelle commence ici... »

Non, ce n'est pas de haine qu'il s'agit, mais d'amour. J'ai entendu le rôle d'amour de l'âme des masses, le sombre et puissant rôle d'une nation possédée par l'Homme au sourire extasié, — lui le pur et le simple, l'ami et le libérateur invincible... »¹⁰

L'expérience qu'il nous rapporte lui a révélé la vraie nature de l'hitlérisme : la manifestation qu'il vient de vivre était la cérémonie sacrée d'une nouvelle religion, celle dont Hitler est le fondateur ; donc, le mouvement national-socialiste est un mouvement d'essence religieuse. Cette idée, il ne l'abandonnera pas, car elle est pour lui la clef du mystère hitlérien et, tout au long de son journal, il cherchera à communiquer son intuition en insistant sur cette nature religieuse du phénomène national-socialiste, sur l'origine surnaturelle du Führer.

« Qu'il soit un instrument de la Providence, comme il l'affirme, ou qu'il soit un fléau de Dieu (c'est une nuance), son destin ne dépend plus des hommes, pas même de l'homme Adolf Hitler. A plus forte raison, notre jugement sur lui doit être absolument indépendant des mérites qu'il n'a ou n'a pas, de la sympathie ou de la haine qu'il excite. Et cela définit un génie, au sens démoniaque du terme. »¹¹

En l'investissant d'une autorité quasi divine, il lui confère non seulement une puissance surhumaine mais aussi une sorte d'invulnérabilité qui le met à l'abri des contingences terrestres. Hitler, prévoit-il, ne succombera pas dans un attentat :

« On tire sur un tyran, ou sur un roi, mais les fondateurs de religion sont réservés à d'autres catastrophes. » ¹²

Etonnante prophétie...

S'il confère à Hitler l'autorité d'une sorte de dieu, il lui attribue aussi, peut-être moins consciemment, une puissance sexuelle extraordinaire. Rougemont, en effet, a vécu la relation entre Hitler et la foule nazie comme une union amoureuse. Il rapporte le « rôle d'amour des masses, le sombre et puissant rôle d'une nation possédée par l'Homme au sourire extasié ». Par ailleurs, les gestes du chancelier dans le domaine international sont analysés comme des actes sexuels. Ainsi, après avoir observé la réaction des Allemands au moment de la réoccupation de la Rhénanie, il écrit :

« Extraordinaire affectivité qui s'attache dans ce pays aux armes, à la chose guerrière. Je ne puis m'empêcher de trouver vaguement obscène l'excitation de ces populations « libérées ». Je songe que *befreien* (libérer) est bien près de *freien* qui signifie : épouser. La réoccupation de la Rhénanie est une espèce d'acte sexuel, au moins autant qu'un acte politique. » ¹³

Et quelques années plus tard, en 1939, il assimile la volonté de pénétrer les territoires Sudètes, manifestée soudain par Hitler après Godesberg, à un « viol ».

« Une cession purement diplomatique n'eut pas compté à ses yeux. La religion dont il était le fondateur voulait le sacrifice sanglant (ou son symbole), le viol de la victime, la « libération » violente de la proie désirée (guerre limitée). » ¹⁴

En observant le phénomène nazi, Rougemont fait preuve d'une intuition singulièrement fine de la nature érotique des liens établis entre Hitler et les masses. Et pourtant, cette constatation le gêne. Au milieu de la foule allemande, il a éprouvé des sentiments très contradictoires. La scène vécue lui a inspiré, en effet, une espèce de fascination mêlée de répulsion car, s'il s'est senti écrasé et repoussé « avec bien plus de puissance même physique, que tous ces corps horriblement tendus » et s'il a éprouvé une « horreur sacrée », il n'a pas échappé dans le même temps « à une sorte particulière de frisson et de battement de cœur ».

Cette scène fut donc pour lui une initiation. Désormais, il a compris le secret du national-socialisme, il a découvert son mystère le plus intime. Cependant, cette connaissance des rapports qui unissent Hitler à la foule nazie ne va pas sans problème. Comment transmettre cette expérience aux autres, à ceux qui n'ont pas été initiés ? Comment expliquer la vraie nature du national-socialisme à ceux qui ne l'auraient pas vécu de l'intérieur ?

De retour à Paris, il éprouve un malaise en constatant qu'il ne parvient pas à traduire la réalité de la communion d'Hitler avec la nation allemande, et exprime le sentiment de solitude que lui confère son expérience du national-socialisme ¹⁵.

« Extrême difficulté de faire comprendre ici *la chose* qui est en jeu là-bas (...) Comment faire sentir aux Français ce que j'ai senti, ce que j'ai *miterlebt* ? (Le mot

n'est même pas traduisible.) Les plus puissantes réalités de l'époque sont affectives et religieuses, et l'on ne me parle que d'économie, de technique politique et de droit. Lorsque j'essaie d'évoquer ce discours qui m'a révélé « leur » secret, pour peu de passion que j'y mette, on m'apprend que je suis hitlérien ! C'est que les hommes de notre temps ne croient pas au jugement de l'esprit mais seulement au frisson des tripes. N'allez pas leur décrire un massacre à la mitrailleuse dans le tas : loin de s'indigner, ils vous en redemanderont. Ainsi, me jugeant d'après eux, ils n'imaginent pas un instant qu'ayant éprouvé ce que j'ai dit, à ce degré d'intensité, je n'aime pas cela comme ils l'aiment déjà. » ¹⁶

Tout au long de son journal, il s'irrite des opinions communément émises en France sur Hitler. Non, décidément, il faut avoir vécu l'expérience hitlérienne pour en percer le mystère ; il faut même l'avoir vécue comme un véritable aryen car les juifs allemands, constate Rougemont, donnent du régime « une interprétation étonnamment conforme aux préjugés français-moyens, comme s'ils ne sentaient rien de ce qui se vivait autour d'eux, comme s'ils ne sentaient pas ce je ne sais quoi dans l'atmosphère qui faisait que toutes les descriptions « objectives » de nos journalistes paraissaient, vues d'ici, décrire un monde factice, où nul Allemand ne pouvait reconnaître ni ses souffrances secrètes, ni son espoir » ¹⁷.

En fait, « la chose » ne peut se comprendre avec les critères de la rationalité juive, elle ne peut être appréhendée avec les instruments d'analyse classique de l'économie, de la technique politique ou du droit. Il s'agit d'un mystère religieux, mais aussi d'une réalité d'ordre affectif. Son intelligence de ce phénomène provient d'une participation intense à la scène vécue, participation qui ne l'empêche pas d'exprimer à son égard un sentiment de répulsion profonde. Lorsqu'à Paris il raconte son expérience, il se passionne tant que ses amis le soupçonnent d'en avoir éprouvé du plaisir, c'est-à-dire d'être un véritable hitlérien. Il s'en défend avec vivacité, affirmant être resté lucide d'un bout à l'autre de l'expérience. Et pourtant n'a-t-il pas vécu cette expérience au plus profond de son être ? N'a-t-il pas frissonné avec la foule allemande ? A la fois oui et non car, s'il a participé, il est aussi demeuré à l'écart : « Je suis seul et ils sont tous ensemble », constatait-il.

Mais en France, face à ses amis interloqués, il refait implicitement la même constatation. Vis-à-vis de tous ceux qui ne comprennent pas, il se sent seul. Il assure même, dégoûté, que « les hommes de notre temps ne croient pas au jugement de l'esprit mais seulement au frisson des tripes ». Or ce frisson, il vient de nous dire qu'il l'a éprouvé lors de la cérémonie hitlérienne, mais sans y prendre plaisir, contrairement à la foule qui l'entourait, contrairement aux autres hommes qu'il retrouve en France. Il s'indigne même que l'on puisse le soupçonner d'être un individu comme les autres, de vivre avec plaisir les passions instinctives des hommes.

On peut se demander si sa réaction d'angoisse à l'égard de l'aspect sexuel du national-socialisme n'est pas la cause de son erreur de jugement sur les moyens à mettre en œuvre contre l'Allemagne nazie. Car cette difficulté à communiquer avec le monde extérieur, cette méfiance pour toute explication rationnelle du phénomène hitlérien, vont de pair avec une absence de considération pour les aspects matériels de la menace hitlérienne. En 1936, Rougemont affirme que les nazis ne veulent pas la guerre et ironise sur ceux qui croient se défendre en construisant des canons ou en creusant des abris.

Si Hitler constitue une menace redoutable, c'est essentiellement en tant que fondateur d'une hérésie pernicieuse; il faut le combattre avec les armes de la foi, une foi vivante et purifiée. C'est la raison pour laquelle il consacre une partie importante de son journal à exposer l'attitude de l'Eglise confesante inspirée de Karl Barth. Or, la théologie barthienne, qui se propose d'engager l'Eglise au nom de la seule parole de Dieu en dépouillant le christianisme de tout héritage culturel, répond précisément aux aspirations spirituelles de notre auteur. A la religion de la race et du sang, et à la puissance diabolique d'Hitler, il oppose donc l'ascèse spirituelle d'une religion purifiée et conclut son journal de 1936 en affirmant que « la foi seule nous délivrera des religions nées de la peur des hommes »¹⁸. Cette manière de privilégier une explication religieuse du national-socialisme et son refus concomitant de considérer les aspects matériels de la menace allemande ne constituent-ils pas une défense psychologique contre les instincts bas qu'il a pressentis dans l'hitlérisme et chez ceux qui jugent ce régime avec les armes de la raison ?

* * *

Une certaine propension à fuir la réalité, celle de l'Allemagne hitlérienne en l'occurrence, paraît caractériser la majorité des rédacteurs de notre Revue. En effet, si *Esprit* s'inquiète de l'Allemagne embrasée par une religion hérétique et barbare, il se dérobe à l'analyse de l'Allemagne réelle, celle qui a mis toutes ses forces de production au service de son réarmement et dont la puissance terrifiante, pétée par la volonté d'un chef qui ne dissimule plus ses desseins impérialistes, constitue une menace redoutable pour la France.

Au cours de l'année 1937, *Esprit* consacre deux études importantes à la lutte des Eglises chrétiennes contre le régime hitlérien. La première, intitulée « Mémoire sur la situation des catholiques dans le III^e Reich »¹⁹, paraît en juillet 1937 dans la même livraison qui publie l'éditorial brûlant de colère de P.-A. Touchard contre les purges stalinienne. Et pourtant, Mounier cherche à limiter la portée de ce témoignage accablant, comme s'il éprouvait une sorte de pudeur à l'idée d'attaquer l'Allemagne hitlérienne: il rappelle que son mouvement ne cherche absolument pas à nourrir l'esprit de croisade contre le fascisme allemand²⁰. En fait, le témoignage en question, davantage qu'une évocation des persécutions subies par l'Eglise et certains de ses fidèles, constitue un véritable réquisitoire contre le totalitarisme hitlérien dont il expose les pratiques ignobles.

Quelques mois plus tard, en novembre 1937, la deuxième étude intitulée « En Allemagne : Ecole, Eglise et Etat »²¹, et qui émane cette fois d'un protestant, rappelle aux lecteurs de *Esprit* les prétentions spirituelles du national-socialisme et son combat contre les Eglises pour la domination des âmes. Une fois encore, Mounier avertit:

« Nous tenons à préciser que la publication de ces notes n'a aucun caractère anti-allemand. Leur auteur, en nous les adressant, nous écrit longuement sur l'incompréhension de l'étranger pour les choses allemandes, sur cette « littérature antihitlérienne qui ne vaut pas mieux que la louange nationale-socialiste », et rectifie certaines de nos informations antérieures (...). »²²

Violent réquisitoire contre l'Allemagne hitlérienne, ce témoignage ne devrait en rien être anti-allemand... De même que l'on est pour le peuple et contre

les partis de gauche, ou catholique et contre l'Eglise établie, ainsi pourrait-on condamner le régime hitlérien sans pour autant juger l'Allemagne et son peuple. Pour Mounier, ceux qui entendent résister à la menace allemande sont des politiciens, des hommes de passions instinctives, des êtres imperméables aux exigences du spirituel.

2. Vers un nouveau coup de force hitlérien

Et pourtant, depuis la remilitarisation de la Rhénanie en mars 1936, la situation internationale de la France s'est bien dégradée. La guerre d'Espagne a fait surgir une nouvelle menace fasciste à la frontière des Pyrénées et annihilé tout espoir de reconstituer avec l'Italie le front de Stresa contre l'Allemagne. Par ailleurs, au mois d'octobre 1936, le roi des Belges a défini une nouvelle politique d'indépendance à l'égard de la France et de l'Angleterre, et ce geste, interprété alors comme la conséquence indirecte de la crise rhénane, ébranle encore le système de sécurité français.

De son côté, Hitler ne dissimule plus sa mauvaise foi et ses intentions belliqueuses. Ayant acquis la certitude que la France n'entendait pas réagir à son dernier coup de force en Rhénanie, il repousse le plan de paix formulé par Flandin, qui repose sur la SDN, la sécurité collective et les ententes régionales, puis il torpille, en juillet 1936, le projet de conférence des puissances locarniennes en formulant des exigences préalables inadmissibles pour la France. En août, il porte à deux ans la durée du service militaire obligatoire, et entreprend la reconstruction de la ligne Siegfried. Aussitôt après l'éclatement de la guerre civile en Espagne, et malgré son accord sur le principe de la non-intervention, il soutient massivement les troupes rebelles de Franco par l'envoi de soldats, d'aviateurs et de matériel. Enfin, la diplomatie incisive de l'Allemagne en Europe centrale, la proclamation de l'axe Rome-Berlin en novembre 1936, apparaissent comme de nouveaux augures inquiétants pour la paix.

Puisque la guerre est désormais possible, voire même probable, ne faut-il pas admettre la nécessité du réarmement et l'obligation de consolider le système d'alliances françaises, mesures qui devraient être les premières exigences d'une politique réaliste à l'égard de la nouvelle menace allemande ? *Esprit* manifeste bien l'angoisse de la guerre qui vient, mais ses rédacteurs semblent encore partagés sur la politique à mettre en œuvre face à Hitler, et la plupart restent attachés aux solutions pacifistes.

Ainsi Aldo Dami, qui s'affirme de plus en plus comme le premier chroniqueur de politique étrangère de la Revue, demeure d'une singulière indulgence à l'égard de la menace nazie. Inlassablement, il explique les coups de force d'Hitler comme les étapes successives d'un grand projet diplomatique dont le but pacifique serait l'émancipation de l'Allemagne des clauses de Versailles.

En décembre 1936, il commente dans une analyse froide et méticuleuse le dernier en date des actes unilatéraux du Chancelier allemand qui vient de retirer son pays de la commission fluviale internationale et qui remet en cause le statut de la libre navigation sur les cours d'eau qui traversent le Reich²³. Selon Dami, ce geste du Führer met fin à une inégalité et annule

la dernière stipulation du Traité de Versailles qui limitait encore la souveraineté allemande. Restent en suspens, rappelle-t-il toutefois, les clauses de ce traité qui ont défini le statut territorial de l'Europe d'après-guerre. A ce propos, il ne manque pas de remémorer à ses lecteurs l'existence de minorités allemandes opprimées en Tchécoslovaquie et les iniquités renfermées dans le statut territorial de la Hongrie. Il se révèle aussi un partisan convaincu de l'Anschluss.

Si, comme tous les animateurs du mouvement *Esprit*, Roger Labrousse rejette le recours à l'arsenal de la diplomatie traditionnelle pour résoudre la crise internationale européenne, il a toutefois le mérite de poser au moins les jalons d'une politique de rechange à l'égard de la menace fasciste et de fonder sa prise de position sur une analyse lucide de la situation intérieure française.

Au cours de l'année 1936, rappelle-t-il en décembre 1936, l'opinion publique française a été confrontée à trois débats de politique étrangère d'importance majeure ²⁴. Il y eut tout d'abord la crise éthiopienne qui mettait en jeu le principe de la sécurité collective. La diplomatie française avait alors une occasion rêvée de barrer la route aux velléités d'impérialisme, de témoigner de son respect authentique du principe de l'assistance mutuelle dont elle se réclamait depuis Versailles, et aussi de rehausser par ce biais son prestige auprès des petites puissances auxquelles elle avait promis son appui. Mais le gouvernement français ne suivit pas cette voie politique. Immédiatement, il opta pour une diplomatie contraire à l'esprit de la SDN en négligeant le principe de sécurité collective. L'opinion publique a-t-elle réagi ? La diplomatie de Pierre Laval, constate-t-il amèrement, rencontra la complicité de la majorité des Français, y compris d'une grande partie de la gauche qui se résigna sans peine à l'abandon virtuel du principe de la sécurité collective.

Les Français se sont-ils manifestés différemment lorsque les intérêts nationaux furent mis en cause ? Notre auteur rappelle la passivité de l'opinion française aussi bien lors de la réoccupation de la Rhénanie qu'au moment de l'intervention allemande en Espagne. Ces deux dernières crises ont même révélé un nouveau et troublant clivage dans l'opinion publique française à l'égard de la guerre. Si une partie de la gauche semble vouloir renouer aujourd'hui avec ses traditions interventionnistes du XIX^e siècle, le sang-froid de la droite lors de la crise rhénane, sa tolérance coupable vis-à-vis de l'expérience allemande au-delà des Pyrénées, ont démontré que les milieux conservateurs pourraient reprendre les positions qu'ils occupaient avant l'époque du boulangisme, lorsqu'ils prônaient la prudence et l'entente avec les Etats forts. Cependant la gauche dans son ensemble, précise Labrousse, n'est pas disposée à soutenir une diplomatie fondamentalement différente de celle de la droite. Tant les socialistes que les radicaux se sont refusés à l'action lors de la crise rhénane et au moment de la guerre d'Espagne, car ils savaient bien que l'opinion française ne leur pardonnerait pas une aventure extérieure.

Aux termes de cette analyse réaliste de l'évolution des esprits à l'égard d'une guerre dont chacun pressent l'imminence, Labrousse rappelle que la France est enfermée dans un réseau d'alliances qui peuvent l'entraîner malgré

elle dans les complications qu'elle redoute tant. Alors que faire pour sortir de ce dilemme angoissant ?

« Seule une France nouvelle fera une politique nouvelle », répond Labrousse, « et à qui veut arracher notre peuple à sa routine diplomatique, je crois qu'il est nécessaire de répondre : faites d'abord la révolution. » ²⁵

Et en attendant ? Que faire pour éviter d'être englouti dans une conflagration européenne avant même d'avoir posé les jalons d'un ordre nouveau ? Selon lui, la France devrait déclarer sans ambage qu'elle mobilisera seulement pour la défense de son territoire et que ses alliances devront être interprétées désormais comme autant de confirmations des liens qui l'unissent juridiquement aux signataires du Pacte de la SDN. Grâce à cette nouvelle diplomatie, l'intervention de la France dans un conflit extérieur ne pourrait se concevoir que dans l'hypothèse, hautement improbable, d'une action collective organisée sous l'égide de la SDN. Cette politique aurait l'insigne avantage de la clarté et de la franchise car, si la France entend se battre pour la seule défense de son territoire, pourquoi dissimuler ce fait à l'Europe et courir le risque d'une guerre en adoptant une attitude encore équivoque ? Cette diplomatie, admet-il, serait sans prestige ; elle serait au moins réaliste et courageuse :

« Je crois qu'il est juste, qu'il est sain qu'en présence de la masse germanique, par exemple, le groupe français, plus clairsemé, dispose d'une moindre influence dans le monde ; quand au surplus cette masse adverse est surchauffée, prête à la violence, en face d'un peuple qui redoute le risque, il est naturel que la première ait barre perpétuellement sur le second. » ²⁶

En préconisant cette politique de retrait, Labrousse a la franchise d'une prise de position à la fois logique et lucide ; il exprime à haute voix ce que beaucoup pressentent sans oser se l'avouer : la France est incapable d'affronter l'Allemagne hitlérienne en raison de ses divisions intérieures et de son pacifisme. Au demeurant, sa prise de position rejoint, sinon dans la forme du moins dans le fond, l'attitude d'une partie de la droite ébranlée par la puissance allemande et profondément désabusée sur les divisions chroniques et la faiblesse de la France.

Mais qu'importe s'il a raison ! Le mois suivant, Georges Duveau, toujours bouillonnant de l'esprit révolutionnaire de 1848, rappelle le mot de Michelet sur la France qui « peut tout, excepté d'être médiocre » et affirme péremptoirement : « Nous serons debout ou nous serons couchés, nous ne serons pas assis » ²⁷.

Duveau demeure persuadé — il l'affirme depuis longtemps — que les régimes fascistes se sont essouffés et que leur jactance dissimule des échecs lamentables sur le plan intérieur. A la veille de l'Anschluss, alors qu'il a connaissance de l'entrevue entre Hitler et Schuschnigg, il minimise, une fois encore, la menace de l'Allemagne hitlérienne et de l'Italie de Mussolini. Face à ces Etats lézardés par leurs problèmes intérieurs, la France devrait se relever, prendre conscience de sa véritable force spirituelle, et s'affirmer avec conviction ²⁸.

Duveau adopte cette position en songeant aux attermoissements timorés de la France à l'égard de la guerre civile espagnole. Cependant, dans la même

livraison de mars 1938, Labrousse se garde bien d'exprimer pareil optimisme. A la confiance généreuse, un peu légère de Duveau, il oppose l'angoisse d'un avenir sombre et douloureux pour la France et l'Europe, et surtout la crainte d'une Allemagne terrifiante. Reprenant l'essentiel de son analyse antérieure, il rappelle à nouveau que la France, en raison de ses divisions intérieures et de ses capacités militaires limitées, n'a plus la force de sa diplomatie.

Certes, il admet maintenant que la politique de repli qu'il a préconisée présente également certains dangers. Si la France ne s'engage pas dans la révolution nécessaire, le temps épargné dans l'attente profitera essentiellement aux régimes fascistes. Il suggère pourtant, à l'instar de Flandin dont il souligne la sincérité, que la France choisisse résolument entre une politique de résistance ou de repli. Pour lui cependant, les possibilités d'action de son pays demeurent limitées et, pour être réaliste, une résistance à la menace fasciste devrait faire face au danger le plus pressant. Or, quel est-il ? Labrousse est formel sur ce point: le péril le plus imminent pour la sécurité française se dessine en Espagne et l'Italie, en raison de son aventure espagnole, lui paraît le premier adversaire de la France²⁹. Cette opinion n'est, du reste, pas isolée au sein du mouvement *Esprit*. En janvier 1938, Aldo Dami affirme que la politique allemande est « beaucoup plus raisonnable que celle de Mussolini »³⁰.

A la veille de l'Anschluss on voit donc s'affirmer dans la Revue des conceptions assez diverses de la politique à suivre vis-à-vis de l'Allemagne. Mounier traîne devant cette grande nation menaçante ce qu'il appellera un jour sa « mauvaise conscience européenne »³¹, et tout son tempérament le porte à croire avec Rougemont que les lignes de résistance à Hitler sont d'essence spirituelle. Duveau se rangerait bien à leurs côtés, mais de manière plus virile et avec toute la fougue de sa passion romantique. En revanche, Dami est franchement pro-allemand parce qu'il est obnubilé par les traités de Versailles, de Saint-Germain-en-Laye, de Trianon et de Neuilly, et parce qu'il demeure persuadé que la situation européenne est une affaire de carte de géographie. Labrousse seul paraît comprendre la gravité du cancer européen et, de toutes ses forces, voudrait en isoler la France afin qu'elle ne sombre pas dans une nouvelle guerre. Pour lui, comme pour tous les rédacteurs d'*Esprit*, la définition d'une diplomatie ferme et cohérente passe par une transformation révolutionnaire de la France.

3. L'Anschluss

Bientôt, hélas, le spectre de la guerre se précise. En cette fin d'année 1937, les campagnes de presse allemande contre la Tchécoslovaquie redoublent d'intensité. Par ailleurs, Hitler ne dissimule plus ses visées sur l'Autriche. Ainsi, depuis quelque temps déjà, les militants nationaux-socialistes, financés et incités par Berlin, entretiennent une atmosphère de terreur dans la capitale et dans différentes villes autrichiennes.

A la fin du mois de janvier 1938, un complot allemand est découvert à Vienne qui étale au grand jour les intentions hitlériennes. Le chancelier autrichien Schuschnigg, qui a accepté de rencontrer le Führer à Berchtesgaden le 12 février, se voit signifier avec la dernière impudence un certain

nombre de revendications allemandes dont la principale est la nomination du leader nazi Seyss-Inquart comme ministre de l'Intérieur. Il décide alors, pour empêcher l'Anschluss, d'organiser un plébiscite sur le problème de l'indépendance autrichienne. Mais Hitler réagit en exigeant, et en obtenant aussitôt, la démission de Schuschnigg. Dès lors, abandonné de tous, aussi bien dans son pays qu'à l'étranger, le vieux président Miklas est contraint, pour éviter l'invasion sanglante de l'Autriche, de nommer chancelier son ministre de l'Intérieur, qui s'empresse dans la nuit du 11 au 12 mars de faire appel aux troupes allemandes. L'Anschluss est proclamé le jour suivant, tandis que Vienne s'apprête à accueillir le Führer du Grand Reich.

Durant ces semaines décisives pour l'avenir de l'Europe, les crises ministérielles se sont succédé en France, lamentablement. L'année 1937 s'est achevée dans un profond marasme politique, économique et social. L'expérience du Front populaire a fait long feu, vivifiant les haines de la droite et rendant la gauche à ses amertumes. Cette crise intérieure paralyse toute velléité d'action dans le domaine de la politique étrangère, quand bien même les signes annonciateurs de la guerre prochaine sont nombreux. Le gouvernement Chautemps est tombé le 13 janvier 1938; il s'est reconstitué quelques jours après sans la participation des socialistes. Deux mois plus tard, le 10 mars, Chautemps a démissionné à nouveau, sous prétexte qu'il n'avait pas obtenu les pleins pouvoirs en matière financière comme il le réclamait, mais peut-être simplement parce qu'il avait connaissance du prochain coup de force hitlérien. Ainsi, au moment où les troupes allemandes traversent la frontière, il n'est aucune autorité ayant qualité pour agir et personne qui veuille changer le déroulement attendu des événements. On sait pourtant — Yvon Delbos l'a souligné deux semaines auparavant — que l'indépendance autrichienne est un élément indispensable de la sécurité européenne. Le 17 mars, Léon Blum présente à la Chambre son second ministère. Ses efforts pour former un gouvernement d'union nationale échouent malgré l'appui de Paul Reynaud. Echoue également sa tentative gouvernementale qui durera un mois.

L'Anschluss suscite une vive émotion au sein du mouvement *Esprit*. Avec un éditorial de Mounier et des articles de Madaule et Dami, la Revue lui consacre une partie importante de sa livraison d'avril 1938.

Comme si les personnalistes entendaient opposer une résistance héroïque à l'annexion par Hitler de l'Autriche, la Revue publie ces prises de position sous la rubrique « Des hommes résistent... » et Mounier intitule son éditorial: « Dernières cartouches ». En fait, une fois encore, l'artifice du verbe suggère un engagement que personne n'est disposé à prendre et l'emphase camoufle l'espace qui sépare l'action imaginaire des attitudes réelles. En effet, il n'est pas question pour Mounier et ses amis de préconiser une résistance à une annexion brutale, immédiatement consolidée par l'armée et la police nazie et scellée par les vertus d'un plébiscite hitlérien; ni même, on le verra, de recommander une politique de fermeté à l'égard de l'Allemagne. Écoutons Mounier:

« Une première Europe disparaît, l'Europe de Versailles. Nous l'avons ici depuis longtemps reniée. Plus absurde encore qu'inique, elle s'est complue à multiplier

les injustices, les déséquilibres, les ressentiments. Aujourd'hui qu'elle se disloque dans la tourmente, ne prions pas pour son âme : elle n'avait pas d'âme. » ³²

Or, le directeur d'*Esprit* n'est pas le seul à saluer sans acrimonie cette dérive de l'Europe de Versailles. Aldo Dami, qui préconisait depuis longtemps l'union de l'Autriche à l'Allemagne, accueille avec une grande satisfaction le coup de force hitlérien. L'Anschluss, assure-t-il, n'est pas une initiative hitlérienne mais un « retour à l'Histoire » ³³ attendu par les peuples allemands et autrichiens. Après l'Armistice, rappelle-t-il, l'Autriche avait perdu son indépendance pour devenir un objet de politique internationale, artificiellement dressé par la France et ses alliés contre l'Allemagne. Heureusement, on ne peut rien contre le sentiment des peuples. Reprenant la comparaison qui lui est chère entre la SDN et le Traité de Vienne, Dami cherche à dresser un parallèle entre l'écroulement de l'Europe de Versailles et l'échec de la Sainte-Alliance. De même que les vainqueurs de Napoléon furent impuissants à juguler les aspirations nationales des peuples, ainsi les alliés de la Grande Guerre ne peuvent rien contre les revendications légitimes de l'Allemagne et de l'Autriche ou contre celles des minorités opprimées. Depuis quelque temps, assure-t-il, la situation intolérable de l'Autriche était redevenue le problème crucial de l'Europe et c'est grâce à la « sagesse allemande » ³⁴ que la tragédie d'une nouvelle guerre mondiale avait pu être évitée jusqu'ici. C'est aussi grâce à l'intervention rapide d'Hitler que l'Autriche a échappé à la guerre civile. En conclusion de son long plaidoyer en faveur de l'Anschluss, il souligne que les vainqueurs de 1918 expient aujourd'hui les fautes d'une paix trop dure et injuste. S'ils avaient admis cette union de l'Autriche à l'Allemagne en 1918, s'ils ne l'avaient pas à nouveau prohibée en 1931, elle aurait sans doute prévenu l'avènement et le triomphe du national-socialisme.

Pour Madaule également, l'Anschluss se situe dans l'héritage de la diplomatie française d'après-guerre ³⁵. Il rappelle que l'Europe de Versailles reposait sur un faisceau d'alliances et de contre-assurances fort semblable à celui du système bismarckien, même si les principes de la SDN camouflaient la réalité de cette diplomatie classique. Au cours de l'automne 1935, la France et l'Angleterre pouvaient encore conformer leur politique extérieure aux normes de droit international qu'elles avaient établies et tout mettre en œuvre pour paralyser l'agression italienne contre l'Éthiopie. Au lieu de quoi, elles ont adopté une attitude ambiguë qui cumulait l'inconvénient de briser le front de Stresa et celui de discréditer la SDN. Madaule considère maintenant que la réoccupation de la Rhénanie fut la dernière occasion qui s'offrait à la France de « renverser la vapeur » ³⁶, et il rappelle, oubliieux de la position soutenue alors par *Esprit*, combien l'inaction française fut désastreuse.

Ainsi, nos trois auteurs tombent d'accord pour reprendre, au moment du coup de force hitlérien, le procès de la politique française depuis 1918. Pourtant, si Aldo Dami ne s'émeut guère à l'idée qu'Hitler « réalise » *« Mein Kampf »* chapitre par chapitre, dans l'ordre des lignes de moindre résistance » ³⁷, Mounier et Madaule paraissent conscients de la gravité de cette nouvelle crise internationale. Madaule, en particulier, ne cache pas l'angoisse que lui inspirent les méthodes hitlériennes et s'inquiète de la menace de guerre qui pèse désormais sur l'Europe. Il comprend aussi la portée straté-

gique de l'expansion allemande. En s'emparant de l'Autriche, remarque-t-il, Hitler s'est assuré un point de contact de première importance avec l'Italie fasciste et une base d'agression contre la Tchécoslovaquie ³⁸.

Mounier, en revanche, ne se soucie guère des conséquences politiques et stratégiques de l'Anschluss. Il tourne même en dérision ceux qui « comptent les kilomètres carrés, les habitants, le fer et les céréales que l'Autriche apporte à Hitler » ³⁹. S'il méprise le surcroît de puissance conféré au III^e Reich par le coup de force hitlérien, il s'alarme en revanche de la portée spirituelle de l'événement.

Pour le directeur d'*Esprit*, l'annexion de l'Autriche par Hitler signifie tout d'abord le passage d'une nation catholique dans la sphère d'influence nazie; elle représente surtout une terrifiante menace spirituelle pour la France, l'Europe et la chrétienté. Anticipant l'expansion allemande vers l'Europe de l'Est, il annonce que des millions d'hommes vont bientôt subir l'influence du nazisme et se soumettre à son système de vie et à son idéologie dégradante ⁴⁰.

L'Anschluss illustre aussi pour lui les scandaleux compromis de l'Eglise chrétienne avec la politique: en Autriche, le cardinal Innitzer n'a-t-il pas accueilli Hitler avec chaleur et enthousiasme? Il y a quelques années, dans cette même Autriche, l'« Etat chrétien » de Dolfuss n'a-t-il pas massacré honteusement les ouvriers? En Espagne, l'Eglise du Christ ne s'est-elle pas compromise dans une guerre civile atroce? ⁴¹ Pour Mounier, ce drame est la conséquence inéluctable de cette corruption du spirituel par le temporel si souvent dénoncée par *Esprit*. Il discerne dans les malheurs du temps présent le passage d'une pénitence nécessaire de la chrétienté et surtout la chance d'une transformation radicale de la France. Car la France est coupable, de son insouciance et de sa frivolité en premier lieu.

« La France ne pèse plus », écrit-il. « Du moins la France que modèle *Paris-Soir* et *L'Intran*, voire *Le Soir*, journal « révolutionnaire » et antibourgeois, qui case les catastrophes comme il peut, entre les consultations de « Cœur Frivole » sur ses liaisons de métro, le défilé des amants de Marion Delorme, et les mille et une manières de rouler son voisin, enseignées par un quelconque imbécile notoire. » ⁴²

Il n'incrimine plus seulement sa diplomatie passée mais s'indigne de sa prostration scandaleuse, de sa profonde léthargie spirituelle. Pour la Chrétienté défaillante et coupable, pour la France en état de péché, il anticipe une longue période d'expiation.

On sait que, dans l'esprit de Mounier, pour expurger le mal, fruit amer de la culpabilité, il faut souffrir, se dépouiller par l'ascèse d'un trop plein de bien-être, rejeter les plaisirs mauvais des satisfactions matérielles. Dès aujourd'hui, la France peut donc retrouver la voie de son salut, car son présent malheur constitue bien une traversée du désert.

« Maintenant qu'elle a perdu ses propriétés européennes, la France doit se replier non pas pour vivre une vie ralentie, mais pour se refaire une vie neuve. » ⁴³

Il reprend ce thème dans la conclusion de son éditorial :

« La France est semblable, en ce mois de mars, à un homme riche qui vient d'être subitement ruiné. C'est à de tels moments que se révèlent les caractères. Forts de notre pauvreté nouvelle et de ce courage que donne un certain désespoir, nous avons plus de légèreté pour nous débarrasser des servitudes et aborder des entre-

prises de quelque envergure. Les nations dites démocratiques ne gagneront rien à jouer la vertu offensée. Leur victoire sur les Etats totalitaires est conditionnée par la victoire qu'elles remporteront sur elles-mêmes. Leur salut est fonction de leur volonté de renouveau. Aux générations intactes de l'imposer. » ⁴⁴

En formulant cette espérance vague, Mounier projette sur la France son besoin personnel de purification intérieure qui constitue l'essentiel de son exigence révolutionnaire. De même qu'il n'a jamais pu définir le sens de la transformation intérieure à laquelle il aspire, ainsi ne parvient-il pas à préciser la nature du changement auquel il convie la France. Comme si les mots étaient doués d'une puissance magique, il égrène, dans une logorrhée étonnante, toute la terminologie révolutionnaire personnaliste en recommandant successivement une « régénération », une « révolution française », une « rénovation nationale », un « sursaut », une « conversion » ⁴⁵, sans pouvoir exposer la nature de la transformation à laquelle il engage son pays. Une chose est certaine: la révolution qu'il préconise est avant tout d'ordre spirituel; la politique ne peut rien pour changer le pays coupable. Ainsi repousse-t-il explicitement la solution d'union nationale du type de celle que propose Léon Blum ou Paul Reynaud, car ce n'est pas en formant un ministère que la France parviendra à se renouveler mais en acceptant la purification intérieure qui monte de sa jeunesse ⁴⁶.

Dans la même veine moralisatrice, mais partant d'une appréhension réelle des discordes qui déchirent la nation, Jacques Madaule propose également un retour de la France sur elle-même. Evoquant l'échec de Léon Blum pour former un gouvernement d'union nationale, échec dû au refus de la majeure partie de la droite de collaborer avec les communistes, il constate qu'à un moment où le pays était plus menacé qu'il ne l'avait jamais été au cours de son histoire, à un moment où il s'agissait véritablement pour la France « d'être ou de ne pas être » ⁴⁷, des Français ont refusé de collaborer avec d'autres Français pour assurer le salut commun.

Au bord de la guerre civile depuis quatre ans, la France doit maintenant se ressaisir, si elle entend sauver la paix européenne. Pour Madaule, en effet, l'Europe est essentiellement minée par les incertitudes de la France. Comme si la paix dépendait uniquement de son pays, comme si l'Allemagne n'avait pas d'existence propre, il enjoint ses compatriotes à un effort bienveillant de compréhension mutuelle et à un travail de réflexion sur la vocation de la France. La paix, croit-il, ne sera sauvée que par l'affirmation d'une volonté française; celle-ci ne sera possible que par l'union des Français ⁴⁸.

Ainsi, au moment de l'Anschluss, *Esprit* réagit comme s'il n'accordait à la menace allemande aucune réalité hors du contexte politique français. Pour Mounier et Madaule, en effet, Hitler et la guerre qu'il prépare ne sont que l'expression d'un mal interne de la France. C'est la raison pour laquelle ils défendent avec tant de vigueur la nécessité d'une croisade intérieure française: le pays doit se recueillir sur lui-même afin de découvrir la voie de son renouvellement intérieur. Placée sous le signe de la « résistance », cette prise de position d'avril 1938 va à l'encontre de la politique de fermeté préconisée par une partie de l'opinion française. Plus grave: elle esquivait le problème fondamental des rapports franco-allemands, de la politique à suivre à l'égard de la menace hitlérienne.

4. De l'Anschluss à la crise des Sudètes

Avec l'Anschluss se profile la menace d'une nouvelle crise internationale en Europe centrale. Il suffit de regarder une carte, comme le souligne Jacques Madaule, pour se rendre compte combien la position stratégique de la Tchécoslovaquie est désormais précaire: pénétrant profondément dans les nouvelles frontières du Grand Reich, elle est à la merci de l'étau allemand qui l'enserme ⁴⁹. Or, le Führer n'a jamais dissimulé ses revendications sur le pays des Sudètes, déjà fortement travaillé par la propagande nationale-socialiste.

Si la France ne s'était jamais engagée à défendre l'indépendance de l'Autriche, elle a par contre des obligations précises à l'égard de la Tchécoslovaquie. En cas d'attaque étrangère non provoquée, elle est tenue de lui venir en aide militairement en vertu du traité de Locarno. Dans la protection de cet Etat de l'Europe centrale, la France n'engage pas seulement son honneur mais également sa sécurité. La Tchécoslovaquie joue en effet un grand rôle dans le système défensif français. Disposant d'une bonne armée, elle occupe une position stratégique de première importance qui lui permettrait, le cas échéant, d'intervenir aussi bien dans le dos des armées allemandes engagées contre la France, que de gêner l'expansion hitlérienne en Europe centrale et orientale. Depuis l'Anschluss, on répète à loisir le mot de Bismarck: « Qui tient la Bohême, tient l'Europe » ⁵⁰. Enfin, la Tchécoslovaquie représente pour une grande partie de l'opinion française une valeur idéologique ou simplement sentimentale. Entourée de régimes réactionnaires ou fascistes, elle est demeurée fidèle aux convictions démocratiques de ses fondateurs, et la foi catholique exemplaire d'une partie de sa population en fait une sorte de phare avancé de l'Eglise au bord de l'océan totalitaire ⁵¹.

Sitôt après l'Anschluss, avant même que ne se précise la menace hitlérienne sur le gouvernement de Prague, Roger Labrousse préconise l'abandon de la Tchécoslovaquie. Selon lui, en raison de son système militaire purement défensif et de l'indifférence de son opinion publique à l'égard des menaces indirectes et lointaines, la France n'est pas en mesure de protéger son alliée et de préserver le statu quo en Europe centrale.

Faut-il le regretter ? Roger Labrousse ne cache pas la sympathie qu'il éprouve à l'égard de la Tchécoslovaquie. Si elle devait disparaître, convient-il, elle emporterait dans son souvenir les dernières traces des valeurs de civilisation qu'elle avait su enraciner en Europe centrale. Pour justifier la politique qu'il préconise, il souligne néanmoins la fragmentation ethnique de ce pays et les fautes commises depuis 1919 par le gouvernement de Prague à l'égard des minorités allemandes et magyares; il rappelle aussi que Bénès n'a jamais tenu sa promesse d'accorder une structure fédérale à cet Etat multinational ⁵².

Quelques semaines après l'Anschluss, les pressions allemandes contre la Tchécoslovaquie se précisent. Dès le 24 avril, « en effet, le chef du parti des Sudètes, Conrad Henlein, énonce au Congrès de Karlovy-Vary un programme de revendications à l'égard du gouvernement de Prague qui exige l'autonomie administrative de la région allemande, la liberté pour le peuple allemand des Sudètes de confesser « la philosophie du monde allemand » et surtout la

revision de la politique extérieure tchécoslovaque, en particulier de l'« attitude qui a mené cet Etat à figurer dans les rangs des ennemis du peuple allemand »⁵³. Ces revendications suscitent une grande émotion en Europe car elles sont, de toute évidence, incompatibles avec l'intégrité et l'indépendance de l'Etat tchécoslovaque. Par ailleurs, leur caractère excessivement vague constitue une autre source d'angoisse. Comment définir, en effet, un territoire du « groupe ethnique allemand » en Tchécoslovaque puisque les populations, dans les régions contestées surtout, vivent étroitement mêlées ? Comment tolérer, d'autre part, une autonomie sudète qui se réclamerait d'une attitude politique étrangère aux principes fondamentaux de la nation tchécoslovaque ? Enfin, les conditions posées dans le domaine de la politique étrangère signifient l'abandon des pactes de défense avec la France et l'URSS, et condamnent la Tchécoslovaquie à tomber dans la zone d'expansion allemande.

En France, l'inquiétude est grande car l'inspiration hitlérienne de ces exigences ne fait aucun doute. *Le Figaro* reflète bien l'inquiétude d'une partie de l'opinion publique lorsqu'il écrit : « La plus grande épreuve de force diplomatique qui se soit livrée en Europe depuis 20 ans est déjà commencée »⁵⁴.

Un mois plus tard, le 22 mai, la tension s'accroît brusquement entre Prague et Berlin à la suite de concentrations de troupes allemandes près de la frontière tchécoslovaque. Le gouvernement britannique intervient aussitôt et demande à Berlin des « apaisements »⁵⁵. Si, grâce à cette initiative, la tension se relâche dans les jours qui suivent, les risques de guerre demeurent. L'alerte, en effet, a découvert au grand jour les aspirations d'Hitler. Une question angoissante s'impose désormais à l'opinion française : « Faut-il faire la guerre pour la Tchécoslovaquie ? ». C'est précisément en ces termes que la Revue interroge ses lecteurs dans la livraison de juin 1938.

Cette question douloureuse, affirme Mounier, divise les amis d'*Esprit* moins en deux camps qu'à l'intérieur d'eux-mêmes.

« D'un côté », écrit-il, « il apparaît, nous n'avons pas attendu cette année pour le dire, (voir notamment les études antérieures de Dami), que la Tchécoslovaquie sous son visage actuel n'est pas une nation, mais un Etat artificiel, fait de pièces et d'injustices, projection géographique des courtes vues du négociateur de Versailles : nous ne voulons pas que la France coure à sa ruine, dans des conditions d'échec certaines, pour défendre un des moins défendables aspects d'un indéfendable traité, au moment même où des événements, par ailleurs angoissants, se trouvent par contre-coup nous libérer d'une richesse d'iniquité. Mais beaucoup parmi nous, et un fort parti en nous-mêmes, sont alertés du fait que Versailles est révisé non par et au profit de la communauté européenne entière, mais par et pour le prestige du national-socialisme; ils se demandent : faut-il, pour l'amour de la justice, laisser Léviathan réaliser la justice, et s'engraisser de justice ? Ils n'oublient pas, de plus, que la Bohême, la Slovaquie sont des réalités historiques dont le maintien est indispensable à la réalité de l'Europe. »⁵⁶

Suivent deux études contradictoires sur le problème tchécoslovaque : l'une d'Aldo Dami, l'autre d'Edith Bricon, qui sont censées dégager « tous les éléments de ce débat dramatique »⁵⁷. Jacques Madaule conclut, en exposant l'opinion prédominante au sein du mouvement *Esprit*.

La prise de position de Dami constitue à nouveau un long réquisitoire contre la politique française d'après-guerre et un chaleureux plaidoyer en faveur de la politique allemande. L'Allemagne est pour lui « un des seuls

pays du monde » qui, exception faite du bombardement d'Almeria, ne se soit livré depuis 1918 à « aucun acte de guerre »⁵⁸. Aujourd'hui comme hier, Hitler entend simplement modifier les frontières de l'Europe afin d'abolir les clauses injustes de Versailles et de libérer l'Allemagne du « diktat » des vainqueurs de la Grande Guerre.

Dami voudrait qu'on en finisse avec la défense sentimentale des « petits Etats » que l'on protège malgré eux et qui ne sont « petits » que lorsque leur existence est utile à la France⁵⁹. Evoquant à nouveau le problème autrichien, il rappelle l'attitude hypocrite des alliés qui, en vertu même du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, se sont opposés à la volonté manifeste du peuple autrichien de s'unir à l'Allemagne. Les événements récents ont pourtant prouvé combien cette politique était néfaste. En se cramponnant de manière irrationnelle aux traités d'après-guerre, en se laissant acculer aux concessions nécessaires, la France perd le bénéfice d'une revision pacifique des traités, freine une évolution inéluctable et se met en travers d'un apaisement définitif de l'Europe. Or l'incorporation de l'Autriche dans l'Allemagne n'a pas engendré de guerre, mais elle a dissipé le cauchemar d'un nouveau conflit mondial provoqué par la question autrichienne.

Dans le cas de la Tchécoslovaquie, il estime indispensable de céder une nouvelle fois aux revendications allemandes, car cet Etat, dans sa forme actuelle, lui apparaît comme un « monstre » et une « création illogique »⁶⁰ du Traité de Versailles. Il s'efforce donc de prouver, à l'instar de la droite pacifiste, que la Tchécoslovaquie, absurdité politique et historique, ne mérite pas d'être défendue par la France. S'il envisage différentes solutions possibles pour résoudre la crise de l'Europe centrale — la plus radicale étant le démembrement total de la Tchécoslovaquie qui serait alors partagée entre l'Allemagne, la Pologne et la Hongrie — il se déclare personnellement en faveur de l'instauration d'un fédéralisme tchécoslovaque et d'une rectification de frontières au profit de la Hongrie.

Fasciné par le personnage d'Hitler⁶¹, obnubilé par les séquelles de la Grande Guerre en Europe centrale, Dami témoigne une fois encore d'un aveuglement absolu à l'égard des desseins hitlériens et son analyse de la situation, le jugement qui en découle, apparaissent marqués d'une grande candeur. Par conséquent, le caractère artificiel de la crise lui échappe. Selon lui, les exigences excessives d'Henlein expriment des espérances nées parmi les Sudètes, à la suite du soutien apporté par Hitler aux aspirations du peuple autrichien. Il pense néanmoins que le chancelier du Reich évitera un coup de force contre la Tchécoslovaquie, en dépit des pressions qui s'exercent sur lui en Allemagne et que, pour cette raison, la crise sera longue.

Edith Bricon, chargée par Mounier de prendre la défense de la Tchécoslovaquie, retrace l'évolution politique de cet Etat et se penche sur l'origine du conflit actuel. Si elle se montre moins sévère que Dami sur les responsabilités de Prague dans la crise actuelle, elle admet avec lui que les gouvernements tchécoslovaques n'ont pas été capables de répondre aux aspirations légitimes des Sudètes. Or, depuis l'accession d'Hitler au pouvoir, les revendications des minorités allemandes en Tchécoslovaquie constituent un tremplin du pangermanisme. Il convient donc de résoudre la crise au plus vite en supprimant les motifs d'insatisfaction des minorités sudètes. Dans cet espoir,

E. Bricon recommande au gouvernement Bénès d'accepter les sacrifices de souveraineté qu'imposerait la création d'un Etat fédéral. Elle rappelle, en conclusion, que ce n'est pas en établissant un barrage d'alliances et en se reposant sur leur force négative que l'on fera échec aux ambitions d'hégémonie hitlériennes, mais en recherchant « des solutions plus ingénieuses, plus clairvoyantes et plus humaines » ⁶².

Ces recommandations pacifiques corroborent l'opinion générale du mouvement *Esprit* dont Madaule se fait l'écho dans un article intitulé « Nous jouons la paix » ⁶³. La guerre, affirme-t-il, doit être évitée à n'importe quel prix car elle constitue la pire des solutions. Il exhorte donc le gouvernement français à résoudre la crise tchécoslovaque sans courir le risque d'une guerre et sans compromettre les valeurs essentielles.

Un coup de force hitlérien identique à l'Anschluss serait intolérable, convient-il d'emblée. Mais pourquoi évoquer cette éventualité ? Croit-on vraiment qu'Hitler entende annexer les districts sudètes ? En se dressant contre une intention supposée de l'Allemagne, la France risque d'engager le Führer dans une attitude intransigeante, de l'obliger à faire sienne, pour des raisons de prestige, une idée d'annexion à laquelle il n'avait jamais songé ⁶⁴.

Pour résoudre la crise, il convient donc d'aborder les problèmes européens dans une perspective radicalement nouvelle. Depuis l'Anschluss, l'Europe danubienne constitue le champ naturel de l'expansion allemande. Or, la Tchécoslovaquie demeure le dernier bastion d'une Europe d'hégémonie française, l'obstacle qui s'oppose aux aspirations de l'Allemagne. En 1914, rappelle Madaule, l'Autriche, après avoir annexé la Bosnie-Herzégovine, ambitionnait encore un débouché sur la mer Egée. Or, ce projet était contrarié par la Serbie qui se trouvait intégrée dans la zone d'influence russe. Si la diplomatie tsariste ne s'était pas opposée, pour des raisons de prestige, au passage de la Serbie dans le système autrichien, la guerre n'aurait sans doute jamais été déclarée.

Fort de cette référence à l'histoire récente, Madaule invoque la justice et les intérêts de la France pour recommander une politique de désengagement en Europe centrale.

« Il nous faut renoncer à l'esprit d'hégémonie, et c'est pour cela que nous devons permettre à la Tchécoslovaquie de chercher son salut sur d'autres voies. Ce faisant, nous aurons canalisé la force allemande dans la direction où son propre poids l'entraîne. » ⁶⁵

Esprit, on le sait, a toujours manifesté une très vive opposition aux moyens de la diplomatie française classique, et Madaule se fait l'écho d'une opinion fort répandue parmi ses amis personnalistes lorsqu'il incrimine le système d'alliances français, notamment les obligations nées du pacte avec la Russie soviétique, et lorsqu'il dénonce les partisans du système de Versailles et les suppôts du surarmement. La Russie de Staline, croit-il, conduit la France dans une nouvelle guerre mondiale car elle cherche tous les moyens d'abattre le fascisme international. Pour réaliser ce projet, elle encourage dans les « Etats soi-disant démocratiques » ⁶⁶ l'opinion de ceux qui ont déjà cédé à la psychose de guerre avec l'Allemagne. Or, la France doit opposer sa volonté de paix aux aspirations belliqueuses des Etats totalitaires.

« Nous pensons que le meilleur moyen de lutter contre les totalitarismes, c'est de leur refuser la guerre. Mais ce serait une plaisanterie dangereuse que de leur refuser en même temps la guerre et toutes les satisfactions auxquelles ils peuvent prétendre dans la paix. » ⁶⁷

Pour éviter la guerre, la France devrait donc renoncer à son pacte d'assistance avec la Russie soviétique, à son alliance avec la Tchécoslovaquie et faire pression sur le gouvernement de Prague pour qu'il accorde aux habitants des Sudètes des concessions justes et nécessaires et pour qu'il adopte une politique de neutralité.

À la veille de la crise de Munich, *Esprit* exprime donc son désir d'apaisement à l'égard de l'Allemagne hitlérienne et son refus de courir le risque d'une guerre pour la Tchécoslovaquie. Toujours à nouveau, la Revue recommande de briser le cercle vicieux des alliances, d'interrompre la course aux armements, d'entreprendre la révision des traités et d'abandonner l'esprit de Versailles, comme si Hitler, ses coups de force successifs, ses folles ambitions, son totalitarisme n'avaient pas créé en Europe une situation redoutable, radicalement différente de celle qui découlait des impérialismes classiques. Prisonniers de leur analyse traditionnelle, désormais schématique, de la crise européenne, les personnalistes ne peuvent comprendre qu'en 1938 c'est 1914 qu'ils combattent.

En s'incrutant dans cette conception particulière des relations avec l'Allemagne, les rédacteur d'*Esprit* témoignent de leur incapacité de comprendre le phénomène hitlérien dans son altérité fondamentale. Rappeler toujours à nouveau les fautes de la politique française, exiger l'abandon de la diplomatie classique fondée sur les alliances et les armes, c'est suggérer implicitement que le monde évolue toujours dans le giron de la France: *Esprit* proclame hautement qu'il refuse d'envisager la guerre, comme si la France était encore maîtresse du destin de l'Europe... ! Dans la même perspective, Bernard Serampuy (François Goguel) affirme, dans la livraison de juillet 1938, que la politique française de défense nationale devrait comporter une action directe en faveur de la paix, action qui aurait pour premier objectif de « convaincre les Français et le monde de l'intégrale nocivité de la course aux armements » ⁶⁸. Ainsi, dans son esprit, il s'agit premièrement de persuader les Français du caractère néfaste des armements comme si la marche vers la guerre dépendait en premier lieu de leurs intentions belliqueuses.

Cette incapacité d'appréhender la réalité extérieure témoigne le plus souvent d'une inaptitude profonde à sortir de soi-même. La crise européenne est vécue par chacun comme un drame intime. Madaule exprime bien cette attitude psychologique à l'égard de la tension européenne lorsqu'il commence son article de juin 1938 sur la crise tchécoslovaquie en ces termes:

« Le drame qui se déroule à l'heure où j'écris ces lignes, entre l'Allemagne et la Tchécoslovaquie, c'est notre propre drame. » ⁶⁹

« C'est notre propre drame », c'est « un drame intérieur », répète-t-il ensuite à l'instar de Mounier, traduisant bien par cette entrée en matière qu'il a intériorisé la crise que traverse la France.

« Jouer la paix », comme *Esprit* le suggère également par la plume de Jacques Madaule, constitue une autre manière de miser sur la « primauté

du spirituel » et de refuser de s'immiscer dans les rapports de force d'une politique réaliste. On rêve toujours à nouveau de poursuivre avec Hitler une joute de l'esprit, un combat spirituel. Denis de Rougemont exprime bien cette réaction psychologique à l'égard du réalisme politique que commande la menace hitlérienne dans un article intitulé « Du danger de s'unir » qui paraît dans les *Nouveaux Cahiers* le 15 avril 1938, au lendemain de l'Anschluss. Epilogueant sur les efforts qui surgissent de toutes parts pour rassembler les partis face à la menace allemande, il fustige ces tentatives d'« unions sacrées »⁷⁰ et les projets de réarmement qui les accompagnent. En raison des profonds désaccords qui divisent les Français, l'union dont beaucoup rêvent, assure-t-il, serait d'inspiration dictatoriale⁷¹.

Quelques semaines plus tard, alors que la crise tchécoslovaque entre dans une phase cruciale, Denis de Rougemont admet néanmoins pour la première fois que le régime hitlérien conduit à la guerre. La structure de l'Etat totalitaire, affirme-t-il, c'est la guerre. Il considère cependant (Madaule s'exprime de la même manière en juin 1938⁷²) qu'une guerre engagée avec les régimes totalitaires est une guerre perdue d'avance, quelle qu'en soit l'issue matérielle, car un conflit avec l'Allemagne nazie ferait naître en France un Etat tyrannique. C'est la raison pour laquelle il faut tout entreprendre pour empêcher cette guerre, et condamner ainsi l'Allemagne à une « autodestruction de ses énergies belliqueuses »⁷³.

* * *

Durant l'été 1938, alors que les Français prennent le chemin des vacances, l'Allemagne fait de troublants préparatifs de guerre. Elle accélère avec ostentation ses travaux de fortifications le long de la frontière française, procède à des appels de réservistes et prépare des manœuvres d'automne d'une importance inaccoutumée. Au début du mois d'août, quelques jours après l'annonce de la mission de lord Runciman qui doit tenter de dénouer la crise par une médiation, la campagne de presse allemande contre le gouvernement de Prague et le parti de Henlein repousse les propositions tchèques sur le statut des nationalités.

Analysant cette nouvelle menace dans la livraison de septembre, Sérampuy admet que l'Allemagne, en dépit des efforts de l'Angleterre pour aboutir à une solution satisfaisante et pacifiste, n'a peut-être pas exclu le recours aux armes. Que faire devant cette menace angoissante ? Sérampuy élude cette question primordiale. En revanche, il fait état d'informations selon lesquelles le Quai d'Orsay aurait refusé que la Tchécoslovaquie soit neutralisée, en fait qu'elle abandonne ses alliances avec la Russie et la France en contrepartie d'une garantie internationale des grandes puissances. L'attitude rigide de la France, qu'il déduit d'une rumeur, lui semble procéder du pire esprit de Versailles. Dans le même mouvement d'irritation, il fustige les encouragements à la résistance tchèque qui émanent de l'opinion publique française, notamment du quotidien *Le Populaire*, organe de la S.F.I.O.⁷⁴

Cependant, dans la même livraison, Mounier laisse transparaître l'émotion soulevée dans certains milieux par la prise de position d'*Esprit* sur la crise sudète en publiant une lettre de protestation violente d'un lecteur tchéco-

slovaque dont le témoignage est présenté comme l'écho de nombreuses réactions. Cette lettre donne l'occasion à Mounier d'éclaircir « certains malentendus »⁷⁵ suscités par ce numéro de juin 1938.

Esprit, assure-t-il, n'a jamais mis en cause « la légitimité d'une résistance énergique aux impérialismes totalitaires »⁷⁶. Ceux qui ont contesté l'opportunité d'une politique de fermeté en Europe centrale ont adopté cette position parce qu'ils considéraient plus efficace une résistance à l'intervention italo-allemande en Espagne. Selon Mounier, les positions des personalistes ne sauraient, en aucun cas, se confondre avec celles des pacifistes inconditionnels qui, volontairement à droite, inconsciemment à gauche, frayent la voie des fascismes et de la guerre. En poursuivant après l'Anschluss et au moment de la crise sudète le procès de Versailles, *Esprit* entend retirer une arme de propagande à l'Allemagne, explique-t-il.

Désir de conciliation avec son lecteur tchécoslovaque, ou doute soudain sur la véritable nature des aspirations d'Hitler, toujours est-il que Mounier se montre désormais beaucoup plus réticent à l'égard de l'Allemagne.

« La justice », écrit-il, « que nous demandons pour le peuple allemand, nous pouvons au nom d'une justice plus large, celle de l'Europe, la refuser provisoirement à ceux qui s'en font une arme de mort. »⁷⁷

Il admet aussi que « le droit sans l'énergie n'est qu'un vain mot »⁷⁸.

CHAPITRE VIII

LA CRISE DE MUNICH

1. *Esprit* fait son autocritique

Avant d'analyser la réaction de la Revue aux événements de septembre 1938, il convient de noter les effets de la tension internationale et de la crise intérieure française sur l'évolution intellectuelle du mouvement *Esprit*.

Après l'Anschluss, nous l'avons vu, Mounier et ses amis proclament la nécessité d'une « révolution française ». L'idée d'une transformation radicale des mœurs et des institutions françaises s'impose naturellement à un large secteur de l'opinion publique au moment où la crise internationale jette une lumière crue sur le marasme intérieur et la prostration lamentable du pays.

N'oublions pas, cependant, qu'*Esprit* ressasse depuis longtemps, en fait depuis sa création, le thème de la révolution sans parvenir à dégager les options politiques concrètes du bouleversement qu'il appelle de ses vœux. Les variations des personnalistes sur ce thème ne sont-elles pas, à la longue, le reflet de l'impuissance du mouvement qu'ils ont animé ? Que sont devenues les ambitions révolutionnaires proclamées par *Esprit* au début des années 1930 ? Pour un mouvement qui se proposait de transformer la société et la vie politique françaises, la crise actuelle ne met-elle pas en évidence son absence d'influence réelle ? Certes, comme le souligne fièrement Mounier, le vocabulaire personnaliste s'est égrené dans différents courants de pensée ¹ mais n'est-ce pas avant tout la preuve de son ambiguïté, voire même de son insignifiance ?

Force est de reconnaître aujourd'hui que les exigences révolutionnaires du mouvement *Esprit* ont largement dépassé son engagement réel. Ce hiatus apparaît d'autant plus gênant que les mots « action » et « engagement » ont pris, avec celui de « révolution », une place privilégiée dans le vocabulaire de la Revue. Le mouvement ressemble donc toujours davantage à une communauté de penseurs idéalistes dont le langage révolutionnaire traduit moins la volonté d'emprise sur le réel qu'une effervescence intellectuelle qui jaillit d'expressions fortes ou d'affirmations tranchées. Mounier personnifie bien cette résistance d'*Esprit* aux exigences de l'engagement politique. Comme nous l'avons remarqué, au seuil de l'action, il hésite et, pour compenser cette attitude incertaine, il se complaît dans un vocabulaire qui

évoque l'énergie, la création, le mouvement; il affectionne les images de croissance empruntées à la nature, à la biologie, les métaphores du langage militaire ou révolutionnaire.

L'année 1938, et les angoisses qu'elle entraîne dans son sillon, provoque donc un malaise au sein du mouvement *Esprit* car elle met en évidence le caractère un peu imaginaire de l'engagement personnaliste et fait prendre conscience à certains rédacteurs de la Revue qu'il est désormais nécessaire, pour devenir authentique, de surmonter dans les faits cette distinction idéaliste tant déniée entre la pensée et l'action.

Cette prise de conscience, Lacroix l'exprime bien. En juillet 1938, à l'avant-veille de la crise de Munich, il se penche sur la « situation de la France »² et aborde aussi de front le problème de l'engagement personnaliste.

Examinons tout d'abord sa vision de la France prostrée, qui mérite beaucoup d'attention parce qu'elle laisse paraître l'espèce de panique qui saisit certains intellectuels français devant la léthargie de leur pays, comme s'ils pressentaient le drame prochain; et aussi parce qu'elle anticipe certaines réactions qui verront le jour après la défaite.

Pour Lacroix, la France se trouve désormais confrontée à trois voies possibles. La première serait la poursuite de l'actuel état de choses. Perspective tragique certes, mais qui n'est pourtant pas impossible. Ce serait l'enlèvement médiocre d'une France radicale, celle des Français moyens « rouspéteurs et petits-bourgeois ».

« Si cette solution l'emporte on assistera à une lente déchéance des esprits et des cœurs. Toute vie spirituelle s'écartera de plus en plus des choses politiques vouées aux « brigands irresponsables » et des clercs, religieux ou philosophes, sauvegarderont leur âme loin de toute impureté et de toute souillure, tandis que la nation française se désagrègera toujours davantage. »³

Autre voie possible: l'émeute. Elle non plus ne changerait rien car cette manifestation d'écœurement, cette réaction rageuse aboutirait, tout au plus, à un gouvernement d'ordre moral.

La troisième solution, la seule valable selon Lacroix, c'est la révolution. Mais le pays en est-il encore capable? On peut bien en douter car les Français semblent avoir perdu le sens de leur vocation et n'éprouvent plus qu'un immense dégoût de leur régime. Les personnalistes devraient néanmoins tout mettre en œuvre pour insuffler au peuple un état d'esprit révolutionnaire. Ils devraient aussi élaborer la véritable doctrine d'une révolution nationale qui serait « reprise de conscience par les couches les plus profondes du pays de sa tradition authentique et de sa vocation essentielle »⁴.

On retrouve ici l'idée péguyste, si chère aux personnalistes, d'une révolution qui sera ressourcement du passé, réaffirmation d'une tradition instinctive essentielle, remontée d'une sève purificatrice, restauration d'une vocation personnelle à la France. Et, pour notre auteur, cette révolution conduite par les personnalistes surgira du pays intact, c'est-à-dire du peuple pur, celui qui n'a pas été contaminé par les politiciens et les idéologues.

Les libéraux, les conservateurs ou les réactionnaires, tout comme la gauche « politisée, embourgeoisée ou pourrie »⁵ que constituent les socialistes et les radicaux, bref l'ensemble du milieu dirigeant français est perdu

pour la grande œuvre nécessaire d'une révolution nationale. Seules demeurent les masses ouvrières intactes, c'est-à-dire celles qui ont été formées par une vieille éducation syndicale française et qui sont restées à l'abri du parti communiste ou qui n'ont pas été débilitées par la discipline de ce mouvement politique ou perverties par ses chefs.

Or c'est au cœur de ce peuple encore révolutionnaire que les personnalistes doivent s'engager afin d'accomplir la transformation de la France. Pour Lacroix, les personnalistes n'ont pas à faire alliance avec les communistes ou à leur tendre la main, bien au contraire. Mais, s'il est indispensable de durcir et d'approfondir la critique de cette idéologie pernicieuse, il faut aussi

« pénétrer la masse communiste, agir sur elle et par elle, l'aider en somme à se détacher du communisme et à retrouver l'authentique tradition révolutionnaire française ». ⁶

Pour cela, il ne s'agit pas non plus d'agir à l'intérieur du parti communiste, car la constitution totalitaire de ce mouvement l'interdirait et la revue *Esprit* « n'a pas à donner des consignes, mais à diriger l'attention de ceux qui mûrissent une action » ⁷. Lacroix songe à une action de conversions individuelles au sein des troupes syndicalistes ou communistes. Par leur rayonnement dans ces milieux, les personnalistes pourraient greffer leur inspiration en terre révolutionnaire.

Et si les personnalistes venaient à échouer ? Si l'intelligence du spirituel ne l'emportait pas ? Dans ses conclusions, Lacroix laisse bien paraître l'angoisse de l'échec possible.

« Le monde est en train de faire table rase : à une intelligence qui a refusé la vie répond chaque jour davantage une vie qui refuse l'intelligence. Parfois je me demande avec angoisse si nous ne serons pas, nous aussi, forcés d'en passer par là. Dans nos pseudo-démocraties triomphent l'impuissance et le pharisaïsme. En un sens c'est pire que le cynisme des états totalitaires, car il vaut mieux nier la pensée que la pervertir ou la dévitaliser. Peut-être devons-nous traverser je ne sais quelle période de violence pure et comme une mort de l'esprit qui permettra plus tard, beaucoup plus tard, une renaissance. En France une dernière chance nous reste. L'esprit opère un magnifique effort pour se reconquérir. Mais il ne peut créer de rien ses conditions d'efficacité. Il lui faut en quelque sorte se greffer sur ce qui est, le redresser, le développer et l'épanouir; pour avoir trop laissé aller les choses temporelles il ne pourra le faire sans souffrances ni souillures. Peut-être d'ailleurs est-ce là son châtiment ? » ⁸

Cette angoisse de Lacroix surgit, non seulement d'une appréhension de la situation réelle de la France, mais aussi, on peut le penser, d'une problématique plus personnelle. Car, au fond, son analyse de la vie française s'articule autour de thèmes personnalistes connus: c'est l'esprit pur, celui qu'incarnent les animateurs du mouvement *Esprit*, qui doit féconder la France en « pénétrant » (terme qui revient plusieurs fois) ses masses révolutionnaires, en inspirant son peuple qui n'a pas été souillé par les mauvais politiciens. On retrouve surtout un sentiment qui apparaît avec toujours plus de force dans les prises de position personnalistes: l'angoisse d'un déracinement, le sentiment très profond d'un divorce, chez lui et chez ses amis,

entre la pensée et l'action. Notre esprit est pur, semble-t-il avouer, mais il n'a pas de corps. Comme il l'admet explicitement:

« Le divorce est angoissant — chaque jour plus angoissant — entre la vie spirituelle de la France et sa vie politique, entre notre vie spirituelle et notre vie (ou notre absence de vie politique). »

Et puis il ajoute:

« (...) Certains types d'éducation, dont il faudra bien un jour entreprendre le procès, ont tué chez les plus purs et les meilleurs des jeunes — surtout chez les chrétiens — cette forme d'imagination proprement politique. (...) Ici comme ailleurs — plus qu'ailleurs — le moralisme bourgeois et la religiosité sentimentale ont provoqué le divorce entre la parole et l'action, et par là même la duplicité et l'hypocrisie. Nous refusons ce pharisaïsme pseudo-démocratique; mais nous ne savons guère le refuser qu'en abandonnant la politique. »⁹

Hélas, ce divorce apparaît confirmé par sa prise de position même, puisqu'il recommande à ses camarades d'inspirer ceux qui s'engagent politiquement et refuse d'agir autrement que par l'esprit.

La Revue présente dans la livraison d'octobre 1938 les principaux rapports du Congrès personnaliste qui s'est tenu en juillet dans le bourg de Jouy-en-Josas et dont le thème fut précisément « *Esprit* et l'action politique »¹⁰. Ces rapports, ceux de Mounier et de Rivier notamment, constituent une critique sévère de l'attitude passée du mouvement *Esprit*.

Mounier ne cache pas ses doutes sur la réalité de l'action personnaliste et interroge ses auditeurs avec une lucidité qui ne manque pas de courage:

« Ni doctrinaires ni moralistes », écrivions-nous en tête du *Manifeste*. Sommes-nous bien sûrs de ne jamais réagir sur les problèmes politiques en doctrinaires ou en moralistes, voire simplement en esprits mal fixés qui cherchent le bon vent ? »¹¹

Il examine alors les causes des faiblesses de son mouvement. Le personnalisme, admet-il, s'est laissé envahir par plusieurs courants de pensée dont la caractéristique commune était l'hostilité à la politique, ce qu'il appelle d'un vilain néologisme l'« antipolitisme »¹². Ainsi, le mouvement *Esprit* a très souvent partagé la réaction « antipolitique » des milieux anarchisants de tradition proudhonienne telle que l'exprime *L'Ordre Nouveau*, *La Flèche* ou un homme comme G. Valois. Il s'est également reconnu dans l'anti-étatisme de certains milieux chrétiens. Il fut en harmonie, par ailleurs, avec les réactions négatives d'un Victor Serge s'opposant au pharisaïsme des communistes, avec le non-conformisme d'un Galtier-Boissière s'insurgeant contre le bourrage de crâne, avec les révoltes d'Emery contre les trahisons politiques de la gauche.

Ces réactions négatives à l'égard de la politique ont été fondamentalement saines; elles constituaient le passage nécessaire d'une pensée pure et d'une action féconde. Aujourd'hui, toutefois, elles doivent être dépassées, afin que le mouvement personnaliste intègre la réalité et mûrisse un engagement authentique. Car si la protestation de tempérament des mouvements non conformistes, du mouvement *Esprit* en particulier, constituait un témoignage de valeur au début des années 1930, elle apparaît désormais stérile face à la puissance massive des fascistes ou l'organisation méticuleuse et froide des communistes. Un raidissement dans une réaction essentiellement

négative à l'égard de la politique ou l'affirmation hors de propos de convictions non conformistes trahissent une attitude rêveuse et idéaliste.

Faisant preuve d'une grande clairvoyance, Mounier discerne dans le refus rigide et outré de tout compromis avec la politique les traces d'un comportement infantile:

« Lénine parlait avec une grande justesse de langage de maladies infantiles de la politique. Croire que l'on fonde une action sur une première réaction, toujours violemment négative, désordonnée, primaire, c'est soumettre l'action à une régression bien connue des psychologues: la fixation infantile d'une tendance qui ne mûrit pas et s'exaspère. De l'anarchisme et de certaines formes de négativisme politique, Garcia dit dans *L'Espoir* qu'ils ne sont que de mauvais souvenirs d'enfance. L'Etat est une catégorie d'adultes. De même un scepticisme, en soi fort sain, sur les limites du politique ou certain dégoût de ses basses œuvres, quand ils tournent à l'obsession, laissent affleurer toute proche une sensibilité figée dans les rêves de l'adolescence et dans cette sorte de sublimation puérile des problèmes humains qu'on fait prendre trop souvent au jeune homme pour spiritualité. Il est significatif que cette forme exaspérée de dégoût du politique, réaction très généralement féminine devant une certaine trivialité virile, soit aussi le produit d'une éducation plus ou moins dévirilisante, ou, pour généraliser, puérilisante. »¹³

Mounier admet, d'autre part, que les personnalistes d'*Esprit* ont cédé à la tentation d'une pensée abstraite, trop cloisonnée dans la rigueur de sa pureté doctrinale. Dans ses premières années, explique-t-il, *Esprit* cherchait à définir les prolégomènes de toute politique future et caressait l'ambition qui fut celle de Descartes en philosophie: tout reconstruire en faisant table rase des convictions établies. Mounier convient qu'aucune pensée ne peut vivre coupée de l'action qui l'enracine. Selon lui, l'expérience récente a prouvé que l'influence de son mouvement s'est affermie dans la mesure où il prenait des engagements créateurs. Pour illustrer son propos, il rappelle l'impact de sa polémique personnelle avec le général Castelnau et ses prises de position sur la guerre d'Espagne.

Enfin, cherchant toujours les causes qui ont pu inhiber l'engagement d'*Esprit*, il reconnaît que les personnalistes, à l'instar de nombreux chrétiens, ont tendance à penser la politique en moralistes. Il définit en ces termes cette propension moralisatrice:

« Les attitudes politiques sont directement dérivées des attitudes morales, par des voies plus sentimentales que rationnelles. (...) Non seulement l'intrusion à tout propos d'une affectivité débordante vient à chaque instant submerger la réflexion précise, l'acte incisif, mais cette affectivité elle-même a le principal défaut d'être terriblement sommaire. (...) Les données précises, la proportion de fatalité et de liberté, qui doivent être mesurées pour l'action, les paradoxes vitaux, les imprévus de l'événement, tout cet exercice d'expérience qui rend la pensée politique sagace est noyé sous le flux des grands sentiments et des idées élevées. »¹⁴

Durant le même congrès de Jouy-en-Josas, André Rivier¹⁵ va mettre en évidence une faiblesse intrinsèque du mouvement *Esprit* qui n'est pas étrangère à l'influence de Mounier sur le personnalisme¹⁶. Nous avons déjà souligné que, sous l'empreinte de ce dernier, le thème de la révolution avait pris une place essentielle dans ce courant de pensée.

Le mot « révolution » est d'un usage fréquent dans les années 1930. Tirailé en tout sens, il irradie de son auréole mythique des courants de

pensée fort disparates mais qui s'accordent dans une volonté de rupture avec les désordres de la cité engendrés par les crises économiques, sociales et politiques de ces années d'entre-deux guerres.

Dans la pensée de Mounier, on le sait, le thème de la révolution correspond à l'exigence chrétienne d'une purification intérieure et d'une transformation personnelle, transformation qui, par contre-coup, doit engendrer une société nouvelle. L'action révolutionnaire personnaliste, telle qu'il l'a définie en particulier dans « Pour une technique des moyens spirituels », ne se situe donc pas immédiatement sur le plan politique et social.

Analysant les carences du mouvement, André Rivier admet que cette « technique des moyens spirituels » fut l'occasion d'un malentendu regrettable car elle suggéra aux personnalistes l'idée que leur engagement révolutionnaire ne pouvait avoir aucune incidence politique ou sociale. Or, selon Rivier, la révolution préconisée par *Esprit* ne saurait se fonder seulement sur un sentiment de mauvaise conscience et un besoin de purification personnels; elle ne pourrait se contenter du seul témoignage individuel de ceux qui adhèrent aux exigences du personnalisme, car elle vise aussi à un changement radical des structures politiques et sociales de la cité. Malheureusement, reconnaît-il, les adhérents du mouvement *Esprit* se sont le plus souvent dérobés aux impératifs de cette dernière tâche en refusant les conditions d'un véritable engagement politique.

Cherchant à analyser les fondements de cette attitude, il admet que certains personnalistes sont rebutés et blessés par l'action collective qui implique par définition une organisation rigide et méticuleuse et le recours aux moyens de force. Alors, par crainte d'être imbriqués dans un mouvement insensible aux nuances et aux bonnes intentions, ils se réfugient dans la seule pratique du témoignage individuel sans incidence sur la réalité sociale et glissent peu à peu dans les travers de l'idéalisme si souvent décrié par *Esprit*.

Rivier dénonce aussi les dispositions psychologiques de ceux qui manifestent au sein du mouvement *Esprit* une indifférence à toute réussite, indifférence qui peut exprimer un goût morbide de l'insuccès pour l'insuccès.

« Les hommes dont je parle », écrit-il, « (...) désespèrent du monde, de sorte que l'action qu'ils engagent malgré tout en son sein, ils sont persuadés en secret qu'elle ne peut conduire qu'à l'échec ou à la mort. A la limite, ils pratiquent un détachement total quant à l'étude des conditions d'efficacité, l'efficacité dernière étant inaccessible, et une acceptation presque avide de l'échec, de la souffrance, de la mort, où ils cherchent une raison de vivre et d'agir que la vie et l'action sont incapables de leur procurer. »¹⁷

Il prévient donc ses amis contre cette tentation du martyre qui n'est autre qu'un résidu idéologique de la religion chrétienne. Celui qui ne se sent pas concerné par l'efficacité de son action, sous prétexte qu'il s'engage au nom de l'esprit, se désolidarise bel et bien de la communauté à laquelle il appartient; il trahit à sa manière la cause dont il se réclame. Les valeurs spirituelles ne sont pas toutes-puissantes. Il ne suffit donc pas de les exprimer pour qu'elles transforment le monde comme par miracle.

En conclusion de ce jugement critique, Rivier affirme que les personnalistes qui, sous prétexte d'engagement pur, se réfugient dans les sphères confortables de la spéculation intellectuelle et de la réflexion critique, ne

font qu'échapper à la nécessité de l'action politique. Il rappelle cette sentence de Malraux tirée de *l'Espoir* :

« L'action ne se pense qu'en termes d'actions. Il n'y a de pensée politique que dans la comparaison d'une chose concrète avec une autre chose concrète, d'une possibilité avec une autre possibilité. »¹⁸

Les personnalistes devront désormais s'efforcer d'agir sur le destin de la société dans son ensemble et, pour atteindre ce but, se soumettre aux exigences d'une analyse rigoureuse de la réalité sociale et intégrer une forme d'action collective.

Au congrès de Jouy-en-Josas, Mounier et Rivier manifestent une intuition singulièrement juste de l'impuissance du mouvement *Esprit* et leurs critiques sévères, courageuses et lucides de l'attitude personnaliste à l'égard de la politique paraissent garantir l'authenticité des résolutions qu'ils prennent en faveur d'un engagement plus réel.

Cependant l'effort entrepris pour intégrer la réalité, et qui se développera dans un proche avenir, apparaît d'emblée voué à l'échec, car l'inhibition dont souffrent les personnalistes trouve son origine dans une sphère psychologique laissée intacte par ces rapports autocritiques.

Mounier, dont l'influence au sein du mouvement est plus que jamais prépondérante, n'est pas étranger à ce que l'on pourrait considérer comme une impuissance congénitale du mouvement personnaliste; et l'autocritique à laquelle il procède en 1938 n'est que repentir velléitaire qui s'inscrit dans une longue pratique de l'examen de conscience. Ainsi, par exemple, au début de chaque automne, en octobre, au moment où s'ouvre une nouvelle année pour *Esprit*, Mounier dresse un bilan du passé et confesse les carences de son mouvement. Ces repentirs successifs vont de pair avec le sentiment de culpabilité qui fonde son exigence révolutionnaire et suggèrent, chaque fois, une rupture avec les fautes du passé; ils rendent possible la prise de résolutions toujours nouvelles et transmettent au lecteur l'impression de participer à un mouvement pur, authentique et inébranlable dans sa quête de vérité.

La critique que Mounier adresse à son mouvement constitue donc en soi une sorte d'exorcisme: les fautes qu'il vient de dénoncer appartiennent désormais au passé. Et en l'occurrence, il ne manque pas d'insinuer que les attitudes qui ont pu miner l'action du mouvement personnaliste relèvent d'un temps révolu. Par ailleurs, son examen de conscience est loin d'être absolu. Il se débarrasse volontiers des faiblesses de son personnalisme en les projetant sur des courants de pensée voisins ou plus précisément sur les hommes qui les animent, tels Bergery, Galtier-Boissière ou Victor Serge. C'est ainsi qu'il écrit, usant d'une clairvoyance qui ne risque plus d'atteindre *Esprit*: « Tout le talent de Bergery, d'un faisceau de négations, ne peut faire une affirmation »¹⁹. De la même manière, il projette sur d'autres l'attitude affective de ceux qui pensent la politique en moralistes:

« Dans la mesure où nous en sommes intacts ou délivrés », écrit-il en évoquant ce goût du moralisme, « les milieux démocrates chrétiens nous reprochent une âpreté qui n'est peut-être que l'aspect viril des vertus qu'ils défendent. »²⁰

De surcroît, il s'efforce constamment d'atténuer la portée de son jugement critique. Par exemple, après avoir dénoncé l'« antipolitisme » comme une tentation du personnalisme, il nuance son jugement:

« Le rejeter sans discernement, c'est éliminer avec lui une de nos seules forces intactes. Plutôt l'intégrer et le mûrir. » ²¹

Enfin, il se disculpe en incriminant à plusieurs reprises l'éducation qu'il a reçue de ses aînés. L'idée est importante car elle réapparaîtra souvent dans les mois à venir et fera germer bientôt un projet de centre éducatif pour jeunes adolescents, puis incitera Mounier à collaborer aux mouvements de jeunesse instaurés par le gouvernement de Vichy.

Cette critique de l'éducation du passé n'est pas seulement le fait de Mounier. Quelques semaines avant le Congrès de Jouy-en-Josas, Jean Lacroix avait mis sur le compte de l'éducation l'absence de création et d'engagement politique de sa génération. Mounier cite ce jugement dans son rapport et précise lui-même :

« ... Nous avons pendant vingt ou vingt-cinq ans, plus pour certains, été formés par l'esprit que nous rejetons, par la culture libérale, par la sensibilité évasive du XIX^e siècle, et (...) ces séductions assimilées à notre chair risquent à chaque instant de nous ressaisir. » ²²

Cette mauvaise éducation, héritage du passé, n'est-elle pas aussi responsable de l'absence de cohérence du personnelisme ? En exergue des rapports de Jouy-en-Josas publiés dans la Revue, Mounier avait annoncé :

« On a pu jusqu'ici nous reprocher de donner surtout une charte de pensée : voici une charte d'action ; on verra que les deux chartes sont organiquement solidaires, depuis l'attitude intérieure jusqu'au détail tactique. » ²³

Hélas, une fois encore, l'emphase couvre le fossé qui sépare le rêve de la réalité, car les faiblesses du mouvement *Esprit*, celles-là même dont Mounier fait l'aveu, apparaissent liées autant à son défaut de pensée structurée qu'à son impuissance devant l'action. En effet, l'hostilité manifestée par les personnelistes à l'égard de la politique, leur tendance à substituer une affectivité débridée au jugement clair et précis, leur outrance doctrinaire décollée des conditions du réel sont autant d'expressions d'une pensée désordonnée et d'une émotivité trop vive. Mounier lui-même, au fil de son exposé, ne fait pas mystère de son absence de convictions politiques précises et du foisonnement d'aspirations que la Revue héberge. ²⁴

C'est la raison pour laquelle il relance aujourd'hui le thème de la « III^e force », qui trahit avant tout son incertitude doctrinale. Cette notion vague qu'il invoque comme une « idée directrice » ou un « mythe » ²⁵ reflète le flottement doctrinal d'une pensée qui se cherche. Cette idée inexprimable, évanescence et désincarnée, exprime aussi son impérissable besoin de pureté et son refus concomitant d'appréhender le monde réel. Ainsi formulée, l'inspiration politique du mouvement *Esprit* se dérobe à toute expression rationnelle et apparaît toujours informe et transcendante. En fait, la confusion de ses aspirations conscientes, son verbalisme impénitent, vont de pair avec une incapacité d'engagement authentique, car la crainte mêlée de répulsion à l'égard de la réalité désintègre sa pensée en une succession de réactions affectives et irrationnelles. Mais cette position intellectuelle n'est-elle pas l'expression même de cette « fixation infantile d'une tendance qui ne mûrit pas et s'exaspère », la manifestation même d'« une sensibilité figée dans les rêves de l'adolescence » que Mounier semblait pressentir dans son mouvement personneliste ? ²⁶

Dans son rapport de Jouy-en-Josas, Mounier traduit son désir d'engagement en affirmant la nécessité de donner un « corps » aux idées et aux aspirations d'*Esprit* ²⁷. Sa volonté d'action pourrait donc s'interpréter comme un besoin personnel de croissance et de maturité ²⁸. Il est en effet significatif que dans sa prise de position sur le problème de l'engagement du mouvement *Esprit* apparaisse constamment un ensemble de mots suggérant l'idée de création, tels « naissance », « fécond », « vital », « vivant », « organique », « poussée créatrice » et surtout « créateur » ²⁹.

S'il cherche à donner un « corps » aux aspirations personalistes, il rejette pourtant l'idée de former un parti ou un mouvement politique dépendant d'*Esprit*. Les hommes réunis autour de la Revue, assure-t-il, se sont assignés premièrement une tâche de réflexion et de rayonnement *personnel*; ils seraient donc bien incapables de conduire une action politique.

« Un mouvement politique neuf ne peut naître que de chefs qui se révèlent et le prennent en main. Or personne parmi nous à notre connaissance, n'a encore senti s'éveiller cette vocation. » ³⁰

Pour former un parti, rappelle-t-il d'autre part, les personalistes devraient se livrer à une propagande « massive » ³¹, donc à l'argent, et trahiraient ainsi leur vocation essentielle. Enfin, l'action politique entraînerait *Esprit* dans une série de manœuvres et impliquerait la soumission de chacun à une discipline incompatible avec les « exigences vitales de la recherche de la vérité » ³². *Esprit* a pour mission essentielle de maintenir « le foisonnement et les dialogues nécessaires à la naissance des voies difficiles d'une civilisation neuve » ³³ et cette vocation n'est pas compatible avec celle d'un parti. En fait, Mounier ne cache pas que son mouvement n'est pas « mûr » pour former un parti et il associe clairement ce thème de l'immaturité à son propre refus de créer une formation politique.

Ayant rejeté la possibilité de fonder un parti ou un mouvement politique analogue, le directeur d'*Esprit* repousse également l'idée de rejoindre avec ses amis une des formations politiques existantes. Pour justifier cette nouvelle attitude négative, il explique tout d'abord qu'*Esprit* ne pourrait adhérer à un parti sans créer un malaise au sein de celui-ci. Chaque parti, explique-t-il,

« est jaloux de son exclusivité, et ne peut tolérer une autorité extérieure, une sorte d'ultramontanisme politique qui viendrait le juger et au besoin le disloquer. » ³⁴

Mais, pour motiver son refus d'adhérer à un parti, il soulève une autre objection, qui semble contredire l'argument qu'il vient d'émettre.

« Il faut une trempe solide et une formation doctrinale et humaine éprouvée à une minorité infime, parfois à des camarades isolés pour agir sur un parti au lieu d'être agi par lui. On connaît l'influence des idées dominantes dans un milieu fermé. Autant on voit bien une milice formée, entraînée, armée de fer, se disperser dans les champs d'action les plus divers et y déployer sa force acquise, autant, au début d'un mouvement, cette dispersion de camarades encore très superficiellement pliés à des exigences neuves, risque de les voir s'assimiler au milieu qui les dominera, — la camaraderie aidant et la fidélité, ces dangereuses menaces pour l'esprit critique chez les âmes bien nées. » ³⁵

Ainsi Mounier n'envisage pas qu'*Esprit* puisse adhérer à un parti sans entrer en concurrence, voire en lutte ouverte, avec celui-ci. La relation qu'il

imagine entre *Esprit* et le parti se modèle sur celle qu'il a toujours eue avec l'autorité politique redoutée. C'est la raison pour laquelle il craint la « jalousie » du parti. Ce dernier, en effet, ne pourrait tolérer une autorité extérieure à la sienne, celle d'*Esprit*, autorité qui, investie d'une supériorité d'ordre spirituel, pourrait le « juger » ou même le « disloquer ».

En fait, de même qu'*Esprit* ne peut créer un parti politique, aucune vocation de chef, c'est-à-dire d'homme adulte, ne s'étant révélée en son sein, ainsi demeure-t-il incapable de se mesurer avec le parti dans la propre sphère d'activité politique de ce dernier.

C'est la raison pour laquelle, après avoir insinué la supériorité spirituelle d'*Esprit* à l'égard du parti, Mounier admet que son mouvement, dans la réalité, ne fait pas le poids. En face du parti, le mouvement personnaliste apparaît petit, faible, isolé et sans armes, donc impuissant. Mounier admet qu'il n'a pas la « trempe » ni la « formation humaine » et qu'il sera vaincu, à coup sûr, par les partis, ailleurs dépeints comme des « organismes vieilliss », des « machines trop usées », « trop énormes », « centralisées », « inertes »³⁶. Dans la vie politique, en fin de compte, les personnalistes ne sont que des « âmes bien nées »...

Se sentant incapable de créer une formation politique et craignant d'être menacé dans son existence en adhérant à un parti, Mounier demande néanmoins qu'*Esprit* soit assisté d'une « troupe d'épreuve » qu'il caractérise en ces termes :

« ... J'entends par là ce minimum de corps qui aura pour but immédiat, sans autres ambitions que celles que l'avenir justifiera au fur et à mesure, de donner à chaque progrès de notre réflexion politique le contrôle d'un acte. Il ne reste qu'à lui trouver une forme provisoire, se modelant sur notre incertitude actuelle et sur la structure de nos premières réalisations. »³⁷

Il affuble cet instrument d'action du nom bizarre de « voltigeur », mot qui, comme il nous l'indique, désigne selon le Littré des « soldats de petites tailles ». Il marque ainsi, non seulement son désir d'affronter la réalité politique par des voies radicalement nouvelles — il précise bien qu'il ne s'agit pas d'un mouvement politique — voire même un peu irréelles, mais aussi son sentiment d'infériorité face à la nécessité d'affronter les formations politiques majeures.

Ces « voltigeurs » se recruteront dans les groupes *Esprit* et formeront en leur sein des cellules dont la fonction serait d'étudier les problèmes politiques, d'examiner les directives qui peuvent découler des travaux de la Revue et de préparer les engagements du mouvement personnaliste ou de certains de ses éléments.

En fait ces groupes d'action ne seront jamais créés. Le seul aboutissement de ces résolutions sera la création d'une feuille politique bi-mensuelle, nommée précisément *Le Voltigeur*, et dont P.-A. Touchard prendra la direction. Ce journal, conçu comme un organe politique, permettra à de nombreux adhérents du mouvement *Esprit* de réagir à l'actualité avec plus de vivacité que ne le permettait la Revue. Il sera indépendant de cette dernière et rassemblera des hommes plus soucieux d'engagement politique véritable et dont les prises de position définiront dans l'ensemble une tendance avancée du mouvement *Esprit*, dans le domaine des relations internationales notamment.

2. La crise internationale de septembre 1938

Dès les premiers jours de septembre 1938, la tension internationale s'accroît en Europe. Hitler, de toute évidence, se prépare à une épreuve de force contre la Tchécoslovaquie. Le 12 septembre à Nuremberg, il prononce un discours d'une extrême violence contre le gouvernement de Prague, menaçant d'intervenir en Tchécoslovaquie pour y défendre les minorités allemandes « torturées ». Le jour suivant, des troubles graves éclatent dans le pays des Sudètes.

Pour prévenir la guerre, le premier ministre anglais, Neville Chamberlain, prend alors l'initiative de rencontrer Hitler. Le jour même de l'entrevue des deux hommes d'Etat, qui a lieu à Berchtesgaden, Henlein demande publiquement l'annexion des Sudètes au Reich, revendication qui est immédiatement reprise par Hitler. Chamberlain ne rejette pas cette exigence; il sollicite néanmoins un délai de réflexion lui permettant de consulter son cabinet et le gouvernement français.

Le 18 septembre, le président du Conseil Daladier et son ministre des Affaires étrangères, G. Bonnet, se rendent à Londres pour conférer avec le gouvernement britannique. Le lendemain, les deux gouvernements alliés communiquent à Prague des « propositions franco-anglaises » : dans le but de maintenir la paix, le gouvernement de M. Bénès doit céder au Reich les territoires peuplés d'au moins 50 pour 100 d'Allemands et accepter l'intervention d'une commission internationale pour fixer les nouvelles frontières de la Tchécoslovaquie. Georges Bonnet adresse ensuite un ultimatum à Prague : la France n'entend pas honorer son alliance si les propositions franco-anglaises ne sont pas acceptées par le gouvernement tchécoslovaque. Ce dernier se voit donc contraint de céder et l'on s'achemine, croit-on, vers un dénouement du conflit avec l'Allemagne.

La crise n'est toutefois pas terminée, bien au contraire. Dans la dernière semaine de septembre, au moment même où les revendications allemandes paraissent satisfaites, Hitler présente de nouvelles exigences, apparemment inacceptables pour la France et son allié britannique. La guerre semble maintenant inéluctable. C'est alors que s'ouvre à Munich, le 29 septembre, la conférence de la dernière chance entre Hitler, Mussolini, Daladier et Chamberlain, réunion qui dissipe, pour quelques mois, le spectre d'une seconde guerre mondiale.

Conçue avant cet ultime rebondissement de la crise des Sudètes, la première réaction d'*Esprit* à l'abandon de la Tchécoslovaquie par la France et l'Angleterre est publiée dans la livraison d'octobre; elle paraît donc juste au lendemain de la conférence de Munich.

Mounier donne le ton d'un jugement impitoyable sur l'attitude des gouvernements français et britannique. Dans un éditorial intitulé « Les lendemains d'une trahison »³⁸, et daté du 22 septembre — soit une semaine avant Munich — il exprime une longue révolte contre l'abandon de la Tchécoslovaquie, contre l'indignité de la France et de son régime politique.

« Depuis six ans », écrit-il, « nous attendions que la France reçut quelque blessure salutaire. L'inquiétude sociale, les déceptions européennes avaient passé sur elle sans la sortir plus longtemps que pour quelques semaines d'une sorte d'indifférence

pernicieuse. Nous pensions qu'elle était trop riche de biens et que le choc vital naîtrait un jour d'une certaine pauvreté. En mars, nous avons cru le temps venu. Mais un siècle de médiocrité n'avait pas sans résultat fait cheminer sa décomposition souterraine. Le 20 septembre 1938, l'effondrement a révélé le mal. Ce jour-là, un pays qui jouait un sursis de réputation sur saint Louis et Vincent de Paul, la chevalerie et les soldats de l'an II, sur les croisades et 48, s'est retiré le droit à son héritage, jusqu'à ce qu'il le reconquière à la force d'une nouvelle histoire. Quand des hommes, un régime, un pays qui se sont faits pendant vingt ans les champions de la parole donnée et du droit des petites nations, renient leur signature avec préméditation, et en vingt-quatre heures, avec une sorte de hâte irritée qui sent le crime crapuleux, bousculent leur protégée vers le suicide, comment ne pas parler de déshonneur ? »³⁹

Les responsables ? Ils sont nombreux et jamais Mounier ne s'est acharné avec tant de hargne contre les auteurs d'une politique :

« Au premier plan, trois hommes. L'homme du *sept* février, le lâcheur des lendemains de catastrophes, ce taciturne à la bouche molle que des amateurs physiologistes ont pris pour un chef. A côté de lui, on ne sait quel sinistre entrepreneur des pompes funèbres, qui suivait sans doute ces messieurs pour les formalités. Le troisième faisait jusqu'ici dans le Machiavel doucereux et distrair ; on ne savait guère autre chose de lui sinon qu'en deux ans ses renseignements ne lui avaient pas permis de se faire une opinion sur les bruits d'intervention étrangère et de bombardement de villes ouvertes en Espagne. (...) »

Ces trois hommes, et d'autres. Poincaré et Laval, Tardieu et Barthou, un peu en arrière : la paix que les autres nous ménagent à l'instant n'est que l'avorton chancelant de la guerre que ceux-là nous préparaient. Mais ne nous abusons pas à croire qu'un sort malheureux, contrairement à la plaisanterie connue, a justement donné à la France, aux moments critiques, les hommes qu'elle ne méritait pas. Un régime ne produit pas avec une telle constance, de la droite à la gauche, des hommes qui répugneraient à son être réel. Sur la démission de mardi pèse un siècle de courages. Talleyrand et Louis-Philippe, Boulanger et La Roque, à côté des Gambetta, à côté des Malvy, et des quarante nains qui en cent ans défirent la Troisième République. Nous avons oublié, sous ses apparences honnêtes, le baptême de cette singulière démocratie : ce petit homme à lunettes qui chargea les épiciers débonnaires et les dames vertueuses d'égorger dix mille parisiens et les premières libertés françaises. Il était évidemment réservé au Parti radical-socialiste, le parti des préfets et des bourgeois incrédules, de nous rappeler qu'une histoire qui commence avec le massacre des innocents finit avec Ponce-Pilate. Il lui appartenait de condenser en une journée historique la trouille de quatre générations de petits bourgeois, leur mépris du faible, leur indifférence au malheur d'autrui, leur perfidie morose, leur platitude devant la force, leur jemenfoutisme généralisé, pour en faire la Grande journée de leurs annales.

Il faut aller plus loin encore que le régime. Si réellement distinct soit-il du pays profond aussi bien que d'une démocratie sincère, il n'a pas laissé le pays intact. Si nos gouvernants ont choisi une paix ignominieuse, ce n'est pas seulement parce qu'eux-mêmes manquaient de foi et d'autorité. C'est parce qu'au même moment, démoralisés par le même mal, les rues et les villages de France grouillaient d'hommes suant de peur, que n'intéressaient ni la justice des Sudètes, ni la justice des Tchèques, ni l'Allemagne, ni l'Europe, ni la France, encore moins l'innocence de la France et même pas l'injustice de la guerre, mais une seule chose : un moratoire de tranquillité. (...) Une bourgeoisie désemparée qui n'a plus d'ardeur qu'à se défendre contre ses terreurs et redoute de toute aventure l'écroulement de son privilège, un petit peuple étourdi d'alcools qui pense à ses économies : on ne nous fera pas croire que c'étaient là des hommes qui ne voulaient pas tuer ; c'étaient bien

plus simplement des hommes qui ne voulaient pas se battre. (...) Ils s'étonnent : « Que nous veut-on ? Nous ne réclamons rien, si ce n'est la sécurité de nos frontières, rien que de continuer à vivre, toucher des rentes, aller au cinéma, coucher et vivre sur notre réputation. » Ils voient la France comme une sorte de zone morte qui pourrait rester fixe quand tourbillonneraient autour les civilisations. » ⁴⁰

L'indignation et la honte soulèvent le Mounier des grands jours et son éditorial brûlant de colère et de mépris méritait bien d'être longuement cité comme l'exemple d'une de ses critiques politiques admirables. Rarement, il n'est apparu plus incisif, plus caustique. Rarement, il a mieux joué avec le reflet des métaphores cruelles et amusantes pour amplifier l'écho de son indignation. Incontestablement, le jugement moral ainsi porté à l'encontre des dirigeants est sans appel.

Une fois encore, à l'occasion d'une crise internationale provoquée par l'Allemagne, le directeur d'*Esprit* se retourne contre la France et l'accable sans merci. A juste titre, il considère les pressions exercées par la France et son allié britannique sur la Tchécoslovaquie comme une « trahison », mais de ces manœuvres diplomatiques honteuses, il est fort peu question dans ce réquisitoire scandalisé. La journée du 20 septembre, explique-t-il, a révélé un mal beaucoup plus profond; elle a dévoilé au grand jour la perversion radicale de la France qu'il présentait et annonçait de longue date. Indigné, il n'en laisse pas moins paraître la joie sourde du triomphe, la satisfaction profonde du juste récompensé de sa vertu intransigeante et prophétique.

Quelques mois plus tôt, au moment de l'Anschluss, Mounier avait déjà stigmatisé la léthargie spirituelle de son pays. Aujourd'hui, sa révolte contre la politique franco-anglaise se transmue en contestation globale, non seulement de la diplomatie poursuivie par les différents gouvernements français depuis la paix de Versailles, mais de tout un régime, mieux encore, d'un siècle d'histoire nationale. Son emportement charrie l'incohérence. Au fil des anathèmes, la logique s'étirole : il n'y a plus de relations historiques possible entre Talleyrand, Boulanger, La Rocque et Malvy, encore moins entre les fautes commises par ces hommes du passé et celles des responsables de la diplomatie française en 1938.

Ce réquisitoire contre la France et ses politiciens s'articule autour de quelques thèmes qui nous sont désormais familiers. On retrouve, tout d'abord, l'indignation de Mounier contre une France qui se vautre dans l'indifférence de son bien-être. Il n'évoque plus Marion Delorme et ses amants comme au moment de l'Anschluss, mais l'idée est sous-jacente : une nation d'un héritage spirituel prestigieux s'est laissé contaminer par l'esprit de jouissance, s'est abandonnée, légère, au tropisme d'un contentement élémentaire.

Ses malheurs sont le salaire de ses péchés ! Ses malheurs sont salutaires ! Car Mounier ne dissimule pas avoir attendu que la France soit punie, afin qu'au travers d'une commotion nécessaire elle prenne conscience de son mal, fasse pénitence et renaisse purifiée. Comme il l'a toujours pensé, la souffrance, l'appauvrissement surtout, sont le passage nécessaire vers une nouvelle grâce. On reconnaît, projetées sur la France, les exigences prioritaires de la révolution personnaliste.

Par ailleurs, le directeur d'*Esprit* exprime à vif les sentiments qui fondent

sa contestation de l'autorité. En effet, le thème de l'enfant pur mystifié par le monde adulte réapparaît en filigrane dans ce long réquisitoire contre les dirigeants français, comme si la félonie de ces hommes d'Etat faisait resurgir en lui le sentiment de sa propre désillusion affective, de la déception inéluctable qu'il dut éprouver jadis en voyant se dissiper l'image idéale de son père. En exergue de son éditorial, il place deux versets bibliques qui font allusion aux scribes, aux pharisiens et à Ponce Pilate, ces autorités falotes et indignes qu'a dénoncées le Fils de Dieu. Dans l'un de ces versets on peut lire : « ... Au dehors vous paraissez justes aux hommes, mais au dedans vous êtes remplis d'hypocrisie et d'iniquité. (Matt. 23, 1-30). »⁴¹ Car la crise des Sudètes a dévoilé la duplicité des tenants de l'autorité. Grâce à elle, ceux qui se paraient de la vertu et jouissaient d'une réputation d'emprunt ont été mis à nu. Le 20 septembre, en effet, le masque est définitivement tombé et, derrière les apparences trompeuses, le mal est apparu. D'un coup, l'histoire s'est révélée mystificatrice, les figures du passé odieusement ambiguës. Idéal factice, le pays légal était pourri jusque dans ses soubassements.

Par ailleurs, son éditorial constitue moins la critique d'une diplomatie que la détraction des auteurs de cette politique : Daladier, Bonnet et Chamberlain, qu'il ne prend même pas la peine de nommer, sont successivement tournés en dérision, anéantis sous un flot de sarcasmes et d'ironie cinglante. C'est bien en tant que créateurs indignes qu'il attaque ensuite leurs prédécesseurs et les figures politiques du passé : il définit la paix du 20 septembre comme « l'avorton chancieux » de la guerre préparée contre l'Allemagne par Poincaré, Laval, Tardieu et Barthou, tandis qu'il fait allusion au fondateur de la III^e République, M. Thiers, en rappelant qu'il présida au « baptême » de cette République en réprimant, de manière sanglante, les « premières libertés françaises », comme si l'autorité des hommes d'Etat français devait toujours être associée par Mounier à une image terrifiante. En fait, cette « histoire qui commence avec un massacre des innocents et finit avec Ponce Pilate », n'était-elle pas celle du Fils de l'Homme auquel il s'identifie inconsciemment ?

Le mépris dont il fait preuve à l'égard du gouvernement, l'indignation outrée avec laquelle il dénonce les hommes du passé et leur génération, confondus dans un même dénigrement, manifestent à nouveau son désir de rabaisser la puissance des hommes politiques pour se conférer la véritable autorité, l'autorité d'un cœur infaillible et pur. En dénonçant les vices de la politique et de ses représentants, Mounier affirme toujours sa propre innocence. Ainsi, dans cette révolte contre les dirigeants français, il inverse les rôles et s'investit de l'autorité véritable. C'est la raison pour laquelle il évoque la personne du fondateur de la III^e République comme celle d'un « petit homme » et qualifie les successeurs de Thiers comme les « quarante nains » qui démantelèrent le régime. Or, si l'autorité politique est déchue, si le passé est mort, sans héritage, il est nécessaire de régénérer par la base, de reconstruire l'histoire, en somme de reprendre l'immense projet qu'il annonçait dès le premier numéro d'*Esprit* : « refaire la Renaissance », c'est-à-dire recréer soi-même un nouveau monde.

Dans son réquisitoire, Mounier n'accable pas seulement les chefs de la III^e République, il incrimine l'ensemble des Français. Selon lui, le régime a

tout corrompu; il a développé le « mal » jusque dans les profondeurs du pays, atteignant le peuple, désormais contaminé. Or, ainsi que nous l'avons démontré, le peuple symbolise dans la pensée personnaliste, chez Mounier en particulier, la pureté et l'innocence de l'enfance. Admettre la culpabilité du peuple constitue pour Mounier une manière détournée de reconnaître sa propre participation au mal qu'il dénonce. Cette culpabilité, pourtant, il ne parvient pas à l'assumer et l'attribue à ses concitoyens, leur reprochant, notamment, une peur incoercible de la guerre. Certes, l'angoisse de la guerre n'épargne personne dans ces journées dramatiques de septembre, mais le directeur d'*Esprit* moins que quiconque. Il flétrit, néanmoins, avec insistance un sentiment que l'on pourrait qualifier, en l'occurrence, de légitime, en rappelant la « trouille de quatre générations de petits bourgeois », puis ces hommes qui suent la peur, cette bourgeoisie qui ne songe qu'à « se défendre contre ses terreurs » et enfin ces hommes qui ne « veulent pas se battre ». En se révoltant ainsi contre la peur des Français d'affronter Hitler, il se débarrasse de ses propres sentiments de crainte qu'il projette sur autrui ⁴². Cette angoisse n'est peut-être pas seulement liée aux sentiments conscients que lui inspire la guerre éventuelle, mais traduit probablement, de manière plus profonde, l'inquiétude inconsciente que lui causent ses propres sentiments de révolte contre l'autorité bafouée.

Aussitôt après avoir désigné les responsables de la démission française, le directeur d'*Esprit* se lance dans une longue interprétation justificative des prises de position antérieures de la Revue à l'égard de la crise tchécoslovaque pour se soustraire une nouvelle fois, mais d'une autre manière, à la culpabilité qu'il dénonce chez les autres. L'entreprise est laborieuse. *Esprit* n'a-t-il pas obstinément défendu, même après l'Anschluss, les thèses de l'apaisement à l'égard de l'Allemagne hitlérienne ? Mounier ne saurait éluder cette question. « Certains » ⁴³ de ses camarades, admet-il, se sont montrés particulièrement sensibles aux faiblesses de l'Etat tchèque, à ses injustices, aux fautes commises en sa faveur par les signataires du traité de Versailles. Ces partisans d'un compromis appréhendaient aussi les conséquences militaires d'une politique vigoureuse sur le front de Bohême et considéraient comme inévitables la domination économique par l'Allemagne de l'Europe danubienne.

Cette position, reconnaît-il maintenant, était discutable et se voyait contestée au sein même du mouvement *Esprit*. Elle différait pourtant du défaitisme et de la conciliation à tout prix car ses partisans ne mettaient pas en cause la nécessité d'un coup d'arrêt au fascisme mais considéraient que cette résistance devait avoir lieu en Espagne. Cette recherche de l'apaisement, explique-t-il aussi, se fondait sur la conviction qu'une nouvelle guerre, même victorieuse, entraînerait une série de catastrophes et conduirait la France à la déchéance fatale d'une dictature totalitaire.

Après avoir expliqué, interprété et justifié l'opinion des partisans de la paix avec l'Allemagne, opinion qui fut partagée, nous l'avons remarqué, par tous ceux qui s'étaient exprimés sur la crise tchécoslovaque dans la Revue, Mounier révèle qu'un groupe non moins important de personnalistes considéraient que les revendications des Sudètes changeaient d'aspect en se mêlant aux ambitions hitlériennes d'hégémonie européenne. Le directeur d'*Esprit*, on s'en souvient, avait effectivement suggéré cette dernière opinion en répon-

dant, dans le numéro de septembre, aux critiques d'un lecteur tchèque indigné par la prise de position d'*Esprit* sur la crise.

Ainsi, se fondant sur sa réaction de septembre et, surtout, sur les sentiments de honte que lui inspire désormais la trahison française, il proclame hautement que son pays aurait dû résister aux folles aspirations de l'Allemagne hitlérienne. Mais jusqu'où devait conduire cette résistance ? Pouvait-on accepter le déclenchement d'une nouvelle guerre pour contrer le Führer ? Mounier refuse d'affronter la réalité de cette question angoissante.

Selon lui, ce fut une grande mystification de persuader l'opinion que la résistance à Hitler comportait la guerre. La France, au lieu de s'abandonner aux scrupules d'une volonté désarticulée, au lieu de se mouvoir dans le scepticisme et les combines parlementaires, aurait dû réagir à la menace de l'Allemagne en empruntant au national-socialisme une attitude énergique, une certaine hauteur de ton, bref en adoptant un style d'action analogue à celui d'Hitler.

Cette prise de position de Mounier, qui paraît dans la livraison d'octobre 1938, n'est pas isolée et les témoignages qui suivent, réunis sous le titre « Carnets d'une mobilisation »⁴⁴, amplifient, chacun à sa manière, le jugement moral de Mounier. Ainsi Brice Parain constate amèrement que la France a gaspillé sa victoire de 1914 et se demande si l'humiliation qu'elle subit n'est pas nécessaire à son relèvement.

« Franchement je ne sais pas, aujourd'hui que les choses sont encore plus graves qu'il y a dix jours, je ne sais pas ce qui vaut mieux pour la France, de défendre son honneur au risque de remporter une nouvelle victoire dangereuse, ou de subir une humiliation qui fouetterait son amour-propre et le réveillerait peut-être. Si j'étais au gouvernement, je ne sais pas ce que je choisirais. »⁴⁵

A l'instar de Mounier, Miatlev s'insurge contre l'angoisse de la guerre qui s'est emparée des foules parisiennes ; il la confesse aussi :

« On peut s'abriter des obus ; on peut se protéger contre le feu, l'inondation, les fauves ; on peut même échapper au gaz : il n'y avait pas de refuge contre cette excitation et cette angoisse qui vous prenait aux entrailles, à moins de fuir l'homme et tout ce qui lui ressemble, et tout ce qui le rappelle. »⁴⁶

On tremblait devant la menace de la guerre, mais de la paix on ne savait que faire lorsque l'on croyait la posséder. Et puis ces foules hystériques qui se sont liquéfiées dans une angoisse de troupeau, n'exprimaient-elles pas déjà le cauchemar de la guerre ?

Autres témoignages, autres cris de révolte. Georges Bonnefoy fustige aussi cette peur incoercible et cet égoïsme qui ont engagé les Français dans la voie d'une trahison lamentable⁴⁷. Daniel Villy, dans la tradition de Péguy, invoque l'honneur de la France⁴⁸. Selon lui, ce qui aurait dû interdire à la France d'abandonner la Tchécoslovaquie, ce n'était pas seulement l'intérêt qu'elle pouvait trouver à circonscrire l'expansion allemande, à limiter le nombre des victimes d'un régime odieux ou à ne pas fournir à Hitler une nouvelle source de prestige dont il pourrait se servir pour augmenter sa puissance, mais le seul honneur de la France. En marchandant avec Hitler une tranquillité éphémère, la France et l'Angleterre ont marchandé leur honneur.

Jacques Lefrancq, en revanche, toujours harcelé par ses souvenirs torturants de la Grande Guerre, ressasse son obsession antimilitariste et pacifiste. Ses arguments s'alignent comme des phrases mutilées de leur sens, semblables à une plainte incohérente. La France, croit-il, est aux mains de chefs méchants, amoraux et bas qui complotent, combinent, mentent et trompent le peuple. La guerre dans laquelle ils engageraient la France serait la leur, celle des oligarchies et des castes de gradés, tout comme celle de 1914-1918. Dans sa conclusion, il s'élève avec violence contre toute résistance à la menace hitlérienne.

« Vous iriez vous indigner contre Daladier, s'il cédait ? Et Laval ? Votre régime, dites-vous, est pourri. D'un régime pourri, attendez une guerre ou une paix également pourries. Passez ce cap. La guerre que vous feriez serait une dégoûtation, une guerre écrasante, annihilante pour l'âme française.

Résignez-vous, (résignons-nous), à la honte. Honte salubre si vous avez l'audace d'une révolte immédiate. Cessez donc, peuple généreux, de croire que seuls des Malvy peuvent vous débarrasser des Poincaré et que seuls les Tardieu sont à même de dégonfler des La Rocque. Changez le régime. Vous avez assez péroré là-dessus : décentralisation, représentation des syndicats au Parlement, DÉSARMEMENT etc... N'en parlez plus : faites-le. » ⁴⁹

3. Munich

Comme nous l'avons souligné, cette première réaction d'*Esprit* à la crise des Sudètes est consécutive à l'entrevue de Berchtesgaden entre Hitler et Chamberlain. Publiée dans la livraison d'octobre 1938, elle apparaît comme une prise de position antimunichoise. Or, la réalité est plus complexe.

Mounier rédige son éditorial le 22 septembre sans pouvoir imaginer que la crise va connaître bientôt un rebondissement dramatique car, à ce moment-là, les gouvernements anglais et français se sont engagés inexorablement dans la voie des concessions, et leur résolution de faire pression sur la Tchécoslovaquie pour qu'elle abandonne les régions allemandes des Sudètes, assortie d'une mise en demeure du gouvernement de Prague pour qu'il accepte les conditions du Reich, donnent toute satisfaction à Hitler.

Mais contre toute attente, Hitler refuse le plan de paix franco-britannique et se révèle, lors de sa seconde entrevue avec Chamberlain à Godesberg, encore plus intraitable qu'il ne l'avait été auparavant. Il place désormais les gouvernements alliés en face d'un véritable ultimatum, exigeant une solution de son conflit avec Prague avant le 1^{er} octobre. Pour la première fois, il associe aux siennes les revendications des gouvernements polonais et hongrois contre la Tchécoslovaquie.

Les démocraties sont maintenant confrontées à un dilemme tragique : le déshonneur d'une capitulation diplomatique honteuse ou la guerre. Cette seconde éventualité paraît devoir l'emporter. Le 23 septembre, la mobilisation générale est décrétée en Tchécoslovaquie. Le jour suivant le gouvernement français procède à l'appel de certaines catégories de réservistes tandis que la flotte anglaise est mise en état d'alerte. Hitler, de son côté, annonce la mobilisation allemande pour le 28. La conférence de Munich, convoquée grâce aux efforts pacifistes de Chamberlain, interrompt cette marche vers la guerre. Hitler se voit alors récompensé de son insolente audace en obtenant

pour l'Allemagne tous les territoires qu'il a revendiqués. En contrepartie de ces avantages, il admet, concessions insignifiantes, l'évacuation progressive de ces territoires jusqu'au 10 octobre (au lieu du 1^{er} octobre) et permet aux Tchèques d'emporter quelques biens.

Quelle va être la réaction d'*Esprit* à la conférence de Munich ? Le ton change dans la livraison de novembre : l'indignation devant le plan de paix franco-britannique du 20 septembre fait place à une compréhension bienveillante de l'attitude adoptée par le gouvernement français à la conférence de Munich. Dans un long article intitulé « L'Europe contre les hégémonies »⁵⁰, Mounier exprime d'emblée son souci d'apaiser les passions nées de la crise et manifeste son désir de considérer les aspects positifs de Munich :

« Nous ne pensons pas qu'il soit l'heure de prolonger les troubles inévitables d'une crise brutale; pendant deux ou trois semaines, le désordre des nerfs a surchauffé les esprits, et le désarroi des esprits a surexcité les nerfs. On perdrait un temps précieux à faire le bilan des malentendus et des emportements, à encourager les justifications rétrospectives. Ce qui importe, ce sont les effets sains de la crise. Elle a fouetté les énergies, révélé les caractères, éclairci les situations historiques. Nous avons à travailler maintenant à ce que les contre-coups morbides du choc de septembre ne l'emportent pas sur l'ébranlement salutaire que le pays en a reçu. Tout le reste est littérature. »⁵¹

Cette nouvelle approche de la crise de septembre trahit son intention d'effacer l'impression déplorable créée chez certains de ses amis et lecteurs par son éditorial du 22 septembre. La paix de Munich a soulevé en France, dans la grande presse et dans l'opinion, une vague d'enthousiasme qui place les adversaires de l'attitude gouvernementale dans la position inconfortable du trouble-fête⁵². C'est la raison pour laquelle, contrevenant à sa propre mise en garde, il revient longuement sur la crise, entreprend une laborieuse justification de sa dernière prise de position et s'efforce de désamorcer la violence de sa polémique en l'infléchissant au goût du jour.

Il se dissocie premièrement des courants antimunichois qui, à droite avec Kérellis dans *L'Epoque*, Emile Buré dans *L'Ordre*, à gauche avec le Parti communiste dans *L'Humanité*, s'insurgent contre l'abandon de la Tchécoslovaquie, non seulement au nom de l'honneur, mais aussi au nom du patriotisme et du réalisme politique de la diplomatie traditionnelle. L'opinion d'*Esprit*, explique-t-il, ne saurait être confondue avec celle des nostalgiques de Versailles ou simplement avec l'opinion de ceux qui oublient d'évoquer les injustices d'une Europe dominée par la France. Pour souligner la pureté de son attitude, le directeur d'*Esprit* rappelle les prises de positions antérieures de la Revue à l'égard de l'Allemagne, qui toutes dénonçaient sans équivoque l'Europe de Versailles dominée par la France et sa politique néfaste. Il se réfère notamment au numéro d'*Esprit* de juin 1938 consacré en partie à la crise tchécoslovaque. Soucieux de bien marquer le fossé qui le sépare de ces antimunichois, il n'hésite pas à reprendre certaines accusations contre la politique française qui ressemblent à celles de la propagande hitlérienne⁵³. Ce nouveau dénigrement de la politique française exprime bien son désir d'aligner son jugement de septembre dans la perspective de ses opinions antérieures sur la crise tchécoslovaque.

Le directeur d'*Esprit* concède même que le gouvernement français n'avait

plus qu'un choix restreint entre des « fatalités également catastrophiques »⁵⁴ depuis le discours d'Hitler à Nuremberg le 12 septembre, voire même auparavant; en face de ce dilemme absurde, il avait eu raison de céder et de choisir la paix. Il manifeste son regret de n'avoir pas suffisamment souligné dans son éditorial du 22 septembre combien la politique choisie par le gouvernement français était inéluctable après les « démissions des années précédentes »⁵⁵ et reconnaît avoir été trop sévère pour les hommes qui ont dû assumer ce choix douloureux.

Dans la livraison de novembre 1938 paraît également une lettre ouverte signée de Maurice de Gandillac, Roger Labrousse, Marcel Moré et Bernard Serampuy, qui réproouve en termes violents l'attitude inattendue et incompréhensible du directeur de la Revue et de certains de ses collaborateurs⁵⁶. Parmi les signataires de cette lettre, on reconnaît les principaux responsables des chroniques de politique étrangère d'*Esprit*, ceux-là mêmes dont Mounier s'était efforcé d'interpréter l'opinion à l'égard de la crise tchécoslovaque pour disculper son mouvement de toute collusion avec la politique gouvernementale.

Les auteurs de cette lettre se déclarent en opposition absolue avec l'esprit de résistance proclamé par Mounier dans le numéro d'octobre 1938. Tribunaux de convictions à forte saveur pacifiste, ils s'insurgent contre les appels à l'honneur et les accusations de trahison formulées par *Esprit* à l'encontre des responsables de la diplomatie française et anglaise. Ils considèrent qu'en cas de crise internationale aucune menace, aucune insolence, rien ne doit décourager le recours à la négociation lorsque celle-ci demeure possible. La France n'a pas abdiqué en accordant sous la menace des concessions légitimes : elle a simplement refusé de jouer le jeu de la violence.

La France et l'Angleterre pouvaient-elles soutenir inconditionnellement l'intégrité d'un Etat qui fut fondé en 1919 essentiellement pour former un bastion militaire français contre l'Allemagne, et, ce faisant, courir le risque d'une nouvelle guerre mondiale ? Le déshonneur, que certains ont évoqué, ne saurait retomber sur ceux qui ont combattu le système absurde de Versailles, ou sur le peuple français qui ne s'est jamais senti solidaire d'une diplomatie qui échappait à son contrôle. Tout se paie au cours de l'histoire. Les événements dramatiques de septembre ne furent que la conséquence fatale de la politique poursuivie en France par ceux qui n'ont pas eu le courage et la lucidité de travailler pour la paix. A ces hommes, ou à leur mémoire, incombe le déshonneur.

En recommandant la résistance, *Esprit* n'a-t-il pas sombré dans une justification rétrospective de la diplomatie française d'après-guerre ? Certes, les accords de Munich ne sont pas entièrement satisfaisants puisqu'ils vont à l'encontre de la solution fédéraliste défendue par les personnalistes et comportent certaines iniquités. Mais pouvait-on aboutir à un autre dénouement de la crise ? Sur les accords de Munich, rappellent encore nos auteurs, pèsent vingt ans d'erreurs françaises. Si l'on avait refusé d'engager les négociations de Berchtesgaden sur la base du principe de la libre détermination du peuple sudète, comme le recommandait Lord Runciman, non seulement la guerre serait devenue inévitable, mais Hitler serait apparu aux yeux de son peuple et d'une bonne partie de l'opinion mondiale comme un « champion de la

Justice et de la Liberté »⁵⁷. Nos auteurs regrettent, d'autre part, que les diplomates français et anglais aient commis la bétise à Londres de ne pas unir à celles de l'Allemagne les revendications, tout aussi légitimes, de la Pologne et de la Hongrie.

Les signataires de cette protestation réfutent également l'argument de ceux qui voyaient dans la crise l'occasion de barrer la route au fascisme. La tension internationale, croient-ils, résultait moins d'un conflit idéologique que de l'affrontement d'impérialismes classiques et la croisade hybride engagée contre l'Allemagne dissimulait les intérêts les plus sordides. Comment croire, en effet, à

« cette coalition saugrenue qui a rassemblé pêle-mêle, pour le grand combat de la liberté, les représentants du capitalisme international, du mercantilisme anglo-saxon, du chauvinisme français, de la dictature stalinienne et plusieurs de ces demi-fascismes sans grandeur qui pullulent en Europe orientale ? »⁵⁸

Pour nos auteurs, cette guerre, qui aurait provoqué une régression générale de la civilisation et suscité l'instauration d'un régime totalitaire en France, n'aurait profité qu'aux munitionnaires. De surcroît, le pays n'était pas en mesure de l'entreprendre. En effet, incertaine de son bon droit, divisée contre elle-même, en proie aux oligarchies financières, la France ne forme pas une communauté spirituelle assez solide pour affronter l'Allemagne. Le compromis de Munich a donc préservé pour le peuple français les quelques chances d'une révolution authentique, pacifique et démocratique.

La France, assurent-ils en conclusion, doit se confiner désormais dans un rôle international de second plan et reconnaître à l'Allemagne le droit de poursuivre son expansion économique en Europe centrale et orientale, et de participer équitablement à l'exploitation des continents asiatique et africain.

« Il nous paraît normal que l'Allemagne, industrielle et prolifique, participe équitablement à l'exploitation de l'Afrique et de l'Asie et qu'elle trouve ses débouchés naturels dans cette Europe centrale et orientale où la France devait plus à la politique qu'au volume réel de ses échanges commerciaux une situation artificiellement développée. Il n'est pas scandaleux que la civilisation allemande, si appauvrie soit-elle par les absurdités racistes, rayonne comme autrefois dans son aire historique de diffusion; serait-ce même un paradoxe insupportable de voir dans certains aspects du national-socialisme et dans maints éléments de la technique germanique des facteurs de progrès social pour ces malheureux peuples qui subissent le paternalisme équivoque des magnats féodaux ou la dictature rudimentaire des soudards balkaniques ? »⁵⁹

De son côté, la France pourrait jouer un rôle positif dans le monde si elle devenait capable d'incarner dans l'histoire les valeurs d'une véritable révolution démocratique, si elle acceptait de construire une cité nouvelle, non pour l'opposer à la puissance matérielle des Empires de type fasciste, mais pour humaniser le monde par son rayonnement spirituel.

Mounier accueille avec bienveillance cette prise de position intransigeante. La réaction de ses amis lui semble mal dégagée des passions suscitées par la crise et provenir essentiellement de « malentendus »⁶⁰. Selon le directeur d'*Esprit*, « tous »⁶¹ les éléments de son éditorial contesté découlaient des prises de position antérieures de la Revue. Il assure n'avoir jamais voulu condamner les négociations ou suggérer la guerre. Pour clarifier son attitude il explique :

« En octobre, nous avons poussé un cri, croyons-nous nécessaire et sain, devant une situation présente de duplicité et de lâcheté. (...) Nous avons jugé une situation qui plaçait la négociation sous la menace, une politique qui prenait des engagements publics qu'elle sapait dans les chancelleries, une absence totale de dignité ou d'initiative devant la force. » ⁶²

Devant le malaise soulevé par sa réaction de septembre, il manifeste à nouveau son regret de n'avoir pas suffisamment insisté sur le caractère inexorable des événements qui s'inscrivaient dans la suite logique de la politique suivie jusqu'alors par les gouvernements français d'après-guerre. Il rappelle enfin que son article datait du 22 septembre. Une semaine plus tard, c'est-à-dire au moment de Munich, il notait dans *Le Voltigeur* « un certain ressaisissement de M. Daladier » ⁶³.

Cette résignation à l'égard de Munich est partagée par Madaule qui note, dans la même livraison de novembre, que la France n'avait le choix qu'entre une « paix honteuse et une guerre pour rien » ⁶⁴. Hitler n'ayant en face de lui que les « mandataires falots de l'égoïsme et de la peur », la partie était « jouée et perdue d'avance » ⁶⁵. Madaule se réjouit que les événements de septembre aient dévoilé aux Français les mensonges de leur régime. « C'est un bienfait inestimable, et qui vaut bien le prix qu'on l'a payé » ⁶⁶, ajoute-t-il avec emphase.

Dans la *NRF*, Denis de Rougemont adopte un point de vue singulier sur la crise en considérant Munich comme une « Diète » de gouvernements égaux, une préfiguration des institutions fédérales de l'Europe. Il pressent néanmoins que les démocraties ne sauront pas exploiter cette « victoire symbolique du principe fédératif » ⁶⁷ et perdront ainsi le bénéfice moral de l'événement.

4. Les lendemains de Munich

Le débat orageux soulevé en France par la crise de septembre se prolonge dans les mois qui suivent. A ceux qui se sont élevés contre l'« apaisement » de Munich et qui préconisent une politique inébranlable à l'égard de l'Allemagne hitlérienne, s'oppose toujours le vaste courant des partisans de la conciliation. On retrouve parmi ces derniers les pacifistes inconditionnels qui, comme Paul Faure au sein du Parti socialiste, Marcel Déat du PSF ou Pierre-Etienne Flandin à droite, s'opposent à toute guerre éventuelle avec l'Allemagne. Leur intransigeance pacifiste n'est pourtant pas celle de la grande majorité des « munichois » qui défendent la diplomatie du gouvernement persuadés qu'une entente demeure possible avec Hitler. Ils croient nécessaire, pour maintenir la paix, d'admettre comme inéluctable la modification du rapport de force entre la France et le III^e Reich, consécutive au renforcement considérable de la puissance militaire allemande, à l'édification de la ligne Siegfried et à la constitution de l'axe Rome-Berlin. La France, pensent-ils, n'est plus en mesure de venir en aide à la Pologne, la Yougoslavie ou la Roumanie; elle doit renoncer surtout à son alliance compromettante avec l'URSS. L'Allemagne trouvera ainsi son espace vital à l'Est, sans rencontrer d'obstacle et en laissant la France et l'Angleterre à leur empire.

Telle est l'opinion exprimée par la Revue au lendemain de Munich. Sitôt après cette conférence fatidique, *Esprit* préconise, en effet, une politique

étrangère de repli et d'expectative conforme au nouveau rôle de la France, puissance de second rang tournée vers la Méditerranée, l'Atlantique et l'Afrique. Selon le directeur d'*Esprit*, par exemple, l'expansion prévisible de l'Allemagne en Europe centrale et balkanique est une fatalité de l'histoire contre laquelle il serait vain de lutter.

« Le germanisme », écrit-il, « se concentre depuis la guerre en deux poussées. L'une est une poussée de ressentiment contre « la honte de Versailles », renforcée par la mystique d'encerclement. L'autre, qui la soutient, est une incontestable poussée de croissance, semblable à celle qui s'est emparée de toutes les nations européennes au sortir de leur période féodale. Toutes deux alimentent un sursaut d'impérialisme dont toutes les conditions historiques laissent à croire qu'il se fût de toutes façons produit, même si le nazisme ne lui avait pas donné sa marque particulière. Expliquer cette force d'expansion par le seul effet d'une volonté méchante, réduire le fait germanique à cette malchance un peu fatale qui l'a orienté sur le national-socialisme, c'est se donner dans la lutte même que l'on désire mener le handicap d'une incompréhension fondamentale.

Or ce fait germanique, rupture organique d'un certain équilibre européen, est une réalité historique qu'il serait vain de vouloir briser par la violence. Comme toute affirmation spontanée et soutenue, elle est créatrice de droit. » ⁶⁸

Cette opinion est partagée par P. Borrel (pseud. de Philippe Wolf) ⁶⁹ qui la soutient sans équivoque dans le même numéro de novembre 1938. La France, assure-t-il, doit reviser désormais toute sa politique étrangère car elle ne peut plus compter sur ses alliances en Europe centrale pour contenir l'expansion hitlérienne dans cette région.

Borrel n'entretient pourtant aucune illusion sur les ambitions diplomatiques de l'Allemagne; il pressent bien qu'elle invoquera dans un proche avenir le principe des peuples à disposer d'eux-mêmes pour susciter, à son avantage, une modification profonde de la carte de l'Europe. Selon lui, la France ne peut espérer intervenir dans le cours probable de l'impérialisme allemand. Elle doit, en conséquence, rompre ses engagements envers la Pologne.

« Nous avons démissionné de l'Europe centrale », écrit-il, « et nous n'avons plus à faire connaître notre point de vue, pas plus qu'on ne consultera le Pérou et la Suède. » ⁷⁰

L'Allemagne, admet-il, exercera dans un proche avenir une profonde influence économique et spirituelle dans les pays de l'Europe centrale qui adopteront des gouvernements de type national-socialiste soumis aux directives de Berlin. Il anticipe même des revendications hitlériennes sur Eupen et Malmédy, l'Alsace et le Schleswig-Holstein, voire même sur la Suisse allemande. Les Français doivent maintenant se rendre compte que leur pays est une puissance d'importance secondaire. Ils doivent comprendre surtout

« que l'Europe s'est complètement transformée depuis vingt ans et qu'ils ne sont plus aujourd'hui à la tête du mouvement « révolutionnaire » mais qu'en réalité, ils représentent un élément conservateur qui ne peut convenir à une Europe en pleine évolution » ⁷¹.

Cette attitude passive à l'égard des desseins prévisibles de l'Allemagne hitlérienne n'est pas isolée au sein du mouvement *Esprit*. *Le Voltigeur* qui a défendu une politique de fermeté à l'égard d'Hitler au moment de la crise

de Munich, reconnaît au mois d'octobre que la France est désormais incapable de défendre une politique en Europe centrale ou orientale.

« Cédons, s'il le faut, devant la force », conclut un éditorial du 19 octobre 1938. « Replions-nous sur nous-mêmes. Préparons pour l'Europe de demain les cadres d'un fédéralisme, non imposé par la violence, mais librement voulu par les peuples. »⁷²

A partir de janvier 1939, *Esprit* publie sous la rubrique « La poussée vers l'Est »⁷³ les réflexions d'Aldo Dami sur la crise de Munich et ses conséquences⁷⁴, ainsi que plusieurs analyses de N. Spoulder consacrées à l'expansion prévisible de l'Allemagne en Europe centrale⁷⁵.

Selon Dami, l'Allemagne n'a « rien récupéré jusqu'ici de ce qu'elle a perdu à Versailles »⁷⁶. Il souligne que le génie d'Hitler se manifeste non seulement par la manière avec laquelle il conduit ses initiatives de politique étrangère, mais aussi par la chronologie qu'il adopte pour faire valoir ses revendications : la Sarre, la Rhénanie, l'Autriche et les Sudètes ... au fil des années, Hitler, en même temps qu'il renforce sa puissance militaire, s'éloigne de la France qui a donc toujours moins de raisons de s'opposer à l'expansion allemande.

La prochaine victime de l'Allemagne hitlérienne, prévoit-il, sera la Pologne, isolée de la France et de l'Angleterre par la géographie, mais aussi par la politique qu'elle a suivie lors de la crise tchécoslovaque. La France ne peut plus rien pour son ancienne alliée qui sera perdue le jour où l'Allemagne se jettera sur elle. Hitler se dirigera alors vers l'Ukraine, qu'il englobera aux dépens de la Russie soviétique, puis vers la Roumanie.

Dami salue cette évolution probable du statut politique de l'Europe. Lors de la conférence de Versailles, rappelle-t-il, l'Allemagne a perdu non seulement l'Alsace et la Lorraine, Eupen et Malmédy, le Schleswig-Holstein, une partie de la Haute-Silésie, toute la Posnanie, la plus grande partie de la Prusse orientale, mais toutes ses colonies. Il ne cache pas non plus sa satisfaction de voir la puissance de la France sur le déclin et se réjouit qu'elle ne soit plus à même de maintenir autour de l'Allemagne son système d'alliances d'après-guerre. Comme les autres rédacteurs d'*Esprit*, il propose que la ligne de résistance française se situe désormais en Espagne et dans l'Empire colonial⁷⁷.

Dans la même livraison de janvier 1939, R. Labrousse croit pouvoir annoncer que le conflit séculaire entre la France et l'Allemagne « commence à s'épuiser »⁷⁸. Il anticipe, en revanche, une période de grande tension entre l'Italie et la France, ces deux pays se partageant les mêmes sphères d'influence. Mussolini, en effet, pourrait bien se lancer dans l'aventure d'une guerre mondiale pour réaliser ses ambitions méditerranéennes. Mais une question reste en suspens : l'Allemagne appuiera-t-elle les ambitions italiennes au risque de compromettre les avantages qu'elle a récemment acquis et ceux qu'elle peut encore escompter de son expansion à l'Est ? Selon Labrousse, Hitler soutiendra Mussolini seulement si la France contrecarre son prochain bond en Ukraine au lieu de se contenter de sauvegarder ses positions méditerranéennes. A la France de choisir entre la politique de Ferry et celle de Delcassé, conclut-il.

Cette prise de position n'est pas sans rapport avec l'actualité. Deux mois après la conférence de Munich, les relations entre la France et l'Italie subissent une grave détérioration. Le 30 novembre 1938, Ciano, le ministre des Affaires étrangères italien, a prononcé un important discours à la Chambre des faisceaux et corporations dans lequel il a fait allusion aux « aspirations naturelles du peuple italien » tandis que les députés se levaient pour scander : « Djibouti ! — Tunis ! — Corse ! » Si cette manifestation intempestive, de toute évidence orchestrée par le gouvernement, a été accueillie par l'opinion française comme une plaisanterie saugrenue, elle a néanmoins soulevé une certaine inquiétude. Mussolini ne pourrait-il pas se faire récompenser par Hitler de son abstention lors de l'Anschluss et de l'appui qu'il a donné à la diplomatie allemande lors de la crise de septembre ?

Cependant, ces revendications italiennes confirment dans leur opinion les opposants à la politique de Munich ; elles ébranlent les convictions de ses partisans et rallient aux courants anti-munichois nombre de ceux qui hésitent encore, après avoir partagé, plus ou moins ouvertement, le « lâche soulagement » qui avait saisi Léon Blum à l'annonce de la paix.

En fait, à la fin de l'année 1938 et surtout au début de 1939, le climat international s'assombrit encore sans qu'il soit toujours possible de relever avec précision les signes de mauvais augure. Certes, la manifestation du Parlement italien, poursuivie par les outrances de la presse fasciste contre la France, et l'appui accordé par les journaux allemands aux revendications coloniales de Mussolini, constituent bien un des éléments de cette nouvelle tension européenne, mais ce n'est pas le seul. Le terrifiant pogrom déclenché dans le III^e Reich après l'assassinat, le 7 novembre à Paris, d'un fonctionnaire de l'ambassade d'Allemagne par un juif polonais, ne fait rien pour rassurer l'opinion française sur les méthodes et la nature du national-socialisme, voire sur l'équilibre psychique de ses chefs. De surcroît, les événements d'Espagne, les nouveaux préparatifs de guerre entrepris par Hitler constituent bientôt d'autres raisons de craindre l'avenir.

Dans le numéro de février, Paul Arbois⁷⁹, passant en revue les événements des premières semaines de 1939, se montre très pessimiste sur l'évolution des rapports internationaux⁸⁰. Barcelone vient de tomber et cette progression de Franco, croit-il, annonce l'arrivée des troupes germano-allemandes à la frontière des Pyrénées. Il fait état, d'autre part, des concentrations de troupes en Lybie et en Somalie et rappelle l'appui que les revendications coloniales ont reçu dans la presse nazie.

L'attitude de l'Allemagne hitlérienne lui paraît encore plus inquiétante. N'a-t-elle pas invoqué récemment les clauses de sauvegarde de son traité naval avec l'Angleterre en vue d'accélérer la construction de sous-marins et de croiseurs lourds ? Il rappelle, d'autre part, le décret du 19 janvier qui transforme les sections d'assaut en troupes auxiliaires permanentes de l'armée allemande et qui attribue à ce corps d'élite redoutable la charge de l'éducation paramilitaire de la jeunesse allemande. Selon Arbois, cette mesure signifie l'unification des deux piliers centraux du Reich allemand : le parti et l'armée. Enfin, Hitler a pris une autre décision qui laisse mal augurer de l'avenir : le renvoi du Docteur Schacht remplacé à la tête du ministère de l'économie allemande et à la direction de la Reichsbank par Walter Funk,

ancien partisan d'une économie de troc et d'une poussée impérialiste vers l'Europe de l'Est.

L'inquiétude manifestée par ce nouveau commentateur politique, qui voit dans ces transformations intérieures allemandes l'évidence des intentions agressives d'Hitler, annonce la rupture d'*Esprit* avec les illusions nées de la paix de Munich. Le mois suivant Arbois prend position contre la politique d'apaisement poursuivie par G. Bonnet sur un ton qui tranche avec le style habituel de la Revue⁸¹. La diplomatie du ministre des Affaires étrangères français, explique-t-il, trouverait sa justification si elle aboutissait à des résultats concrets. En réalité, les démocraties n'obtiennent jamais rien en échange de leurs concessions perpétuelles; pire, elles se précipitent dans une guerre et une défaite certaine avec les Etats fascistes.

Le coup de Prague d'Hitler en mars 1939 vient confirmer ce jugement lucide et, dès lors, *Esprit* préconise sans équivoque une politique intransigeante à l'égard de l'Allemagne. Mounier lui-même constate en mai que chaque nouvelle concession des Etats démocratiques augmente la voracité des Etats fascistes et recommande une résistance vigilante à toute velléité d'expansion allemande⁸².

Le Voltigeur, au contraire de la Revue, dont nous venons d'analyser les hésitations, s'est très vite rendu compte que la paix de Munich ne pourrait durer; il a repris dès le mois de décembre sa campagne en faveur d'une résistance à l'hégémonie hitlérienne. La France, affirme alors cet organe du mouvement *Esprit*, ne peut se désintéresser de l'Europe de l'Est car toute faiblesse de sa part accroît les ambitions dévorantes des Etats fascistes; si elle cède sur ce front, l'Italie fera pression en Méditerranée et en Afrique. Pour la même raison, *Le Voltigeur* réclame des livraisons d'armes à l'Espagne républicaine en janvier 1939, au moment de l'offensive franquiste en Catalogne.

CHAPITRE IX

LA « RÉSISTANCE » D'ESPRIT

1. La nécessité d'une révolution morale

Comme nous l'avons démontré, Mounier et ses amis transposent dans le domaine de la politique extérieure le thème de la culpabilité qui fonde en partie leur personnalisme. De même que l'aspiration révolutionnaire proclamée par *Esprit* depuis sa création implique une « conversion » intérieure de chaque Français, ainsi la transformation des rapports internationaux passe par une rénovation profonde de la France. Et c'est la raison pour laquelle les rédacteurs de la Revue n'ont jamais envisagé les relations internationales autrement que dans la perspective de la culpabilité française, d'où l'énumération fastidieuse des fautes commises par la France depuis 1918 et le déniement systématique de chacune de ses initiatives diplomatiques.

Depuis le printemps de 1938, *Esprit* ne se contente plus de reprendre le procès d'une diplomatie française responsable du déchaînement des forces obscures qui entraînent l'Allemagne dans les convulsions d'un nationalisme redoutable, il stigmatise l'absence de vitalité et la pourriture intérieure du régime parlementaire qui s'avère incapable d'affronter la menace spirituelle hitlérienne.

Pour faire face au dynamisme révolutionnaire des fascismes, la France doit se replier sur elle-même, assumer ses fautes et se « refaire » en s'engageant dans la voie d'une véritable révolution intérieure. La crise internationale est vécue comme le châtimement des fautes du passé; elle peut constituer un ébranlement salutaire en engageant la France sur la voie de sa « résurrection » nécessaire. Mounier compare alors la situation de son pays à celle d'un homme ruiné, qui tirerait de sa pauvreté la force spirituelle, et de son désespoir le courage d'affronter une œuvre de grande envergure. Pour réprimer son mal intérieur, fruit amer de sa culpabilité, la France doit se dépouiller par l'ascèse de son trop-plein de bien-être, rejeter les plaisirs de jouissance matérielle auxquelles elle s'est abandonnée¹.

Au moment de la crise tchécoslovaque, il prend prétexte de la lâcheté du gouvernement Daladier pour mettre en accusation un régime, un peuple et cent ans d'histoire nationale et pour renouveler son appel à la contrition : la France échappera au malheur d'une guerre si, dans le tréfonds de son humi-

liation et de sa culpabilité, elle s'ouvre à la bienveillance d'une « grâce »² nouvelle. Désormais, la plupart des rédacteurs de la Revue ressassent ce thème, et Madaule se fait l'écho d'une opinion largement répandue au sein du mouvement *Esprit* lorsqu'il annonce en décembre 1938 : « Nous sommes au début d'une grande pénitence. »³

Si la France est coupable, elle doit non seulement assumer ses péchés mais accomplir une révolution morale. Après Munich, tous les animateurs du mouvement *Esprit* sont d'accord avec Mounier pour proclamer la nécessité d'une transformation spirituelle de la France. P. Borrel, par exemple, rêve d'un « redressement spirituel »⁴, d'une « renaissance spirituelle », seule transformation qui selon lui puisse conduire les Français « sur le véritable chemin révolutionnaire »⁵.

Cette approche spiritualiste de la crise européenne va de pair avec le refus, chez la plupart des personnalistes, d'une politique qui tendrait à renforcer la puissance matérielle de la France. Ainsi Borrel rejette absolument l'idée d'un réarmement et demeure hostile — comme l'ont toujours été les adeptes du mouvement *Esprit* — à la politique d'alliances⁶. A plusieurs reprises, Madaule manifeste sa méfiance à l'égard d'une politique de réarmement⁷. Mounier, en revanche, apparaît plus hésitant. En novembre 1938, il se résigne à ce que son pays soit inexorablement une puissance de second ordre, inférieure à l'Allemagne. Il reconnaît néanmoins qu'une certaine puissance matérielle est nécessaire pour soutenir la vocation de la France, mais avertit :

« Toute marge de puissance qui déborde manifestement cette mesure est une faiblesse et une tentation. Elle entretient des passions frivoles et meurtrières dans les chancelleries, les états-majors, les trusts et les comités électoraux : elle est une fausse force, qui menacera toujours d'effondrement la charpente même du pays. »⁸

Une fois encore apparaît clairement le lien établi par Mounier entre la puissance matérielle et les mauvais instincts des hommes. Il refuse cette puissance parce qu'elle constitue une « tentation » et entretient les « passions frivoles » dans les états-majors, dans les chancelleries et chez les maîtres de l'argent, comme si les chefs de l'armée, de la politique et de l'économie étaient voués à jouir de leur « puissance » de manière coupable. Il demande donc que la France évite de courir « l'aventure diplomatique et militaire » et qu'elle renonce à « toute enflure matérielle ». Et il ajoute :

« En face du Saint Empire romain germanique que comptait, en volume, la France de saint Louis, des universités et des cathédrales ? »⁹

Selon lui, le gouvernement français doit trouver, de toute urgence, des modalités de force qui ne soient pas celle que confèrent les armements, une « trempe » et un « style d'efficacité » supérieurs à ceux que confèrent la technique, les machines et les armements¹⁰. A la puissance matérielle il oppose la force du rayonnement spirituel.

A. Labourel¹¹, dans une vision typiquement personnaliste de la résistance au fascisme, affirme inutile la recherche de solutions militaires, voire même diplomatiques ou politiques, à la menace hitlérienne. En dépit des combinaisons politiques que pourra échafauder le gouvernement, des alliances qu'il contractera avec l'étranger, du renforcement de la puissance

militaire française auquel il procédera, le nazisme, vaincra toujours, « balayant tout sur son passage »¹².

Le national-socialisme est irrésistible, croit-il, parce que révolutionnaire. C'est donc en s'engageant dans un mouvement révolutionnaire supérieur au nazisme, tant par la mystique, la vitalité et la force d'expansion que la France pourra résister à l'Allemagne d'Hitler. Pour réaliser ce projet révolutionnaire, il recommande de libérer les Français des féodalités financières. A cet égard, la France aurait tort de ne pas s'inspirer de l'exemple allemand.

« Le nazisme », écrit-il, « est dans le sens de l'évolution économique. Il a fait crouler en Allemagne le régime de la féodalité financière que nous subissons encore dans les pays « démocratiques ». Il s'est débarrassé (...) des conceptions économiques dont nous étouffons — celle de la monnaie et de l'équilibre budgétaire — entre autres. Il a pu ainsi résorber le chômage effroyable qui existait avant lui et faire des grands travaux ou armements à nous laisser rêveurs. Il est en train de « rationaliser » l'Europe en lui faisant franchir une étape vers les futurs Etats-Unis d'Europe. »¹³

Hitler, rappelle-t-il aussi, doit une grande partie de son succès à l'union qu'il a su créer entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Si la France entend vaincre le nazisme, elle doit s'inspirer également de cet exemple et supprimer les causes de discordes entre ces deux classes sociales. Pour atteindre ce but, il suggère de combattre la politique d'armement suivie par le gouvernement. Selon lui, en effet, le réarmement français entraîne une majoration d'impôts et suscite l'inflation, d'où découle une diminution du pouvoir d'achat des bourgeois et des ouvriers, dont les seuls bénéficiaires sont les spéculateurs et les financiers.

Toujours dans l'espoir de réaliser cette union nécessaire entre les classes bourgeoises et ouvrières, Labourel préconise de demander aux militants prolétariens, communistes, socialistes ou syndicalistes, d'adapter le marxisme aux conditions historiques actuelles. Les chefs de la gauche, pense-t-il, devraient cesser de s'en prendre aux capitalistes et concentrer la lutte des classes contre les financiers. Combattre la classe des capitalistes lui paraît vain dès l'instant où près de la moitié de la nation appartient à cette catégorie sociale et que les capitalistes, grands et petits, sont désormais à la merci de la féodalité financière, l'ennemi qu'il faut abattre à tout prix. Labourel ajoute encore :

« Que nos partis prolétariens cessent de s'attaquer à la *richesse*, pour ne s'en prendre qu'à la « *puissance* » que confère à certains la « *richesse des autres* ». »¹⁴

C'est ainsi que seraient enfin réalisées les conditions tactiques de la révolution spirituelle, politique et sociale à laquelle aspirent les personnalistes.

Quelques semaines plus tard, Labourel, dans un article intitulé « Seul un mouvement révolutionnaire peut nous sauver du nazisme »¹⁵, reprend l'essentiel de sa thèse et précise les modalités de l'action qu'il préconise. « Supposons par exemple », écrit-il, « que le monde, aujourd'hui, apprenne par la presse et la radio que dans la France, restée démocratique, désormais l'eau, le gaz, l'électricité et les engrais seront distribués gratuitement »¹⁶. Selon Labourel, vastes seraient les conséquences de cette information. En France, tout d'abord, les progrès du nazisme seraient enrayés car les conditions éco-

nomiques et sociales du pays cesseraient d'être favorables à son expansion. En effet, grâce à cette mesure, le pouvoir d'achat des Français, des paysans notamment, augmenterait, entraînant une reprise des affaires, une hausse consécutive de la production et une diminution du chômage, bref, une disparition du mécontentement général qui provient de la stagnation de l'économie ou de la baisse des revenus.

En Allemagne, toujours selon notre auteur, l'effet de cette nouvelle serait encore plus important. Le paysan allemand, le peuple dans son ensemble, comparerait immédiatement sa situation à celle des Français. Aussitôt, la France redeviendrait le centre de l'univers et de partout les regards convergeraient sur elle. La « mystique allemande »¹⁷ perdrait de son prestige et dans tous les pays, en Allemagne notamment, se créeraient des mouvements pro-français, surtout si, au même moment, la France prenait l'initiative d'une proposition de désarmement et de réorganisation de l'Europe sur une base fédérative.

Pour originale et candide qu'elle soit, cette prise de position n'en exprime pas moins une attitude commune à la plupart des personnalistes qui affirment le même mépris de la force matérielle, la même foi en la toute-puissance du « spirituel », et surtout, la même conviction que la solution de la crise européenne dépend essentiellement de la transformation intérieure de la France.

Dans l'attente jamais comblée d'une « résurrection nationale », d'une « rénovation nationale », d'une « révolution intérieure », d'une « conversion » etc., *Esprit* et *Le Voltigeur* vont se complaire dans la description morbide de la prostration française et harceler le gouvernement de leurs critiques et de leurs sarcasmes. Ainsi, Mounier se plaît à dépeindre la France comme un « malade épuisé »¹⁸ dont la vitalité aurait été brutalement réprimée et qui dépérirait d'une souillure obscure. Ce thème de la maladie revient constamment. Le pays est miné par une « décomposition »¹⁹ souterraine. Il est frappé d'une maladie de la volonté et cette « langueur mortelle », cette « léthargie » a son origine dans de « longues habitudes de facilité »²⁰. Pour « refaire la France »²¹, comme il le demande constamment, il importe de profiter de l'occasion pour « nettoyer la maison sordide » construite par des politiciens qui « se sont avilis et nous ont avilis »²².

En août 1939, à quelques semaines de la déclaration de guerre, il signale « cette belle convalescence de la santé française » et semble admettre « qu'un premier barrage est dressé contre la décadence française »²³. Il s'interroge alors : « Maintenant que ce corps abandonné a retrouvé son tonus et sa défense, à quels destins l'appellez-vous ? » Répondant à cette question, il répète ce dont la France a besoin essentiellement :

« ... C'est de santé. De santé intellectuelle, de santé morale et de santé physique. Ses idées manquent de vigueur parce que son sang est appauvri, son énergie défaite, son organisme spirituel fatigué d'ersatz. La première opération qui se propose à nos efforts, ce n'est pas une opération de clarté, c'est plus profondément et pour préparer la clarté, une opération de salubrité. Il faut travailler dans l'être et dans la chair du pays, et non pas uniquement dans sa conscience. Sa conscience est trop étourdie d'éloquence et de systèmes, trop habile et trop désenchantée; plus rien, dans ce surmenage infécond, ne saurait lui arriver de réel. Le coup de fouet du danger extérieur, la mise en accusation de nos désordres et de nos facilités par les désordres et les facilités adverses, nous en attendons mieux que quelques astuces

politiques : un aguerrissement sans guerre de ces hommes endormis par de petits bonheurs; cette première morsure sur les langueurs de la maladie que l'on provoque par une marche forcée, ou par quelque grand bouleversement de vie. »²⁴

En août 1939, le pays demeure donc pour Mounier à l'image d'un être malade, intoxiqué de facilités pernicieuses.

Dans une même vision un peu morbide, Madaule compare désormais la France à un « vaste marécage »²⁵ et flétrit inlassablement un régime mensonger et corrompu qui contamine le pays de sa pourriture.

« Ce pays a naïvement cru qu'il représentait la démocratie », explique-t-il en novembre 1938, « c'est-à-dire un régime fondé sur le respect de la personne humaine et la religion du droit, fût-il le droit du plus faible. Mais cette démocratie n'était plus depuis longtemps qu'un sépulcre blanchi. Certes, elle permettait encore à une certaine veulerie de se vautrer en liberté; à des esprits distingués de confronter leurs points de vue sans conclure; elle était mollesse, lâcheté, complaisance, détente de tous les ressorts de l'action. Mais elle n'était rien de positif, de vital, ni de conquérant. Elle paraissait vivre comme certains cadavres qui éructent en pourrissant. Elle était pétrie de mensonges de la base au faite. »²⁶

À la démocratie pure, fondée sur « le respect de la personne humaine et la religion du droit », il oppose l'organisme souillé, malsain et dégoûtant de la politique française. Au fil de ses métaphores, la démocratie apparaît sous les traits d'un être humain qu'il compare à un « cadavre » avant de reconnaître en elle la « veulerie », la « mollesse », la « lâcheté », la « complaisance » et d'autres défauts de caractère d'une personne dépravée. La démocratie, puisque c'est d'elle qu'il s'agit, ressemble à un être lascivement vautré dans son impureté, rongé par le cancer de sa pourriture.

En faisant ressortir avec tant de force la culpabilité de la France, *Esprit* annonce le mouvement de repentir qui, sous l'inspiration de la Révolution nationale de Vichy, s'emparera du pays au lendemain de la défaite de juin 1940. Pour l'instant, les personnalistes suggèrent involontairement une sorte de supériorité mystique de l'Allemagne hitlérienne et, par cette attitude pénitente, ils se rendent insensibles aux lourdes responsabilités de cette dernière dans la guerre qui vient.

La révolte passionnée des personnalistes contre le régime politique français et ses chefs dégage aussi certains relents de fascisme. Certes, le spiritualisme d'*Esprit*, qui trahit chez ses adeptes un besoin de fuir les réalités angoissantes de la politique et du monde, se situe bien aux antipodes de l'idéologie et surtout des mouvements fascistes. À plusieurs reprises, nous l'avons vu, les personnalistes ont dénoncé l'inspiration spirituelle des nations fascistes, leur étatisme, leur militarisme, leur terreur policière, bref l'embrigadement des corps et des âmes inhérent à leur totalitarisme. Néanmoins, dans ces mois d'avant-guerre, *Esprit* apparaît contaminé par les élans irrationnels des fascismes, fasciné par l'unité, la vitalité et l'austérité de leur action révolutionnaire. On va retrouver bientôt un avant-goût de fascisme dans sa critique toujours plus violente de la démocratie parlementaire, dans son attente anxieuse de nouveaux chefs, dans son dénigrement machinal de la « ploutocratie »²⁷ et surtout dans son besoin d'engagement héroïque.

Par ailleurs, dans les circonstances de 1938, n'est-il pas équivoque de se réjouir, comme Madaule le fait, de la mort du régime politique français ?

« Le mensonge démocratique est mort en France. On ne discute que les modalités d'un enterrement décent. Réjouissons-nous de la fin d'un mensonge. Ce peut être, si nous le voulons, l'heure de la vérité. Pour trop de Français, la démocratie n'a été jusqu'ici qu'un régime de paresse, de facilité, de vie aimable. » ²⁸

Après Munich, Mounier exprime à plusieurs reprises son admiration à l'égard de certains aspects du fascisme, en rappelant notamment que ce mouvement politique a le mérite d'avoir restauré une forme d'engagement total de l'être. Les régimes fascistes, l'Allemagne en particulier, représentent aussi pour le directeur d'*Esprit* la tentation d'une terre de souffrance et d'ascèse. Il l'avoue bien en août 1939 :

« Nous ne serions pas loin d'estimer, pour tout dire, que dans la fournaise hitlérienne, par la persécution des uns, par le dur ascétisme auquel certains autres se voient soumis, et malgré l'asservissement massif, plus de grandeur se forge dans l'obscurité que parmi les facilités de l'Europe décadente. » ²⁹

Comme s'il voulait rendre tolérable son glissement vers la droite, *Esprit* dénonce la menace fasciste qui pèse sur la France et consacre en décembre 1938 un numéro spécial au « préfascisme français ». Mais on s'aperçoit très vite que cette mise en garde témoigne paradoxalement de la méfiance grandissante d'*Esprit* à l'égard des forces de gauche.

Mounier explique d'emblée que la situation préfasciste qu'il dénonce constitue, en fait, une situation « prétotalitaire » ³⁰. Le fascisme au sens strict du terme lui paraît un mouvement politique particulier, inadaptable aux conditions historiques de la France. Partant d'une acception large du phénomène fasciste, assimilé au fait totalitaire, il dénonce comme « préfasciste » la menace que constitue à gauche « l'impérialisme prolétarien » ³¹ et même « toute une idéologie et toute une politique « antifascistes » ³², qui, en s'opposant aux transformations nécessaires du régime politique français, renforce les désordres et prépare la formation d'un véritable mouvement fasciste.

Madaule également ne considère pas que la France soit menacée d'un véritable mouvement fasciste. Le parti qui pourrait se réclamer de cette idéologie n'existe toujours pas, constate-t-il, et d'autre part, la léthargie spirituelle du pays s'oppose à la création d'un mouvement fasciste authentique.

« Il faut rendre justice même à ses adversaires. Le fascisme est dynamique, héroïque, opposé à l'inertie. Il propose un idéal dangereux, mais d'autant plus séduisant qu'il comporte plus de risques individuels et collectifs. Et alors, je me demande si la France est encore capable de sécréter un fascisme. » ³³

Il admet, en revanche, que la France est entrée dans une période de « préfascisme » qui se caractérise par une impuissance croissante du régime parlementaire, impuissance qui risque d'engendrer des mouvements de type fasciste dont le but serait de s'emparer d'un pouvoir tombé en déshérence.

Sous le couvert de cet avertissement, Madaule entend faire admettre, à la gauche essentiellement, l'impuissance définitive du régime parlementaire et la nécessité de restaurer en France, par une transformation radicale des institutions, le sens de la responsabilité et la notion d'autorité. C'est la raison pour laquelle il n'hésite pas à soutenir que les antifascistes « apparaissent souvent comme les pires des conservateurs politiques », notamment lorsqu'ils déconsidèrent « comme fasciste, ou préfasciste, toute réforme institutionnelle un peu profonde, et qui soit autre chose qu'un expédient... » ³⁴

Après avoir succombé dans les Etats où il ne s'était pas véritablement implanté, le parlementarisme subit une crise fondamentale en Europe, rappelle-t-il. En France, le parlementarisme se survit, tout d'abord parce qu'il est entré dans les mœurs politiques après soixante-dix ans d'existence, ensuite parce que le pays est demeuré longtemps en marge des grandes crises qui secouent aujourd'hui l'Europe. Le temps de la quiétude est désormais révolu. Munich a ébranlé la France dans ses profondeurs, l'abandonnant à sa défaite et à son humiliation. Elle vit dans un sentiment permanent de mauvaise conscience, car la crise n'a pas seulement révélé sa faiblesse matérielle mais, ce qui est plus grave, la profondeur de son « désarroi moral »³⁵. Elle doit faire face enfin à de graves difficultés financières dont la solution exigera de lourds sacrifices, de la part de la classe ouvrière notamment.

Dans cette situation dramatique, la désunion des partis, la fragilité des combinaisons ministérielles et les intrigues sordides dont elles sont l'objet, le culte de l'incompétence et la tyrannie électorale, toutes ces tares congénitales du parlementarisme français deviennent des maux incurables et paralysent le fonctionnement de la démocratie française.

Afin que la France émerge de ses angoisses, de ses haines, de ses mensonges et surtout de son impuissance, Madaule souhaite qu'apparaisse dans le pays « quelque chose de vraiment neuf, d'héroïque et de sain... »³⁶ Un mois auparavant, il avait exprimé le besoin d'une démocratie qui soit « la création d'un style de vie, d'où l'héroïsme et la sainteté »³⁷ ne soient pas exclus.

P.-A. Touchard manifeste une aspiration personnelle assez semblable lorsqu'il réclame en novembre 1938 dans *Le Voltigeur* un « fascisme anti-fasciste »³⁸. Cette formule, précise-t-il, n'implique pas un ralliement à l'idéologie fasciste. Les personnalistes, comme il le souligne, connaissent, et ont toujours dénoncé, les fausses valeurs du fascisme — mystique du chef, de la race et de la nation, volonté de puissance éperdue, dépersonnalisation de l'être dans une discipline totalitaire — et notamment d'un fascisme français qui imposerait une suprématie aveugle de l'Etat mis au service des féodalités financières. En recourant à cette formule, Touchard traduit sa volonté de reconnaître les aspects positifs du fascisme et son espoir de les voir intégrer dans les exigences d'une véritable démocratie. Le fascisme, croit-il en effet, contient des valeurs authentiques que les démocraties libérales ont négligées pour leur malheur.

« C'est ainsi qu'il faut sauver d'abord le sens de cette « nation » qui n'ose plus dire son nom. Nous savons qu'aucune vie personnelle complète n'est possible au cœur d'un pays qui a perdu le sens de sa mission. Nous savons que la vocation de la France, telle qu'elle apparaît dans l'histoire, est de libérer et de purifier les instincts du monde. Nous ne retrouverons entière notre joie de vivre que dans l'amour de la nation enfin digne que l'on combatte pour elle, parce que combattre pour elle serait combattre pour la liberté de chaque personne humaine. »³⁹

Par cette espérance politique un peu floue, P.-A. Touchard semble bien exprimer un besoin affectif qui lui est propre. En effet, il vit profondément le malaise de son pays qui a perdu sa raison d'être. Il attend de la France « une vie personnelle complète », car c'est « au cœur » de cette nation détournée de sa vocation qu'il se sent incapable de conduire sa vie et de

retrouver équilibre et bonheur. Le fascisme spiritualisé dont il rêve devrait donc lui permettre de recouvrer un état de plénitude intérieure, de restaurer l'harmonie perdue. Et puis, la France devrait aussi protéger les aspirations viriles de sa jeunesse, lui redonner confiance en son destin personnel et la guider vers la grandeur mystique de valeurs universelles.

« Nous voulons également sauver tout ce qui reste d'énergie et de jeunesse dans la France de 1938. Nous voulons l'ordre, la discipline, l'autorité. Mais cette discipline, cette autorité, nous la voulons acceptée au cœur de chacun, et non imposée par un chef fatalement faillible et impur, au service de valeurs universelles et non au service d'ambitions nationales. » ⁴⁰

Dans les mois qui suivent Munich, les personnalistes confondent de plus en plus manifestement leurs propres besoins affectifs et leurs espérances révolutionnaires. La nation idéale dont ils rêvent devrait affirmer le « style de vie » auquel ils aspirent personnellement, donner un sens à toute leur existence en les intégrant dans une grande aventure humaine, et aussi leur procurer cette harmonie intime si nécessaire à leur équilibre intérieur. Ces espérances sont difficiles à formuler en termes politiques et c'est la raison pour laquelle ils ne parviennent pas à définir de manière concrète la finalité des transformations de la société auxquelles ils songent.

En janvier 1939, dans un article intitulé « Corps et âme au *Voltigeur* » ⁴¹, Mounier exprime bien cette espérance de transformation personnelle et cette incapacité concomitante de formuler ce besoin en termes politiques. *Esprit*, explique-t-il, ne peut se contenter de fournir une bonne information ou une doctrine cohérente, mais doit entraîner ses adeptes dans un engagement qui transforme aussi bien leur caractère que leur vie privée et « leur manière de se tenir avec les hommes » ⁴². Pour atteindre ce but une révolution est nécessaire, une révolution totale qui puisse transformer l'homme dans son corps et dans son âme.

« Interrogeons-nous un instant sur les mouvements qui ont soulevé l'histoire. Croit-on que c'est avec des conversations hebdomadaires, des attentes navrées que les révolutions se sont faites ? Quand un homme devient chrétien, national-socialiste, communiste, cette conversion engage toute sa vie, transforme jusqu'au style de ses actes et à la couleur de ses journées. (...) »

On n'intéresse pas le tout d'un homme par des modifications de régime politique ou économique. On le prend dans le dégoût d'une certaine vie qu'il mène, que tout autour de lui l'encourage à mener. On excite en lui la volonté de secouer sa servitude semi-contrainte, semi-consentante, et on l'entraîne à la conquête, sur soi et autour de soi, d'une vie nouvelle. Seul cet espoir est assez vaste pour fouetter l'énergie spirituelle d'un pays qui s'abandonne. »

Il conclut cette morale en rappelant : « Ne nous cachons pas que si nous voyons très net sur la direction où nous emporte notre personnalisme, nous savons très peu et nous avons encore moins réalisé de toutes ses implications et ses exigences. Seule une réflexion toujours en éveil pour déterminer la solution qu'à chaque événement le personnalisme requiert, celle-là et pas une autre; seule une volonté de fer pour éliminer une à une toutes nos résistances, toutes nos inerties, tous nos réflexes étrangers, de droite, de gauche ou du centre, feront de nous, par la forge et la trempe, des *entraîneurs*. D'ici là, nous ne serons que des esprits avisés ou de braves petits garçons. » ⁴³

« Enfants du siècle » ou « enfants purs », « soldats de petite taille » ou « braves petits garçons », les personnalistes ne sont pas encore des « entraî-

neurs », c'est-à-dire d'authentiques chefs ou simplement des hommes ayant atteint leur pleine maturité adulte. Mounier n'exprime encore et toujours qu'une vocation de grandeur sublime, qu'une attente inquiète du jour à venir où il sera parvenu à triompher de lui-même et de ses faiblesses, à vaincre ses réflexes coupables en se donnant « corps et âme » au *Voltigeur*, ou à *Esprit*, ou au personnalisme, pour trouver la voie d'un engagement authentique, d'un engagement d'homme sûr de son identité.

De manière un peu semblable, Bernard Charbonneau préconise en février 1939 une révolution qui soit à même d'envisager « le sort de l'homme dans son ensemble, de la vie intérieure au pain quotidien »⁴⁴, une révolution qui vise à la délivrance de l'homme de « chair et d'esprit »⁴⁵. Ce bouleversement transformerait la vie quotidienne de l'homme et ses relations avec le prochain. Est-ce possible ? « Celui qui agit par foi peut transporter des montagnes »⁴⁶.

2. La démocratie coupable

Depuis la crise de Munich, les attaques contre le régime politique français et ses chefs deviennent toujours plus acariâtres. Malheureusement, et en dépit des résolutions prises au congrès de Jouy-en-Josas, l'attitude des rédacteurs d'*Esprit* demeure négative, dénigrante et hautaine. Certains lecteurs ont dû s'irriter de ce procès sempiternel, car le directeur de la Revue, dans la livraison de décembre, fait allusion à ceux qui voudraient qu'*Esprit* prenne la tête d'une action politique militante et rappelle que le rôle d'une revue n'est pas de s'emparer du pouvoir. Pour qu'il n'y ait plus d'équivoque sur la mission d'*Esprit*, Mounier précise aussi :

« Une revue guide la réflexion, elle arme les volontés, pour que l'esprit d'entreprise naisse de cette double influence sous la touche imprévisible des vocations. C'est pour respecter ce jeu libre et souvent capricieux de la fécondation spirituelle que nous devons maintenir autour de notre revue des amitiés et des collaborations assez larges, afin que des rencontres, des fusions, des confrontations et des partages puissent s'y préparer sans contrainte.

Ce rôle nous interdit de nous asservir à un seul programme, à une seule tactique, à un seul milieu. Il ne diminue pas la rigueur de nos responsabilités. Nous sommes portés sur un courant dont la direction ne fait pas de doute, même si nous ignorons encore tous les paysages où il nous entraînera et s'il ne nous trouve pas toujours unanimes dans l'appréciation des paysages qui passent. »⁴⁷

Une fois encore, son option spiritualiste dissimule à peine sa confusion intellectuelle et son absence d'idées politiques concrètes.

En dépit de cette incertitude doctrinale, il lance au mois de décembre 1938 un « appel à un rassemblement pour une démocratie personnaliste »⁴⁸. Le rassemblement auquel il songe devrait se constituer en dehors des masses ; il réunirait un petit nombre d'hommes résolus, « centralement situés dans les cadres vitaux de la nation »⁴⁹ et disposés à écarter pour un temps toute raideur idéologique. Mounier exclut d'emblée de cette élite les partisans d'un régime totalitaire, à savoir les membres du parti communiste et ceux qu'il nomme les « pseudo-« fascistes » d'extrême droite »⁵⁰. Il rejette aussi de ces catégories sociales dont les contours sont difficiles à cerner : « tous

ceux qui se font, par scepticisme ou par peur, les complices d'une lente soumission intérieure de la France aux régimes totalitaires », ainsi que « tous les conservateurs des désordres établis, soutiens des oligarchies financières, des arrogances de classe, de l'arrivisme politique, des démagogies démocratiques »⁵¹.

Il précise aussi que ce rassemblement ne se fera pas entre les partis, car ceux-ci ne représentent plus rien en France, ni entre quelques intellectuels ou militants en marge des formations existantes, ni encore par la consolidation d'une forme de centrisme. Il ajoute enfin que la condition préalable de ce rassemblement est « une volonté inflexible de le réaliser, sans attendre qu'il soit mûr »⁵².

Au visage flou de son rassemblement correspond une notion non moins vague de la « démocratie personnaliste » qu'il évoque à nouveau et qu'il définit par opposition au régime existant. La démocratie personnaliste, explique-t-il, ne serait pas le parlementarisme de la III^e République. Elle reposerait sur une représentation authentique aussi éloignée du mensonge que de la corruption. Cette démocratie, précise-t-il aussi, ne serait pas non plus la tyrannie que constitue la majorité dans le système actuel. En régime personnaliste, la majorité servirait l'intérêt général de la Nation et n'écraserait pas les libertés des groupes minoritaires. Il poursuit sa description en assurant que la démocratie personnaliste serait sans rapport avec l'anarchie du système individualiste et libéral. Elle ne serait pas neutre mais personnaliste. Il assure enfin qu'elle ne serait pas la négation de la fonction de chef, mais rechercherait au contraire dans toutes les couches sociales les élites capables d'assumer les fonctions d'autorité. Il termine son ténébreux manifeste en s'exclamant : « *N'ayez plus peur : vous avez une œuvre commune à faire, une « mystique » qui répond à tous les dégoûts comme à tous les besoins de votre pays* »⁵³.

A partir de 1939, *Esprit* s'efforce de donner une expression un peu plus cohérente à sa condamnation du régime parlementaire français. Ainsi, durant les premiers mois de cette année, deux numéros de la Revue sont consacrés à des recherches de doctrine politique, l'un en mars sur le problème de la représentation, l'autre en mai sur le régime des partis ; ces études ne se bornent pas à remettre en cause les fondements de la démocratie, mais esquissent, pour la première fois, les grandes lignes d'un nouveau régime⁵⁴.

En examinant le problème de la représentation, *Esprit* ne dissimule pas sa volonté de condamner irrémédiablement le régime parlementaire français. Il donne pourtant à son procès des airs d'impartialité et publie l'avis de juristes compétents sur les défauts et les transformations possibles du système de représentation en vigueur dans le régime de la III^e République.

Ainsi René Capitant, alors professeur à la Faculté de droit et des sciences politiques de Strasbourg, préconise l'instauration d'un système majoritaire à un seul tour et la réhabilitation du droit de dissolution au profit du président du Conseil, deux réformes qui, pense-t-il, feraient évoluer le régime politique français dans le sens du régime parlementaire britannique fondé sur le bipartisme⁵⁵. Henri Dupeyroux, professeur à la Faculté de droit de Toulouse, demande également que l'on confère au gouvernement une plus

grande liberté de dissolution des Chambres⁵⁶. Maxime Leroy et Claude Leblond (pseudonyme de Charles Blondel), tout comme J. Reinach, suggèrent différentes modalités pour limiter l'ingérence du Parlement dans le rôle de l'exécutif⁵⁷. La plupart des juristes interrogés émettent des opinions modérées et apparaissent de tendance réformiste. La Revue livre leurs considérations souvent hétérogènes sans tenter d'en faire la synthèse ou d'en tirer des conclusions.

Pour étayer son examen du problème de la représentation, *Esprit* s'est informé directement auprès des membres du Parlement, en adressant une lettre personnelle à chaque député, afin de connaître leur point de vue sur le régime parlementaire. Le résultat de cette dernière enquête est pourtant décevant puisque la Revue ne reçoit en retour qu'un petit nombre de réponses, vingt-quatre exactement⁵⁸. *Esprit* s'indigne de ce nombre dérisoire de témoignages et reconnaît dans ce peu d'intérêt suscité par son enquête une autre preuve de la pourriture intérieure du régime. En réalité, cette faible proportion de réponses provient aussi de la forme très particulière du sondage entrepris. La lettre envoyée par *Esprit* aux députés est en effet mal conçue et ces derniers ont tout lieu de se sentir interpellés par une enquête qui ne fait pas mystère des options antiparlementaires du mouvant personnaliste⁵⁹.

Esprit a une autre raison de se montrer déçu de son enquête. En effet, la plupart des députés qui ont accepté de répondre paraissent satisfaits du régime parlementaire, quand bien même certains préconisent des réformes pour en améliorer le fonctionnement.

La rédaction laisse percer sa déconvenue en jugeant ces réponses dans l'ensemble trop « techniques » ou d'une « minutie prématurée »⁶⁰. Commentant le point de vue de certains, elle raille ces « Messieurs »⁶¹ qui paraissent surtout préoccupés de leur réélection et ironise sur leur manque d'imagination quant au fonctionnement du régime. Enfin, elle s'indigne qu'une

« poignée infime semble être agitée par quelques problèmes humains, quelques doutes sur le métier qu'on leur fait faire, tel qu'on le leur fait faire, quelques réserves sur les hommes qui les entourent, quelque inquiétude d'envergure sur le régime. »⁶²

Que mettre en lieu et place du système parlementaire existant ? Dans un chaos de formules négatives, Mounier a proposé, en décembre 1938, l'instauration d'une « démocratie personnaliste ». Quelques semaines plus tard, dans un éditorial intitulé « Apologie pour la République », il suggère d'abandonner le terme « démocratie » qui lui paraît désormais irrémédiablement associé :

« 1) avec la démocratie libérale, bourgeoise et ploutocratique, celle que désigne M. Hitler quand il évoque pharisaïquement « le pharisaïsme des démocraties », celle qui se dramatise pour nous en ces quelques images : La Cité, le radical-socialisme, Sully-Prudhomme, Léon Bourgeois, Le Parlement, la SDN et 2) avec la démocratie au sens strict, démocratie permanente ou gouvernement des masses, c'est-à-dire avec la plus périlleuse confusion de la fonction de contrôle et de la fonction de gouvernement, dont la dite démocratie est en train de mourir. »⁶³

Les attaques d'*Esprit* contre la démocratie parlementaire ne sont pas nouvelles. On sait qu'elles expriment, sur le plan idéologique, une très

ancienne réaction catholique contre la liberté de pensée qui fonde la protestation libérale du XVIII^e siècle et, plus tard, la lutte anticléricale de la III^e République. Bien que l'on se déclare partisan d'une cité pluraliste, on s'insurge, plus ou moins ouvertement, contre les dernières conséquences de cette tolérance qui seraient justement l'acceptation de l'indifférence en matière religieuse. En cette période affolante, il n'est pas étonnant que l'incurie et l'impuissance du régime parlementaire, jointes à l'angoisse d'une guerre prochaine, ravivent l'antilibéralisme personnaliste.

François Perroux, qui collabore régulièrement à *Esprit*, surtout depuis 1938, exprime bien les fondements de son hostilité au régime parlementaire lorsqu'il reproche à celui-ci son « absence de grand dessein »⁶⁴ et son inaptitude à conduire la société selon un principe de finalité. Comme il le rappelle dans son ouvrage intitulé *Capitalisme et communauté de travail*:

« Le parlementarisme se dit étranger à la science du bien et du mal. Il ramène les exigences mystiques à des problèmes d'organisation et réduit à une opération d'arithmétique simple les grandes décisions antagonistes sur le sens de l'homme et de la vie (...) »⁶⁵

Pour les mêmes raisons, Mounier s'insurge aujourd'hui plus que jamais contre les théories de la démocratie libérale qui prétendent que l'homme est souverainement libre, autonome et capable de fonder seul l'ordre de la cité⁶⁶. Depuis toujours, il a défendu l'idée que l'Etat ne saurait être neutre mais devait servir la vocation spirituelle de la communauté.

En rejetant l'essence même du libéralisme, les personnalistes expriment sans doute davantage que leur conviction religieuse: ils trahissent peut-être leur besoin personnel de contrainte et l'angoisse qu'ils éprouvent à l'égard d'une liberté inconsciemment vécue comme l'abandon aux instincts qu'ils répriment. On sait que Mounier associe le libéralisme à l'absence de discipline extérieure et le redoute pour les ferments de jouissances instinctives qu'il discerne dans l'anarchie individualiste. Raillant les théoriciens libéraux, il dénonce aujourd'hui cette « volonté générale » qu'il qualifie d'« universelle et informe *libido politique* »⁶⁷, image qui évoque bien le monde trouble des instincts.

Dans le même élan réprobateur, il prétend en décembre 1938, que le député français ne représente qu'une sorte de complicité sordide entre « le moins bon de lui-même et le moins bon du pays »⁶⁸. Dans ce jugement intolérant, le député apparaît comme l'incarnation de ce mal que le directeur d'*Esprit* poursuit sans relâche chez les hommes politiques, symboles d'un monde adulte décevant. En mars 1939, il publie les témoignages des parlementaires qui ont accepté de répondre à ses questions sous la rubrique lourde de signification: « Les députés se penchent sur leur passé »⁶⁹, comme si, en répondant à l'enquête d'*Esprit*, les députés devaient nécessairement entreprendre une sorte d'examen de conscience⁷⁰.

De manière assez semblable, Perroux dénonce dans le parlementarisme un procédé qui « affaiblit les tensions, concilie, à un certain niveau, les contradictoires, donne à la vie un coefficient d'absence et de « confort » qui est le vœu ostensible ou secret du plus grand nombre, et le but des parties assoupies de chacun de nous »⁷¹.

Au fil des anathèmes contre le régime en place, c'est bien l'image d'un régime autoritaire qui s'impose avec toujours plus de force dans les milieux personnalistes. En mars 1939, Mounier précise que l'autorité à laquelle il songe « évoque certains mécanismes des régimes totalitaires par la restauration de la fonction de chef et de la décision politique assumée préalablement au contrôle »⁷². Dans ce régime personnaliste, le pouvoir émanerait du sommet de la pyramide gouvernementale. L'organe législatif aurait pour fonction d'interpréter, en toute indépendance, les « volontés implicites du suffrage universel »⁷³ et d'inspirer le gouvernement par un « vote indicatif »⁷⁴. Le gouvernement serait donc libre d'agir librement dans les limites d'une charte fondamentale intitulée « Statut de la Personne », sorte de Déclaration des Droits de l'Homme expurgé de ses relents individualistes et qui, du reste, serait encore à définir. La règle et le principe de l'action gouvernementale seraient le bien public.

Afin d'instaurer une représentation intégrale de la nation, Mounier préconise l'institution d'un système de vote plural: les droits du citoyen varieraient en fonction du nombre de communautés auxquelles il appartiendrait⁷⁵. En formulant cette proposition, il reprend à son compte, sans doute sans le savoir, l'ancienne revendication des milieux légitimistes à l'aube de la III^e République. Dans la même perspective, François Perroux, fidèle à son corporatisme, suggère le suffrage familial et aussi la représentation des groupes économiques et des corps culturels ou scientifiques, tels l'enseignement public ou privé, les institutions de recherches, les groupements professionnels et les associations d'éducation. Cette représentation intégrale de la nation devrait, selon la formule de Perroux, favoriser « la sélection des chefs à la fois fidèles et créateurs *en partant de ce qui est* »⁷⁶

En esquisant les principaux aspects du régime personnaliste, Mounier et Perroux laissent en suspens plusieurs questions fondamentales. De quel avatar de la vie politique française surgiraient ces hommes responsables et capables de gouverner en fonction du bien public? Pour quelles raisons leurs décisions seraient-elles supérieures à celles qui émanent des gouvernements issus de l'opinion subjective et flottante des masses? Quelle serait la nature du bien public auquel ils seraient censés se conformer?

L'ignorance de ces questions procède de la même équivoque qui entoure la notion de « primauté du spirituel ». Mounier et Perroux invoquent la venue de chefs, dont l'autorité serait admirable et la conscience du bien public parfaite, de la même manière qu'ils superposent la notion vague de « spirituel » aux aspirations de la cité, sans parvenir à donner un contenu logique à leurs aspirations et à définir la finalité de leurs espérances. Sans que l'on sache pourquoi, dans l'ordre de la cité comme dans celui de l'esprit, l'autorité vient d'en haut et impose sa contrainte normative.

On reconnaît dans l'autorité de ces chefs, qui doivent s'imposer « moralement à la nation par leurs aptitudes aux fonctions de gouvernement »⁷⁷, une forte ressemblance avec la puissance tutélaire du père. Or, de même que l'enfant ne s'inquiète pas de l'origine du père qui s'impose à sa conscience, ainsi Perroux et Mounier ne se demandent pas comment apparaîtraient ces chefs idéaux à la protection desquels ils aspirent dans cette période troublée⁷⁸.

De manière assez significative, Perroux se contente de faire le portrait de l'homme d'Etat et le caractérise par trois « fonctions ». Celui-ci est, tout d'abord, un « créateur d'images et de mythes »⁷⁹. On trouve dans l'évocation de cette fonction le rôle du père qui constitue l'image à laquelle le garçon s'identifie, image originelle d'où dérivent des héros de substitut et les mythes qui leur correspondent. En explicitant le rôle de ces images et de ces mythes dont le chef est le créateur, Perroux précise « qu'ils peuvent être vulgarisés et répandus dans la jeunesse et mordre sur les âmes au moment où elles prennent contact avec les premières énigmes de la vie »⁸⁰.

Esquissant ensuite la seconde fonction de l'homme d'Etat, il s'exprime en ces termes : « L'homme politique est encore très essentiellement l'individu qui a la capacité de donner l'ordre de tirer »⁸¹. Cette considération étrange, et pour le moins inattendue, n'évoque-t-elle pas aussi l'image que se fait l'enfant de la puissance phallique du père ? Dans le même ordre d'idées, enfin, Perroux considère que le chef politique doit avoir « un bon sens et un réalisme inattaquables »⁸² et insiste sur sa puissance créatrice en ajoutant :

« Barbusse a parlé avec beaucoup de raison et de force de la « grande brutalité simpliste du créateur d'actes ». L'action est, en effet, toujours élémentaire. »⁸³

L'hostilité des personnalistes à l'égard de la démocratie parlementaire renferme logiquement une condamnation du régime des partis, considérés comme un facteur de division et une démonstration vivante des incertitudes de la cité libérale.

La livraison de mai 1939 est consacrée à l'étude des partis politiques en France. Sous le titre : « Régime des partis - Bilan - Avenir », la Revue présente une série de monographies sur les grandes formations politiques françaises, examine différents problèmes posés par l'engagement à l'intérieur de celles-ci, puis formule certaines propositions pour transformer la nature et le rôle des partis politiques en France.

Cette troisième partie, qui constitue en fait la prise de position d'*Esprit*, réunit, sous la rubrique « *L'avenir des partis* », les réflexions de Mounier, de Rougemont et de Jean Gosset. Or, les points de vue de ces derniers sur le problème en question apparaissent fort divergents. En effet, tandis que le directeur d'*Esprit* réclame une transformation fondamentale de la nature et du rôle des partis politiques français, et l'obligation pour ceux-ci de conformer leur statut et leur action aux normes d'une Charte fondamentale⁸⁴, Gosset préconise la création d'un parti unique⁸⁵, alors que Rougemont défend au contraire l'abandon définitif du régime des partis⁸⁶. *Esprit* ne semble guère s'inquiéter de ces discordances et présente ces prises de position comme « une première ligne de résultats » tout en s'efforçant de relever les « accords de base »...⁸⁷

S'il n'est pas possible de définir, à partir de ces points de vue, une doctrine des partis politiques propre à *Esprit*, on peut, en revanche, analyser différentes réactions émotives à l'égard de ces derniers qui recoupent bien certains des fondements affectifs de l'attitude personnaliste à l'égard de la politique.

« L'Etat est une catégorie d'adulte »⁸⁸, remarquait justement Mounier. Or, on s'aperçoit d'emblée que les personnalistes expriment à l'égard des

partis des réactions d'hostilité ou de révérence, semblables à celles qu'ils ont manifestées à l'égard de l'Etat qui symbolise, au même titre, une autorité d'essence paternelle.

Ainsi Rougemont n'entreprend aucune critique des partis, en analysant par exemple leurs faiblesses, leurs carences ou leurs échecs, mais les conteste globalement en tant que « puissance créatrice »⁸⁹. Dans son article intitulé « D'une critique stérile », il reproche aux personnalistes de n'avoir pas donné un tour assez radical à leur critique des « vieux » partis, d'avoir subi l'attrait de leur puissance ou gardé « le secret désir » de constituer eux-mêmes une véritable formation politique dans laquelle ils pourraient militer « avec une bonne conscience », d'avoir même caressé l'espoir, au fond de leur cœur, « d'arriver à une « prise de pouvoir » de type léniniste ou fasciste »⁹⁰.

D'emblée, par son mépris sarcastique, il démontre qu'il n'entend pas critiquer les partis mais leur nier toute réalité: « On ne croit pas suffisamment à ce qu'on affirme, à savoir la mort des partis »⁹¹. Cette contestation absolue des partis, n'est-elle pas liée chez Rougemont à l'angoisse qu'elle suscite en lui en tant que représentation d'une autorité redoutable? « Tout parti », assure-t-il, « est totalitaire dans son essence, et préfigure l'Etat totalitaire, brutal et stérilisant »⁹². C'est donc bien le symbole d'une autorité terrifiante qui se profile derrière l'image de cet organisme politique dont Rougemont veut, à tout prix, éliminer jusqu'au souvenir.

Que l'action du parti soit essentiellement mauvaise, que sa « puissance » soit terrifiante, l'auteur de la *Politique de la Personne* n'est pas seul à le proclamer. Nous avons déjà analysé le refus opposé par Mounier à la création d'un parti comme la crainte de souiller le mouvement *Esprit*. Il rappelle aujourd'hui: « La dissolution des caractères et (...) l'obscurcissement des consciences qu'entraîne le jeu de la vie partisane »⁹³, comme si la fréquentation d'une formation politique comportait forcément un risque de dépravation. A l'instar de Rougemont, il dénonce, à nouveau, le penchant dominateur de chaque parti en soulignant qu'une fois au pouvoir le parti s'impose en refusant « à ceux du dehors le simple droit à l'existence politique », voire même dans certains pays « le droit à l'existence tout court »⁹⁴. Il le définit aussi comme un « dieu jaloux »⁹⁵, un instrument de conquête, inerte, centralisé et qui revendique pour la politique « le tout de l'homme »⁹⁶. Selon lui les partis démocratiques n'échappent pas à cette tentation de totalitarisme: « Leur totalitarisme de fait est un totalitarisme honteux et peu conscient »⁹⁷. Pour prouver cette assertion surprenante, il interroge ses lecteurs en ces termes:

« Voit-on un dirigeant radical, socialiste ou modéré, ouvrir un congrès par ce langage: « Vous que le souci politique réunit ici, vous êtes une précieuse réserve de richesses humaines que vos jours ne suffiront pas à révéler. Vous êtes faits pour les travaux, vous êtes faits pour le loisir. Vous êtes faits pour la poésie et pour le jeu. Vous êtes faits pour l'amour et pour la connaissance. Vous êtes faits (ajouteraient quelques-uns) pour l'adoration. Distribuez votre cœur aux appels de cette abondance. Vous vous trouvez ici, parce que vous êtes, aussi, destinés à vivre dans une société et à l'organiser. Mais ce n'est pas le principal de votre destin. Faites donc vite, et allez vivre. »⁹⁸

Ce discours imaginaire exprime bien son désir inconscient de fuir le monde

adulte de la politique pour retrouver l'activité ludique spontanée et créatrice de l'enfance, sous la protection d'une autorité bienveillante et chaleureuse.

A l'embrigadement d'essence totalitaire du parti, il oppose l'engagement de l'« Homme personnel »⁹⁹, tout comme Rougemont préconise une action qui ne soit pas « au niveau de l'opinion » mais à « hauteur d'homme »¹⁰⁰. A l'engagement réel des partis, nos deux auteurs substituent le rayonnement spirituel de la personne à laquelle ils confèrent toujours une sorte de toute-puissance magique.

Cependant, contrairement à Rougemont, Mounier ne rejette pas définitivement le concept de parti. Une société personnaliste, nous l'avons vu, comprendrait une pluralité d'aspirations soumises ensemble au principe vague mais souverain du « spirituel ». Les partis, dans la perspective de cette société personnaliste, encadreraient et dirigeraient ces aspirations; ils auraient un rôle d'éducateur bienveillant; leur autorité serait donc nécessaire et féconde, notamment pour former des hommes capables de gouverner. Chacun des partis, explique-t-il en effet, serait « une milice d'avant-garde, un organe d'éducation, une pépinière de chefs, bref une élite politique »¹⁰¹.

Contrairement à Rougemont et Mounier, Gosset propose l'instauration d'un parti unique. Faut-il considérer cette position singulière comme une hérésie en terre personnaliste ? Gosset appuie sa thèse en se référant à Rougemont, et surtout à Mounier dont il cite généreusement le *Manifeste au service du personnalisme*. Le directeur d'*Esprit*, à son tour, s'il se déclare en faveur d'une solution différente de celle préconisée par Gosset, se garde bien de renier l'idée de son ami. Comment donc expliquer cette pluralité de réactions personnalistes à l'égard du rôle et de la nature du parti ?

Si, comme nous le croyons, l'attitude des personnalistes en la matière découle de leurs sentiments inconscients vis-à-vis de l'autorité parentale, celle du père notamment, il n'est pas surprenant de rencontrer au sein du mouvement *Esprit*, et même en chacun de ses adhérents, une profonde ambivalence à l'égard du pouvoir et de l'action du parti. Denis de Rougemont lui-même, dont nous avons examiné la contestation radicale de l'autorité du parti, n'a pas caché l'attrait que constituait pour les personnalistes la puissance du parti, confessant le « secret désir » — certes culpabilisant — d'arriver à une prise de pouvoir, à l'instar des mouvements fascistes ou léninistes, pour infléchir la communauté selon leurs aspirations révolutionnaires.

Telle est bien l'espérance exprimée par Gosset. La pluralité des partis lui paraît responsable des velléités incohérentes, des faiblesses et des divisions de la société libérale. Aux majorités alternantes, toutes également tyranniques des minorités écartées du pouvoir, à l'irresponsabilité et à l'absence d'inspiration véritable des formations traditionnelles, il oppose l'idéal révolutionnaire du parti unique qui sait assumer le destin de toute la communauté et devient l'instrument, le seul, de sa transformation révolutionnaire. « L'histoire va dans le sens totalitaire »¹⁰² et le parti d'aujourd'hui n'a de sens que dans la mesure où il exprime les aspirations spirituelles de l'homme intégral¹⁰³.

* * *

Depuis le début de 1938, Mounier caressait l'idée de fonder une vie communautaire avec ses amis J. Lefrancq, Emile-Albert Niklaus et Paul

Fraisse. En février 1939, il fait part de ce projet aux lecteurs de la Revue et sollicite leur appui pour trouver une grande demeure entourée d'un jardin dans la banlieue de Paris. Cette maison *Esprit*, explique-t-il, aurait pour premier but de créer au cœur du mouvement « un foyer de vie amicale ». Elle devrait abriter en outre un « centre d'observation et d'orientation pédagogique pour adolescents »¹⁰⁴ qui serait animé par des spécialistes en psychologie et en pédagogie issus du mouvement *Esprit* (il s'agit notamment de Lefrancq et Niklaus). A l'avant-veille de la guerre, en juin 1939, Mounier annonce en ces termes la mise en chantier de ce centre psycho-pédagogique :

« L'essentiel d'une révolution n'est pas la conquête du pouvoir, mais l'éducation des hommes ». Un homme écrivait cela en 1922. — Encore un de vos songe-creux ? Quelque théoricien de la révolution spirituelle ? — Ce rêveur, en effet, dépense pour les loisirs ouvriers trois milliards par an et forme huit millions de jeunes hommes, depuis six ans, par une éducation de fer. Mois par mois, il les entraîne à Dieu sait quel ouragan de folie historique dont les premiers symptômes, car il ne s'agit encore que de symptômes, sont l'occupation de la rive gauche du Rhin, l'Anschluss, Munich, Prague, Memel.

(...)

Quarante millions de Français attestent une régression ou une discordance de toutes les formes de conduites : instincts, affectivité, caractère, intelligence sont tour à tour frappés. Quarante millions de Français trouvent de moins en moins de chefs parce qu'ils sont eux-mêmes de moins en moins hommes. Non seulement quarante millions de Français, mais quatre-vingt millions d'Allemands, quarante millions d'Italiens, plusieurs millions de Belges, de Suisses et de nombreux autres millions de par le monde souffrent de cette réalité constitutive du régime « de masses » : que 80 % des hommes adultes, de toutes classes, de toutes fonctions, de tous diplômes, sont des médiocres et de l'intelligence ou de la décision. Cet abaissement du niveau mental et de la force de caractère, premier effet des techniques de masses, n'est pas irrémédiable. Encore faut-il le surprendre avant les fixations définitives. Sauver notre génération du massacre, c'est bien. Sauver la génération qui suit de cet abêtissement et de cette complaisance au mensonge qui stupéfient la nôtre, c'est mieux encore. Décidément notre rêveur avait raison : une ambition se juge à ses ambitions éducatrices plus qu'à ses ambitions politiques. L'homme d'Etat qui dès 1933 aurait en France consacré les sommes jetées dans le gouffre des armements à former les jeunes Français de quinze à vingt ans (ils auraient aujourd'hui de vingt et un à vingt-six ans, ils commenceraient à pénétrer les cadres), cet homme aurait été notre sauveur. Et ni Munich, ni Prague ne seraient entrées dans l'histoire. Le rêveur avait raison. Dommage que le rêveur se nomme Adolf Hitler.

Il y a des psychologues parmi nous ; quelques-uns, depuis dix ou vingt ans, libérés des rengaings de manuels, ont mis — contre tout espoir — leur cœur et leur raison au service de l'éducation. Nous leur faisons confiance et offrons nos moyens modestes à leur méthode sûre.

Il nous faut commencer par le commencement. Il n'y a pas d'éducation en France parce qu'il n'y a pas de doctrine de l'éducation, et plus de conception ferme de l'homme. Notre force a cela en commun avec celle des totalitaires que nous savons ce que nous voulons faire de l'enfant, ou plutôt ce que nous voulons éveiller en lui : mais ce n'est pas un personnage, ni un fonctionnaire, ni un producteur, ni un automate, c'est une personne authentiquement libre, c'est-à-dire consciemment engagée. Sur cette conception de l'homme et du but de l'éducation, il reste à élaborer une psychologie d'abord, puis une doctrine et une technique éducatives.

(...)

Nous aimerions que cette initiative soit une occasion pour nos amis, préférentiellement à quiconque, de nous confier leurs enfants, et pour nous d'organiser dans un pays qui se défait une première pépinière d'hommes de notre esprit.

(...)

Nos amis n'ont pas de plus vif souci que de restituer au travail pédagogique les grâces de l'enfance et de l'adolescence dont les adultes l'ont étrangement dépouillé.

(...)

Sauvons nos enfants : c'est, en cet été 1939, un devoir d'espérance, le seul peut-être qui soit capable d'exorciser la peur. » ¹⁰⁵

La peur..., ce dernier mot donne peut-être la clef de son besoin communautaire et de son initiative en faveur de l'enfance. Comment échapper, en ces jours éphémères de l'été 1939, à cette angoisse lancinante de la guerre qui assombrit la vie de chaque Français, de tous les Européens ? Que donnerait-on aujourd'hui pour ne pas affronter une tragédie qui semble désormais inéluctable ! Comment se protéger du sentiment de révolte sourde contre l'absurdité d'un pareil destin ?

Ce n'est donc pas un hasard si l'ancien idéal communautaire personnaliste aboutit de manière concrète précisément en ces circonstances affolantes, au moment où déclinent les dernières espérances de la paix, lorsque déjà surgit l'ombre lugubre de la prochaine guerre. Dans ce projet, le directeur d'*Esprit* ne manifeste pas seulement son besoin de restaurer l'harmonie chaleureuse d'une cellule familiale en marge du cours tumultueux de l'histoire, à l'abri des angoisses de la vie, mais aussi son désir de former et d'orienter les jeunes, notamment de les aider à entreprendre le passage difficile de l'enfance à l'âge adulte.

Ce que nous savons de sa propre adolescence, en particulier des élans de désespoir qu'il traversa lorsque son père le poussa dans des études scientifiques pour lesquelles il n'éprouvait aucun goût ; ce que nous connaissons de son affectivité un peu déboussolée, de sa confusion intellectuelle et de son caractère indécis, nous permet d'interpréter les jugements outrés qu'il porte sur ses compatriotes et sur les millions de ressortissants des pays qui entourent la France, comme l'expression d'une projection de son problème personnel sur autrui. Une fois encore, il incrimine le monde extérieur de ce qu'il ne tolère pas en lui-même. Inconsciemment, il cherche probablement à revivre l'adolescence qu'il traîne en lui par la création de ce centre psychopédagogique, et c'est pourquoi il considère la création de cette « maison *Esprit* » comme une des grandes décisions de son existence et compare même cette résolution à celle qu'il prit jadis contre son père en abandonnant la médecine pour la philosophie, et aussi à celle de son mariage ¹⁰⁶.

Incontestablement, son angoisse de la menace hitlérienne ravive ses conflits avec l'autorité et c'est la raison pour laquelle, à la veille d'une guerre quasi certaine, il en vient à déplorer que les sommes dépensées pour les armements n'aient pas été investies dans l'éducation et dans la formation psychologique des jeunes... comme s'il ne pouvait s'empêcher de réduire le drame du monde à la mesure de ses problèmes personnels. Il semble avouer : « Si mon père, si mes maîtres n'avaient pas été tellement indignes de leur mission éducatrice, je serais aujourd'hui capable d'affronter les problèmes de la vie ». Et en manifestant son besoin de sauver les enfants du massacre,

il exprime certainement en partie son espoir de se soustraire aux coups d'Hitler, ce symbole éminent d'une autorité mauvaise.

On retrouve, en effet, dans ce nouveau plaidoyer pour l'enfance, son intarissable révolte contre les « adultes » qui ont dépouillé l'enfance et l'adolescence de leur grâce et son constant désir de faire table rase des valeurs établies, en l'occurrence de tous les principes éducatifs et psychologiques en cours dans les manuels. Il manifeste surtout son besoin de s'investir d'une immense autorité en comparant la hauteur de vue des personnalistes en matière d'éducation à la force des Etats totalitaires, et en affirmant qu'il est nécessaire d'organiser en France « une pépinière d'hommes » inspirés de leur esprit.

La mobilisation allait bientôt interrompre ce projet qui semblait engagé sur de bonnes voies puisqu'en juillet 1939 la Revue sollicitait à nouveau ses lecteurs: « Cherchons pour « Maison *Esprit* » jeune ménage français jardinier - cuisinière, susceptible d'amitié et de collaboration avec les occupants » ¹⁰⁷.

3. La guerre, fatalité d'une France coupable

Depuis longtemps déjà, une nouvelle guerre européenne apparaissait inévitable. Elle éclate le 3 septembre, deux jours après l'invasion de la Pologne par les armées allemandes, un peu plus d'une semaine après la signature à Moscou d'un traité de non-agression entre la Russie soviétique et le III^e Reich.

Même si la guerre était prévisible, même si depuis le début de l'année 1939 elle semblait inéluctable, un espoir de paix subsistait dans l'opinion française, car il y a toujours un fossé entre l'évidence d'un malheur prochain et l'événement qui le confirme. C'est pourquoi le déclenchement de la seconde guerre mondiale apparaît soudain incompréhensible, irréel même, aux Français qui doivent affronter ce nouveau drame.

La plupart des contemporains des premiers jours de la mobilisation en France parlent de stupeur, d'incrédulité et d'abattement. Anatole de Monzie, passant en revue la presse parisienne du 4 septembre, n'y découvre aucune ferveur, rien qui exalte le destin nécessaire de la guerre. Selon lui, « la France en guerre ne croit pas à la guerre » ¹⁰⁸. Autre témoin de cette journée tragique, Beau de Loménie, écrit: « Une sorte d'accablement à la fois morne et courtelinesque m'était apparu comme le sentiment à beaucoup de points de vue dominant de ce jour historique » ¹⁰⁹.

Les rédacteurs d'*Esprit*, de leur côté, ne dissimulent pas leur désarroi et leur douloureuse incertitude. Dans le numéro d'octobre 1939, évoquant le jour de la déclaration de guerre, Mounier souligne « le peu de réalité de cette date » ¹¹⁰ et Pierre-Aymé Touchard s'exclame à son tour :

« Il faut avant tout faire un aveu : celui d'un désarroi de l'intelligence devant une situation que nous avions prévue, annoncée, et à laquelle pourtant la réalité nous a montré que nous ne croyions pas. » ¹¹¹

L'action brutale d'Hitler contre la Pologne annihile les espoirs placés par les animateurs de la Revue dans le redressement spirituel de la France et condamne leur analyse des réalités européennes. Ce passé d'erreurs

explique peut-être partiellement l'étrange réaction d'*Esprit* sitôt après l'ouverture des hostilités.

Comme s'il ne réalisait pas vraiment la portée de cette nouvelle tragédie internationale, Mounier s'interroge essentiellement sur la signification de l'événement pour le mouvement *Esprit*. Avant tout, il cherche à se justifier. Les personnalistes, explique-t-il d'emblée, ne se sentent pas condamnés au silence par leurs anciennes prises de position dans le domaine des relations internationales. L'éclatement de la guerre n'est-il pas un coup de théâtre déroutant ?

« Nous avons été mis au début de ce mois dans la situation du lecteur qui arrive aux dernières pages du roman policier. Brusquement, par une cascade de coups de théâtre, l'auteur démolit le château de feintes qu'il avait accumulées devant les événements et les personnages. Le mauvais, qui nous avait séduit, redevient le mauvais, l'innocent innocent. » ¹¹²

Par cette curieuse entrée en matière, il ne confesse pas seulement une surprise totale, il trahit aussi les doutes qu'il a entretenus jusqu'au dernier moment sur la perversité de l'Allemagne hitlérienne et la fascination qu'il éprouvait à son égard.

Et pourtant, il s'efforce de relier son attitude et ses convictions antérieures à la réalité de ce nouveau drame européen. Comme s'il voulait faire oublier l'absence de lucidité dont il a fait preuve à l'égard de l'Allemagne par une analyse rétrospective désormais évidente, il évoque la politique extérieure hitlérienne depuis 1936 en présentant l'occupation de la Rhénanie, l'Anschluss et le démembrement de la Tchécoslovaquie comme les étapes d'une vaste campagne de guerre européenne. C'est par une série de subterfuges, explique-t-il, qu'Hitler est parvenu à masquer son projet à une partie de l'opinion mondiale. Au cours de cette période, *Esprit* conserva la hauteur de vue d'un jugement pur et lucide :

« Ces buts, cette unité de plan », assure-t-il, « nous n'avons cessé, depuis septembre 38, de les mettre en évidence. Les polémiques passées, autour de ces mois d'avant-guerre, n'ont plus d'objet. Mais il n'est peut-être pas présomptueux de penser qu'un droit de parole tout particulier appartient aujourd'hui à ceux qui ont tour à tour lutté contre les folies du nationalisme quand il était temps d'organiser l'Europe, et contre les utopies du défaitisme quand il pressait d'opposer un barrage de force au retour massif de la diplomatie de force.

Les masques tombés, des vérités simples et méconnues ont pris soudain un tragique visage de réalité. Nous les avons souvent affirmées, mais elles pouvaient apparaître comme des vues de l'esprit jusqu'à la sanction de l'événement. » ¹¹³

Cette assurance qui ressemble à un doute est néanmoins remise en cause quelques mois plus tard. En février 1940, dans un éditorial signé *Esprit*, Mounier reprend l'examen rétrospectif des positions de la Revue en matière de relations internationales. Il rappelle comment les personnalistes, en s'éveillant dans leur jeunesse aux problèmes de politique européenne, ont soudain pris conscience de l'iniquité du traité de Versailles et de la nécessité d'adopter à l'égard de l'Allemagne une attitude généreuse. Avec Briand, ils pensèrent alors que le devoir d'une France victorieuse était d'aider l'Allemagne, de lui permettre d'épanouir ses forces de renouveau. Mounier ne renie pas cette

option fondamentale qu'il qualifie de sage, mais il admet n'avoir pas su définir une politique qui réponde à cette sagesse.

« A vrai dire, sur la politique à tirer de cette sagesse, (...) nos vingt ans étaient peu éclairés et incertains. C'est de cet échec de notre éducation à définir une politique qui répondit à nos exigences profondes que naquit parmi nous l'idée de « troisième force ». Et si nous avons alors un peu donné dans les formules de l'idéalisme politique, ce fut par défaut d'expression et en position d'attente, mais sur une inspiration de fond que nous ne renions pas. » ¹¹⁴

Quand Hitler accéda au pouvoir, *Esprit* voulut rester compréhensif. Cette attitude n'exprimait aucune naïveté, assure-t-il, mais au contraire un effort de lucidité et de sang-froid. Et plus tard, lorsque le nouveau chancelier s'engagea dans une politique de faits accomplis, en rétablissant le service militaire obligatoire, puis en remilitarisant la Rhénanie et enfin en annexant l'Autriche, les personnalistes se sentaient une trop « mauvaise conscience européenne » ¹¹⁵ pour changer leur attitude à l'égard de l'Allemagne et engager la France à résister aux initiatives inquiétantes du Führer.

Cependant, peu à peu ils prirent conscience qu'un régime de force se consolidait en se parant du voile de la justice outragée. L'ont-ils compris trop tôt ou trop tard, se demande Mounier en feignant l'ingénuité ? Il souligne alors son attitude au moment de la crise de Munich et son combat en faveur « d'un renouveau foncier, héroïque de l'âme et du corps de la France » ¹¹⁶.

Et pourtant, même après Munich, la Revue n'est-elle pas restée hésitante quant à la politique à suivre vis-à-vis de l'Allemagne ? Mounier le concède implicitement en admettant qu'*Esprit* demeura ouvert à certains courants munichois. Il s'efforce néanmoins de prouver la pureté des motifs de ceux qui, au sein de son mouvement, contestaient l'opportunité d'une résistance à l'Allemagne, en expliquant qu'on pouvait encore diverger sur la crise des Sudètes, mais que l'essentiel pour les personnalistes était de ne rien concéder à l'esprit de Munich par « complaisance avec l'égoïsme petit bourgeois », par « indifférence au malheur de l'Europe », par « docilité à la force » ¹¹⁷. *Esprit* n'a donc pas succombé aux tentations impures de la politique munichoise.

Mounier trouve donc les mots pour faire, une fois encore, l'apologie de son passé. A le suivre dans le dédale de ses justifications, on éprouve le sentiment que la tragédie en cours n'a guère de réalité hors du contexte intellectuel personnaliste.

Cependant, la guerre est également pour lui l'aboutissement d'un grand péché du monde auquel il n'est pas absolument étranger. Il l'explique en octobre 1939:

« Toute l'Europe et chacun de nous porte le péché de la guerre qui commence. Et derrière nous son infection remonte le temps comme la cheminée d'un abcès, le long de cette lutte tenace, impitoyable qui depuis l'échec apparent de la première chrétienté mène le cynisme et la puissance contre toute faiblesse et toute pauvreté. Un siècle ou deux, de beaucoup d'esprit et de peu de sens, ont pu croire la brutalité du monde résorbée, et révolu l'âge définitif des bonnes manières. Cependant s'enchevêtraient les fronts de cette guerre essentielle, permanente, progressive : de la grande banque à l'usurier, du conseil d'administration au trafiquant de femmes,

et tout le long de nos rues ou de nos villages, à travers tous les cœurs impitoyables. Argent, partis, Etats, politiciens, aventuriers, à travers vos cœurs, calmes petits bourgeois avides — de tous côtés l'infection a gagné la chair du monde moderne. » ¹¹⁸

A la présente guerre il assimile un mal obscur qui a contaminé l'Europe et ses hommes comme une maladie pernicieuse, infectieuse, purulente. La guerre est donc le tribut fatal d'un grand péché humain. Elle est surtout l'héritage du passé, de ce qui s'est passé « derrière » lui. Il l'associe à un combat ignoble et sans merci que les puissants ont mené contre les faibles et les pauvres. C'est l'œuvre des partis, des Etats, de la grande banque, des politiciens, qui sont pour lui autant de représentations d'une même autorité mauvaise qu'il associe aujourd'hui aux aventuriers, aux trafiquants de femmes et surtout à ces calmes petits bourgeois dont il est lui-même issu. Tous se sont enchevêtrés dans une impitoyable lutte pour infecter la chair du monde, pour poursuivre cette guerre originelle et interminable contre Jésus, l'enfant de Dieu, le Fils pur. L'Europe porte en elle moins la guerre d'Hitler que l'œuvre de cette autorité odieuse qui a tout contaminé ¹¹⁹.

La guerre est aussi une épreuve salutaire qui satisfait son besoin personnel de mortification. Elle engendrera une souffrance qui pourra le purifier de ses fautes en fortifiant ses aspirations ascétiques. Il exprime bien cette idée en terminant son éditorial d'octobre 1939 sur un ton évangélique et prophétique:

« Mes amis d'*Esprit*, proches et lointains, déclarés et inconnus, anciens et nouveaux, voilà peut-être, voilà sans doute cette épreuve dont nous sentions bien qu'elle manquait à notre pays aussi bien qu'à nous-mêmes pour féconder des volontés qui n'arrivaient pas à pousser leur pointe dans l'histoire. Nous en sortirons ravagés et transfigurés, de toutes manières trempés comme nous l'aurions jamais été autrement. » ¹²⁰

La réaction de P.-A. Touchard, désormais co-directeur d'*Esprit*, est également surprenante. Dans un article intitulé: « Un mois qui a transformé le monde » ¹²¹, il annonce l'effondrement de la civilisation européenne. Cette vision de ruine surgit non pas de l'invasion de la Pologne, du cortège des morts, de destructions et de misères qu'elle entraîne dans son sillon, mais de la signature du traité germano-soviétique, événement auquel il confère une portée spirituelle dramatique:

« Avant même que sur notre front, les premières grandes batailles aient été engagées, déjà s'écroule une part de cette civilisation d'occident, celle-là précisément que le but primordial de la guerre était de vouloir sauver, en la rendant à sa vraie fonction. Le germanisme, même maquillé par Hitler, était encore hier, une des grandes assises solides de l'Europe. (...) Depuis les accords de Moscou, il n'y a plus d'Allemagne. (...) Sous les fausses valeurs souvent dénoncée ici de l'Allemagne nationale-socialiste subsistaient un élan authentique, une unité allemande, une vérité allemande auxquels les adversaires les plus acharnés du nazisme devaient reconnaître de la grandeur et de la noblesse. Hitler disparu, tout cela nous semblait pouvoir être de nouveau libéré. Nous-mêmes étions prêts à reconnaître au développement momentané de l'hitlérisme une sorte de nécessité historique et la guerre que l'exaspération de ce mouvement déclenchait, nous refusions d'y voir une guerre d'extermination. (...)

De la veillée de Moscou, l'Europe se réveille en demi-esclavage. » ¹²²

Que l'Allemagne nationale-socialiste puisse être un bastion chaotique d'une Europe, voire même d'une chrétienté, menacée par le péril rouge, seule la droite avait osé le dire. Or, dans le drame de septembre 1939, Touchard ne parvient pas à dissimuler qu'il gardait confiance, malgré tout, en la vocation européenne et chrétienne de l'Allemagne. Par ailleurs, il avoue avoir espéré que l'Allemagne hitlérienne et la Russie soviétique finiraient par se combattre et se défaire mutuellement ¹²³.

En proclamant que le national-socialisme n'était qu'une doctrine de façade qui se trouve désormais vidée de toute substance, il admet implicitement que l'Allemagne nazie pouvait trouver une justification dans la lutte qu'elle menait contre le bolchévisme. La civilisation occidentale lui paraît donc ébranlée dans ses fondements par cette « trahison » de l'Allemagne, car le communisme soviétique constitue un alliage redoutable de slavisme et de marxisme; il représente la menace terrifiante d'une idéologie soutenue par une puissance matérielle monstrueuse.

La France, confrontée à ces données nouvelles, doit-elle reconsidérer ses engagements à l'égard de la Pologne ? Sans formuler directement cette question qui ne passerait pas la censure, Touchard souligne qu'en liant son destin à celui de l'URSS, Hitler place la France et l'Angleterre en face d'un péril infiniment plus grand que celui qu'elles s'apprêtaient à affronter. N'est-il pas encore temps de faire la paix avec l'Allemagne comme le suggère Hitler lui-même ?

« (...) Il y a plus de sincérité qu'on ne le dit dans l'offre machiavélique de paix du chancelier Hitler. Il est incontestable en effet, pour lui comme pour nous, que le seul moyen de sortir de l'impasse où il nous a engagés serait de rétablir au plus vite une Europe unie et puissante. Et il attend de nous que nous l'aidions à reprendre pied, prêt sans nul doute à faire appel alors des folles concessions qu'il vient de consentir. » ¹²⁴

C'est pourquoi la conscience française traverse peut-être le plus grand drame de son histoire, car la responsabilité de continuer la guerre ou de l'abandonner est infiniment plus grave que ne l'avait été celle de tenir les engagements diplomatiques envers la Pologne.

Dans les circonstances angoissantes des premiers jours de septembre 1939, au moment où arrive la nouvelle des bombardements des villes polonaises, au moment où des millions de mobilisés, à Paris et en province, rejoignent ébahis leurs régiments, laissant derrière eux des civils désemparés, la prise de position de Touchard apparaît comme une défaillance compréhensible au départ d'une longue marche absurde qui, chacun le pressent, va entraîner la France et l'Europe dans un engrenage de souffrances affreuses.

Pourtant, l'heure des drames n'as pas encore sonné sur le front occidental. Si, en quelques semaines, la Pologne a cessé d'exister pour devenir la proie d'un nouveau partage entre l'Allemagne et la Russie, les armées françaises et anglaises sont restées passives, s'installant dans ce climat étrange et démoralisant d'une mobilisation prolongée qu'on appellera bientôt la « drôle de guerre ».

Pour la plupart des rédacteurs d'*Esprit*, à l'exception de P.-A. Touchard et de Jacques Madaule, la déclaration de guerre a signifié le passage de la

vie civile à celle de la mobilisation ¹²⁵. Malgré ces départs, la Revue continue à paraître, mais réduit considérablement son nombre de pages et ne publie qu'une seule livraison pour les deux mois de novembre et de décembre 1939. A l'image de la France elle-même, les rédacteurs d'*Esprit* s'installent dans la « drôle de guerre » et semblent étonnés du caractère étrange des événements qu'ils traversent. En raison des circonstances, le conflit avec l'Allemagne redevient pour les personnalistes un objet de dissertation.

La Revue s'interroge d'abord sur les buts de la guerre. P.-A. Touchard affirme en novembre que la guerre ne doit avoir qu'un seul but: l'établissement de la paix ¹²⁶. Ce projet est vague, il l'admet; mais comment être plus précis à ce stade d'évolution des hostilités ? Si la France connaît son ennemi actuel, celui qui lui impose la guerre, elle ne peut encore savoir contre qui elle sera engagée à la fin des hostilités, et notamment si le conflit gardera ses dimensions européennes.

Touchard rappelle que « l'utopie directrice » ¹²⁷ d'*Esprit* demeure une fédération de l'Europe dans laquelle chaque peuple garderait un maximum d'indépendance. Toutefois, il considère comme prématuré, et surtout néfaste, la formulation de buts de guerre précis, et se rallie aux déclarations générales des gouvernements anglais et français qui préconisent de combattre Hitler pour rétablir une certaine conception des relations internationales permettant à chaque Etat de vivre en paix.

Mais si la Revue n'entend pas exposer de solutions politiques concrètes pour l'après-guerre, elle estime indispensable de préparer la génération et le climat qui favoriseront un jour l'éclosion d'une paix authentique. C'est pourquoi durant ces mois de guerre, *Esprit* s'efforce d'entretenir parmi ses lecteurs l'inquiétude intérieure, le sentiment de mauvaise conscience et les élans de contrition qui doivent fonder cette volonté de renouvellement personnel.

Jacques Madaule, en mars 1940, dans un éditorial intitulé « Pour un examen de conscience » ¹²⁸, se lance dans une longue homélie sur les péchés qu'il reconnaît dans le cœur de ses compatriotes et dénonce le péril que constitue pour eux toute forme de complaisance collective. Selon lui, en effet, il faut se garder à tout prix des réactions du pharisien qui tolère ses propres faiblesses et exagère ses vertus. La guerre, rappelle-t-il, n'a pas transformé les Français en peuple pur et sans reproche et, s'ils entendent combattre le mal, ils doivent lutter contre eux-mêmes avec l'énergie qu'ils mettent à se défendre contre l'ennemi. Et tout sentiment de bonne conscience personnelle s'oppose au combat que chacun doit mener contre soi-même.

« Un peu trop de Français se persuadent que l'homme d'en face est un monstre, un criminel insensé, sur les épaules de qui retombe tout le poids de l'un des plus grands crimes de l'histoire. Tandis qu'eux-mêmes, avec toutes leurs mesquineries, leurs faiblesses, leurs abandons, sont purs et innocents. Ils peuvent attendre avec tranquillité la victoire, qui ne saurait manquer de couronner leurs vertus. Et rien ne les détrompe, même si le marchand vend à faux poids, même si le fils à papa se fait embusquer, même si le propriétaire exige le loyer de qui ne peut payer, même si le contribuable fraude le fisc. (...) »

La question posée par les Etats totalitaires aux Etats libéraux est précisément celle-ci : « Etes-vous dignes de vivre ? »

La réponse, nous la donnons tous les jours, et chacun de nous la donne, à tous

les instants de sa vie, même les plus humbles. On voit dès lors quelle doit être notre sévérité pour nous-mêmes, dans le présent et dans le passé. Au lieu de cela, il me semble que l'on bat volontiers sa coulpe sur la poitrine d'autrui. (...) Mais nous avons intérêt à contempler nos propres fautes avec amertume et désir de nous amender. » ¹²⁹

Madaule exprime toujours cette confusion, si caractéristique de la pensée personnaliste, entre la sphère individuelle et la réalité collective française. Lutter contre Hitler, c'est d'abord lutter contre soi-même, se purifier intérieurement, comme si les malheurs du temps présent n'étaient que le reflet d'une culpabilité personnelle que chaque Français devrait admettre et assumer en lui-même. Ce thème annonce le mouvement de repentir de la Révolution nationale de Vichy. Hitler vainqueur apparaîtra bientôt comme le justicier des Français coupables. Du reste, Madaule ne cache pas que la guerre elle-même est déjà l'expression d'une grave défaite de ses compatriotes. Les Français en sont arrivés là, parce qu'ils n'avaient pas été capables d'accomplir la « Révolution », celle qui a « commencé en Russie en 1917 et qui s'est poursuivie en Italie en 1922 et en Allemagne en 1933 » ¹³⁰. De toute urgence, ils doivent maintenant repenser la démocratie en fonction de ceux qui la nient. « Nous ne vaincrons demain », explique-t-il en conclusion de son éditorial, « que si nous savons aujourd'hui reconnaître avec courage que nous avons été vaincus, et vaincus par notre faute. » ¹³¹

Cette attitude personnaliste devant la menace hitlérienne suggère une vision contemplative du conflit en cours. La réalité de la guerre est en quelque sorte niée, tout au moins réduite à des proportions triviales et insignifiantes. Ainsi, Maurice de Gandillac n'hésite pas à soutenir qu'Hitler n'est qu'un « pauvre bougre » ¹³² qui, enorgueilli par des succès faciles, a simplement perdu le sens de la mesure. Pour lui, ce joueur sans grandeur s'est laissé entraîner dans un nouveau bluff dont il n'a pas su mesurer la conséquence. Le malheur veut, ajoute-t-il, que les Français pour mieux le haïr aient projeté sur ce personnage minable tous leurs défauts :

« Il reste que son visage apocalyptique, nous-mêmes, pour mieux le haïr, l'avons graduellement modelé de tous nos égoïsmes, de toutes nos médiocrités, de toutes nos frénésies et de toutes nos impuissances. Si c'est là vraiment l'enjeu de la lutte, craignons alors qu'ayant vaincu à grands frais une sorte de fantôme, nous nous sentions comme vidés de notre substance, incapables d'aucune grandeur pacifique. » ¹³³

Bientôt, *Esprit* se dérobe à la réalité de la guerre de la même manière qu'il avait échappé à celle de la politique : en formulant des exigences révolutionnaires vagues et impalpables, toujours détachées des contingences de l'action. En effet, quelques semaines après le début du conflit, les rédacteurs de la Revue se proposent de préparer la génération et l'esprit de l'après-guerre, comme s'ils cherchaient un nouveau point de fuite au faîte d'un horizon futur pour échapper aux obstacles du présent.

Mounier amplifie le thème qu'il ressasse depuis si longtemps face à la menace nazie : la France doit entreprendre une profonde révolution intérieure. Dans un éditorial intitulé « Gardons-nous de notre ennemi, l'Ennemi » ¹³⁴, il écrit :

« Tous ces hommes qui terrassent, terrassent, terrassent, pendant que l'Europe attend au bord du gouffre, devraient nous donner l'obsession d'un symbole : le sol

de France entier est à retourner sans relâche si nous voulons cueillir d'autres fruits, la guerre finie, que les fruits amers de la guerre. » ¹³⁵

Selon lui, le champ de bataille ne saurait être celui qu'impose Hitler, la victoire à remporter, celle qui pourrait surgir de cet affrontement. C'est pourquoi il regrette que la France entière soit tendue vers un but négatif qui est d'abattre le régime hitlérien. Pour lui, c'est au contraire vers une œuvre positive et vaste que la foi et le sacrifice des combattants doivent tendre. Certes, le renversement du nazisme est « une corvée nécessaire » mais « viser Hitler, c'est viser trop bas » ¹³⁶.

Le but de la guerre qui lui semble le plus « actuel », celui que chacun doit assimiler et enrichir de ses efforts quotidiens,

« c'est le même qu'hier, le même qu'il y a neuf ans lorsque nous commençons à dire quelques mots sur notre temps : la prise de conscience de la fin d'une civilisation, de la naissance d'une autre dont chaque jour doit nous donner une conception plus ferme. (...) »

Un seul but est à la hauteur des épreuves possibles, et capable de la seule victoire qui compte : refaire la France, avec l'Europe, en refaisant notre civilisation, et refaire la civilisation en lui refaisant en même temps une spiritualité, une santé et un corps appropriés. » ¹³⁷

L'objectif de guerre le plus immédiat est donc celui qu'il envisageait dans l'enfance de son mouvement lors des premiers balbutiements d'*Esprit* (« lorsque nous commençons à dire quelques mots sur notre temps ») : le projet d'une civilisation nouvelle, c'est-à-dire la fécondation d'un monde dont le corps et l'âme seraient autres. En face d'Hitler, il faut donc « refaire la Renaissance ».

Ce dessein sublime exprime toujours son même besoin de fuir la réalité angoissante du monde. « Gardons-nous de notre ennemi, l'Ennemi », exhorte-t-il ses lecteurs, comme s'il les enjoignait d'éviter une mauvaise fréquentation, de fuir le combat proposé par Hitler. Viser plus haut que le Führer allemand, n'est-ce pas opposer au combat du réel la magie d'un idéal fantastique ?

Pour réaliser cette aspiration, il exhorte chaque Français à se débarrasser de ses habitudes politiques et à entreprendre son examen de conscience et il conclut son éditorial en rappelant le sens de l'œuvre à accomplir durant ce temps de guerre.

« La croisade n'est pas à l'extérieur. De ce côté : opération de police. La croisade est à prêcher à l'intérieur pour que cette police défende une société saine, une civilisation montante, et que l'extraordinaire énergie qui rayonne des grands commencements décourage l'indolence et la satisfaction de soi. » ¹³⁸

Esprit assigne un rôle de première importance au travail de purification intérieure qu'il propose à la France. D'emblée, la Revue consacre une grande part de ses efforts au maintien d'une propagande digne et pure. Dans la tourmente des passions belliqueuses, elle entend rester un lieu d'asile pour la vérité.

La France, assure Mounier dès le début des hostilités, doit apprendre à se passer d'une littérature boursoufflée d'héroïsme vulgaire. Edifier le « moral de guerre » ne consiste pas à amplifier de manière indécente les opinions aveugles qui secrètent la haine et le mensonge.

« ... Cessons au moins cette fois », écrit-il en octobre, « de se battre comme des sauvages, avec des grands cris, ou comme des enfants, avec des consolations de bonnes femmes et d'énormes encouragements. »¹³⁹

Sous la rubrique « Lettres des Armées », *Esprit* publie régulièrement les impressions de guerre de ses amis, lecteurs ou rédacteurs. Ces témoignages sont, en fait, ceux d'une mobilisation longue, ennuyeuse, parfois angoissante, mais toujours réfractaire aux sentiments sublimes.

« Et nous qui vivons ces jours sombres », écrit un correspondant, « dire qu'il nous va falloir encore lire ce qu'on écrira là-dessus pendant des années... On est fatigué, fatigué. On a l'âme fatiguée. »¹⁴⁰

Dans le numéro d'avril 1940, Maxime Chastaing décrit bien l'ennui et l'absurdité de sa vie militaire lorsqu'il explique que la guerre signifie une vie de fonctionnaire en plein air, renouvelée seulement par les ordres des supérieurs et les tirs ennemis : « C'est ça, la guerre »¹⁴¹, s'exclame-t-il un peu légèrement pour couper court à toute rhétorique de circonstances.

La Revue affectionne ce genre d'impressions vécues, dépouillées d'accents extraordinaires, qui constituent un antidote à toute velléité d'idéaliser ces mois lugubres, à toute tentative de recréer une littérature de propagande belliqueuse dans le style de Barrès. Chacun se plaît à reconnaître que les mots de l'été 1914 n'auraient plus de sens.

Ce réalisme d'*Esprit*, noble et légitime en soi, traduit, en l'occurrence, l'incrédulité et l'incompréhension d'une grande partie de l'opinion française à l'égard de l'enjeu du conflit entre les démocraties et l'Allemagne nazie. La déclaration de guerre n'a engendré, en effet, aucune transformation profonde du pays. Pleins de souvenirs de l'été 1914, les Français s'attendaient plus ou moins consciemment à un choc brutal et sanglant ; au lieu de quoi, ils se retrouvent dans l'univers de Courteline. Ainsi, la vie des civils et celles des mobilisés, qui s'était suspendue un instant dans la perspective d'un drame prochain, reprend son cours habituel. « La France de ces cinq derniers mois continue », constate Madaule en février 1940, « et ne contredit en presque rien la France de l'an passé. »¹⁴² Il cite alors, admiratif le mot de Clausewitz sur la guerre qui n'est que la politique continuée par d'autres moyens...

Sans le vouloir, pourtant, *Esprit* retombe bien dans une forme de littérature de guerre, car nombre de ses correspondants se prévalent, peut-être malgré eux, d'une espèce d'héroïsme, celui du combattant digne et sans haine, du témoin authentique et pur. Ainsi, lorsque Maxime Chastaing écrit : « La littérature de guerre, pour celui qui combat, est une littérature d'embusqué », ¹⁴³ il s'arroge un titre de combattant auquel, par la force des choses, il n'a pas encore droit. La littérature de guerre est impossible pour la simple raison que les combats, ceux-là mêmes dont se prévaut Chastaing, n'ont pas encore eu lieu.

La mobilisation a également signifié, pour certains, une riche expérience sociale, que la Revue, dans sa quête d'authenticité, ne manque pas de rapporter. Les cantonnements de village, constate Mounier, ont donné aux citoyens « des semaines de vie simple et saine ». ¹⁴⁴ Ce ne sont pas uniquement les nouveaux paysages, mais aussi les nouvelles rencontres qui ont

constitué pour certains un enrichissement salubre. L'armée oblige chacun à la découverte d'autres catégories sociales : des paysans, des ouvriers, des commerçants. Désormais, il faut prendre conscience que l'on a vécu déraciné des réalités populaires. Pour le sergent Lacroix, cette nouvelle expérience constitue bien une révélation, et le témoignage qu'il en donne pourrait le faire passer pour un disciple attardé de Jean-Jacques. Soudain, au contact de ses nouveaux camarades paysans et ouvriers, il a le sentiment de se dépouiller de tout ce qu'il y a de factice en lui.

« Dans sa nudité totale, dépouillé de toutes les acquisitions factices, sans vernis moralisateur, tel qu'il est en somme, l'homme est un être magnifique, capable de tous les dévouements : c'est vraiment un ami pour l'homme. » ¹⁴⁵

Il s'émerveille aussi de ce « petit peuple de France », ¹⁴⁶ humble mais pourtant jamais servile. Cependant, Lacroix ne dissimule pas les problèmes créés à la longue par ce dépaysement intellectuel ; l'esprit de camaraderie, la simplicité et le bon sens du peuple ne suffisent pas. Au contact de celui-ci, l'intellectuel finit par s'ennuyer et souffre de son isolement culturel.

Bien que l'invasion éclair de la Pologne ait confronté le monde à un type de guerre radicalement nouveau, *Esprit* continue à penser le conflit avec l'Allemagne en fonction des expériences de 1914-1918. Ainsi, le numéro de mars 1940 étudie la manière de prévenir le divorce, qui fut celui de la grande guerre, entre civils et combattants, sans concevoir que la distinction classique entre le front et l'arrière puisse n'avoir plus la même signification depuis le développement de l'aviation moderne. Pour empêcher que le fossé psychologique se creuse entre civils et combattants, Mounier propose la création d'une sorte de « corps franc » chargé de cette liaison entre le front et l'arrière. Ces hommes de liaison appartiendraient aux territoriaux, c'est-à-dire à cette catégorie de militaires dont il fait partie, que l'âge, l'infirmité ou la situation de famille, retiennent loin des combats.

« Ne pourrait-on prévoir chez certains la vocation de faire ce lien entre le combattant et le pays, et des stages volontaires de longue durée dans les services situés dans la zone de combat, en contact immédiat et fraternel avec la vie des hommes en ligne, suivis de faction à l'arrière dont ces témoins renouvelleraient l'atmosphère ? » s'enquiert-il. ¹⁴⁷

Drieu la Rochelle, qui collabore à *Esprit* pour la première fois dans la livraison de mars 1940, suggère aussi que la propagande française s'efforce de prévenir la séparation psychologique qui peut se créer entre les soldats et leur chef. ¹⁴⁸ Il rappelle que durant la Grande Guerre les fantassins éprouvèrent un grand désarroi à l'idée que le haut commandement de l'armée se trouvait si loin des lieux de combat. En expliquant les raisons de cet éloignement la propagande aurait pu éviter ce malaise. Dans cette guerre il faut donc réduire autant que possible ces malentendus qui minent le moral du combattant et lui « expliquer le coup » dans la mesure du possible. Tel serait, selon lui, le rôle d'une propagande intelligente.

A l'aube du 10 mai 1940, l'Allemagne déclenche une attaque massive et fulgurante contre la Hollande, la Belgique et le Luxembourg ; cette action provoque aussitôt le départ des armées françaises à la rencontre de l'envahisseur. En quelques jours, la bataille prend un tour catastrophique pour

les Alliés. Les blindés allemands étant parvenus à percer le front français des Ardennes, Paris se trouve menacée par l'ennemi, une semaine seulement après le début de l'offensive provoquée par Hitler.

Dès le 16 mai, on échafaude des plans pour évacuer le gouvernement et le Parlement, tandis que brûlent dans la cour du Quai d'Orsay les archives du ministère des Affaires étrangères. Dans la soirée, Paul Reynaud tente de rassurer la population et affirme solennellement sa volonté et celle du gouvernement de ne pas quitter la capitale.

Alors que les combats font rage, quand déjà s'effondrent la Hollande, la Belgique et le Luxembourg, au moment où l'invasion du territoire national donne à chacun le pressentiment d'un désastre imminent, *Esprit* lance un appel pathétique... pour demander à ses lecteurs de l'aider à résoudre ses difficultés financières encore accrues par le non-recouvrement du prix des abonnements dans les régions occupées par la Wehrmacht. Pour justifier son appel à la générosité de ses lecteurs, la rédaction explique notamment :

« Des voix officielles ont jeté, au point culminant de la crise, le cri d'alarme que nous lançons ici depuis huit ans. Elles ont dit les ravages d'une vie trop facile; de l'irresponsabilité, du contentement de soi. Elles ont, comme nous, annoncé l'urgence d'un redressement révolutionnaire par son ampleur, par son allure, et, ajouterons-nous, par sa profondeur. Nous ne mêlons pas les rôles; nous ne ferons jamais ici de l'éloquence sur la guerre que mènent les autres. En divers lieux, on fait la guerre. C'est une tâche. Ici, dans cette revue, combattants ou non, nous faisons l'avenir. C'en est une autre, mais c'est encore le principal moyen de faire et de gagner une guerre comme celle-ci, qui sollicite l'homme total et met en cause les formes mêmes de nos civilisations. » ¹⁴⁹

Cet appel singulier témoigne, une fois de plus, de l'étrange indifférence d'*Esprit* aux événements de l'histoire. Au combat de la guerre, le seul qui compte dans ces jours dramatiques pour le destin de la France, le directeur d'*Esprit* oppose son projet de civilisation complètement déraciné de la réalité, son rêve interminable d'une vie nouvelle, d'un autre monde.

Il n'est pas le seul qui se réfugie dans un univers idéaliste et nébuleux lorsque tout s'effondre. Jacques Madaule exhorte lui aussi ses lecteurs à regarder au-delà des combats de la guerre :

« Rien ne serait plus dangereux pour nous que de nous laisser fasciner par ce champ de bataille que l'ennemi nous impose. L'Etat-Major même doit voir beaucoup plus loin. Et quant à nous, qui ne sommes ni l'Etat-Major ni combattants, et qui n'avons dans la bataille qu'une responsabilité indirecte et très lointaine, il nous faut, pour penser la guerre, la concevoir enfin à l'échelle du conflit de civilisations qu'elle est réellement. » ¹⁵⁰

Dans cette même livraison de juin 1940, conçue dans le pressentiment de la défaite prochaine, Mounier lance un appel en faveur d'un rassemblement de la jeunesse française. L'idée n'est pas inconnue. Environ deux ans plus tôt, au lendemain de Munich, il avait déjà préconisé un tel rassemblement, mais son projet n'avait jamais eu de suite, ne laissant d'autres traces qu'un nouveau cri de révolte outré et incohérent contre la pourriture du régime parlementaire.

Aujourd'hui il reprend son espoir d'un rassemblement révolutionnaire de jeunes Français, et publie le témoignage de camarades engagés dans des

mouvements avec lesquels la Revue entretenait des rapports de sympathie ou d'amitié. Dans une « Tribune libre de la jeunesse française », ¹⁵¹ il réunit la participation à *Esprit* de Jean Maze, collaborateur de *La Flèche*, de Pierre Prévost de *L'Ordre Nouveau*, de Jean-Pierre Maxence du mouvement *Jeune droite*, de Georges Lefranc, membre de la CGT. Mounier salue le « cahier collectif de la jeunesse française » comme un événement d'une grande importance.

C'est donc au moment où les armées françaises battent en retraite devant le déferlement des blindés et sous les attaques meurtrières des Stukas, que Mounier, songeant à son projet de rassemblement révolutionnaire de la jeunesse française, demande à ses lecteurs de « se tourner vers ce rai de lumière qui, dans la guerre, nous fait entrevoir l'après-guerre » et de faire « un effort pour mesurer à son importance l'espoir qui se fait jour ici » ¹⁵².

Pourquoi cette espérance miraculeuse qui surgit du désastre ? On se souvient que Mounier a toujours considéré le malheur comme une source de rédemption. Il l'a même invoqué parfois, au début de la guerre notamment, aspirant pour son pays à cette « grâce » qui naît d'une grande pénitence. Dans son univers de culpabilité, la souffrance est le salaire du péché ; elle purifie l'être de ses mauvais instincts. C'est la raison pour laquelle le directeur d'*Esprit* exhorte ses amis à ne pas oublier « le sens de cette misère » ¹⁵³ et surtout « la volonté de faire l'avenir qui doit naître de tant de mort » ¹⁵⁴, comme si la détresse dans laquelle était plongé le pays devait permettre un nouveau départ, une renaissance. A la mort, il attribue maintenant une espèce de fécondité surnaturelle : c'est d'elle que devra naître ce besoin de renouvellement qui donnera à chacun la volonté de créer l'avenir. Cette espérance provoque en lui une joie sourde, un enthousiasme puéril qui apparaissent bien dans son éditorial de juin 1940 :

« L'amplitude de l'événement suffit pour nous débarrasser des dernières contraintes, des mauvais souvenirs qui peuvent peser sur les uns ou les autres. Le malheur a voulu que les dimensions nous en soient révélées d'abord par l'étranger. Le malheur est limité si cette provocation nous stimule à prendre nous-mêmes directement la mesure de notre destin à l'échelle de celui qui nous provoque. » ¹⁵⁵

C'est ensuite sur le même ton prophétique qu'il annonce le pardon et la vie nouvelle :

« Peu important les lieux où les uns ou les autres ont pu errer jadis, peu important les obstacles d'hier à l'initiative créatrice, ces blocs, ces haines recuites, ces tics politique que rien n'arrivait à déconcerter de front. La redoutable fusion où l'histoire a jeté toutes les réalités d'hier nous prépare des conditions et des réalités entièrement neuves, d'une nouveauté qui sera peut-être effrayante, mais qui nous sortira des impasses d'hier. » ¹⁵⁶

Le temps présent annonce l'aube d'une vie transformée car, dans le creuset de la souffrance, les jeunes seront purifiés de leurs mauvaises habitudes héritées du passé. L'ascèse nécessaire vivifiera leur volonté de renouvellement. Elle les conduira au seuil d'une réalité radicalement autre, détachée de tout lien avec le monde corrompu de jadis. Dès aujourd'hui, ils peuvent regarder « en avant et au-dessus de ce qu'hier les a faits » ¹⁵⁷. Il n'y a plus d'héritage. Le passé est détruit et cette mort purificatrice rend possible la révolution nécessaire. Désormais, les jeunes, unis depuis longtemps par « une secrète

et réelle parenté » ¹⁵⁸, pourront déployer leurs aspirations les plus pures sans plus glisser « vers les grandes pentes infécondes antérieures à leur naissance ». Une fois encore, il projette sur la France un besoin incoercible et obscur de transformation personnelle. La nature du combat qu'il mène contre lui-même apparaît bien dans le vocabulaire dont il use pour traduire son exigence révolutionnaire : contre la « faiblesse », la « défaillance », la « décadence », le « vieillissement », la « décomposition » et la « mort », il invoque « l'audace », l'« initiative », le « courage », l'« action créatrice », la « force créatrice », l'« imagination créatrice », la « fermeté spirituelle » ¹⁵⁹, etc. Il s'agit d'abandonner les « tics politiques », de « tuer » les anciennes habitudes, de « vaincre à tout prix le mal qu'on s'est une fois décidé de vaincre » ¹⁶⁰.

CHAPITRE X

LA RÉVOLUTION NATIONALE

« (...) »

Voici le temps des métamorphoses magiques où tout ce qui était, où tout ce qui devait être selon l'homme, meurt en emportant son cadavre ou son fantôme et où ce qui n'était pas, ni dans ce monde, ni dans l'autre, ni dans les pensées, ni dans les rêves, ni dans les corps, va prendre corps; voici l'heure d'être inspirés par ce que nous n'attendions pas et qui n'eut pas de place dans l'existence.

(...) » ¹

1. Le régime de la défaite

Sitôt après le début de l'attaque allemande, les armées alliées ont subi une cascade de revers militaires et la défaite de la France est apparue, dès la fin du mois de mai 1940, comme inéluctable. Le 12 juin, Weygand, général en chef de l'armée française, réclame au Conseil des ministres la possibilité de conclure l'armistice. Le gouvernement, qui a quitté Paris le 10 juin pour se disperser dans l'exode jusqu'à Bordeaux, est divisé sur la décision à prendre pour arrêter une vaine effusion de sang. Paul Reynaud est partisan d'une capitulation de l'armée qui laisserait le gouvernement libre de poursuivre le combat depuis l'Afrique du Nord, tandis que Weygand, soutenu par le maréchal Pétain, ministre de la Guerre depuis le 18 mai, refuse cette solution déshonorante pour l'armée. Le 16 juin, ne trouvant plus au sein de son ministère le soutien qu'il espère, Reynaud abandonne le pouvoir et cède la place au maréchal Pétain qui s'empresse de demander aux Allemands les conditions de l'armistice. Le 22 juin l'armistice est signé ; les combats cessent effectivement en France le 25 juin 1940.

Survenue en quelques semaines, la défaite crée un choc psychologique dans l'opinion française, qui va se répercuter profondément sur le plan politique. La débâcle des armées et l'exode ont profondément traumatisé les Français. Ecrasés par l'ampleur d'une défaite brutale et incompréhensible, étourdis par l'immense désordre engendré par la fuite des civils et des militaires devant l'ennemi, privés de toute capacité de jugement ou de résistance morale, la majorité des Français refusent de voir dans les événements tragiques qu'ils viennent de vivre un concours de circonstances mili-

taires. La brutalité du désastre leur confère un caractère inexorable; ils deviennent la conséquence logique d'un régime, voire de toute une époque.

De toute évidence, une défaite aussi soudaine, aussi totale ne peut être le simple effet d'une supériorité militaire de l'ennemi : elle doit découler d'un mal inhérent à la France. La fortune des armes, ne l'oublions pas, achève un pays déjà meurtri par ses interminables divisions internes et maintenant, dans la tragédie de la débâcle, comment ne pas incriminer les hommes et les institutions de la III^e République comme les premiers responsables d'un destin national sans espoir ?

Incontestablement, le régime est coupable. De 1932 à la défaite, la France a changé vingt fois de gouvernement et toute la vie politique française semblait vivre de la moisissure du régime républicain. La dégradation des mœurs parlementaires, déjà intolérable en soi, apparaissait aberrante face à la montée du péril hitlérien. Tous les Français le pressentaient, plus ou moins obscurément. Et pourtant, le pays, empoisonné de désordres et de haines, semblait irrésistiblement attiré par le vertige de son prochain néant. Un historien, contemporain de ce drame, l'explique :

« Les générations futures auront du mal à retrouver, à travers les manuels d'histoire, ce climat de violence qui a pesé, pendant dix ans, sur les institutions de la III^e République et qui les a paralysées au moment où il eût été nécessaire que le Parlement et le gouvernement bénéficient des soutiens les plus larges. » ²

Minée par ses crises intérieures, la France se trouve incapable de formuler une politique qui lui permettrait d'affronter la menace extérieure.

Dans un secteur toujours plus large de l'opinion publique, à partir de Munich surtout, l'angoisse de cette faiblesse grandit. Malheureusement, par un réflexe fréquent dans la vie politique de ce pays, les solutions « révolutionnaires » et inaccessibles sont préférées aux réformes rigoureuses et efficaces dans le cadre des institutions existantes. Les attaques contre le parlementarisme surgissent de toutes parts et, dans les mois qui précèdent la déclaration de guerre, une grande partie de l'opinion française se dispose à rejoindre les courants traditionnellement hostiles au régime de la III^e République.

C'est aussi une raison pour laquelle les parlementaires ou, d'une manière plus générale, les politiciens sont après la défaite d'objet d'un mépris général qui favorise la constitution d'un régime autoritaire. Les « révolutionnaires » des années 1930, et les antiparlementaires de tous temps, ont soudain raison d'avoir eu si souvent tort et la défaite stupéfiante et imprévisible de la France devient leur pressentiment de toujours.

Cependant, s'il est vrai que l'on ne saurait expliquer la défaite française sans appréhender ses origines politiques plus lointaines, il faut bien admettre que ses causes immédiates sont d'ordre militaire. Les revers successifs des armées françaises, dès le début de l'offensive allemande, sont l'aboutissement logique des conceptions stratégiques désuètes et des erreurs tactiques dont les politiciens ne sauraient être vraiment incriminés. Les chefs de l'armée sont donc les premiers responsables de la débâcle stupéfiante de 1940. Le maréchal Pétain, qui va s'ériger en accusateur public des politiciens de la III^e République, a pris une part directe, de par ses fonctions et l'influence

qu'il a exercée sur le commandement et la doctrine militaire française, dans l'élaboration des conceptions défensives qui sont la cause de la déconfiture des armées françaises³. Comme nous venons de le voir, il est aussi responsable, avec le général Weygand, de l'armistice, c'est-à-dire des conséquences politiques immédiates de la défaite, puisqu'il s'est opposé à une capitulation qui aurait laissé le gouvernement libre de poursuivre la lutte hors du territoire métropolitain.

Qui rappellerait ces faits dans les jours tragiques qui suivent la défaite ? Le général de Gaulle, à la radio de Londres, le 26 juin 1940, y fait clairement allusion, mais son audience est encore faible⁴. Le maréchal Pétain, auquel la République a confié son destin, est une figure prestigieuse, un symbole national. Son autorité est absolument incontestable⁵. A l'heure d'une défaite stupéfiante, il est sans nul doute le seul qui peut encore rassembler.

Son objectif immédiat est dicté par la conviction que la guerre est perdue. Ayant demandé l'armistice, il espère la paix pour alléger les malheurs de la France. Il entend également tirer les conséquences politiques de la défaite afin d'entreprendre le relèvement de la France. La débâcle devant les armées allemandes ne lui apparaît pas comme le résultat d'une conjoncture militaire particulière, mais comme le fruit d'un mal politique et spirituel profond qui depuis longtemps mine la France. Dès les premiers appels qu'il adresse au peuple français, il livre son explication de la défaite et affirme la nécessité d'un ordre nouveau :

« Depuis la victoire », dit-il le 20 juin, « l'esprit de jouissance l'a emporté sur l'esprit de sacrifice. On a revendiqué plus qu'on a servi. On a voulu épargner l'effort, on rencontre aujourd'hui le malheur. »⁶

Dans son appel du 25 juin, il reprend ce thème :

« Notre défaite est venue de nos relâchements. L'esprit de jouissance détruit ce que l'esprit de sacrifice a édifié. »⁷

Le mouvement de repentir national propagé par le Maréchal rencontre un écho favorable dans une grande partie de l'opinion française, persuadée que la défaite est une conséquence fatale des erreurs du passé. La France, croit-on, expie dans la défaite une faute profonde.

« Quasi spontanément », écrit Jacques Duquesne, « dans tous les secteurs de l'opinion, l'idée a surgi que la France était coupable, qu'elle a été pour cette raison abandonnée par la Providence et battue, que cette défaite est donc méritée et même qu'elle est salutaire. »⁸

L'épreuve qui commence est donc placée sous le signe de la pénitence⁹.

Les voix officielles, naturellement, donnent le ton. Laval, parodiant le Maréchal, affirme le 9 juillet devant ses collègues du Parlement que la défaite est la condamnation non seulement du régime parlementaire « mais de tout un monde qui a été et qui ne peut plus être »¹⁰. Le jour suivant, Boivin-Champeaux assure devant la même assemblée que la France est tombée essentiellement à cause de « la déficience des énergies et des âmes »¹¹. Ce dénigrement systématique du passé et des valeurs qu'il incarne surgit de toutes parts. Ainsi, le député socialiste Spinasse, ancien ministre de Léon

Blum, n'hésite pas à proclamer le 6 juillet que le Parlement va se charger des fautes communes.

« Ce crucifiement est nécessaire », assure-t-il, « pour éviter que le pays ne sombre dans la violence et l'anarchie. » ¹²

Cet esprit de contrition soutient l'œuvre de reconstruction annoncée par le Maréchal qui, pour accomplir son dessein orgueilleux, réclame du Parlement des pouvoirs étendus. L'Assemblée nationale se montre docile. Elle abandonne ses prérogatives en votant la loi constitutionnelle du 10 juillet qui confère au gouvernement du Maréchal le droit de promulguer une nouvelle constitution. L'exposé des motifs de cette loi d'abdication annonce premièrement qu'il faut tirer « la leçon des batailles perdues ». Elle précise encore :

« Revenir sur les erreurs commises, déterminer les responsabilités, rechercher les causes de nos faiblesses, cette œuvre sera accomplie. » ¹³

Ce texte laisse poindre, dans la brume de ses phrases ambiguës, les véritables intentions du nouveau régime en annonçant la plupart des mesures d'ordre politique, économique et social que le gouvernement du Maréchal entend prendre pour restaurer la France. Il omet soigneusement les références à l'idéal de Liberté, d'Égalité et de Fraternité cher aux cœurs républicains, mais proclame que la nouvelle constitution garantira les droits du Travail, de la Famille et de la Patrie. Pour « refaire la France » il annonce la nécessité d'accomplir une « révolution nationale » qu'il définit comme une « reconstruction hardie » et « audacieuse », comme un « effort total de rajeunissement » qui sache requérir de tous les Français « un entier don de soi, une confiance sans arrière-pensée, une fois ardente, cet élan collectif qui donne seul son sens à la vie nouvelle » ¹⁴.

Une furieuse activité législative fait suite à la loi constitutionnelle votée le 10 juillet 1940. Précédée de « Nous, Maréchal de France, Chef de l'Etat Français..., le Conseil des Ministres entendu, DÉCRÉTONS... » ¹⁵ les « actes constitutionnels » de Vichy attribuent au maréchal Pétain des pouvoirs absolus. La Présidence de la République est abolie et le Maréchal déclare « assumer la fonction de Chef de l'Etat Français » ¹⁶. Ses prérogatives sont extravagantes. Il nomme et révoque les ministres et secrétaires d'Etat qui désormais ne sont responsables que devant lui.

Il exerce en outre « le pouvoir législatif en Conseil des ministres » ¹⁷ jusqu'à la constitution de nouvelles assemblées, éventuellement même après si les circonstances l'exigent. Le chef de l'Etat promulgue également les lois et assure leur exécution. Il a aussi le pouvoir de nommer « à tous les emplois civils et militaires, pour lesquels la loi n'a pas prévu d'autre mode de désignation » ¹⁸. Les assemblées sont maintenues mais ajournées jusqu'à nouvel ordre et ne peuvent se réunir que sur convocation du chef de l'Etat. De ces dispositions constitutionnelles, la plus aberrante est certainement celle qui fait de Pierre Laval le dauphin du Maréchal. Il est, en effet, stipulé que si le maréchal Pétain est empêché d'exercer la fonction de chef de l'Etat, Pierre Laval, vice-président du Conseil, l'assumera de plein droit ¹⁹.

Tels sont les principaux « actes constitutionnels » promulgués au cours

du mois de juillet 1940. Mais le gouvernement du Maréchal n'en reste pas là. Il entend tirer parti des pouvoirs qui lui ont été hâtivement délégués pour abolir l'esprit des institutions du passé.

Les mesures d'exception prises sitôt après le vote de l'Assemblée nationale abrogent, en fait, les « Droits de l'Homme » tels qu'ils avaient été définis par la « Déclaration de 1789 ». Les délits d'opinion et d'appartenance sont introduits avec effet rétroactif. Par simple décret ministériel, tout magistrat, fonctionnaire, agent civil ou militaire de l'Etat peut être relevé de ses fonctions. L'accès aux emplois publics se voit interdit à toute personne d'un père étranger et les naturalisations survenues depuis 1927 doivent être révisées. Les associations secrètes sont interdites. En septembre 1940, une loi permet d'arrêter sur simple décision préfectorale les personnes réputées « dangereuses » pour la défense nationale ou la sécurité publique.

La plus infâmante des lois promulguées dans cette période concerne les Juifs. En octobre 1940, une loi leur interdit l'exercice de presque toute charge dans la fonction publique et de tous les postes de direction dans la presse et dans l'industrie. Les Juifs étrangers pourront être internés, tandis que les Juifs algériens se voient privés de leur nationalité française²⁰.

Résumant l'activité législative de Vichy dans les premiers mois de son établissement, Robert Aron écrira :

« Ces lois d'exception constituent un des ensembles répressifs les plus complets qu'ait connus notre pays : désormais, il n'est personne en France, quelles que soient son appartenance ou sa condition personnelle, qui ne puisse être l'objet d'une sanction administrative. »²¹

C'est dans le cadre de ce nouveau régime que Mounier s'engage à « refaire d'*Esprit* un des principaux foyers créateurs d'une vraie France et d'une vraie révolution »²². Pour comprendre ce projet il faut essayer de dégager des discours du Maréchal et des mesures législatives prises sous son autorité durant les mois qui suivent la défaite le socle idéologique de cette Révolution nationale à laquelle *Esprit* va participer.

Le maréchal Pétain a des principes d'autant mieux arrêtés qu'ils sont simples. Il appartient, comme nombre des ministres qu'il choisit, à cette catégorie de la droite composée de gens « qui ne font pas de politique ». Comme l'a écrit l'historien Henri Michel :

« ... Le Maréchal est demeuré un soldat imprégné du lot commun d'idées de la droite conservatrice. »²³

Il a appris à l'armée, dit-il dans sa déclaration du 14 novembre 1940 sur la réorganisation de l'Etat, qu'un chef ne peut efficacement commander à plus de cinq sous-ordres :

« Toujours le même compte : un homme qui décide, quatre qui obéissent et transmettent. Ainsi de suite de la pointe à la base. »²⁴

C'est pourquoi il entend réorganiser les divisions administratives de la France en tenant compte de ce principe fondamental. Il veut créer des provinces à la tête desquelles il placerait des gouverneurs jouissant d'une grande marge d'action législative. L'administration elle-même, suivant ce même principe, devrait être en même temps concentrée et décentralisée.

« Nous ferons », assure-t-il le 11 juillet 1940, « une France organisée où la discipline des subordonnés réponde à l'autorité des chefs, dans la justice pour tous. » ²⁵

L'Etat qu'il veut fonder doit être hiérarchique et autoritaire. Dans l'esprit de Pétain, le commandement s'exerce de « haut en bas » en descendant jusqu'au peuple à travers un ensemble de corps intermédiaire ²⁶. Le nouveau régime, affirme-t-il, ne doit plus reposer sur l'idée fausse d'une égalité naturelle des hommes, mais promouvoir l'égalité des chances données à chacun de prouver son aptitude à « servir » ²⁷. Le fondement de cette nouvelle hiérarchie sera le travail et l'intelligence. Ce principe établi, la lutte des classes disparaîtra, car il n'y aura plus de discrimination d'origine sociale et les nouvelles élites s'affirmeront spontanément pour former les cadres de la nation.

La transformation de la société exige un bouleversement profond de l'éducation. « C'est à une révolution intellectuelle et morale que d'abord je vous convie », a proclamé le Maréchal dès le 25 juin ²⁸. La réforme de l'enseignement est effectivement une des premières entreprises du régime ; la plus importante, annonce le chef de l'Etat en août 1940 ²⁹. Sur le plan administratif, les organismes consultatifs qui permettaient à l'Université de se faire entendre des pouvoirs publics sont supprimés ³⁰. Les doyens des Facultés ne sont plus élus mais nommés. Plus graves encore sont les mesures de caractère proprement idéologique qui modifient l'équilibre délicat qui s'est établi sous la III^e République, après une lutte douloureuse entre l'Eglise et l'Etat. La loi du 23 octobre 1940 due à l'initiative de Jacques Chevalier, l'ancien maître de Mounier, transforme les programmes de morale des écoles primaires et secondaires en introduisant l'enseignement des devoirs envers Dieu, tandis que la loi du 6 janvier 1941 introduit dans l'école publique l'instruction religieuse à titre d'enseignement facultatif et autorise les communes à subventionner les établissements d'enseignement libre. De surcroît, le corps enseignant est largement épuré. Des centaines de professeurs et de fonctionnaires de l'enseignement supérieur sont révoqués ou mis à la retraite. Les Juifs sont exclus des emplois universitaires à partir du 3 octobre 1940.

Le Maréchal est particulièrement sévère à l'égard du système éducatif de la III^e République, qui a développé l'individualisme et s'est bercé de l'illusion qu'il suffirait « d'instruire les esprits pour former les cœurs et pour tremper les caractères » ³¹. Le nouveau régime se propose, au contraire, de détruire cette « pseudo-culture purement livresque » ³² et d'engager l'école au service de la nation en formant les élites, toutes les élites dont elle a besoin. Une des premières tâches de l'école, de l'école primaire en particulier, est de rétablir l'honneur du travail. A cet effet, une large place doit être faite aux travaux manuels. Le chef de l'Etat croit pouvoir restaurer ainsi les belles traditions de l'artisanat français et mettre fin à l'industrialisation du pays. La vocation de l'école dans son esprit sera de « réenraciner (...) l'homme français dans la terre de France, où il puisera toujours, en même temps que sa substance et celle de ses concitoyens de la ville, les solides vertus qui ont fait la force et la durée de la Patrie » ³³.

Le Maréchal a une conception large de l'éducation et, pour entreprendre l'œuvre de rénovation nationale, son gouvernement ne se limite pas aux

réformes de l'enseignement. Le nouveau régime inaugure une véritable politique de la jeunesse destinée à gagner les jeunes Français à la Révolution nationale ³⁴.

Cette politique est en partie imposée par les circonstances. Après la défaite, en effet, nombreux sont les jeunes, déracinés de leur cadre familial, sans emploi ni ressources, qu'il s'agit d'encadrer dans le plus bref délai. C'est la raison pour laquelle, en dépit de l'importance que lui confère Vichy, la politique de la jeunesse est largement improvisée et inspirée par des initiatives individuelles. Ainsi, en juillet 1940, le général de la Porte du Theil crée, à la demande du gouvernement, les « Chantiers de Jeunesse » qui doivent recueillir environ 100 000 jeunes incorporés dans l'armée au moment de l'invasion. Il reçoit une grande liberté d'action pour conduire sa tâche. Acquis à la Révolution nationale, il s'emploie à refaire l'éducation morale et civique des jeunes qui lui sont confiés dans un esprit et par des méthodes qui s'inspirent à la fois du scoutisme et de la vie militaire. Il se veut éloigné des idéologies néfastes, mais prône le culte du Maréchal, le respect des valeurs ancestrales de la France chrétienne et les vertus de la vie campagnarde.

La création des « Compagnons de France », mouvement destiné aux jeunes de 16 à 20 ans, répond au même souci de préparer l'œuvre de rénovation nationale au sein de la jeunesse. Ce mouvement, bien que dépendant du gouvernement sur le plan financier et jouissant d'une large propagande officielle, n'est pourtant pas exclusif d'autres entreprises analogues. Car si le nouveau régime se montre soucieux d'encadrer la jeunesse, il se garde de favoriser un mouvement unique et d'imiter ainsi les solutions totalitaires.

L'entreprise du capitaine Dunoyer de Segonzac, à laquelle Mounier, Lacroix et H. Beuve-Méry participeront, est assez caractérisée du pluralisme de la Révolution nationale dans le domaine de la jeunesse. Ecœuré par la défaite, ce militaire de carrière est convaincu que les cadres militaires et civils de la nation en sont responsables. Il se rend à Vichy dans le but de créer une école de chefs. Son projet reçoit un accueil chaleureux puisqu'on lui donne carte blanche pour l'exécuter. En octobre 1940, il installe son école au château d'Uriage.

Dunoyer de Segonzac croit pouvoir rassembler à Uriage des Français de toutes origines sociales et de tous les horizons politiques ou intellectuels pour former les cadres de la France nouvelle. On cultive à Uriage le sens de la hiérarchie, le goût de la discipline, le rythme de la vie militaire. On y exalte, comme dans tous les mouvements créés après la défaite, la vie en plein air, les jeux d'équipe, les travaux manuels, les veillées durant lesquelles on chante en chœur autour d'un grand feu. Dans le domaine intellectuel, pourtant, le chef Segonzac fait preuve d'un esprit ouvert et admet, dans certaines limites, des influences contradictoires, notamment lors des conférences ou des discussions qu'il organise sur des sujets très divers et souvent proches de la politique.

Le Maréchal est d'une grande ignorance dans le domaine économique et ses idées en la matière sont celles des milieux réactionnaires français. Il aime louer la terre et la paysannerie. Son désir est de refaire de la France une nation essentiellement agricole et artisanale. Il confond dans une même

réprobation les principes de l'économie libérale et ceux du socialisme et se plaît à dénoncer le rôle funeste de l'argent.

Le 2 octobre 1940, il annonce que deux principes vont guider la politique économique de son gouvernement: l'économie sera organisée et contrôlée, tandis que la monnaie sera mise au service de l'économie³⁵. En fait, devant les impérieuses nécessités qui découlent de la défaite et de l'occupation, les réformes économiques, notamment les mesures anticapitalistes de Vichy, restent de pure forme. La loi du 18 septembre 1940 s'attaque bien aux sociétés anonymes en limitant le nombre des administrateurs et en augmentant leur responsabilité, mais cette mesure n'atteint en rien le système capitaliste dans son essence³⁶. Les conséquences de cette loi sont du reste atténuées deux mois plus tard.

Plus importante, dans ses effets potentiels, est la loi antérieure du 16 août 1940 créant les Comités d'organisation. Cette loi soumet, en principe, l'industrie et le commerce au contrôle et à l'action du gouvernement. Pour chaque branche de la production, un Comité d'organisation, dont la composition relève de l'Etat, est chargé de commander à l'ensemble des entreprises y participant. Si cette loi confirme les positions anticapitalistes du gouvernement, elle n'en est pas moins imposée par la nécessité d'organiser la production en fonction des besoins et des ressources. Le législateur cherche aussi par le biais de cette mesure législative à contrecarrer la pression allemande sur les industriels de la zone occupée. De toute manière, elle n'affecte guère le patronat qui parvient vite à s'immiscer dans les rouages de ces comités³⁷.

Dans le domaine social, le Maréchal fait grief au libéralisme d'avoir divisé la communauté et engendré la lutte des classes. Dans son message du 2 octobre 1940, il s'en prend aux « coalitions d'intérêts économiques » et aux « équipes politiques ou syndicales qui prétendent fallacieusement représenter la classe ouvrière » et qui asservissent l'Etat³⁸. Lors de son discours de Saint-Etienne, le 1^{er} mars 1941, le Maréchal exhorte les ouvriers:

« N'écoutez plus les démagogues. Ils vous ont promis le pain, la paix, la liberté : vous avez eu la guerre, la misère, la défaite. »

Se tournant alors vers les patrons, il ajoute:

« Votre égoïsme, votre incompréhension de la condition prolétarienne ont été trop souvent les meilleurs auxiliaires du communisme. »³⁹

L'unité de la nation exige la réconciliation de la classe ouvrière et de la bourgeoisie.

Fidèle à une certaine tradition militaire, le Maréchal n'est pas insensible aux souffrances de la condition prolétarienne. Cependant ses aspirations sociales vont de pair avec une vision hiérarchique de la société et le conduisent à une conception paternaliste des rapports sociaux qui avantage le patronat. Les solutions qu'il préconise s'inspirent, en effet, largement du corporatisme.

En fait, les réalisations du nouveau régime dans le domaine social reflètent les divergences idéologiques qui se manifestent en son sein. Si le ministre de la Production et du Travail, l'ancien syndicaliste Belin, décrète le 9 novembre 1940 la dissolution des syndicats ouvriers et patronaux,

ce n'est que le 26 octobre 1941 que sera promulguée la fameuse « Charte du Travail » qui cherche à organiser les rapports entre employeurs et employés en bannissant ce qui pourrait rappeler l'ancienne lutte des classes. Cette Charte, œuvre de longue haleine, fruit de longues disputes au sein du gouvernement, ressemble à un compromis entre les tendances syndicalistes de Belin et celles du corporatisme qui prévalent au sein du nouveau régime. Comme l'a démontré Jacques Julliard, elle aboutit, en fait, à une mise sous tutelle des syndicats et à un renforcement de la puissance patronale ⁴⁰.

La Révolution nationale, enfin, va de pair avec une politique étrangère de collaboration avec l'Allemagne. Le 24 octobre 1940, quatre mois après la défaite, le chef de l'Etat français serre la main au chancelier Hitler lors de la fameuse entrevue de Montoire. Il annonce au pays le 26 octobre qu'il s'engage dans la collaboration et précise quelques jours plus tard :

« C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité française — une unité de dix siècles dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen — que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration. Cette collaboration doit être sincère. Elle doit comporter un effort patient et confiant. » ⁴¹

L'entrevue entre Pétain et Hitler marque le début d'une pente fatale qui conduit le gouvernement de Vichy dans l'engrenage du déshonneur et de la trahison. Ce geste spectaculaire a de profondes répercussions dans l'opinion française. A partir de Montoire, nombreux sont les Français qui remettent en cause leur adhésion au régime et commencent à perdre les illusions qu'ils entretenaient sur l'action du Maréchal.

En dépit de certaines ressemblances, le régime de Vichy reste encore éloigné du fascisme. Le Maréchal a très vite annoncé que l'ordre nouveau ne serait pas une imitation servile d'expériences étrangères. Si la Révolution nationale partage avec le fascisme son culte du chef, son amour des vertus héroïques, sa sollicitude pour la formation de la jeunesse, une partie de sa méfiance à l'égard des intellectuels et de sa haine des Juifs, elle se rattache encore davantage aux idées traditionnelles de la droite française. Le régime de Vichy est, en effet, assez proche de l'« Ordre Moral » qu'ont toujours regretté les milieux réactionnaires français.

La Révolution nationale subit fortement l'influence de l'Action française. Le Maréchal s'entoure de plusieurs maurassiens : Raphaël Alibert, Henri Massis, Dumoulin de la Barthète, René Gilloin, l'amiral Fernet, pour nommer ceux dont l'influence est la plus directe. Ils participent souvent à la rédaction des messages du chef de l'Etat. Alibert inspire notamment certaines perspectives constitutionnelles du nouveau régime, tandis que Massis joue un rôle important dans l'élaboration d'une doctrine de la jeunesse ⁴².

Le Maréchal n'est cependant pas l'homme d'une doctrine. Sa formation politique est trop rudimentaire pour cela. Le fait qu'il partage avec Maurras un nationalisme ombrageux, un amour de la terre, un antiétatisme et un goût de la décentralisation, ne suffit pas pour en faire un maurassien. Il ne suivra jamais Maurras dans ses passions sourdes. Il a servi la République et lui reste attaché, même si bientôt il l'abandonne en fait dans les errements du pouvoir absolu. C'est la raison pour laquelle il peut paraître

excessif de qualifier Maurras de « chantre de la Révolution nationale »⁴³.

On retrouve dans l'entourage du Maréchal des hommes d'horizons idéologiques très divers et la Révolution nationale reflète cette diversité. Les hommes issus de la gauche ne sont pas absents du régime de Vichy. René Belin, qui fut secrétaire adjoint de la CGT de 1933 à 1940, est nommé ministre du Travail et de la production industrielle. Dans son entourage gravitent des syndicalistes, ses anciens camarades. On sait d'autre part que Bergery, qui a soutenu le Front populaire, a exercé une certaine influence sur la pensée du Maréchal. Dans son long message du 2 octobre 1940 qui définit l'orientation de son régime, le Maréchal reprend presque intégralement un texte communiqué par Bergery à Dumoulin de la Barthète⁴⁴. On y retrouve donc les principaux thèmes de *La Flèche* accommodés au goût du jour: dénigrement systématique des institutions, notamment du parlementarisme, et des mœurs politiques de la III^e République, refus de la politique traditionnelle d'alliances qui fait l'affaire des trafiquants d'armes et des financiers, espérance sincère et naïve d'une collaboration possible avec l'Allemagne, projet d'un régime hiérarchique et social, répulsion profonde à l'égard de l'économie libérale.

Bergery, on s'en souvient, était fort proche idéologiquement de certains personnalistes. Robert Aron a donc raison de signaler l'influence du personnalisme sur le nouveau régime⁴⁵, d'autant que Robert Loustau, que Baudoin nomme directeur de Cabinet au Ministère des affaires étrangères, est un ancien d'*Ordre Nouveau* et participe à la rédaction d'un important message politique et social du Maréchal à la nation, celui du 1^{er} mars 1941. N'oublions pas cependant que sous l'étiquette de « personnaliste » se sont abrités des courants de pensée hétérogènes. En outre, comme le signalait Mounier dès 1938, le vocabulaire personnaliste s'est égrené dans la plupart des formations politiques et, si l'on retrouve dans la Révolution nationale certains thèmes mis en valeur par les « non-conformistes des années 1930 », c'est qu'ils appartiennent un peu à l'air du temps. Les exigences « révolutionnaires » personnalistes sont suffisamment ambiguës pour imprégner la Révolution nationale.

Relevons également dans l'entourage du Maréchal ceux qu'on a relégués, faute de meilleures catégories, dans le rang abstrait et vague des « technocrates ». Bouthillier, le ministre des Finances, et Paul Baudoin, le ministre des Affaires étrangères, s'y retrouvent et représentent assez bien ces grands commis de l'Etat qui ont servi l'administration de la III^e République sans avoir milité dans un parti. Pétain, qui se sépare en septembre de tous ses ministres parlementaires à l'exception de Laval, apprécie l'apport de ces « spécialistes » sans allégeance politique reconnue et qui croient transcender les idéologies néfastes en exprimant l'empirisme de la droite.

Enfin il ne faut pas négliger, pour comprendre le nouveau régime et sa Révolution nationale, l'apport, sinon intellectuel du moins pratique, de personnalités difficiles à situer dans l'éventail idéologique. A cette catégorie appartient notamment Pierre Laval qui a fait ses premières armes au service de la III^e République comme député socialiste avant de devenir deux fois président du Conseil dans les années 1930 sous une étiquette d'« Indépendant ». Bien que ce passé politique au service de la III^e République et sa

personnalité le rendent suspect aux yeux du Maréchal et de son entourage, il devient partie intégrante du régime. Politicien consommé, il se rend immédiatement indispensable. Grâce à lui, le Parlement vote la loi constitutionnelle du 10 juillet 1940 et abdique tout pouvoir en faveur du Maréchal. Mis à l'écart de la présidence du Conseil par le Front populaire, Laval a gardé de la III^e République une amertume profonde et se montre résolument partisan d'un régime autoritaire.

Comme on le voit, les hommes qui se rassemblent autour du Maréchal proviennent d'horizons politiques variés. Beaucoup viennent de la droite, et même de l'extrême droite, certains pourtant de la gauche, et d'autres, enfin, de ces catégories politiques errantes qui foisonnent dans les périodes troublées. Tous partagent en commun la volonté de reconstruire la France et croient nécessaire d'entreprendre un changement de régime.

On a justement comparé le régime de Vichy à une auberge espagnole « où chacun fait son menu sans trouver forcément son compte »⁴⁶. Cette auberge, hâtivement dressée par Pétain au milieu du désastre, rassemble des hommes fort différents tant par leurs convictions politiques que par leur extraction sociale. C'est la raison pour laquelle l'idéologie du nouveau régime se dérobe à une définition cohérente.

Dans la cohorte bigarrée qui se presse dans les rangs de la Révolution nationale, tous veulent « refaire la France » derrière le Maréchal. Beaucoup se croient appelés à cette mission par une défaite qui confirme plus ou moins leurs idées d'avant-guerre. Animés d'une grande espérance, ils grimpent, à l'appel du Maréchal, dans ce carrousel de Vichy qui rassemble sans les unir des maurrassiens, des personnalistes, des conformistes de l'anticonformisme, des pacifistes, des hauts fonctionnaires agacés, des laissés-pour-compte de la III^e République et, aussi, ces bigots frétillants dans une France pénitente qui assouvit, enfin, leur double nostalgie des catacombes et de l'empire chrétien. Et puis, pour comprendre la Révolution nationale, il ne faut pas oublier qu'avant d'être un ensemble de transformations institutionnelles, avant même de refléter un faisceau d'idées politiques, elle constitue un certain climat de confiance qu'inspirent l'œuvre et surtout la personne du Maréchal. Pétain, le vieillard chargé des vertus et de la sagesse antique, le patriote au cœur pur et droit, incapable de mal faire, apparaît immédiatement comme l'homme de la Providence.

Il joue dans la tragédie de 1940 un rôle essentiel à l'équilibre psychique de la nation, car d'emblée, par son âge et sa personnalité, il assume un rôle rassurant pour les Français bouleversés par tant de drames. Dans son premier appel, il se présente un peu comme le Christ se sacrifiant pour les péchés des hommes en déclarant :

« Je fais à la France le don de ma personne pour atténuer son malheur. »⁴⁷

Ce langage rencontre les effusions religieuses d'une nation abandonnée et meurtrie. Le soir de Noël 1940, il puise dans la même veine chrétienne en affirmant :

« Une France nouvelle est née. Cette France, ce sont vos épreuves, vos remords, vos sacrifices qui l'ont faite. »

Cette évocation, dans la nuit de Noël, de la naissance d'une nation purifiée, associée aux thèmes de la souffrance et de la culpabilité qu'il reprend dans ses appels comme une litanie, suscite un écho naturel en milieu catholique. Et puis comment ne pas être sensible, dans l'hiver de la détresse, à son langage simple, humain et chaleureux et aussi à l'autorité sévère mais protectrice du père qu'il assume d'emblée:

« Serrez-vous ce soir autour de moi », dit-il dans cette même nuit du 24 décembre 1940, « pour que cette France neuve et saine grandisse et se purifie (...) Bon Noël, mes enfants. » ⁴⁸

Dans l'insécurité et la crainte qui résultent de la défaite, Pétain évoque aussi la fidélité de la terre: « La terre, elle ne ment pas. Elle demeure votre secours », dit-il le 25 juin 1940 ⁴⁹.

Ce langage touche chacun dans les profondeurs de son inconscient, car la terre symbolise la chaleur protectrice du sein maternel. Gabriel-Louis Jaray, laudateur obscur du Maréchal, a bien exprimé le vécu inconscient de nombreux Français en parlant du « mariage de la nation et de son chef, poussés l'un vers l'autre par un sentiment réciproque » ⁵⁰. Il faut tenir compte de ces réactions affectives pour comprendre la Révolution nationale et les engagements qu'elle suscite.

La controverse reste ouverte sur les événements de juin 1940. Le gouvernement français pouvait-il se frayer une voie différente de celle préconisée par le général Weygand et le maréchal Pétain ? Ceux qui l'ont proclamé, après la Libération, n'ont pas toujours su convaincre. Paul Reynaud et les ministres qui s'opposaient à l'armistice n'ont pas osé assumer, dans la panique de la débâcle, la responsabilité d'une politique différente. Les armées françaises n'étant plus en mesure de se battre, on pouvait légitimement croire insensée la poursuite des combats.

En revanche, le gouvernement de la défaite encourt la lourde responsabilité de s'être laissé entraîner dans une collaboration avec l'Allemagne et d'avoir profité de la défaite pour instaurer un régime contraire à la tradition républicaine de la France. Certes, la plupart des Français condamnent sans appel le régime de la III^e République qu'ils rendent responsable de la défaite. Ils espèrent transformer la France et ses institutions en tenant compte des expériences passées et notamment de la défaite. Ils admettraient même l'emprise temporaire de la nécessité et se soumettraient de bon gré à un régime d'exception. Pourtant, les options politiques de la défaite dépassent largement la conjoncture imposée par les événements. La Révolution nationale préconisée par le nouveau régime porte en elle le ferment d'un enthousiasme indécent, la joie profonde des refoulés de la République abattue. La « divine surprise » éprouvée par Maurras lorsque Pétain se charge du destin de la France vaincue, beaucoup l'éprouvent à l'égard des perspectives politiques ouvertes par la défaite. En tirant parti d'une situation tragique, le nouveau régime s'enlise dans le mensonge et le pharisaïsme que les esprits forts ont immédiatement reconnus.

2. La souffrance salutaire

Entraîné par la défaite jusqu'en Charente, puis interné quelques semaines dans un camp de prisonniers, Mounier se voit finalement démobilisé près

d'Orange. Il décide alors de s'établir à Lyon avec sa famille. Pour lui, comme pour tous les Français, les temps sont très durs. S'il trouve bientôt des moyens d'existence en donnant des leçons chez les Lazaristes de Lyon et dans une école à Vienne, les difficultés matérielles ne cessent de le préoccuper⁵¹. Et puis, aux souffrances morales et aux misères matérielles occasionnées par la défaite et l'exode, s'ajoute pour Mounier un grand malheur familial : sa fille de deux ans vient d'être atteinte d'une encéphalite et son développement mental se révèle gravement atteint.

Pourtant, le directeur d'*Esprit* n'est pas homme à s'abandonner aux blessures de la vie. Très vite, il caresse un nouveau projet : celui de faire reparaître sa revue. Toutefois, ce dessein n'apparaît pas facile à réaliser car, désormais, plus rien n'est comme avant le désastre. Parmi les anciens collaborateurs, quelques-uns sont morts au combat : le compositeur Maurice Jaubert, Georges Bonnefoy et Jean-Germain Tricot. D'autres sont partis en Allemagne, prisonniers. C'est l'expérience douloureuse que vivent Maxime Chastaing, Paul Fraisse, François Goguel (Serampuy), Miatlev, Marius Richard, Pierre-Henri Simon et Daniel Villey⁵². Par ailleurs, dans la France cassée en deux par la ligne de démarcation, éparpillée par l'exode, les contacts intellectuels sont difficiles à établir. Et quand bien même pourrait-on communiquer, parlerait-on toujours le même langage ? La défaite n'a-t-elle pas rompu l'harmonie intellectuelle d'antan, miné les consentements essentiels ?

Après la victoire d'Hitler, les mots et les idées que l'on croyait enracinés dans la durée de croyances profondes prennent soudain des significations nouvelles, inattendues. Certains ne peuvent l'accepter. Parmi les anciens d'*Esprit*, beaucoup songent avec André Chamson :

« Je hais le silence que nous impose la servitude, mais c'est pourtant lui seul qui peut aujourd'hui donner asile à la vérité. »⁵³

Car la censure veille, et s'exprimer publiquement constitue déjà une manière d'adhésion au nouveau régime. D'emblée, des hommes comme P.-A. Touthard, M. Moré, J. Gosset, P. Emmanuel, P. Vignaux, J. Perret sont d'avis que leur revue ne devrait pas reparaître, même pas en zone Sud⁵⁴.

En revanche, d'autres camarades de Mounier approuvent la Révolution nationale. C'est le cas de F. Perroux qui conçoit immédiatement une très vive admiration pour le Maréchal et son action gouvernementale ; il sera nommé membre de l'éphémère Conseil national, cette assemblée de notables créée par Pétain le 24 janvier 1941 et qui devait être « l'émanation des forces vives de la nation »⁵⁵. Madaule exprime également sa foi dans la « France nouvelle » en collaborant à la N.R.F. dirigée par Drieu la Rochelle et en dirigeant avec Perroux les *Cahiers d'Etudes Communautaires* et la *Bibliothèque du Peuple*. Participent également à la Révolution nationale L. E. Galley, l'un des co-fondateurs d'*Esprit*, qui devient chef de province aux *Compagnons de France*, et R. Leenhardt qui anime *Radio-Jeunesse*. Par ailleurs, Jean Maze, un ancien rédacteur de *La Flèche* qui collabore occasionnellement à la revue de Mounier, dirige l'hebdomadaire *Compagnons*⁵⁶. Quant à Marius Richard, qui était un des critiques littéraires d'*Esprit*, il opte pour la collaboration avec l'Allemagne.

En raison des circonstances, Mounier n'est donc pas en mesure de retrouver le concours de son ancienne équipe de rédaction; il prend seul, ou presque, la décision de ranimer le mouvement *Esprit*. Dès la fin du mois de juillet, il se rend à Vichy pour « sentir le vent »⁵⁷. Quelques semaines plus tard, le 6 septembre 1940, il écrit à une amie qu'il est résolu à faire reparaître la Revue⁵⁸. Il sollicite de Laval⁵⁹, alors vice-président du Conseil, l'autorisation de reprendre la publication de son ancien périodique. Après l'examen du dossier fourni par Mounier, la décision du gouvernement est favorable. Le 25 octobre Mounier note dans son journal :

« Ce matin est arrivée l'autorisation de reprendre *Esprit*, signée de Montigny. En même temps que la nouvelle des entrevues Hitler-Laval, Hitler-Pétain... »⁶⁰

Lorsqu'il reçoit l'autorisation de republier *Esprit*, quatre mois se sont écoulés depuis l'armistice. Le nouveau régime a donc déployé l'éventail de sa législation répressive et dévoilé le contenu de ses intentions « révolutionnaires ». Quelques jours plus tôt a paru le statut des Juifs, fleurons des lois honteuses promulguées par le nouveau régime.

Et malgré tout, au mois de novembre 1940, dans le premier numéro de la Revue paru après l'armistice, Mounier manifeste son adhésion chaleureuse au régime du Maréchal. Par un éditorial intitulé « D'une France à l'autre »⁶¹, il se situe d'emblée dans la perspective de la Révolution nationale en affirmant gravement :

« Le mois de juin a marqué dans l'histoire de notre pays une crise devant laquelle chacun doit aujourd'hui se reclasser. La France et ceux qu'elle entraîne dans son sort peuvent connaître encore beaucoup de malheurs, de changements et de surprises. Il me semble que la mémoire restera toujours de ceux qui auront fait ce reclassement avec fidélité et courage, et de ceux qui n'auront songé qu'à renier leur âme ou à sauver leurs préjugés. »⁶²

Il explique alors aux nouveaux dirigeants français que les animateurs du mouvement *Esprit* furent depuis 1932 « du très petit nombre » de ceux qui ont proclamé la nécessité d'une rupture révolutionnaire sur tous les plans — politique, social et spirituel — avec l'évolution du monde. Déjà, ils envisageaient cette révolution « totale » qui secoue « toutes les assises du désordre antécédent » et renouvelle « toutes les sources de la vie et de l'activité ». Evoquant cette exigence d'une révolution totale, il affirme :

« Elle n'était pas pour nous une opinion parmi d'autres, elle était le sens et la vocation de nos vingt-cinq ans. Toute une jeunesse s'y est retrouvée avec nous. Notre rupture est donc faite, largement faite. J'ose même croire qu'elle déborde sur l'événement actuel. »⁶³

L'adhésion de Mounier au régime de Vichy n'est pas sans rappeler l'attitude qu'il avait adoptée au moment de la victoire du Front populaire. En 1936, il avait salué la victoire de la gauche avec moins de vigueur, de manière plus hésitante et craintive, mais son réflexe à l'égard du nouveau gouvernement était le même : il éprouvait le besoin de justifier son passé, d'éclairer l'histoire de son mouvement à la lumière du présent, puis affirmait, non sans vergogne, que les idées personnalistes prenaient le pouvoir « entre les mains d'autrui »⁶⁴.

Dans son éditorial de novembre 1940 il manifeste avec encore plus d'ardeur son désir de fonder son adhésion au nouveau régime sur ses prises de position passées. Il éprouve surtout le besoin d'épouser totalement les options idéologiques du nouveau régime et de s'établir, par la vertu de son ancienne révolte, à la hauteur de l'autorité suprême : les efforts de toute sa jeunesse, sa vocation essentielle étaient déjà au service du présent maître de la France.

Cependant pour convaincre de sa volonté réelle de participer à la Révolution nationale, il se doit aussi d'entreprendre, à son tour, son propre examen de conscience. C'est l'heure, ne l'oublions pas, où le Maréchal et son gouvernement rappellent aux Français leur culpabilité. Le directeur d'*Esprit* n'entend pas se soustraire à ce devoir de repentance et le regard qu'il jette en arrière sur l'histoire de son mouvement se veut même translucide :

« Si nous avons eu le mérite d'engager la révolution spirituelle et matérielle totale dont certains effondrements démontrent aujourd'hui l'urgence aux yeux de tous, nous ne l'avons pas fait sans erreurs et partialités dont il importe de prendre plus clairement conscience en vue des tâches de demain. » ⁶⁵

Reprenant alors son ancienne condamnation du régime qui vient de s'effondrer, il constate que la « critique spirituelle » d'*Esprit* fut la partie la plus solide et la plus originale de ses huit années de réflexion. Il rappelle notamment les exigences posées par son premier éditorial intitulé « Refaire la Renaissance » et affirme :

« Toutes les formules lancées aujourd'hui en gage d'espérance à la jeunesse de France, en germe dans ce programme, nous les approfondissons et les répandons depuis des années. » ⁶⁶

La « critique sociale » d'*Esprit* lui semble « n'avoir pas non plus trop mauvaise conscience » ⁶⁷. Ne s'est-il pas opposé à ceux de l'ancienne droite en dénonçant le monde de l'argent et le capitalisme libéral, tandis qu'il imposait aux gens de l'ancienne gauche une critique du marxisme, du communisme et de la démocratie libérale ? Mounier revendique à ce titre une influence « dans l'évolution des courbures politiques et dans la formation d'un esprit nouveau » ⁶⁸.

Dans le secteur politique, pourtant, Mounier confesse certaines erreurs de jeunesse. Son mouvement, admet-il, a sous-estimé l'importance du mal politique ; il reconnaît même qu'il faut rendre justice, sur ce point, à l'*Action Française* puisqu'elle a su éviter cette erreur d'évaluation. *Esprit* n'a pas dénoncé avec suffisamment de vigueur la démocratie libérale et parlementaire :

« Nous croyions qu'elle parasitait la France, comme une poussière ou un lichen ; nous ne réalisons pas qu'elle la rongait comme une vermine, aussi sûrement que le mal spirituel ou le désordre social. » ⁶⁹

Mounier, selon son habitude, se décharge en partie des fautes qu'il vient d'admettre. Il les attribue à une « maladie de jeunesse » ⁷⁰. Il rappelle aussi les « conditions historiques » ⁷¹. Il dénonce encore l'empreinte de l'éducation. « Nous étions bien fautifs. Mais aussi, nous étions si mal éduqués. » ⁷² Enfin, il assure que son mouvement s'était ressaisi et qu'une nouvelle

conscience politique s'affirmait dans la Revue. Il cherche à le prouver en évoquant les différents numéros spéciaux sur « *la mort des partis* » et sur « *le problème de la représentation* ». La Revue proposait alors « des innovations institutionnelles très proches de celles que nous devons aux initiatives constitutionnelles récentes »⁷³. *Esprit* se proposait en outre d'aborder « le problème de la liberté » et « le problème du chef » lorsque la guerre interrompit ce projet.

Pour compléter ce bilan du passé, il rappelle les positions de la Revue en matière de relations internationales. Ces positions n'étaient pas sans refléter une certaine ambiguïté dont il tire maintenant parti pour convaincre de son loyalisme à l'égard du gouvernement de Vichy. Depuis de nombreuses années, assure-t-il, les personnalistes avaient mauvaise conscience en songeant à la politique européenne de la France. Celle-ci, en effet, n'avait pas été capable d'utiliser l'autorité que lui conférait sa victoire pour bâtir l'Europe unie. Des années durant, les inspirateurs du mouvement *Esprit* ont demandé la révision des clauses de Versailles et dénoncé « l'exacerbation, par les traités et par leurs exécutants, de nationalités turbulentes, de pays hypertrophiés dès l'origine »⁷⁴. Sans jamais se lasser, ils ont fait le procès d'une Europe centrale « inviable » et ont accumulé « un des plus lourds dossiers qui l'aient accablée ». Mounier fait même état d'un numéro de la Revue, égaré dans l'invasion, qui aurait été mutilé par une censure « alors dominée par la scholastique versaillaise » parce qu'il tentait de faire parler la sagesse et le réalisme.

« Nous nous résignons sans trop d'amertume », explique-t-il, « à entendre aujourd'hui sous les voix officielles des thèses qui jadis nous valaient un certificat de mauvais Français quand nous tâchions de les proposer à la raison. »⁷⁵

Ayant décoché cette œillade à la politique pacifiste de Laval, il explique comment *Esprit* a lutté après Munich contre le mouvement de « défaite spirituelle, prélude de la défaite militaire »⁷⁶; il refusait d'écarter la guerre « à tout prix » mais demandait au gouvernement de sauver la paix et l'honneur « à toute force »⁷⁷ en l'enjoignant de ne plus se replacer dans de pareilles extrémités. La Revue adopta cette position, précise Mounier, parce qu'elle croyait pouvoir garder une certaine confiance dans la force militaire du pays. Les politiciens qui ont camouflé cette faiblesse se sont livrés à une véritable escroquerie.

Il conclut en ces termes son éditorial de novembre 1940 :

« Parmi la poussière soulevée par l'effondrement d'un monde, dans la confusion souvent inextricable de ce qui naît déjà et de ce qui meurt encore, quelques formules de vie ressortent où nous reconnaissons les traits dominants de notre héritage : lutte contre l'individualisme, sens de la responsabilité, sens de la communauté, restauration de la fonction de chef, sens rénové de la nation et sens réaliste des solidarités internationales, restauration du sens de l'Etat lié à la déflation de l'Etat, sens de l'homme total, chair et esprit, personne et membre de corps vivants. »⁷⁸

Comme nous l'avons remarqué tout au long de cette étude, Mounier a toujours exprimé sa pensée politique de manière négative et confuse, comme si la valeur positive, la logique de ses idées, fondaient au feu de son affec-

tivité indomptée. Sans véritable assise doctrinale, ses positions politiques furent donc naturellement sensibles aux fluctuations de l'histoire. Aujourd'hui, comment ne seraient-elles pas marquées par le creuset de la débâcle ? Comment ne seraient-elles pas ébranlées par une crise aussi brutale ? Assurément, le choc produit par la défaite est de nature à figer un mouvement politique incertain, comme celui d'*Esprit*, dans ses oscillations les plus extrêmes. Or, depuis l'échec du Front populaire, la Revue reflète de plus en plus les options politiques de la droite ⁷⁹.

Dans son premier éditorial qui suit la venue au pouvoir du Maréchal, Mounier marque d'emblée l'emprise de l'événement en affirmant la nécessité pour chaque Français de se reclasser à partir de la crise de juin 1940. Par cette idée de « reclassement », il exprime non seulement la volonté de rompre avec l'ancien régime, mais aussi sa conscience larvée d'entreprendre, sous la pression de l'événement, une bifurcation d'ordre politique.

Cette position, et surtout la platitude dont il fait preuve à l'égard du nouveau pouvoir, traduisent autant sa nature influençable que sa volonté de se plier respectueusement au « jugement de l'histoire » ⁸⁰. La justification laborieuse de son attitude passée et ses élans de pénitence montrent bien à quel point il se sent concerné par la sentence du destin.

La défaite de la France était donc une épreuve nécessaire. Mounier en est si persuadé qu'il l'explique publiquement à ses amis suisses restés en marge de la tourmente. Dans un article intitulé « Lettre de France » ⁸¹, publié en octobre 1940 dans les *Cahiers protestants* imprimés à Lausanne, il invite ses lecteurs étrangers à comprendre « le sens profond » ⁸² des événements européens dont ils viennent d'être les spectateurs. La victoire de l'Allemagne n'est pas l'effet du hasard. Elle a un sens. Et réciproquement, la défaite de son pays est moins celle des armées françaises que la « défaite de la France » ou tout au moins, comme il le précise « d'une certaine France et derrière elle d'une certaine forme de l'Occident » ⁸³. De toute évidence l'histoire a suivi un cours inéluctable; *Esprit* avait, du reste, plus ou moins anticipé les signes de ce bouleversement nécessaire :

« Quelques jeunes Français l'ont dit en vain à leur pays : la guerre qui secoue l'Europe n'est pas d'abord une guerre impérialiste, c'est d'abord une guerre révolutionnaire. L'Europe, divisée contre elle-même, s'accouche d'un ordre nouveau, et en accouche peut-être le monde. Seule une révolution spirituelle et une rénovation institutionnelle de même ampleur que la révolution fasciste eussent pu, peuvent encore, sauver la France de la destruction. » ⁸⁴

Pour comprendre l'attitude de Mounier à l'égard de la Révolution nationale, il ne suffit pas d'évoquer la commotion suscitée en France par la défaite. Comme il le souligne lui-même, son adhésion au régime de Vichy découle en grande partie des positions qu'il a adoptées antérieurement. On se souvient, en effet, qu'il n'a pas attendu la défaite pour ressasser l'idée que son pays était profondément coupable. Avant la guerre déjà, les crises internationales provoquées par l'Allemagne hitlérienne lui apparaissaient comme la conséquence fatale des péchés de la France et c'est pourquoi, devant la menace d'un nouveau conflit international, il proclamait inlassablement la nécessité prioritaire d'une transformation intérieure de son pays. Pendant la guerre même n'a-t-il pas annoncé que la victoire serait le fruit

d'une « croisade intérieure »⁸⁵, comme si la France, purifiée par les vertus magique d'une révolution personnaliste, pouvait encore échapper aux conflits du monde ? En pleine défaite même, il a manifesté son aspiration révolutionnaire, et son appel, lancé dans la tourmente de l'invasion, vibré d'un son intemporel qui anticipait l'emphase et le verbalisme impuissant de la France vaincue.

Il n'est donc pas surprenant de le voir partager cette grande illusion du nouveau régime qui croit possible une révolution française en marge des événements qui déchirent l'Europe : l'idée essentielle de la Révolution nationale, qui est de refaire la France en la transformant de l'intérieur, exprime parfaitement le projet vague de Mounier. C'est la raison pour laquelle il dénonce immédiatement la résistance gaulliste :

« Nous compterons parmi les morts », écrit-il dans la livraison de novembre, « ceux qui aujourd'hui s'apprêtent à encombrer de leur fuite les routes qui restent toujours libres, vers le travail et la création. »⁸⁶

En janvier 1941 il s'irrite contre les Français qui cherchent dans l'information clandestine un secours miraculeux :

« On croit au mensonge de l'information : on est peu attentif à cette inconsciente éducation au mensonge que propage la transmission de l'information clandestine. »⁸⁷

Enfin, on retrouve associés à l'idée de culpabilité un certain nombre de thèmes sous-jacents qui nous sont familiers. Tout d'abord, l'idée que la France a succombé à cause de son libertinage langoureux. A ce titre, la défaite militaire n'est qu'une manifestation de cet abandon lamentable.

« Les causes militaires elles-mêmes de nos revers portent la marque de cette langueur fatale qui a conduit un pays, dans l'insouciance de l'histoire qui l'entraîne, jusqu'au bord de l'abîme. »⁸⁸

Les Français s'étaient laissés aller :

« Ils formaient entre eux l'internationale du confort et de l'égoïsme personnel. »

Évoquant, par ailleurs, les institutions politiques françaises, il associe à la démocratie française une espèce d'anarchie médiocre et lascive qui aurait miné le pays de ses ferments de dégénérescence :

« Une certaine forme de démocratie parlementaire et libertaire venait, s'il était besoin, finir de gâcher ce désordre par l'incompétence, l'irresponsabilité, le débraillé, tous maux éternels, mais un peu trop installés chez nous depuis quelques dizaines d'années. »⁸⁹

Pour Mounier, on le sait, l'esprit bourgeois, sécrétion du règne de l'argent, est responsable de cet abandon coupable. Il le répète aujourd'hui en approfondissant aussi le thème de la maladie pernicieuse qu'il a si souvent associée à l'argent et à la mentalité bourgeoise. Ses compatriotes vivaient derrière une façade de réputation ; ils se sont effondrés dans le combat parce qu'ils étaient minés par une maladie, sournoise comme une gangrène, qui paralysait leurs réflexes :

« L'esprit bourgeois, cette plaie invisible du monde moderne, avait achevé son œuvre de décomposition. »⁹⁰

On comprend dès lors son premier enthousiasme pour la Révolution nationale. Comment ne rejoindrait-il pas un régime qui proclame avec tant de conviction la culpabilité des Français et de leur politique antérieure ? Comment ne serait-il pas séduit par un gouvernement qui annonce un temps de pénitence et la nécessité d'une révolution intérieure ? Désormais tout est possible. Le pays a souffert, beaucoup souffert même. Trempé par ses épreuves, il sera purifié, régénéré. Une grande aventure commence, et à cette « re-naissance », le directeur d'*Esprit* entend participer.

Avant même de faire reparaître *Esprit*, il exprime son besoin de mortification qu'il associe à une espérance de purification intérieure. Dans une lettre adressée le 6 septembre à une amie au Maroc, il écrit :

« Il y a beaucoup à faire, et nous sommes délivrés de tant de morts [*sic*]. Je suis à la fois pessimiste, car je crois que les épreuves commencent seulement, et que nous verrons pire — et optimiste, parce que nous entrons dans une époque ardente. » ⁹¹

Il exprime dans cette formule malheureuse le sentiment que la France s'est purifiée dans la souffrance. Elle s'est, en effet, délivrée de la mort, ce symbole éminent du mal. Il reprend cette métaphore dans la livraison de novembre :

« Par-delà tant de morts réelles et tant de morts mystiques, tant de morts méritées et tant de morts imméritées, voici venir le temps ardent de la souffrance et de la création. Nous n'avons plus désormais qu'un programme : être présents à ceux qui souffrent et à ce qui se crée. » ⁹²

Le thème de la culpabilité est donc toujours lié dans la pensée de Mounier à l'idée d'une punition nécessaire et bienfaisante. Dans les années 1930 déjà, n'avait-il pas reconnu dans chacun des coups de la diplomatie allemande la juste sanction des fautes de son pays ? On se souvient de sa réaction à la crise de Munich : en humiliant la France, Hitler avait révélé le mal pernicieux qui la rongait ; il s'en réjouissait car cette blessure pouvait susciter chez les Français un élan de pénitence qui les engagerait dans les voies d'une conversion purificatrice.

Il poursuit aujourd'hui la même obsession. Le désespoir, l'humiliation et les meurtrissures causées par la défaite lui apparaissent comme un châtiment inéluctable. C'est au travers de ce calvaire que la France prendra conscience de ses fautes et, ce faisant, armera une volonté jusque là défaillante et malade. Il est donc naturellement réceptif à l'image que propage Vichy d'une France recueillie sur elle-même, bouleversée de repentir et brûlant d'un besoin de transformation profonde. A la veille de l'armistice, alors que la France est vaincue, il écrit à sa femme :

« ... Il faut pour la France que l'épreuve aille toucher jusqu'au dernier de ces petits bourgeois, de ces petits jardiniers. « Il » ira jusqu'à Marseille et Bordeaux, par besoin de violer tout le pays. Mais pour tous, ce sera salubre. Il ne restera personne qui n'aura été contraint de voir. Qu'il nous laisse le moindre petit recoin de liberté spirituelle et alors, tu sais, nos cœurs seront autrement armés qu'avant pour réagir : portés par ces millions de désespoirs qui depuis trois jours sont retombés sur leur solitude. » ⁹³

Par cette lettre qui anticipe les confessions douloureuses et le besoin de mortification de la Révolution nationale, il laisse bien transparaître le carac-

tère morbide de son aspiration à la souffrance. L'invasion de la France est fantasmée comme un « viol » d'Hitler, désigné par le pronom masculin « Il ». Cette épreuve doit secouer chaque petit bourgeois dans sa tranquillité médiocre et satisfaite, afin que chacun soit confronté avec la souillure et obligé d'en prendre conscience. La tragédie est « salubre » car le mal apparaîtra au grand jour. Mounier se réjouit maintenant de se sentir soutenu dans sa lutte par les sentiments unanimes de ses compatriotes, enfin rendus à l'évidence de la justesse de son combat personnaliste. Il est intéressant de noter, par ailleurs, qu'il n'associe pas seulement l'invasion du pays par Hitler à un « viol », mais compare aussi fréquemment l'épreuve vécue par la France à une « naissance »⁹⁴ et même à un « accouchement »⁹⁵.

Pour les mêmes raisons, le visage dur et austère du nouveau régime lui apparaît comme une « grâce »⁹⁶. Il consent donc volontiers à la tutelle pesante de la censure sur la vie intellectuelle. Elle favorisera, pense-t-il avec Montherlant, « une création vraie » et il ajoute :

« Felix culpa : crierons-nous à notre tour, si la pensée du crayon bleu nous retient chaque fois que, dans le silence de la recherche, nous laisserions la facilité critique prendre le pas sur l'invention créatrice, la mauvaise humeur sur la pensée, la négation sur l'être. »⁹⁷

Il en est de même dans le domaine politique. « Les vertus politiques foisonnent dans ce paysage sévère »⁹⁸, constate-t-il. La dictature instaurée par le Maréchal favorisera la conversion que les Français doivent entreprendre, en établissant un climat de gravité propre à la discipline et à l'effort ascétique. Cette discipline peut même devenir répressive et douloureuse pour beaucoup de Français, pour les Juifs notamment ; elle est néanmoins nécessaire⁹⁹.

Le contraste est étonnant entre la soumission respectueuse à l'autorité du Maréchal dont il fait preuve, et son attitude passée à l'égard des gouvernements de la III^e République. Soudain, le dénigrement systématique du régime en place, la dérision sarcastique des politiciens, se sont mués en révérence candide, en piété filiale vis-à-vis de l'autorité nouvelle. Faut-il s'en étonner ?

Nous savons que sa révolte passée contre le « désordre établi » trahissait une intarissable désillusion affective à l'égard de l'univers adulte, notamment à l'égard de l'autorité paternelle. On se souvient, en effet, du thème de l'enfant pur trompé par l'autorité mauvaise : en ouvrant les yeux sur le monde, l'enfant avait découvert les faiblesses et les tricheries des adultes et ce spectacle lui était apparu insupportable. Comme l'amour et la haine coexistent dans toute relation humaine, le dénigrement des dirigeants trahissait chez Mounier un besoin concomitant d'une autorité idéale et sans faille, sentiment qu'exprimait aussi son thème de la « primauté spirituelle ».

Or, aux gouvernements fugitifs, bonasses et inconsistants de la III^e République a succédé la puissance sévère, inaccessible et sans partage du Maréchal. Dans la tourmente de la défaite, il s'est présenté comme cette autorité forte et protectrice, comme le symbole du père idéal de l'enfance. Cette image paternelle s'est d'autant mieux imposée à Mounier que Pétain s'est sacrifié pour les fautes des Français un peu comme le Christ l'avait fait pour les péchés du monde. Le chef de l'Etat peut donc bien lui apparaître un moment comme cette représentation du spirituel qu'il avait cru lui-même

incarner face aux politiciens falots. C'est pourquoi, devant le Maréchal, il va redevenir l'enfant qui étouffe sa révolte.

L'autorité nouvelle est donc acceptée telle quelle ; ses mesures sont justes, dans l'intérêt de tous, pour le bien commun. Le chef de l'Etat n'est plus contestable. En face de lui, chacun doit faire silence.

« Par le ciel, puisque la grâce nous en est donnée, apprenons d'abord [la vertu] du silence, la profonde, la chaste innocence du silence. Rien n'est impur, que ce qui sort de la bouche de l'homme, disent les Ecritures. Qui demande à celui-ci d'affaiblir l'approbation par l'adulation ? à cet autre de vomir son passé dix fois dans la journée ? à celui-là d'exercer n'importe où sa véhémence, pour jouer à l'homme fort, fût-ce à bafouer le courage solitaire ou le malheur innocent. Et puisque chacun, aujourd'hui, a le regard tourné vers l'homme qui s'est chargé du drame collectif de la France, chacun se représente-t-il assez souvent que devant certaines souffrances qui ne parlent pas, il est un usage indécent de la parole ? La plus belle image qu'un pays puisse donner de lui-même, dans le malheur public, c'est la dignité d'un grand peuple silencieux. » ¹⁰⁰

Par cette pieuse incitation au silence, Mounier exprime, en plus de sa croyance en la toute-puissance magique du verbe (croyance qui, en l'occurrence, ne va pas sans créer un effet comique involontaire), son besoin de s'effacer totalement devant le chef mystérieux qui s'est chargé du destin de la France. Se taire devant Pétain, c'est aussi ne pas contester son autorité, l'accepter dans sa plénitude comme le petit enfant (du latin : *infans*, c'est-à-dire, qui ne parle pas) accepte la tutelle de son père. Pour être véritable, cette confiance doit impliquer une grande retenue devant les mystères du pouvoir. C'est pourquoi, en janvier, Mounier exhorte ses « frères Français » à ne pas rechercher comme des « enfants gâtés » les secrets de leur avenir dans les nouvelles clandestines ¹⁰¹. Parfois, il s'identifie à l'autorité nouvelle au point de l'imiter en reprenant à son compte les thèmes et les paroles mêmes du chef de l'Etat ¹⁰².

Et puis, parce qu'elle émane d'une autorité idéale, l'autorité du Maréchal lui paraît pure de toute politique. Il se réjouit que son gouvernement réprime chez les Français « l'obsession du politique » ¹⁰³ et affirme en novembre 1940 :

« Illusion ou non, chaque Français a désormais le sentiment que plus de choses qu'hier se font sans lui. » ¹⁰⁴

La concentration de l'autorité, pense-t-il, doit entraîner une restauration de la responsabilité des exécutants. Cette responsabilité confère dès lors à chacun une « autorité beaucoup moins fictive beaucoup plus exaltante que le droit à l'opinion vague » ¹⁰⁵. A la liberté que lui confère le droit de choisir, il oppose la responsabilité qui découle de l'obéissance à l'autorité, retranchant désormais de la politique une de ses dimensions essentielles : le domaine confus des options qui surgissent de la pluralité des aspirations humaines.

3. Le retour à l'enfance

La crise est aussi vécue comme un processus de maturation :

Après demain, sans doute, sera établie cette représentation « intégrale, sincère et efficace » que nous réclamions il y a dix-huit mois à la place des fictions parle-

mentaires. D'ici là, chacun de nous a un moyen de se *re-présenter*, c'est de *répondre*, de s'éduquer aux mœurs de la responsabilité. » ¹⁰⁶

Mais cette « re-présentation », n'est-elle pas aussi le « re-passage » de l'adolescence, le redoublement d'une période de formation ? Une chose est certaine : l'appel du Chef de l'Etat français constitue pour Mounier un apprentissage de la responsabilité, une éducation nécessaire.

On sait le rôle qu'il a toujours assigné à la jeunesse et la place qu'il accordait à l'éducation dans l'édification de la cité personaliste : dès la naissance de la Revue il a renouvelé ses appels à la jeunesse et le seul engagement concret répondant à son projet révolutionnaire fut la formation embryonnaire, au printemps de 1939, d'un centre *Esprit* dont le but était la réalisation d'une vie communautaire personaliste et la formation de jeunes adolescents. Une année plus tard, il choisit le moment de la débâcle pour réitérer son appel aux jeunes. La tragédie, annonce-t-il alors fièrement, rend désormais possible une vraie convergence de volontés entre les jeunes des années 1930.

On ne s'étonne donc pas lorsqu'en janvier 1941, la Revue s'ouvre sur un « Appel aux jeunes Français » ¹⁰⁷ car le thème de la jeunesse, porteur de tous les idéaux personalistes, est devenu un des lieux communs de la Révolution nationale. Aujourd'hui plus que jamais, Mounier exprime par cet appel sa volonté de partager cette innocence, cette transparence du regard et cette disponibilité ardente qu'il reconnaît dans la jeunesse. Et puis, en se réclamant d'elle dans les circonstances de l'hiver 1941, il affirme non seulement sa pureté mais aussi, peut-être, plus inconsciemment, son amour filial envers le Maréchal-père.

On le voit donc anxieux de convaincre de la « jeunesse d'*Esprit* ». Il souligne premièrement que la jeunesse n'est pas un âge mais un « état de cœur » ¹⁰⁸. Il évoque ensuite son combat de toujours contre le « monde habitué » et annonce sa volonté permanente de renouvellement ¹⁰⁹. Il rappelle ensuite le geste des jeunes des années 1930 qui se sont regroupés pour la première fois en juin 1940. Ils avaient été « entraînés sur des voies divergentes par des courants étrangers à leur jeune inspiration » pour se retrouver finalement « sur le seul héritage qui ne pouvait les trahir, celui de leur jeunesse ». « Il leur reste à mûrir », ajoute-t-il, « la plus grande révolution des temps modernes. Voilà la tâche pour laquelle la jeunesse de trente ans doit donner la main à la jeunesse de vingt ans. (...) » ¹¹⁰

La mission d'*Esprit* sera d'être le point de rencontre de cette jeunesse qui s'adonne à la création d'une France authentique et révolutionnaire. Enfin, pour convaincre de son sérieux, de son application et de la pureté de ses aspirations, il conclut avec emphase :

« Ce laboratoire que nous montions hier pour nos vingt ans, nous voulons en offrir aujourd'hui les installations à toute la jeunesse de France. Gratuitement. A une revue pauvre, une méfiance au moins est épargnée : celle d'être l'instrument d'un arrivisme. Nous ne voulons pas autre chose qu'offrir à la pensée des jeunes, à leurs recherches, à leurs talents naissants, à leur fidélité spirituelle surtout, un organe libre et neuf. (...) » ¹¹¹

Comme nous l'avons remarqué, le gouvernement de Vichy consacre l'essentiel de ses efforts à la formation de la jeunesse. Ce faisant, le nouveau régime

étend à l'échelle nationale le projet personnaliste d'*Esprit*. C'est pourquoi, Mounier reconnaît dans les aspirations du gouvernement de Vichy en faveur de la jeunesse « des volontés nettes et saines »¹¹² qui excitent son désir d'œuvrer pour la Révolution nationale.

Le domaine de la jeunesse sera donc le lieu privilégié de son engagement au sein du nouveau régime. Avant même de recevoir l'autorisation de faire reparaître *Esprit*, il collabore à l'hebdomadaire *Compagnons* dirigé par Jean Maze. Cet organe du nouveau mouvement de jeunesse *Compagnons de France* propose chaque semaine les images de jeunes gens vigoureux qui, torse nu et culottes courtes, chantent, marchent ou travaillent. Animés d'une belle ardeur, ils reconstruisent la France dans la fidélité de leur chef vénéré, le maréchal Pétain. *Compagnons* exhorte les joies saines de la vie en plein air, la chaude camaraderie des feux de camps, la satisfaction du travail bien fait. Tout en communiquant un style de vie imprégné d'une virilité « boy-scout », le nouvel hebdomadaire ressasse l'esprit de pénitence ambiant. Ainsi dans le premier numéro, Mounier apostrophe le lecteur : « Avoue-le, tu n'aimes pas ton métier. »¹¹³ Alors il s'interroge :

« Est-ce que nous n'avons pas trop lu de journaux, plané sur trop d'opinions sans arêtes, manipulé comme des sons trop d'idées inconnues, ou trop de laideurs, trop peu lutté quand la résistance se présentait, pour aimer cette solidité unique de l'œuvre victorieuse, fruit d'une ardeur et d'une lutte, dont chaque détail est le monument d'une bataille, et qui nous donne la grâce d'une beauté inattendue. »¹¹⁴

Dès septembre 1940, Mounier a rédigé un projet de doctrine de la jeunesse qu'il a fait parvenir aux autorités compétentes de Vichy. Ce projet est bien accueilli et semble même avoir une certaine influence sur les responsables de la jeunesse puisque Mounier note dans ses carnets en décembre 1940 :

« Mon rapport de septembre que je pense publier sur les « mouvements de jeunesse » revient de Vichy avec un mot très aimable du Ministère disant que précisément, parce qu'ils se sont beaucoup inspirés de ce rapport, il ne leur semble pas publiable sans remaniement. »¹¹⁵

Mounier parviendra néanmoins à le publier tel quel dans la livraison de janvier 1941¹¹⁶. Il faut en citer de larges extraits car les idées qu'il propose pour inspirer la jeunesse française sont riches d'enseignements sur ses aspirations profondes et sur l'apport d'*Esprit* à la Révolution nationale.

Mounier rappelle tout d'abord que l'un des objets essentiels des mouvements qui doivent encadrer les jeunes de 16 à 25 ans

« ... est d'aider le jeune garçon à *changer d'âge*, à passer de l'adolescence à l'âge adulte, c'est-à-dire de l'âge du jeu à celui de la création; de l'âge de la crédulité à celui de la réflexion; de l'âge individuel et familial à l'âge de l'insertion sociale complexe. Ce tournant pose des problèmes psychologiques précis et difficiles qu'on ne peut méconnaître sans faire des ratés d'hommes. »¹¹⁷

Puis il suggère d'offrir aux jeunes un certain nombre de « thèmes de vie » :

« *Premier thème : Nous faisons une révolution.* (...) Nous sommes les bâtisseurs d'un monde, d'un « grand travail » de l'humanité. (...) *Deuxième thème : Nous faisons une révolution française.* Nous ne faisons pas une révolution contrainte : depuis dix ans les germes de la nôtre fermentent. Sa décision se cherche dans la jeunesse française. Cela implique : nous n'attendons notre salut, ni de l'Allemagne,

ni de l'Angleterre, ni du miracle, mais de nous-mêmes. Cela implique encore : l'Europe, quel que soit l'avenir du conflit qui la déchire, connaît la mort de certaines formes, la naissance de certaines autres. Il faut obéir à l'Histoire pour lui commander. Ces formes nouvelles (...) nous leur trouverons une matière, un génie, un style français.

(...)

Troisième thème : Cette révolution est bien plus qu'une révolution politique (...) Elle est une révolution de civilisation. Elle s'attaque, par en haut, à l'échelle de nos valeurs et, à l'autre bout, au style même de notre vie quotidienne. Elle est bouleversante comme une conversion, et c'est bien un humanisme régénéré qu'elle doit instaurer, par-dessus et par-dedans un régime régénéré.

(...)

Quatrième thème : Notre révolution se relie à toutes les révolutions européennes du XX^e siècle en ce qu'elle est une découverte de la communauté. C'est là le thème affectif central, le leitmotiv éducateur du mouvement de jeunesse. Nous avons étouffé, pendant un siècle, d'un monde qui ne reconnaissait qu'un individu sans passé, sans attaches, désincarné, hérissé de revendications, d'égoïsmes, de propriétés, replié dans son confort, en défense contre le risque et la générosité. Nous découvrons que l'homme n'est pas seul, qu'il ne fait pas son salut tout seul, qu'il ne se trouve que dans le dialogue, la camaraderie, l'amour, la communion.

(...)

Cinquième thème : Mais elle est aussi une révolution pour la personne humaine.

(...)

Sixième thème : Nous voulons restaurer une civilisation de l'homme total : esprit et corps hiérarchisés, mais étroitement mêlés. (...) Nous apprendrons à l'intellectuel le travail de la main, l'épreuve de l'acte, au manuel la poésie et le théâtre qui naissent de son métier.

(...)

Septième thème : A l'indifférence, au scepticisme et au dilettantisme, nous voulons substituer l'amour de la vie engagée. (...) Nous voulons être des hommes qui répondent perpétuellement « présent ».

(...)

Huitième thème : Nous voulons rétablir le goût de la vie risquée, c'est-à-dire de la vie généreuse.

(...)

Neuvième thème : Nous déclarons la guerre au monde de l'argent. Ce combat n'implique aucune doctrine économique ou sociale particulière. (...) Nous combattons l'état d'esprit et le genre de vie que donne à un individu la recherche prédominante du gain d'argent. (...) Cette guerre implique deux alliances :

a) *Nous faisons alliance avec la vie simple. (...)*

b) *Nous faisons alliance avec le peuple français.*

On sait quelle force s'est donnée la révolution allemande pour rallier à travers les épreuves l'ensemble du pays, et notamment le courant socialiste, et répandant le sentiment du travail fait au service du peuple allemand. (...) Ce désir « d'être avec le peuple », dont les racines sont si fortes aussi bien dans les milieux de formation chrétienne que dans les milieux d'origine populaire, il faut l'arracher aux exploitations politiques, en faire un grand thème de la sensibilité et de la propagande des jeunes. Il signifie que la conscience d'une nation doit toujours être centrée à vif sur ses membres les plus misérables, non pour accepter tous les délires qui viennent de la misère, mais pour vivifier chacun par le sentiment vécu des souffrances du pays, et surtout pour puiser dans ce peuple réel, arraché aux simplifications politiques, les vertus premières qui naissent de la simplicité, de l'épreuve, de l'effort contre la nécessité, et une générosité de nature.

(...)

Dixième thème : Nous voulons restituer le goût du travail bien fait.

(...)

Onzième thème : Nous allons restaurer le sens du commandement et de la discipline collective.

(...)

Douzième thème : Nous sommes de joyeux garçons. (...) Nous redécouvrons la chanson française, la fête collective, le théâtre issu du métier et du village, la joie de bâtir, l'ébaudissement. Car un peuple sain est un peuple bourdonnant de travail, mais c'est aussi un peuple tout couronné de fêtes, de liturgies et d'activités de jeu. » ¹¹⁸

Etranges « thèmes de vie » qui donnent bien la mesure de l'adhésion de Mounier à la Révolution nationale. Remarquons, tout d'abord, que les idées de ce programme sont bien ancrées dans ses positions d'avant-guerre. Le mouvement de jeunesse national, suggère-t-il au Secrétariat général de l'Education dans un préambule à ces « thèmes de vie », doit admettre en son sein une forme de pluralisme ; non pas en tolérant la fragmentation ou une concurrence néfaste entre les groupes, non pas en acceptant les « politiques parasites », mais en reconnaissant la singularité des vocations, la multiplicité des efforts, en donnant asile à toutes les traditions françaises, bref en rassemblant toutes les « mystiques » du pays ¹¹⁹.

Et puis, comme toujours, il déploie l'espérance eschatologique d'une grande révolution et manifeste le besoin d'entreprendre une tâche immense, un ouvrage qui le dépasse infiniment. « Refaire la Renaissance », le vaste projet des années 1930, n'apparaît plus dans les mêmes termes, mais l'inspiration est la même : il s'agit de tout « refaire », de construire un monde nouveau, « un monde plus sain », d'entreprendre « une révolution de civilisation ».

On retrouve aussi la conviction première de Mounier : la jeunesse sera l'auteur de cette révolution ; elle s'accomplira en elle et par elle. Aujourd'hui comme hier, le directeur d'*Esprit* témoigne d'une espérance vague dans sa finalité, irréelle dans son contenu. Depuis dix ans, annonce-t-il, les germes de la révolution à laquelle il aspire « fermentent » dans son mouvement *Esprit* et pourtant elle « se cherche » encore dans la jeunesse française ; les formes qu'elle prendra demeurent incertaines, comme il se doit de préciser.

Par ailleurs, la révolution qu'il propose sera bien cette transformation personnelle, cette purification intérieure dont il a si souvent proclamé l'urgence. Elle engendrera un « changement de vie » ; elle sera « bouleversante comme une conversion ». Peu importe l'issue du conflit européen. Peu importent les exigences de l'Allemagne à l'égard de la France vaincue ou l'évolution du régime de Vichy. La réalité extérieure ne pourra se mettre en travers de la transformation intérieure de la France par la conversion de sa jeunesse. Il projette donc à nouveau sur la communauté nationale son désir d'une vie nouvelle, d'un autre « style de vie », aspiration que nous savons fondée sur un sentiment de culpabilité qui lui est propre.

Ce n'est donc pas un hasard si cette révolution est placée sous le signe de la volonté et de l'effort individuel. La quête d'une transformation intérieure implique un certain nombre de bonnes résolutions et le secours d'une

énergie vigilante pour s'y conformer. Les thèmes de vie qu'il propose sont présentés comme un crédo et la révolution consiste à « essayer de la vivre ». Lorsque, dans l'hebdomadaire *Compagnons*, Mounier tente de formuler son exigence révolutionnaire en termes plus concrets, il exhorte les jeunes à trouver des « thèmes de vie » qui soient des points d'appui de leur « résurrection ». Ces thèmes, précise-t-il, doivent être assez profonds pour les « empoigner » au centre d'eux-mêmes. Il donne alors des exemples de comportements révolutionnaires. Ainsi, lorsqu'un train arrive en gare, chacun se précipite et bouscule son voisin pour s'assurer de la meilleure place :

« Eh bien ! celui d'entre vous qui décidera, à partir d'aujourd'hui, de respecter scrupuleusement et de faire respecter la discipline des files, il aura commencé la révolution communautaire. » ¹²⁰

Ce genre de recommandations, qui rappellent les préceptes du scoutisme, traduit bien sa conception d'une révolution purement individuelle. Les jeunes s'engageront dans la révolution en luttant avec vigilance contre leurs impulsions anarchiques. Inexorablement, il leur suggère donc des résolutions contre les défaillances personnelles.

Il souligne aussi dans ce programme combien le climat de rigueur, instauré par le Maréchal, lui paraît propice à l'idéal ascétique qui doit fonder la révolution. Chacun doit accepter un style de vie simple, par « hygiène ou par goût » et il ajoute : « En virilisant nos volontés, elle [la vie simple] nous prépare aux tâches de grande allure » ¹²¹. La jeunesse française doit constamment se reprendre en main, vivre de manière hygiénique, éliminer d'elle-même tout esprit de jouissance. Cette aspiration à la pureté va de pair avec une recherche de la souffrance : faire alliance avec le peuple signifie pour lui être centré « à vif » sur les misères du peuple, « vivifier chacun par le sentiment vécu des souffrances du pays », retrouver les vertus essentielles qui naissent de « l'épreuve » et de « l'effort contre la nécessité ».

On remarque également dans son espérance révolutionnaire ce besoin de restaurer l'unité créatrice entre le corps et l'esprit qui est apparu en filigrane dans toute son œuvre. La révolution doit restaurer « l'homme total » et ce n'est pas un hasard s'il formule cette aspiration vague. N'a-t-il pas lui-même symbolisé ce divorce entre la pensée et l'action en fuyant tout engagement réel ? Son inclinaison invétérée pour un certain verbalisme, ses effusions sentimentales, son goût pour les abstractions confuses, ne sont-ils pas les caractéristiques de l'être coupé de sa substance vitale qu'il a si souvent dénoncé comme un rejeton de l'ère moderne engendré par l'éducation du XIX^e siècle ? S'adressant en août 1941 à des jeunes lecteurs de *Compagnons*, il affirme :

« Vous êtes les premiers de l'époque révolutionnaire, nous étions les derniers de l'époque pré-révolutionnaire. (...) Nous resterons des hommes de transition, les pieds dans le XIX^e siècle (je parle de ce XIX^e, qui finit en 1939). Précurseurs, quand bien même nous nous mêlerons à vos rangs et à vos œuvres. (...) Que Dieu, oui, nous avons des erreurs à confesser, des glissements à rétablir. » ¹²²

Le thème de la décadence malative et de la mort qui resurgit constamment dans l'œuvre de Mounier débouche naturellement vers ce besoin qu'il exprime d'un retour réel, retour associé à la force créatrice et à la vitalité.

Si la révolution doit engendrer une restauration de l'homme total, c'est-à-dire en chaque être une nouvelle harmonie entre le corps et l'esprit, elle implique aussi un ressourcement au sein d'une vie communautaire retrouvée. L'individualisme, on le sait, a entraîné la déchéance et l'isolement des hommes du monde moderne. Comme il le rappelle aujourd'hui :

« ... Si nous cherchons, sous tous nos malheurs, sous toutes nos lassitudes, sous les angoisses les plus vagues comme les plus violentes de l'homme moderne, on y trouve dans les cœurs, un affreux sentiment de solitude, et dans les institutions une décomposition latente par l'individualisme. » ¹²³

C'est la raison pour laquelle dans la chaleur affective d'une vie communautaire, il cherche à retrouver « la camaraderie, l'amour et la communion ». Cette révolution serait donc aussi la redécouverte des gestes et des joies d'autrefois.

Ainsi donc les thèmes de ce programme nous sont pour la plupart familiers et Mounier, en suggérant cette politique de la jeunesse au gouvernement de Vichy, ne rompt pas avec les idées de son passé. Et pourtant, s'il n'abjure pas vraiment ses anciennes convictions, on le sent tout pénétré du style et de l'esprit du grand projet éducatif du nouveau régime. Incontestablement la Révolution nationale a créé un climat propice à l'éclosion de son tempérament, car jamais il ne s'est engagé dans la vie de son pays avec tant de ferveur, de gravité et d'enthousiasme candide. Jamais il n'a tant donné libre cours à son idéalisme adolescent.

On ne peut manquer, en effet, d'être frappé par le caractère un peu puéril de son projet. De toute évidence, la défaite et la venue au pouvoir du Maréchal ont provoqué chez le directeur d'*Esprit* une régression affective dont ces mots d'ordre simplistes portent la marque. En effet, s'il avertit le Secrétariat général de l'Education que les mouvements de jeunesse ont pour rôle essentiel de faciliter chez les garçons le passage difficile de l'adolescence à l'âge adulte, les « thèmes de vie » qu'il propose à ces jeunes n'en sont pas moins conçus pour maintenir chez eux un style de vie boy-scout, pré-adolescent.

On peut même se demander si Mounier ne cherche pas inconsciemment à rassurer le gouvernement du Maréchal, à lui prouver qu'il sera désormais un bon garçon, attentif, discipliné, qu'il demeurera toujours l'enfant incapable de contester l'autorité paternelle. Ne propose-t-il pas à l'autorité de Vichy l'idéal de toute une jeunesse, de tout un peuple même, s'adonnant aux activités ludiques de l'enfance, l'idéal d'un peuple-enfant, pur, joyeux, confiant, disponible, discipliné aussi ? Et ce peuple qui répondrait « présent » à l'appel de son chef, ne serait-il pas en tout point semblable à Mounier devant l'autorité du Maréchal ?

En effet, si l'on peut rattacher ces « thèmes de vie » à son personnelisme d'avant-guerre, on doit reconnaître aussi que les aspirations de sa première révolte sont désormais bien acclimatées aux conditions historiques nouvelles, à l'idéologie régnante. Il ne s'agit plus de faire table rase du passé, mais de reconnaître l'héritage vivant des traditions françaises. « Nous aimons, du passé, tout ce qui est vivant : traditionalistes en cela » ¹²⁴, explique-t-il dans son premier thème et, plus que d'habitude, il insiste sur la nécessité d'ancrer la France dans ses anciennes traditions ¹²⁵.

Il se conforme encore à l'idéologie ambiante, par un glissement intellectuel à peine perceptible, en proposant que la révolution à faire soit communautaire à l'instar des « révolutions européennes du XX^e siècle ». Il en va de même lorsqu'il approuve « la réaction si saine qui se dessine aujourd'hui contre le narcissisme intellectuel, l'esthétisme, le verbalisme et les généralités sentimentales »¹²⁶ de l'avant-guerre, ou lorsqu'il demande que chaque intellectuel apprenne le travail manuel. Il traduit aussi une option fascisante de la Révolution nationale en saluant le besoin de vie héroïque qui apparaît, selon lui, dans le peuple français, en se réjouissant de la réaction « commune à l'Europe entière » contre la sécurité et le bonheur d'antan. Enfin, on retrouve dans son programme cette volonté, chère aux idéologues de Vichy, de fonder une société hiérarchisée, désir politique qui va de pair avec l'espoir de gouverner la France selon un bien commun qui sera pour tous évident. Grâce au Maréchal, il n'y aura plus de conflits idéologiques, d'options politiques divergentes, de valeurs antagonistes. Le Chef sera incontestable et ses actes normatifs conformes aux aspirations de tout le pays. Devant l'autorité de Pétain, les Français seront tous frères¹²⁷.

Mounier participe aussi à la Révolution nationale en collaborant à l'Ecole des Cadres fondée après la défaite par le capitaine Dunoyer de Segonzac et installée au château d'Uriage dans un site de montagnes boisées, à douze kilomètres de Grenoble. L'école de Segonzac, nous l'avons vu, s'est donnée pour vocation de former des hommes authentiques et ce projet correspond en tous points à celui que le directeur d'*Esprit* a formulé dans son « programme pour un mouvement de jeunesse ».

Dans le but de former les chefs de la nouvelle France, le capitaine de Segonzac — le « vieux chef » comme chacun l'appelle à Uriage — impose aux jeunes qui lui sont confiés un style de vie très dur¹²⁸. Discipline militaire, formation physique poussée, vie d'équipe et travaux manuels divers, vont de pair avec une réflexion intellectuelle qui se veut proche de l'action. On cherche à inculquer aux futurs jeunes chefs une nouvelle manière d'être et d'agir. Une grande attention est accordée à l'étude des problèmes biologiques et pédagogiques de l'homme du XX^e siècle, et aussi à la structure de la société française. Des exposés sont organisés sur la vie des paysans, des ouvriers, de la bourgeoisie et des organisations sociales. On y affecte les témoignages de « jeunes paysans » ou de « jeunes ouvriers »¹²⁹. Enfin, les jeunes chefs sont confrontés à des exposés d'histoire, d'économie, de civisme, et assistent à des démonstrations de danse populaire et d'art dramatique.

Mounier conçoit une vive admiration pour le « vieux chef » et c'est premièrement à lui qu'il fait confiance : « Une école de chefs, c'est d'abord son chef », explique-t-il ; de toute évidence, il voit en ce militaire l'image d'une autorité idéale :

« ... Il était difficile de réunir à son poste une aussi harmonieuse composition de fermeté et de qualités de cœur. Il y apporte à l'ouverture d'une intelligence qui voit toutes choses avec justesse sans être défavorisée par le préjugé qu'aurait rencontré à sa place un intellectuel de profession. La chaleur amicale, la tenue, le désintéressement que le chef Segonzac apporte à sa mission a fixé l'atmosphère de la maison. Ni l'intrigue personnelle, ni la passion politique n'ont été tentées d'y faire la moindre incursion. »¹³⁰

Et puis, comme le directeur d'*Esprit*, le capitaine de Segonzac a « le souci de faire des hommes complets, où l'esprit, le cœur et le corps aient chacun sa juste part. Si bien qu'école d'entraînement physique et de formation de cadres, l'Ecole d'Uriage est déjà une école de culture et de caractère »¹³¹. Chef prestigieux et affectueux, le capitaine de Segonzac est donc avant tout un créateur d'hommes. Il les façonne dans leur corps et dans leur âme ; il les forme pour être des hommes authentiques et surtout pour commander, c'est-à-dire pour incarner un jour cette autorité parfaite, cette figure de l'éducateur idéal, mélange de fermeté et de douceur, dont rêve Mounier. Et puis la maison du chef Segonzac est chaleureuse. Son atmosphère est toute communion d'amitié virile. Elle est surtout pure des instincts politiques qui ont contaminé la vie du régime d'avant-guerre. Elle préfigure en cela la cité idéale de demain qui sera le rassemblement fraternel de tous les hommes de bonne volonté, sans distinction de classe ou d'intérêt.

L'engagement de Mounier à « Jeune France » procède d'une même régression affective. « Jeune France » est une association culturelle fondée sous l'égide du Secrétariat à la Jeunesse. Elle ambitionne, selon les termes de Mounier, « de reprendre par la base l'équipement culturel du pays, en commençant par sa jeunesse »¹³². Le cadre choisi par les animateurs du projet est sensiblement identique à celui de l'école d'Uriage. Pour façonner « la France de demain »¹³³, les initiateurs de « Jeune France » affectionnent les lieux imprégnés de souvenirs féodaux. En effet, c'est au château de Lourmarin qu'ils tiennent leurs premières assises « par de blondes journées de fin de janvier »¹³⁴. L'environnement du premier chantier « Jeune France », à Oppède, restitue encore une atmosphère féodale : « Là », nous dit Mounier, « en bordure des monts de Provence, un gros village en ruines, dominé par son château, couvre les pentes d'un piton rocheux. »¹³⁵ Tel est le site choisi par les « jeunes architectes » de « Jeune France ». Leur projet est d'installer, dans ce village et aux alentours, des ateliers de maîtrise dans lesquels de vieux ouvriers formeraient des maîtres-maçons, des maîtres-charpentiers et des maîtres-carriers. Ce centre régional de maîtrise et d'artisanat, explique Mounier, devrait être intégré dans la vie locale et relié à travers la France à tout un réseau de centres analogues qui serviraient « d'étapes aux compagnons de ce futur Tour de France ouvrier dont l'idée commence à germer de tous côtés »¹³⁶.

Dans l'espoir de faire renaître en France une « culture vivante », Mounier s'inspire donc du moyen âge. Cette référence au passé lointain exprime très probablement cette nostalgie d'un âge intégré et sans conflit que nous avons déjà dégagée de son besoin communautaire. On peut reconnaître aussi dans sa volonté de restaurer l'artisanat ou le folklore le désir de retrouver, par le geste du passé, les joies et les jeux de l'enfance¹³⁷.

Ainsi donc, le directeur d'*Esprit* participe à divers mouvements inspirés par le gouvernement de Vichy dans l'espoir d'animer la transformation révolutionnaire du pays et de restaurer son unité. Dans les circonstances créées par la défaite, il n'est guère d'espérance plus rêveuse. Comment révolutionner une nation en partie occupée par l'ennemi, soumise, par ailleurs, à un régime de dictature qui divise les Français entre eux, et bouleversée par tous les aléas de la guerre qui continue ?

Quant à l'unité française, elle est d'abord physiquement impossible car la coupure du territoire national en deux zones pose de graves problèmes de communication. Mais dans le domaine idéologique, le pays est encore plus gravement morcelé. Entre la France soumise à l'occupation du vainqueur et la France contrôlée par le gouvernement de Vichy, l'incompréhension se manifeste sitôt après l'armistice. Les divisions politiques apparaissent aussi entre les partisans du nouveau régime français et le flot grandissant de ceux qui le rejettent en plaçant leurs espoirs dans la résistance gaulliste ou en refusant simplement ses lois et son esprit.

Mais qu'importe la réalité. Dans son projet, Mounier exprime avant tout ses besoins affectifs personnels. On ne s'étonnera donc pas qu'il envisage pour son pays le même processus de transformation qu'il a conçu pour toute la jeunesse de France, et même pour chaque Français. Du reste, la communauté nationale de son rêve est bien modelée à l'image d'un être vivant. Dans une « Charte de l'unité française »¹³⁸, il n'hésite pas à écrire : « Une nation, comme un individu, est un être de chair et d'esprit mêlés. »¹³⁹ Ainsi, l'unité de la France, tout comme l'unité de l'être à laquelle il aspire, implique un enracinement. Le thème de l'unité française est développé en suivant les mêmes idées essentielles qu'il avait exprimées dans un « programme pour un mouvement de jeunesse ». Le XIX^e siècle, toujours lui, est rendu responsable d'avoir corrompu, en même temps, le sentiment national et le sens de l'universalisme, en faisant de ces réalités affectives des abstractions impersonnelles.

« C'est dans une famille, dans ma famille, c'est dans un pays français, dans mon pays, que je commence à aimer la France. Et je pourrai ensuite intégrer à ma fidélité française toute la richesse d'une histoire, d'une sensibilité ou d'une métaphysique, jamais je ne cesserai de la sentir plus fortement dans ce vallon creux, dans cette vieille maison, dans ce visage où peu à peu toute ma culture aura découvert son expression vivante. »¹⁴⁰

Les valeurs que la France a voulu défendre ne sauraient être reniées, mais doivent acquérir la force et la vitalité qui procèdent de l'incarnation. Ce thème s'apparente à celui du « retour au réel » cher aux idéologues de la Révolution nationale et sa fortune se nourrit de l'illusion qu'il est possible de reconstruire l'unité française sur une réalité concrète, pour tous évidente. En fait, sous prétexte de définir un terrain d'entente irréfutable, chacun formule sa conception du réel et, armé de sa bonne conscience, pénètre la jungle des confusions verbeuses dont se nourrit la Révolution nationale. Pour le directeur d'*Esprit*, ce ressourcement nécessaire représente essentiellement la démarche que doit entreprendre l'être abstrait, l'esprit pur qui se meurt à l'instar d'une plante coupée de ses racines.

On reconnaît aussi, associé à ce thème de l'unité, le besoin déjà exprimé par Mounier dans son « programme pour un mouvement de jeunesse », d'un retour à la chaleur d'une cellule communautaire que symbolisent premièrement la famille, puis le pays aussitôt associés à une « vieille maison », à un « vallon creux » et enfin à un « visage » dont les traits maternels sont à peine voilés tant les symboles qui précèdent apparaissent limpides. Il exprime encore le même désir lorsqu'il demande que les Français — qu'ils soient républicains ou monarchistes, riches ou pauvres, chrétiens ou incroyants —

s'unissent dans une sorte « d'appartenance primitive » à la nation. Evoquant le message de Péguy qui voulait retrouver, pour réunir derrière les politiques, les mystiques socialistes, républicaines et chrétiennes, il écrit :

« Toutes, disait-il, étaient d'« Ancien Régime », si on appelle ancien régime la plus vieille France, la mère au cœur comblé de tant d'enfants ardents. » ¹⁴¹

Pour retrouver « toute la France », chacun devrait entreprendre un examen de conscience. Le jeune bourgeois se demanderait si, en luttant contre les politiciens socialistes ou communistes, il n'a pas négligé le peuple dans sa richesse profonde, cette part du mouvement ouvrier qui reste pure de toute contamination politique. Le jeune ouvrier essaierait de déterminer dans quelle mesure il s'est laissé séduire par la démagogie égalitaire en négligeant les valeurs authentiques de l'intelligence, de l'autorité et de la spiritualité. Le chrétien ou l'incroyant, l'homme de gauche ou l'homme de droite, chaque Français devrait s'interroger sur les pensées et le comportement de son passé afin de découvrir les aspects qu'il a négligés de la réalité nationale telle qu'elle est vécue par son prochain.

De même que la transformation individuelle, aspiration première de la révolution personaliste, est informulable en termes politiques ou sociaux, ainsi l'unité française telle que la propose Mounier n'appartient pas au monde de la politique. Le royaliste et le républicain, quel que soit leur point de rencontre, ne sauraient édifier la même cité et, tôt ou tard, leur consentement se brise. Certes, l'unité qu'il préconise — il le rappelle souvent — devrait s'accommoder de la diversité. En cela, il cherche à défendre une conception pluraliste de la cité. Cependant, sa conception repose sur un apolitisme foncier. Le pluralisme qu'il défend serait semblable à l'état de tension indispensable à la vie de l'homme.

« L'unité de ma vie personnelle elle-même », explique-t-il pour illustrer sa conception de la vie publique, « n'est pas un déroulement mécanique de formules fixées une fois pour toutes, mais une perpétuelle invention d'actes toujours nouveaux, et souvent déconcertants, dont l'harmonie intime ne se découvre qu'après coup. » ¹⁴²

Le pluralisme qu'il évoque n'est pas la confrontation de systèmes de valeurs mais la tension créatrice qui lutte, en l'être, contre les complaisances et les habitudes stériles. Mounier se plaît à rappeler, d'autre part, que l'Etat personaliste devra être différent de l'Etat libéral. Il ne sera pas neutre mais personaliste. « *Je veux apprendre à mon pays à vivre habituellement*, déclarait un jour M. Salazar. Mais il les pousse vers l'absolu chrétien ¹⁴³ », rappelle-t-il pour illustrer sa vision de la cité personaliste. La société devra intégrer l'homme et cette intégration, comme il l'admet, n'ira pas sans exclusion.

L'idéal de la cité personaliste est donc assez proche de l'ordre instauré au moyen âge par l'Eglise catholique. Sous le couvert d'une orthodoxie rigoureuse, assure Mounier, l'Eglise tolérait la diversité des écoles philosophiques et théologiques. Un catholique pouvait être thomiste ou augustinien, choisir entre la spiritualité de saint Benoît, celle des dominicains, des jésuites ou des franciscains ¹⁴⁴. Mounier exprime dans cette référence à l'idéal de la chrétienté du moyen âge sa nostalgie d'un âge intégré dans un même système de valeurs. L'Eglise contient une double symbolique. Premièrement

celle de la mère protectrice dont le sein abrite une grande famille, cette « mère au cœur comblé de tant d'enfants ardents » que Mounier évoque dans la France de Péguy. Deuxièmement celle d'un ordre autoritaire voulu par Dieu et dont le visage paternel est incarné sur terre par son chef, le pape

4. L'ambivalence d'Esprit à l'égard de l'autorité nouvelle

Plus que jamais, après la défaite, Mounier apparaît comme le principal inspirateur du mouvement *Esprit* ; il n'est pourtant pas seul. Jean Lacroix et Marc Beigbeder ont souscrit à la décision de faire reparaître *Esprit*. D'autre part, Hubert Beuve-Méry, ancien journaliste au *Temps* dont il a démissionné pour se dissocier des positions munichoises de ce journal, rejoint au début de 1941 le conseil de rédaction de la Revue. Ces collaborateurs paraissent solidaires du projet de Mounier. Eux aussi n'entendent pas rester en marge du cours de l'histoire.

Dans la première livraison de novembre, Lacroix exprime sa conviction que la défaite était inéluctable¹⁴⁵. Les Français, assure-t-il, étaient vaincus d'avance n'ayant pas compris qu'ils « étaient moins en face d'une guerre que d'une révolution qui fait la guerre »¹⁴⁶. Transposée sur le plan politique, cette métaphore s'alourdit d'une signification équivoque puisqu'elle contient l'idée qu'Hitler est un révolutionnaire et que l'Allemagne nazie est supérieure à la France. Tout comme Mounier, Lacroix ne renie pas son allégeance spirituelle, il n'en demeure pas moins ébranlé dans ses convictions politiques. « Un monde est mort », pense-t-il, « qui ne renaîtra pas »¹⁴⁷. Il s'agit désormais, pour être présent à l'histoire, de participer à ce qui lui apparaît soudain comme la « révolution du XX^e siècle »¹⁴⁸. Et il ajoute :

« ... Il faut nous adapter à la révolution nécessaire, tout en restant fidèles à notre esprit et à notre histoire. Il est bien clair en effet que seule une certaine analogie entre les diverses formes politiques et sociales permettra la reconstruction de l'Europe. Au surplus, reconnaissons-le en toute loyauté : les pays totalitaires apportent une véritable rénovation de la catégorie du politique, si méprisée et si méprisable en France. Il ne s'agit donc plus de nous tenir à l'abri du mouvement révolutionnaire du XX^e siècle et de perdre définitivement nos valeurs en croyant les sauver dans quelque vestige diminué de la France d'hier. (...) »¹⁴⁹

En mars 1941, Hubert Beuve-Méry développe un thème analogue. Il reconnaît dans les bouleversements révolutionnaires de l'Europe une crise profonde de toute la civilisation. « A son tour, qui est presque le dernier », écrit-il, « la France entre dans l'arène et se trouve en demeure d'accomplir sa révolution. »¹⁵⁰ Beuve-Méry prévoit, néanmoins, que cette révolution sera une œuvre de longue haleine car elle a besoin, comme toute révolution, d'un chef, de cadres, de troupes et enfin d'une foi ou d'un mythe. Si la révolution, en France, a trouvé son chef et, « grâce à lui, les grandes lignes de sa doctrine »¹⁵¹, elle cherche encore ses cadres qui appartiennent pour la plupart à ceux de l'ancien régime. Le recrutement des troupes se heurte également à certaines difficultés. Ainsi, le vieillissement de la population, l'amollissement engendré par l'ancienne prospérité, l'absence des prisonniers et l'occupation du territoire, sont autant d'obstacles à la pénétration de l'esprit nouveau dans la masse. Et puis, si la Révolution nationale a un

idéal, sa trilogie « Famille, Travail, Patrie » ne saurait « atteindre immédiatement la force explosive d'un mythe révolutionnaire », tandis que le binôme « Personne et Communauté » reste encore quelque peu philosophique. Comme l'a souligné François Perroux, aucune de ces expressions ne « saisit à la gorge » ou ne « frappe à la hauteur du diaphragme »¹⁵². Beuve-Méry prévoit donc la nécessité d'un long effort de témoignage héroïque pour accomplir une révolution conforme à la vocation personnaliste de la France.

Après l'armistice, la Revue dans son ensemble reflète largement les préoccupations et l'esprit du nouveau régime. Ainsi, la livraison de novembre inaugure les études sur la « restauration de la fonction du chef »¹⁵³. La première réflexion de cette série est consacrée au « chef d'entreprise ». Elle est suivie, en décembre, d'un article de A. Lopez-Ross sur la fonction de « chefs scouts »¹⁵⁴. A partir de janvier, Jacques Lefrancq et José Brunfaut livrent leurs recherches pédagogiques « pour les chefs de jeunesse » intitulées « Les éléments fondamentaux du caractère et l'influence du régime intellectuel »¹⁵⁵. Cette étude de caractérologie a pour objet « de donner aux chefs de jeunesse quelques notions techniques utilisables pour le discernement et la formation du caractère »¹⁵⁶. Enfin, dans la livraison de mai 1941, Michel Herr publie ses réflexions sur son expérience de « chef de groupe dans les chantiers de la jeunesse »¹⁵⁷, qui reflètent bien l'idéologie et l'action des chantiers. Si *Esprit* annonçait depuis la fin de 1938 son projet d'examiner les problèmes posés par la « fonction de chef », l'ampleur accordée à ce problème dans ses nouvelles recherches et l'orientation de ses études expriment avant toute chose sa volonté de s'insérer dans la Révolution nationale.

Encore plus représentative de la coupure idéologique causée par la défaite est l'attention bienveillante accordée par *Esprit* aux questions folkloriques. Dans la livraison de janvier, en effet, Jean-Marie Guilcher et Jean-Marie Serreau y consacrent une étude importante intitulée « Le chant et la danse populaire, éléments de la culture française »¹⁵⁸. La France, affirment les auteurs de cet article, doit retrouver sa culture populaire. Ils déplorent

« qu'un peu partout les scies de café-concert, les pauvretés mises à la mode par nos artistes (?) en vogue, largement diffusées par la radio, auréolées du prestige de la ville, ont remplacé chez les jeunes de nos pays les chants où s'était si bien traduite la sensibilité du peuple de France. »¹⁵⁹

Les auteurs demandent que la danse populaire soit réintroduite aux programmes des écoles en raison de sa grande valeur éducative. Ils considèrent, en effet, qu'elle développe la discipline et qu'elle suscite, à la différence de la danse moderne, un esprit collectif. Grâce à elle, l'enfant apprendrait à s'exprimer corporellement et parviendrait ainsi à se dégager des brimades qui lui sont imposées par sa vie sociale et familiale. La danse populaire permettrait, enfin, d'enraciner les jeunes dans leur terroir.

L'attaque de Louis Blanchard, en décembre 1940, contre les intellectuels d'avant-guerre appartient à l'une des grandes aberrations de la Révolution nationale. Dans son article intitulé « Et ils cessèrent d'édifier la Cité... », titre qui évoque un commentaire de saint Augustin sur la démesure et l'orgueil des hommes engagés dans la construction de la Tour de Babel, Blanchard examine la responsabilité des intellectuels dans la ruine de la cité française¹⁶⁰. Son homélie, expression servile de la ferveur inconoclaste de la

Révolution nationale, débouche sur la proposition de former des communautés d'intellectuels semblables à celles qui rayonnaient dans les premiers temps du monde médiéval. Ces intellectuels conduiraient une vie austère en assumant avec héroïsme les peines des hommes et constitueraient, selon l'espérance même de Nietzsche, une nouvelle aristocratie annonçant le premier ordre de la cité prochaine. Ces nouveaux cénobites seraient animés d'une « métaphysique du concret »¹⁶¹ (sic.). Leur première peine serait d'humilier, de menacer et d'altérer l'intelligence afin de la retrouver un jour pure et « réduite à son germe fécond »¹⁶². Ce mouvement de pénitence intellectuelle débouche sur une espérance un peu extravagante :

« Le silence, l'interruption de la pensée, l'angoisse que suscite ce qui la contrarie et la perd, réhabiliteront la parole. C'est par des macérations extrêmes que la pureté et la vigueur se retrouvent. La taciturnité rendra au mot son poids; le travail des mains, le geste; le contact des choses, sa poésie; tandis que l'effort restituera à la parole son rythme et son efficacité. »¹⁶³

L'engagement de Mounier aux côtés de Vichy ne va pas sans arrière-pensée. S'il adopte publiquement une attitude soumise à l'égard du Maréchal et de ses projets de transformation de la France, très vite une partie de lui-même se rebelle contre certains aspects angoissants de ce régime, et cela d'autant plus que son projet de participer à la Révolution nationale s'est heurté d'emblée à une vive opposition de certains de ses amis, notamment de ses amis démocrates chrétiens. On perçoit bien ses doutes en lisant les pages du journal personnel qu'il reprend après la défaite comme un témoignage de ses convictions véritables. A ce propos, il note le 26 août 1940 :

« Ces notes n'ont rien d'un « Journal intime ». J'en écrivais de pareilles quand j'étais garçon — plus confidentielles. Tout ordinairement l'idée m'en est passée quand nous avons été deux à vivre la même vie. (...) Pourquoi j'y reviens ? Deux raisons, ou plutôt un mobile et une raison. Le mobile : permettre à Jacques (Lefranq), à P. Fraisse et d'autres de s'y retrouver parmi nous, quand tombera le mur de silence. La raison : nous entrons dans une période clandestine, où toute pensée ne pourra s'afficher, tout fait se publier, tout dessein s'affirmer. Faire, pour quelques-uns, et pour l'avenir, un petit conservatoire de vérité ou mieux, d'impressions fraîches. »¹⁶⁴

Mais le fait d'éprouver le besoin de consigner ses pensées privées, ne témoigne-t-il pas en soi de son ambivalence à l'égard de l'autorité établie ? De même qu'enfant il se pliait à la contrainte morale de ses parents en gardant pour lui un jardin intérieur de révolte et d'intimité secrète, ainsi se conformait-il aujourd'hui publiquement aux exigences de la Révolution nationale de Pétain, en préservant pour lui-même et ses amis les plus proches une zone de pensées privées et d'attitudes rebelles. Face à l'autorité de Pétain, il ne sera donc pas authentique.

Comment pourrait-il l'être ? Comment pourrait-il accepter par exemple, sans tout renier de son passé, le statut des Juifs qui paraît à la fin du mois d'octobre 1940 :

« ... Ce soir », écrit-il le 19 octobre dans ses carnets personnels, « vient de paraître le honteux *statut des juifs*, plus dur que tout ce qui avait été dit : même les services de guerre n'entrent pas en ligne de compte pour les fonctions publiques ! Je me sens vieilli, comme par une maladie. »¹⁶⁵

Et pourtant, son besoin de participer à la Révolution nationale demeure plus fort que ses doutes. Guidant le gouvernement de Vichy, il y a l'autorité d'un chef puissant et protecteur, il y a surtout le grand courant de l'histoire, le destin forgé par la suprématie du vainqueur. C'est la raison pour laquelle, dans le numéro de novembre 1940, il va jusqu'à justifier les mesures répressives du gouvernement.

Cependant, il ne faut pas oublier que le régime demeure longtemps une dictature tiraillée par des tendances contradictoires, voire même antagonistes. Incapable de trancher dans sa propre confusion idéologique, le gouvernement tolère, en effet, des voix dissonantes et même une forme d'opposition. Ce pluralisme de fait, tout comme le caractère flou des aspirations de la Révolution nationale, ne sont-ils pas aussi de nature à entretenir les espérances révolutionnaires de Mounier ?

Le mouvement *Esprit* ne pourrait-il pas profiter de ce régime incertain de lui-même pour triompher enfin ? Mounier le croit sincèrement. C'est la raison pour laquelle il se montre souple, conciliant, voire même un peu dévot, sans perdre pour autant l'espoir d'infléchir un jour la volonté du Prince. Peu à peu, il va s'enhardir, profitant de plus en plus, surtout à partir de 1941, de cette zone floue admise par Vichy entre le tolérable et le séditieux.

Les prises de position du directeur d'*Esprit* que nous avons analysées jusqu'ici furent généralement conçues dans les tout premiers mois du régime. C'est en septembre qu'il rédige son programme pour un mouvement de la jeunesse française. Sa « lettre de France » qui paraît en octobre dans les *Cahiers protestants* est certainement conçue à la même époque et son premier éditorial de novembre 1940 intitulé « D'une France à l'autre » s'inspire vraisemblablement du rapport qu'il a envoyé à Laval durant ce même mois de septembre en sollicitant le droit de faire paraître *Esprit*.

Assez vite, pourtant, la Revue reflète l'ambivalence de Mounier à l'égard du nouveau pouvoir établi. D'un côté, elle manifeste ce parfait conformisme qui lui vaut d'être appréciée par certains milieux gouvernementaux, tels le ministère des Affaires étrangères ou le Secrétariat de la Jeunesse et les organes de presse qui lui sont liés comme *Compagnons*¹⁶⁶; mais, d'autre part, la Revue exprime des vues moins dociles contre lesquelles la censure sévit.

Le premier numéro a passé la censure presque sans encombre puisque Mounier a dû supprimer quatre lignes dont deux étaient une citation au style indirect du Maréchal¹⁶⁷. Toutefois, la livraison de décembre étale son insoumission dans la candeur de ses quatre pages vides ou mutilées. Le combat de Mounier avec la censure apparaît difficile. A partir de 1941, probablement grâce à l'appui qu'il reçoit de René Gillouin, la censure relâche son étreinte¹⁶⁸. La Revue en profite pour exprimer son humeur frondeuse et ses doutes sur certaines tendances fascisantes qui s'expriment de plus en plus sous le couvert de l'idéologie pétainiste. Une grande partie du « Journal des Témoins » se transforme en sottisier d'une ironie fine et amère sous la rubrique « Textes pour servir à l'histoire de notre temps »¹⁶⁹. Des coupures de journaux habilement ordonnées, des citations officielles, parfois tronquées, jettent le doute sur la propagande allemande ou rétablissent la

Révolution nationale dans le sillon des idées personnalistes. Livrer sans commentaires des textes odieux issus de *Gringoire*, de *l'Action française*, de *Candide* ou d'autres organes de presse, apparaît, dans une époque absurde, comme un antidote contre la mélancolie ou la bêtise.

En fait, d'emblée, certains collaborateurs de la Revue ont pu s'inscrire ouvertement en porte-à-faux vis-à-vis de certaines tendances de la Révolution nationale. Ainsi en novembre 1940, *Esprit* a publié un article de Gabriel Marcel, intitulé « Note sur la condamnation en soi »¹⁷⁰ qui dénonçait, dans une argumentation qui empruntait le labyrinthe subtil du discours philosophique, cette condamnation de la France par les Français. « ... Notre faute impardonnable », écrivait-il, « a été non d'être, mais de trahir ce que nous sommes. »¹⁷¹ Dans la même livraison, Henri Thomas avait mis en garde contre ce goût morbide d'autodestruction qui s'emparait d'un certain monde des Lettres. « Hitler a su écarter de nos cathédrales les coups de ses armes ; ne compromettons pas nous-même notre création. »¹⁷²

En février 1941, la Revue met en question une décision controversée de Jacques Chevalier, secrétaire d'Etat à l'instruction publique, qui a rétabli, à tous les degrés de l'échelle scolaire, « les devoirs envers Dieu ». Cette initiative de l'ancien maître de Mounier suscite dans certains milieux une suspicion légitime puisqu'elle porte atteinte au principe de la laïcité et remet en cause une conquête laborieuse de la III^e République.

Esprit ouvre une enquête sur cette question controversée en publiant, avec une interview de Jacques Chevalier à l'agence Havas, les commentaires de Maurice Blondel, de Gabriel Marcel, du R.P. Ganne, du pasteur Roland de Pury et d'un instituteur laïc¹⁷³. Si la Revue ne prend pas ouvertement position, elle trahit bien son inquiétude.

Les témoignages publiés mettent en évidence la complexité des problèmes soulevés par un enseignement religieux fondé sur la raison et soulèvent des objections dans lesquelles transparaissent un certain scepticisme, voire une franche hostilité, aux mesures prises par Chevalier. Gabriel Marcel est particulièrement virulent contre une mesure qui risque de contraindre les instituteurs incroyants au devoir d'hypocrisie. Il termine son témoignage en rappelant courageusement que, dans le domaine de l'enseignement, « les procédés dictatoriaux se retournent invariablement contre ceux qui les emploient »¹⁷⁴.

En mars 1941, le nouveau ministre de l'Education, Jérôme Carcopino, revient sur la décision impopulaire de son prédécesseur en remplaçant dans un des programmes l'article « devoirs envers Dieu » par le « respect de la pensée d'autrui et des croyances spirituelles » et, dans un autre programme, l'article « Dieu » par « les valeurs spirituelles, la patrie, la civilisation chrétienne ». Le nouveau ministre formule la finalité de son nouvel enseignement en ces termes : « Faire passer sous les yeux des élèves comme une vision des sublimes réalités auxquelles s'est élevée en France la religion chrétienne. »¹⁷⁵ Mounier approuve avec chaleur la décision de Carcopino.

Néanmoins, son attitude à l'égard de Vichy choque de plus en plus ses amis démocrates chrétiens. Le 10 novembre 1940, il note dans son journal personnel :

« Lacroix a vu Prélot et Vignaux. Attitude d'opposition absolue : « Il n'y a qu'à souhaiter la victoire de l'Angleterre. Dans toute autre hypothèse il n'y a plus rien à faire ». Il faudra prendre plus directement conscience de cette tendance, que pour ma part je considère comme dangereusement abstentionniste. » ¹⁷⁶

Par ailleurs, les premiers numéros publiés en zone Sud ont suscité une réaction négative, parfois vive, de plusieurs anciens rédacteurs d'*Esprit*. De Suisse, Marcel Raymond s'étonne de l'attitude de Mounier et lui écrit son désaccord ¹⁷⁷. Plus proche de lui, en France, Pierre Emmanuel s'indigne ¹⁷⁸. On sent bien, d'autre part, en lisant les carnets de Mounier, que l'abstention boudeuse de Touchard, de Moré, de Gosset et de Zérapha, bouscule sa conscience ¹⁷⁹. Un peu plus tard, en mars 1941, Daniel Villey, qui vient d'être libéré d'Allemagne, s'insurge contre cette « opérette » montée par la France en face de l'Allemagne. Comment *Esprit* peut-il collaborer à ce régime d'ordre moral au service de l'Allemagne ? Commentant cette réaction dans ses carnets, Mounier écrit :

« Jusqu'ici, je vois dans cette attitude une des positions admissibles, souhaitables peut-être. Une de celles, en tout cas, à laquelle je me rallierais joyeusement si je sentais autour de moi suffisamment d'appels, de points d'appui pour la rendre efficace. Je sais bien que ce n'est pas là le langage d'un homme d'action. Mais il ne faut pas forcer son génie. Je suis un homme de conversation, de méditation, de dialogue, qui sent l'étroite responsabilité de sa méditation parmi les hommes, ne veut la poursuivre que dans une communication et un service permanents. C'est en ce sens que je fais de l'action. Je ne vauds rien, rien pour engager une action offensive de style politique, clandestine (il faut trop de ruse) ou publique (il y faut trop d'éloquence). Je suis trop sensible à tout ce qui, dans l'action, déforme les hommes, trop relativiste en matière de régime politique, trop peu passionné en ce qui les concerne. » ¹⁸⁰

D'autre part, pour continuer *Esprit* sans l'apport de ses anciens collaborateurs, il doit assumer une lourde charge et cette solitude lui pèse ¹⁸¹.

A partir de 1941 les articles de Mounier reflètent ce dialogue avec ceux qui le jugent. Dans son éditorial de février, intitulé « Sur l'Intelligence en temps de crise » ¹⁸², il s'en prend à ceux « dont la retraite ou l'abstention boudeuse ne peut se comprendre que par un mauvais esprit ou par mauvaise humeur » ¹⁸³. Pourquoi se confiner dans une critique perpétuellement dissolvante et ne pas comprendre que toute action contient un certain nombre de raisons de ne pas l'entreprendre ? Il rappelle les analyses sur l'engagement et les résolutions prises au Congrès de Jouy-en-Josas de 1938 : l'action politique n'est possible que dans la défense d'une communauté concrète et la réalisation de ses virtualités ; la vérité est relative puisqu'elle est toujours façonnée par les conditions du réel.

Pour ceux qui craignent l'ambiguïté des silences, Mounier évoque le silence du Christ devant Pilate. A ceux qui redoutent que les demi-vérités se transforment en contre-vérités, il rappelle que, d'Abraham à Macchabée, Dieu s'est révélé étape par étape parce que son peuple ne pouvait recevoir la vérité d'un seul coup. Développant cette métaphore biblique, il se tourne vers l'autorité et exhorte dans la même emphase « celui qui délivre la parole de ne pas tromper les cœurs purs par la séduction des lumières troubles » ¹⁸⁴. L'État, en contrepartie de cette fidélité confiante, devrait donc

s'accommoder de ce que Mounier appelle dans une formule typiquement « Révolution nationale », les « artisans de l'intelligence ». Ces derniers devront travailler avec sérieux et n'accepter que l'ouvrage bien fait afin de ne pas irriter l'Etat dans ses efforts et afin d'apparaître « au regard qu'il jette sur le pays pour en mesurer les ressources, comme profondément honnêtes artisans, aussi humbles que d'autres, plus graves que les autres ». Alors, assure Mounier, « s'il nous vient visiter dans notre atelier, nous lui exposerons nos méthodes particulières de travail »¹⁸⁵.

Cette soumission filiale à l'égard de l'autorité n'est pas compatible avec une véritable opposition. Pour Mounier, l'issue de la crise reste encore indéterminée. Elle peut encore enfanter le meilleur, le tolérable ou le pire. Le rôle de l'intellectuel est précisément de favoriser une véritable création, même si son rôle est toujours plus difficile.

Dans les premiers mois de 1941, la résistance en zone sud s'organise autour d'Henri Frenay et de certains milieux chrétiens qui lanceront en automne le périodique clandestin *Témoignage chrétien*. Le Père Chaillet prend contact avec Mounier pour lui demander de cesser sa politique de présence dans les organisations de Vichy et de se joindre à leur résistance. Mounier refuse¹⁸⁶.

Mais dès lors, il apparaît de plus en plus tourmenté par sa participation à la Révolution nationale. En mai 1941, dans un article intitulé « La France entre la fidélité et l'imagination »¹⁸⁷, il défend sa position, sans dissimuler pourtant ses hésitations et ses angoisses. Il ne s'agit plus d'actes de foi, de grands élans enthousiastes, mais tout au plus d'un engagement *hic et nunc*.

« Aucun de nos actes ne sera pour nous un acte plein tant que la France, par la paix, ne sera pas rétablie dans son statut national. En ce sens et quoi qu'on veuille, toutes nos actions sont des actions d'attente. »

Et il ajoute plus loin :

« Ah ! que la mesure est difficile à tenir entre cette fidélité inaliénable et l'initiative temporelle, entre la mémoire et l'histoire, entre l'attente et l'attention au réel ! »¹⁸⁸

Et dans le même numéro, Lacroix prend prétexte d'un article philosophique intitulé « Note sur la duplicité »¹⁸⁹ pour défendre la position ambiguë d'*Esprit*. Ambiguë ? Le lecteur avisé des subtilités de langage imposée par l'action de la censure comprend bien le message de ce curieux discours sur la duplicité, surtout lorsqu'il tombe sur ces mots essentiels :

« Comme la faiblesse de l'autorité politique est fatalement compensée par le pouvoir de police, ainsi la dégénérescence de la liberté authentique conduit au règne de la duplicité. »¹⁹⁰

Il comprend aussi le sens de cette citation de Péguy que Lacroix souligne dans sa conclusion : « ... Nous ne renierons jamais un atome de notre passé. »¹⁹¹

Les doutes évidents de Mounier et de Lacroix à l'égard de la Révolution nationale, leur besoin de réaffirmer leur fidélité aux anciennes positions de la Revue, et aussi l'opposition toujours plus manifeste d'*Esprit* à la politique de collaboration ne sont certainement pas sans rapport avec la durée de la guerre, et surtout avec l'évolution de Vichy. Renvoyé le 13 décembre 1940,

arrêté quelque temps, Laval, l'homme auquel on attribue volontiers toute la politique de collaboration, a obtenu un mois plus tard et grâce à la pression des Allemands, que le Maréchal publie un communiqué faisant état de leur entrevue du 18 janvier 1941 et de leur nouvelle concordance de vues. Le 9 février, Pierre-Etienne Flandin, ministre des Affaires étrangères, démissionne, et l'amiral Darlan est chargé de former un nouveau gouvernement qui comprend des hommes comme Marion, Pucheu et Benoist-Méchin qui ont milité avec Deriot au P.P.F. et qui sont des hommes de l'Allemagne.

Sitôt après ces événements, en mars 1941, Beigbeder a signé un court morceau intitulé « La patience d'Ulysse, réflexion en trois actes »¹⁹². Ce texte admirable, truffé d'allusions à la situation de la France vaincue, représente une attaque violente contre la bêtise du Maréchal représenté par Philoctète, « vieillard au visage douloureux », qui s'offusque des ruses d'Ulysse et méprise l'ardeur juvénile de Néoptolème, fils d'Achille.

Ulysse : On fait ce que l'on peut. On lutte, on ruse du mieux qu'on peut. Ne demande pas plus.

(...)

Et puis vois-tu, Néoptolème, les dieux sont avec nous.

Néoptolème : Pas tous, Ulysse.

Ulysse : (...) Non, pas tous évidemment, mais ceux qui sont vraiment des dieux. C'est cela qui importe. On n'est pas du seul côté peut-être, mais du meilleur côté, enfin du seul côté possible.

(...)

Néoptolème : Quelle aide retirer d'un vieillard solitaire ?

Ulysse : Ce n'est pas de lui que je veux parler, mais de ses flèches.

(...)

Néoptolème : Pourquoi s'est-il retiré de la lutte ? il avait peur ?

(...)

Ulysse : Ce n'est pas de recevoir des coups qu'il tremble : c'est d'en mal donner. Il craint de se salir, de se souiller dans la lutte. (...) C'est un cadavre vivant.

(...)

Il faut penser sur la terre, pas penser au ciel. Il faut penser avec son corps, il faut penser avec ses bras, avec ses jambes, il faut penser avec ses mains. »¹⁹³

Alors que le gouvernement amorce une dérobade aux espérances que certains ont placées en lui, le renforcement des liens entre l'Angleterre et les Etats-Unis, concrétisé par la politique du prêt-bail du 11 mars 1941, situe le conflit dans une nouvelle perspective. « L'Europe n'est pas seule », explique avec une fausse ingénuité Joseph Rovin dans la livraison d'avril 1941¹⁹⁴. Il rappelle que la lutte continue en Europe et que dans d'autres continents de nombreux pays se sentent entraînés peu à peu dans la guerre. C'est pourquoi constate Rovin :

« Tous les résultats sont partiels, toutes les victoires incomplètes tant que la grande Victoire ne les a pas sanctifiées. »¹⁹⁵

Cette note d'espoir, à laquelle le nom des Etats-Unis et du président Roosevelt sont souvent associés, est suivie d'une étude de Geneviève d'Haucourt, intitulée « Un témoignage sur l'âme américaine : John Hyde Preston », qui exprime la confiance et l'espérance placée dans une nation qui cherche son âme dans les sentiments les plus nobles¹⁹⁶.

En juillet, A. Vitran analyse, dans un article intitulé « Reconstruction économique », les bouleversements économiques suscités par la guerre en Europe. Après avoir examiné la politique économique européenne de l'Allemagne et insinué certaines difficultés prochaines, il compare incidemment l'économie européenne avec celle des Etats-Unis. L'économie américaine, souligne-t-il, produit la plupart des matières premières dont elle a besoin. En revanche, elle est largement excédentaire. Elle a donc besoin des autres continents pour l'écoulement de sa production. Ayant rappelé, en passant, son effort de réarmement gigantesque, soutenu par une capacité de production illimitée, Vitran suggère que l'Amérique sera contrainte de s'assurer l'ouverture des marchés européens, africains et chinois ¹⁹⁷.

La livraison de juin est consacrée, en partie, à l'après-guerre et aux projets d'une union européenne que favorisent les personnalistes. Le thème de l'unité européenne peut prêter à confusion. Certains semblent se résigner en France à voir, dans l'ordre hitlérien imposé à l'Europe, la poursuite d'un projet avorté de Bonaparte. A cette unité centralisatrice, fruit de la contrainte et de la violence, Ramon Fortuny oppose l'idée d'une fédération européenne qui s'ordonnerait, non selon une conception juridique préétablie, mais progressivement, au fil des compromis, des arrangements provisoires, des concessions mutuelles s'imposant dans le respect de la volonté et de la diversité propre à chaque Etat. Cette « fédération docile au réel » ¹⁹⁸ que propose Fortuny s'inspirerait donc du modèle helvétique.

Dans le même numéro, Jean Rahon (pseud. de Jean Laloy) entreprend un rapide survol de l'histoire européenne depuis 1815 et prouve que l'organisation de l'Europe par la coopération de chaque Etat est celle qui conviendrait le mieux. Cette unité devrait reposer sur une forme d'équilibre entre les diverses nations et procéderait d'une certaine vocation propre à l'Europe en réfléchissant sa diversité ¹⁹⁹. Ainsi dès le printemps de 1941 se profile dans la Revue l'espérance d'une Europe pacifiée et surtout étrangère à l'ordre nouveau que propose l'impérialisme allemand.

Peu à peu, se dissipe donc cette soumission respectueuse au « jugement de l'histoire » qui a façonné le style et la pensée des premiers numéros d'*Esprit*. Le « Journal des témoins », la rubrique d'actualité de la Revue, fait montre d'une impertinence toujours plus audacieuse à l'égard des intellectuels enclins à la collaboration ²⁰⁰.

L'attaque virulente lancée par Beigbeder en juin contre un film antisémite d'origine allemande intitulé le « Juif Süß », qui est alors projeté en zone sud, marque une nouvelle incartade d'*Esprit* par rapport au conformisme de la Révolution nationale.

« Exciter les plus basses passions, les plus mesquines, contre des malheureux est peut-être de l'excellente propagande, mais le moins qu'on puisse dire (et on mâche ses mots) est que ce n'est ni beau, ni propre, ni juste. » ²⁰¹

Le film, admet Beigbeder, peut apparaître trop bête pour influencer. Il faut néanmoins prendre garde, car la bêtise maniée par des gens intelligents et sans scrupule pourrait exercer une certaine influence sur les faibles. Beigbeder reconnaît donc en ce film les premiers traits « d'une machine de guerre » qui risquent, à la longue, de faire perdre aux Français le sens de leur identité ²⁰². Cette réaction courageuse contre l'antisémitisme qui, sous

l'influence du vainqueur, est sanctionnée dans les textes juridiques du nouveau régime, contraste avec la passivité complaisante dont avait fait preuve Mounier dans les premiers numéros.

En dénonçant l'antisémitisme qui s'installe en France, Beigbeder trouve une nouvelle occasion de marquer son hostilité au régime de Vichy. Cette prise de position débouche sur l'angoissant dilemme qui se pose aux rédacteurs d'*Esprit* : comment concilier cette opposition avec la publication de la Revue et l'action de Mounier et de certains de ses camarades dans les structures de Vichy ? Beigbeder profite de son attaque contre l'antisémitisme propagé par l'écran pour défendre l'attitude d'*Esprit* et s'en prendre, comme l'avait fait Mounier, à ceux qui s'abstiennent de tout engagement dans le cadre du nouveau régime afin de préserver leur pureté.

« Si les meilleurs s'en allaient », écrit-il, « découragés ou hantés par la peur légitime de se compromettre, s'ils considéreraient toute participation à l'œuvre, je ne dis pas politique, mais civique, avec soupçon, ils seraient sans doute responsables d'avoir levé leur contrepoids, et s'ensuivrait un nouveau fléchissement, peut-être fatal. »²⁰³

Beigbeder se montre toujours plus téméraire dans ses manifestations d'opposition au régime. Il publie, dans la livraison de juillet, un récit intitulé « Supplément aux *Mémoires d'un Âne* ²⁰⁴, conte à l'usage des enfants de ce siècle d'après la comtesse de Ségur ». On peut reconnaître dans cette allégorie une critique acerbe de la politique de collaboration, renforcée depuis l'arrivée de Darlan au pouvoir, et qui, depuis le mois de mai, prend la forme d'une collaboration militaire. Le vieil âne, humilié et faible, qui se livre à un maître fort, vaniteux et bête, c'est Pétain qui, suivant les conseils de Darlan, perd l'honneur de la France pour manger et vivre en paix. « Il faut vivre », répète à l'instar de Darlan le vieil âne, en acceptant de trahir les morts et l'ancien ami dont il a récemment protégé la fuite ²⁰⁵.

Cette nouvelle incartade de Beigbeder pèse lourd dans la décision prise en août d'interdire la Revue. La réaction du gouvernement n'est pas immédiate. La mesure qui frappe la Revue fait suite au discours menaçant de Pétain diffusé le 12 août 1941 au Grand Casino de Vichy et qui marque un brusque durcissement dans la politique du régime. Le 20 août Mounier reçoit la lettre suivante du secrétaire général à l'Information et à la Propagande :

« Monsieur le Directeur, j'ai le regret de vous faire connaître que, par décision de l'amiral de la Flotte, ministre vice-président du Conseil, la revue *Esprit* est désormais interdite en raison des tendances générales qu'elle manifeste. Veuillez agréer, etc. Signé : P. Marion. » ²⁰⁶

Pour Mounier — il l'écrit le 5 octobre à Xavier Schorderet — l'interdiction de la Revue résulte de deux offensives convergentes : celle de Massis et de l'*Action française*, qui dure depuis longtemps et celle, plus récente, de la nouvelle équipe que forment au sein du nouveau gouvernement Pucheu et Marion, qui lui apparaît, à juste titre, décisive ²⁰⁷. Le 11 août, en effet, Marion a été nommé secrétaire général de l'Information et de la Propagande, alors que Pucheu, le jeune et autoritaire ministre de la Production industrielle, passe au ministère de l'Intérieur. Or, Marion se déclare ouver-

tement fasciste ²⁰⁸. Dès son arrivée au pouvoir, il donne des consignes très strictes à la presse, interdisant notamment de publier des articles susceptibles de créer un obstacle à la politique de collaboration avec l'Allemagne. Il déclare le 18 avril 1941 :

« J'ai pris des sanctions, et j'en prendrai d'autres, sanctions totales si nécessaire, toutes les fois qu'en matière de politique extérieure un journal systématiquement s'écartera de la politique du Maréchal. » ²⁰⁹

Dans ces conditions, *Esprit* ne pouvait subsister longtemps. Son hostilité à l'Allemagne et à la politique de collaboration apparaît, depuis le printemps de 1941, évidente. En outre, sa défense du pluralisme au sein de la Révolution nationale s'oppose de front aux tendances totalitaires qui s'affirment depuis l'arrivée de Darlan au pouvoir et qui deviennent manifestes avec les mesures de répression annoncées par le Maréchal dans son discours du 12 août.

CONCLUSION

« (...)

Un sage juif ou plus précisément un zaddik des Chassidims a dit en mourant : « Si Dieu me demande : Suczia, pourquoi n'as-tu pas été Moïse ? j'aurai peu de peine à me justifier. Mais que puis-je dire, si Dieu me demande : Suczia, pourquoi n'as-tu pas été Suczia ? » ¹

Au soir du 20 août, ayant appris que sa Revue venait d'être condamnée par Vichy, Mounier note dans ses carnets personnels :

« Jamais je n'ai senti *Esprit* si présent, si fort, si vivant que ce soir où ils croient l'avoir tué. Je sens une jeune force monter en moi de ce mort (...) Je ne doute pas que le troisième jour il ressuscitera des morts, sous la forme que Dieu voudra. » ²

Effectivement, la Revue reparaitra au mois de décembre 1944, mais dans une autre époque, dans une autre France aussi. Et dès lors le personnalisme n'aura plus les mêmes reflets idéologiques que dans les années 1930 ou que sous le régime de Vichy. Un vent de gauche soufflera sur *Esprit*, et les positions de ce mouvement paraîtront très orientées par la perspective d'une révolution communiste inéluctable en France et en Europe. Après la libération, c'est donc une nouvelle aventure intellectuelle qui commence pour *Esprit* et, par la force des choses, elle est fort différente de celle qui s'achève.

Entre-temps, l'histoire devait être longue. Dans l'épreuve de la guerre, les anciens rédacteurs de la Revue se sont séparés à la rencontre de leur destin individuel. Certains ont quitté l'Europe. Labrousse s'est expatrié en Amérique latine dès 1939. Denis de Rougemont est parti aux Etats-Unis en août 1940. D'autres comme F. Goguel, M. Chastaing, P.-H. Simon sont demeurés prisonniers en Allemagne durant toute la guerre. Beaucoup se sont abrités, du moins autant qu'il était possible de le faire sous le joug de l'occupation hitlérienne. Et malheureusement plusieurs sont morts, victimes du conflit. Ainsi, P.-L. Landsberg, qui avait l'infortune d'être un Allemand d'origine juive réfugié en France, succombe à Orianenburg. Jean Gosset meurt dans un camp allemand, à Neuengamme, après un passage héroïque dans la Résistance comme chef des Groupes d'action et de renseignement du réseau Cahors-Asturies. A. Déléage, un des fondateurs de la Revue, est tué au combat à la fin de 1944. Il était colonel F.F.I.

Parmi les proches collaborateurs d'*Esprit*, beaucoup d'autres se sont engagés dans la Résistance : G. Zérapha et P. Wolf ont rejoint de Gaulle à

Londres, tandis que J.-M. Soutou, ancien secrétaire de rédaction d'*Esprit* depuis 1939, E. Humeau et P.-A. Touchard ont assumé en France leur part de lutte contre l'occupant. A. Ulmann, qui fut le premier secrétaire de la Revue et l'un de ses plus fidèles collaborateurs jusqu'en 1936, s'est également engagé sitôt après avoir été libéré d'un Stalag en 1943. Arrêté vers la fin de la guerre, il est déporté à Mauthausen. Enfin, Claude Bourdet fut une des figures prestigieuses de la Résistance. Ancien membre du comité directeur de *Combat*, puis membre du Conseil national de la Résistance, il est arrêté au début de 1944, puis déporté à Buchenwald.

Quand à Mounier, il est arrêté le 15 janvier 1942 par la police de Vichy. On l'accuse d'être un des chefs régionaux du mouvement de résistance *Combat*. Peu de temps auparavant, un agent de liaison de ce mouvement s'était fait prendre par la police avec une valise pleine de numéros du journal *Combat*, et porteur d'une liste de noms et d'adresses dont celle de Mounier.

En fait, au moment où il est arrêté, l'ancien directeur d'*Esprit* n'appartient pas à *Combat* qui est un mouvement de résistance structuré et résolument orienté vers l'action. Certes, il a eu des contacts avec certains de ses chefs. Durant le printemps 1941, il a rencontré Henri Frenay, le principal inspirateur de ce mouvement; il connaît aussi François de Menthon, le fondateur du réseau *Liberté* qui a rassemblé d'anciens démocrates chrétiens dont quelques-uns étaient assez proches des personnalistes. Il leur a fait part de son désir de créer un centre d'études clandestin pour remplacer les anciens groupes *Esprit*. Mais, à part ces liens d'amitié et de confiance, Mounier n'a aucun rapport avec *Combat*.

Il ne comprend donc pas la raison de son arrestation et proteste de son innocence avec la dernière énergie. Il se voit bientôt remis en liberté provisoire et peut rentrer à Lyon le 14 mars 1942. Mais dès le 29 avril, tous ceux qui furent impliqués dans l'affaire de *Combat* font l'objet d'un « internement administratif ». La durée de cette nouvelle mesure d'emprisonnement est laissée à l'entière discrétion du gouvernement. Le 19 juin, il commence, en même temps que Berthe Albrecht, la plus proche collaboratrice de Frenay, une longue et douloureuse grève de la faim. La radio de Londres diffuse immédiatement la nouvelle. Après que les détenus ont enduré douze jours de souffrance, Vichy cède et accepte que la Justice suive son cours normal. Ce procès de *Combat* se déroule à Lyon du 19 au 26 octobre 1942. La plupart des cinquante inculpés sont condamnés à de lourdes peines. Mounier est néanmoins relâché, faute de preuves, en compagnie de deux mineurs.

Dès lors, sous un nom d'emprunt, il se réfugie jusqu'à la Libération à Dieulefit dans la Drôme. Il y achève un *Traité du Caractère*³ qu'il avait commencé en prison et rédige l'*Affrontement Chrétien*⁴, deux ouvrages qui paraîtront après la guerre. Il publie aussi quelques articles non signés dans les *Cahiers politiques* qui sont diffusés clandestinement par le *Comité général des Etudes* que dirigent notamment F. de Menthon, G. Bidault et P.-H. Teitgen, et qui cherche à élaborer les bases doctrinales du régime de l'après-guerre.

Il mourra brusquement d'une crise cardiaque le 22 mars 1950 à Châte-nay-Malabry où s'était réalisée en partie la communauté *Esprit* qu'il avait projetée avant la guerre.

Au cours de cette étude nous n'avons pas manqué de relever les faiblesses du mouvement *Esprit* et, dans les dernières pages de cet ouvrage, nous pourrions être tenté de renforcer notre critique. Une conclusion négative serait en l'occurrence insuffisante, hâtive et présomptueuse. Que Mounier et ses amis n'aient pu « refaire la Renaissance », qu'ils n'aient pas engendré une société pure et harmonieuse ou jeté les bases d'une civilisation nouvelle, voilà qui n'est guère étonnant. A cet égard, le mouvement *Esprit* était voué à l'échec dès sa naissance par la seule démesure de ses aspirations idéalistes. Que les personnalistes d'*Esprit* ne soient jamais parvenus à influencer la vie politique en France ou ailleurs ne devrait pas nous surprendre non plus car cet échec est celui d'une génération entière emportée, avec d'autres générations sacrifiées, dans le destin incontrôlable d'un monde en crise. A ce titre, cette défaite est celle de toute une époque.

On ne saurait condamner *Esprit* pour n'avoir pu joindre le ciel et la terre, ou simplement pour n'avoir pas été capable d'infléchir tant soit peu le cours de la société française ou européenne, sans tomber dans les mêmes travers idéalistes que nous avons dénoncés dans ce mouvement.

Si l'on renonce à juger *Esprit* à l'aune des idéaux proclamés par ses inspireurs, pour l'évaluer par rapport à des critères de jugement plus modestes, on ne peut manquer de relever la grandeur de cette aventure intellectuelle.

Est-ce le moment de rappeler ce que fut la seule vie matérielle d'*Esprit* : au début, en octobre 1932, un cahier d'environ deux cents pages né sans ressources ou presque dans l'hiver de la crise. Bref, une espérance téméraire, un rêve d'adolescent ! Mais le rêve s'est réalisé. De mois en mois les promesses furent tenues. En dépit d'obstacles financiers apparemment infranchissables, le directeur d'*Esprit* et ses principaux collaborateurs ont été de l'avant, et de l'avant encore. Cette réussite est déjà admirable.

Pour conduire à bien cette entreprise, Mounier et ses amis ne devaient pas seulement faire preuve de courage, d'abnégation et d'endurance, mais aussi de beaucoup d'intelligence et de talent littéraire. Certes, le personnalisme fut un échec sur le plan doctrinal. « Il n'était point né », comme le confessait Mounier au secrétaire général de la police de Vichy en juin 1942⁵. Et pourtant, *Esprit* n'aurait jamais trouvé d'audience en France et ailleurs s'il n'avait exprimé, dans le foisonnement de sa pensée, les angoisses et les aspirations de son époque. Et de la nôtre aussi. Incontestablement, les idées défendues par ce mouvement se sont répercutées jusqu'à nos jours tel un écho insondable. Comment ne pas reconnaître, en effet, dans le creuset de ce personnalisme des années 1930, le tumulte d'inquiétudes qui nous tiennent encore et le brasilement de certaines de nos espérances ! Le printemps de 1968 est là tout proche qui a fait naître ou renaître le malaise d'une société « en miettes » happée par une spirale de valeurs frelatées, et aussi le rêve d'une civilisation plus harmonieuse.

On ne pourrait saisir toute l'importance du mouvement personnaliste si l'on ne percevait pas, au moins intuitivement, le rôle qu'il a joué dans la vie de ses inspireurs. Il est en effet certain qu'*Esprit* fut pour Mounier et ses amis une étape importante, un moment de leur devenir personnel. Fonder et animer une revue, s'exprimer de mois en mois par le biais d'un article sur

l'actualité, d'une prise de position politique, sociale ou économique, d'une critique littéraire ou artistique, d'un essai historique ou philosophique, d'une nouvelle ou d'un poème, sont autant de formes, plus ou moins éprouvantes, de créations intellectuelles. Cet ouvrage ne contribua pas seulement à l'éclosion de leur jeune talent, il aida, de manière plus générale, au développement de leur personnalité. On peut même se demander s'ils n'ont pas trouvé dans cette création intellectuelle une voie pour affronter la crise de leur temps et pour résoudre leurs difficultés d'ordre plus personnel. Si tel est le cas, leur idéalisme, leur quête d'une harmonie passée, leur gesticulation souvent incohérente face aux désordres de la cité, leur corps-à-corps imaginaire avec des politiciens fantoches, toutes ces positions qui nous sont apparues parfois un peu stériles auraient été un passage nécessaire de leur conflit avec eux-mêmes et avec le monde, et pour certains, le prélude d'une véritable intégration du réel.

Une chose est certaine : à l'heure critique, lorsque l'occupation nazie exige de chacun un choix existentiel, plusieurs collaborateurs d'*Esprit* assumèrent un engagement authentique; soudain, la révolte impuissante des années 1930 se transmue en activité concrète, en l'occurrence en résistance effective à l'ennemi. Cette réussite n'était-elle pas le fruit d'une impuissance exorcisée ? Et puis, si l'on songe que les collaborateurs d'*Esprit* ont presque tous exercé après la guerre une influence de premier plan dans la vie intellectuelle française, on pressent bien que, d'une manière plus générale, *Esprit* joua un rôle non négligeable dans l'épanouissement de leur être.

NOTES

Chapitre premier

- ¹ In *Esprit* N° 1, octobre 1932, p. 5-51.
- ² Ibid., p. 5.
- ³ Ibid., p. 19.
- ⁴ Cf. « Mounier et sa génération. Correspondance. Entretiens. » in E. Mounier, *Œuvres*, t. IV : *Recueils posthumes. Correspondance*. Paris, Ed. du Seuil, 1963, p. 409-797. [Désormais abrégé sous cette forme : E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit.]
- ⁵ Ibid., p. 415.
- ⁶ Cf. « Une vie », choix de documents, montage et textes de liaison conçus par Albert Béguin in *Esprit* N° 12, décembre 1950 (numéro spécial consacré à Emmanuel Mounier), p. 936-937.
- ⁷ Notons, d'autre part, que Mounier ne se débarrassera jamais d'un défaut de prononciation.
- ⁸ E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 417.
- ⁹ Ibid., p. 425.
- ¹⁰ Les lettres qu'il lui adresse en témoignent. Ainsi lui écrit-il le 25 avril 1925 : « (...) J'ai trouvé, lundi, en vous quittant, les dernières notes du *Groupe d'études*. » Je ne saurais vous dire ce qu'elles me font du bien, chaque fois, ces petites feuilles. A chaque envoi nouveau, je me sens pénétrer plus avant la vie intérieure de notre groupe, il me semble que je suis plus intimement vôtre. La grandeur du but à atteindre m'appelle et me stimule. Il me semble qu'en participant à cet idéal commun je deviens plus grand que moi-même : je suis épaulé par ceux qui sont arrivés, porté par l'esprit commun et la volonté de tous. (...) Vous nous conduisez à l'infini : nous devons en remplir chaque instant de notre vie pour en approcher indéfiniment, avoir l'ambition d'aller le plus haut possible sans nous fixer d'autre terme que celui que nous imposeront les événements guidés par la Providence. Dieu fera le reste...
(...)
Je ne sais pourquoi, cher Monsieur, je me suis laissé entraîner à vous écrire tout cela. Peut-être le contact plus intime que je viens de prendre avec votre groupe et votre esprit m'a-t-il fortifié, s'il est possible, dans l'assurance que je vous devrai toutes mes années à venir, et que le bien que je pourrai faire ne sera qu'un prolongement du vôtre. » Ibid., p. 419-420.
Deux ans plus tard, de Paris cette fois, Mounier renouvelle à son maître le témoignage de sa fidélité ardente. « Je suis toujours sous votre signe et sous votre impulsion. L'esprit que vous m'avez insufflé creuse en moi et grandit (...). » Ibid., p. 446.
- ¹¹ Comme il l'admettra plus tard (en 1933) à son ami Jacques Lefrancq : « Chevalier n'était pas homme à vous lancer de suite dans les grands chemins. Il encourageait mon vice : lisez peu et méditez profond. La province était calme. Je suivis donc pendant trois ans (1924-1927) tous les thèmes que je voulais de vie intérieure plus que de science philosophique, tous issus comme rameaux de mon adolescence. Il y

avait sous les toits de l'Université un petit séminaire avec cent ou cent cinquante bouquins (classiques compris) ... Je faisais de larges siestes dans de vastes prés. Je passai un an (1926-1927), pour mon diplôme, à lire Descartes, comme un homme à la campagne, et à peu près rien autre.

Et puis, tu vois ce qu'est une Faculté de province : pas de camarades, pas de conversations. J'échappais bien au sorbonnardisme. Je ne m'apercevais pas que Chevalier, en me mettant au régime débilisant, m'inoculait, sous raison de simplicité et de clarté, une autre forme de déformation scolaire. Les vastes champs que j'avais dû côté de ma vie intérieure et de quelques thèmes personnels inépuisables permettaient l'évasion et avortaient la révolte. » Ibid., p. 418.

¹² Il l'admet dans la même lettre à Jacques Lefrancq : « De l'adage familial : « Il est plus mûr que son âge », on glissa insensiblement à : « Gardons-lui sa merveilleuse enfance », « Il a bien le temps », etc. D'où freinage assez net de ce qui pouvait commencer — lectures notamment — à épanouir l'homme. (...) (Cela eut des répercussions privées aussi. Il faut m'en réjouir : on m'a définitivement soudé, en la prolongeant, à mon enfance. Mais à vingt ans j'étais encore un garçonnet aux yeux bleus, et quand on m'envoya à Paris, avec dix-huit ans d'âge psychologique et de formation générale, tout faillit casser.) » Ibid., p. 416.

¹³ Evoquant cette période, il écrit le 27 août 1933 à Jacques Lefrancq : « 1927. Paris. Tout d'un coup : isolement, découverte de la vie extérieure, invention horrifiée de la Sorbonne. (...) » Cf. « Une vie » in *Esprit* N° 12, décembre 1950, op. cit., p. 949.

¹⁴ In E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 430.

¹⁵ Ibid., p. 429.

¹⁶ Cf. « Une vie » (Lettre à sa sœur du 5 octobre 1929) in *Esprit* N° 12, décembre 1950, op. cit., p. 961.

¹⁷ E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 449. Une année plus tard, il essaie de faire partager à sa sœur aînée les sentiments d'extase qu'il a éprouvés lors d'un nouveau rassemblement : « (...) De toute la force de mon amitié, j'aurais voulu te faire partager la sérénité et la splendeur des quelques journées que j'ai passées là-haut dans les Basses-Alpes. Il n'y avait pas seulement la beauté du ciel et la pureté de l'air qui dessinait, dans les bois, chaque aiguille de mélèze. Il n'y avait pas seulement le charme recueilli de ce petit village allongé sur un plateau dans un immense berceau de montagnes. Il y avait surtout la présence comme spirituelle de cette incomparable M^{lle} Silve. Nous avions de longues conversations, où nous laissions peu à peu, à travers la simplicité, se révéler sur tous les sujets les richesses de son âme. Je n'ai jamais eu à ce point le sentiment de la présence du Saint-Esprit, ou si tu veux de l'Esprit tout court. De temps en temps, à une question posée, jaillissait une de ces formules tombées du ciel devant lesquelles on ne sait si on éprouve plus de surprise que d'émotion. Je te ferai lire ce que nous avons relevé. C'est vraiment la direction la plus sûre, la plus discrète et la plus haute en même temps que j'aie rencontrée... L'esprit de M^{lle} Silve est celui de Jeanne d'Arc. C'est ce même esprit qui lui fait penser que sa responsabilité principale n'est pas auprès de ses sœurs « Davidées », mais en terre de mission auprès de toutes les autres. Tu ne saurais croire la joie avec laquelle je rencontre pareil milieu. » Cf. « Une vie » in *Esprit* N° 12, décembre 1950, op. cit., p. 960-961.

¹⁸ Cf. E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 461-474.

¹⁹ Ibid., p. 474.

²⁰ E. Mounier, Marcel Péguy et Georges Izard, *La Pensée de Charles Péguy*, Paris, Plon, 1931.

²¹ « Depuis Péguy, je vis possédé de Jeanne d'Arc. Moi qui aime si peu ce genre d'exercice, j'ai défilé pour elle, dimanche matin, au milieu de trente mille participants, parmi les fleurs et la foule avec une pensée de dévotion pour elle, alors que beaucoup ne songeaient qu'à mobiliser les forces *AF*, *Jeunesse Patriote* ou *Suffrage des femmes*. » E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 446.

²² E. Mounier, « La vision des hommes et du monde » in *La pensée de Charles Péguy*, op. cit., p. 60.

²³ Ibid., p. 104.

- ²⁴ Ibid., p. 75.
- ²⁵ Ibid., p. 105.
- ²⁶ Ibid., p. 115-116.
- ²⁷ Ibid., p. 187 ss.
- ²⁸ Ibid., p. III-IV.
- ²⁹ Cf. notamment Eugène Weber, *L'Action française*, Trad. de l'anglais par M. Chrestien, Paris, Stock, 1964.
- ³⁰ On sait que Maurras voyait en Jésus-Christ le Juif et se méfiait du ferment oriental et révolutionnaire des Evangiles. En fait, il louait ouvertement l'Eglise catholique d'avoir trahi le christianisme en restaurant l'ordre, la tradition, la discipline, la hiérarchie du monde romain et d'avoir abandonné la conception monothéiste de la Bible.
- ³¹ Cf. E. Weber, op. cit., p. 250-288.
- ³² Ibid., p. 264.
- ³³ J. Maritain, *Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques*, Paris, Plon, 1926.
- ³⁴ Paris, Plon, 1927.
- ³⁵ « Pour les esprits qui regardent comme décidément convaincus de mensonge l'idéologie individualiste, la religion du progrès nécessaire, et tous les mythes rousseauistes dont le monde a cru vivre — mythe de la Bonté naturelle, du Démocratisme (c'est-à-dire, du peuple détenteur perpétuel et unique détenteur légitime de la souveraineté), de la Volonté générale et de la loi expression du nombre, de la liberté de chacun comme supériorité de la vérité et la justice de l'Etat comme pourvoyeur amoral du bien-être et comme souveraineté laïque absolue et illimitée, de la Nation ou de l'Humanité comme incarnation d'un Dieu immanent, etc. — il ne saurait être question de revenir en arrière, d'accorder quoi que ce soit à ces idées fausses et essentiellement surannées. » Ibid., p. 119.
- ³⁶ « Le mot de Benoît XV sur le suicide l'Europe va plus loin qu'on ne le pense. L'Europe a tué son passé. (...) Toute la douceur et la beauté, les formes, les valeurs, les images mêmes dont nos ancêtres ont vécu, qui leur faisaient la nature fraternelle et l'univers familial, et qui sont devenues tout à coup quelque chose de lointain, séparé : parfaitement digne d'admiration et de respect, mais immobilisé dans ce qui n'est plus. » Ibid., p. 154.
- ³⁷ J. Maritain, *Religion et Culture*, Paris, Desclée de Brouwer, 1930.
- ³⁸ Combien de choses (...) seraient différentes si, il y a un peu plus de soixante ans, c'était un disciple de saint Thomas qui avait écrit *Le Capital*, un livre aussi décisif que celui de Marx, mais fondé sur des principes vrais ? » Ibid., p. 51.
- ³⁹ « Le pur spirituel est activité toute immanente, c'est la contemplation, dont l'efficacité propre, pour toucher le cœur de Dieu, ne déplace aucun atome ici-bas. Le monde périt de lourdeur. Il ne rajeunira que par la pauvreté de l'esprit. » Ibid., p. 74.
- ⁴⁰ Cf. « Une vie » in *Esprit* N° 12, décembre 1950, op. cit., p. 966.
- ⁴¹ Paris, Plon, 1927.
- ⁴² Pour la fondation de la Revue, cf. J.-L. Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 1930*, Paris, Ed. du Seuil, 1969, p. 121-151.
- ⁴³ Le 27 février 1931, il écrit à sa sœur en parlant de son projet de revue : « Ce qui compte, c'est que j'aurai échappé à la carrière et que j'aurai donné son champ à ce besoin d'explosion qui s'accumule sous la surface calme aux yeux des amis. Je m'amuse bien, certains jours, à m'étonner de moi-même et de cette audace sous ma timidité et mon insuffisance. Inconnu, sans un sou, est-ce moi qui pars sur cette route ? » E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 478.
- ⁴⁴ Ibid.
- ⁴⁵ J.-L. Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 30*, op. cit., p. 125.
- ⁴⁶ Cf. sur ce point le témoignage de Louis Dulong in *Esprit* N° 12, décembre 1950, p. 976. Cf. aussi la lettre de Mounier à sa sœur (juin 1931) in E. Mounier, *Œuvres*,

- t. IV, op. cit., p. 496; et les lettres de Mounier à Maritain in « Naissance et début de la revue *Esprit* évoqués à travers les rapports de Maritain et de Mounier » in *Bulletin des Amis d'E. Mounier* N° 34-35, novembre 1969, p. 9-10.
- 47 1931 il note dans ses carnets : « Collaboration : Le problème de l'aile gauche : nous voudrions la laisser très ouverte. Maritain pense que malgré tout nous aurions à préciser des limites dès le départ. J'accepterais Jouhandeau, Malraux, etc. Maritain hésite. » Cité dans « Naissance et début de la revue *Esprit* évoqués à travers les rapports de Maritain et de Mounier », op. cit., p. 4. Mais son ouverture est celle d'un homme dont les idées politiques ne sont pas encore définies puisqu'elle englobe aussi bien la droite que la gauche. Cf. *ibid.*, p. 8-9.
- 48 In « Naissance et début de la revue «*Esprit*» évoqués à travers les rapports de Maritain et de Mounier », op. cit., p. 8.
- 49 E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 489-490.
- 50 *Ibid.*, p. 490.
- 51 Cf. l'opinion de Maritain sur la révolution bolchévique telle que Mounier la consigne dans ses carnets personnels. *Ibid.*, p. 473.
- 52 Cf. not. Claude Fohlen, *La France de l'Entre-deux-guerres (1917-1939)*, Paris, Casterman, 1966.
- 53 E. Mounier, « Les cinq étapes d'*Esprit* », conférence donnée par E. Mounier chez Marcel Moré, le 23 décembre 1944 in *Bulletin des amis d'E. Mounier* N° 29, mars 1967, p. 15.
- 54 « En somme, en 1925, j'étais quelque chose comme un fasciste et j'aimais en avoir l'air jusqu'au ridicule : sportif, martial, portant volontiers des bottes de cavalier ou des guêtres blanches et défilant au pas cadencé dans les manifestations du Quartier Latin. » P.-H. Simon, *Ce que je crois*, Paris, B. Grasset, 1966, p. 43.
- 55 H. Davenson (pseud. de H.-I. Marrou), *Fondements d'une culture chrétienne*, Paris, Bloud et Gay, 1934 (*Cahiers de la Nouvelle Journée* N° 27), p. 12.
- 56 *Ibid.*, p. 158.
- 57 *Ibid.*, p. 10.
- 58 E. Mounier, *Révolution personaliste et communautaire*, Paris, F. Aubier, Ed. Montaigne, 1935, p. 5.
- 59 « On nous traitait comme des mouvements d'horlogerie, ne cessant de démonter, de vérifier, de perfectionner nos mécanismes : d'avance, la statistique tablait sur nous; presque pas de déchet à craindre. On comprendra mieux pourquoi lorsque j'aurai parlé de la méthode. Elle se résumait en ce principe : être toujours sur le dos de l'enfant. De huit heures à midi, de une heure et demie à six heures et demie, parfois sept, la classe n'était coupée que d'une détente d'une demi-heure, matin et soir. Les cours se succédaient sans interruption : pas d'étude libre; aucune initiative, on apprenait les leçons en classe et la récitation les sanctionnait sur le champ. De la sorte la mémoire restait toujours sous les armes : mais l'intelligence n'avait ni le temps de se mettre en branle, ni l'occasion de revenir sur l'acquis pour se l'assimiler. On le voit, il s'agissait de former des réflexes : ce jeu stupide se déroulait d'ailleurs dans une parfaite monotonie. » Pierre Emmanuel, *Autobiographies*, Paris, Ed. du Seuil, 1970, p. 36.
- 60 *Ibid.*, p. 28-31.
- 61 Jacques Lefrancq, *Oser penser*, Neuchâtel, La Baconnière, 1961, p. 149-150.
- 62 *Ibid.*, p. 155.
- 63 Pierre-Aimé Touchard, « Dernier dialogue » in *Esprit* N° 12, décembre 1950, op. cit., p. 779.
- 64 Raymond de Becker, *Livre des vivants et des morts*, Bruxelles, Ed. de la Toison d'Or, 1942, p. 60.
- 65 Il mourra mystérieusement en avril 1969 dans son appartement de Versailles où il vivait seul, s'abandonnant parfois à la drogue. Il avait publié après la guerre de nombreuses études dans la *Table Ronde*, la *Tour Saint-Jacques* et dans *Arts*. En 1951, il avait pris contact avec Jung qui l'avait recommandé au D^r Ricklin et dès

lors il avait orienté ses recherches dans le domaine de la psychanalyse. On lui devait des ouvrages sur les rêves et la sexualité, ainsi qu'une anthologie de la pornographie homosexuelle intitulée : *L'Erotisme d'en face* Paris, J.-J. Pauvert, 1964

⁶⁶ Jacques Madaule, *L'Interlocuteur*, Paris, Gallimard, 1972, p. 27.

⁶⁷ Ibid., p. 15.

⁶⁸ Ibid., p. 40.

⁶⁹ Ibid., p. 35.

⁷⁰ Cette idéalisation n'impliquait-elle pas aussi un dénigrement inconscient de cette même autorité paternelle, comme l'enseigne la psychanalyse ? Madaule admet bien dans ses souvenirs avoir été traversé de doutes angoissants sur son père et avoir pressenti en lui une « faiblesse secrète ». Ce sentiment apparaît surtout au moment de son adolescence qui coïncide précisément avec la déchéance puis avec la mort de son père. Peu de temps avant cet événement, le jeune Madaule triomphe de cet « Interlocuteur » dans une discussion sur la littérature et ce fait, d'apparence anodine, l'a profondément marqué : « J'eus alors le front de le contester en face et d'avoir raison de lui pour la première fois de ma vie. Il était très malade et n'en pouvait plus. Je ne me suis jamais pardonné cette atroce victoire (...). » Ibid., p. 83.

⁷¹ Ibid., p. 191.

⁷² Cf. Lettre de J. Maritain à E. Mounier in « Naissance et début de la revue *Esprit* évoqués à travers les rapports de Maritain et de Mounier », op. cit., p. 5.

⁷³ Cf. Jean Sylvestre (pseud. de E. Mounier), « Temporel et spirituel » in *Aux Davidées* N° 10, juillet 1931.

⁷⁴ E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 485-486.

⁷⁵ Ibid., p. 478.

Quelques semaines plus tard, le 7 mai 1931, il insiste auprès de J. Chevalier sur une autre raison d'être de son projet. « Je crois que parce que nous mourons d'une certaine littérature, il est bon précisément de susciter le contrepoison spécifique, donc de ne pas négliger la littérature, au meilleur sens. Il faut voir combien sur les générations plus d'influence passe par elle que par nous philosophes : je vois les ravages de Gide, et d'autres. La tactique est alors, comme saint Paul, d'occuper la place. » Ibid., p. 487.

⁷⁶ Cf. « Naissance et début de la revue *Esprit* évoqués à travers les rapports de Maritain et de Mounier », op. cit., p. 20.

⁷⁷ Ibid., p. 23.

⁷⁸ Ibid., p. 24-25.

⁷⁹ Ibid., p. 26-28.

⁸⁰ Ibid., p. 28.

⁸¹ Ibid.

⁸² Au lendemain de cet entretien, il lui écrit : « Bien cher Monsieur, vous savez combien nous avons été touchés par vos paroles. (...) »

Nous avons eu à découvrir certaines valeurs qui n'avaient pas été pensées spirituellement. Il n'est pas étonnant que, avant de les transfigurer, nous soyons un moment ballottés par des influences étrangères. Mais votre point de vue est au cœur du nôtre. Nous n'avons nul effort à faire pour le rejoindre. Le détachement que vous nous demandiez, nous l'avons reconnu hier en nous. Le matin même où paraissait notre premier numéro, j'ai demandé à Dieu de faire éclater notre œuvre de l'intérieur si elle n'entrait pas dans ses vues. Sans ce renoncement, il n'est pas d'attachement véritable. Nous vivons dans une ligne de témoignage, et non de succès. Il suffit que cette disposition soit au centre et rayonne le plus loin possible.

Nous avons décidé de réagir très vivement contre l'arrivisme intellectuel de certains prophètes sommaires et prétentieux, jusqu'aux ruptures s'il le faut; de marquer très nettement (je le fais dans le numéro de décembre) que nous sommes des fils de l'esprit avant d'être des partisans de la révolution; de mettre au premier plan de nos soucis, avant toute collaboration, la pureté de l'homme et du ton. » Ibid., p. 31.

⁸³ Ibid., p. 32.

⁸⁴ Ibid., p. 34-35.

⁸⁵ Ibid., p. 35.

⁸⁶ Ibid., p. 36.

⁸⁷ Ibid., p. 42.

⁸⁸ « Cette « Troisième Force », telle qu'elle se présente dans le concret, malgré ses bonnes intentions, n'est en réalité qu'une « Force numéro 2 bis », qui subit le prestige de la révolution communiste en croyant lutter d'une manière indépendante. Cela se voyait dès le début, quand elle disait accepter la *critique* marxiste : comme si les principes de la *solution* n'étaient pas engagés dans la critique. On veut *réussir* la révolution : aussitôt fonctionne la vieille trahison dénoncée par Péguy, trahison de la « mystique » de la révolution spirituelle par les politiciens de cette révolution. (...) Une sérieuse question de confiance se pose dès lors : en pareil cas, le devoir est de rompre nettement et immédiatement. Sinon, on s'expose à d'amers regrets, et la conscience reprochera un jour d'avoir livré par faiblesse ce qu'on a pour devoir de défendre. C'est devant Dieu que je vous parle de ces choses, mon cher Emmanuel. » Ibid., p. 43.

⁸⁹ Ibid., p. 48.

⁹⁰ Ibid.

⁹¹ Ibid., p. 49.

⁹² Ibid., p. 50.

⁹³ Ibid., p. 51.

Chapitre II

¹ E. Mounier, « Refaire la Renaissance » in *Esprit* N° 1, octobre 1932, p. 5.

² On se souvient du message du Christ : « Ne pensez pas que je sois venu apporter la paix sur la terre; je suis venu apporter non la paix, mais l'épée. Je suis venu mettre la division entre le fils et son père, entre la fille et sa mère, entre la belle-fille et sa belle-mère. » Matth. 10 : 34-36.

³ Ibid., p. 6.

⁴ Titre d'un paragraphe de « Refaire la Renaissance » republié dans *Révolution personnelle et communautaire*, Paris, Ed. Montaigne, 1935, p. 21.

⁵ E. Mounier, « Refaire la Renaissance », op. cit., p. 36.

⁶ In *Nouvelle Revue Française* N° 231, décembre 1932, p. 824.

⁷ E. Mounier, « Bilan spirituel : court traité de la mythique de gauche » in *Esprit* N° 66, mars 1938, p. 886.

⁸ Cf. not. E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme » in *Esprit* N° 49, octobre 1936, p. 13-14.

⁹ E. Mounier, « Refaire la Renaissance », op. cit., p. 6.

¹⁰ Ibid., p. 20.

¹¹ Ibid., p. 18.

¹² Ibid., p. 22.

¹³ Ibid., p. 19.

¹⁴ Ibid., p. 15.

¹⁵ Ibid., p. 11.

¹⁶ Ibid., p. 26.

¹⁷ « Aimons ce qui est jeune et foisonne », exhorte-t-il ses camarades dans « Refaire la Renaissance ». La vertu de la jeunesse, explique-t-il alors, « est d'être la jeunesse, c'est-à-dire cette pureté intérieure, cette bonne grâce, cette fraîcheur et cette abondance que l'on voit particulièrement dans ces choses qui viennent de naître. Nous devons être jeunes et nouveaux, non parce que l'être est mouvement, mais parce

que la durée matérielle momifie, et qu'il n'est qu'un moyen de rester purs, de bonne grâce, frais et féconds, qui est de renaître toujours. » Ibid., p. 40.

¹⁸ E. Mounier, « Plaidoyer pour l'enfance d'un siècle » in *Révolution personaliste et communautaire*, Paris, Ed. Montaigne, coll. « Esprit », 1935, p. 5-8.

¹⁹ Du reste, dans ce « Plaidoyer pour l'enfance d'un siècle », Mounier associe assez nettement sa vocation à celle du Christ dont il imite le témoignage : « Une nouvelle jeunesse est née, un peu raidie, un peu simplifiée peut-être dans ses gestes encore inadaptés : mais elle a vu la misère, et sa vie en a été transformée. La prospérité permet le jeu et masque l'injustice. La misère serre l'homme sur ses problèmes essentiels et découvre par larges nappes les péchés d'un régime. L'expérience ou la proximité de la misère, voilà notre baptême du feu. Le corps tout blessé du prolétariat comme un Christ en croix, les pharisiens autour, et la joie des marchands, et les apôtres qui ont fui, et notre indifférence comme la nuit abandonnée sur le Calvaire. Nous-mêmes, qui tâchons de remonter la pente, portant notre misère : d'être encore protégés et de consentir à l'être; ainsi chaque clocher, pour l'humilité de chaque église, dresse vers le ciel le coq du reniement. Nouvelle victoire de l'enfance, qui nous a découverts démunis et faibles. » Ibid., p. 9.

²⁰ In *Esprit* N° 8, mars 1933, p. 228-234.

²¹ Ibid., p. 230.

²² E. Mounier, « Plaidoyer pour l'enfance d'un siècle » in *Révolution personaliste et communautaire*, op. cit., p. 5-7.

²³ E. Mounier, « Lettre ouverte sur la démocratie » ibid., p. 222.

²⁴ E. Mounier, « Argent et vie privée » in *Esprit* N° 13, octobre 1933, p. 57.

²⁵ Et il ajoutait : « L'idiot, c'est de ne pas me sentir à mon rang parmi les hommes, mais minuscule entre les hommes, impuissant à chaque instant devant une réalisation. Impuissant parfois jusqu'à la stupidité ou l'ataxie. » E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 440.

²⁶ Ibid., p. 523.

²⁷ Ibid., p. 522.

²⁸ « ... Nous voyons un monde jeune et vivant étouffer dans des vêtements centennaires », écrit-il dans son « Plaidoyer pour l'enfance d'un siècle ». « Ce déblayage de formes mortes qui oppriment à chaque moment le développement même des valeurs éternelles, et les empêche de rester elles-mêmes, les emprisonnent dans l'éphémère, qui l'assurera, si ce n'est ceux qui tâchent à porter la jeunesse de l'esprit. » « Plaidoyer pour l'enfance d'un siècle », op. cit., p. 12.

²⁹ Toujours dans son « Plaidoyer », il écrit : « Toute décision part d'un déchirement. Ce fut le nôtre. Non seulement des hommes servent à la fois ouvertement Dieu et Mammon : on peut parer un danger effronté. Mais les mots eux-mêmes que l'on croit purs cachent le mensonge et la duplicité à force de vivre parmi les hommes doubles. Nous rompons avec ces hommes, nous briserons ces mots, et nous travaillerons à purifier ces valeurs auxquelles leurs ennemis mêmes, dans le malentendu actuel, sont plus d'une fois profondément fidèles. » Ibid., p. 12.

³⁰ E. Mounier, « Refaire la Renaissance », op. cit., p. 7.

³¹ Ibid., p. 25-26.

³² Ibid., p. 30.

³³ Ibid., p. 27.

³⁴ « Cependant, l'appétit aiguïté, il est rongé en dessous par l'envie de ce qui le dépasse tout autour. Les facilités de la matière nous fabriquent un double troupeau : d'adipeux psychiques prêts à compromettre la paix dans des pacifismes de tranquilles, et d'irrités que l'envie a établis en habitude permanente de discorde, préparés à toutes les guerres. » Ibid.

³⁵ Ibid., p. 29.

³⁶ In *Esprit* N° 13, octobre 1933, p. 55-67.

³⁷ Ibid., p. 57-58.

- ³⁸ Ibid., p. 58.
- ³⁹ Ibid.
- ⁴⁰ Ibid.
- ⁴¹ E. Mounier « La vision des hommes et du monde » in *La pensée de Charles Péguy*, op. cit., p. 139.
- ⁴² Mounier relèvera en juin 1934 : « Il n'est à peu près personne aujourd'hui, de l'extrême droite à l'extrême gauche, qui ne fasse profession d'anticapitalisme » et il ajoutera : « Ainsi va la mode. » Cf. « Anticapitalisme » in *Esprit* N° 21, juin 1934, p. 2. Deux ans plus tard, il anticipera avec clairvoyance : « L'histoire désignera sans doute l'anticapitalisme comme le lieu commun le plus fortuné des années 1930. » Cf. « Manifeste au service du personnalisme », in *Esprit* N° 49, octobre 1936, p. 129.
- ⁴³ E. Mounier, « Anticapitalisme », op. cit., p. 3.
- ⁴⁴ Ibid., p. 4.
- ⁴⁵ Ibid., p. 4 et 5.
- ⁴⁶ E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme », op. cit., p. 17.
- ⁴⁷ Ibid. Cf. aussi E. Mounier, « De la propriété capitaliste à la propriété humaine » in *Esprit* N° 19, avril 1934, p. 11.
- ⁴⁸ E. Mounier, « Confessions pour nous autres chrétiens », in *Esprit* N° 6, mars 1933, p. 875.
- ⁴⁹ Mounier, « Principe d'un rassemblement » in *Révolution personnaliste et communautaire*, op. cit., p. 114-115.
- ⁵⁰ « Une collaboration parfaite serait totalitaire, au sein d'une communauté sans défaut. Chacun s'y accomplirait selon toutes ses exigences propres, et dans cet épanouissement de soi à la fois ordonné et suprêmement libre, rejoindrait tous les autres dans une même conception exhaustive de l'univers et de l'homme. Tel est le lien proprement religieux. » Ibid., p. 113-114.
- ⁵¹ Ibid., p. 115.
- ⁵² E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme », op. cit., p. 70.
- ⁵³ E. Mounier, « Anticapitalisme » in *Révolution personnaliste et communautaire*, op. cit., p. 193.
- ⁵⁴ Ibid., p. 197.
- ⁵⁵ Ibid., p. 193.
- ⁵⁶ Ibid., p. 197.
- ⁵⁷ E. Mounier, « Lettre ouverte sur la démocratie » in *Révolution personnaliste et communautaire*, op. cit., p. 225.
- ⁵⁸ Cf. not. E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme », op. cit., p. 183-184.
- ⁵⁹ E. Mounier, « Pour une technique de moyens spirituels. III — Vers de nouvelles formes d'action » in *Esprit* N° 29, février 1935, p. 739.
- ⁶⁰ « Appelons régime totalitaire tout régime dans lequel une aristocratie (minoritaire ou majoritaire) d'argent, de classe ou de parti assume, en lui imposant ses volontés, les destins d'une masse amorphe — fût-elle consentante et enthousiaste, et eût-elle par là même l'illusion d'être réfléchie. Exemples à des degrés divers : les « démocraties » capitalistes et étatistes, les fascismes, le communisme stalinien. » E. Mounier, « Lettre ouverte sur la démocratie » in *Révolution personnaliste et communautaire*, op. cit., p. 222.
- ⁶¹ Cf. not. E. Mounier, « Confessions pour nous autres chrétiens », op. cit., p. 888.
- ⁶² Paul Archambault, « Démocratie et Révolution » in *L'Aube*, 21 janvier 1934, cité par François Mayeur, *L'Aube, étude d'un journal d'opinion*, Paris, A. Colin, 1966 p. 169.
- ⁶³ E. Mounier, « Lettre ouverte sur la démocratie » in *Révolution personnaliste et communautaire*, op. cit., p. 221.
- ⁶⁴ Ibid.
- ⁶⁵ E. Mounier, « Plaidoyer pour l'enfance d'un siècle » in *Révolution personnaliste et communautaire*, op. cit., p. 12.

- ⁶⁶ E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme », op. cit., p. 102.
- ⁶⁷ E. Mounier, « La femme aussi est une personne » in *Esprit* N° 45, juin 1936, p. 293-294.
- ⁶⁸ E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme », op. cit., p. 113.
- ⁶⁹ E. Mounier, « Lettre ouverte sur la démocratie » in *Révolution personnaliste et communautaire*, op. cit., p. 223.
- ⁷⁰ E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme », op. cit., p. 206.
- ⁷¹ E. Mounier, « La vision des hommes et du monde » in *La pensée de Charles Péguy*, op. cit., p. 108.
- ⁷² Ibid., p. 104.
- ⁷³ « (...) La déchéance commence au sein même de la mystique par une lourdeur qui s'introduit en elle dès le premier moment où la vie spirituelle s'est laissée gagner aux durcissements de la pensée toute faite. Une inspiration jeune nous anime, nous ne prenons pas la peine de la renouveler pour la maintenir vivante, nos habitudes y poussent leurs crampons, elle meurt en nous de notre appropriation; (...) » Ibid., p. 108-109.
- ⁷⁴ Ibid., p. 111.
- ⁷⁵ Ibid., p. 114.
- ⁷⁶ L'autorité est vécue comme une instance extrêmement persécutrice et à plusieurs reprises on le voit fantasmer son propre martyre. Ainsi, le 29 février Mounier écrit à Jacques Chevalier à l'occasion de la mort du P. Pouget et termine sa lettre en ces termes : « Depuis quelques jours je me prépare à la mort. Je parle sérieusement. J'ai appris d'un confident de Daladier que le gouvernement est préoccupé par une seule chose actuellement : on sait que l'Italie va occuper l'Albanie dans deux mois, et que la Yougoslavie attend une guerre comme le Messie qui refera son unité. Voilà dans quelles pensées un régime nous oblige à passer nos jeunesses. Peut-être bien n'y a-t-il plus que le martyre au pilon et en série pour résoudre les problèmes. A Dieu vat ! J'ai appris le renoncement il n'y a pas très longtemps et que c'est au fond la lutte de l'Espérance contre les espoirs. » E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 520-521.
- ⁷⁷ E. Mounier, « Destin du spirituel », in *Esprit* N° 5, février 1933, p. 821.
- ⁷⁸ « Non seulement les hommes s'enferment et se séparent dans des partis politiques, dans des partis charnels, mais de leurs fidélités spirituelles elles-mêmes ils font des partis spirituels qui introduisent les mœurs partisans là où elles n'ont que faire. Pour reprendre la plus actuelle des formules de Péguy, ils ravalent tout débat « mystique » sur le plan « politique ». E. Mounier, « Principe d'un rassemblement » in *Révolution personnaliste et communautaire*, op. cit., p. 119.
- ⁷⁹ On retrouve dans l'attitude de Mounier la position typique de l'adolescent contestataire telle que l'ont définie dans *L'univers contestationnaire* (Paris, Payot, 1969) deux membres éminents de la Société française de psychanalyse sous le pseudonyme d'André Stéphane. Ces auteurs rappellent qu'un dénigrement systématique de l'autorité et de ses symboles peut exprimer un refus absolu de s'identifier au père, c'est-à-dire signifier une volonté inconsciente de supprimer purement et simplement le désir de devenir « père ». Ce faisant, le « contestataire » se maintient dans une position régressive d'essence narcissique, antérieure à la naissance du conflit œdipien. Evitant systématiquement l'Œdipe, non seulement il n'affrontera pas le père mais cherchera à prouver que ce dernier n'existe pas. Il se manifestera par une attitude de refus absolu du monde extérieur et ses positions intellectuelles seront avant tout négatives. En effet, comme l'explique fort bien A. Stéphane, le « contestataire » va nier la réalité et la rationalité, c'est-à-dire ce qui est établi et plonge ses racines dans l'histoire, « tout ce dont l'existence remonte au passé, c'est-à-dire au père ». Op. cit., p. 28. Par conséquent, il va s'employer à refuser le poids de son héritage comme s'il cherchait à nier sa propre filiation pour se situer dans un univers radicalement nouveau, création d'une génération spontanée. Cette position psychologique serait due en partie à un défaut d'intégration de l'analyse, défaut qui se manifestera en l'occurrence dans l'attitude de haine et de mépris que le « contestataire » adoptera à l'égard de l'argent, symbole des matières fécales.

Un problème restera sans cesse en suspens : celui de l'identification. N'ayant pas franchi le passage du conflit œdipien, le « contestataire » ne parviendra pas à intégrer les valeurs paternelles pour les dépasser. Il s'accrochera à des identifications factices. Il sera donc inauthentique, ce qui apparaîtra dans le caractère velléitaire de ses aspirations et dans la nature éphémère des influences qu'il subira, et aussi dans le choix qu'il fera d'idéaux très lointains, indéfinis, vagues et abstraits, qui expriment un « Idéal du Moi » qui a gardé de manière excessive son essence narcissique.

- ⁸⁰ E. Mounier, « Refaire la Renaissance », op. cit., p. 40.
- ⁸¹ Ibid., p. 33.
- ⁸² E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme », op. cit., p. 61-62.
- ⁸³ Ibid., p. 16.
- ⁸⁴ « La matière isole, découpe, simule des figures. L'individu, c'est la dissolution de la personne dans la matière. Pléonasme : l'individu c'est, tout court, la dissolution de la personne; ou encore la reconquête de l'homme par la matière, qui sait singer. » E. Mounier, « Qu'est-ce que le personnalisme ? » in *Esprit* N° 27, décembre 1934, p. 359.
- ⁸⁵ « (...) Il n'y a de vrai bourgeois que le petit bourgeois. » E. Mounier, « Confession pour nous autres chrétiens », op. cit., p. 896.
- ⁸⁶ E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme », op. cit., p. 99.
- ⁸⁷ Ibid., p. 18.
- ⁸⁸ Ibid., p. 99.
- ⁸⁹ E. Mounier, « Pour une technique des moyens spirituels. II — La Révolution personnelle » in *Esprit* N° 27, décembre 1934, p. 411.
- ⁹⁰ E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme », op. cit., p. 118.
- ⁹¹ Ibid.
- ⁹² « Il prend des Assurances et des Assurances. (...) La vie du bourgeois est ordonnée au bonheur. Le bonheur c'est-à-dire l'installation, la jouissance à la portée de la main comme la sonnette du domestique, reposante, non sauvage, assurée. *Aurea mediocritas*. Une médiocrité tout en or. Elle est ordonnée à la propriété; c'est-à-dire au sentiment de la solidité du confort. Le souci du chrétien est d'être, lui n'a pour but que d'avoir. Ecoutez-le dire : ma femme, mon auto, mes terres, on sent bien que ce qui compte, ce n'est pas femme, auto, terres, mais le possessif charnu. C'est pour cela qu'il aime l'argent : il faut être avare pour ne pas laisser de prise au destin. (...) C'est pour cela qu'il aime l'action, qui entretient la bonne humeur et donne la puissance. » E. Mounier, « Confessions pour nous autres chrétiens », op. cit., p. 895.
- ⁹³ E. Mounier, « Certitudes de notre jeunesse » in *Esprit* N° 8, mai 1933, p. 231.
- ⁹⁴ E. Mounier, « Confessions pour nous autres chrétiens », op. cit., p. 893.
- ⁹⁵ Ibid., p. 892-893.
- ⁹⁶ Cf. not. E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 505.
- ⁹⁷ Il n'est pas facile de reconstituer les rapports de Mounier avec ses parents des quelques lettres qui ont été conservées en témoignage de cette relation filiale. On peut néanmoins présumer que les idées de Mounier et celles de ses parents ne s'accordaient pas dans une harmonie sans mélange depuis la publication d'*Esprit*. Le 15 février 1934, il écrit à sa fiancée : « ... Je me suis levé avec un sale cafard ce matin, ah ! mais là, pendant deux heures, cela a sérieusement flanché. » Or, une des causes de ce cafard semble être une lettre de sa mère lui exprimant son désaccord sur le « ton d'*Esprit* » : « La lettre de maman... Alors de nouveau, problème sur le ton d'*Esprit* (et son avenir en dépend peut-être) : comment accorder la dureté, l'indignation nécessaires et l'amour que nous devons rayonner sur le monde barbare ? » E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 545.
- ⁹⁸ Loubet del Bayle dans son étude sur les « non-conformistes des années 1930 » a bien montré que le mot révolution était devenu « le mot de passe de toute une génération ». J.-L. Loubet del Bayle, *Les non-conformistes des années 1930*, op. cit., p. 27.

- ⁹⁹ Dans son « Plaidoyer pour l'enfance d'un siècle » il explique : « Il a bien fallu se rendre à l'évidence : l'inquiétude n'était pas seulement dans les sensibilités trop précieuses, elle suintait d'un mal profond. Minée par lui, la machine institutionnelle s'est disloquée. Nous avons été ainsi rejetés à la fois sur nous-mêmes, sur nos fautes, sur nos carences, et hors de nous-mêmes, dans le trouble des institutions et des pays. (...) »
La misère est passée avec son cortège de grandeurs. Voilà la clé. Quiconque ne ressentira d'abord la misère comme une présence et une brûlure en soi nous fera des objections vaines et des polémiques à faux. (...) Nous avons découvert le jeu et les ressorts profonds, plus profonds qu'une crise économique, de ce que nous avons appelé, pour ne pas faire injure à l'ordre, le désordre établi. Dans les institutions et dans les hommes autour de nous, *en nous*, nous ne cesserons de le dénoncer et de le poursuivre, » in *Révolution personaliste et communautaire*, op. cit., p. 11.
- ¹⁰⁰ E. Mounier, « Certitudes de notre jeunesse », op. cit., p. 229.
- ¹⁰¹ E. Mounier, « La révolution contre les mythes » in *Esprit* N° 18, mars 1934, p. 914.
- ¹⁰² Ibid.
- ¹⁰³ E. Mounier, « Manifeste au service du personalisme », op. cit., p. 209-210.
- ¹⁰⁴ E. Mounier, « Deuxième année » in *Esprit* N° 11-12, septembre 1933, p. 667. Et en septembre 1934, faisant le bilan de l'année écoulée, Mounier explique : « Faut-il avouer une fois de plus nos insuffisances ? Nous avons tout à faire, tout à refaire, jusqu'à apprendre comment parler aux hommes. Comment notre travail ne serait-il pas tout mêlé de maladresses, de tâtonnements, d'obscurités — les premières plus sensibles aux gens de lettres, les seconds aux doctrinaires, les dernières au plus grand public que nous désirons toucher. Maladresses, tâtonnements, obscurités ne seraient dangereux que si nous nous y complaisions. Il s'agit de savoir si l'on nous fait confiance; et si oui, alors on partage les vicissitudes et les accidents de la route. » Cf. « Troisième année » in *Esprit* N° 23-24, septembre 1934, p. 694.
- ¹⁰⁵ Ainsi, par exemple, Mounier expose dans une lettre à sa fiancée au lendemain du 6 février 1934 les raisons d'un « cafard ». « Tout cela s'est multiplié, tirailé de toutes les discussions intérieures sur les responsabilités à prendre ou à ne pas prendre, l'effroi de ces gens qui m'écrivent : « Nous attendons avec impatience le numéro de mars, pour savoir ce que nous avons à faire. » Et le regard sur mes pauvres incertitudes où les hommes s'accrochent avec leur foi, avec leur âme. » in *Œuvres*, t. IV, p. 545.
- ¹⁰⁶ E. Mounier, « Le Manifeste au service du personalisme », op. cit., p. 12.
- ¹⁰⁷ Ibid., p. 13.
- ¹⁰⁸ On doit le terme « personalisme » à Renouvier qui l'a utilisé dès 1903 pour qualifier sa philosophie.
- ¹⁰⁹ In *Esprit* N° 27, décembre 1934, p. 357-367.
- ¹¹⁰ Ibid., p. 357-358.
- ¹¹¹ E. Mounier, « Manifeste au service du personalisme », op. cit., p. 57.
- ¹¹² E. Mounier « Refaire la Renaissance » in *Révolution personaliste et communautaire*, op. cit., p. 64. Cf. le texte original : « Entrés en communion vivante avec l'univers qui s'efforce à être, il nous est impossible de nous contenter avec lui d'une attitude spéculative. Notre intelligence est sortie de nous-mêmes pour aller puiser en pleine chair de l'être la nourriture dont elle fera nos esprits. » Le reste est identique. In *Esprit* N° 1, p. 51.
- ¹¹³ E. Mounier, « Qu'est-ce que le personalisme ? » in *Esprit* N° 27, décembre 1934, p. 359.
- ¹¹⁴ Ibid., p. 359-360.
- ¹¹⁵ Ibid., p. 364.
- ¹¹⁶ Ibid., p. 365. D'autre part, dans le « Manifeste au service du personalisme », il écrit : « Une personne est un être spirituel constitué comme tel par une manière de subsistance et d'indépendance dans l'être; elle entretient cette subsistance par son adhésion à une hiérarchie de valeurs librement adoptées, assimilées et vécues par

un engagement responsable et une constante conversion; elle unifie ainsi toute son activité dans la liberté et développe par surcroît, à coup d'actes créateurs, la singularité de sa vocation. » Mais il ajoute aussitôt : « Si serrée qu'elle veuille être, on ne peut prendre cette désignation pour une véritable définition. La personne, en effet, étant la présence même de l'homme, sa caractéristique dernière n'est pas susceptible de définition rigoureuse. » E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme », op. cit., p. 57.

¹¹⁷ E. Mounier, « Refaire la Renaissance », op. cit., p. 10.

¹¹⁸ E. Mounier, « Révolution personnaliste et communautaire », op. cit., p. 550.

¹¹⁹ Ibid., p. 551.

¹²⁰ E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme », op. cit., p. 77.

¹²¹ Ibid.

¹²² E. Mounier, « Révolution communautaire », op. cit., p. 560.

¹²³ E. Mounier, « Argent et vie privée » in *Esprit* N° 13, octobre 1933, p. 56.

¹²⁴ E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme », op. cit., p. 77.

¹²⁵ Ibid., p. 82.

¹²⁶ Ibid., p. 86.

¹²⁷ Ibid., p. 57 ss.

¹²⁸ Ibid., p. 88.

¹²⁹ Ibid., p. 89.

¹³⁰ Ibid.

¹³¹ Cf. not. E. Mounier, « Les deux sources du préfascisme » in *Esprit* N° 75, décembre 1938, p. 322.

Cf. aussi : E. Mounier, « Deuxième année » in *Esprit* N° 11-12, septembre 1933, p. 666.

¹³² E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme », op. cit., p. 182.

¹³³ Ibid., p. 172.

¹³⁴ Ibid., p. 189.

¹³⁵ Ibid.

¹³⁶ Ibid., p. 187.

¹³⁷ Ibid.

¹³⁸ Ibid., p. 188.

¹³⁹ Ibid., p. 179.

¹⁴⁰ Ibid., p. 179.

¹⁴¹ Ibid., p. 144.

¹⁴² Ibid., p. 148.

¹⁴³ Ibid., p. 149.

¹⁴⁴ Ibid.

¹⁴⁵ Ibid., p. 150.

¹⁴⁶ « (...) Il [le travail] arrache l'individu à lui-même, et développe la camaraderie dans l'œuvre et la communion dans le service rendu, qui préparent des communautés plus profondes; dans la mesure où il est créateur, il s'enrichit d'une joie plus haute, qui peut s'épanouir en chant, voire en théâtre; il reçoit enfin une dernière lumière des vies qu'il entretient et du repos de l'œuvre accomplie, qui reflue du loisir sur l'instrument du loisir. » Ibid., p. 151.

¹⁴⁷ Ibid., p. 163.

¹⁴⁸ E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 494.

¹⁴⁹ Ibid., p. 492.

¹⁵⁰ C'est ainsi qu'il caractérise Izard dans un passage non cité de cette lettre. Ibid., p. 492.

¹⁵¹ Ibid.

- 152 Ibid.
- 153 Ibid., p. 510.
- 154 Ibid., p. 516.
- 155 Ibid., p. 517.
- 156 Ainsi note-t-il dans ses carnets le 9 octobre 1932, le jour où paraît le premier numéro d'*Esprit* : « Ce matin, à la messe de neuf heures et demie à Saint-Sulpice, derrière le chœur, j'ai eu une effusion de joie et de prière jusqu'aux larmes, comme je n'en avais pas senties depuis Lourdes. La grandeur de ce jour, quelque chose comme ce que j'aurais pensé devoir éprouver le matin de mon mariage. J'étais là, debout parmi d'autres, dans l'axe du chœur. Un destin reposait-il sur moi ? Une grâce symbolique m'avait mis dans l'exacte situation du chrétien. Je n'avais pas trouvé à me confesser, je désirais vivement la communion, mais j'avais l'âme toute diminuée et ternie de faiblesse. Je ressentais l'adhésion de ce destin physique qui colle à ma vie : timidité, gaucheries, jolieses, tous les défauts de « l'âme délicate ». Et mes péchés, les péchés lents et fades. Mais toute cette splendeur qui retombait sur moi. De l'autel, la lumière des vitraux, la lumière de l'Eucharistie qui est vraiment la gloire du matin ; la lumière du regard de ce jeune prêtre, consciencieux et recueilli dans la lecture de sa messe ; derrière mon dos, après le *Sanctus*, les chœurs de l'orgue de la grand-messe commençante. Oui, il fallait en ce jour que je sois, que je me sente pénitent et privé de la consolation du matin et que cette joie qui me tirait des larmes naisse d'un cœur terni qui sentait sa ternissure sur lui comme un vieux vêtement. J'avais une ardeur de prier, et de prier de la prière la plus mécanique. Jamais peut-être je n'ai encore aussi bien senti, comme d'un cœur agité par la grâce prévenante, l'abondance qui peut bousculer la prière ; et l'*Ave* pousser l'*Ave*, l'appeler, le désirer encore, l'engendrer amoureuxment et faire de chacun un être nouveau dans le monde. C'est quelque chose peut-être de l'élan d'amour qui a fait sortir les miracles du Père. » Ibid., p. 504-505.
- 157 Ibid. p. 517.
- 158 Ibid., p. 551-552.
- 159 Cf. E. Mounier, G. Izard, « Avertissement » in *Esprit* N° 10, juillet 1933, p. 454-456.
- 160 Ibid., p. 454.
- 161 In *Esprit* N° 10, juillet 1933, p. 457-462.
- 162 Ibid., p. 457.
- 163 « Les amis d'*Esprit* ne constituent pas un parti intellectuel destiné à l'élaboration d'un dogme commun. On s'attachera à y réunir en une conversation dirigée, mais ouverte, des isolés et des représentants des divers groupements travaillant parallèlement à notre effort, qui continueront, en dehors de ce carrefour, leur œuvre propre. Ils se rencontreront sur une reconnaissance très générale de la primauté du spirituel, à savoir la primauté des valeurs de bonté sur les valeurs de culture, des valeurs de culture sur les valeurs biologiques, et de toutes celles-là sur les valeurs matérielles, cette hiérarchie s'achevant pour certains vers le haut, sans que les autres en soient gênés, en des valeurs religieuses. » Ibid., p. 458.
- 164 E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 548.

Chapitre III

¹ Lausanne, Ed. des Lettres de Lausanne, 1929, 51 p.

² Ibid., p. 7.

³ Ibid., p. 8.

⁴ Ibid., p. 10.

⁵ « Je revois ce fond de jardin où l'on trouve des cloportes dans la toile mouillée d'une tente d'Indiens, des petites guerres mystérieuses, avec des ennemis et des alliés

imaginaires, des jeux en cachette, odeurs de peaux, comme dans un rêve, des matins de dimanche sonores et tout propres, la cuiller d'huile de foie de morue avant le repas, et le monsieur qui racontait gravement des choses qu'on ne comprend pas, la prière du soir pour qu'il fasse beau demain, Michel Strogoff et Rémy un fils vaincu, les tours de carrousel, les chemins dans la forêt en automne, des jeux, des feuillages, des rêveries, des recoins, une longue aventure sérieuse et incertaine, un peu sale et un peu divine, baignée d'une très vague angoisse que l'on fuyait avec des bonheurs fous dans les bras maternels, ou bien ces promenades en tenant la forte main du père qui fait de longs pas réguliers... » Ibid., p. 11.

⁶ Ibid., p. 22.

⁷ Ibid., p. 27.

⁸ Ibid., p. 22.

⁹ Ibid., p. 43.

¹⁰ Ibid.

¹¹ Ibid., p. 8.

¹² Ibid., p. 39.

¹³ Ibid., p. 13.

¹⁴ Ibid., p. 24.

¹⁵ Ibid., p. 7.

¹⁶ Ibid., p. 8.

¹⁷ Ibid., p. 35.

¹⁸ Ibid., p. 33.

¹⁹ Ibid., p. 43.

²⁰ Ibid., p. 26.

²¹ Ibid., p. 25.

²² Ibid., p. 17.

²³ Ibid., p. 24.

²⁴ Ibid., p. 7.

²⁵ « L'anarchiste que j'aime est simplement un homme libre qui a une foi (ou un amour) et qui s'y consacre. (Mais alors !... Je vois à votre mine stupidement rassurée que vous vous dites : c'est tout à fait moi ! Détrompez-vous. Vous ne savez pas ce que c'est que *libre*, ou *consacré*.)

L'utopiste, c'est l'inventeur. Les sots vont répétant que c'est un être qui ignore le réel. C'est justement parce qu'il le connaît mieux qu'eux qu'il y a vu des fissures et des possibilités nouvelles. Tenir compte du réel ne signifie pas s'y soumettre sans combat. L'utopiste est celui qui ne se résigne à aucun état de choses. Il est pour le mieux contre le bien. Sans lui l'humanité s'avachirait totalement. Mais il est dans l'ordre qu'elle beugle longuement tout en le suivant. » Ibid., p. 46-47.

²⁶ Lausanne, Payot (« Cahiers Romands »), 1932.

²⁷ E. Mounièr, « Prise de position » in *Esprit* N° 16, janvier 1934, p. 539-540.

²⁸ D. de Rougemont, *Politique de la personne. Problèmes, doctrines et tactique de la Révolution personnaliste*. Paris, Ed. « Je Sers », 1934. Une page de publicité, parue dans *Esprit* en novembre 1934, annoncera : « Tous les amis d'*Esprit* doivent lire ce livre de l'un d'entre eux. » in *Esprit* N° 26, novembre 1934, p. 3.

²⁹ D. de Rougemont, *Politique de la personne*, op. cit., p. 36.

³⁰ Ibid., p. 160.

³¹ Ibid., p. 7-8.

³² Ibid., p. 10.

³³ D. de Rougemont, « Qu'est-ce que la politique ? » in *Ordre Nouveau* N° 32, juin 1936, p. 1.

³⁴ D. de Rougemont, *Politique de la personne*, op. cit., p. 196.

³⁵ Ibid., p. 197.

- ³⁶ Ibid., p. 33-34.
- ³⁷ Ibid., p. 48.
- ³⁸ Ibid., p. 195.
- ³⁹ Ibid., p. 178.
- ⁴⁰ Ibid.
- ⁴¹ Denis de Rougemont, *Penser avec les mains*, Paris, Ed. A. Michel, 1936, p. 21.
- ⁴² Ibid., p. 22.
- ⁴³ Ibid., p. 32.
- ⁴⁴ *La Politique de la personne*, op. cit., not. p. 175.
- ⁴⁵ Cf. not. *Penser avec les mains*, op. cit., p. 31 ss.
- ⁴⁶ Ibid., p. 191.
- ⁴⁷ Ibid., p. 149.
- ⁴⁸ *Politique de la personne*, op. cit., p. 49.
- ⁴⁹ Ibid., p. 52.
- ⁵⁰ Ibid., p. 178.
- ⁵¹ Ibid., p. 181.
- ⁵² Ibid., p. 38.
- ⁵³ Ibid., p. 76.
- ⁵⁴ Ibid., p. 65.
- ⁵⁵ Ibid., p. 64.
- ⁵⁶ Dominique Ardouint et X. de Lignac in *L'Ordre Nouveau* N° 30, avril 1936, p. 7.
- ⁵⁷ D. de Rougemont, *Penser avec les mains*, op. cit., p. 196.
- ⁵⁸ Ibid., p. 201.
- ⁵⁹ Ibid., p. 178.
- ⁶⁰ Ibid., p. 180.
- ⁶¹ D. de Rougemont, « Qu'est-ce que la politique ? », op. cit., p. 6.
- ⁶² D. de Rougemont, *Politique de la personne*, op. cit., p. 204.
- ⁶³ Ibid., p. 22.
- ⁶⁴ Ibid.
- ⁶⁵ Ibid.
- ⁶⁶ Ibid., p. 22-23.
- ⁶⁷ Ibid., p. 61.
- ⁶⁸ Ibid., p. 61-62.
- ⁶⁹ Ibid., p. 59.
- ⁷⁰ Ibid., p. 61.
- ⁷¹ Cf. « Pour la liberté » in *L'Ordre Nouveau* N° 34, octobre 1936, p. 12 (art. signé *L'Ordre Nouveau*, conçu par D. de Rougemont).
- ⁷² D. de Rougemont, *Politique de la personne*, op. cit., p. 173.
- ⁷³ D. de Rougemont, *Penser avec les mains*, op. cit., p. 209.
- ⁷⁴ *Cahiers de la République*, 1956, N° 2, p. 90.
- ⁷⁵ A. Ulmann, « Communisme et communauté » in *Esprit* N° 9, juin 1933, p. 435. Environ une année plus tard, il évoque à nouveau ce souvenir d'enfance dans un article intitulé « Conditions nouvelles de la vie politique » : « Lorsque j'étais petit enfant, j'imaginai que les grandes personnes nous cachaient la vérité qu'elles détenaient. Comme d'autres enfants cherchent des trésors dans les jardins, j'aurais voulu découvrir cette histoire vraie et masquée. Demain le charme devait se rompre; le monde réel, nous aurions le droit de l'admirer non comme une terre promise mais comme une cité à peine devinée. Les arbres, le soleil, les hommes seraient presque les mêmes, mais pas l'ordre de toutes choses. Nous avons pu sortir de l'enfance sans échapper à ce charme très ancien : il est difficile d'ouvrir les yeux, mais on y sent l'appui de la lumière, la tache rouge qu'elle fait sous les paupières...

- Derrière les faits historiques se cache une conscience voilée des mouvements dont l'ordre nous échappe. » in *Esprit* N° 27, décembre 1934, p. 510.
- ⁷⁶ Cf. Jacques Lefrancq, « Du massacre des innocents à l'orientation pédagogique » in *Esprit* N° 62, novembre 1937, p. 229-263.
- ⁷⁷ J. Lefrancq, « L'éducation et la constitution de la personne » in *Esprit* N° 20, mai 1934, p. 217 (souligné par Lefrancq).
- ⁷⁸ B. Charbonneau, « La fabrication des bons élèves » in *Esprit* N° 62, novembre 1937, p. 201.
- ⁷⁹ Ibid., p. 216.
- ⁸⁰ A. Ulmann, « Notes sur le commandement » in *Esprit* N° 1, octobre 1932, p. 181.
- ⁸¹ A. Ulmann, « Présentation de l'Agence Havas » in *Esprit* N° 7, avril 1933, p. 110.
- ⁸² Ibid.
- ⁸³ Ibid., p. 116-122.
- ⁸⁴ A. Ulmann, « L'affaire du *Temps* : Naissance d'un esprit public » in *Esprit* N° 6, mars 1933, p. 1050-1055.
- ⁸⁵ A. Ulmann, « Présentation de la police » in *Esprit* N° 14, novembre 1933, p. 291-304. Cf. aussi « Présentation de la police. Suite » in *Esprit* N° 17, février 1934, p. 849-862.
- ⁸⁶ Ibid., p. 291.
- ⁸⁷ P. Andreu, « Un crime policier » in *Esprit* N° 20, mai 1934, p. 285.
- ⁸⁸ Ibid.
- ⁸⁹ A. Ulmann, « Les fondements humains de la révolution » in *Esprit* N° 4, janvier 1933, p. 574.
- ⁹⁰ Ibid., p. 577.
- ⁹¹ Ibid., p. 580.
- ⁹² In *Esprit* N° 1, octobre 1932, p. 129.
- ⁹³ Ibid., p. 132.
- ⁹⁴ Cf. notamment : Olivier Lacombe, « La colonisation devant la conscience chrétienne » in *Esprit* N° 6, mars 1933, p. 1013-1024; Andrée Viollis, « Quelques notes sur l'Indochine » in *Esprit* N° 15, décembre 1933, p. 401-448; et aussi : « Notre pétition sur l'Indochine » in *Esprit* N° 16, janvier 1934, p. 719-720.
- ⁹⁵ E. Humeau, « L'accomplissement des scandales » in *Esprit* N° 17, février 1934, p. 834.
- ⁹⁶ Ibid.
- ⁹⁷ Ibid., p. 838.
- ⁹⁸ B. Charbonneau, « La Publicité » in *Esprit* N° 31, avril 1935, p. 10.
- ⁹⁹ L.-E. Gale, « L'habitation privée; demeure des permanences » in *Esprit* N° 4, janvier 1933, p. 651.
- ¹⁰⁰ In *Esprit* N° 13, octobre 1933, p. 5.
- ¹⁰¹ In *Esprit* N° 13, octobre 1933, p. 6-29.
- ¹⁰² Ibid., p. 11.
- ¹⁰³ Ibid., p. 28.
- ¹⁰⁴ Il publiera après le 6 février 1934 un livre intitulé « La France veut un chef », auquel *Esprit*, par la critique de P.-H. Simon, réservera un accueil sévère. Cf. *Esprit* N° 22, juillet 1934, pp. 661-666.
- ¹⁰⁵ G. Viance, « Les enfantements monstrueux de l'argent », op. cit., p. 7.
- ¹⁰⁶ Ibid., p. 28.
- ¹⁰⁷ Ibid., p. 12.
- ¹⁰⁸ Ibid., p. 28.
- ¹⁰⁹ A. Déléage, « Argent et sport » in *Esprit* N° 13, octobre 1933, p. 110.
- ¹¹⁰ G. Zérapha, « Appel aux riches » in *Esprit* N° 13, octobre 1933, p. 125.

- ¹¹¹ Ibid., p. 129.
- ¹¹² J. Lacroix, « De la « Révolution nécessaire » au « plan » d'Henri de Man » in *Esprit* N° 17, février 1934, p. 812.
- ¹¹³ In *Esprit* N° 13, octobre 1933, p. 80-96.
- ¹¹⁴ Ibid., p. 80.
- ¹¹⁵ Ibid., p. 81.
- ¹¹⁶ Ibid., p. 82.
- ¹¹⁷ Ibid., p. 83.
- ¹¹⁸ Ibid.
- ¹¹⁹ J. Labasque, « Art et argent » in *Esprit* N° 13, octobre 1933, p. 72-79.
- ¹²⁰ Ibid., p. 72-73.
- ¹²¹ In *Esprit* N° 13, octobre 1933, p. 68-71.
- ¹²² Ibid., p. 71.
- ¹²³ A. Déléage, « Argent et sport » in *Esprit* N° 13, octobre 1933, p. 110.
- ¹²⁴ Ibid., p. 111.
- ¹²⁵ J. Labasque, « Art et argent », op. cit., p. 73.
- ¹²⁶ A. Ulmann et Sylvie Botsarron, « Mensonge de la richesse et misère de la charité » in *Esprit* N° 13, octobre 1933, p. 120.
- ¹²⁷ J. Lacroix, « De la « Révolution nécessaire » au « plan » d'Henri de Man », op. cit., p. 812.
- ¹²⁸ P.-H. Simon, « Argent et religion » in *Esprit* N° 13, octobre 1933, p. 47.
- ¹²⁹ G. Zérapha, « Appel aux riches », op. cit., p. 125.
- ¹³⁰ J. Labasque, « Art et argent », op. cit., p. 73.
- ¹³¹ A. Ulmann et Sylvie Botsarron, « Mensonge de la richesse et misère de la charité », op. cit., p. 118.
- ¹³² G. Zérapha, « Appel aux riches », op. cit., p. 138.
- ¹³³ Ibid., p. 138.
- ¹³⁴ Ibid., p. 141.
- ¹³⁵ In *Esprit* N° 1, octobre 1932, p. 134.
- ¹³⁶ Ibid.
- ¹³⁷ Ibid.
- ¹³⁸ Ibid., p. 135.
- ¹³⁹ Ibid., p. 137.
- ¹⁴⁰ Ibid., p. 129.
- ¹⁴¹ A. Déléage, « Littérature et révolution » in *Esprit* N° 9, juin 1933, p. 352.
- ¹⁴² E. Humeau, « Factionnaires endormis » in *Esprit* N° 11-12, septembre 1933, p. 774.
- ¹⁴³ G. Izard, « Révolution pour l'esprit » in *Esprit* N° 1, octobre 1932, p. 137.
- ¹⁴⁴ A. Ulmann, « L'affaire du *Temps* : Naissance d'un esprit public » in *Esprit* N° 6, mars 1933, p. 1055.
- ¹⁴⁵ J. Lacroix, « Le sens de l'évolution juridique moderne » in *Esprit* N° 4, janvier 1933, p. 654.
- ¹⁴⁶ E. Humeau, « Factionnaires endormis », op. cit., p. 775.
- ¹⁴⁷ Ibid., p. 776.
- ¹⁴⁸ Ainsi écrit-il le 8 avril 1932 à son amie Jérôme Martinaggi qui habite Casablanca : « Voulez-vous être la première d'*Esprit* à Casablanca ? Ne protestez pas, nous sommes tous des instruments modestes. Il faut simplement : 1. Qu'en attendant de vous faire relever, si vous le désirez, vous soyez quelqu'un à qui tout Casablancien (?), voulant se renseigner sur *Esprit*, puisse s'adresser. Rassurez-vous, je n'en connais aucun. 2. Que dès maintenant vous organisiez avec quelques personnes un petit groupe amical susceptible de devenir un groupe de travail. 3. Que de ce foyer brille une flamme consentante en ce petit canton, si loin de la terre. Je sais bien que

ce n'est pas au-dessus de vos forces. Et puis, je vois si bien l'adresse télégraphique : Jéro. Casa. » Cf. E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, p. 494-495.

¹⁴⁹ E. Mounier, « Deuxième année » in *Esprit* N°s 11-12, septembre 1933, p. 664.

¹⁵⁰ Ibid., p. 663.

¹⁵¹ Ibid., p. 665.

¹⁵² Cf. « Cinquante mille » in *Esprit* N° 8, mai 1933, p. 149.

¹⁵³ En novembre 1933, Mounier doit expliquer à ses lecteurs : « (...) Le problème est pour nous de remplacer les moyens héroïques instables par des moyens héroïques stables.

Nous ne supprimons pas notre souscription permanente; car elle doit rester, sans aspirer aux résultats de grande envergure, le précieux refuge du geste spontané, de l'intention personnelle. Mais nous ferons porter sur des ressources plus solides notre effort principal. » Cf. « A nos abonnés » in *Esprit* N° 14, novembre 1933, p. 176.

Dès lors il détermine trois prix d'abonnement différents pour pallier les déficits budgétaires de sa revue :

l'abonnement d'entraide à 65 francs,

l'abonnement de soutien à 100 francs,

l'abonnement « au juste prix » à 165 francs.

Pour faire admettre ce dernier montant, il explique : « Ceux de nos amis qui peuvent (...) payer la revue au prix de revient considéreront non pas comme un honneur (nous avons volontairement évité ce mot), mais comme un devoir de justice de le faire; ils affirmeront ainsi, par un sacrifice de protestation, leur volonté de défendre la pensée indépendante contre un régime qui lui refuse même l'égalité de concurrence qui est dans ses principes. » Ibid., p. 177. Il conclut ce nouvel appel à l'aide en ces termes : « En avant pour affirmer au monde de l'argent qu'il est assez de volonté agissante chez ses adversaires pour maintenir l'indépendance d'une Parole face à ses mensonges. » Ibid., p. 178.

¹⁵⁴ Cf. « Au travail » in *Esprit* N° 15, décembre 1933, p. 348.

¹⁵⁵ In *Esprit* N° 20, mai 1934, p. 208.

¹⁵⁶ « Dernier appel » in *Esprit* N° 21, juin 1934, p. 368.

¹⁵⁷ Cf. « Un carnet de timbres, s.v.p. » in *Esprit* N° 22, juillet 1934, p. 528.

¹⁵⁸ Cf. « Troisième année » in *Esprit* N° 23-24, septembre 1934, p. 688.

¹⁵⁹ Ibid.

¹⁶⁰ « Constitution des Amis d'*Esprit* » in *Esprit* N° 10, juin 1933, p. 457.

¹⁶¹ Cf. « Troisième année », op. cit., p. 689.

¹⁶² *Esprit* N° 30, mars 1935, p. 876. Lorsque nous avons voulu acquérir une ancienne collection d'*Esprit*, nous nous sommes adressés à un pasteur genevois dont le nom figurait plusieurs fois dans les listes de souscription bénévole publiées par la Revue. Nous pûmes ainsi racheter (le montant de notre versement étant destiné à une « œuvre »...) une ancienne collection de soixante numéros, soit l'équivalent de six années de publication, dont presque aucun n'avait été coupé... On peut reconnaître dans ce fait l'expression de cette bonne conscience que pouvaient se donner certains lecteurs en soutenant *Esprit*, revue « pure ».

¹⁶³ Cf. « Constitution des Amis d'*Esprit* », op. cit., p. 457-458.

¹⁶⁴ Cf. « Chronique des Amis d'*Esprit* » in *Esprit* N° 29, février 1935, p. 869.

¹⁶⁵ *Journal intérieur*, N° 2, p. 5.

Chapitre IV

¹ E. Mounier, « Les cinq étapes d'*Esprit* », conférence donnée par E. Mounier le 23 décembre 1944, cité in *Bulletin des Amis d'E. Mounier* N° 29, mars 1967, p. 13.

² Cf. « Chronique du mouvement » in *Esprit* N° 1, octobre 1932, p. 130.

³ Ibid.

- ⁴ J. Sylveire, « Contre ? » in *Esprit* N° 1, octobre 1932, p. 80-103; in *Esprit* N° 2, novembre 1932, p. 277-296; in *Esprit* N° 3, décembre 1932, p. 441-465; in *Esprit* N° 4, janvier 1933, p. 631-640.
- ⁵ In *Esprit* N° 1, octobre 1932, p. 79.
- ⁶ E. Mounier, « Pour un certain sang-froid spirituel » in *Esprit* N° 21, juin 1934, p. 417.
- ⁷ In *Esprit* N° 1, octobre 1932, p. 104-128.
- ⁸ Ibid., p. 124.
- ⁹ A. Ulmann, « Communisme et communauté » in *Esprit* N° 9, juin 1933, p. 433.
- ¹⁰ E. Mounier, « Pour un certain sang-froid spirituel », op. cit., p. 419.
- ¹¹ A. Marc et R. Dupuis, « Quelques pensées simples sur l'URSS » in *Esprit* N° 4, janvier 1933, p. 683.
- ¹² A. Ulmann, « Les fondements humains de la révolution » in *Esprit* N° 4, janvier 1933, p. 576.
- ¹³ Pierre Robert, « La mort d'une Allemagne » in *Esprit* N° 9, juin 1933, p. 298-312.
- ¹⁴ René Schwob, « Protestation d'un chrétien » in *Esprit* N° 8, mai 1933, p. 166-172.
- ¹⁵ Ibid., p. 153.
- ¹⁶ Eugène Meves, « Les vingt-cinq points d'Adolphe Hitler » in *Esprit* N° 16, janvier 1934, p. 640-650.
- ¹⁷ Cf. *Esprit* N° 16, janvier 1934, p. 650-670; *Esprit* N° 17, février 1934, p. 750-780; *Esprit* N° 18, mars 1934, p. 996-1009.
- ¹⁸ Marcel Martinet, « Le chef contre l'homme » in *Esprit* N° 16, janvier 1934, p. 541-558.
- ¹⁹ « Toutes les énergies personnelles dont l'inexorable cruauté du temps ne les a pas encore dépouillés, ils s'en dépouillent eux-mêmes et les transfèrent à ce mythe sauveur qui n'est qu'une projection d'eux-mêmes, mais qui en retour prend en charge leurs rancœurs, leurs besoins, leurs pensées et leurs vies même. Premier soulagement immédiat : ils se sont débarrassés d'un fardeau insupportable sur une puissance qui leur est extérieure et cette puissance, ils l'ont créée magique. Quand on songe à l'épuisante lassitude qui accapare et détraque le monde depuis bientôt vingt ans, on comprend ce que peut représenter un tel soulagement. L'espoir même commence à renaître avec lui.
Les hommes se démettent et ils se soumettent, sans réserve. Plus besoin de penser : le chef pense pour eux — pour eux, à leur place, et pour eux, dans leur intérêt. Leur pensée n'est plus qu'un assentiment mécanique à la pensée du chef, quelle qu'elle soit. Quant à l'action, leurs poings n'ont pas une docilité moins empressée, moins affamée d'une furieuse joie de vengeance (qui leur paraît la justice même) à démolir les ennemis du chef, qui sont leurs propres ennemis. » Ibid. p. 545-546.
- ²⁰ Ibid., p. 551.
- ²¹ Ibid.
- ²² Ibid., p. 553.
- ²³ E. Mounier, « Des pseudo-valeurs spirituelles fascistes. Prise de position » in *Esprit* N° 16, janvier 1934, p. 335.
- ²⁴ Ibid., p. 536.
- ²⁵ « Il faut d'abord, en dehors de toute position doctrinale, dire l'hommage de notre jeunesse aux hommes que nous avons rencontrés. Leur jeunesse, leur ferveur, leur combativité, après treize ans d'exercice du pouvoir qui use tant d'hommes, sont une présence capable de guérir définitivement qui les fréquente pendant quatre jours, des éloquences forcées et inhumaines de nos politiciens de droite et de gauche. Ceux mêmes qui, dans la délégation française, étaient par leur formation d'irréductibles adversaires du fascisme, ont dit publiquement la parenté profonde qu'ils ont sentie entre eux et l'élan constructif de ces générations neuves. » Cf. « *Esprit* au congrès franco-italien sur la corporation » in *Esprit* N° 33, juin 1935, p. 475.
- ²⁶ G. Duveau, « L'esprit fasciste et la mystique de la jeunesse » in *Esprit* N° 16, janvier 1934, p. 583.

- 27 Ibid., p. 586.
- 28 Ibid., p. 587.
- 29 Helvetus, « La mystique de la vie dans la révolution nationale allemande » in *Esprit* N° 16, janvier 1934, p. 633.
- 30 Ibid.
- 31 Ibid., p. 635.
- 32 E. Mounier, « Des pseudo-valeurs spirituelles fascistes. Prise de position », op. cit., p. 535-536.
- 33 Ibid., p. 537.
- 34 Cf. « Présentation de la police (II) » in *Esprit* N° 17, février 1934, p. 849.
- 35 E. Mounier, « Lettre ouverte sur la démocratie » in *Œuvres*, t. I : 1931-1939, Paris. Editions du Seuil, 1961, p. 294.
- 36 Ibid.
- 37 Ibid., p. 295.
- 38 In *Esprit* N° 18, mars 1934, p. 905-915.
- 39 Le mot revient constamment, cf. not. p. 906.
- 40 Ibid., p. 908.
- 41 Ibid.
- 42 Ibid., p. 909.
- 43 Ibid., p. 910.
- 44 Ibid.
- 45 Ibid.
- 46 Ibid., p. 911.
- 47 Ibid., p. 906.
- 48 Ibid., p. 910.
- 49 Ibid., p. 914.
- 50 Ibid.
- 51 Cf. in *Esprit* N° 18, mars 1934, p. 1057.
- 52 Ibid.
- 53 Ibid.
- 54 Ibid.
- 55 Cité par J. Fauvet, *Histoire du Parti communiste français*, t. I, Paris, Arthème Fayard, 1964, p. 143.
- 56 R. de Becker, « Faut-il passer à l'action ? » in *Esprit* N° 22, juillet 1934, p. 599.
- 57 In *Esprit* N° 26, novembre 1934, p. 182-198; in *Esprit* N° 27, décembre 1934, p. 400-421; in *Esprit* N° 29, fév. 1935, p. 733-735.
- 58 « Nous appelons révolution personnelle cette démarche qui naît à chaque instant d'une prise de mauvaise conscience révolutionnaire, d'une révolte d'abord dirigée par chacun contre soi, sur sa propre participation ou sa propre complaisance au désordre établi, sur l'écart qu'il tolère entre ce qu'il sert et ce qu'il dit servir — et qui s'épanouit au second temps en une conversion continuée de toute la personne solidaire, paroles, gestes, principes, dans l'unité d'un même engagement. » E. Mounier, « Pour une technique des moyens spirituels. II — La révolution personnelle » in *Esprit* N° 27, décembre 1934, p. 402.
- 59 Ibid.
- 60 Ibid., p. 410.
- 61 Ibid., p. 411.
- 62 Ibid.
- 63 Ibid., p. 412-413.
- 64 Ibid., p. 411.
- 65 Ibid., p. 413.

- ⁶⁶ Ibid., p. 414.
- ⁶⁷ E. Mounier, « Pour une technique des moyens spirituels » in *Esprit* N° 29, février 1935, p. 735.
- ⁶⁸ E. Mounier, « Pour une technique des moyens spirituels », in *Esprit* N° 26, novembre 1934, p. 182.
- ⁶⁹ E. Mounier, « Pour une technique des moyens spirituels (fin). III Vers de nouvelles formes d'action » in *Esprit* N° 29, février 1935, p. 734.
- ⁷⁰ E. Mounier, « Pour une technique des moyens spirituels » in *Esprit* N° 27, décembre 1934, op. cit. p. 419.
- ⁷¹ Ibid., p. 420.
- ⁷² Ibid.
- ⁷³ E. Mounier, « Pour une technique des moyens spirituels (fin). III Vers de nouvelles formes d'action », op. cit., p. 741.
- ⁷⁴ Ibid., p. 743.
- ⁷⁵ Ibid., p. 743.
- ⁷⁶ Ibid., p. 744.
- ⁷⁷ Ibid.
- ⁷⁸ Ibid.
- ⁷⁹ Ibid., p. 747.
- ⁸⁰ Cf. sous la rubrique « Révolution communautaire » : Raymond de Becker « Communautés chrétiennes » in *Esprit* N° 29, février 1935, p. 781.
- ⁸¹ Raymond de Becker, « Thèses et propositions » in Ibid., p. 759-767.
- ⁸² Ibid., p. 759.
- ⁸³ Cf. Lettre de R. de Becker à Mounier in *Esprit* N° 16, janvier 1934, p. 674.
- ⁸⁴ R. de Becker, « Faut-il passer à l'action ? » in *Esprit* N° 22, juillet 1934, p. 604.
- ⁸⁵ Ibid., p. 605.
- ⁸⁶ Ibid., p. 606.
- ⁸⁷ Cf. « Pour l'action » in *Esprit* N° 22, juillet 1934, p. 609.
- ⁸⁸ Cf. « Vers l'action organique » in *Esprit* N° 29, février 1935, p. 756.
- ⁸⁹ Ibid., p. 756.
- ⁹⁰ In *Esprit* N° 31, avril 1935, p. 126-128.
- ⁹¹ Ibid., p. 126.
- ⁹² Ibid.
- ⁹³ Ibid.
- ⁹⁴ Ibid., p. 127.
- ⁹⁵ Ibid., p. 127-128.
- ⁹⁶ Cf. « Contre Chiappe » in *Esprit* N° 32, mai 1935, p. 331.
- ⁹⁷ Ibid., p. 332-333.
- ⁹⁸ E. Mounier, « Leçon d'une campagne » in *Esprit* N° 33, juin 1935, p. 460.
- ⁹⁹ E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 558.
- ¹⁰⁰ A. Ulmann, « Conditions nouvelles de la vie politique » in *Esprit* N° 27, décembre 1934, p. 524.
- ¹⁰¹ A. Ulmann, « L'émeute contre la révolution » in *Esprit* N° 33, juin 1935, p. 460-461.
- ¹⁰² Ibid., p. 462.
- ¹⁰³ In *Esprit* N° 34, juillet 1935, p. 635-639.
- ¹⁰⁴ Ibid., p. 635.
- ¹⁰⁵ Ibid., p. 636-637.
- ¹⁰⁶ Ibid., p. 637.
- ¹⁰⁷ Ibid., p. 638.

- ¹⁰⁸ A. Ulmann, « Vers l'année décisive » in *Esprit* N° 35-36, septembre 1935, p. 823.
- ¹⁰⁹ Ibid.
- ¹¹⁰ Cf. Nicole Racine, « L'Association des Ecrivains et Artistes révolutionnaires (AEAR); la revue *Commune* et la lutte idéologique contre le fascisme (1932-1936) » in *Le mouvement social*, janvier 1966, p. 29-47.
- ¹¹¹ Ibid., p. 30.
- ¹¹² E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, p. 573.
- ¹¹³ « Unis par-dessus toute divergence, devant le spectacle des émeutes fascistes de Paris et de la résistance populaire qui, seule, leur a fait face, nous venons déclarer à tous les travailleurs, nos camarades, notre résolution de lutter avec eux pour sauver contre une dictature fasciste ce que le peuple a conquis de droits et de libertés publiques. Nous sommes prêts à tout sacrifier pour empêcher que la France ne soit soumise à un régime d'oppression et de misère belliqueuse. Nous flétrissons l'ignoble corruption. Nous lutterons aussi contre l'imposture. Nous ne laisserons pas invoquer la vertu par les corrompus et les corrupteurs. La colère que soulèvent les scandales de l'argent, nous ne la laisserons pas détourner par les banques, les trusts, les marchands de canons contre la République, contre la vraie République qui est le peuple travaillant, souffrant, pensant et agissant pour son émancipation. Nous ne laisserons pas l'oligarchie financière exploiter, comme en Allemagne, le mécontentement des foules gênées ou ruinées par elle. Camarades, sous couleur de révolution nationale, on nous prépare un nouveau Moyen Age. Nous, nous n'avons pas à conserver le monde présent. Nous avons à le transformer, à délivrer l'Etat de la tutelle du grand capital, en liaison intime avec les travailleurs. Notre premier acte a été de former un Comité de Vigilance qui se tient à la disposition des organisations ouvrières. Que ceux qui souscrivent à nos idées se fassent connaître. » Cité par Georges Lefranc in *Histoire du Front populaire*, Paris, Payot, 1965, p. 433.
- ¹¹⁴ E. Mounier, « Pour une technique des moyens spirituels », op. cit., p. 742.
- ¹¹⁵ E. Mounier, « Infiltration sentimentale ? » in *Esprit* N° 34, juillet 1935, p. 633-634.
- ¹¹⁶ En octobre 1935, Mounier cite, en note d'une prise de position antimarxiste intitulée « Notre humanisme », cette phrase qu'aurait écrite H. Lefebvre dans le « Cahier de revendication » de la *Nouvelle revue française* de décembre 1932 : « Pendant cinquante ans les problèmes de l'homme ne se poseront pas. » Cf. « Notre humanisme » in *Esprit* N° 37, octobre 1935, p. 3. En réalité Lefebvre avait écrit : « Et quelque chose devient clair : nous sommes dans une époque de transition, de destruction et de création, qui durera des années. Pendant ce temps préalable, les problèmes individuels et personnels, les problèmes du bonheur et de la joie ne se posent pas ou bien ne sont pas solubles. La vie ne sera pas délivrée avant la fin de ces années. » H. Lefebvre, « Du culte de l'Esprit au matérialisme dialectique » in *Nouvelle revue française* N° 231, décembre 1932, p. 802-803.
- ¹¹⁷ E. Humeau, « Sucrerie pour révolutionnaires » in *Esprit* N° 25, octobre 1934, p. 170.
- ¹¹⁸ « Les hommes qui se sont succédé à cette tribune ont pris un soin touchant à chercher la continuité de l'héritage culturel et les lettres de noblesse de l'humanisme socialiste. (...) Mais si nous regardons à la ligne décrite, d'Epicure à Montaigne et à la philosophie française du XVIII^e siècle (...), nous devons bien constater qu'il s'agit d'une ligne particulière de la tradition humaniste. (...) Si, comme il apparaît bien, cette lignée est pour tous préférentielle et sans doute exclusive, parlez de *votre* humanisme, et non plus de l'humanisme tout court comme si vous assumiez le monopole de l'homme. » E. Mounier, « Le Congrès international des écrivains pour la défense de la culture » in *Esprit* N° 35-36, septembre 1935, p. 797.
- ¹¹⁹ Ibid., 793-798.
- ¹²⁰ In *Esprit* N° 37, octobre 1935, p. 1-24.
- ¹²¹ Ibid., p. 4.
- ¹²² Ibid., p. 13.
- ¹²³ Ibid., p. 10.

- ¹²⁴ Ibid.
- ¹²⁵ Ibid., p. 24 (2).
- ¹²⁶ Paris, Gallimard, 1936.
- ¹²⁷ A. Cornu, *Karl Marx — l'Homme et l'Œuvre — De l'Hégélianisme au matérialisme historique*, Paris, F. Alcan, 1935.
- ¹²⁸ Marcel Moré, « Les années d'apprentissage de Karl Marx. A propos d'un livre récent » in *Esprit* N° 31, avril 1935, p. 15-30; in *Esprit* N° 33, juin 1935, p. 355-372; in *Esprit* N° 35-36, septembre 1935, p. 752-772; in *Esprit* N° 37, octobre 1935, p. 47-70.
- ¹²⁹ M. Moré, « La pensée de Marx et nous » in *Esprit* N° 40, janvier 1936, p. 565.
- ¹³⁰ Ibid., p. 568.
- ¹³¹ J. Lacroix, « Revision du socialisme » in *Esprit* N° 9, juin 1933, p. 413.
- ¹³² Ibid., p. 418.
- ¹³³ H. de Man, « Plan de travail » in *Esprit* N° 17, février 1934, p. 782-787.
- ¹³⁴ J. Lacroix, « De la « révolution nécessaire » au « plan » d'Henri de Man » in *Esprit* N° 17, février 1934, p. 814.
- ¹³⁵ A. Ulmann, « Le courage de penser », in *Esprit* N° 17, février 1934, p. 815.
- ¹³⁶ E. Mounier, « Henri de Man : L'idée socialiste » in *Esprit* N° 31, avril 1935, p. 90.
- ¹³⁷ Ibid., p. 93.
- ¹³⁸ Ibid., p. 92.
- ¹³⁹ Cf. « Notre humanisme », op. cit., p. 5.
- ¹⁴⁰ Cf. P.A. Touchard, « Notre voyage en URSS » in *Esprit* N° 37, octobre 1935, p. 668-669.
- ¹⁴¹ M. Moré, « Souvarine : Staline » in *Esprit* N° 40, janvier 1936, p. 645-653.
- ¹⁴² Ibid., p. 646.
- ¹⁴³ De son vrai nom Victor Lvovitch Kilbatchiche, Serge était le fils d'un sous-officier russe qui avait été compromis dans l'assassinat d'Alexandre II. Né en exil, il avait milité à Pétrograd au début de la révolution, avant de suivre le destin des partisans de Trotsky. Serge mourra d'une crise cardiaque en 1947 au Mexique où il vivait depuis 1939 hanté par la crainte d'être assassiné.
- ¹⁴⁴ In *Esprit*, N° 43, avril 1936, p. 58-84; in *Esprit*, N° 44, mai 1936, p. 178-198.
- ¹⁴⁵ In *Esprit*, N° 45, juin 1936, p. 335-340.

Chapitre V

- ¹ E. Mounier, « Argent et vie privée » in *Esprit* N° 13, octobre 1933, p. 63.
- ² In *Esprit* N° 42, mars 1936, p. 928.
- ³ E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme » in *Esprit* N° 49, octobre 1936, p. 124.
- ⁴ Ibid., p. 125.
- ⁵ Ibid.
- ⁶ Ibid., p. 88.
- ⁷ Ibid., p. 113.
- ⁸ Paris, Librairie du Travail, 1936.
- ⁹ In *Esprit* N° 42, mars 1936, p. 918-928.
- ¹⁰ In *Esprit* N° 42, mars 1936, p. 918.
- ¹¹ Cf. H. Poulaille, « Des hommes voudraient parler » in *Esprit* N° 42, mars 1936, p. 930-935.
- ¹² « Je puis assurer M. Gide que j'ai écrit la moitié de mes livres étant encore

manœuvre d'usine et que j'avais une vraie fatigue d'ouvrier dont les messieurs de l'Elite ne peuvent avoir une idée que lorsqu'ils sont aux prises avec une bonne sciatique ou une crise d'urémie. » *Ibid.*, p. 932.

¹³ *Ibid.*, p. 930.

¹⁴ François Perroux, « Les paternalismes contre la personne humaine » in *Esprit* N° 42, mars 1936, p. 854-865.

¹⁵ *Ibid.*, p. 854.

¹⁶ Cf. not. E. Mounier, « Anticapitalisme » in *Esprit* N° 21, juin 1934, p. 2-7.

¹⁷ *Ibid.*, p. 2.

¹⁸ In *Esprit* N° 42, mars 1936, p. 853.

¹⁹ E. Mounier, « Manifeste au service du personnalisme », op. cit., p. 155-156.

²⁰ *Ibid.*, p. 216.

²¹ A. Ulmann, « Chronique politique » in *Esprit* N° 40, janvier 1936, p. 636.

²³ A. Ulmann, « Alerte aux chefs (suite) » in *Esprit* N° 41, février 1936, p. 829.

²⁴ A. Ulmann, « Néo-démagogues et confusion » in *Esprit* N° 43, avril 1936, p. 126.

²⁵ E. Mounier, « Les deux grandeurs » in *Esprit* N° 43, avril 1936, p. 152.

²⁶ E. Mounier, « Rassemblement populaire » in *Esprit* N° 45, juin 1936, p. 442-443.

²⁷ Son évocation du passé, dans laquelle il situe son combat imaginaire, ne correspond pas à la réalité de l'histoire. On sait, en effet, que l'opinion publique française n'a jamais été polarisée entre les partisans des valeurs spirituelles qui agglutineraient ces valeurs au « désordre établi » et le peuple opprimé, détourné de sa vocation par des chefs politiques repus d'un matérialisme sectaire. Si l'on considère les seules forces de gauche, on remarque d'emblée que le Parti communiste, dont Mounier dénonce la philosophie matérialiste, n'en constitue qu'une minorité. Jusqu'aux élections de 1936, sa représentation parlementaire est même négligeable. Certes, le prestige du communisme, nous l'avons vu, grandit dans les milieux intellectuels à partir de cette époque. Cependant, le socialisme demeure une doctrine politique dont peuvent s'inspirer nombre d'intellectuels non marxistes, des chrétiens, notamment, tels André Philip ou André Chamson.

²⁸ « Le succès du Front populaire aux élections de 1936 provoque un mouvement de peur collective tel que la France n'en avait pas connu depuis la Commune de 1871. » Jean Touchard et Louis Bodin, « L'état de l'opinion au début de l'année 1936 » in *Léon Blum, chef de gouvernement 1936-1937. Cahiers de la Fondation nationale de sciences politiques*, N° 155, Paris, A. Colin, 1967, p. 61.

²⁹ « Nous prendrons l'histoire comme nos pères nous l'ont laissée, et nous tâcherons de donner un coup de reins. C'est un risque ? Qu'attendez-vous si vous ne risquez rien ? Vous parlez comme si le risque n'était pas terrible déjà pour les valeurs spirituelles : encore quelques bêtises, ainsi que les précédentes, monumentales et sereines, et nous discuterons bientôt sur les ruines du vieux monde des meilleurs moyens de recommencer par la base vingt siècles de christianisme. Quand on a à choisir entre une balle dans le dos et un saut périlleux, je me permets de considérer le saut périlleux comme plus rationnel, et malgré la jeune fille émotive qui ne voit pas le revolver, comme moins périlleux. » E. Mounier, « Rassemblement populaire » op. cit., p. 447.

³⁰ *Ibid.*, p. 446.

³¹ *Ibid.*, p. 444. Ce sont bien les sentiments de son enfance qui remontent en lui lorsqu'il participe à la grande joie du peuple victorieux : « (...) A travers nos angoisses sur l'avenir, nous n'avons pu nous empêcher de laisser monter, en nous, ce matin du 4 mai, une joie venant du fond, rejoignant quelque part en arrière de nous, vers nos grands-parents paysans, vers nos parents boursiers, peut-être, la vaste rumeur de la joie populaire. » *Ibid.*, p. 445.

³² *Ibid.*, p. 443.

³³ *Ibid.*, p. 443-444.

³⁴ Cf. E. Mounier, « Une campagne de dix-huit mois sur le point d'aboutir » in *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 582-584.

- 35 Cf. E. Mounier, « Extraits du rapport privé sur « Esprit » à l'usage de Mgr. Courbe et de l'archevêque de Paris » in *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 585-595.
- 36 E. Mounier, « Rassemblement populaire », op. cit., p. 444.
- 37 Ibid., p. 445.
- 38 G. Lefranc, « La reconstruction de la vieille CGT » in *Esprit* N° 46, juillet 1936, p. 489-502.
- 39 P. Ramond, « Unité ouvrière et liberté syndicale » in Ibid., p. 503-508.
- 40 A. Philip, « Le syndicalisme et la transformation économique » in *ibid.*, p. 518-529.
- 41 A. Ulmann, « Syndicalisme et politique » in *ibid.*, p. 509-517.
- 42 In *Esprit* N° 46, juillet 1936, p. 530-549.
- 43 In *ibid.*, p. 550-570.
- 44 D. Villey, « Pour éviter les casse-cou » in *ibid.*, p. 603.
- 45 E. Humeau, « La victoire du syndicalisme » in *ibid.*, p. 596.
- 46 Ibid.
- 47 E. Mounier, « La belle au bois s'éveille... » in *ibid.*, p. 610.
- 48 R. Mossé, « Contre la dévaluation » in *ibid.*, p. 596-600.
- 49 D. Villey, « Pour la dévaluation » in *ibid.*, p. 600-602.
- 50 D. Villey, « Pour éviter les casse-cou », op. cit., p. 602-606.
- 51 Ibid., p. 606.
- 52 Antoine Roche, « Le ministère Léon Blum » in *Esprit* N° 46, juillet 1936, p. 590-593.
- 53 Marius Richard, « A propos de l'alignement monétaire : déterminisme de l'or ou libre arbitre » in *Esprit* N° 50, novembre 1936, p. 373.
- 54 Madaule ne sera jamais l'homme d'une conviction. On le verra couramment louvoyer entre des attitudes politiques équivoques, et toujours incapable de positions fermes.
- 55 J. Madaule, « Responsabilités patronales et ouvrières » in *Esprit* N° 49, octobre 1936, p. 217-222.
- 56 Claude Bourdet, « L'aspect économique de 1937 » in *Esprit* N° 52, janvier 1937, p. 682-686.
- 57 G. Duveau, « Le filet d'argent » in *Esprit* N° 52, janvier 1937, p. 676-682.
- 58 Ibid., p. 679.
- 59 Ibid., p. 679-680.
- 60 J. Madaule, « Giboulées de mars » in *Esprit* N° 55, avril 1937, p. 209-213.
- 61 Ibid., p. 212-213.
- 62 R. Labrousse, « Front populaire an II » in *Esprit* N° 58, juillet 1937, p. 632-637.
- 63 Ibid., p. 633.
- 64 Ibid., p. 636-637.
- 65 *Esprit* (E. Mounier), « Et maintenant » in *Esprit* N° 66, mars 1938, p. 802.
- 66 Ibid., p. 803.
- 67 Noël Régis, « Bilan économique du Front populaire » in *Esprit* N° 66, mars 1938, p. 807-827.
- 68 Ibid., p. 827.
- 69 P.-D. Laigneau, « Bilan social : réformes de structure ? » in *Esprit* N° 66, mars 1938, p. 868-872.
- 70 In *Esprit* N° 66, mars 1938, p. 828-856.

Chapitre VI

¹ In *Esprit* N° 31, avril 1935, p. 142-145.

² Ibid., p. 142-144.

- ³ Ibid., p. 144-145.
- ⁴ Ibid., p. 145.
- ⁵ Ibid.
- ⁶ Ibid.
- ⁷ Cf. « La course à la guerre » in *Esprit* N° 31, avril 1935, p. 142.
- ⁸ Ibid.
- ⁹ Ibid., p. 145.
- ¹⁰ Ibid., p. 146.
- ¹¹ Ibid., p. 146-147.
- ¹² Ibid., p. 148.
- ¹³ E. Mounier, « Les catholiques et la défense nationale » in *Esprit* N° 31, avril 1935, p. 134.
- ¹⁴ E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, p. 567-568.
- ¹⁵ E. Mounier, « Servitude et grandeur militaires 1935. Note » in *Esprit* N° 32, mai 1935, p. 164-165.
- ¹⁶ J. Lefrancq, « La guerre et le souvenir ou Caliban quadragénaire » in *Esprit* N° 32, mai 1935, p. 167-188. Cf. aussi « Dialogue sur l'armée de la classe 15 à la classe 25 » in *Esprit* N° 32, mai 1935, p. 212-236.
- ¹⁷ J. Lefrancq, « Dialogue sur l'armée de la classe 15 à la classe 25 », op. cit., p. 236.
- ¹⁸ J. Lefrancq, « La guerre et le souvenir », op. cit., p. 169-170.
- ¹⁹ J. Lefrancq, « Dialogue sur l'armée », op. cit., p. 232.
- ²⁰ J. Lefrancq, « La guerre et le souvenir », op. cit., p. 179.
- ²¹ A. Ulmann, « L'armée, communauté du temps de paix ? » in *Esprit* N° 32, mai 1935, p. 248-266.
- ²² Ibid., p. 259.
- ²³ Ibid., p. 258.
- ²⁴ Ibid., p. 261.
- ²⁵ E. Mounier, « Servitude et grandeur militaire 1935. Note », op. cit., p. 165.
- ²⁶ A. Ulmann, « L'armée, communauté du temps de paix ? », op. cit. p. 266.
- ²⁷ J. Lefrancq, « Dialogue sur l'armée », op. cit., p. 218-219.
- ²⁸ « Notre patrie (déclaration collective) » in *Esprit* N° 33, juin 1935, p. 339-348.
- ²⁹ Ibid., p. 339.
- ³⁰ Ibid., p. 340.
- ³¹ Ibid., p. 341.
- ³² Ibid., p. 343.
- ³³ Ibid., p. 344.
- ³⁴ Ibid., p. 345. Le mot « mensonge » apparaît treize fois dans ce texte de neuf pages !
- ³⁵ Ibid., p. 344.
- ³⁶ Ibid.
- ³⁷ Ibid., p. 347-348.
- ³⁸ E. Mounier, « L'après-guerre : tableau des responsabilités » in *Esprit* N° 34, juillet 1935, p. 499.
- ³⁹ André-D. Tolédano, « Responsabilités allemandes » in *Esprit* N° 34, juillet 1935, p. 550-563.
- ⁴⁰ Aldo Dami, « Sur la mort des traités » in *Esprit* N° 34, juillet 1935, p. 501-549.
- ⁴¹ Ibid., p. 508.
- ⁴² Ibid., p. 532.
- ⁴³ A.D. Tolédano, « Responsabilités allemandes », op. cit., p. 558.
- ⁴⁴ E. Mounier, « L'après-guerre : tableau des responsabilités », op. cit., p. 500.
- ⁴⁵ Cité par Georges Bonnefous. *Histoire de la III^e République*, t. V. *La République en danger : des ligues au Front populaire (1930-1936)*, Paris, P.U.F., 1962, p. 390.

- 46 In *Esprit* N° 43, avril 1936, p. 2-16.
- 47 Ibid., p. 2.
- 48 Ibid., p. 5.
- 49 Ibid.
- 50 Ibid. p. 5-6.
- 51 Ibid., p. 6.
- 52 Ibid.
- 53 Ibid.
- 54 Ibid., p. 6-7.
- 55 Ibid., p. 8.
- 56 Ibid., p. 11.
- 57 Ibid., p. 12.
- 58 M. de Gandillac, « La guerre des plans de paix » in *Esprit* N° 44, mai 1936, p. 200.
- 59 Ibid., p. 201.
- 60 Ibid., p. 203.
- 61 Ibid.
- 62 Ibid.
- 63 E. Mounier, « Adresses des vivants à quelques survivants », op. cit., p. 8.
- 64 Ibid.
- 65 Ibid., p. 4.
- 66 Ibid.
- 67 Ibid., p. 9.
- 68 Ibid.
- 69 Ibid., p. 10.
- 70 Ibid., p. 11.
- 71 Ibid., p. 11.
- 72 Ibid., p. 13.
- 73 M. de Gandillac, « La guerre des plans de paix », op. cit., p. 208.
- 74 Ibid.
- 75 Ibid., p. 209.
- 76 M. de Gandillac, « La guerre des plans de paix », op. cit., p. 200.
- 77 Cf. « Amis d'*Esprit*, plébiscitez la paix » in *Esprit* N° 44, mai 1936, p. 259-260.
- 78 Ibid., p. 260.
- 79 Cité par René Rémond, *Les catholiques, le communisme et les crises 1929-1939*, Paris, A. Colin, 1960, p. 177.
- 80 Cité par Ed. Bonnefous, *Histoire de la III^e République*, tome IV, *Vers la guerre : Du Front populaire à la Conférence de Munich (1936-1938)*, Paris, P.U.F., 1965.
- 81 Cité par René Rémond, *Les catholiques, le communisme et les crises 1929-1939*, op. cit., p. 177.
- 82 Ibid., p. 180.
- 83 Cf. *Esprit* N° 47-48, septembre 1936, p. 751.
- 84 Semprun y Gurrea, « La guerre civile en Espagne ou l'organisation du mensonge » in *Esprit* N° 44, mai 1936, p. 280-282.
- 85 *Esprit* N° 49, octobre 1936, p. 1.
- 86 In *Esprit* N° 49, p. 1-3.
- 87 Ibid., p. 2.
- 88 Ibid.
- 89 Ibid.
- 90 Ibid., p. 2-3.

- ⁹¹ Ibid., p. 3.
- ⁹² Ibid.
- ⁹³ E. Mounier « Terre libre » in *Esprit* N° 50, nov. 1936, p. 286.
- ⁹⁴ Ibid.
- ⁹⁵ Ibid.
- ⁹⁶ Ibid., p. 287.
- ⁹⁷ Ibid., p. 288.
- ⁹⁸ Cette dernière accusation n'est pas fortuite. Dans la livraison d'octobre, Mounier, inspiré par Bergamin, s'était risqué à une accusation semblable contre les couvents espagnols. Sans doute regrette-t-il ce mouvement blasphématoire et, avant de retirer le mois suivant son « accusation coupable », il s'en prend aux hommes de gauche qui cherchent à ranimer les haines contre l'Eglise. Cf. aussi E. Mounier, « Francisque Gay : *Dans les flammes et dans le sang* » in *Esprit* N° 51, décembre 1936, p. 532.
- ⁹⁹ E. Mounier, « Terre libre », op. cit., p. 290.
- ¹⁰⁰ E. Mounier, « Espagne, signe de contradiction », op. cit., p. 1.
- ¹⁰¹ E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 598-599.
- ¹⁰² Ibid., p. 597.
- ¹⁰³ In *Esprit* N° 50, novembre 1936, p. 291-319.
- ¹⁰⁴ In *Esprit* N° 50, novembre 1936, p. 320-330.
- ¹⁰⁵ A.M.V., « Double refus », op. cit., p. 330.
- ¹⁰⁶ E. Mounier, « Francisque Gay : *Dans les flammes et dans le sang* », op. cit., p. 530.
- ¹⁰⁷ In *Esprit* N° 52, janvier 1937, p. 602-611.
- ¹⁰⁸ Ibid., p. 602.
- ¹⁰⁹ José Bergamin, « Pour rien au monde (Anarchisme et Catholicisme) », in *Esprit* N° 55, avril 1937, p. 92-108.
- ¹¹⁰ *Esprit* N° 56, mai 1937, p. 327.
- ¹¹¹ Cf. *Esprit* N° 57, juin 1937, p. 473.
- ¹¹² « Les catholiques appellent pour le peuple basque » in *Esprit* N° 57, juin 1937, p. 460.
- ¹¹³ « Déclaration du comité pour la paix civile et religieuse en Espagne » in *Esprit* N° 58, juillet 1937, p. 651.
- ¹¹⁴ José Bergamin, « Espagne victorieuse de soi » in *Esprit* N° 57, juin 1937, p. 497-501.
- ¹¹⁵ Cf. la lettre de Victor Serge publiée in *Esprit* N° 57, juin 1937, p. 501-503.
- ¹¹⁶ Cf. *Esprit* N° 57, juin 1937, p. 503.
- ¹¹⁷ E. Mounier, « Contre tous les fascismes » in *Esprit* N° 58, juillet 1937, p. 649.
- ¹¹⁸ E. Mounier, « Le problème des livres sur l'URSS » in *Esprit* N° 59, août 1937, p. 685.
- ¹¹⁹ E. Hambresin, « L'écrasement de l'anarchisme espagnol et la résurrection de l'Espagne » in *Esprit* N° 65, février 1938, p. 680-702.
- ¹²⁰ « Correspondance sur l'Espagne » in *Esprit* N° 67, avril 1938, p. 153-157.
- ¹²¹ In *Esprit* N° 68, mai 1938, p. 235-243.
- ¹²² Ibid., p. 236-237.
- ¹²³ Ibid., p. 235.
- ¹²⁴ Ibid., p. 238.
- ¹²⁵ Cf. Lettre réponse de Mounier à Semprun in *Esprit* N° 68, mai 1938, p. 243-244.
- ¹²⁶ Ibid., p. 245.
- ¹²⁷ Roger Leenhardt, « Trois réunions politiques » in *Esprit* N° 49, octobre 1936, p. 222-224.
- ¹²⁸ J. Bergamin, « Espagne victorieuse de soi », op. cit., p. 497-501.
- ¹²⁹ G. Duveau, « De Bilbao à Prague » in *Esprit* N° 58, juillet 1937, p. 639.

- ¹³⁰ Cf. G. Duveau, « Bilan et avenir extérieurs » in *Esprit* N° 66, mars 1938, p. 857-867.
- ¹³¹ R. Labrousse, « Semaines grises » in *Esprit* N° 63, décembre 1937, p. 490.
- ¹³² Cf. lettre réponse de Mounier à Semprun, op. cit., p. 246.
- ¹³³ Ibid., p. 245.
- ¹³⁴ Ibid., p. 249.
- ¹³⁵ Ibid., p. 250.
- ¹³⁶ Cf. not. R. Labrousse, « Après le discours de Gênes » in *Esprit* N° 69, juin 1938, p. 460-462. B. Serampuy, « Des monts des Sudètes aux Pyrénées » in *Esprit* N° 72, septembre 1938, p. 781-785.
- ¹³⁷ E. Mounier, « L'Europe contre les hégémonies » in *Esprit* N° 74, novembre 1938, p. 163.

Chapitre VII

- ¹ Cf. Victor Serge, « Choses de Russie (Notes) » in *Esprit* N° 48, septembre 1936, p. 700-703.
- ² *Esprit* N° 48, septembre 1936, p. 703.
- ³ Paris, Grasset, 1937.
- ⁴ « Le problème ne saurait être plus clair pour nous, après ces dernières lumières jetées sur l'expérience russe : ou le peuple, qui porte en lui l'autorité morale et la civilisation de demain, renoncera à cet impérialisme dont ses premiers militants, autour de 48, dénonçaient déjà la tentation, — et cela, pour nous (Serge ici peut-être ne nous suivrait pas) implique qu'il renonce au dogmatisme marxiste, sinon à toutes les perspectives marxistes, dont plusieurs sont socialement justes et fécondes; ou bien lui et nous, ensemble, nous céderons aux fascismes de droite ou de gauche. » E. Mounier, « Victor Serge : Destin d'une révolution (URSS. 1917-1937) » in *Esprit* N° 54, mars 1937, p. 991-992.
- ⁵ Paris, Gallimard, 1936.
- ⁶ Denis de Rougemont, « André Gide : *Retour de l'URSS* » in *Esprit* N° 51, décembre 1936, p. 465-469.
- ⁷ *Esprit* N° 58, juillet 1937, p. 513-514.
- ⁸ Cf. Denis de Rougemont, *Journal d'Allemagne*, Paris, Gallimard, 1938, p. 62.
- ⁹ Paris, Gallimard, 1938.
- ¹⁰ Ibid., p. 48-49.
- ¹¹ Ibid., p. 51.
- ¹² Ibid.
- ¹³ Ibid., p. 45.
- ¹⁴ D. de Rougemont, « Post-scriptum 1939 ou Conclusions à n'en plus finir » in *Journal d'une époque (1926-1946)*, Paris, Gallimard, 1968, p. 347.
- ¹⁵ En réalité, son interprétation du national-socialisme est loin d'être sans faille, comme en témoigne ce texte : « A force de vouloir « expliquer » le régime hitlérien, je m'aperçois que je suis contraint, bien malgré moi, de le défendre ou de m'en donner des airs. Par exemple, on me dit : les nazis veulent la guerre. Je réponds : non, ils en ont peur. On me dit qu'ils sont capitalistes et bourgeois. Je réponds : non, ils tournent le dos à tout cela, vers quoi se jettent depuis peu vos communistes stalinien. On me dit que socialement, ils n'ont rien fait de sérieux, et que leur socialisme est une façade. Je réponds : non, c'est leur « nationalisme » (au sens bourgeois) qui est pour eux un moyen de propagande, un moyen de séduire les droites et de faire peur à l'étranger; mais l'arrière-pensée du régime, c'est le socialisme d'Etat le plus rigide qu'on n'ait jamais rêvé; pas un bourgeois n'y survivra. On me dit encore : la plus grande part du peuple allemand gémit sous la botte du tyran. Je réponds : non, l'opposition se réduit réellement de jour en jour; il y a

moins de colère chez eux qu'ici contre le régime établi; et quand il y en aurait autant, ce serait peu au regard de l'amour que le grand nombre a voué au Führer. Que voulez-vous, Adolf Hitler persuade mieux que M. Sarraut. » *Journal d'Allemagne*, op. cit., p. 54-54.

¹⁶ Denis de Rougemont, *Journal d'Allemagne*, op. cit., p. 50.

¹⁷ Ibid.

¹⁸ Ibid., p. 65.

¹⁹ Cf. *Esprit* N° 58, juillet 1937, p. 593-609.

²⁰ Ibid., p. 593.

²¹ Cf. *Esprit* N° 62, novembre 1937, p. 264-281.

²² Ibid., p. 264.

²³ Cf. Aldo Dami, « Les fleuves internationaux », in *Esprit* N° 51, décembre 1936, p. 525-529.

²⁴ Cf. Roger Labrousse, « En marge de la déclaration frontiste » in *Esprit* N° 51, décembre 1936, p. 518-525.

²⁵ Ibid., p. 522-523.

²⁶ Ibid., p. 524.

²⁷ Cf. G. Duveau, « Le filet d'argent » in *Esprit* N° 52, janvier 1937, p. 682.

²⁸ Cf. G. Duveau, « Bilan et avenir extérieurs » in *Esprit* N° 66, mars 1938, p. 857-867.

²⁹ Cf. Roger Labrousse, « Toujours l'alternative » in *Esprit* N° 66, mars 1938, p. 965-967.

³⁰ Cf. Aldo Dami, « Tour d'horizon » in *Esprit* N° 64, janvier 1938, p. 637.

³¹ E. Mounier, « Des deux Allemagnes aux deux traités » in *Esprit* N° 89, février 1940, p. 211.

³² *Esprit* N° 67, avril 1938, p. 1.

³³ Aldo Dami, « L'Anschluss » in *Esprit* N° 67, avril 1938, p. 26.

³⁴ Ibid.

³⁵ Jacques Madaule, « L'Europe et la France au carrefour » in *Esprit* N° 67, avril 1938, p. 5-24.

³⁶ Ibid., p. 7.

³⁷ Aldo Dami, « L'Anschluss » op. cit., p. 31-32.

³⁸ J. Madaule, « L'Europe et la France au carrefour » op. cit., p. 9.

³⁹ E. Mounier, « Dernières cartouches » op. cit., p. 1.

⁴⁰ Ibid., p. 2.

⁴¹ Ibid., p. 2.

⁴² Ibid., p. 1.

⁴³ Ibid., p. 4.

⁴⁴ Ibid.

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Ibid.

⁴⁷ J. Madaule, « L'Europe et la France au carrefour » op. cit., p. 13.

⁴⁸ Ibid., p. 23.

⁴⁹ J. Madaule, « L'Europe et la France au carrefour », op. cit., p. 9.

⁵⁰ Cité par Geneviève Vallette et Jacques Bouillon, *Munich 1938*, Paris, A. Colin, 1964, p. 13.

⁵¹ Ibid.

⁵² R. Labrousse, « Le tournant tchécoslovaque » in *Esprit* N° 67, avril 1938, p. 149.

⁵³ Cité par G. Vallette et J. Bouillon, *Munich 1938*, op. cit., p. 45.

⁵⁴ Ibid., p. 46.

⁵⁵ Ibid.

- ⁵⁶ E. Mounier, « La guerre pour la Tchécoslovaquie ? » in *Esprit* N° 69, juin 1938, p. 362.
- ⁵⁷ Ibid.
- ⁵⁸ A. Dami, « A la recherche de la Tchécoslovaquie » in *Esprit* N° 69, juin 1938, p. 365.
- ⁵⁹ Ibid., p. 366.
- ⁶⁰ Ibid., p. 369.
- ⁶¹ « On a remarqué déjà qu'Hitler avait su mettre dans sa poche, en une nuit, 7 millions d'hommes, tandis qu'au même moment, si l'on ose dire, il fallait cinq jours à M. Léon Blum pour mettre sur pied une de ces combinaisons interchangeables dont la France a le secret; et que si quarante rois, en mille ans, ont fait la France, Hitler, lui, a fait l'Allemagne en un jour. Pourquoi ? C'est qu'il a la puissance fruste d'une force de la nature, d'un cataclysme élémentaire. Quand il entre en transe, il balaie tout sur son passage, comme Attila, fléau de Dieu. » Ibid., p. 391.
- ⁶² Edith Bricon, « Justification de la Tchécoslovaquie » in *Esprit* N° 69, juin 1938, p. 420.
- ⁶³ *Esprit* N° 69, juin 1938, p. 421-430.
- ⁶⁴ Ibid., p. 424.
- ⁶⁵ Ibid., p. 429.
- ⁶⁶ Ibid., p. 425.
- ⁶⁷ Ibid.
- ⁶⁸ *Esprit* N° 70, juillet 1938, p. 563.
- ⁶⁹ *Esprit* N° 69, juin 1938, p. 421.
- ⁷⁰ Denis de Rougemont, « Du danger de s'unir » in *Nouveaux Cahiers* N° 23, 15 avril 1938, p. 21.
- ⁷¹ « La force de la France est dans la création, et non pas dans la discipline; dans l'invention, non dans la marche en rangs. Un peuple qui accepte une dictature se décerne un certificat d'incapacité politique. (...) Ce que le monde attend de la France, en vérité, ce n'est pas un Führer de plus, mais au contraire, c'est la *solution* des problèmes que d'autres, n'ayant pu résoudre, ont essayé de supprimer en se donnant un Führer. Ce que le monde attend de la France, c'est une audace libératrice. L'audace d'assumer *tous* les risques de la liberté politique, l'audace de pousser les conflits jusqu'à leur pleine maturation, jusqu'à leur solution réelle. L'audace de faire passer cette mission créatrice avant l'intérêt national au sens matérialiste et militaire que prend ce terme dans l'Europe fascisée. » Ibid., p. 22.
- ⁷² Cf. Jacques Madaule, « Nous jouons la paix » op. cit., p. 428.
- ⁷³ D. de Rougemont, « Vue sur le national-socialisme », in *Nouveaux Cahiers* N° 26, 1^{er} juin 1938, p. 10.
- ⁷⁴ Bernard Serampuy, « Des monts des Sudètes aux Pyrénées » in *Esprit* N° 72, septembre 1938, p. 781-785.
- ⁷⁵ E. Mounier, « Lettre de Tchécoslovaquie » in *Esprit* N° 72, septembre 1938, p. 788.
- ⁷⁶ Ibid.
- ⁷⁷ Ibid., p. 789.
- ⁷⁸ Ibid.

Chapitre VIII

- ¹ E. Mounier, « *Esprit* et l'action politique » in *Esprit* N° 73, octobre 1938, p. 60.
- ² Jean Lacroix, « Situation de la France » in *Esprit* N° 70, juillet 1938, p. 465-471.
- ³ Ibid., p. 467.
- ⁴ Ibid., p. 468.

- ⁵ Ibid.
- ⁶ Ibid., p. 469.
- ⁷ Ibid., p. 470.
- ⁸ Ibid., p. 471.
- ⁹ Ibid., p. 465-466.
- ¹⁰ *Esprit* N° 73, octobre 1938, p. 34-64.
- ¹¹ Ibid., p. 38.
- ¹² Ibid.
- ¹³ Ibid., p. 40.
- ¹⁴ Ibid., p. 47-48.
- ¹⁵ Professeur de grec au Gymnase de Lausanne. Après la guerre, il sera professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Lausanne. Mort en 1973.
- ¹⁶ André Rivier, « Nécessités et tentations de notre activité » in *Esprit* N° 73, octobre 1938, p. 68-80.
- ¹⁷ Ibid., p. 74.
- ¹⁸ Ibid., p. 79.
- ¹⁹ « *Esprit et l'action politique* », op. cit., p. 39.
- ²⁰ Ibid., p. 48.
- ²¹ Ibid., p. 39.
- ²² Ibid., p. 42-43.
- ²³ Ibid., p. 34.
- ²⁴ « Il est certain, en tout cas, que nous n'avons pas encore sorti de nous une grande pensée politique analogue, valeur à part, par le rayonnement et la force de propulsion, à ce que furent celle des Encyclopédistes, de l'*Action Française* ou du socialisme. » Ibid., p. 38.
Plus loin il écrit : « Je ne m'émeus (...) pas du foisonnement d'aspirations qui peuvent trouver à *Esprit* un lieu de mélange, ni des hétérogénéités que présentera longtemps encore leur combinaison naissante. Une pâte qui travaille est pleine d'irrégularités, de bulles, de saletés. On s'impatiente ? Il est une impatience tout aussi dangereuse que l'impatience des résultats pour un personneliste qui aborde l'action politique, c'est l'impatience de la doctrine. » Ibid., p. 45.
Il ajoute ensuite : « Si notre pensée politique est riche de sève, je dirais volontiers plantureuse, elle ne trouvera pas seulement des solutions nouvelles, elle inventera des images prenantes (...). » Ibid., p. 46.
- ²⁵ Ibid., p. 49.
- ²⁶ Cf. supra p. 205, note 13.
- ²⁷ Ainsi, par exemple : « N'oublions pas (...) qu'un esprit ne naît qu'à travers un corps et une œuvre. » « *Esprit et l'action politique* », op. cit., p. 52.
- ²⁸ La psychanalyse explique ce refus d'affronter la réalité comme l'expression d'une crainte inconsciente d'affronter le processus de maturation œdipienne et le désir, toujours inconscient, de demeurer dans l'univers narcissique qui est celui de l'enfant avant sa prise de conscience et son affrontement du monde objectal. Cf. A. Stéphane, *L'univers concentrationnaire*, op. cit.
- ²⁹ « *Esprit et l'action politique* », op. cit., p. 47-55, passim.
- ³⁰ Ibid., p. 53.
- ³¹ Ibid.
- ³² Ibid.
- ³³ Ibid.
- ³⁴ Ibid., p. 56.
- ³⁵ Ibid.
- ³⁶ Ibid., p. 57.
- ³⁷ Ibid., p. 62.

- ³⁸ *Esprit* N° 73, octobre 1938, p. 1-15.
- ³⁹ Op. cit., p. 1.
- ⁴⁰ Ibid., p. 2-4.
- ⁴¹ Ibid., p. 1.
- ⁴² Dans la même livraison d'octobre 1938, Mounier introduit les témoignages de ses amis en des termes qui ne reflètent pas une sérénité particulière devant la crise : « Pendant les journées qui ont suivi le 12 septembre, plusieurs de nos camarades nous ont envoyé spontanément quelques lignes de méditation. Ils ignoraient si jamais ces écrits verraient le jour, ils avaient besoin de jeter un dernier cri libre avant la catastrophe qui mutilerait toute liberté. Si le bonheur des temps veut qu'on lise en des heures plus calmes ces pages écrites devant la mort, on ne sera plus accordé à certaines violences, on s'étonnera de certaines contradictions. La mémoire aura fait son œuvre d'ensevelissement, pour les premières, la réflexion raisonnée reprendra son cours, en face des secondes. Mais dans cette courte suspension du temps, sans doute aurons-nous saisi quelques émotions essentielles toutes proches du cœur de nos pensées. » E. Mounier, « Carnets d'une mobilisation » in *Esprit* N° 73, octobre 1938, p. 16.
- ⁴³ « Les lendemains d'une trahison », op. cit., p. 6.
- ⁴⁴ In *Esprit*, op. cit., p. 16.
- ⁴⁵ Brice Parain, « Campagne » in *Esprit*, N° 73, octobre 1938, p. 30.
- ⁴⁶ Adrien Miatlev, « Par-delà la guerre et la paix » in *Esprit*, N° 73, octobre 1938, p. 16.
- ⁴⁷ Georges Bonnefoy, « Note » in *Esprit*, N° 73, octobre 1938, p. 30-31.
- ⁴⁸ Daniel Villey, « L'honneur qui se moque de l'honneur » in *Esprit*, N° 73, oct. 1938, p. 31-33.
- ⁴⁹ Jacques Lefrancq, « A mes amis » in *Esprit* N° 73, octobre 1938, p. 27.
- ⁵⁰ *Esprit* N° 74, novembre 1938, p. 147-165.
- ⁵¹ Ibid., p. 147.
- ⁵² G. Vallette et J. Bouillon, *Munich 1938*, op. cit., p. 192 ss.
- ⁵³ « Quand l'Allemagne répond à nos protestations en rappelant que ni l'Autriche, ni la Tchécoslovaquie, ni la Petite Entente, n'étaient hier « indépendantes », qu'avons-nous à dire ? Elles étaient en effet des dépendances savantes du Quai d'Orsay, de l'état-major et de l'industrie lourde française. Leurs frontières, leur diplomatie, leurs alliances, leurs fortifications, leurs finances, leur économie, tous ces éléments essentiels d'une souveraineté nationale étaient achetés, payés, dirigés par Paris. » E. Mounier, « L'Europe contre les hégémonies », op. cit., p. 149.
- ⁵⁴ Ibid., p. 151.
- ⁵⁵ Ibid., p. 150.
- ⁵⁶ *Esprit*, N° 74, novembre 1938, p. 295-299.
- ⁵⁷ Ibid., p. 296.
- ⁵⁸ Ibid., p. 297.
- ⁵⁹ Ibid., p. 298-299.
- ⁶⁰ *Esprit*, op. cit., p. 299.
- ⁶¹ Ibid., p. 300.
- ⁶² Ibid.
- ⁶³ Ibid., p. 301.
- ⁶⁴ J. Madaule, « Il faut passer à l'acte » in *Esprit*, op. cit., p. 289.
- ⁶⁵ Ibid.
- ⁶⁶ Ibid., p. 290.
- ⁶⁷ D. de Rougemont, « Page d'histoire » in *N.R.F.* N° 302, novembre 1938, p. 867.
- ⁶⁸ E. Mounier, « L'Europe contre les hégémonies » in *Esprit* N° 74, novembre 1938, p. 161.

- ⁶⁹ Après la guerre il se nommera Philippe Desjardin.
- ⁷⁰ P. Borrel, « Essai d'une politique française » in *Esprit* N° 74, novembre 1938, p. 173.
- ⁷¹ Ibid., p. 177.
- ⁷² *Le Voltigeur*, N° 2, 19 octobre 1938, p. 1.
- ⁷³ La Rédaction ajoute. « Tel est l'axe dynamique de l'Europe. Afin que nos lecteurs en connaissent aussi justement qu'ils ont connu les problèmes européens d'avant Munich, nous y consacrerons quatre études; (...) » in *Esprit* N° 76, janvier 1939, p. 523.
- ⁷⁴ A. Dami, « Réflexions sur la crise ou petit traité de tactique » in *Esprit* N° 76, janvier 1939, p. 523-548.
- ⁷⁵ N. Spoulder, « Les grandes puissances et la poussée vers l'Est » in *Esprit* N° 76, janvier 1939, p. 549-570.
- ⁷⁶ A. Dami, « Réflexions sur la crise », op. cit., p. 529.
- ⁷⁷ Ibid., p. 544 ss.
- ⁷⁸ R. Labrousse, « L'Italie et nous » in *Esprit* N° 76, janvier 1939, p. 618.
- ⁷⁹ Pseud. de Géraud-Jouve, alors correspondant de l'agence Havas à Berlin.
- ⁸⁰ Paul Arbois, « La revue du mois » in *Esprit* N° 77, février 1939, p. 773-779.
- ⁸¹ Paul Arbois, « Le cas Bonnet » in *Esprit* N° 78, mars 1939, p. 915-918.
- ⁸² E. Mounier, « Vers une volonté française » in *Esprit* N° 80, mai 1939, p. 297-300. Cf. aussi : E. Mounier, G. Duveau, N. Spoulder, « Conditions de paix pour l'été 1939 » in *Esprit* N° 83, août 1939, p. 657-692.

Chapitre IX

- ¹ Cf. E. Mounier, « Dernières cartouches », op. cit., p. 4.
- ² Cf. E. Mounier, « Lendemain d'une trahison », op. cit., p. 14.
- ³ J. Madaule, « Le préfacisme français » in *Esprit* N° 75, décembre 1938, p. 334.
- ⁴ P. Borrel, « Essai d'une politique française », op. cit., p. 178.
- ⁵ Ibid., p. 179.
- ⁶ Ibid., p. 171.
- ⁷ Cf. not. J. Madaule, « Il faut passer à l'acte » in *Esprit* N° 74, novembre 1938, p. 289-293 ou « Le redressement intérieur » in *Le Voltigeur* N° 7-8, janvier 1939, p. 1.
- ⁸ E. Mounier, « L'Europe contre les hégémonies », op. cit., p. 157.
- ⁹ Ibid., p. 157.
- ¹⁰ Ibid., p. 154.
- ¹¹ Rédacteur non identifié; il s'agit sans doute d'un pseudonyme.
- ¹² A. Labourel, « Seul un mouvement révolutionnaire peut nous sauver du nazisme » in *Le Voltigeur* N° 4, 16 novembre 1938, p. 2.
- ¹³ A. Labourel, « En face d'Hitler... « fuite en avant » » in *Le Voltigeur* N° 3, 2 novembre 1938, p. 2.
- ¹⁴ Ibid.
- ¹⁵ A. Labourel, « Seul un mouvement révolutionnaire peut nous sauver du nazisme », op. cit., p. 2.
- ¹⁶ Ibid.
- ¹⁷ Ibid.
- ¹⁸ E. Mounier, « La France est-elle finie ? » in *Le Voltigeur* N° 1, 29 septembre 1938, p. 4.
- ¹⁹ E. Mounier, « Vers une volonté française » in *Esprit* N° 80, mai 1939, p. 299.

- ²⁰ Ibid., p. 297.
- ²¹ E. Mounier, « La France est-elle finie ? », op. cit., p. 4.
- ²² Ibid.
- ²³ E. Mounier, « Les conditions de paix pour l'été 1939 » in *Esprit* N° 83, août 1939, p. 658.
- ²⁴ Ibid., p. 659.
- ²⁵ J. Madaule, « Le préfascisme français », op. cit., p. 341.
- ²⁶ J. Madaule, « Il faut passer à l'acte », op. cit., p. 289-290.
- ²⁷ Cf. not. E. Mounier, « L'Europe contre les hégémonies », op. cit., p. 147.
- ²⁸ J. Madaule, « L'heure de vérité » in *Le Voltigeur* N° 2, 19 octobre 1938, p. 2.
- ²⁹ E. Mounier, « Les conditions de paix pour l'été 1939 », op. cit., p. 686.
- ³⁰ E. Mounier, « Les deux sources du préfascisme » in *Esprit* N° 75, décembre 1938, p. 322-326.
- ³¹ Ibid., p. 324.
- ³² Ibid., p. 225.
- ³³ J. Madaule, « Le préfascisme français », op. cit., p. 330.
- ³⁴ Ibid., p. 327.
- ³⁵ Ibid., p. 328.
- ³⁶ Ibid., p. 342.
- ³⁷ J. Madaule, « L'heure de vérité », op. cit., p. 2.
- ³⁸ P.-A. Touchard, « Fascisme antifasciste » in *Le Voltigeur* N° 3, 2 novembre 1938, p. 1.
- ³⁹ Ibid.
- ⁴⁰ Ibid.
- ⁴¹ *Le Voltigeur*, N° 7-8, 18 janvier 1939, p. 3.
- ⁴² Ibid.
- ⁴³ Ibid.
- ⁴⁴ Bernard Charbonneau, « Réformisme et action révolutionnaire » in *Esprit* N° 77, février 1939, p. 678.
- ⁴⁵ Ibid., p. 680.
- ⁴⁶ Ibid., p. 682.
- ⁴⁷ E. Mounier, « Appel à un rassemblement pour une démocratie personnaliste » in *Esprit* N° 75, décembre 1938, p. 424.
- ⁴⁸ Ibid., p. 424-432.
- ⁴⁹ Ibid., p. 425.
- ⁵⁰ Ibid., p. 426.
- ⁵¹ Ibid.
- ⁵² Ibid.
- ⁵³ Ibid., p. 431.
- ⁵⁴ En décembre 1938, Mounier annonce aussi un numéro spécialement consacré au « problème du chef et de l'autorité ». La guerre interrompra ce projet. Cf. « Appel à un rassemblement pour une démocratie personnaliste », op. cit., p. 431-432.
- ⁵⁵ René Capitant, « Les leçons de la démocratie anglaise : pour un « two party system » » in *Esprit* N° 78, mars 1939, p. 853-857.
- ⁵⁶ H. Dupeyroux, « Contre les réformes abstraites. Droit de dissolution et interdiction du droit de cumul » in *Esprit* N° 78, mars 1939, p. 834-844.
- ⁵⁷ Cf. *Esprit* N° 78, mars 1939, p. 844-853.
- ⁵⁸ Cf. « Les députés se penchent sur leur passé. Une enquête auprès des parlementaires » in *Esprit* N° 78, mars 1939, p. 858.
- ⁵⁹ Cette lettre est conçue en ces termes : « Le Français est-il correctement et intégralement représenté par le régime actuel de représentation ? Par le fonctionnement

actuel du Parlement ? Suffit-il, pour en supprimer les vices, d'un aménagement du mode de scrutin ou du règlement de la Chambre ? Le parlementaire, se voit-il faciliter par ce régime l'exercice des qualités civiques : courage, responsabilité, sens du bien public, dignité professionnelle ? Sinon, quelles réformes radicales dans les institutions et dans les mœurs votre expérience vous enseigne-t-elle comme étant nécessaires pour revaloriser le régime représentatif : dans l'élection, la composition et la répartition des Assemblées, dans les habitudes parlementaires ? » in *Esprit* N° 78, mars 1939, p. 858.

⁶⁰ Cf. « Les députés se penchent sur leur passé », op. cit., p. 872.

⁶¹ Ibid., p. 866.

⁶² Ibid., p. 873.

⁶³ E. Mounier, « Apologie pour la République » in *Esprit* N° 78, mars 1939, p. 787.

⁶⁴ F. Perroux, « La représentation comme fiction et comme nécessité » in *Esprit* N° 78, mars 1939, p. 790.

⁶⁵ F. Perroux, *Capitalisme et communauté de travail*, Paris, Sirey, 1938, p. 319.

⁶⁶ Cf. not. E. Mounier, « Appel à un rassemblement pour une démocratie personnelle », op. cit., p. 424-432.

⁶⁷ E. Mounier, « Quelques conclusions » in *Esprit* N° 78, mars 1939, p. 874.

⁶⁸ E. Mounier, « Appel à un rassemblement pour une démocratie personnelle » in *Esprit* N° 75, décembre 1938, p. 429.

⁶⁹ Cf. *Esprit* N° 78, mars 1939, p. 858.

⁷⁰ En revanche, Lacroix semble bien conscient du mécanisme de projection qui alimente l'antiparlementarisme de ses amis lorsqu'il écrit : « Il est trop commode de libérer sa propre conscience en rejetant la responsabilité des malheurs de la patrie sur un millier d'hommes politiques. Il ne faudrait pas oublier que les vices du parlementarisme sont d'abord l'expression de nos propres fautes. » *Le Voltigeur* N° 3, 2 novembre 1938, p. 3.

⁷¹ F. Perroux, *Capitalisme et communauté de travail*, op. cit., p. 325.

⁷² E. Mounier, « Quelques conclusions » in *Esprit* N° 78, mars 1939, p. 876-877.

⁷³ Ibid., p. 876.

⁷⁴ Ibid.

⁷⁵ Ibid., p. 878.

⁷⁶ F. Perroux, « La représentation comme fiction et comme nécessité », op. cit., p. 808.

⁷⁷ E. Mounier, « Quelques conclusions », op. cit., p. 875.

⁷⁸ F. Perroux, « La représentation comme fiction et comme nécessité », op. cit., p. 799.

⁷⁹ Ibid.

⁸⁰ Ibid.

⁸¹ Ibid., p. 800.

⁸² Ibid., p. 801.

⁸³ Ibid.

⁸⁴ E. Mounier, « Frontières du parti » in *Esprit* N° 80, mai 1939, p. 258-263.

⁸⁵ J. Gosset, « L'avenir des partis » in *Esprit* N° 80, mai 1939, p. 278-292.

⁸⁶ D. de Rougemont, « D'une critique stérile » in *Esprit* N° 80, mai 1939, p. 264-267.

⁸⁷ « Avenir des partis » in *Esprit* N° 80, mai 1939, p. 256.

⁸⁸ Cf. supra p. 205, note 13.

⁸⁹ D. de Rougemont, « D'une critique stérile », op. cit., p. 266.

⁹⁰ Ibid., p. 265.

⁹¹ Ibid.

⁹² Ibid., p. 266.

⁹³ E. Mounier, « Frontières du parti », op. cit., p. 258.

⁹⁴ Ibid., p. 260.

- ⁹⁵ Ibid., p. 259.
- ⁹⁶ Ibid.
- ⁹⁷ Ibid.
- ⁹⁸ Ibid., p. 259.
- ⁹⁹ Ibid., p. 258.
- ¹⁰⁰ D. de Rougemont, « D'une critique stérile », op. cit., p. 266.
- ¹⁰¹ E. Mounier, « Frontières du parti », op. cit., p. 261.
- ¹⁰² R. Gosset, « L'avenir des partis », op. cit., p. 287.
- ¹⁰³ Ibid., p. 292.
- ¹⁰⁴ Cf. « Pour une maison *Esprit* » in *Esprit* N° 77, février 1939, p. 784.
- ¹⁰⁵ *Esprit* (E. Mounier), « Une nouvelle réalisation *Esprit* » in *Esprit* N° 81, juin 1939, p. 414-418.
- ¹⁰⁶ Cf. E. Mounier, *Œuvres* t. IV op. cit., p. 626 (lettre à E.-A. Niklaus).
- ¹⁰⁷ Cf. « Entr'aide » in *Esprit* N° 82, juillet 1939, p. 655.
- ¹⁰⁸ Anatole de Monzie, *Ci-devant*, Paris, Flammarion, 1942, cité par Edouard Bonnefous in *Histoire politique de la III^e République*, t. VII, Paris, P.U.F., 1967, p. 114.
- ¹⁰⁹ Beau de Loménie, *La mort de la III^e République*, Paris, Editions du Conquistador, 1951, p. 146.
- ¹¹⁰ E. Mounier, « Par tous les temps », in *Esprit* N° 85, octobre 1939, p. 4.
- ¹¹¹ P.-A. Touchard, « Un mois qui a transformé le monde » in *Esprit* N° 85, octobre 1939, p. 23.
- ¹¹² E. Mounier, « Par tous les temps », op. cit., p. 4.
- ¹¹³ Ibid., p. 5.
- ¹¹⁴ E. Mounier, « Des deux Allemagnes aux deux traités » in *Esprit* N° 89, février 1940, p. 210-211.
- ¹¹⁵ Ibid., p. 211.
- ¹¹⁶ Ibid., p. 212.
- ¹¹⁷ Ibid.
- ¹¹⁸ E. Mounier, « Par tous les temps », op. cit., p. 5.
- ¹¹⁹ Si l'on en croit le psychanalyste italien Franco Fornari, l'enfant dans ses fantasmes, l'adulte de manière plus inconsciente, associent souvent la guerre aux rapports sexuels entre les parents : « Il apparaît sur le plan clinique », écrit Franco Fornari, « que la guerre est perçue par l'inconscient comme « la sale affaire des grands ». La praxis analytique quotidienne nous montre que, dans les fantasmes infantiles et dans l'inconscient des adultes, la guerre trouve un équivalent fantasmatique dans les rapports sexuels des parents, fortement teintés de sadisme destructif et que l'enfant imagine comme le « secret des grands », c'est-à-dire « des choses qui ne le regardent pas ». (...) De nombreux exemples cliniques peuvent étayer ces affirmations qui risquent de sembler insensées à quelqu'un d'étranger à l'expérience analytique concrète. Mais la praxis psychanalytique nous confronte presque quotidiennement à des cas où les rapports sexuels entre parents sont symbolisés dans les rêves sous forme de bombes ou d'avions qui détruisent des maisons ou des villes. » Cf. Franco Fornari, *Psychanalyse de la situation atomique*, Paris, Gallimard, 1969, p. 103-104.
- ¹²⁰ Ibid., p. 9.
- ¹²¹ P.-A. Touchard, « Un mois qui a transformé le monde » in *Esprit* N° 85, octobre 1939, p. 23-26.
- ¹²² Ibid., p. 23-24.
- ¹²³ « (...) L'Allemagne nationale-socialiste et le communisme représentaient deux forces contraires dont on pouvait espérer qu'elles s'annihilerait. » Ibid., p. 25.
- ¹²⁴ Ibid., p. 24-25.
- ¹²⁵ Mounier, en raison d'une infirmité, est versé dans les « Services auxiliaires » de l'armée. Le 10 septembre 1939 il écrit, non sans humour, à son ami belge, Jacques

Lefrancq : « ... T'imagines pas que je me fatigue. On nous a mis dans les sapins, puis, pour voir sans doute la résistance aux différences de pression, on nous a descendus dans la plaine. On poursuit depuis huit jours et dans ces deux conditionnements divergents, des recherches sur notre résistance à l'oisiveté et sur la spontanéité de notre discipline en l'absence de tout gradé. Tu vois un peu cela : nuits orientales sur des tubes de paille préalablement remplis de parfums rares, laver, manger, vaquer, bricoler, manger, promener, flâner, manger, café, boules, roupiller. Les godasses agonisent et le complet civil s'abandonne coupablement. » E. Mounier, *Œuvres complètes*, t. IV, op. cit., p. 636.

¹²⁶ P.-A. Touchard, « Les buts de guerre » in *Esprit* N° 86-87, novembre-décembre 1939, p. 33-36.

¹²⁷ Ibid., p. 34.

¹²⁸ Jacques Madaule, « Pour un examen de conscience » in *Esprit* N° 90, mars 1940, p. 337-345.

¹²⁹ Ibid., p. 340-342.

¹³⁰ Ibid., p. 344.

¹³¹ Ibid., p. 345.

¹³² M. de Gandillac, « Aimer comme une brute ? » in *Esprit* N° 89, février 1940, p. 289.

¹³³ Ibid., p. 290.

¹³⁴ E. Mounier, « Gardons-nous de notre ennemi l'Ennemi » in *Esprit* N° 88, janvier 1940, p. 115-119.

¹³⁵ Ibid., p. 116.

¹³⁶ Ibid., p. 117.

¹³⁷ Ibid., p. 117-118.

¹³⁸ Ibid., p. 119.

¹³⁹ E. Mounier, « Par tous les temps », op. cit., p. 8.

¹⁴⁰ « De A.M. au Front » in « Journal des témoins du temps de guerre » in *Esprit* N° 86-87, novembre-décembre 1939, p. 75.

¹⁴¹ Maxime Chastaing, « Aux armées, février 1940 » in *Esprit* N° 91, avril 1940, p. 99.

¹⁴² J. Madaule, « La France en guerre » in *Esprit* N° 89, février 1940, p. 322.

¹⁴³ M. Chastaing, « Aux armées, février 1940 », op. cit., p. 100.

¹⁴⁴ E. Mounier, « L'utilisation des amphibies : pour un corps franc de liaison » in *Esprit* N° 90, mars 1940, p. 359.

¹⁴⁵ J. Lacroix, « L'intellectuel aux armées » in *Esprit* N° 89, février 1940, p. 292.

¹⁴⁶ Ibid.

¹⁴⁷ E. Mounier, « L'utilisation des amphibies : pour un corps franc de liaison », op. cit., p. 361.

¹⁴⁸ Drieu la Rochelle, « L'explication du coup » in *Esprit* N° 90, mars 1940, p. 413-414.

¹⁴⁹ « Appel à nos amis » in *Esprit* N° 92, juin 1940, p. 210.

¹⁵⁰ J. Madaule, « Mai 1940 » in *Esprit* N° 92, juin 1940, p. 260.

¹⁵¹ In *Esprit* N° 92, juin 1940, p. 213-234.

¹⁵² La rédaction d'*Esprit* « Changer les hommes, changer les méthodes » in *Esprit* N° 92, juin 1940, p. 213.

¹⁵³ Ibid.

¹⁵⁴ Ibid.

¹⁵⁵ Ibid., p. 214.

¹⁵⁶ Ibid., p. 216.

¹⁵⁷ Ibid., p. 214.

¹⁵⁸ Ibid., p. 213.

¹⁵⁹ Ibid., p. 215-217, passim.

¹⁶⁰ Ibid., p. 216.

Chapitre X

- ¹ Adrien Miatlev, « Berceau de l'homme inconnu » in *Esprit* N° 94, novembre 1940, p. 21.
- ² Edouard Bonnefous, *Histoire politique de la Troisième République*, t. VII : *La course vers l'abîme*, Paris, P.U.F., 1967, p. 299.
- ³ Le maréchal Pétain a été depuis 1920 vice-président du Conseil supérieur de la guerre et conseiller technique du ministère de la guerre. Il fut, de surcroît, inspecteur général de l'armée en 1922 et chef d'état-major de la défense nationale en 1931 et enfin ministre de la guerre en 1934.
Il a toujours exercé, d'autre part, une influence importante sur le Conseil supérieur de la défense nationale. Cf. E. Bonnefous, *La course vers l'abîme*, op. cit., p. 301.
- ⁴ Cf. « Appel du 26 juin 1940 du général de Gaulle aux Français » in E. Bonnefous, *La course vers l'abîme*, op. cit., p. 383.
- ⁵ Le président de l'Assemblée nationale, Jeanneney, témoignera plus tard de la confiance que les Français ont placée en lui : « Il est incontestable », dira-t-il, « que, à ce moment, tous les yeux étaient tournés vers le maréchal Pétain. Il était une sorte de bouée de sauvetage vers laquelle toutes les mains se tendaient... » cité par E. Berl, *La fin de la III^e République*, Paris, Gallimard, 1968, p. 211.
- ⁶ Maréchal Pétain, *La France Nouvelle. Appels et Messages 17 juin 1940-17 juin 1941*, Montrouge, Draeger Frères, 1941, p. 10.
- ⁷ Ibid., p. 20.
- ⁸ Jacques Duquesne, *Les catholiques français sous l'occupation*, Paris, Grasset, 1966, p. 26.
- ⁹ « Une rage d'examen de conscience », écrit Charles Roux, « une manie de mea culpa, s'étaient emparées des Français... Battus, nous battions encore notre coulepe à tort et à travers. Un retour sur soi eût été naturel, louable, utile, mais les coryphées du repentir national désordonné l'orchestraient avec outrance et le dirigeaient mal à propos. » Cité par H. Michel, *Vichy, année 1940*, Paris, Laffont, 1967, p. 138.
- ¹⁰ J. Duquesne, *Les catholiques français sous l'occupation*, op. cit., p. 27.
- ¹¹ E. Bonnefous, *La course vers l'abîme*, op. cit., p. 417.
- ¹² J. Duquesne, *Les catholiques français sous l'occupation*, op. cit., p. 27.
- ¹³ E. Bonnefous, *La course vers l'abîme*, op. cit., p. 414.
- ¹⁴ Ibid., p. 415.
- ¹⁵ Robert Aron, *Histoire de Vichy*, Paris, Fayard, 1954, p. 220.
- ¹⁶ Ibid., p. 221 ss.
- ¹⁷ Ibid.
- ¹⁸ Ibid.
- ¹⁹ Ibid., p. 222.
- ²⁰ Ibid., p. 222 ss.
- ²¹ Ibid., p. 224.
- ²² E. Mounier (éd. signé *Esprit*), « Aux jeunes Français » in *Esprit* N° 96, janvier 1941, p. 131.
- ²³ H. Michel, *Vichy, année 40*, op. cit., p. 109.
- ²⁴ Le maréchal Pétain, *Paroles aux Français*, Lyon, Lardanchet, 1941, p. 95.
- ²⁵ Le maréchal Pétain, *La France nouvelle*, op. cit., p. 23.
- ²⁶ Le maréchal Pétain, *Paroles aux Français*, op. cit., p. 93.
- ²⁷ Le maréchal Pétain, *ibid.*, p. 82.
- ²⁸ Le maréchal Pétain, *Appels et Messages*, op. cit., p. 20.
- ²⁹ Ibid., p. 39.
- ³⁰ H. Michel, *Vichy, année 1940*, op. cit., p. 125-126.
- ³¹ Pétain, *Appels et Messages*, op. cit., p. 39.

- ³² Ibid., p. 42.
- ³³ Ibid., p. 44.
- ³⁴ Cf. notamment A. Basdevant, « Les services de jeunesse pendant l'occupation » in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* N° 56, octobre 1964, p. 65-88; R. Josse, « Les chantiers de jeunesse », *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale*, N° 56, octobre 1964, p. 5-42; J. Boudin, « L'école nationale des cadres d'Uriage : les intellectuels à la recherche d'un style de vie » in *Revue française de science politique* N° 4, décembre 1959, p. 1029-1045; R. Josse, « L'école des cadres d'Uriage 1940-1942 » in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* N° 61, janvier 1966 p. 49-74; Aline Coutrot, « Quelques aspects de la politique de la jeunesse (1940-1942) » in *Le gouvernement de Vichy et la Révolution nationale, 1940-1942*, Colloque de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris, A. Colin, p. 265-290.
- ³⁵ Pétain, *Appels et Messages*, op. cit., p. 76.
- ³⁶ H. Michel, *Vichy, année 1940*, op. cit., p. 132 ss.
- ³⁷ Ibid.
- ³⁸ Pétain, *La France nouvelle*, op. cit., p. 68.
- ³⁹ Ibid., p. 115-116.
- ⁴⁰ Il est intéressant de constater l'attitude du syndicalisme français au moment de la défaite. L'échec de la grève générale du 30 novembre 1938 exprime une crise grave du syndicalisme en France et le pacte germano-soviétique accentue le fossé qui sépare les militants communistes du reste de la CGT. Jacques Julliard affirme que la défaite de 1940 engendre au sein de la CGT « un véritable sentiment de culpabilité comme si tout en s'en défendant, elle ne repoussait pas l'idée qui commençait à poindre, et que le régime de Vichy allait si largement développer, selon laquelle le régime des partis et des syndicats de classe portaient une responsabilité particulière dans la défaite ». Les dirigeants syndicaux ont soumis eux-mêmes au gouvernement le 24 juin 1940 un texte, approuvé par le comité confédéral national réuni à Toulouse le 20 juillet 1940 proposant la création d'une communauté française du travail. Cette communauté serait réalisée par une organisation professionnelle dans laquelle patrons et ouvriers se retrouveraient sur une base paritaire. Ce type d'organisation corporatiste était proche de la formule préconisée par F. Perroux en 1938 dans son livre intitulé *Capitalisme et communauté de travail*. Le syndicalisme français s'est donc fondu dans le climat idéologique de Vichy au moment de la défaite. Cf. Jacques Julliard, « La Charte du Travail » in *Le gouvernement de Vichy et la Révolution nationale, 1940-1942*, op. cit., p. 158-159.
- ⁴¹ Pétain, *Appels et Messages*, op. cit., p. 80.
- ⁴² Cf. R. Aron, *Histoire de Vichy*, op. cit., p. 202 ss.
- ⁴³ H. Michel, *Vichy, année 1940*, op. cit., p. 144.
- ⁴⁴ Cf. François Laurent, « Les hommes de gauche » in *Le gouvernement de Vichy et la Révolution nationale, 1940-1942* (colloque des 6 et 7 mars 1970 de la Fondation nationale des sciences politiques), texte ronéotypé p. 3.
- ⁴⁵ Robert Aron, *Histoire de Vichy*, p. 197 ss.
- ⁴⁶ J.P. Azema, « De la III^e République au premier Vichy : Paul Baudoin » in *Le gouvernement de Vichy et la Révolution nationale*, texte ronéotypé p. 12.
- ⁴⁷ Le maréchal Pétain; *La France nouvelle*, op. cit., p. 8.
- ⁴⁸ Ibid., p. 90-91.
- ⁴⁹ Ibid., p. 19.
- ⁵⁰ Le maréchal Pétain, *Paroles aux Français* (préface de Gabriel-Louis Jaray), op. cit., p. XX.
- ⁵¹ Cf. Lucien Guissard, *Mounier*, Paris, Ed. Universitaire, 1962, p. 16.
- ⁵² Cf. « Nouvelles » in *Esprit* N° 94, novembre 1940, p. 64.
- ⁵³ André Chamson, *Ecrits en 1940*, Paris, Gallimard, 1945, p. 10.
- ⁵⁴ Cf. E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 683.

- ⁵⁵ R. Aron, *Histoire de Vichy*, op. cit., p. 362.
- ⁵⁶ « Nouvelles » in *Esprit* N° 94, novembre 1940, p. 64.
- ⁵⁷ E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 668.
- ⁵⁸ Ibid., p. 672.
- ⁵⁹ Cf. la lettre que Mounier écrit le 19 juin 1942 au Secrétaire général de la police de Vichy. In *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 747.
- ⁶⁰ E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 675.
- ⁶¹ In *Esprit* N° 94, novembre 1940, p. 1-10.
- ⁶² Ibid., p. 1.
- ⁶³ Ibid., p. 2.
- ⁶⁴ E. Mounier, « Rassemblement populaire », op. cit., p. 444.
- ⁶⁵ E. Mounier, « D'une France à l'autre », op. cit., p. 2.
- ⁶⁶ Ibid., p. 3.
- ⁶⁷ Ibid.
- ⁶⁸ Ibid.
- ⁶⁹ Ibid., p. 4.
- ⁷⁰ Cette idée revient à plusieurs reprises en quelques lignes : « Il nous faut dresser un bilan partiellement négatif de notre premier âge (...) Deux problèmes ont pour nous dominé cet âge où l'adolescent s'empare fiévreusement du monde (...) Y avons-nous engagé certains [vers une sorte d'anarchie à prétexte spirituel], au début, par cette ferveur un peu vague et iconoclaste qui caractérise les départs juvéniles d'une grande foi, ce n'est pas impossible. (...) Cette maladie de jeunesse nous a valu nos plus marquantes insuffisances. » Ibid., p. 3-4.
- ⁷¹ Ibid., p. 3.
- ⁷² Ibid., p. 4.
- ⁷³ Ibid., p. 5.
- ⁷⁴ Ibid., p. 8.
- ⁷⁵ Ibid.
- ⁷⁶ Ibid., p. 8.
- ⁷⁷ Ibid., p. 9.
- ⁷⁸ Ibid., p. 10.
- ⁷⁹ Ce n'est pas un hasard si en mars 1940, à quelques semaines de la défaite, la Revue ouvre ses colonnes à un article de Drieu la Rochelle et si Mounier, le mois suivant, jette un regard chaleureux sur *Gilles*, le héros de son dernier roman et admet avec Drieu la Rochelle que la « France d'avant-guerre avait besoin de muscle, et d'un peu de sauvagerie ». Cf. E. Mounier, « Drieu la Rochelle : *Gilles* » in *Esprit* N° 91, avril 1940, p. 89.
- ⁸⁰ E. Mounier, « D'une France à l'autre », op. cit., p. 5.
- ⁸¹ In *Cahiers protestants*, septembre-octobre 1940, p. 423-424.
- ⁸² Ibid., p. 423.
- ⁸³ Ibid., p. 424.
- ⁸⁴ Ibid., p. 429.
- ⁸⁵ Cf. supra p. 429.
- ⁸⁶ E. Mounier, « Les nouvelles conditions de la vie publique en France » in *Esprit* N° 94, novembre 1940, p. 61.
- ⁸⁷ E. Mounier, « Le mangeur de nouvelles » in *Esprit* N° 96, janvier 1941, p. 189.
- ⁸⁸ E. Mounier, « Lettre de France », op. cit., p. 425.
- ⁸⁹ Ibid., p. 429.
- ⁹⁰ Ibid., p. 426.
- ⁹¹ E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 672.
- ⁹² E. Mounier, « D'une France à l'autre », op. cit., p. 10.

- ⁹³ E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 665.
- ⁹⁴ Cf. not. supra p. 274, note 78.
- ⁹⁵ Cf. not. : « Nous n'aurons de soucis, dans les mois qui vont venir, que d'aider cet accouchement du monde nouveau qui peut et doit naître sur les ruines de l'ancien. » in « D'une France à l'autre », op. cit., p. 7. Cf. aussi supra p. 275, note 84.
- ⁹⁶ E. Mounier, « Les nouvelles conditions de la vie publique en France », op. cit., p. 62.
- ⁹⁷ E. Mounier, « D'une France à l'autre », op. cit., p. 7.
- ⁹⁸ E. Mounier, « Les nouvelles conditions de la vie publique en France », op. cit., p. 62.
- ⁹⁹ « Le salut public est une opération chirurgicale qui ne peut se soucier des cas particuliers. Les maux doivent être débridés avec une marge de sécurité suffisante, les sentiments à éveiller suffisamment massifs pour ranimer un organisme qui a perdu ses réflexes. Nous ne demandons pas au salut public ce qu'il n'a pas à nous donner, ni de renoncer aux lois inexorables du genre. Mais n'oublions pas, des réfugiés et des chômeurs jusqu'aux victimes pitoyables des mesures d'ordre général historiquement nécessitées, cette misère qui reflue à pleines vagues jusque sur le seuil de nos portes. » Ibid., p. 64.
- ¹⁰⁰ E. Mounier, « Les nouvelles conditions de la vie publique en France », op. cit., p. 62.
- ¹⁰¹ Après avoir évoqué la profusion extraordinaire de nouvelles distillées avant la guerre par la radio, il explique à ses lecteurs : « Or voici que les mêmes enfants gâtés sont soumis au plus dur des rationnements, celui de la curiosité. Ils imaginent, à tort ou à raison, que le plus intéressant des événements du jour se joue derrière quelque rideau discret. C'est une de leurs plus fortes passions aujourd'hui que d'en soulever le voile (...). La plupart de ces affamés poursuivent obstinément l'élaboration d'un rêve cohérent, celui de leurs espérances ou de leurs illusions. C'est une légende de plus qu'ils vont chercher à l'écoute. Il arrive, il est vrai, que des princes épousent des bergères. Il n'empêche que chaque bergère qui rêve du prince charmant, jusqu'à nouvel ordre, doit passer pour une petite folle. Et pendant que rêvent les bergères, il arrive que les moutons s'égarent. Si certains y trouvent le cœur de mener leur tâche avec plus de vaillance, l'exception confirme la règle. Il vaudrait mieux, mes frères Français, bâtir des poèmes vivants avec nos mains, avec notre courage, avec notre fidélité, avec notre imagination créatrice, avec notre présence d'esprit, que de chercher derrière un bouton de radio le miracle que notre résolution seule peut réaliser. On croit au mensonge de l'information : on est peu attentif à cette inconsciente éducation au mensonge que propage la transmission de l'information clandestine. » E. Mounier, « Le mangeur de nouvelles », op. cit., p. 189.
- ¹⁰² Dans son appel du 23 juin, le Maréchal avait dit : « Il arrive qu'un paysan de chez nous voit son champ dévasté par la grêle. Il ne désespère pas de la moisson prochaine. Il creuse avec la même foi le même sillon pour le grain futur. » Et le 25 juin il avait repris un thème analogue : « La terre, elle, ne ment pas. Elle demeure votre recours. Elle est la patrie elle-même. Un champ qui tombe en friche, c'est une portion de la France qui meurt. » Cf. maréchal Pétain, *La France nouvelle. Appels et Messages*, op. cit., p. 10 et p. 19. En novembre, Mounier s'inspire exactement du même thème : « Le paysan dont le champ vient d'être ravagé passe une soirée à côté du feu, sans rien dire. Le lendemain matin, il recommence à retourner la terre : la terre est fidèle. » Cf. « Les conditions nouvelles de la vie publique en France », op. cit., p. 61.
- ¹⁰³ E. Mounier, « Les conditions nouvelles de la vie publique en France », op. cit., p. 62.
- ¹⁰⁴ Ibid., p. 63.
- ¹⁰⁵ Ibid.
- ¹⁰⁶ Ibid., p. 63.
- ¹⁰⁷ *Esprit* N° 96, janvier 1941, p. 129-131.
- ¹⁰⁸ Ibid., p. 129.
- ¹⁰⁹ Ibid.
- ¹¹⁰ Ibid., p. 129-130.
- ¹¹¹ Ibid., p. 130.

- ¹¹² E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 674.
- ¹¹³ E. Mounier, « Un bon métier entre les mains », in *Compagnons* N° 1, 19 octobre 1940, p. 2.
- ¹¹⁴ Ibid.
- ¹¹⁵ E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 689.
- ¹¹⁶ E. Mounier, « Programme pour le mouvement de jeunesse français » in *Esprit* N° 96, janvier 1941, p. 152-167.
- ¹¹⁷ Ibid., p. 154.
- ¹¹⁸ Ibid., p. 161-167.
- ¹¹⁹ Ibid., p. 158-159.
- ¹²⁰ E. Mounier, « Nos thèmes de vie : « Découverte de la communauté » in *Compagnons*, 16 novembre 1940, p. 3. Or, en 1935 déjà, donnant des exemples d'actions personnalistes révolutionnaires, il avait mentionné le fait de voyager intentionnellement en troisième classe. Cf. E. Mounier, « Pour une technique des moyens spirituels » in *Esprit* N° 29, février 1935, p. 752.
- ¹²¹ Ibid., p. 165.
- ¹²² E. Mounier, « Dialogue par-dessus la trentaine » in *Compagnons*, 2 août 1941, p. 11.
- ¹²³ E. Mounier, « Nos thèmes de vie : Découverte de la communauté » in *Compagnons*, 16 novembre 1940, p. 3.
- ¹²⁴ E. Mounier, « Programme pour le mouvement de jeunesse français », op. cit., p. 161.
- ¹²⁵ « La France n'est pas un concept subjectif, qu'il appartient à chacun de construire et de limiter. C'est une réalité vaste, dont chacun de nous ne porte qu'une fraction. Des parties authentiques de cette tradition ont été défigurées et compromises par les politiciens : ce n'est pas une raison de les oublier dans la synthèse française. Il faut refaire la France avec toutes ses traditions : non pas en ce sens que tout ce qui a empiriquement tenu la scène de la vie française soit par le fait même à sauver. Mais, abolis les maux politiques et spirituels, et silence fait à nos goûts individuels, il faut sonner le rassemblement de toutes les « mystiques » françaises, au sens où Péguy les opposait aux politiques parasites. Chaque Français, s'il comprend ainsi la révolution, apprendra ce que pour le dommage de son pays il s'est jusqu'à présent refusé à admettre : le révolutionnaire qu'une révolution, comme disait encore Péguy, est une « re-source », la remontée d'une tradition moins profonde à une tradition plus profonde; le traditionaliste, que l'histoire ne se continue qu'en se renouvelant, et que le comte de Chambord, en parlant du « grand mouvement de 1789 », par opposition aux folies qui le suivirent, sans tomber dans les complaisances révolutionnaires de tel de ses ancêtres, donnait sans doute un exemple durable de sagesse historique. » Ibid., p. 159.
- ¹²⁶ Ibid., p. 153.
- ¹²⁷ Dans le peuple discipliné où renaîtra le sens de « l'égalité spirituelle » passera aussi « un vaste courant de fraternité collective ». Ibid., p. 166.
- ¹²⁸ Écoutons le témoignage de Mounier : « Le régime des journées est rude et serré, depuis le « décrassage » du lever, à travers la campagne, avant la toilette, jusqu'à la veillée où le chef reprend pour ainsi dire la journée en main, devant le feu de bois de la grande salle, en passant par les séances d'hébertisme, les chantiers, les conférences. Pendant l'hiver qui s'achève, cette vie d'entraînement intensif a été menée par — 20°; le soir les élèves regagnaient des chambres glaciales. » E. Mounier, « L'Ecole nationale des cadres d'Uriage » in *Esprit* N° 99, avril 1941, p. 430.
- ¹²⁹ Ibid.
- ¹³⁰ Ibid.
- ¹³¹ Ibid.
- ¹³² E. Mounier, « Jeune France » in *Esprit* N° 97, février 1941, p. 261.
- ¹³³ Ibid.
- ¹³⁴ Ibid.
- ¹³⁵ Ibid., p. 263.

¹³⁶ Ibid.

¹³⁷ Expliquant le projet « Jeune France », il écrit. « Il y a entre un grand désir, qui n'est pas neuf, mais retrouve un nouvel espoir, de rétablir le contact de l'artiste avec le peuple, et plus largement, de restituer l'art dans son rôle intégral : un élément constitutif de la vie quotidienne des peuples, de leur travail et de leurs jeux, de leurs souffrances et de leurs joies, de leurs détentes et de leurs prières. » Ibid. p. 262. Ce désir prenant corps, le loisir et l'art imprégneraient toute la vie et toutes les activités de l'homme.

¹³⁸ In *Esprit* N° 103, août 1941, p. 690-711.

¹³⁹ Ibid., p. 690.

¹⁴⁰ Ibid., p. 691.

¹⁴¹ Ibid., p. 694.

¹⁴² Ibid., p. 695.

¹⁴³ Ibid., p. 691.

¹⁴⁴ In *Esprit* N° 103, août 1941, p. 694-695.

¹⁴⁵ Jean Lacroix, « Nation et Révolution » in *Esprit* N° 94, novembre 1940, p. 11-16.

¹⁴⁶ Ibid., p. 12.

¹⁴⁷ Ibid., p. 14.

¹⁴⁸ Ibid. Dans le numéro de février 1941, Mounier laisse entendre que cette formule, pour le moins ambiguë, a soulevé la protestation de certains lecteurs; c'est pourquoi, il essaie d'en clarifier le sens : « Une révolution n'est pas un phénomène homogène, mais une sorte d'accumulation explosive en un point de l'histoire, qui donnera dans sa phase de retombée, comme une gerbe d'artificier, les couleurs et les développements les plus variés. (...) Quand nous parlons de « la Révolution du XX^e siècle », nous désignons par anticipation l'apport créateur de cette crise (...) On peut avoir les avis les plus divers sur les très diverses révolutions qui ont déjà ébranlé les assises de la vieille Europe, et dans plusieurs, certes, nous ne voulons voir que les grimaces de l'enfantement. Mais il n'est pas difficile de constater qu'elles présentent le même amalgame intérieur que notre Révolution de 89 et que toutes par conséquent ont quelque attache secrète avec le nouveau monde qui se cherche. Partout nous discernons quelque réveil du sens communautaire, le désir de changer la vieille machine du capitalisme libéral, la volonté d'imposer de nouvelles valeurs plus exigeantes que les valeurs d'argent, le déclin du parlementarisme, la restauration des fonctions d'autorité et d'exécution, un réveil du sens national lié à une expansion de l'idée d'organisation internationale. Comme disent les juristes, la série est énumérative, non limitative. » E. Mounier, « La Révolution du XX^e siècle » in *Esprit* N° 97, février 1941, p. 270.

¹⁴⁹ J. Lacroix, « Nation et révolution », op. cit., p. 15-16.

¹⁵⁰ H. Beuve-Méry, « Révolutions nationales, révolutions humaines » in *Esprit* N° 98, mars 1941, p. 282.

¹⁵¹ Ibid.

¹⁵² Ibid., p. 283.

¹⁵³ *Esprit* N° 94, novembre 1940, p. 23-35. Ce premier texte, conçu avant l'armistice, est l'œuvre de G. Zérapha, industriel juif qui a renfloué les finances de la Revue dans ses premières années. Mounier livre les réflexions de Zérapha sans donner le nom de l'auteur en prétextant de leur caractère inachevé. Il se félicite dans ses carnets de passer anonymement un juif dans la première livraison d'*Esprit*. En réalité, il se distance des vues exprimées dans cet article. « On verra », écrit-il dans un chapeau, « que l'auteur de ces notes se réclame d'un libéralisme économique absolu. Ce qu'était le « libéralisme » de l'économie d'hier, le message du chef de l'Etat le définissait récemment en ces termes décisifs : « Apparence de libéralisme, mais en fait, asservissement aux puissances d'argent et recours de plus en plus large aux interventions de l'Etat. » C'est le tableau que nous en avons toujours donné à *Esprit*. » Ibid., p. 23.

¹⁵⁴ *Esprit* N° 95, décembre 1940, p. 18-30.

- ¹⁵⁵ *Esprit* N° 96, janvier 1941, p. 139-151; *Esprit* N° 97, février 1941, p. 241-255; *Esprit* N° 98, mars 1941, p. 320-326.
- ¹⁵⁶ *Esprit* N° 96, janvier 1941, p. 139.
- ¹⁵⁷ *Esprit* N° 100, mai 1941, p. 452-462.
- ¹⁵⁸ *Esprit* N° 96, janvier 1941, p. 168-181.
- ¹⁵⁹ Ibid., p. 171.
- ¹⁶⁰ *Esprit* N° 95, décembre 1940, p. 37-42.
- ¹⁶¹ Ibid., p. 40.
- ¹⁶² Ibid., p. 41.
- ¹⁶³ Ibid., p. 41-42. Pour Mounier la « décomposition de l'âme française » relève moins des œuvres que de l'intelligentzia « folâtre et décadente » de l'entre-deux-guerres. Elle a fait sienne « un certain climat gidien, un certain détachement valéryen, un certain pathos bergsonien » qui n'enlève rien aux *Faux-Monnayeurs*, à la *Jeune Parque* ou à l'*Evolution créatrice*. Cf. E. Mounier, « Sur l'intelligence en temps de crise », in *Esprit* N° 97, février 1941, p. 202.
- ¹⁶⁴ E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 670.
- ¹⁶⁵ Ibid., p. 675.
- ¹⁶⁶ Sa lettre du 19 juin 1942 au Secrétaire général de la police en témoigne : « En décembre 1940, le Ministère des affaires étrangères y souscrivait spontanément deux cent cinquante abonnements pour ses postes à l'étranger : il ne la trouvait pas si indigne de représenter la France. En février 1941, le Ministère de la jeunesse m'envoyait une lettre de félicitation pour un programme de jeunesse publié sous ma signature; avec surprise j'en retrouvais les principaux articles, quelques mois plus tard, démarqués, dans le programme de départ de JFOM... » in *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 747.
- ¹⁶⁷ Cf. E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 679.
- ¹⁶⁸ Le 28 janvier 1941, Mounier note dans ses carnets personnels « Consigne formelle des censeurs : désormais plus de « blancs ». Je trouvais mes gens bien différents ce soir-là. La clef m'est donnée dans un mot que je reçois de Gilloin qui, à la suite de mon rapport, a envoyé un mot pour les prier d'être plus compréhensifs à l'égard d'*Esprit*. » Cf. *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 692.
- ¹⁶⁹ Cf. not. *Esprit* N° 96, janvier 1941, p. 193-195 ou *Esprit* N° 97, février 1941, p. 272-280, etc.
- ¹⁷⁰ *Esprit* N° 94, novembre 1940, p. 17-20.
- ¹⁷¹ Ibid., p. 20.
- ¹⁷² Henri Thomas, « La littérature en cause » in *Esprit* N° 94, novembre 1940, p. 52.
- ¹⁷³ *Esprit* N° 97, février 1941, p. 222-238.
- ¹⁷⁴ Cf. « Réponse de M. Gabriel Marcel » in *Esprit* N° 97, février 1941, p. 238.
- ¹⁷⁵ Cf. E. Mounier, « L'école et les réalités spirituelles » in *Esprit* N° 99, avril 1941, p. 426-429.
- ¹⁷⁶ E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 677.
- ¹⁷⁷ « En automne, Mounier essaya de renflouer la revue *Esprit*. J'y pus lire, sous la plume d'un de ses collaborateurs, que le devoir de la France était de s'intégrer à la « Révolution du XX^e siècle ». Mounier lui-même m'écrivait : « Vous n'avez tout de même pas vu cet effondrement. Dans les Charentes, j'ai vu pendant douze jours un pays hagard : « Où est le sud ? où est le sud ? » C'était l'obsession des soldats sans armes. Et les maires qui fuyaient, et tous les notables des villes, des villages, qui auraient dû être l'âme de la fidélité et du courage. Vous n'avez pas vu dès septembre 39 ce défaitisme des hommes et de leurs chefs — une grande partie tout au moins — l'incompréhension totale de l'événement, la danse devant la mort, la recherche généralisée de la planque. » Certes, nous autres Suisses n'avions pas vu, je n'avais pas vu. Mais ceux qui avaient vu restaient traumatisés, ne pouvaient se détacher des images qui hantaient leur mémoire. Je tançais Mounier un peu longuement, un peu sottement peut-être, et sur ce thème : la guerre n'est pas terminée. Je poursuivis : « Il y avait des malentendus au sein de notre accord de ces années

passées. Nous ne mettions pas l'accent sur les mêmes choses. (...) J'ai compris que j'étais au fond un libéral, au sens positif. Je comprends que, si les régimes autoritaires l'emportent, partout en Europe et en Suisse même, ma tâche (si j'ose dire) sera d'affermir en moi et de fomentier autour de moi l'exigence de liberté. » Marcel Raymond, *Le Sel et la Cendre*, Lausanne, Coopérative Rencontre, 1970, p. 155-156.

178 Cf. Pierre Emmanuel, *Autobiographies*, Paris, Editions du Seuil, 1970, p. 259.

179 Cf. not. E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, p. 683 et 697.

180 Ibid., p. 701.

181 Il écrit à des collaborateurs le 18 mars 1941. « ... Je trouve malsain, pour la diversité même et la signification de la revue que, sans compter quelques assemblages de textes, j'ai moi-même rédigé une trentaine de pages sur soixante-dix à quatre-vingts dans chacun des deux derniers numéros. » Ibid., p. 698.

182 *Esprit* N° 97, février 1941, p. 201-215.

183 Ibid., p. 206.

184 Ibid., p. 211.

185 Ibid., p. 214.

186 Le témoignage de Georges Montaron sur ce point est formel : « Nous étions au printemps de l'année 1941. Ce jour-là à Lyon, devenue dans la zone libre, la capitale intellectuelle et spirituelle de la France, le père Chaillet menait une difficile négociation avec ses amis d'*Esprit*. Il s'agissait d'obtenir de ceux-ci, et plus particulièrement d'Emmanuel Mounier, qu'ils mettent fin à leur politique de présence dans les organisations de jeunesse de la Révolution nationale. Cette rupture apparaissait au Jésuite comme le seul gage efficace d'une authentique volonté de résistance.

Hélas, il ne put obtenir leur accord. Emmanuel Mounier voulait tenter de faire entendre sa voix à travers les censures et en parlant entre les lignes. Alors le père Chaillet aidé de quelques laïcs venus de JEC et de la JOC et de quelques Jésuites lança seul, en novembre 1941, les Cahiers clandestins du *Témoignage Chrétien*. » G. Montaron, « Mounier et « Témoignage Chrétien » in *Hebdo-TC* » N° 1340, jeudi 12 mars 1970, p. 13.

187 In *Esprit* N° 100, mai 1941, p. 441-446.

188 Ibid., p. 442-443.

189 In *Esprit* N° 100, mai 1941, p. 464-470.

190 Ibid., p. 470.

191 Ibid.

192 *Esprit* N° 98, mars 1941, p. 289-303.

193 Ibid., passim. « Il faut penser avec les mains. » Cette formule ne trompe aucun lecteur d'*Esprit* où chacun se souvient du livre de Denis de Rougemont intitulé précisément *Penser avec les mains*.

194 *Esprit* N° 99, avril 1941, p. 399-404.

195 Ibid., p. 402.

196 Ibid., p. 405-418.

197 *Esprit* N° 102, juillet 1941, p. 652-661.

198 *Esprit* N° 101, juin 1941, p. 521-525.

199 Jean Rahon, « Quelle Europe ? » in *Esprit* N° 101, juin 1941, p. 526-535.

200 Mais en juillet 1941, commentant l'invasion de l'Union soviétique par les troupes hitlériennes, Mounier écrit ces mots, en l'occurrence si pleins d'une lâche ambiguïté : « Il n'est personne qui ne soit prêt à saluer la chute du sombre régime stalinien, le jour où elle se produira, comme une délivrance pour l'Europe, si elle ne s'accompagne pas de conséquences équivalentes dans le mal. Parmi les visages de l'Antéchrist, celui du petit tyran rusé, vaniteux et sanguinaire, qui depuis des années ampute l'Europe de la Sainte Russie, et de toutes les puissances de la Russie nouvelle, était un des plus odieux. Le sang, et plus loin que le sang, le désespoir de milliers de victimes, proches ou lointaines, clame contre ce vampire d'une grande

espérance humaine. Si les vicissitudes du conflit lèvent du monde que nous préparons pour après-demain la redoutable menace qu'il y faisait peser en toute hypothèse, et si la Russie se retrouve contre lui dans sa grandeur et dans sa fierté séculaires, au lieu de disparaître avec sa chute, une espérance inattendue se lèvera vers l'Orient. » Et plus loin il ajoute : « Il tient à l'honneur de l'Europe que sa « croisade » contre le communisme ne soit pas la croisade des pharisiens. » E. Mounier, « Fin de l'homme bourgeois » in *Esprit* N° 102, juillet 1941, p. 609-611.

²⁰¹ M. Beigbeder, « Le Juif Süß » in *Esprit* N° 101, juin 1941, p. 598.

²⁰² Ibid., p. 599.

²⁰³ Ibid.

²⁰⁴ *Esprit* N° 102, juillet 1941, p. 647-651.

²⁰⁵ Ibid., p. 649. En mai Darlan s'est exprimé à la radio en ces termes : « Dans un monde anglo-saxon triomphant, la France ne serait qu'un dominion de seconde zone... Il s'agit de choisir entre la vie et la mort. Le Maréchal et le gouvernement ont choisi la vie. » Cf. R. Aron, *Histoire de Vichy, 1940-1944*, op. cit., p. 433.

²⁰⁶ E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 713-714.

²⁰⁷ Ibid., p. 718.

²⁰⁸ R. Aron, *Histoire de Vichy 1940-1944*, op. cit., p. 383-384.

²⁰⁹ Ibid., p. 421.

Conclusion

¹ P.L. Landsberg, « Personnalisme » in *Esprit* N° 88, janvier 1940, p. 206.

² E. Mounier, *Œuvres*, t. IV, p. 713.

³ Paris, éd. du Seuil, 1946 (coll. « Esprit »).

⁴ Neuchâtel, éd. de la Baconnière, 1945 (coll. « Les cahiers du Rhône »).

⁵ E. Mounier, « Rapport au Secrétaire général de la police » in *Œuvres*, t. IV, op. cit., p. 749.

BIOGRAPHIES

Becker, Raymond de
(1911-1969) — Cf. p. 29-30. Cf. aussi note 65 p. 309-310.

Bourdet, Claude

Né à Paris en 1909. Fils du dramaturge Edouard Bourdet et de la poétesse Catherine Pozzi. Après des études à l'Ecole polytechnique de Zürich, il entre au Cabinet du ministre de l'Economie nationale (1936-1939). Se lie d'amitié avec Maritain qui le met en rapport avec *Esprit* auquel il collabore depuis 1936, en même temps qu'à d'autres périodiques tels *Marianne*, *L'Ordre* et la *Revue des deux Mondes*. Après la défaite, il entre dans la Résistance et devient membre du Comité directeur du mouvement *Combat* en 1942, puis membre du Conseil national de la Résistance. Arrêté en 1944, il est déporté à Oranienburg et Buchenwald. En 1945, il est vice-président de l'Assemblée consultative. Après la guerre, il poursuit une carrière de journaliste et d'homme politique de gauche (PSU).

Dami, Aldo

Né à Genève en 1898 dans une famille très cosmopolite. Après avoir terminé le Collège de Genève et accompli deux ans de service militaire en Italie, il entreprend des études de lettres (mention histoire) à l'Université de Genève. Robert de Traz le charge du secrétariat de la Revue de Genève. En 1927, il se rend à Paris et devient secrétaire de la Librairie nationale dirigée par G. Valois qui s'est brouillé avec l'*Action Française*. Il se lie d'amitié avec Philippe Lamour et Hubert Lagardelle et collabore avec la revue *Plans*, de tendance fascisante. Séjourne ensuite en Hongrie, puis passe deux ans comme lecteur à l'Université de Leipzig. En 1933, il rencontre Mounier à Genève et devient bientôt un des principaux chroniqueurs de politique étrangère d'*Esprit*. Demeuré munichois, il se distance de la Revue après le coup de Prague en mars 1939. Après la guerre, il enseigne la géographie politique à l'Université de Genève.

Duveau, Georges

Né à Meyssac (Corrèze) en 1903 dans une famille bourgeoise. Dès le début des années 1920, il se lance dans les milieux littéraires d'avant-garde et fonde avec quelques amis, dont Pierre Naville, une éphémère revue intitulée *L'Œuf dur*. Durant les années 1930, il est journaliste à *Paris-Soir*. Il participe à la fondation d'*Esprit* dont il sera un collaborateur assez régulier. Il entreprend aussi deux thèses importantes sur la *Vie ouvrière en France pendant le Second Empire* et sur *La pensée ouvrière sur l'éducation*. Il collabore également à l'édition des œuvres complètes de Proudhon. Après la guerre, il est secrétaire général de l'*Année sociologique* (1947-1948), puis succède à G. Gurvitch comme professeur de morale et de sociologie à la Faculté des lettres de l'Université de Strasbourg. Il meurt en 1958 sans avoir pu achever son ouvrage sur la *Sociologie de l'Utopie*.

Gandillac, Maurice de

Né à Coléa (Alger) en 1906. Elève de l'Ecole Normale Supérieure de 1925 à 1929, il est pensionnaire de la Fondation Thiers de 1931 à 1934, puis de l'Institut français de Berlin. De retour en France, il poursuit une carrière d'enseignant. En 1942, il est nommé professeur à la Faculté des lettres de l'Université de Lille. Après la guerre, il devient professeur de philosophie médiévale à la Sorbonne. Séduit tout d'abord par l'*Action Française*, il entre en contact avec *Esprit* par l'intermédiaire de Maritain et défend dans cette revue des positions résolument pacifistes et favorables à l'Allemagne.

Goguel, François (pseudonyme : Bernard Serampuy)

Né en 1909 dans un milieu intellectuel et protestant (fils de Maurice Goguel, professeur à la Faculté de théologie de Paris). Après des études de droit et de sciences politiques, il devient fonctionnaire au Sénat en 1931. A partir de 1936, il est secrétaire de la *Revue de science politique*. En faveur de Munich. Prisonnier en Allemagne pendant la guerre, il entreprend une étude sur la *Politique des partis sous la III^e République* qui fait toujours autorité. Après la guerre, il est secrétaire général de la Fondation nationale des sciences politiques et professeur à l'Institut d'études politiques. En 1948, il devient directeur du service de la séance au Conseil de la République, puis secrétaire général

du Conseil de la République (1954-1958). A partir de 1958, il est secrétaire général du Sénat.

Humeau, Edmond

Né en 1907 à Saint-Florent-le-Vieil (M.-et-L.). Après des études aux séminaires de Baupréau et d'Angers, il tombe malade et doit séjourner à la montagne. Il devient professeur de français au collège de Saint-Maurice dans le Valais (1929-1932). Par l'intermédiaire de Maritain, il entre en contact avec *Esprit* et participe aussi à la *Troisième Force*. Puis il milite dans le parti socialiste dont il est exclu avec Marceau Pivert. Il se rapproche du mouvement frontiste de Bergery. Munichois, il est séduit un moment par le maréchal Pétain avant d'assumer diverses activités dans la Résistance. Rédacteur au Bureau universitaire de statistiques de 1937 à 1941, il devient chef du service du reclassement des intellectuels en chômage de 1941 à 1946, puis attaché de presse au Conseil économique et social de 1947 à 1971. Auteurs de plusieurs recueils de poésie.

Labrousse, Roger

Né dans une famille protestante du sud de la France, il entreprend des études de lettres puis une thèse sur *La philosophie politique de l'ancienne Espagne*. Ayant perdu sa mère et son père à cause de la première guerre mondiale, il se promet de ne plus jamais participer à un nouveau conflit. En 1939, il se déclare « insoumis » et, avec quelques intellectuels, fonde une sorte de phalanstère en Patagonie. Puis il enseigne la philosophie politique à l'Université de Tucuman en Argentine. Il meurt subitement en 1956.

Lacroix, Jean

Né en 1900 à Lyon dans une famille traditionaliste, il entreprend des études de droit et de philosophie. Professeur au Lycée du Parc à Lyon, il est dès 1932 un des plus importants animateurs du mouvement *Esprit*. Après la guerre, il poursuit une brillante carrière intellectuelle en publiant de nombreux ouvrages touchant à la philosophie, à la politique et à la sociologie. Il tient aussi la chronique philosophique du journal *Le Monde*.

Landsberg, Paul-Louis

Allemand d'origine juive mais profondément catholique, Landsberg est professeur de philosophie à l'Université de Bonn avant l'ascension d'Hitler au pouvoir. En 1933 il s'exile et devient chargé de cours à l'Université de Barcelone. Lorsque éclate la guerre civile, il se réfugie en France. Ce disciple de Max Scheler exercera une certaine influence sur le mouvement *Esprit*, notamment parce qu'il fera prendre conscience aux personnalistes des exigences d'une pensée engagée. Il mourra à Oranienburg pendant la guerre.

Leenhardt, Roger

Né en 1903 dans une famille de la bourgeoisie protestante de Montpellier. De 1932 à 1934, il est fonctionnaire au bureau politique de la préfecture de police; puis il se lance dans une carrière de cinéaste. En 1940 il assume une charge à la radio de Vichy. Après la guerre, il poursuit son métier de réalisateur et de producteur de films.

Lefrancq, Jacques (1896-1949) Cf. p. 27-28.

Madaule, Jacques

Né en 1898 à Castelnaudary (Aude). Après avoir accompli ses études à la Faculté des lettres de Toulouse et réussi le concours d'agrégation d'histoire et de géographie, il enseigne une année au Lycée de Tunis, puis passe deux ans à l'Ecole française de Rome. En 1934, il devient professeur au Lycée Michelet à Vanvres. Dès lors, il participe activement au mouvement *Esprit*. Il collabore également à *Sept*, fondé et dirigé par les Pères dominicains des Editions du Cerf, et à *Vendredi*.

Il approuve la Révolution nationale. Après la guerre, il s'engage dans le MRP et devient conseiller municipal (1947) d'Issy-les-Moulineaux, puis, avec l'appui des communistes, maire de cette ville (1949-1952). Auteur de plusieurs essais de critique littéraire et d'histoire.

Marrou, Henri-Irénée (pseudonyme : Davenson)

Né en 1904 à Marseille dans un milieu ouvrier. Après des études de lettres, il est professeur à l'Institut français de Naples de 1932 à 1937 et y achève sa thèse de doctorat intitulée *Saint Augustin et la fin de la culture antique* (Paris, Ed. de Boccard, 1937). Puis, après un bref séjour à l'Université du Caire (1937-1938), il enseigne successivement aux Facultés des lettres de Nancy (1938-1939), de Montpellier (1940-1941) et de Lyon (1941-1945). Malgré ses séjours à l'étranger, il joue un rôle assez important dans la revue *Esprit*, notamment en tant que critique musical. Après la guerre, il est professeur d'histoire du christianisme à la Sorbonne. Auteur de très importants travaux historiques.

Moré, Marcel

Né à Paris en 1887. Il entre à l'Ecole polytechnique en 1908. Après avoir été mobilisé pendant la première guerre mondiale, il devient fondé de pouvoirs d'un agent de change, profession qu'il conservera durant toute sa vie active. Disciple de Léon Bloy, il collabore depuis 1925 à l'hebdomadaire *Le Petit Démocrate*, organe du Parti démocrate-chrétien auquel il donne des chroniques philosophique, théâtrale, musicale et littéraire. A partir de 1935, il participe au mouvement *Esprit* et fonde aussi une revue de tendance surréaliste, *La Bête Noire*. Après la guerre, il fonde la revue *Dieu vivant* de tendance œcuménique. Auteur de divers ouvrages dont un consacré à l'œuvre de Jules Verne. Il meurt en 1965.

Perroux, François

Né en 1903 à Lyon dans une famille bourgeoise de tradition catholique. Après des études secondaires au Collège des Maristes, il entreprend une licence en droit et une licence en science économique. Sorti premier au concours d'agrégation d'économie politique, il devient professeur de cette branche à la Faculté de droit de Lyon, puis à l'Université de Paris. Il est entré en contact avec *Esprit* dès 1934 par l'intermédiaire de Lacroix. Après la défaite, il devient un fervent partisan du maréchal Pétain. Considéré comme un économiste de renom, il enseigne au Collège de France depuis 1955.

Rougemont, Denis de

Né à Neuchâtel en 1905. Après des études de lettres à Neuchâtel, Genève et Vienne, il se rend à Paris où il participe à la création des revues *L'Ordre Nouveau* et *Esprit*. Il fonde également la revue *Hic et Nunc* d'inspiration barthienne. De 1935 à 1936, il est lecteur à l'Université de Francfort, puis participe aux *Nouveaux Cahiers* fondé par Auguste Detœuf. En 1939 il est mobilisé à l'état-major général de l'armée suisse. Participe à la fondation de la *Ligue du Gothard* qui rassemble diverses tendances politiques préconisant la résistance à l'Allemagne et la transformation des institutions suisses. En août 1940, il part pour les Etats-Unis. En 1942-1943, il rédige des émissions de la « Voix de l'Amérique parle aux Français ». Après la guerre, il s'engage activement dans le mouvement fédéraliste européen. En 1949, il fonde à Genève le Centre européen de la culture. Professeur à l'Institut universitaire d'études européennes et à l'Université de Genève.

Touchard, Pierre-Aymé

Né en 1903 à Mézeray (Sarthe). Il accomplit ses études aux Lycées du Mans, de Caen et à la Faculté des lettres de Paris. Dans les années 1930, il est répétiteur à Paris au Lycée Henri IV, puis à l'Ecole Alsacienne. Chargé dès 1933 par Mounier de la critique théâtrale de la revue, il devient rapidement un des principaux animateurs du mouvement *Esprit*. Il participe aussi à la Troisième Force. En 1938, il fonde et dirige *Le Voltigeur français*, puis devient co-directeur d'*Esprit* en 1939 au moment de la déclaration de guerre. Il ne comprend pas que Mounier accepte de faire reparaitre *Esprit* sous Vichy, et, en 1942, il réproche sa grève de la faim. Depuis 1939, il dirige la Maison des Lettres et assume bientôt des activités dans la Résistance. Après la guerre, tout en donnant des critiques théâtrales à diverses publications dont *Le Monde*, il devient administrateur de la Comédie-Française, puis inspecteur général des spectacles en 1956. En 1967, il est directeur du Conservatoire de Paris.

Ulmann, André

Né en 1912 dans une famille d'origine alsacienne. Au début des années 1930, il entreprend des études de droit et de lettres tout en étant secrétaire de Charles Dulot à *L'Information Sociale*. Ayant rencontré Mounier par l'intermédiaire de Maritain, il devient secrétaire de rédaction d'*Esprit* de 1932 à 1935. Puis il se distance de Mounier et assume la fonction de secrétaire de rédaction de *Vendredi* tout en collaborant au *Peuple* (organe de la CGT). En 1939 il fonde avec Armand Petitjean le *Courrier de Paris et de Province* qui ne sortira qu'un seul numéro. Après la défaite il s'engage dans la Résistance. A la Libération il est membre de l'Assemblée consultative. Proche du Parti communiste, il devient rédacteur en chef de la *Tribune des Nations*. Il meurt en 1971.

Villey, Daniel

Né à Caen en 1911 dans une famille de traditions intellectuelle, républicaine et anticléricale. Après des études de droit et d'économie politique, il est pensionnaire de la Fondation Thiers et entreprend sa thèse sur un économiste libéral du XIX^e siècle, Charles-Brook Dupont White. Il enseigne à la Faculté de droit de l'Université de Caen (1939-1942), puis à Poitiers. Catholique fervent, partisan convaincu de l'économie libérale, il collabore régulièrement à *Esprit* depuis 1936. Prisonnier en Allemagne, il est libéré en 1941. Il désapprouve la Révolution nationale et entre dans la Résistance. Après la guerre, tout en poursuivant sa carrière d'économiste à la Faculté de droit de l'Université de Paris, il lance un mouvement intitulé « Les volontaires de l'Europe » et milite en faveur de l'Algérie française. Il meurt en 1967.

BIBLIOGRAPHIE

I. Sources

Les archives d'*Esprit* furent détruites en juin 1940 par P.-A. Touchard, notamment parce qu'elles comprenaient un certain nombre de documents qui risquaient de compromettre des Allemands qui avaient collaboré ou avaient eu des contacts avec ce mouvement.

A. Périodiques

- Esprit. Revue internationale. Edition française.* Paraît le 1^{er} de chaque mois depuis octobre 1932 jusqu'en août 1941 (interruption de juillet 1940 à octobre 1940). Environ deux mille pages par an.
- Le Voltigeur Français.* Bi-mensuel. Septembre 1938-juillet 1939 (N^{os} 1-18).
- Journal Intérieur.* Mensuel ronéotypé des groupes d'*Amis d'« Esprit »*. Novembre 1935-janvier 1940. [Conservé à la Bibliothèque « Emmanuel Mounier », 19, rue d'Anthony à Châtenay-Malabry.]
- Bulletin des Amis d'Emmanuel Mounier.* Bi-annuel. Février 1952... [Contient des articles, conférences ou lettres inédites d'Emmanuel Mounier].

B. Ouvrages et articles

- ARON, Robert et DANDIEU, Arnaud. *La révolution nécessaire.* Paris, Ed. Grasset, 1933, 296 p.
- BECKER, Raymond de. *Communauté. Thèses. Directions. Statuts.* Bruxelles, Imprimerie Gorsen-Pauwels, 1934, 18 p.
- Pour un ordre nouveau.* Bruxelles, Ed. contemporaines, 1934, 109 p.
- Le livre des vivants et des morts.* Bruxelles, Ed. de la Toison d'Or, 1942, 250 p.
- L'Erotisme d'en face.* Paris, J.-J. Pauvert, 1963, 253 p.
- Rêve et sexualité.* Paris, La Table Ronde, 1965, 223 p.
- BERDIAEFF, Nicolas. *Un nouveau Moyen Age.* Paris, Plon, 1927, 295 p.
- Problème du communisme.* Paris, Desclée de Brouwer, 1933.
- Destin de l'homme dans le monde actuel.* Paris, Stock, 1934, 144 p.
- Les sources et le sens du communisme russe.* Paris, Gallimard, 1938, 255 p.
- BERL, Emmanuel. *La Politique et les Partis.* Paris, Ed. Rieder, 1932, 232 p.
- BLONDEL, Maurice. *Le problème de la philosophie catholique.* Paris, Bloud et Gay (« Cahier de la nouvelle journée »), 1932, 222 p.
- BRASILLACH, Robert. *Notre avant-guerre.* Paris, Plon, 1941, 357 p.
- CHAMSON, André. *Ecrit en 40.* Paris, Gallimard, 1944, 32 p.
- DAVENSON, Henri (pseud. de MARROU, H.-I.). *Fondements d'une culture chrétienne.* Paris, Bloud et Gay (« Cahier de la Nouvelle Journée » N^o 27), 1934, 200 p.
- DUNOYER DE SEGONZAC, Pierre. *Le Vieux Chef. Mémoires et pages choisies.* Paris, Ed. du Seuil, 1970, 477 p.
- EMMANUEL, Pierre. *Autobiographies.* Paris, Ed. du Seuil, 1970, 477 p.
- FERRY, Gilles. *Une expérience de formation de chefs. Le stage de six mois à Uriage.* Paris, Le Seuil (coll. « Esprit »), 1945, 135 p.
- FOUCHET, Max Pol. *Un jour, je m'en souviens.* Paris, Mercure de France, 1968, 236 p.
- FRENAY, Henri. *La nuit finira. Mémoires de Résistance 1940-1945.* Paris, Robert Laffont, 1973, 607 p.

- GANDILLAC, Maurice de. *Le sens de notre vie*. Paris, PUF (« Bibliothèque du peuple » N° 30), 1941, 64 p.
- GAY, Francisque. *Dans les flammes et dans le sang. Les crimes contre les Eglises et les prêtres en Espagne*. Paris, Bloud et Gay, 1936, 154 p.
- GIDE, André. *Retour d'URSS*. Paris, Gallimard, 1937, 121 p.
- GUITTON, Jean. *Les Davidées*. Paris, Castermann, 1967, 137 p.
- HALÉVY, Daniel. *Décadence de la liberté*. Paris, B. Grasset, 1931, 242 p.
- ISWOLSKY, Hélène. *Au temps de la lumière*. Montréal. Editions de l'Arbre, 1945, 261 p.
- LACROIX, Jean. *Timidité et adolescence*. Paris, F. Aubier, 1936, 175 p.
- Itinéraire spirituel*. Paris, Bloud et Gay (« Cahier de la Nouvelle Journée » N° 35), 1937, 188 p.
- Vocation personnelle et tradition nationale*. Paris, Bloud et Gay, 1942, 192 p.
- Ce qui, chez nous, menace la personne humaine; cours professé à la semaine sociale de Clermont-Ferrand*. Lyon, Imprimerie Express; Chronique sociale de France, 1938, 24 p.
- Éléments constitutifs de la notion de civilisation; cours professé à la Semaine sociale de Versailles*. Lyon, Chronique sociale de France, 1938, 32 p.
- Psychologie des jeunes. L'Adolescence scolaire*. (Uriage-les-Bains) Ecole nationale des Cadres d'Uriage (Le Chef et ses jeunes, N° 9), 1942, 48 p.
- Marxisme, existentialisme, personnalisme*. Paris, PUF, 1950, 123 p.
- LACOMBE, Olivier. *L'Absolu selon le Vedānta*. Paris, P. Geuthner, 1937, 409 p.
- LANDSBERG, Paul-Louis. *Essai sur l'expérience de la mort*. Paris, Ed. du Seuil, 1952, 227 p.
- Problèmes du Personnalisme*. Paris, Ed. du Seuil (Coll. « Esprit »), 225 p.
- LEFEBVRE et GUTERMAN. *La Conscience mystifiée*. Paris, Gallimard, 1936, 282 p.
- LEFRANCQ, Jacques. *Oser penser*. Neuchâtel, La Baconnière, 1961, 270 p.
- MADAULE, Jacques. *Considération de la mort*. Paris, Ed. R.-A. Corrèa, 1934, 253 p.
- Le drame de Paul Claudel. Préface de Paul Claudel*. Paris, Desclée de Brouwer, 1936, 355 p.
- Choisir son destin*. Paris, PUF (« Bibliothèque du peuple » N° 47), 1942, 64 p.
- Petite histoire de l'Europe*. Paris, PUF (« Bibliothèque du peuple » N° 2), 1941, 64 p.
- Le nationalisme de Maurice Barrès*. Marseille, Sagittaire, 1943, 272 p.
- L'Interlocuteur*. Paris, Gallimard, 1972, 207 p.
- MARITAIN, Jacques. *Antimoderne*. Paris, Ed. de la « Revue des Jeunes » (s.d.), 271 p.
- Trois Réformateurs*. Paris, Plon, 1925, 293 p.
- Une opinion sur Charles Maurras et le devoir des catholiques*. Paris, Plon, 1926, 79 p.
- Primauté du Spirituel*. Paris, Plon (coll. « Le Roseau d'Or »), 1927, 314 p.
- Religion et culture*. Paris, Desclée de Brouwer, 1930, 115 p.
- Du régime temporel et de la liberté*. Paris, Desclée de Brouwer, 1933, 271 p.
- Humanisme intégral*. Paris, Aubier, 1936, 334 p.
- Le crépuscule de la civilisation*. Montréal, Ed. de l'Arbre, 1943, 96 p.
- MARTIN DU GARD, Maurice. *Chronique de Vichy 1940-1944*. Paris, Flammarion, 1946, 529 p.
- MASSIS, Henri. *Défense de l'Occident*. Paris, Plon (coll. « Le Roseau d'Or »), 1927, 281 p.
- Maurras et notre temps*. Paris, Genève, La Palatine, 1951, t. I, 283 p.; t. II, 256 p.
- MAURRAS, Charles. *Mes idées politiques*. Paris, A. Fayard, 1937, 295 p.
- MAXENCE, Jacques (pseud. de GODME, Pierre). *Histoire de dix ans (1927-1937)*. Paris, Gallimard, 1939, 380 p.
- MORE, Marcel. *Accords et dissonances 1932-1944*. Paris, Gallimard, 1967, 249 p.
- MOUNIER, Emmanuel. « Un penseur français : Jacques Chevalier » in *La Vie Catholique* N° 79. Paris, 3 avril 1926, p. 3.
- (signé Jean Sylvestre). « De l'Esprit philosophique » in *Aux Davidées* (Aix-en-Provence), novembre 1929, p. 83-89.
- (Jean Sylvestre). « Comment on conduit une vie : l'exemple de Descartes » in *Aux Davidées* (Aix-en-Provence), 1^{er} décembre 1929, p. 147-152.
- (signé Jean Sylvestre). « Comment on conduit une vie : l'exemple de Descartes » in

- Aux Davidées* (Aix-en-Provence), II janvier 1930, p. 208-211.
 (signé Jean Sylvestre). « De la sincérité envers soi-même » in *Aux Davidées* (Aix-en-Provence), I juin 1930, p. 534-538; II juillet 1930, p. 596-598.
 (signé Jean Sylvestre). « L'événement et nous » in *Aux Davidées* (Aix-en-Provence), décembre 1930, p. 145-150.
 (signé Jean Sylvestre). « Confessions pour nous, Françaises » in *Aux Davidées* (Aix-en-Provence), I janvier 1931, p. 211-223; II février 1931, p. 280-293; III juin 1931, p. 360-373.
 (signé François Chauvière). « Une activité spirituelle : les Davidées » in *La Vie spirituelle. Ascétique et mystique*. t. XXVII, avril 1931, p. 66-91.
 « Ce ne sont pas ceux qui disent : Esprit, Esprit... » in *Nouvelle Revue Française* N° 231, décembre 1932, p. 824-826.
Révolution personaliste et communautaire. Paris, F. Aubier (coll. « Esprit »), 1935, 415 p.
Manifeste au service du Personalisme. Paris, Aubier, 1936, (coll. « Esprit »), 241 p.
De la propriété capitaliste à la propriété humaine. Paris, Desclée de Brouwer, 1936, 139 p.
Manifeste au service du personalisme. Paris, F. Aubier, 1936, 194 p.
 « Préhistoire de la « Troisième Force » in *Courrier de Paris et de la Province* N° 0, 20 juillet 1939, p. 28-34.
 « Pacifistes » ou « bellicistes » ? *Les chrétiens devant le problème de la paix*. Paris, les Ed. du Cerf, 1940, 64 p.
 « Un bon métier entre les mains » in *Compagnons*, 19 octobre 1940, p. 1.
 « Nos thèmes de vie : « Découverte de la Communauté » in *Compagnons*, 16 novembre 1940, p. 3.
 « Jeunesse française » in *Suisse contemporaine*, juin 1941, p. 426-438.
 « Dialogue par-dessus la trentaine » in *Compagnons*, 2 août 1941, p. 11.
 « Pour un humanisme français » in *Journées d'études d'Uriage*. 1941, Texte ronéotypé.
 (article non signé). « Problèmes sociaux de demain » in *Cahiers politiques* (publiés clandestinement à Lyon par le CGE) N° 1, avril 1943, p. 24-30.
 (non signé). « Pourquoi je suis républicain ? » Réponse d'un catholique » in *Cahiers politiques* (publiés clandestinement à Lyon par le CGE) N° 2, juillet 1943, p. 4-9.
 (non signé). « Pourquoi je suis républicain ? Réponse d'un catholique » in *Cahiers Résistance* » in *Cahiers politiques* (publiés clandestinement à Lyon par le CGE) N° 5, janvier 1944, p. 1-15.
L'Affrontement chrétien. Neuchâtel, Ed. de la Baconnière, 1945, 104 p.
Libertés sous conditions. Paris, Ed. du Seuil, 1946, 278 p.
Le Personalisme. Paris, PUF, 1949, 136 p.
Carnets de route. I Feu la chrétienté. Paris, Ed. du Seuil (coll. « Esprit »), 1950, 279 p.
Carnets de route. II Les certitudes difficiles. Paris, Ed. du Seuil (coll. « Esprit »), 1951, 430 p.
Carnets de route. III L'Espoir des désespérés. Paris, Ed. du Seuil, 1953, 237 p.
Mounier et sa génération [Lettres, carnets et inédits d'E. Mounier. Publié par Paulette Mounier-Leclercq.] Paris, Ed. du Seuil, 1956, 340 p.
Œuvres, t. IV : *Recueils posthumes et correspondance*. Paris, Ed. du Seuil, 1963, 912 p.
- ORION (pseud. de MAZE, Jean). *Nouveau Dictionnaire des Girouettes*. Paris, Ed. Le Régent, 1948, 348 p.
- PARAIN, Brice. *Essai sur la misère humaine*. Paris, Grasset, 1934, 253 p.
Retour à la France. Paris, B. Grasset, 1936, 223 p.
- PERROUX, François. *Capitalisme et communauté de travail*. Paris, Librairie du Recueil Sirey, 1938, 346 p.
Des mythes hitlériens à l'Europe allemande. Paris, R. Pichon et Dusand-Auzias, 1940, 355 p.
Communauté et société. Paris, PUF (« Cahiers d'études communautaires I »), 1941, 64 p.
Communauté. Paris, PUF, 1942, 180 p.
La Révolution en marche. Paris, Libr. de Médecis, 1943, 117 p.

- PERROUX, François et URVOY, Yves. *La Charte du travail*. Lyon, Imprimerie nouvelle lyonnaise, « Renaitre » N° 23-24, 1943.
- Esprit d'un nouvel ordre politique*. Lyon, Imprimerie nouvelle lyonnaise, « Renaitre » N°14 bis, 1943, 28 p.
- PÉTAÏN, Philippe. *La France nouvelle. Appels et messages 17 juin 1940-17 juin 1941*. Montrouge, Imprimerie Draeger Frères, 1941, 175 p.
- PÉTAÏN, Maréchal Philippe. *Français ! Le Maréchal Pétain vous parle*. (Textes recueillis et classés par Charles Villain.) Rouen, Ed. du Journal de Rouen, 1942, 206 p.
- RAYMOND, Marcel. *Le Sel et la Cendre. Récit*. Lausanne, Coopérative Rencontre, 1970, 298 p.
- RICHARD, Marius. *La femme à tout faire*. Paris, Aubier (coll. « Esprit »), 1938, 207 p.
- ROUGEMONT, Denis de. *Les méfaits de l'instruction publique*. Lausanne, Ed. des Lettres de Lausanne, 1929, 51 p.
- Le Paysan du Danube*. Lausanne, Payot (« Cahiers Romands »), 1932, 203 p.
- Politique de la Personne. Problèmes, doctrines et tactiques de la Révolution personnelle*. Paris, Ed. « Je Sers », 1934, 255 p.
- Penser avec les mains*. Paris, Ed. A. Michel, 1936, 253 p.
- « Plébiscite et démocratie » in *L'Ordre Nouveau* N° 30, 15 avril 1936.
- « Qu'est-ce que la autorité ? » in *L'Ordre Nouveau* N° 31, mai 1936.
- « Qu'est-ce que la politique ? » in *L'Ordre Nouveau* N° 32, 15 juin 1936, p. 1-10. (art. signé *L'Ordre Nouveau*). « Pour la liberté » in *L'Ordre Nouveau* N° 34, octobre 1936, p. 1-16.
- Journal d'un intellectuel en chômage*. Paris, A. Michel, 1937, 255 p.
- « Du danger de s'unir » in *Nouveaux Cahiers* N° 23, 15 avril 1938, p. 21-22.
- Journal d'Allemagne*. Paris, Gallimard, 1938, 95 p.
- Qu'est-ce que la Ligue du Gothard ?* Neuchâtel, La Baconnière, 13 p.
- Journal d'une époque (1926-1946)*. Paris, Gallimard, 1968, 596 p.
- SIMON, Pierre-Henri. *L'Ecole et la Nation*. Paris, Ed. du Cerf, 1934, 288 p.
- Destins de la personne*. Paris, Bloud et Gay (« Cahier de la Nouvelle Journée » N° 31), 1935, 204 p.
- Les catholiques, la politique et l'argent*. Paris, F. Aubier (coll. « Esprit »), 1936, 232 p.
- Discours sur la guerre possible*. Paris, Ed. du Cerf, 1937, 140 p.
- Préparer l'après-guerre. Préface de F. Mauriac*. Paris, Bloud et Gay, 1940, 80 p.
- Ce que je crois*. Paris, Grasset, 1966, 244 p.
- TOUCHARD, Pierre-Aymé. *Dionysos, apologie pour le théâtre*. Paris, Aubier (coll. « Esprit »), 1938, 201 p.
- ULMANN, André. *Le Quatrième pouvoir, police*. Paris, F. Aubier (coll. « Esprit »), 287 p.
- XXX. *Jeune France. Principes, Directions, Esprit*. 1941.

II. Travaux

A. Ouvrages généraux sur la période

- ARON, Robert. *Histoire de Vichy 1940-1944*. Paris, Fayard, 1960, 766 p.
- BAUMONT, Maurice. *La faillite de la paix. 1918-1939*. t. I. *De Rethondes à Stresa. 1918-1935*. Paris, PUF, Quatrième éd. 1960, 531 p. t. II. *De l'affaire éthiopienne à la guerre. 1936-1939*. Paris, PUF, Quatrième éd. 1961, p. 533-948.
- BERL, Emmanuel. *La fin de la III^e République*. Paris, Gallimard, 1968, 366 p.
- BODIN, Louis et TOUCHARD, Jean. *Le Front populaire 1936*. Paris, A. Colin (coll. « Kiosque »), 296 p.
- BONNEFOUS, Georges et Edouard. *Histoire politique de la III^e République*. t. V. *La République en danger. Des ligues au Front populaire 1930-1936*. Paris, PUF 1962, 476 p. t. VI. *Vers la guerre : Du Front populaire à la conférence de Munich (1936-1938)*. Paris, PUF 1965, 451 p. t. VII. *La course vers l'abîme. La fin de la III^e République (1938-1940)*. Paris, PUF 1967, 449 p.
- CHASTENET, Jacques. *Histoire de la III^e République*. t. V. *Les années d'illusion, 1918-1931*. Paris, Hachette, 1960, 352 p. t. VI. *Déclin de la Troisième, 1931-1938*. Paris, Hachette, 1962, 302 p. t. VII. *Le drame final, 1938-1940*. Paris, Hachette, 1963, 347 p.

- COSTON, Henri. *Dictionnaire de la politique française*. Paris, La Librairie française, 1967, 1088 p.
- DUQUESNE, Jacques. *Les catholiques français sous l'occupation*. Paris, Grasset, 1966, 479 p.
- DUROSELLE, J.-B. *Histoire diplomatique de 1919 à nos jours*. Paris, Libr. Dalloz, 1962, 780 p.
- FOHLEN, Claude. *La France de l'entre-deux-guerres (1917-1939)*. Paris, Casterman, 1966, 226 p.
- FONDATION nationale des sciences politiques. *Léon Blum chef de gouvernement, 1936-1937*. Paris, A. Colin (Cahier de la Fondation nationale des sciences politiques N° 155), 1967, 440 p.
- Le gouvernement de Vichy 1940-1942. Institutions et politiques*. Paris, A. Colin, 1972, 372 p.
- GOGUEL, François. *La politique des partis sous la III^e République*. Paris, Le Seuil, 4^e éd. 1958, 566 p.
- LAUNAY, Jacques de. *Le dossier de Vichy*. Paris, Julliard, 1967, 319 p.
- LEFRANC, Georges. *Le Front populaire*. Paris, PUF « Que sais-je ? », 1965, 126 p.
- MICHEL, Henri. *Les courants de la pensée de la Résistance*. Paris, PUF, 1962, 843 p.
- Pétain, Laval, Darlan, trois politiques ?* Paris, Flammarion (Questions d'histoire), 1972, 184 p.
- Vichy, année 40*. Paris, R. Laffont, 1966, 463 p.
- MICHEL, Henri et GRANET, Marie. *Combat. Histoire d'un mouvement de résistance*. Paris, PUF, 1957, 328 p.
- NERE, Jacques. *La Troisième République 1914-1940*. Paris, A. Colin (coll. U 2), 3^e éd. 1969, 192 p.
- PICON, Gaëtan. *Panorama des idées contemporaines*. Paris, Gallimard, 1957, 793 p.
- PLUMYENE, Jean et LASIERRA, Roger. *Les Fascismes français 1923-1963*. Paris, Ed. du Seuil, 1963, 319 p.
- REMOND, René. *La Droite en France. De la première Restauration à la Cinquième République*. Paris, Aubier, 1963, 414 p.
- Les catholiques, le communisme et les crises, 1929-1939*. Paris, A. Colin (coll. « Kiosque »), 1960, 288 p.
- RENOUVIN, Pierre. *Histoire des relations internationales*. t. VIII, 2^e partie. De 1929 à 1945. Paris, Hachette, 1958, 426 p.
- SIMON, Pierre-Henri. *Histoire de la littérature française au XX^e siècle*. Paris, A. Colin (coll. U 2), 1967, t. I, 189 p.; t. II, 222 p.
- THIBAUDET, Albert. *Les idées politiques de la France*. Paris, Stock, 1932, 265 p.
- VALLETTE, G. et BOUILLON, J. *Munich 1938*. Paris, A. Colin (coll. « Kiosque »), 1964, 306 p.
- WEBER, Eugen. *L'Action Française*. Traduit de l'anglais par M. Chrestien. Paris, Stock, 1964, 649 p.
- B. Ouvrages consultés spécifiquement pour l'étude du mouvement « Esprit »
- ANDREU, Pierre. « Les idées politiques de la jeunesse intellectuelle de 1927 à la guerre » in *Revue des travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques*, année 1957, 2^e semestre, p. 17-30.
- BARLOW, Michel. *Le socialisme d'Emmanuel Mounier*. Toulouse, Privat, 1971, 173 p.
- BEDARIDA, François et Renée. « Une résistance spirituelle : Aux origines du « Témoignage chrétien » 1941-1942 » in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* N° 61, janvier 1966, p. 3-34.
- BENJAMIN, Roger. *Notion de personne et personnalisme chrétien*. Paris, Mouton, 1971, 156 p.
- BORNE, Etienne. *Mounier*. Paris, Ed. Seghers, 1972, 191 p.
- BOURDIN, Janine. « Des intellectuels à la recherche d'un style de vie. L'Ecole nationale des Cadres d'Uriage. » in *Revue Française de Sciences politiques*, vol. IX N° 4, décembre 1959, p. 1029-1045.
- CALBRETTE, Jean. *Mounier, le mauvais esprit*. Paris, Nouvelles Ed. Latines, 1957, 137 p.
- CHARPENTREAU, Jacques et ROCHER, Louis. *L'esthétique personnaliste d'Emmanuel Mounier*. Paris, Les Ed. Ouvrières, 1966, 150 p.

- CONIHL, Jean. *Emmanuel Mounier. Sa vie, son œuvre avec un exposé de sa philosophie*. Paris, PUF, 1966, 117 p.
- COUTROT, Aline. *Un courant de la pensée catholique : l'hebdomadaire « Sept », mars 1934-août 1937*. Paris, Ed. du Cerf, 1961, 334 p.
- DANSETTE, Adrien. *Destin du Catholicisme français 1926-1956*. Paris, Flammarion, 1956, 493 p.
- DOMENACH, Jean-Marie. *Emmanuel Mounier*. Paris, Ed. du Seuil (« Ecrivains de Toujours »), 1972, 190 p.
- « Les principes du choix politique » in *Esprit* N° 12, décembre 1950, p. 820-838.
- FRAISSE, Paul. « La puissance d'accueil » in *Esprit* N° 12, décembre 1950, p. 788-796.
- GIRARDET, Raoul. « Notes sur l'esprit d'un fascisme français 1934-1939 » in *Revue française de Sciences politiques*, vol. V N° 3, juillet-septembre 1955, p. 229-246.
- GOGUEL, François. « Positions politiques » in *Esprit* N° 12, décembre 1950, p. 797-819.
- GUCHET, Yves. « Georges Valois ou l'illusion fasciste » in *Revue française de Sciences politiques*, vol. XV, N° 6, décembre 1965, p. 1111-1144.
- GUISSARD, Lucien. *Mounier*. Paris, Ed. Universitaires, 1962, 123 p.
- HOFFMAN, Stanley. « Aspects du régime de Vichy » in *Revue française de Sciences politiques*. Vol. VI, N° 1, janvier-mars 1956.
- JEANSON, Francis. « Une pensée combattante » in *Esprit* N° 12, décembre 1950, p. 852-859.
- JOSSE, Raymond. « L'Ecole des Cadres d'Uriage 1940-1942 » in *Revue d'histoire de la deuxième guerre mondiale* N° 61, janvier 1966, p. 49-74.
- LACROIX, Jean. « Mounier éducateur » in *Esprit* N° 12, décembre 1950, p. 839-851.
- LESTAVEL, Jean. *Introduction aux personnalismes*. Paris, Ed. Vie Nouvelle, 1961, 55 p.
- LOUBET DE BAYLE, J.-L. *Les non-conformistes des années 1930. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*. Paris, Ed. du Seuil, 1969, 496 p.
- MARROU, H.-I. « L'action politique d'Emmanuel Mounier » in *Cahiers de la République. Revue bimestrielle de politique*. N° 2, 1956, p. 89-99.
- « Un homme dans l'Eglise » in *Esprit* N° 12, décembre 1950, p. 888-904.
- MAYEUR, Françoise. *L'Aube. Etude d'un journal d'opinion 1932-1940*. Paris, A. Colin, 1966 (Cahier de la fondation nationale des sciences politiques N° 144), 236 p.
- MOIX, Candide. *La pensée d'Emmanuel Mounier*. Paris, Ed. du Seuil, 1960, 340 p.
- RACINE, Nicole. « Une revue d'intellectuels communistes dans les années vingt : Clareté (1921-1928) » in *Revue française de Sciences politiques*, vol. XVII N° 3, juin 1967, p. 484-519.
- REMOND, René. « La fin de la III^e République » in *Revue française de Sciences politiques*, vol. VII, N° 2, avril-juin 1957, p. 253-270.
- RICŒUR, Paul. « Une philosophie personnaliste » in *Esprit* N° 12, décembre 1950, p. 860-887.
- SIEGFRIED, André. « Le Vichy de Pétain, le Vichy de Laval » in *Revue française de Sciences politiques*, vol. VII, N° 4, octobre-décembre 1956, p. 736-749.
- TOUCHARD, Jean. « Le Parti communiste français et les intellectuels (1920-1939) » in *Revue française de Sciences politiques*, N° III, juin 1967, p. 468-483.
- « L'esprit des années 1930 : une tentative de renouvellement de la pensée politique française » in *Tendances politiques dans la vie française depuis 1789* (colloque présenté par Guy Michaud), Paris, Hachette, 1960, p. 89-119.
- TOUCHARD, Pierre-Aimé. « Dernier dialogue » in *Esprit* N° 12, décembre 1950, p. 777-787.
- ZAZZA, Nouredine. *Etude critique de la notion d'engagement chez Emmanuel Mounier*. Genève, Droz, 1955, 107 p.

C. Autres ouvrages consultés

- BASTIDE, Roger. *Sociologie et psychanalyse*. Paris, PUF 1972 (2^e éd.), 319 p.
- BESANÇON, Alain. *Histoire et expérience du moi*. Paris, Flammarion, 1971, 241 p.
- CLANCIER, Anne. *Psychanalyse et critique littéraire*. Paris, Ed. Edouard Privat, 1973, 228 p.
- COSTES, Alain. *Albert Camus ou la parole manquante. Etude psychanalytique*. Paris, Payot, 1973, 254 p.
- DUVEAU, Georges. *Sociologie de l'Utopie et autres « Essais »*. Paris, PUF, 1961, 192 p.

- ERIKSON, H. Erik. *Adolescence et crise. La quête de l'identité*. Paris, Flammarion, 1972, 328 p.
- FERNANDEZ, Dominique. *L'Arbre jusqu'aux racines. Psychanalyse et création*. Paris, Grasset, 1972, 355 p.
- L'échec de Pavese*. Paris, B. Grasset, 1967, 410 p.
- FORNARI, Franco. *Psychanalyse de la situation atomique*. Paris, Ed. Gallimard, 1969, 338 p.
- FREUD, Sigmund. *L'avenir d'une illusion*. Paris, PUF, 1971, 100 p.
- Essais de psychanalyse*. Paris, Payot, 1970, 281 p.
- Malaise dans la civilisation*. Paris, PUF, 1972, 109 p.
- Métapsychologie*. Paris, Ed. Gallimard « Idées », 1971, 187 p.
- Psychanalyse*. (Textes choisis par D. Dreyfus). Paris, PUF, 1971, 190 p.
- Totem et tabou*. Paris, Payot, 1970, 186 p.
- Trois essais sur la théorie de la sexualité*. Paris, Ed. Gallimard (« Idées »), 1968, 189 p.
- FRIEDLAENDER, Saül. *L'antisémitisme nazi. Histoire d'une psychose collective*. Paris, Ed. du Seuil, 1971, 205 p.
- GIRARD, René. *La Violence et le Sacré*. Paris, Grasset, 1972, 451 p.
- GREENSTEIN, Fred. *Personality and politics. Problems of evidence, inference and conceptualization*. Chicago, MacKhan Publ. Co., 1970, 200 p.
- KENNISTON, Kenneth. *The Alienated Youth in American Society*. New York, Bell Publishing Co., 1965, 500 p.
- Young Radicals. Notes on Committed Youth*. New York, Harcourt Bruce Jovanovich, 1968, 368 p.
- MANNONI, O. *Psychologie de la Colonisation*. Paris, Ed. du Seuil, 1950, 253 p.
- MAURON, Charles. *Des métaphores obsédantes au mythe personnel. Introduction à la psychocritique*. Paris, Libr. José Corti, 1970, 380 p.
- MENDEL, Gérard. *La révolte contre le père. Une introduction à la sociopsychanalyse*. Paris, Payot, 1969, 436 p.
- La crise de générations. Etude sociopsychanalytique*. Paris, Payot, 1971, 264 p.
- MITSCHERLICH, Alexander. *L'idée de paix et l'agressivité humaine*. Paris, Ed. Gallimard (« Idées »), 1970, 189 p.
- ROBERT, Marthe. *Roman des origines et origine du roman*. Paris, Grasset, 1972, 365 p.
- SERVIER, Jean. *Histoire de l'utopie*. Paris, Gallimard (« Idées »), 376 p.
- SMIRNOFF, Victor. *La psychanalyse de l'enfant*. Paris, PUF, 1968, 297 p.
- STAROBINSKI, Jean. *La relation critique. Essai*. Paris, Gallimard, 1970, 341 p.
- STEPHANE, André. *L'univers contestationnaire. Etude psychanalytique*. Paris, Payot, 1969, 305 p.

Index des noms de personnes citées

N.B. — Il n'est mentionné dans cet index ni Emmanuel Mounier, ni les noms cités dans la biographie. La lettre *n* à côté du numéro de la page signifie que la personne est citée dans les notes.

- Alain : 144.
 Albrecht, B. : 302.
 Alibert, R. : 267.
 Andreu, P. : 77.
 Andrieu, cardinal : 15.
 Aragon, L. : 113.
 Arbois, P. (voir aussi : Géraud-Jouve) : 224-225.
 Archambault, P. : 42, 46-48, 99.
 Ardoint, D. : 320 n.
 Arduin, F. : 89.
 Aucourt, G. d' : 297.
 Auriol, V. : 138.
- Bainville, J. : 15.
 Barbusse, H. : 113.
 Barrès, M. : 14, 253.
 Barth, K. : 65, 185.
 Barthou, L. : 145, 153, 160, 181, 212, 214.
 Bash, V. : 112.
 Baudoïn, P. : 139, 268.
 Bayet, A. : 171.
 Beau de Loménie : 245.
 Becker, R. de : 25, 29, 30, 61, 103, 107, 109.
 Beguin, A. : 306n.
 Beigbeder, M. : 25, 290, 297-299.
 Belin, P. : 266, 268.
 Benda, J. : 59, 69, 114.
 Benès, E. : 194, 197, 211.
 Benoist-Méchin : 297.
 Benoit, A. : 76.
 Berdiaeff, N. : 16, 17, 21, 30, 93, 94, 107.
 Bergamin, J. : 167, 171-174.
 Bergery, G. : 6, 61, 103, 110, 164, 207, 268.
 Bergson, H. : 11, 12, 32.
 Bernadot, Père : 25.
 Beuve-Méry, H. : 265, 290, 291.
 Bidault, G. : 6, 302.
 Blanchard, L. : 291.
 Bloch, J.-R. : 114.
 Blois, L. : 355.
 Blondel, M. : 294.
 Blum L. : 112, 130, 134, 136, 138-143, 159, 165, 173-175, 178, 190, 193, 224, 262, 330n., 336n.
 Boivin-Champeaux : 261.
 Bonald, L. de : 14, 15, 17.
 Bonnard, A. : 89.
 Bonnefoy, G. : 216, 271.
 Bonnefous, E. : 344.
 Bonnet, G. : 211, 214, 225.
- Borne, E. : 25.
 Borrel, P. (voir aussi : Wolf P.) : 222, 228.
 Bossuet, J. : 15.
 Bostsarron, S. : 81.
 Boulanger, général : 212, 213.
 Bourdet, E. : 353.
 Bourdet, C. : 137, 302, 353.
 Bourgeois, L. : 237.
 Bourget, P. : 14.
 Bouthillier, Y. : 268.
 Breton, A. : 113.
 Breuil, R. : 25, 65.
 Briand, A. : 147, 162, 246.
 Bricon, E. : 195-197.
 Brunfaut, J. : 291.
 Buré, E. : 218.
- Capitant, R. : 296.
 Carcopino, J. : 294.
 Castelnau, général de : 150, 151, 205.
 Chaillet, Père : 296.
 Chamberlain, N. : 211, 214, 217.
 Chamson, A. : 114, 271, 328.
 Charbonneau, B. : 74, 78, 235.
 Chastaing, M. : 253, 271, 301.
 Chautemps, C. : 190.
 Chollet, Mgr. : 135.
 Chevalier, J. : 11, 16, 25, 31, 50, 168, 169, 264, 294, 306n., 307n., 314n.
 Chevalley, C. : 96.
 Chiappe, J. : 76, 100, 109-111, 156n.
 Ciano, G. : 224.
 Clausewitz, C. von : 253.
 Clemenceau, G. : 154, 162, 169.
 Cornu, A. : 117.
 Coty, F. : 100.
 Courbe, Mgr. : 134, 330n.
- Daladier, E. : 102, 112, 211, 214, 217, 221, 227, 314n.
 Dami, A. : 25, 157, 158, 160, 182, 186, 189-191, 105, 196, 223, 353.
 Dandieu, A. : 66.
 Danielou, C. : 18.
 Danielou, J. : 12, 16.
 Daniel-Rops : 66.
 Darlan, J. : 297, 299, 300, 352n.
 Daudet, L. : 25.
 Davenson, H. (voir aussi : Marrou, H.) : 26.
 Déat, M. : 221.
 Degrelle, L. : 29.

Delbos, Y. : 190.
 Delcassé, T. : 145, 162.
 Déléage, A. : 17-19, 34, 59, 80, 81, 83, 301.
 Delorme, M. : 192, 213.
 Dermenghem, E. : 16.
 Descartes, R. : 12, 205, 307n.
 Detœuf, A. : 355.
 Devivaise, C. : 89.
 Dimitroff, G. : 171.
 Dolfuss, E. : 192.
 Doumergue, G. : 102, 145.
 Drieu la Rochelle, P. : 254, 271, 346n.
 Du Bos, C. : 16.
 Dulong, L. : 308n.
 Dulot, C. : 356.
 Dumoulin de la Barthète : 267, 268.
 Dupeyroux, H. : 236.
 Dupont White, C.-B. : 356.
 Dupuis, R. : 93, 96.
 Duveau, G. : 6, 17, 19, 75, 96, 138, 145, 175, 188, 189, 353.

Emmanuel, P. : 27, 271, 295.
 Eluard, P. : 113.

Fabrègue, J. de : 96.
 Faure, P. : 159, 221.
 Fauvet, J. : 325n.
 Febvre, L. : 172.
 Fernet, amiral : 267.
 Flandin, P.-E. : 23, 81, 149, 162, 186, 189, 221, 297.
 Fornari, F. : 342n.
 Fortuny, R. : 298.
 Fouchet, M.-P. : 89.
 Fraisse, P. : 271.
 Franco, général : 166,, 168, 171, 172, 224.
 Frank, W. : 114.
 Frenay, H. : 296, 302.
 Fumet, S. : 16.
 Funk, W. : 224.

Gagnebin, E. : 89.
 Galey, L.-E. : 17-19, 78, 271.
 Galtier-Boissière : 204, 207.
 Gambetta, L. : 212.
 Gandhi : 108.
 Gandillac, M. de : 25, 146-149, 155, 162, 164, 182, 219, 251, 353.
 Ganne, Père : 294.
 Gaulle, C. de : 261, 301.
 Gay, F. : 170, 171, 333n.
 Géraud-Jouve (voir aussi : Arbois, P.) : 339n.
 Ghéon, H. : 16.
 Gide, H. : 113, 114, 221, 180, 328n, 334n.
 Gilloin, R. : 267, 293, 350n.
 Giono, J. : 113.
 Giral, P. : 165.

Goguel, F. (voir aussi : Sérampuy) : 25, 198, 271, 301, 353.
 Gosset, J. : 240, 242, 271, 295, 301.
 Grenier, J. : 89.
 Guéhenno, J. : 114.
 Guernut : 171.
 Guilcher, J.-M. : 291.
 Guitton, J. : 11.
 Gurvitch, G. : 353.

Halévy, D. : 172.
 Hambresin, E. : 173.
 Henlein, K. : 194, 199, 211.
 Herr, M. : 291.
 Herriot, E. : 162.
 Hitler, A. : 51, 91, 94, 95, 102, 145, 147-149, 157-163, 167, 173, 181-186, 188-200, 211, 215-217, 219, 221-225, 228, 237, 243, 245-252, 255, 267, 271, 272, 277, 278, 294, 335n., 336n., 354.
 Humeau, E. : 25, 28, 73, 78, 83, 84, 135, 302, 354.
 Huxley, A. : 114.

Innitzer, cardinal : 192.
 Izard, G. : 12, 17-19, 32-35, 59-61, 83, 110, 307n.

Jahier, V. : 28.
 Jaray, G.-L. : 270.
 Jaubert, M. : 271.
 Jaurès, J. : 24.
 Jeanneney, J. : 344n.
 Journet, abbé C. : 16.
 Julliard, J. : 267, 345n.
 Jung C. : 309n.

Kamenev, L. : 178.
 Kellogg, F. : 147.
 Kérillis, H. de : 150, 218.
 Kerensky, A. : 113.
 Koestler, A. : 165.

Labasque, J. : 81.
 Labourel, A. : 228, 229.
 Labrousse, R. : 25, 26, 140, 175, 187-189, 194, 219, 223, 301, 354.
 Lacombe, O. : 16, 25, 321n.
 Lacroix, J. : 24, 25, 80, 81, 84, 89, 118, 202, 203, 208, 254, 265, 270, 295, 296, 354, 355.
 Lagardelle, H. : 25, 353.
 Laigneau, P.-D. : 142.
 Laloy, J. : 298.
 Laloy L. : 16.
 Lamour, P. : 25, 353.
 Landsberg, P.-L. : 301, 352n., 354.
 Langevin, P. : 112, 114.
 Laval, P. : 181, 187, 214, 217, 261, 262, 268, 269, 272, 274, 293, 297.

- Leblond, C. (voir aussi : Blondel, C.) : 237.
 Leclercq, P. : 10.
 Leenhardt, R. : 25, 139, 140, 174, 271, 354.
 Lefebvre, H. : 115, 117.
 Lefranc, G. : 134, 256.
 Lefrancq, J. : 10, 27, 28, 74, 85, 89, 153-155, 217, 242, 243, 291, 306n., 307n., 354.
 Lénine, V. : 51, 108, 120, 121, 178, 179, 205.
 Leroy, M. : 237.
 Lignac, X. de : 320n.
 Lloyd George, D. : 154.
 Lopez-Ross, A. : 291.
 Louis-Philippe : 212.
 Loustau, R. : 268.
 Ludendorff, E. : 154.
 Madaule, J. : 25, 30, 31, 109, 110, 136, 139, 140, 142, 143, 190, 191, 193-195, 197-199, 221, 228, 231-233, 249-251, 253, 255, 271, 354.
 Malraux, A. : 113, 114.
 Malvy, L. : 156, 212, 213, 217.
 Man, H. de : 112, 118, 119, 135, 322n., 328n.
 Marc, A. : 66, 93.
 Marcel, G. : 16, 172, 294.
 Marguerite, V. : 113.
 Marion, P. : 96, 297, 299.
 Maritain, J. : 13-17, 19-21, 25, 30-35, 39, 46, 50, 60, 167, 172, 309n., 353, 356.
 Marrou, H. (voir aussi : Davenson) : 72, 355.
 Martinet, M. : 95, 125, 126.
 Martinaggi, J. : 322n.
 Marx, K. : 117, 118, 180, 328n.
 Massis, H. : 14, 15, 18, 267, 299.
 Matteotti, G. : 171, 179.
 Mauriac, F. : 41, 51, 165, 166, 172.
 Maurras, C. : 14, 15, 25, 46, 159, 267, 268, 270, 308n.
 Maury, P. : 65.
 Maxence, J.-P. : 256.
 Maistre, J. de : 14, 15, 17.
 Maze, J. : 256, 271, 281.
 Mendizabal Villada, A. : 169, 170.
 Menthon, F. de : 302.
 Mercier, cardinal : 14.
 Meves, E. : 95.
 Miatlev, A. : 216, 271, 344n.
 Michel, H. : 263.
 Michelet, J. : 77, 188.
 Miklas, W. : 190.
 Millienne, R. : 80, 81.
 Molla, général : 167.
 Montaron, G. : 351n.
 Monzie, A. de : 245.
 Moré, M. : 25, 117, 118, 120, 219, 271, 295, 309n., 355.
 Mossé, R. : 134, 135.
 Mussolini, B. : 51, 94, 95, 108, 147, 158, 188, 189, 211, 223, 224.
 Négrin, J.-L. : 173.
 Nietzsche, F. : 292.
 Niklaus, E.-A. : 242, 243, 342n.
 Nizan, P. : 113, 115.
 Parain, B. : 216.
 Pascal, B. : 12.
 Paul-Boncour, J. : 162.
 Paulhan, J. : 66.
 Paz, M. : 121.
 Péguy, C. : 12-14, 18, 28, 43, 48, 51, 55, 77, 123, 124, 129, 216, 289, 290, 296, 307n., 311n., 348.
 Péguy, M. : 12.
 Peret, R. : 81.
 Perret, J. : 271.
 Perroux, F. : 73, 127, 238-240, 271, 291, 345n., 355.
 Pétain, P. : 259-273, 275, 278-281, 284-286, 292, 293, 297, 300, 347n., 353, 355.
 Petitjean, A. : 356.
 Philip, A. : 134, 328n.
 Pie IX : 15.
 Pivert, M. : 73, 354.
 Plaquevent, abbé : 35.
 Poincaré, R. : 153, 162, 181, 212, 214, 217.
 Porte du Theil, général de la : 265.
 Pouget, Père : 11, 314n.
 Poulaille, H. : 126.
 Pozzi, C. : 353.
 Prélot, M. : 295.
 Preston, J.H. : 297.
 Prévost, P. : 256.
 Proudhon, P.J. : 72, 353.
 Psichari, E. : 14.
 Pucheu, P. : 297, 299.
 Pury, R. de : 65, 294.
 Queipo de Llano, général : 267.
 Racine, N. : 327n.
 Ramond, P. : 134.
 Raymond, M. : 25, 89, 295, 351n.
 Régis, N. : 141.
 Reinach, J. : 237.
 Reynaud, P. : 190, 193, 255, 259, 270.
 Richard, M. : 136, 271.
 Rimbaud, A. : 70.
 Rist, C. : 139.
 Rivet, P. : 114.
 Rivier, A. : 89, 204-207, 337n.
 Robert, P. : 94.
 Roche, A. : 136.

Rocque, C. de la : 129, 139, 212, 213, 217.

Rolland, R. : 113.

Roosevelt, F.D. : 297.

Rougemont, D. de : 25, 34, 63-73, 85, 180, 182-184, 189, 199, 221, 240-242, 301, 355.

Roux, C. : 344n.

Rovan, J. : 297.

Rueff, J. : 139.

Runciman, W. : 199, 219.

Sacco : 171.

Salazar : 73, 289.

Sallièges, Mgr. : 135.

Sangnier, M. : 47.

Sarraut, A. : 129, 159-161, 335n.

Schacht, Dr. : 224.

Scheler, M. : 354.

Schorderet, X. : 299.

Schuschnigg, K. : 188-190.

Schwob, R. : 94.

Semprun y Gurrea, J. : 166, 168-175.

Sérampuy (voir aussi : Goguel, F.) : 175, 199, 219.

Serge V. : 121, 172, 173, 180, 204, 207, 328n., 334n.

Serreau, J.-M. : 291.

Seyss-Inquart, A. : 190.

Silve, M. : 11, 13, 47, 60, 307n.

Simon, P.-H. : 25, 81, 89, 271, 301, 309n.

Smirnov : 178.

Sorel, G. : 126.

Soutou, J.-M. : 302.

Souvarine, B. : 120, 328.

Spinasse, L. : 261.

Spirito, U. : 96.

Spoulder, N. : 223.

Staline, J. : 102, 119-121, 132, 173, 178-181, 197.

Stavisky, A. : 78, 98, 99.

Stéphane, A. : 314n.

Strasser, O. : 95.

Stresemann, G. : 162.

Sylveire, J. : 92.

Talleyrand, C.-M. : 212, 213.

Tardieu, A. : 23, 150, 162, 181, 212, 214, 217.

Teitgen, P.-H. : 302.

Thaelmann : 171.

Thiers, A. : 214.

Thomas, H. : 294.

Thorez, M. : 103, 112, 114, 178.

Tolédano, A.-D. : 157, 158.

Touchard, P.-A. : 25, 28, 85, 120, 180, 181, 185, 210, 233, 245, 248-250, 271, 295, 302, 355.

Toukatchevsky, M. : 180.

Traz, R. de : 157, 353.

Tricot, J.-G. : 271.

Trotsky, L. : 51, 179, 328n.

Ulmann, A. : 25, 73, 75, 76, 81, 82, 84, 98, 109-113, 128, 129, 134, 153-155, 302, 356.

Valois, G. : 25, 204, 353.

Vaillant-Couturier, P. : 113.

Verdier, cardinal : 135.

Verne, J. : 355.

Viance, G. : 79, 81.

Vignaux, P. : 271, 295.

Villey, D. : 135, 216, 271, 295, 356.

Viollis, A. : 321n.

Vitran, A. : 298.

Weber, E. : 308n.

Weil, S. : 173.

Weygand, M. : 259, 261, 270.

Wilson, W. : 147, 162.

Wolf, P. (voir aussi Borrel, P.) : 25.

Zérapha, G. : 25, 80-82, 295, 301, 349n.

Zinoviev, G. : 178.

Table des matières

CHAPITRE PREMIER

La fondation du mouvement	Esprit	9
1	Enfance et influences	17
2	La création de la revue <i>Esprit</i>	17
3	Une époque en crise et une génération troublée	22
4	<i>Esprit</i> se distance de Maritain	31

CHAPITRE II

La pensée d'Emmanuel Mounier	37
1 La primauté du spirituel ou la victoire de l'enfant sur le monde adulte	37
2 La révolution personaliste ou la purification nécessaire	49
3 L'engagement, ou l'affrontement des hommes	58

CHAPITRE III

La pensée personaliste (suite)	63
1 La pensée oplitique de Denis de Rougemont	63
2 Thèmes communs aux rédacteurs d' <i>Esprit</i>	72
3 L'illusion de la pureté : fondement de la communauté <i>Esprit</i>	84

CHAPITRE IV

Le refus de la politique	91
1 <i>Esprit</i> et les idéologies totalitaires	91
2 <i>Esprit</i> et la crise de 1934	98
3 La crainte du Front populaire	110

CHAPITRE V

Le Front populaire	123
1 Le peuple enfant	123
2 La victoire du Front populaire ou le triomphe de l'enfant	130
3 La désillusion	137

CHAPITRE VI

Les premières marches vers la guerre	145
1 Le réarmement allemand	145
2 La remilitarisation de la Rhénanie	159
3 La guerre d'Espagne	165

CHAPITRE VII

Le nouvel avant-guerre	177
1 La vision personnaliste des menaces extérieures	177
2 Vers un nouveau coup de force hitlérien	186
3 L'Anschluss	189
4 De l'Anschluss à la crise des Sudètes	194

CHAPITRE VIII

La crise de Munich	201
1 <i>Esprit</i> fait son autocritique	201
2 La crise internationale de septembre 1938	211
3 Munich	217
4 Les lendemains de Munich	221

CHAPITRE IX

La « résistance » d'Esprit	227
1 La nécessité d'une révolution morale	227
2 La démocratie coupable	235
3 La guerre, fatalité d'une France coupable	245

CHAPITRE X

La Révolution nationale	259
1 Le régime de la défaite	259
2 La souffrance salutaire	270
3 Le retour à l'enfance	279
4 L'ambivalence d' <i>Esprit</i> à l'égard de l'autorité nouvelle	290

Conclusion	301
Notes	306
Biographies	353
Bibliographies	357
Index des noms	364
Table des matières	369

*Achevé d'imprimer
le 31 octobre 1974, sur les presses
de Grafipress
Imprimerie Raymond Fawer S.A.
Renens (Suisse)*

Imprimé en Suisse

